

Art. 10. — Tout intervenant est tenu au respect de l'obligation de sécurité du produit qu'il met à la consommation, en ce qui concerne :

— ses caractéristiques, sa composition, son emballage et ses conditions d'assemblage et d'entretien ;

— l'effet du produit sur d'autres produits au cas où l'on peut raisonnablement prévoir l'utilisation du premier avec les seconds ;

— sa présentation, son étiquetage, les instructions éventuelles concernant son utilisation et son élimination ainsi que toute autre indication ou information émanant du producteur ;

— les catégories de consommateurs se trouvant dans des conditions de risque grave au regard de l'utilisation du produit, en particulier les enfants.

Les règles applicables en matière de sécurité des produits, sont fixées par voie réglementaire.

### Chapitre III

#### De l'obligation de la conformité des produits

Art. 11. — Tout produit mis à la consommation doit satisfaire à l'attente légitime du consommateur en ce qui concerne sa nature, son espèce, son origine, ses qualités substantielles, sa composition, sa teneur en principes utiles, son identité, ses quantités, son aptitude à l'emploi et les risques inhérents à son utilisation.

Le produit doit également répondre à l'attente légitime du consommateur quant à sa provenance, aux résultats escomptés, aux spécifications réglementaires de ses emballages, à sa date de fabrication, à sa date limite de consommation, à son mode d'utilisation, aux conditions de sa conservation, aux précautions y afférentes et aux contrôles dont il a fait l'objet.

Art. 12. — Tout intervenant est tenu de procéder aux contrôles de conformité du produit, préalablement à sa mise à la consommation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Lesdits contrôles sont proportionnels à la nature des opérations à assurer par l'intervenant, au volume et à la variété des produits qu'il met à la consommation, aux moyens dont il doit disposer compte tenu de sa spécialité et des règles et usages communément admis en la matière.

Le contrôle effectué par les agents prévus à l'article 25 de la présente loi ne libère pas l'intervenant de l'obligation de la vérification de la conformité du produit, préalablement à sa mise à la consommation, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

### Chapitre IV

#### De l'obligation de la garantie et du service après vente

Art. 13. — L'acquéreur de tout produit consistant en un appareil, un instrument, un véhicule, une machine, un outil ou tout autre bien d'équipement, bénéficie de plein droit d'une garantie.

La garantie s'étend également aux services.

Lorsque le produit présente un défaut, l'intervenant doit, au cours de la période garantie fixée, le remplacer ou rembourser son prix ou réparer le produit ou modifier la prestation à ses frais.

La garantie prévue ci-dessus est due au consommateur et exécutée sans charges supplémentaires.

Toute clause contraire est nulle et de nul effet.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article, sont fixées par voie réglementaire.

Art. 14. — Toute autre garantie accordée par l'intervenant, à titre onéreux ou gratuit, n'exclut pas le bénéfice de la garantie légale citée à l'article 13 ci-dessus.

Les clauses et les conditions d'exécution de ces garanties doivent figurer dans un document accompagnant le produit.

Art. 15. — Tout acquéreur d'un produit visé à l'article 13 de la présente loi bénéficie du droit à l'essai du produit acquis.

Art. 16. — Dans le cadre du service après vente et après expiration de la période de garantie fixée par voie réglementaire ou dans tous les cas où la garantie ne peut pas jouer, l'intervenant concerné est tenu d'assurer l'entretien et la réparation du produit mis sur le marché.

### Chapitre V

#### De l'obligation de l'information du consommateur

Art. 17. — Tout intervenant doit porter à la connaissance du consommateur toutes les informations relatives au produit qu'il met à la consommation, par voie d'étiquetage, de marquage ou par tout autre moyen approprié.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 18. — L'étiquetage, le mode d'emploi, le manuel d'utilisation, les conditions de garantie du produit et toute autre information prévue par la réglementation en vigueur, doivent être rédigés essentiellement en langue arabe et, accessoirement, dans une ou plusieurs autres langues accessibles aux consommateurs, de façon visible, lisible et indélébile.

### Chapitre VI

#### Des intérêts matériels et moraux des consommateurs

Art. 19. — Tout service offert au consommateur ne doit pas nuire à son intérêt matériel et ne doit pas lui causer de préjudice moral.

Art. 20. — Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur, les offres de crédits à la consommation doivent répondre à l'attente légitime du consommateur en ce qui concerne la transparence de l'offre préalable, la nature, la portée et la durée de l'engagement ainsi que les échéances de remboursement de l'offre ; un contrat en est établi.

Les conditions et les modalités d'offres en matière de crédits à la consommation, sont définies par voie réglementaire.

#### Chapitre VII

##### Des associations de protection des consommateurs

Art. 21. — Est association de protection des consommateurs toute association légalement constituée dont le but est d'assurer la protection du consommateur à travers son information, sa sensibilisation, son orientation et sa représentation.

Les associations de protection des consommateurs visées à l'alinéa ci-dessus, peuvent être reconnues d'utilité publique selon les conditions et les modalités prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 22. — Nonobstant les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance n° 71-57 du 5 août 1971 relative à l'assistance judiciaire, les associations de protection des consommateurs reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire.

Art. 23. — Lorsqu'un ou plusieurs consommateurs ont subi des préjudices individuels, causés par le fait d'un même intervenant et ayant une origine commune, les associations de protection des consommateurs, peuvent se constituer partie civile.

Art. 24. — Il est créé un conseil national pour la protection des consommateurs qui émet son avis et propose des mesures qui contribuent au développement et à la promotion de politiques de protection du consommateur.

La composition et les compétences de ce conseil sont déterminées par voie réglementaire.

#### TITRE III

##### DE LA RECHERCHE ET DE LA CONSTATATION DES INFRACTIONS

#### Chapitre I

##### Des agents de la répression des fraudes

Art. 25. — Outre les officiers de police judiciaire et les autres agents autorisés par des textes spécifiques, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la présente loi, les agents de la répression des fraudes relevant du ministère chargé de la protection du consommateur.

Art. 26. — Les agents de la répression des fraudes, visés à l'article 25 ci-dessus doivent être commissionnés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et prêter par devant le tribunal de leur résidence administrative, le serment suivant :

" أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بأعمال  
وظيفتي بأمانة وصدق وأحافظ على السر المهني  
وأراعي في كل الأحوال الواجبات المفروضة عليّ . "

Attestation en est délivrée par le tribunal et est déposée sur la carte de la commission d'emploi.

Le serment n'est pas renouvelé tant qu'il n'y a pas interruption définitive de la fonction.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les agents visés à l'article 25 ci-dessus, doivent décliner leur fonction et présenter leur commission d'emploi.

Art. 27. — Les agents visés à l'article 25 ci-dessus, sont protégés contre toute forme de pression ou de menace de nature à entraver l'accomplissement de leurs missions conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Art. 28. — Les agents de contrôle visés à l'article 25 de la présente loi peuvent, en cas de besoin, solliciter le concours des agents de la force publique qui sont tenus, à la première sollicitation, de leur prêter main forte dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

En cas de nécessité, ils peuvent faire appel à l'autorité judiciaire territorialement compétente, conformément aux procédures en vigueur.

#### Chapitre II

##### Des procédures de contrôle

Art. 29. — Les agents visés à l'article 25 de la présente loi, procèdent, par tout moyen, à tout moment et à tous les stades du processus de mise à la consommation, aux contrôles de la conformité des produits par rapport aux exigences spécifiées les concernant.

Art. 30. — Les contrôles prévus par la présente loi sont effectués par des vérifications de documents et/ou d'auditions des intervenants concernés, par des constatations directes au moyen d'examen visuels ou d'appareils de mesure, et complétées le cas échéant, par des prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses, de tests ou d'essais.

Le contrôle aux frontières de la conformité des produits importés, est effectué avant dédouanement.

Les conditions et les modalités de contrôle sont fixées par voie réglementaire.

Art. 31. — Dans le cadre de leurs missions de contrôle et conformément aux dispositions de la présente loi, les agents visés à l'article 25 ci-dessus, dressent des procès-verbaux dans lesquels ils énoncent les dates et lieux des contrôles effectués, relèvent les faits constatés, les infractions et les sanctions y afférentes.

En outre, les procès-verbaux comportent l'identité et la qualité des agents ayant effectué le contrôle ainsi que l'identité, la filiation, l'activité et l'adresse de l'intervenant concerné par le contrôle.

Les agents, visés à l'article 25 ci-dessus, peuvent joindre aux procès-verbaux tout document ou toute pièce à conviction.

Les procès-verbaux prévus aux alinéas précédents, font foi jusqu'à preuve du contraire.

Art. 32. — Les procès-verbaux sont dressés et signés par les agents ayant constaté l'infraction.

Lorsque le procès-verbal est rédigé en sa présence, l'intervenant signe le procès-verbal.

Lorsque le procès-verbal est rédigé en l'absence de l'intervenant ou en cas de refus, mention y est portée.

Les procès-verbaux dressés par les agents visés à l'article 25 ci-dessus, sont inscrits sur un registre tenu à cet effet, coté et paraphé par le président du tribunal territorialement compétent.

La forme et le contenu des procès-verbaux sont fixés par voie réglementaire.

Art. 33. — Dans le cadre de leurs missions, les agents visés à l'article 25 de la présente loi, peuvent sans se voir opposer le secret professionnel, consulter tout document technique, administratif, commercial, financier ou comptable ainsi que tout support magnétique ou informatique.

Ils peuvent exiger la communication de ces documents, en quelque main où ils se trouvent et procéder à leur saisie.

Art. 34. — Les agents visés à l'article 25 ci-dessus, ont libre accès de jour comme de nuit, y compris les jours fériés, dans les locaux commerciaux, bureaux, annexes, locaux d'expédition ou de stockage et, d'une manière générale, en quelque lieu que ce soit, à l'exception des locaux à usage d'habitation dont l'accès doit se faire conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

Leur action s'exerce également durant le transport des produits.

### Chapitre III

#### Des laboratoires de la répression des fraudes

Art. 35. — Dans le cadre de l'application des dispositions de la présente loi, les laboratoires relevant du ministère chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, sont habilités à effectuer les analyses, tests et essais au titre de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Art. 36. — Outre les laboratoires visés à l'article 35 ci-dessus, des laboratoires peuvent être agréés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, pour effectuer les analyses, tests et essais prévus à l'article 35 ci-dessus.

Les conditions et les modalités d'agrément des laboratoires sont fixées par voie réglementaire.

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, les laboratoires qui interviennent dans le cadre de leurs textes de création ou dans des domaines régis par une réglementation spécifique.

Art. 37. — Les laboratoires visés aux articles 35 et 36 ci-dessus, sont tenus d'utiliser, dans le cadre de leurs missions, les méthodes fixées par voie réglementaire ou, à défaut, les méthodes issues des normes reconnues au plan international.

Art. 38. — Les laboratoires visés aux articles 35 et 36 ci-dessus, établissent des bulletins ou rapports des résultats des analyses, tests ou essais effectués par leurs soins et mentionnent les références des méthodes utilisées.

### Chapitre IV

#### Des prélèvements d'échantillons

Art. 39. — Les prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses, tests ou essais prévus à l'article 35 ci-dessus, sont effectués conformément aux dispositions de la présente loi.

Chaque prélèvement donne lieu, séance tenante, à l'établissement d'un procès-verbal de prélèvement d'échantillons par les agents visés à l'article 25 ci-dessus.

Les conditions et les modalités de prélèvement des échantillons, sont fixées par voie réglementaire.

Art. 40. — Pour les besoins d'analyses, tests ou essais, trois (3) échantillons homogènes et représentatifs du lot contrôlé, sont prélevés et mis sous scellés.

Le premier échantillon est transmis au laboratoire habilité par la présente loi aux fins d'analyses, tests ou essais. Le deuxième et le troisième échantillons constituent des échantillons témoins, l'un est conservé par les services de contrôle ayant effectué le prélèvement et l'autre est laissé sous la garde de l'intervenant concerné.

L'échantillon détenu par l'intervenant et celui gardé par les agents ayant effectué le prélèvement, sont utilisés en cas d'expertise.

Les échantillons témoins sont maintenus dans les conditions de conservation requises.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 41. — Lorsque le produit est rapidement altérable ou lorsqu'en raison de sa nature, de son poids, de sa quantité, de ses dimensions ou de sa valeur, il n'est prélevé qu'un seul échantillon qui est mis sous scellés et transmis immédiatement, aux fins d'analyses, tests ou essais, au laboratoire habilité par la présente loi.

Les modalités d'application des dispositions du présent article, sont fixées par voie réglementaire.

Art. 42. — Dans le cadre des études réalisées par les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, les agents visés à l'article 25 ci-dessus, peuvent procéder au prélèvement d'un seul échantillon.

#### Chapitre V

#### De l'expertise

Art. 43. — L'expertise effectuée dans le cadre de la présente loi est contradictoire. Elle est ordonnée et exécutée selon les prescriptions et dans les formes prévues aux articles 143 à 156 du code de procédure pénale, sous réserve des dispositions ci-après.

Art. 44. — Le procureur de la République saisit le juge compétent, s'il estime, soit à la suite des rapports ou des procès-verbaux dressés par les agents visés à l'article 25 ci-dessus, soit à la suite des bulletins ou des rapports des laboratoires habilités et, au besoin, après enquête préalable, qu'une poursuite doit être engagée ou une information ouverte.

Art. 45. — Dans le cas où la présomption de fraude ou de falsification résulte des analyses, tests ou essais des laboratoires habilités, l'auteur présumé de l'infraction est avisé par le juge compétent qu'il peut prendre communication du bulletin ou du rapport du laboratoire et qu'un délai de huit (8) jours ouvrables lui est imparti pour présenter ses observations et réclamer éventuellement l'expertise. Passé ce délai, l'auteur présumé de l'infraction ne peut plus réclamer l'expertise.

Art. 46. — Lorsque l'expertise a été réclamée par l'auteur présumé de l'infraction ou lorsqu'elle a été décidée par la juridiction compétente, deux (2) experts sont choisis ; l'un par la juridiction compétente et l'autre par l'auteur présumé de l'infraction.

Les deux experts (2) sont nommés par la juridiction compétente, conformément aux dispositions prévues par le code de procédure pénale.

A titre exceptionnel et sous réserve de l'accord de la juridiction compétente, l'auteur présumé de l'infraction peut choisir un expert ne figurant pas sur les listes dressées conformément aux dispositions de l'article 144 du code de procédure pénale.

Les deux (2) experts nommés ont les mêmes obligations, les mêmes droits et la même responsabilité et perçoivent la même rémunération dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Le responsable du laboratoire ayant effectué la première analyse, test ou essai peut être nommé en qualité d'expert, dans les conditions fixées par la présente loi.

Art. 47. — Pour le choix de l'expert, un délai est imparti par la juridiction compétente à l'auteur présumé de l'infraction, qui a toutefois le droit de renoncer explicitement à ce choix et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert nommé par la juridiction.

Si l'intéressé, sans avoir renoncé à ce droit, n'a pas choisi un expert dans le délai imparti, un expert est nommé d'office par la juridiction compétente.

Art. 48. — La juridiction compétente remet aux experts les deuxième et troisième échantillons prélevés conformément aux dispositions de l'article 40 de la présente loi.

L'auteur présumé de l'infraction est préalablement mis en demeure par la juridiction compétente, de remettre, sous huitaine, le troisième échantillon laissé à sa garde tel que prévu à l'article 40 de la présente loi.

Si l'auteur présumé de l'infraction ne présente pas le troisième échantillon intact dans ledit délai, il ne doit plus en être fait état à aucun moment et les experts concluent sur la base de l'examen du deuxième échantillon.

Art. 49. — Dans le cas où il a été prélevé un seul échantillon conformément aux dispositions de l'article 41 de la présente loi, la juridiction compétente commet immédiatement les experts nommés, pour procéder à un nouveau prélèvement dans les formes prévues à l'article 39 de la présente loi.

Art. 50. — En matière de contrôle bactériologique ou de pureté biologique, la juridiction compétente commet les experts nommés pour l'examen en commun du nouvel échantillon prévu à l'article 49 ci-dessus.

Les experts sont choisis, l'un par le juge compétent parmi les responsables des laboratoires habilités conformément aux dispositions prévues par la présente loi et l'autre par l'auteur présumé de l'infraction dans la discipline concernée. Les deux experts sont nommés conformément aux dispositions prévues à l'article 46 de la présente loi.

Art. 51. — La juridiction compétente prend toutes mesures pour que le prélèvement et l'expertise qui y fait suite immédiatement, soient effectués par les experts à la date fixée par elle.

Le défaut de l'un des experts n'empêche pas l'accomplissement de l'examen avec les effets qui s'attachent à la procédure contradictoire.

Les deux experts procèdent en commun, à l'examen de cet échantillon.

Art. 52. — Les analyses, tests ou essais effectués dans le cadre de la procédure contradictoire, sont réalisés dans les laboratoires habilités conformément aux dispositions prévues par la présente loi.



Les experts doivent employer la ou les méthodes d'analyses utilisées par les laboratoires habilités et procéder aux mêmes analyses, tests ou essais. Ils peuvent toutefois employer d'autres méthodes en complément.

#### TITRE IV

### DE LA REPRESSION DES FRAUDES

#### Chapitre I

#### Des mesures conservatoires et du principe de précaution

Art. 53. — Les agents visés à l'article 25 de la présente loi, prennent toute mesure conservatoire visant la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts du consommateur.

A ce titre, ils peuvent procéder aux refus temporaires ou définitifs d'admission aux frontières des produits importés, à des consignations, à des saisies, à des retraits temporaires ou définitifs et à la destruction des produits ainsi qu'à la suspension temporaire d'activités, conformément aux dispositions prévues par la présente loi.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 54. — Le refus temporaire d'admission aux frontières d'un produit importé, est prononcé en cas de suspicion de non-conformité du produit concerné, en vue de vérifications approfondies ou pour mise en conformité.

Le refus définitif d'admission aux frontières d'un produit importé est prononcé en cas de confirmation soit par constat direct, soit après vérifications approfondies, de non conformité du produit.

Art. 55. — La consignation consiste à suspendre, par décision de l'administration chargée de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, la mise à la consommation d'un produit reconnu non conforme par constat direct.

La consignation est décidée en vue de la mise en conformité du produit incriminé par l'intervenant concerné.

La levée de la consignation est prononcée par l'administration chargée de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, après constatation de la mise en conformité du produit.

Art. 56. — En cas de non conformité du produit, le contrevenant concerné est mis en demeure de prendre les mesures appropriées pour faire cesser la cause de non conformité ou d'inobservation des règles et des usages communément admis dans le processus de mise à la consommation.

Art. 57. — Lorsque la mise en conformité du produit n'est pas envisageable ou lorsque l'intervenant concerné refuse d'effectuer la mise en conformité du produit incriminé, il est procédé à sa saisie pour le changement de sa destination, de sa réorientation ou de sa destruction, sans préjudice des poursuites pénales prévues par les dispositions de la présente loi.

Art. 58. — Si un produit propre à la consommation est reconnu non conforme, l'intervenant concerné soit modifie sa destination en l'envoyant vers un organisme d'intérêt général pour son utilisation directe et licite ; soit il l'oriente et l'envoie vers un organisme pour son utilisation licite, après sa transformation.

Art. 59. — Le retrait temporaire consiste en l'interdiction de la mise à la consommation d'un produit, en tous lieux où il se trouve et dont la non conformité est suspectée et ce, en attendant les résultats des vérifications approfondies, dont notamment les résultats d'analyses, tests ou essais.

Si ces vérifications ne sont pas effectuées dans un délai de sept (7) jours ouvrables ou si elles ne confirment pas la non conformité du produit, la mesure de retrait temporaire est immédiatement levée. Ce délai peut être prorogé lorsque les conditions techniques de contrôle et d'analyses, tests ou essais l'exigent.

Si la non conformité du produit est établie, il est prononcé sa saisie et le procureur de la République en est immédiatement informé.

Art. 60. — Lorsque la non conformité d'un produit a été établie, les frais générés par les opérations de contrôle, d'analyses, de tests ou d'essais sont remboursés par l'intervenant défaillant.

Lorsque la non conformité n'a pas été confirmée par les analyses, tests ou essais, la valeur de l'échantillon est remboursée à l'intervenant concerné, sur la base de la valeur consignée sur le procès-verbal de prélèvement.

Art. 61. — Les saisies ainsi que les retraits temporaires ou définitifs effectués par les agents visés à l'article 25 de la présente loi, donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux et les produits incriminés sont mis sous scellés et placés sous la garde de l'intervenant concerné.

Art. 62. — Le retrait définitif est exécuté par les agents visés à l'article 25 ci-dessus, sans autorisation préalable de l'autorité judiciaire compétente, dans les cas :

- de produits reconnus falsifiés, corrompus, toxiques ou périmés ;
- de produits reconnus impropres à la consommation ;
- de produits détenus sans motif légitime et susceptibles d'être utilisés à des fins de falsification ;
- des produits de contrefaçon ;
- des objets ou appareils propres à effectuer des falsifications.

Le procureur de la République en est immédiatement informé.

Art. 63. — Dans le cas des retraits définitifs prévus à l'article 62 ci-dessus, l'intervenant concerné doit procéder à ses frais et charges, au rappel du produit incriminé de tous lieux où il se trouve et orienté, selon le cas, vers un centre d'intérêt collectif à titre gracieux, lorsque ce produit est consommable ou pour destruction lorsqu'il est de contrefaçon ou impropre à la consommation.

Le procureur de la République en est immédiatement informé.

Art. 64. — Lorsque la destruction des produits est décidée par l'administration chargée de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ou par la juridiction compétente, celle-ci est effectuée par l'intervenant en présence des agents visés à l'article 25 ci-dessus.

La destruction peut consister également en la dénaturation du produit.

Un procès-verbal de destruction est établi par les agents et signé conjointement par les agents et l'intervenant concerné.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article, sont fixées par voie réglementaire.

Art. 65. — Les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes peuvent procéder, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, à la suspension temporaire de l'activité des établissements dont la non conformité aux règles fixées par la présente loi a été établie, jusqu'à l'élimination totale des causes ayant motivé la mesure considérée, sans préjudice des sanctions pénales prévues par les dispositions de la présente loi.

Art. 66. — Les frais engendrés par l'application des dispositions relatives à la consignation, à la mise en conformité, au retrait temporaire, au changement de destination, à la réorientation, à la saisie et à la destruction, prévus ci-dessus, sont à la charge de l'intervenant défaillant.

Art. 67. — Les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes informent par tous moyens, les consommateurs des dangers et des risques que présente tout produit retiré du processus de mise à la consommation.

## Chapitre II

### Des infractions et des sanctions

Art. 68. — Est puni des peines prévues à l'article 429 du code pénal, quiconque trompe ou tente de tromper le consommateur, par quelque moyen ou procédé que ce soit sur :

- la quantité des produits livrés ;
- la livraison de produits autres que ceux déterminés préalablement ;
- l'aptitude à l'emploi d'un produit ;
- les dates ou les durées de validité du produit ;
- les résultats escomptés d'un produit ;
- les modes d'emploi ou les précautions à prendre pour l'utilisation d'un produit.

Art. 69. — Les peines prévues à l'article 68 ci-dessus sont portées à cinq (5) ans d'emprisonnement et à une amende de cinq cent mille dinars (500.000 DA), si la tromperie ou la tentative de tromperie ont été commises, soit :

— à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

— à l'aide de procédés à même de fausser les opérations d'analyse, de dosage, de pesage, et de mesurage ou à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume du produit ;

— à l'aide d'indications ou d'allégations frauduleuses ;

— à l'aide de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces, étiquettes ou instructions quelconques.

Art. 70. — Est puni des peines prévues par l'article 431 du code pénal, quiconque :

— falsifie tout produit destiné à la consommation ou à l'utilisation humaine ou animale ;

— expose, met en vente ou vend un produit qu'il sait falsifié, corrompu, toxique ou dangereux à l'utilisation humaine ou animale ;

— expose, met en vente ou vend, connaissant leur destination, des substances, instruments, appareils ou tout objet propres à effectuer la falsification de tout produit destiné à l'utilisation humaine ou animale.

Art. 71. — Est puni d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), quiconque enfreint l'obligation d'innocuité des denrées alimentaires prévue aux articles 4 et 5 de la présente loi.

Art. 72. — Est puni d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA), quiconque enfreint l'obligation d'hygiène et de salubrité prévues aux articles 6 et 7 de la présente loi.

Art. 73. — Est puni d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), quiconque enfreint l'obligation de sécurité du produit prévue à l'article 10 de la présente loi.

Art. 74. — Est puni d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), quiconque enfreint l'obligation du contrôle préalable de conformité prévue à l'article 12 de la présente loi.

Art. 75. — Est puni d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), quiconque enfreint l'obligation de garantie ou d'exécution de la garantie du produit, prévues à l'article 13 de la présente loi.

Art. 76. — Est puni d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à cent mille dinars (100.000 DA), quiconque enfreint l'obligation d'essai du produit prévue à l'article 15 de la présente loi.

Art. 77. — Est puni d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA), quiconque enfreint l'obligation d'exécution du service après vente prévue à l'article 16 de la présente loi.

Art. 78. — Est puni d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA), quiconque enfreint l'obligation d'étiquetage du produit prévue aux articles 17 et 18 de la présente loi.

Art. 79. — Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 155 du code pénal, quiconque vend un produit mis sous scellés, consigné pour mise en conformité, retiré à titre temporaire du processus de mise à la consommation ou enfreint la mesure de suspension temporaire d'activité, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinq cent mille dinars (500.000 DA) à deux millions de dinars (2.000.000 DA) ou de l'une de ces peines.

Art. 80. — Outre les sanctions prévues à l'article 79 ci-dessus, le montant de la vente des produits objets de ces infractions, est versé au Trésor public, évalué sur la base du prix de vente pratiqué par le contrevenant ou par référence au prix du marché.

Art. 81. — Sous réserve des dispositions prévues par la législation en vigueur, est puni d'une amende de cinq cent mille dinars (500.000 DA) à un million de dinars (1.000.000 DA), quiconque enfreint aux obligations relatives aux offres de crédits à la consommation prévues à l'article 20 de la présente loi.

Art. 82. — Outre les peines prévues aux articles 68, 69, 70, 71, 73 et 78 ci-dessus, il est prononcé la confiscation des produits, des instruments et de tout autre objet utilisé à l'effet de commettre les infractions prévues par la présente loi.

Art. 83. — Est puni des peines prévues par l'alinéa 1er de l'article 432 du code pénal quiconque falsifie, expose, met en vente ou vend tout produit falsifié, corrompu, toxique ou ne répondant pas à l'obligation de sécurité prévue à l'article 10 de la présente loi lorsque ce produit a entraîné pour le consommateur une maladie ou une incapacité de travail.

Si ce produit a causé soit une maladie incurable, soit la perte de l'usage d'un organe, soit une infirmité permanente, les intervenants concernés sont punis de la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende d'un million de dinars (1.000.000 DA) à deux millions de dinars (2.000.000 DA).

Lorsque cette maladie a causé le décès d'une ou de plusieurs personnes, ces intervenants encourent la peine de réclusion criminelle à perpétuité.

Art. 84. — Est puni des peines prévues par l'article 435 du code pénal quiconque commet toute entrave ou tout autre acte de nature à empêcher l'accomplissement des missions de contrôle menées par les agents prévus à l'article 25 de la présente loi.

Art. 85. — Conformément aux dispositions de l'article 36 du code pénal, les amendes prévues par les dispositions de la présente loi sont cumulables. Elles sont portées au double en cas de récidive et la juridiction compétente peut prononcer la radiation du registre de commerce de l'intervenant incriminé.

## TITRE V

### DE L'AMENDE TRANSACTIONNELLE.

Art. 86. — Les agents prévus à l'article 25 de la présente loi peuvent infliger une amende transactionnelle à l'auteur de l'infraction puni par les dispositions de la présente loi.

A défaut de paiement de l'amende transactionnelle, dans le délai fixé à l'article 92 ci-dessous, le procès-verbal est transmis à la juridiction compétente.

Dans ce cas, l'amende est majorée au maximum.

Art. 87. — La procédure de l'amende transactionnelle ne peut intervenir :

— si l'infraction constatée expose son auteur soit à une autre sanction autre que pécuniaire, soit à une réparation de dommages causés aux personnes ou aux biens ;

— en cas d'infractions simultanées dont l'une au moins ne peut donner lieu à l'application de la procédure de l'amende transactionnelle ;

— en cas de récidive.

Art. 88. — Le montant de l'amende transactionnelle est fixé comme suit :

— défaut d'innocuité des denrées alimentaires puni par l'article 71 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;

— défaut d'hygiène et de salubrité puni par l'article 72 de la présente loi : deux cent mille dinars (200.000 DA) ;

— défaut de sécurité puni par l'article 73 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;

— défaut du contrôle préalable de conformité puni par l'article 74 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;

— défaut de garantie ou d'exécution de la garantie puni par l'article 75 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;

— défaut d'essai du produit puni par l'article 76 de la présente loi : cinquante mille dinars (50.000 DA) ;

— refus d'exécution du service après vente puni par l'article 77 de la présente loi : 10% du prix du produit acquis,

— défaut d'étiquetage du produit puni par l'article 78 de la présente loi : deux cent mille dinars (200.000 DA).

Art. 89. — Si plusieurs infractions ont été relevées sur le même procès-verbal, le contrevenant doit verser le montant total des amendes transactionnelles dont il est passible.

Art. 90. — Les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes notifient au contrevenant dans un délai n'excédant pas sept (7) jours à compter de la date de l'établissement du procès-verbal, un avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant son domicile, le lieu, la date et le motif de l'infraction, la référence du ou des textes appliqués et le montant de l'amende qui lui est infligée ainsi que les délais et les modalités de paiement fixés à l'article 92 ci-dessous.

Art. 91. — La décision portant le montant de l'amende transactionnelle n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 92. — Dans les trente (30) jours qui suivent la date de l'avertissement visé à l'article 90 ci-dessus, le contrevenant doit verser, en une seule fois, le montant de l'amende de transaction au percepteur du lieu de domicile ou du lieu de l'infraction du contrevenant.

Dans les dix (10) jours du paiement régulièrement fait, le percepteur en informe les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes concernés.

Faute d'avoir reçu cet avis dans le délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le contrevenant de l'avertissement, les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, transmettent le dossier à la juridiction territorialement compétente.

Un état récapitulatif des avis de paiement reçus le mois précédent est adressé, dans la première semaine de chaque mois, par le percepteur aux services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Art. 93. — Si le contrevenant verse le montant de l'amende de transaction dans les délais et les conditions prévus par l'article 92 ci-dessus, l'action publique est éteinte.

## TITRE VI

### DES DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Art. 94. — Sont abrogées les dispositions de la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur. Les textes d'application, demeurent applicables jusqu'à leur remplacement par les textes pris en application de la présente loi.

Art. 95. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

## DECRETS

### Décret présidentiel n° 09-98 du 10 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 7 mars 2009 portant mesures de grâce à l'occasion de la journée de la Femme.

-----

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles, 77 (8° et 9°) et 156 ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'avis consultatif du Conseil supérieur de la magistrature émis en application des dispositions de l'article 156 de la Constitution ;

#### Décète :

Article 1er. — Les femmes détenues condamnées définitivement à la date de la signature du présent décret bénéficient des mesures de grâce à l'occasion de la journée de la Femme, conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 2. — Bénéficient d'une grâce totale de la peine, les femmes détenues condamnées définitivement dont le restant de la peine est égal ou inférieur à douze (12) mois, nonobstant les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous.

Art. 3. — Les femmes détenues condamnées définitivement bénéficient d'une remise partielle de leur peine comme suit :

— treize (13) mois lorsque le restant de la peine est égal ou inférieur à trois (3) ans ;

— quatorze (14) mois lorsque le restant de la peine est supérieur à trois (3) ans et égal ou inférieur à cinq (5) ans ;

— quinze (15) mois lorsque le restant de la peine est supérieur à cinq (5) ans et égal ou inférieur à dix (10) ans ;

— seize (16) mois lorsque le restant de la peine est supérieur à dix (10) ans, et égal ou inférieur à quinze (15) ans ;

— dix-sept (17) mois, lorsque le restant de leur peine est supérieur à quinze (15) ans, et égal ou inférieur à vingt (20) ans.

Art. 4. — En cas de condamnations multiples, les mesures de grâce prévues par le présent décret portent sur la peine la plus forte.

Art. 5. — Sont exclues du bénéfice des dispositions du présent décret :

— les femmes détenues concernées par l'ordonnance n° 06-01 du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006 portant mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale ;

# أوامر

**أمر رقم 01-15 مؤرخ في 7 شوال عام 1436 الموافق 23 يوليو سنة 2015، يتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2015.**

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لا سيما المادتان 122 و124 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 84-17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 14-10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015،

- و بعد الاستماع إلى مجلس الوزراء،

يصدر الأمر الآتي نصه :

## أحكام تمهيدية

**المادة الأولى :** يعدل ويتم القانون رقم 14-10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015 بالأحكام الموالية التي تشكل قانون المالية التكميلي لسنة 2015.

## الجزء الأول

### طرق التوازن المالي ووسائله

#### الفصل الأول

### أحكام تتعلق بتنفيذ الميزانية والعمليات المالية للخبزينة

#### [للبيان]

#### الفصل الثاني

#### أحكام جبائية

#### القسم الأول

### الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة

**المادة 2 :** تعدل أحكام المادة 150 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة، وتحرر كما يأتي :

"المادة 150 : 1) يحدد معدل الضريبة على أرباح الشركات كما يأتي :

- 19 % بالنسبة لأنشطة إنتاج السلع،

- 23 % بالنسبة لأنشطة البناء والأشغال العمومية والري، وكذا الأنشطة السياحية والحمامات، باستثناء وكالات الأسفار،

- 26 % بالنسبة للأنشطة الأخرى.

يجب على الأشخاص المعنويين الخاضعين للضريبة على أرباح المؤسسات الذين يمارسون العديد من الأنشطة في نفس الوقت، أن يقدموا محاسبة منفصلة لهذه الأنشطة، تسمح بتحديد حصة الأرباح عن كل نشاط مناسب لمعدل الضريبة على أرباح الشركات الواجب تطبيقه.

عدم احترام مسك محاسبة منفصلة يؤدي إلى تطبيق منهجي لمعدل 26 % .

بغض النظر عن أحكام المادة 4 من قانون الرسوم على رقم الأعمال، يقصد بأنشطة إنتاج السلع تلك المتمثلة في استخراج أو صنع أو تشكيل أو تحويل المواد باستثناء أنشطة التوضيب أو العرض التجاري بغرض إعادة بيعها.

لا تشمل عبارة "أنشطة الإنتاج" المستعملة كذلك في هذه المادة، الأنشطة المنجمية والحروقات.

ويقصد بأنشطة البناء والأشغال العمومية والري المؤهلة لمعدل 23 %، الأنشطة المسجلة بتلك الصفة في السجل التجاري والتي يترتب عليها دفع الاشتراكات الاجتماعية الخاصة بالقطاع.

(2) تحدد نسبة الاقتطاعات من المصدر بالنسبة للضريبة على أرباح الشركات ..... (الباقى بدون تغيير) .....

**المادة 3 :** تعدل المادة 222 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة في نهايتها، كما يأتي :

"المادة 222 : يحدد معدل الرسم ..... (بدون تغيير حتى)

يخفض معدل هذا الرسم إلى 1 % بدون الاستفادة من التخفيضات بالنسبة لنشاطات الإنتاج. ويتم توزيع هذا الرسم على النحو الآتي :

الحصة العائدة للولاية	الحصة العائدة للبلدية	الصندوق المشترك للجماعات المحلية
0.29 %	0.66 %	0.05 %

- انعدام النظافة والنظافة الصحية المعاقب

عليهما بموجب المادة 72 من هذا القانون : ثلاثمائة ألف دينار (300.000 دج)،

- انعدام الأمن المعاقب عليه بموجب المادة 73 من

هذا القانون : أربعمائة ألف دينار (400.000 دج)،

- انعدام رقابة المطابقة المسبقة المعاقب عليها

بموجب المادة 74 من هذا القانون : أربعمائة ألف دينار (400.000 دج)،

- انعدام الضمان أو عدم تنفيذ الضمان المعاقب

عليه بموجب المادة 75 من هذا القانون : مائة ألف دينار (100.000 دج)،

- عدم تجربة المنتج المعاقب عليها بموجب المادة

76 من هذا القانون : مائة ألف دينار (100.000 دج)،

- رفض تنفيذ خدمة ما بعد البيع المعاقب عليه

بموجب المادة 77 من هذا القانون : 10 %،

- عدم وسم المنتج المعاقب عليه بموجب المادة 78

من هذا القانون : أربعمائة ألف دينار (400.000 دج) ."

**المادة 76 :** تنشأ غرامة على عاتق كل مستفيد عن

طريق التنازل عن أراض ذات وجهة صناعية تابعة للأموال الخاصة للدولة والتي بقيت غير مستغلة خلال مدة تفوق ثلاث (3) سنوات، ابتداء من تاريخ تخصيص قطعة الأرض.

يحصل مبلغ هذه الغرامة سنويا، ويحدد بـ 3 % من القيمة السوقية.

يخصص ناتج هذه الغرامة لفائدة البلديات التي تتواجد بها الأراضي المعنية. و يتم تحصيلها، كما هو معمول به في مجال الرسم العقاري، على أساس سند تحصيل تحرره المصالح المختصة إقليميا للوزارة المكلفة بالصناعة.

تحدد شروط وكيفية تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

**المادة 72 :** سيتم تكييف النظامين الجبائي

والجمركي المطبقين على الزيوت الخامة والمكررة، وكذا الكُسب، المستوردة، وذلك في إطار تدابير الحماية، فور بداية الاستغلال الصناعي لدرس البذور الزيتية.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة، عند الحاجة،

بموجب قرار مشترك بين وزيرى الصناعة والمالية.

**المادة 73 :** تعدل المادة 2 من الأمر رقم 05-05 المؤرخ

في 25 يوليو سنة 2005 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005، المعدلة والمتممة بالمادة 63 من قانون المالية التكميلي لسنة 2009، وتحرر كما يأتي :

"المادة 2 : يؤسس رسم خاص للتوطنين المصرفي

يطبق على عمليات استيراد السلع أو الخدمات.

يسدد الرسم بمعدل 0,3 % من مبلغ عملية

الاستيراد، عند كل طلب لفتح ملف التوطن لعملية استيراد السلع أو البضائع، دون أن يقل مبلغ الرسم عن 20.000 دينار .

تحدد تعريفه الرسم بـ 3 % .....

(الباقى بدون تغيير)....."

**المادة 74 :** يترتب على الأشخاص المعفيين من

الرسم الخاص للتوطنين المصرفي فيما يخص استيراد التجهيزات والمواد الأولية غير الموجهة لإعادة البيع على حالها، في حالة عدم احترام التعهد المكتتب من طرفهم، تطبيق غرامة تساوي مرتين (2) قيمة هذه الواردات.

**المادة 75 :** تعدل أحكام المادة 88 من القانون رقم

09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير

سنة 2009 والمتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش، وتحرر كما يأتي :

"المادة 88 : يحدد مبلغ غرامة الصلح كما يأتي :

- انعدام سلامة المواد الغذائية المعاقب عليها

بموجب المادة 71 من هذا القانون : خمسمائة ألف دينار (500.000 دج)،

## ORDONNANCES

**Ordonnance n° 15-01 du 7 Chaoual 1436  
correspondant au 23 juillet 2015 portant loi de  
finances complémentaire pour 2015.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 122 et 124 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 14-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015 ;

Le Conseil des ministres entendu ;

**Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :**

### DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 1er. — La loi n° 14-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015, est modifiée et complétée par les dispositions ci-après qui constituent la loi de finances complémentaire pour 2015.

#### PREMIERE PARTIE

### VOIES ET MOYENS DE L'EQUILIBRE FINANCIER

#### CHAPITRE PREMIER

### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU BUDGET ET AUX OPERATIONS FINANCIERES DU TRESOR

(Pour mémoire)

#### CHAPITRE 2

### DISPOSITIONS FISCALES

#### Section 1

#### Impôts directs et taxes assimilées

Art. 2. — Les dispositions de l'article 150 du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 150-1) — Le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est fixé à :

— 19% pour les activités de production de biens ;

— 23% pour les activités de bâtiment, de travaux publics et d'hydraulique ainsi que les activités touristiques et thermales à l'exclusion des agences de voyages ;

— 26% pour les autres activités.

En cas de l'exercice concomitant de plusieurs activités, les personnes morales assujetties à l'IBS doivent tenir une comptabilité séparée pour ces activités, permettant de déterminer la quote-part des bénéfices pour chaque activité à laquelle le taux de l'IBS approprié doit être appliqué.

Le non-respect de la tenue d'une comptabilité séparée entraîne systématiquement l'application du taux de 26%.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 du code des taxes sur le chiffre d'affaires, les activités de production de biens s'entendent de celles qui consistent en l'extraction, la fabrication, le façonnage ou la transformation de produits à l'exclusion des activités de conditionnement ou de présentation commerciale en vue de la revente.

L'expression « activités de production » utilisée dans le présent article ne comprend pas également les activités minières et d'hydrocarbures.

Par activités de bâtiment et des travaux publics et hydrauliques éligibles au taux de 23%, il y a lieu d'entendre les activités immatriculées en tant que telles au registre de commerce et donnent lieu au paiement des cotisations sociales spécifiques au secteur.

2) Les taux des retenues à la source de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sont fixés .....  
(le reste sans changement) .....

Art. 3. — L'article 222 du code des impôts directs et taxes assimilées est complété *in fine* :

« Art. 222. — Le taux de la taxe sur l'activité professionnelle ..... (sans changement).....

Le taux de la taxe est ramené à un pour cent (1%), sans bénéfice des réfections pour les activités de production de biens. Ce taux est réparti comme suit :

Part de la wilaya	Part de la commune	Fonds commun des collectivités locales
0,29 %	0,66 %	0,05 %

Art. 72. — Le régime fiscal et douanier applicable aux huiles brutes et raffinées ainsi qu'aux tourteaux importées sera aménagé, au titre des mesures de sauvegarde, dès l'entrée en exploitation des industries de trituration des grains oléagineuses.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'industrie et des finances déterminera, en tant que de besoin, les modalités de mise en œuvre du présent article.

Art. 73. — Les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, modifiées et complétées par l'article 63 de la loi de finances complémentaire pour 2009, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Il est institué une taxe de domiciliation bancaire sur les opérations d'importation de biens ou services.

La taxe est acquittée au taux de 0,3% du montant de l'importation pour toute demande d'ouverture d'un dossier de domiciliation d'une opération d'importation de biens ou de marchandises, sans que le montant de la taxe ne soit inférieur à 20.000 dinars.

Le tarif de la taxe est fixé à 3% ..... (le reste sans changement) .....

Art. 74. — Les personnes exemptées de la taxe de domiciliation bancaire au titre des importations des biens d'équipements et matières premières qui ne sont pas destinées à la revente en l'état, sont passibles, lorsque l'engagement qu'ils ont souscrit n'a pas été respecté, d'une amende égale à deux (2) fois la valeur des ces importations.

Art. 75. — Les dispositions de l'article 88 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la repression des fraudes, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 88. — Le montant de l'amende transactionnelle est fixé comme suit :

— défaut d'innocuité des denrées alimentaires puni par l'article 71 de la présente loi : cinq cent mille dinars (500.000DA) ;

— défaut d'hygiène et de salubrité puni par l'article 72 de la présente loi : trois cent mille dinars (300.000 DA) ;

— défaut de sécurité puni par l'article 73 de la présente loi : quatre cent mille dinars (400.000 DA) ;

— défaut du contrôle préalable de conformité puni par l'article 74 de la présente loi : quatre cent mille dinars (400.000 DA) ;

— défaut de garantie ou d'exécution de la garantie puni par l'article 75 de la présente loi : cent mille dinars (100.000 DA) ;

— défaut d'essai du produit puni par l'article 76 de la présente loi : cent mille dinars (100.000 DA) ;

— refus d'exécution du service après-vente puni par l'article 77 de la présente loi : 10% ;

— défaut d'étiquetage du produit puni par l'article 78 de la présente loi : quatre cent mille dinars (400.000 DA) ».

Art. 76. — Il est institué une pénalité à la charge de tout bénéficiaire par voie de cession de terrain à vocation industrielle appartenant au domaine privé de l'Etat et ayant demeuré inexploité pendant une période supérieure à trois (3) ans à compter de la date d'attribution du terrain.

Le montant de cette pénalité perçu annuellement, est fixé à 3% de la valeur vénale.

Le produit de cette pénalité est affecté au profit des communes du lieu de situation des terrains en question. Elle est recouvrée comme en matière de taxe foncière, sur la base d'un titre de perception établi par les services territorialement compétents du ministère chargé de l'industrie.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

#### CHAPITRE 4

#### TAXES PARAFISCALES

(Pour mémoire)

#### DEUXIEME PARTIE

#### BUDGET ET OPERATIONS FINANCIERES

#### DE L'ETAT

#### CHAPITRE PREMIER

#### BUDGET GENERAL DE L'ETAT

#### Section 1

#### Ressources

Art. 77. — Les dispositions de l'article 100 de la loi n° 14-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 100. — Conformément à l'état « A » annexé à la présente loi, les recettes, produits et revenus applicables aux dépenses définitives du budget général de l'Etat pour l'année 2015 sont évalués à quatre mille neuf cent cinquante deux milliards sept cent millions de dinars (4 952 700 000 000 DA) ».



**CODE PENAL**

# الجَزَائِرِيَّةُ الرَّسْمِيَّةُ

لِلْجُمْهُورِيَّةِ الْجَزَائِرِيَّةِ الدِّيمُقْرَاطِيَّةِ الشَّعْبِيَّةِ

## قوانين ومراسيم

قرارات ، مقررات ، مناشير ، اعلانات وبلاغات

التحرير والادارة الاشتراكات والنشر المطبعة الرسمية ٩ شارع ترويه الجزائر تليفون : ٤٩-٨١-٦٦ : ٦٦-٨٠-٩٦ رقم الجيب الجارى بالبريد ٥٠ - ٣٢٠٠	النشرة الرسمية اعلانات ، صفقات عمومية وسجل تجارى	مناقشات المجلس الوطني	القوانين والمراسيم			الاشتراكات  في الجزائر في البلاد الاجنبية
	سنة	سنة	سنة	٦ اشهر	٣ اشهر	
	٢٥ ديناراً ٢٠ ديناراً	٢٠ ديناراً ٢٥ ديناراً	٢٤ ديناراً ٢٥ ديناراً	١٤ ديناراً ٢٠ ديناراً	٨ دنانير ١٢ ديناراً	

ثمن العدد ٢٥. دينار وثمان العدد للسنتين السابقة ٣٠. دينار وتسلم العهارس مجاناً للمشتركين . المطلوب منهم الاعلام من تعبير عناوينهم وعن مطالبهم - يؤدي عن تغيير العنوان ٣٠. دينار - ثمن النشر على اساس ٢٥٠ دينار للسطر

## فهرس

- امر رقم ٦٦ - ١٥٦ مؤرخ في ١٨ صفر عام  
١٣٨٦ الموافق ٨ يونيو سنة ١٩٦٦ يتضمن قانون  
العقوبات ..... ٧٠٢  
- فهرس قانون العقوبات ..... ٧٥٢

## قوانين و أوامر

### المادة ٥

العقوبات الاصلية في مواد الجنايات هي :

- ١ - الاعدام ،
- ٢ - السجن المؤبد ،
- ٣ - السجن المؤقت لمدة تتراوح بين خمس سنوات وعشرين سنة .

والعقوبات الاصلية في مواد الجنح هي :

- ١ - الحبس لمدة تجاوز شهرين الى خمس سنوات فيما عدا الحالات التي يقرر فيها القانون حدودا اخرى .
- ٢ - الغرامة التي تجاوز ٢٠٠٠ دينار .

والعقوبات الاصلية في مواد المخالفات هي :

- ١ - الحبس من يوم واحد على الاقل الى شهرين على الاكثر .
- ٢ - الغرامة من ٥ الى ٢٠٠٠ دينار .

### الفصل الثاني

#### العقوبات التبعية

### المادة ٦

العقوبات التبعية هي الحجر القانوني والحرمان من الحقوق الوطنية .  
وهي لا تتعلق الا بعقوبة الجنائية .

### المادة ٧

الحجر القانوني هو حرمان المحكوم عليه أثناء تنفيذ العقوبة الاصلية عليه من مباشرة حقوقه المالية ، وتكون ادارة امواله طبقا للأوضاع المقررة في حالة الحجر القضائي .

### المادة ٨

الحرمان من الحقوق الوطنية يتلخص في :

- ١ - عزل وطرده المحكوم عليه من جميع الوظائف العمومية وجميع الخدمات والمناصب العمومية وحرمانه من مباشرتها .
- ٢ - الحرمان من حق الانتخاب أو الترشيح وعلى العموم كافة الحقوق الوطنية والسياسية ومن حمل أى وسام .
- ٣ - عدم الاهلية لأن يكون مساعدا محلفا او خيرا او شاهدا على أي عقد او أمام القضاء الا على سبيل الاستدلال .
- ٤ - عدم الاهلية لأن يكون وصيا أو ناظرا مالم تكن الوصاية على اولاده .

- ٥ - الحرمان من الحق في حمل الاسلحة وفي التدريس وفي ادارة مدرسة او استخدام في مؤسسة للتعليم بوصفه أستاذا أو مدرسا أو مراقبا .

امر رقم ٦٦ - ١٥٦ مؤرخ في ١٨ صفر عام ١٣٨٦ الموافق ٨ يونيو سنة ١٩٦٦ يتضمن قانون العقوبات -

ان رئيس الحكومة ، رئيس مجلس الوزراء ،  
- بناء على تقرير وزير العدل ، حامل الاختام ،  
- وبعد الاطلاع على الامر رقم ٦٥ - ٢٧٨ المؤرخ في ٢٢ رجب عام ١٣٨٥ الموافق ١٦ نوفمبر سنة ١٩٦٥ المتضمن التنظيم القضائي ،  
يأمر بما يلي :

### الجزء الاول

#### المبادئ العامة

#### احكام تمهيدية

### المادة ١

لا جريمة ولا عقوبة أو تدابير امن بغير قانون .

### المادة ٢

لا يسرى قانون العقوبات على الماضي الا ما كان منه اقل شدة .

### المادة ٣

يطبق قانون العقوبات على كافة الجرائم التي ترتكب في اراضي الجمهورية .

كما يطبق على الجرائم التي ترتكب في الخارج اذا كانت تدخل في اختصاص المحاكم الجزائية الجزائرية طبقا لاحكام قانون الاجراءات الجزائية .

### الكتاب الاول

#### العقوبات وتدابير الامن

### المادة ٤

يكون جزاء الجرائم بتطبيق العقوبات وتكون الوقاية منها باتخاذ تدابير امن .

وتكون العقوبات اصلية اذا صدر الحكم بها دون أن تلحق بها أية عقوبة أخرى .

وتكون تبعية اذا كانت مترتبة على عقوبة أصلية ولا يصدر الحكم بها وإنما تطبق بقوة القانون .

والعقوبات التكميلية لا يحكم بها مستقلة عن عقوبة أصلية .

ولتدابير الامن هدف وقائي وهي اما شخصية أو عينية .

### الباب الاول

#### العقوبات

#### الفصل الاول

#### العقوبات الاصلية

ويجوز للقاضي في حالة الحكم في جناية أن يأمر بمصادرة الأشياء التي استعملت أو كانت ستستعمل في تنفيذ الجريمة أو التي تحصلت منها وكذلك الهبات أو المنافع الأخرى التي استعملت أو كانت ستستعمل في مكافأة مرتكبها ، وكل ذلك دون الإخلال بحقوق الغير .

ولا يجوز الأمر بمصادرة الأشياء المشار إليها في الفقرة السابقة في حالة الحكم في جنحة أو مخالفة إلا إذا نص القانون صراحة على ذلك .

### المادة ١٦

لا تشمل المصادرة الأشياء المملوكة للغير إلا إذا تعلق الأمر بتدبير من تدابير الأمن قضى به وفقا للمادة ٢٥ أو لنص صريح في القانون .

### المادة ١٧

منع الشخص الاعتباري من الاستمرار في ممارسة نشاطه يقتضى أن لا يستمر هذا النشاط حتى ولو كان تحت اسم آخر أو مع مديريين أو أعضاء مجلس إدارة أو مسيرين آخرين ويترتب على ذلك تصفية أمواله مع المحافظة على حقوق الغير حسن النية .

### المادة ١٨

للمحكمة عند الحكم بالإدانة أن تأمر في الحالات التي يحددها القانون بنشر الحكم بأكمله أو مستخرج منه في جريدة أو أكثر يعينها أو بتعليقه في الأماكن التي يبينها وذلك كله على نفقة المحكوم عليه على ألا تتجاوز مع ذلك مصاريف النشر المبلغ الذي يحدده الحكم لهذا الغرض ولا أن تتجاوز مدة التعليق شهرا واحدا .

## الباب الثاني

### تدابير الأمن

### المادة ١٩

تدابير الأمن الشخصية هي :

- ١ - الحجز القضائي في مؤسسة نفسية ،
- ٢ - الوضع القضائي في مؤسسة علاجية ،
- ٣ - المنع من ممارسة مهنة أو نشاط أو فن ،
- ٤ - سقوط حقوق السلطة الأبوية كلها أو بعضها ،

ويجوز إعادة النظر في هذه التدابير على أساس تطور الحالة الخطيرة لصاحب الشأن .

### المادة ٢٠

تدابير الأمن العينية هي :

- ١ - مصادرة الأموال ،
- ٢ - إغلاق المؤسسة .

### المادة ٢١

الحجز القضائي في مؤسسة نفسية هو وضع الشخص بناء على قرار قضائي في مؤسسة مهياة لهذا الغرض وذلك

ولا يطبق الحرمان من الحقوق الوطنية إلا لمدة عشر سنوات تبدأ من تاريخ الإفراج عن المحكوم عليه .

## الفصل الثالث

### العقوبات التكميلية

### المادة ٩

العقوبات التكميلية هي :

- ١ - الاعتقال ،
- ٢ - تحديد الإقامة ،
- ٣ - المنع من الإقامة ،
- ٤ - الحرمان من مباشرة بعض الحقوق ،
- ٥ - المصادرة الجزئية للأموال ،
- ٦ - حل الشخص الاعتباري ،
- ٧ - نشر الحكم .

### المادة ١٠

الاعتقال هو حجز بعض الماعدين للجرام لمدة غير محدودة في إحدى مؤسسات التأهيل الاجتماعي .

### المادة ١١

تحديد الإقامة هو الزام المحكوم عليه بأن يقيم في منطقة يعينها الحكم ولا يجوز أن تتجاوز مدته خمس سنوات ويبدأ تنفيذ تحديد الإقامة من يوم انقضاء العقوبة الأصلية أو الإفراج عن المحكوم عليه .

ويبلغ الحكم الى وزارة الداخلية التي يمكن لها أن تصدر أذن انتقال موقتة داخل المنطقة .

### المادة ١٢

المنع من الإقامة هو الحظر على المحكوم عليه ان يوجد في بعض الأماكن ولا يجوز أن تتجاوز مدته خمس سنوات في مواد الجنع وعشر سنوات في مواد الجنايات ما لم ينص القانون على خلاف ذلك .

وآثار هذا المنع ومدته لا تبدآن إلا من اليوم الذي يفرج فيه عن المحكوم عليه وبعد أن يكون قرار المنع من الإقامة قد بلغ اليه .

### المادة ١٣

يجوز دائما أن يقضى بالمنع من الإقامة في حالة الحكم لجناية أو جنحة .

### المادة ١٤

يجوز للمحكمة عند قضائها في جنحة وفي الحالات التي يحددها القانون أن تحظر على المحكوم عليه ممارسة حق أو أكثر من الحقوق المشار إليها في المادة ٨ لمدة لا تتجاوز خمس سنوات .

### المادة ١٥

المصادرة هي اضافة أموال معينة الى ملك الدولة

وتطبق عليها العقوبات المقررة للجنايات أو الجنح أو المخالفات .

### المادة ٢٨

لا يتغير نوع الجريمة اذا اصدر القاضي فيها حكما يطبق أصلا على نوع آخر منها نتيجة لظرف مخفف للعقوبة او نتيجة لحالة العود التي يكون عليها المحكوم عليه .

### المادة ٢٩

يتغير نوع الجريمة اذا نص القانون على عقوبة تطبق أصلا على نوع آخر اشد منها نتيجة لظروف مشددة .

## الفصل الثاني المحاولة

### المادة ٣٠

كل محاولات لارتكاب جناية تتبدى بالشروع في التنفيذ او بافعال لا لبس فيها تؤدي مباشرة الى ارتكابها تعتبر كالجناية نفسها اذا لم توقف أو لم يخب أثرها الا نتيجة لظروف مستقلة عن ارادة مرتكبها حتى ولو لم يمكن بلوغ الهدف المقصود بسبب ظرف مادي يجهله مرتكبها .

### المادة ٣١

المحاولة في الجنحة لا يعاقب عليها الا بناء على نص صريح في القانون .

والمحاولة في المخالفة لا يعاقب عليها اطلاقا .

## الفصل الثالث

### تعدد الجرائم

### المادة ٣٢

يجب أن يوصف الفعل الواحد الذي يحتمل عدة أوصاف بالوصف الأشد من بينها .

### المادة ٣٣

يعتبر تعددا في الجرائم أن ترتكب في وقت واحد أو في اوقات متعددة عدة جرائم لا يفصل بينها حكم نهائي .

### المادة ٣٤

في حالة تعدد جنابات أو جنح محالة معا الى محكمة واحدة فانه يقضى بعقوبة واحدة سالبة للحرية ولا يجوز أن تجاوز مدتها الحد الاقصى للعقوبة المقررة قانونا للجريمة الأشد .

### المادة ٣٥

اذا صدرت عدة أحكام سالبة للحرية بسبب تعدد المحاكمات فان العقوبة الأشد وحدها هي التي تنفذ .

ومع ذلك اذا كانت العقوبات المحكوم بها من طبيعة واحدة فانه يجوز للقاضي بقرار مسبب أن يأمر بضمها كلها أو بعضها في نطاق الحد الاقصى المقرر قانونا للجريمة الأشد .

بسبب خلل في قواه العقلية قائم وقت ارتكاب الجريمة أو اعتراه بعد ارتكابها .

ويجب اثبات هذا الخلل في الحكم الصادر بالحجز بعد الفحص الطبي .

### المادة ٢٢

الوضع القضائي في مؤسسة علاجية هو وضع شخص مصاب بادمان عادي ناتج من تعاطي مواد كحولية أو مخدرة تحت الملاحظة في مؤسسة مهية لهذا الغرض وذلك بناء على حكم قضائي صادر من الجهة المحال اليها الشخص اذا بدا ان الصفة الاجرامية لصاحب الشأن مرتبطة بهذا الادمان .

### المادة ٢٣

يجوز الحكم بالمنع من مزاولة مهنة أو نشاط أو فن على المحكوم عليه لجناية أو جنحة اذا ثبت للقضاء أن الجريمة التي ارتكبت صلة مباشرة بمزاولة المهنة أو النشاط أو الفن وانه يوجد خطر من تركه يمارس ايا منها .

ويصدر الحكم بالمنع لمدة لا تتجاوز عشر سنوات .

ويجوز أن يؤمر بالنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الاجراء .

### المادة ٢٤

عندما يحكم القضاء على أحد الاصول لجناية أو جنحة وقعت منه على شخص أحد اولاده القصر ويقرر أن السلوك العادي للمحكوم عليه يعرضهم لخطر مادي أو معنوي فانه يجوز له أن يقضى بسقوط سلطته الابوية ويجوز أن ينصب هذا السقوط على كل حقوق السلطة الابوية أو بعضها وأن لايشمل الا واحد او بعضا من اولاده .

ويجوز أن يؤمر بالنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الاجراء .

### المادة ٢٥

يجوز أن يؤمر بمصادرة الاشياء المضبوطة كتدبير من تدابير الامن اذا كانت صناعتها أو استعمالها أو حملها أو حيازتها أو بيعها يعتبر جريمة .

ومع ذلك يجوز الامر بردها لصالح الغير حسن النية .

### المادة ٢٦

يجوز أن يؤمر باغلاق المؤسسة نهائيا أو مؤقتا في الحالات وبالشروط المنصوص عليها في القانون .

## الكتاب الثاني

### الافعال والاشخاص الخاضعون للعقوبة

#### الباب الاول

#### الجريمة

#### الفصل الاول

#### تقسيم الجرائم

### المادة ٢٧

تقسم الجرائم تبعا لخطورتها الى جنابات وجنح ومخالفات

٢ - ساعد بكافة الطرق أو عاون الفاعل أو الفاعلين على ارتكاب الافعال التحضيرية أو المسهلة أو المنفذة لهامع علمه بذلك .

### المادة ٤٣

يأخذ حكم الشريك من اعتاد ان يقدم مسكنا أو ملجأ أو مكانا للاجتماع لواحد أو أكثر من الاشرار الذين يمارسون اللصوصية أو العنف ضد أمن الدولة أو الامن العام أو ضد الاشخاص أو الاموال مع علمه بسلوهم الاجرامي .

### المادة ٤٤

يعاقب الشريك في جناية أو جنحة بالعقوبة المقررة للجناية أو الجنحة .

ولا تؤثر الظروف الشخصية التي ينتج عنها تشديد أو تخفيف العقوبة أو الاعفاء منها الا بالنسبة للفاعل أو الشريك الذي تتصل به هذه الظروف .

والظروف الموضوعية للصيقة بالجريمة التي تؤدي الى تشديد أو تخفيف العقوبة التي توقع على من ساهم فيها يترتب عليها تشديدها أو تخفيفها ، بحسب ما اذا كان يعلم أو لا يعلم بهذه الظروف .

ولا يعاقب على الاشتراك في المخالفة على الاطلاق .

### المادة ٤٥

من يحمل شخصا لا يخضع للعقوبة بسبب وضعه أو صفته الشخصية على ارتكاب جريمة يعاقب بالعقوبات المقررة لها .

### المادة ٤٦

اذا لم ترتكب الجريمة المزمع ارتكابها لمجرد امتناع من كان ينوى ارتكابها بارادته وحدها فان المحرض عليها يعاقب رغم ذلك بالعقوبات المقررة لهذه الجريمة .

## الفصل الثاني

### المسؤولية الجزائية

### المادة ٤٧

لا عقوبة على من كان في حالة جنون وقت ارتكاب الجريمة وذلك دون الاخلال بأحكام الفقرة ٢ من المادة ٢١ ،

### المادة ٤٨

لا عقوبة على من اضطرته الى ارتكاب الجريمة قوة لا قبل له بدفعها .

### المادة ٤٩

لا توقع على القاصر الذي لم يكمل الثالثة عشرة الا تدابير الحماية او التربية .

ومع ذلك فانه في مواد المخالفات لا يكون محلا الا للتوبيخ . ويخضع القاصر الذي يبلغ سنه من ١٣ الى ١٨ اما

### المادة ٣٦

تضم العقوبات المالية مالم يقرر القاضي خلاف ذلك بنص صريح .

### المادة ٣٧

يجوز ان تضم العقوبات التبعية وتدابير الامن في حالة تعدد الجنايات أو الجنح ويكون تنفيذ تدابير الامن التي لا تسمح طبيعتها بتنفيذها في آن واحد بالترتيب المنصوص عليه في قانون تنفيذ الاحكام الجزائية .

### المادة ٣٨

ضم العقوبات في مواد المخالفات وجوبي .

## الفصل الرابع

### الافعال المبررة

### المادة ٣٩

لا جريمة :

- ١ - اذا كان الفعل قد امر او اذن به القانون .
- ٢ - اذا كان الفعل قد دفعت اليه الضرورة الحالة للدفاع المشروع عن النفس أو عن الغير أو عن مال مملوك للشخص أو للغير بشرط أن يكون الدفاع متناسبا مع جسامته الاعتداء .

### المادة ٤٠

يدخل ضمن حالات الضرورة الحالة للدفاع المشروع :

- ١ - القتل أو الجرح أو الضرب الذي يرتكب لدفع اعتداء على حياة الشخص أو سلامة جسمه أو لمنع تسليق الحواجز أو الحيطان أو مداخل المنازل أو الاماكن المسكونة أو تواجدها أو كسر شيء منها أثناء الليل .
- ٢ - الفعل الذي يرتكب للدفاع عن النفس أو عن الغير ضد مرتكبي السرقات أو النهب بالقوة .

## الباب الثاني

### مرتكبو الجريمة

### الفصل الاول

### المساهمون في الجريمة

### المادة ٤١

يعتبر فاعلا كل من ساهم مساهمة مباشرة في تنفيذ الجريمة .

### المادة ٤٢

يعتبر شريكا في الجريمة من لم يشترك اشتراكا مباشرا فيها لكنه قام بالافعال الآتية :

- ١ - حرض على ارتكاب الفعل بالهبة أو الوعد أو التهديد أو اساءة استفلال السلطة أو الولاية أو التحايل أو التدليس الاجرامي أو اعطى تعليمات لارتكابه .

وفي جميع الحالات التي تستبدل فيها الغرامة بالحبس وكانت عقوبة الحبس هي وحدها المقررة فان الغرامة لا تجاوز ٣٠٠٠٠ دينار في مواد الجنح .

### القسم الثالث

### المسود

### المادة ٥٤

كل من حكم عليه بحكم نهائي بعقوبة جنائية وارتكب جنائية ثانية معاقبا عليها بعقوبة أصلية هي السجن المؤبد فيجوز الحكم عليه بالاعدام اذا كانت الجنائية الثانية قد ادت الى موت انسان .

وإذا كانت الجنائية الثانية معاقبا عليها بالسجن المؤقت فانه يجوز رفع العقوبة الى السجن المؤبد .

### المادة ٥٥

كل من حكم عليه لجنائية بحكم نهائي بالحبس لمدة سنة او أكثر وارتكب خلال الخمس سنوات التالية لانقضاء هذه العقوبة او سقوطها بالتقادم جنائية او جنحة معاقبا عليها بالحبس فانه يحكم عليه بالحد الاقصى المقرر قانونا ويجوز رفع هذه العقوبة الى الضعف .

ويجوز الحكم ايضا بالمنع من الإقامة من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٥٦

والامر كذلك بالنسبة للمحكوم عليهم لجنحة بالحبس لمدة تزيد على سنة اذا ثبتت ادانتهم في نفس الاجل بالجنحة نفسها او بجنائية معاقب عليها بالحبس .

ومن سبق الحكم عليهم بالحبس لمدة أقل من سنة وارتكبوا نفس الجنحة في نفس الشروط الزمنية فانهمس يعاقبون بالحبس الذي لا يجوز ان تقل مدته عن ضعف المدة السابق الحكم عليهم بها على الا تجاوز مع ذلك ضعف الحد الاقصى للعقوبة المقضى بها .

### المادة ٥٧

تعتبر جنحة من النوع نفسه في تحديد العود الجرائم التي تشملها أي من الفقرات الآتية :

١ - السرقة والنصب وخيانة الامانة وخيانة التوقيع على بياض واصدار شيكات بدون رصيد والتزوير واستعمال الاوراق المزورة والافلاس بالتدليس واخفاء الاشياء المتحصلة من جنائية او جنحة .

٢ - القتل والجرح باهمال وبنحة الهروب .

٣ - هتك العرض بدون عنف والاخلال العلني بالحياء واعتياد التحريض على الفسق والمساعدة على البغاء .

٤ - العصيان والعنف والتعدى على رجال القضاء والاعضاء المحلفين ورجال القوة العمومية .

لتدابير الحماية او التربية او لعقوبات مخففة .

### المادة ٥٠

اذا قضى بأن يخضع القاصر الذي يبلغ سنه من ١٣ الى ١٨ لحكم جزائي فان العقوبة التي تصدر عليه تكون كالاتى :  
اذا كانت العقوبة التي تفرض عليه هي الاعدام أو السجن المؤبد فانه يحكم عليه بعقوبة الحبس من عشر سنوات الى عشرين سنة .

وإذا كانت العقوبة هي السجن أو الحبس المؤقت فانه يحكم عليه بالحبس لمدة تساوي نصف المدة التي كان يتعين الحكم عليه بها اذا كان بالغا .

### المادة ٥١

في مواد المخالفات يقضى على القاصر الذي يبلغ سنه من ١٣ الى ١٨ اما بالتوبيخ واما بعقوبة الغرامة .

### الفصل الثالث

### شخصية العقوبة

### القسم الاول

### الاعدار القانونية

### المادة ٥٢

الاعدار هي حالات محددة في القانون على سبيل الحصر يترتب عليها مع قيام الجريمة والمسؤولية اما عدم عتاب المتهم اذا كانت أعدارا معفية واما تخفيف العقوبة اذا كانت مخففة .

ومع ذلك يجوز للقاضي في حالة الاعفاء ان يطبق تدابير الامن على المعفى عنه .

### القسم الثاني

### الظروف المخففة

### المادة ٥٣

يجوز تخفيض العقوبات المقررة قانونا ضدالمتهم الذي قضى بادانته وثبت وجود ظروف مخففة لصالحه وفاقلتدرج العقوبات المقررة في المادة ٥ حتى الحبس لمدة ثلاث سنوات اذا كانت عقوبة الجنائية هي الاعدام ولمدة سنتين اذا كانت عقوبتها السجن المؤبد ولمدة سنة في الحالات الاخرى .

وإذا كانت العقوبة المطبقة هي الحبس فانه يجوز الحكم بالفرامة التي لا تجاوز ١٠٠٠٠٠ دينار ويجوز الحكم على من قضى بادانته علاوة على ذلك بالحرمان من الحقوق الوطنية ويجوز فضلا عن ذلك ان يحكم عليه بالمنع من الإقامة .

وفي جميع الحالات التي تكون فيها العقوبة المقررة قانونا هي الحبس أو الغرامة يجوز تخفيض الحبس الى يوم واحد والفرامة الى ٥ دنانير حتى في حالة العود وذلك اذا كانت الظروف تبدو مخففة .

ويجوز الحكم باي من هاتين العقوبتين ويجوز استبدال الغرامة بالحبس على الا تقل عن ٥ دنانير .

وكل عسكري او بحار في خدمة الجزائر يقوم باحد الاعمال الآتية :

#### ١ - حمل السلاح ضد الجزائر ،

٢ - القيام بالتخاير مع دولة أجنبية بقصد حملها على القيام بأعمال عدوانية ضد الجزائر او تقديم الوسائل اللازمة لذلك سواء بتسهيل دخول القوات الاجنبية الى الارض الجزائرية او بزعزعة ولاء القوات البرية او البحرية او الجوية أو بأية طريقة أخرى .

٣ - تسليم قوات جزائرية او أراض او مدن او حصون او منشآت او مراكز او مخازن او مستودعات حربية او عتاد او ذخائر او سفن او مبان او سفن او مركبات للملاحة الجوية مملوكة للجزائر او مخصصة للدفاع عنها الى دولة أجنبية او الى عملائها .

٤ - اتلاف أو افساد سفينة أو سفن أو مركبات للملاحة الجوية أو عتاد أو مؤن أو مبان أو انشاءات من أى نوع كنت وذلك بقصد الاضرار بالدفاع الوطنى أو ادخال عيوب عليها أو التسبب في وقوع حادث وذلك تحقيقا لنفس القصد .

#### المادة ٦٢

يرتكب جريمة الخيانة ويعاقب بالاعدام كل جزائرى وكل عسكري او بحار في خدمة الجزائر يقوم في وقت الحرب باحد الاعمال الآتية :

١ - تحريض العسكريين أو البحارة على الانضمام الى دولة اجنبية او تسهيل السبيل لهم الى ذلك والقيام بعمليات تجنيد لحساب دولة في حرب مع الجزائر .

٢ - القيام بالتخاير مع دولة اجنبية او مع احد عملائها بقصد معاونة هذه الدولة في خطتها ضد الجزائر .

٣ - عرقلة مرور العتاد الحربي .

٤ - المساهمة في مشروع لضعاف الروح المعنوية للجيش او للأمة يكون الغرض منه الاضرار بالدفاع الوطنى مع علمه بذلك .

#### المادة ٦٣

يرتكب جريمة الخيانة ويعاقب بالاعدام كل جزائرى يقوم بما يأتي :

١ - تسليم معلومات او اشياء او مستندات او تصميمات يجب ان تحفظ تحت ستار السرية لمصلحة الدفاع الوطنى الى دولة أجنبية او أحد عملائها على أية صورة وبأية وسيلة كنت .

٢ - الاستحواذ بأية وسيلة كانت على مثل هذه المعلومات او الاشياء او المستندات او التصميمات بقصد تسليمها الى دولة أجنبية او الى احد عملائها .

٣ - اتلاف مثل هذه المعلومات او الاشياء او المستندات او التصميمات بقصد معاونة دولة أجنبية او ترك الفير يتلفها .

#### المادة ٥٨

كل من سبق الحكم عليه في مخالفة وارتكب خلال الاثني عشر شهرا من تاريخ الحكم الذى اصبح نهائيا المخالفة نفسها في دائرة اختصاص نفس المحكمة يعاقب بالعقوبات المغلظة المقررة للعود في المخالفات وفقا لاحكام المادة ٤٦٥ .

ومع ذلك فان العود في المخالفات المعاقب عنها بالحبس لمدة تزيد على عشرة ايام او بغرامة تجاوز ٢٠٠ دينار لا يخضع لشرط أن تكون المخالفة الثانية قد ارتكبت في نفس دائرة الاختصاص التى ارتكبت فيها المخالفة الاولى ويعاقب العائد عندئذ بالعقوبات المغلظة المقررة للعود في المخالفات المنصوص عليها في المادة ٤٤٥ .

#### المادة ٥٩

كل من سبق الحكم عليه من محكمة عسكرية لا يعاقب بعقوبة العود اذا ارتكب بعد ذلك جناية او جنحة الاحسبما يكون الحكم الاول قد صدر في جناية او جنحة معاقب عليها طبقا للقوانين الجزائية العادية .

#### المادة ٦٠

اذا سبق الحكم على الجاني بأربعة احكام على الاقل بعقوبات سالبة للحرية وقضى عليه لجناية او جنحة بعقوبة جديدة سالبة للحرية فانه يجوز للقاضي ان يأمر باعتقاله لمدة غير محددة ، ويحل الاعتقال محل تنفيذ العقوبة المقررة بها .

وينفذ الاعتقال في مؤسسة أو في قسم من مؤسسة مخصص دون غيره لهذا الغرض .

ويبقى المعتقل في المؤسسة لمدة ثلاث سنوات على الاقل فاذا كانت العقوبة تزيد على ذلك فيبقى فيها طوال مدة العقوبة على الاقل ، ويجوز للسلطة المختصة عند انقضاء هذه المدة ان تفرج عنه تحت شرط لمدة ثلاث سنوات بعد أخذ الرأي المسبب لموظفي المؤسسة ، وذلك اذا رأت ان الاعتقال لم يعد ضروريا . واذا كان سلوك المفرج عنه حميدا مدة الثلاث سنوات فيصبح الافراج عنه نهائيا .

#### الجزء الثاني

#### التجريم

#### الكتساب الثالث

#### الجنايات والجنح وعقوباتها

#### الباب الاول

#### الجنايات والجنح ضد الشيء العمومي

#### الفصل الاول

#### الجنايات والجنح ضد أمن الدولة

#### القسم الاول

#### جرائم الخيانة والتجسس

#### المادة ٦١

يرتكب جريمة الخيانة ويعاقب بالاعدام كل جزائرى



## المادة ٦٤

يرتكب جريمة التجسس ويعاقب بالاعدام كل اجنبي يقوم بأحد الافعال المنصوص عليها في الفقرات ٢ و ٣ و ٤ من المادة ٦١ وفي المادتين ٦٢ و ٦٣ .

ويعاقب من يحرض على ارتكاب احدى الجنايات المنصوص عليها في هذه المادة والمواد ٦١ و ٦٢ و ٦٣ او يعرض ارتكابها بالعقوبة المقررة للجناية ذاتها .

## القسم الثاني

## جرائم التعدي الاخرى على الدفاع الوطني

## المادة ٦٥

يعاقب بالسجن المؤبد كل من يجمع معلومات او اشياء او مستندات او تصميمات يؤدي جمعها واستغلالها الى الاضرار بالدفاع الوطني اذا كان الغرض من ذلك هو تسليمها الى دولة اجنبية .

## المادة ٦٦

يعاقب بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل حارس وكل امين بحكم وظيفته او بحكم صفته على معلومات او اشياء او مستندات او تصميمات يجب ان تحفظ تحت ستار السرية لمصلحة الدفاع الوطني او يمكن ان تؤدي معرفتها الى الكشف عن سر من اسرار الدفاع الوطني يكون قد قام بغير قصد الخيانة او التجسس بما يأتي :

- ١ - اتلافها او اختلاسها او ترك الغير يتلفها او يختلسها او أخذ صور منها او ترك الغير يأخذ صوراً منها .
- ٢ - ابلاغها الى علم شخص لاصفة له في الاطلاع عليها او الى علم الجمهور او ترك الغير يبلغها .
- وتكون العقوبة السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات اذا كان الحارس او الامين قد ارتكب الجريمة برعونة او بغير حيطة او بعدم تبصر او باهمال او بعدم مراعاة الانظمة .

## المادة ٦٧

يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات كل شخص عدا من ذكروا في المادة ٦٦ يكون بغير قصد الخيانة او التجسس قد ارتكب الافعال الآتية :

- ١ - الاستحواذ على معلومات او اشياء او مستندات او تصميمات يجب ان تحفظ تحت ستار السرية لمصلحة الدفاع الوطني او يمكن ان تؤدي معرفتها الى الكشف عن سر من اسرار الدفاع الوطني .
- ٢ - اتلاف او اختلاس مثل هذه المعلومات او الاشياء او المستندات او التصميمات او ترك الغير يتلفها او يختلسها او أخذ صور منها او ترك الغير يأخذ صوراً منها .
- ٣ - ابلاغ مثل هذه المعلومات والاشياء او المستندات او التصميمات الى علم شخص لا صفة له في الاطلاع عليها او الى الجمهور او ترك الغير يبلغها او توسيع دائرة ذبوعها .

## المادة ٦٨

يعاقب بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من يسلم بغير اذن سابق من السلطة المختصة الى شخص يعمل لحساب دولة او مؤسسة اجنبية اختراعا بهم الدفاع الوطني او معلومات او دراسات او طريقة صنع تتصل باختراع من هذا النوع او بتطبيقات صناعية تهم الدفاع الوطني او يفشي اليه شيئاً من ذلك .

## المادة ٦٩

يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات كل من يقدم معلومات عسكرية لم تجعلها السلطة المختصة علنية وكان من شأن ذبوعها ان يؤدي بجلء الى الاضرار بالدفاع الوطني ، الى علم شخص لا صفة له في الاطلاع عليها او الى علم الجمهور دون ان تكون لديه نية الخيانة او التجسس .

## المادة ٧٠

يعاقب بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من :

- ١ - دخل متخفياً او منتحلاً اسماً كاذباً او متخفياً صفته او جنسيته الى حصن او منشأة او مركز او مستودع او الى اماكن عمل او تكتلات او مخيمات او معسكرات للجيش او الى منشآت حربية او تجارية مستعملة للدفاع الوطني او في سفن او مركبات للملاحة الجوية او في سيارة عسكرية مسلحة او في مؤسسة عسكرية او بحرية من اى نوع كانت او في مؤسسة او ورشة عمل تهم الدفاع الوطني .
  - ٢ - نظم بطريقة خفية اية طريقة للمراسلة او الاتصال عن بعد من شأنها الاضرار بالدفاع الوطني حتى ولو لم يتخف او يخف اسمه او صفته او جنسيته .
  - ٣ - حلق فوق الارض الجزائرية باستعمال اية طائرة اجنبية دون ان يكون مصرحاً له بذلك بمقتضى اتفاق دبلوماسي او تصريح من السلطة الجزائرية .
  - ٤ - قام بعمل رسومات او باخذ صور او برسم خرائط او بعمليات طوبوغرافية في منطقة محرمة حدودها السلطة العسكرية او البحرية وذلك بداخل او حول الاماكن او المنشآت او المراكز او المؤسسات العسكرية او البحرية او التي تهم الدفاع الوطني بغير اذن من تلك السلطات .
  - ٥ - اقام في دائرة معينة حول المنشآت المحصنة او المؤسسات العسكرية او البحرية بالرغم من الحظر الذي يصدر مرسوم بتقريره .
  - ٦ - افشى الى شخص لا صفة له معلومات متعلقة اما بالتدابير التي تتخذ لكشف مرتكبي الجنايات والجنگ المنصوص عليها في القسمين الاول والثاني من هذا الفصل وشركائهم وللقبض عليهم واما بسير اجراءات المتابعة والتحقيق واما بسير المحاكمة امام جهات القضاء او اذاع شيئاً من ذلك علناً .
- ومع ذلك يعاقب مرتكبو الجرائم المنصوص عليها في الفقرات

**القسم الثالث****الاعتداءات والمؤامرات والجرائم الأخرى ضد سلطة الدولة  
وسلامة أرض الوطن****المادة ٧٧**

الاعتداء الذي يكون الغرض منه اما القضاء على نظام الحكم او تغييره واما تحريض المواطنين او السكان على حمل السلاح ضد سلطة الدولة او ضد بعضهم البعض واما المساس بسلامة ارض الوطن يعاقب عليه بالسجن المؤبد .

وتنفيذ الاعتداء او محاولة تنفيذه يعتبر في حكم الاعتداء .

**المادة ٧٨**

المؤامرة التي يكون الغرض منها ارتكاب الجنايات المنصوص عليها في المادة ٧٧ يعاقب عليها بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اذا تلاها فعل ارتكب او بدىء في ارتكابه لتعداد لتنفيذها .

وتكون العقوبة السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات اذا لم يكن قد تلا المؤامرة فعل ارتكب او بدىء في ارتكابه للاعداد لتنفيذها .

وتقوم المؤامرة بمجرد اتفاق شخصين أو أكثر على التصميم على ارتكابها .

كل من يعرض تدبير مؤامرة بغرض التوصل الى ارتكاب الجنايات المنصوص عليها في المادة ٧٧ دون ان يقبل عرضه يعاقب بالحبس من سنة الى عشر سنوات وبغرامة من ٣.٠٠٠ الى ٧.٠٠٠ دينار ويجوز علاوة على ذلك ان يمنع الفاعل من ممارسة جميع الحقوق المشار اليها في المادة ١٤ من هذا القانون أو بعضها .

**المادة ٧٩**

كل من يعمل بأية وسيلة كانت على المساس بسلامة ارض الوطن او على اخراج جزء من الاراضي التي تباشر عليها الجزائر سلطتها من تلك السلطة وذلك في غير الحالات المنصوص عليها في المادتين ٧٧ و ٧٨ يعاقب بالحبس من سنة الى عشر سنوات وبغرامة من ٣.٠٠٠ الى ٧.٠٠٠ دينار ويجوز علاوة على ذلك ان يحرم من الحقوق المشار اليها في المادة ١٤ من هذا القانون .

**المادة ٨٠**

كل من كون قوات مسلحة او عمل على تكوينها وكل من استخدم او جند جنودا او عمل على استخدامهم او تجنيدهم او زودهم بالأسلحة والذخيرة بدون أمر او تصريح من السلطة الشرعية يعاقب بالسجن المؤبد .

**المادة ٨١**

يعاقب بالسجن المؤبد :  
كل من تولى قيادة عسكرية ايا كانت بدون وجه حق او بدون سبب مشروع .

٣ و ٤ و ٦ اعلاه في وقت السلم بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٣.٠٠٠ الى ٧.٠٠٠ دينار .

**المادة ٧١**

يعاقب بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من :

١ - يعرض الجزائر لإعلان الحرب باتيانه اعمالا عدوانية لا تقرها الحكومة .

٢ - يعرض الجزائر الى اعمال انتقامية باتيانه اعمالا عدوانية لا تقرها الحكومة .

٣ - يجري مع عملاء دولة اجنبية مخابرات من شأنها الاضرار بالمركز العسكري أو الدبلوماسي للجزائر أو بمصالحها الاقتصادية الجوهرية .

**المادة ٧٢**

يعاقب بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من يرتكب في وقت الحرب الافعال الآتية :

١ - اجراء مراسلات او اقامة علاقات مع مواطني او عملاء دولة معادية بغير اذن من الحكومة .

٢ - القيام اما مباشرة واما بطريق الوساطة بأعمال تجارية مع مواطني او عملاء دولة معادية بالرغم من الحظر المقرر في هذا الشأن .

**المادة ٧٣**

يعاقب بالسجن من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٣.٠٠٠ الى ٣.٠٠٠ دينار كل من يرتكب عمدا أي عمل من شأنه الاضرار بالدفاع الوطني غير منصوص عليه وغير يعاقب عليه بأي نص آخر وذلك في وقت الحرب .

**المادة ٧٤**

يعاقب بالحبس المؤقت من خمس الى عشر سنوات كل من يعرقل مرور العتاد الحربي أو يقوم بأية وسيلة كانت بالتحريض على عمل من اعمال العنف او على عمل مدبر يكون هدفه او نتيجته وضع هذه العراقيل او بتسهيل هذه الاعمال او تنظيمها وذلك في وقت السلم وبقصد الاضرار بالدفاع الوطني .

**المادة ٧٥**

يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات كل من يساهم وقت السلم في مشروع لاضعاف الروح المعنوية للجيش يكون الغرض منه الاضرار بالدفاع الوطني وهو عالم بذلك .

**المادة ٧٦**

يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٣.٠٠٠ الى ٣.٠٠٠ دينار كل من يقوم في وقت السلم بتجنيد جنود لصالح دولة اجنبية في الارض الجزائرية .

وكل من احتفظ بمثل هذه القيادة ضد أمر الحكومة والقواد الذين يستيقنون جيوشهم وقواتهم مجتمعة بعد صدور الامر بتسريحها أو تفريقها .

### المادة ٨٢

إذا ارتكبت الجرائم المنصوص عليها في المواد ٧٧ و ٧٩ و ٨٠ و ٨١ أو شرع في ارتكابها باستعمال الاسلحة تكون العقوبة الاعدام .

### المادة ٨٣

كل شخص يطلب من القوة العمومية التي يمكن أن تكون تحت تصرفه أو يأمرها بان تقوم بمنع تنفيذ القوانين الخاصة بالتجنيد أو بالتعبئة أو يستخدمها في هذا الغرض أو يعمل على أن يطلب ذلك أو يؤمر به يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

يعاقب الفاعل بالسجن المؤبد اذا ادى هذا الطلب أو ذلك الامر الى النتيجة المقصودة .

## القسم الرابع

### جنايات التفتيل والتخريب المخلّة بالدولة

### المادة ٨٤

كل من يرتكب اعتداء يكون الغرض منه نشر التفتيل أو التخريب في منطقة أو أكثر يعاقب بالاعدام .

وتنفيذ الاعتداء أو محاولة تنفيذه يعتبر في حكم الاعتداء .

### المادة ٨٥

المؤامرة التي يكون الغرض منها ارتكاب الجناية المنصوص عليها في المادة ٨٤ يعاقب عليها بالسجن المؤبد اذا تلاها فعل ارتكب أو بدىء في ارتكابه للاعداد لتنفيذها .

وتكون العقوبة السجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اذا لم يكن قد تلا المؤامرة فعل ارتكب أو بدىء في ارتكابه للاعداد لتنفيذها .

وتقوم المؤامرة بمجرد اتفاق شخصين أو أكثر على التصميم على ارتكابها .

كل من يعرض تدبير مؤامرة بغرض التوصل الى ارتكاب الجنايات المنصوص عليها في المادة ٨٤ دون ان يقبل عرضه يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٨٦

يعاقب بالاعدام كل من يرأس عصابات مسلحة أو يتولى فيها مهمة أو قيادة ما وذلك بقصد الاخلال بأمن الدولة بارتكاب احدي الجنايات المنصوص عليها في المادتين ٧٧ و ٨٤ أو بقصد اغتصاب أو نهب أو تقسيم الاملاك العمومية والخصوصية أو بقصد مهاجمة أو مقاومة القوة العمومية التي

تعمل ضد مرتكبي هذه الجنايات .

يعاقب بالعقوبة نفسها من قاموا بادارة حركة العصاة أو بتكوين عصابات أو تنظيمها أو عملوا على تكوينها أو تنظيمها أو قاموا عمدا وعن علم بتزويدها أو امدادها بالمؤن والاسلحة والذخيرة وادوات الجريمة أو ارسلوا اليها مؤنا أو اجروا مخابرات بأية طريقة اخرى مع مديري أو قواد العصابات .

### المادة ٨٧

يعاقب افراد العصابات الذين لا يتولون فيها اية قيادة أو مهمة بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

## القسم الخامس

### جنايات المساهمة في حركات التمرد

### المادة ٨٨

يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من يقوم أثناء التمرد بالافعال الآتية :

١ - اقامة متاريس أو عوائق أو غيرها من الاعمال التي يكون الغرض منها عرقلة القوة العمومية أو الحيلولة دون مباشرة اعمالها أو المساعدة على اقامتها .

٢ - منع استدعاء القوة العمومية أو جمعها وذلك بالعنف أو التهديد أو تحريض أو تسهيل تجمع المتمردين سواء بتوزيع الاوامر أو النشرات أو بحمل الاعلام أو غيرها من شارات التجمع أو بأي وسيلة من وسائل الدعوة .

٣ - اغتصاب أو احتلال المباني أو المراكز أو غيرها من المنشآت العمومية أو المنازل المسكونة أو غير المسكونة وذلك بقصد مهاجمة أو مقاومة القوة العمومية .

يعاقب بنفس العقوبة المالك أو المستأجر الذي يسمح للمتمردين بدخول المنازل المذكورة بغير عنف مع علمه باغراضهم .

### المادة ٨٩

يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من يقوم أثناء التمرد بالافعال الآتية :

١ - الاستيلاء على الاسلحة أو الذخائر أو الادوات من أي نوع كانت سواء باستعمال العنف أو التهديد أو بنهب المحال أو المراكز أو المخازن أو المستودعات أو غيرها من المؤسسات العمومية أو بنزع سلاح رجال القوة العمومية .

٢ - حمل الاسلحة بصورة ظاهرة أو خفية أو الذخائر أو ارتداء زي رسمي أو ملابس أو علامات اخرى مدنية أو عسكرية .

اذا كان الاشخاص الذين يحملون أسلحة ظاهرة أو مخبأة أو ذخائر يرتدون زيا رسميا أو ملابس أو علامات اخرى مدنية أو عسكرية فيعاقبون بالسجن المؤبد .

يعاقب الاشخاص الذين يستعملون اسلحتهم بالاعدام .

بعد انتهاء التنفيذ او الشروع فيه ولكن قبل بدء المتابعات .  
وتتخفف كذلك العقوبة درجة واحدة بالنسبة للفاعل اذا  
مكن من القبض على الفاعلين او الشركاء في نفس الجريمة  
او في جرائم اخرى من نفس النوع ونفس الخطورة وذلك  
بعد بدء المتابعات .

وفيما عدا الجنايات الخاصة التي يرتكبها الجناة شخصا  
فانه لا يقضى بأية عقوبة عليهم اذا كانوا اعضاء في عصابة  
مسلحة لم يتولوا فيها قيادة او يقوموا بأى عمل او مهمة  
وانسحبوا منها بمجرد صدور اول اذار لهم من السلطات  
العسكرية او المدنية او سلموا انفسهم اليها .

ويجوز مع ذلك الحكم على من يعفى من العقوبة تطبيقا للحكم  
هذه المادة بالمنع من الاقامة كما في مواد الجرح وبالحرمان من  
الحقوق المبينة في المادة ١٤ من هذا القانون .

### المادة ٩٣

يقضى الحكم بأن تكون المكافآت التي يحصل عليها الفاعل  
او قيمتها اذا لم تكن قد ضبطت مملوكة للخزانة .

ويقضى بمصادرة الاشياء موضوع الجناية او الجنحة  
والاشياء والادوات التي استعملت في ارتكابها .

وتدخل في مفهوم كلمة أسلحة كافة الآلات والادوات  
والاجهزة القاطعة والنافذة والراضة .

ولا تعتبر السكاكين ومقصات الجيب والعصى العادية أو أية  
أشياء أخرى من قبيل الاسلحة الا اذا استعملت للقتل أو  
الجرح أو الضرب .

### المادة ٩٤

يجوز للحكومة بمرسوم تصدره أن تخضع الانفعال التي  
ترتكب ضد أمن الدول الحليفة أو الصديقة للجزائر لكل أو  
بعض الاحكام الخاصة بالجنايات أو الجرح ضد أمن الدولة  
سواء في وقت الحرب أو السلم .

### المادة ٩٥

كل من يتلقى أموالا للدعاية من مصدر خارجي سواء بطريق  
مباشر أو غير مباشر وعلى أية صورة كانت ولاى سبب كان  
ويقوم بالدعاية السياسية يعاقب بالحبس من ستة أشهر  
الى خمس سنوات وبغرامة من ٣٦٠٠ الى ٣٦٠٠٠ دينار .

وتضبط جميع الوسائل التي استخدمت في ارتكاب الجريمة  
ويقضى الحكم اما بمصادرتها أو بابتدائها أو بانلاؤها على حسب  
الاحوال .

ويجوز للمحكمة علاوة على ذلك أن تقضى بالحرمان من  
الحقوق المبينة في المادة ١٤ من هذا القانون .

### المادة ٩٦

كل من يوزع أو يعرض للبيع منشورات أو نشرات أو  
اوراقا أو اعلانات من مصدر أو من وحي اجنبي ومن شأنها  
الاضرار بالمصلحة الوطنية أو يعرضها لانظار الجمهور ، أو

### المادة ٩٠

يعاقب بالاعدام من يقومون بإدارة أو تنظيم حركة تمرد  
أو من يزودونها أو يمدونها عمدا أو عن علم بالاسلحة والذخائر  
أو أدوات الجرائم أو يرسلون اليها مؤنا أو يجرون مخبرات  
بأية طريقة كانت مع مديري أو قواد الحركة .

### القسم السادس

#### احكام مختلفة

### المادة ٩١

مع عدم الاخلال بالواجبات التي يفرضها سر المهنة ، يعاقب  
بالسجن الموقت لمدة لا تقل عن عشرين سنوات ولا تجاوز عشرين سنة  
في وقت الحرب وبالحبس من سنة الى خمس سنوات  
وبغرامة من ٣٠٠٠ الى ٣٠٠٠٠ دينار في وقت السلم ، كل  
شخص علم بوجود خطط او افعال لارتكاب جرائم الخيانة  
او التجسس او غيرها من النشاطات التي يكون من طبيعتها  
الاضرار بالدفاع الوطني ولم يبلغ عنها السلطات العسكرية  
او الادارية او القضائية فور علمه بها .

علاوة على الاشخاص المبينين في المادة ٤٢ يعاقب باعتباره  
شريكا من يرتكب دون أن يكون فاعلا أو شريكا احد الافعال  
الآتية :

١ - تزويد مرتكبي الجنايات والجرح ضد أمن الدولة  
بالمؤن أو وسائل المعيشة وتهيئة مساكن لهم أو أماكن  
لاختفائهم أو لتجمعهم وذلك دون أن يكون قد وقع عليه اكرام  
ومع علمه بنواياهم .

٢ - حمل مراسلات مرتكبي هذه الجنايات وتلك الجرح  
وتسهيل الوصول الى موضوع الجناية أو الجنحة أو اخفائه  
او نقله او توصيله وذلك بأي طريقة كانت مع علمه بذلك .

وعلاوة على الاشخاص المعنيين في المادة ٣٨٧ يعاقب باعتباره  
مخفيا من يرتكب من غير الفاعلين او الشركاء الافعال الآتية :

١ - اخفاء الاشياء او الادوات التي استعملت او كانت  
ستستعمل في ارتكاب الجناية او الجنحة والاشياء او المواد  
او الوثائق المتحصلة من الجنايات او الجرح مع علمه بذلك .

٢ - اتلاف أو اختلاس أو اخفاء أو تزيف وثيقة عمومية  
أو خصوصية من شأنها تسهيل البحث عن الجناية أو الجنحة  
او اكتشاف الدليل عليها او عقاب مرتكبها مع علمه بذلك .

ويجوز للمحكمة في الحالات المنصوص عليها في هذه المادة  
أن تعفى اقارب أو أصهار الفاعل لغاية الدرجة الثالثة من  
العقوبة المقررة .

### المادة ٩٢

يعفى من العقوبة المقررة كل من يبلغ السلطات الادارية  
أو القضائية عن جناية أو جنحة ضد أمن الدولة قبل البدء  
في تنفيذها أو الشروع فيها .

وتتخفف العقوبة درجة واحدة اذا كان الإبلاغ قد حصل

ويجوز أن يعاقب الاشخاص المحكوم عليهم ، بالحرمان من الحقوق المبينة في المادة ١٤ من هذا القانون .

### المادة ٩٩

يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات كل من وجد يحمل سلاحا ظاهرا أو مخبأ أو أشياء ظاهرة أو مخبأة استعملت أو استحضرت لاستعمالها كأسلحة وذلك في تجمهر أو أثناء تظاهر أو بمناسبةه أو أثناء اجتماع أو بمناسبةه وذلك بغير اخلال بعقوبات أشد عند الاقتضاء .

ويكون الحبس من سنة الى خمس سنوات اذا كان تفريق التجمهر قد تم بالقوة .

ويجوز أن يعاقب الاشخاص المحكوم عليهم ، بالحرمان من الحقوق المبينة في المادة ١٤ من هذا القانون وبالمنع من الإقامة .

ويجوز القضاء بمنع أى أجنبي قضى بادانته في احدى الجنح المنصوص عليها في هذه المادة من دخول أراضي الوطن .

### المادة ١٠٠

كل تحريض مباشر على التجمهر غير المسلح سواء بخطب تلقى علنا أو بكتابات أو مطبوعات تعلق أو توزع يعاقب عليه بالحبس من شهرين الى سنة اذا نتج عنه حدوث أثره وتكون العقوبة الحبس من شهر واحد الى ستة أشهر وبغرامة من ٢٠٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين في الحالة العكسية .

كل تحريض مباشر بنفس الوسائل على التجمهر المسلح يعاقب عليه بالحبس من سنة الى خمس سنوات اذا نتج عنه حدوث أثره . وتكون العقوبة الحبس من ثلاثة أشهر الى سنة وبغرامة من ٢٠٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين في الحالة العكسية .

### المادة ١٠١

لا تحول المحاكمة عن جنح التجمهر دون المحاكمة عن الجنايات والجنح التي ترتكب في اثنائه .

ويجوز الزام الشخص الذي يستمر في الاشتراك في التجمهر بعد التنبيه الثاني الذي يوجهه ممثل السلطة العمومية بالتعويض المالي عن الاضرار الناجمة عن هذا التجمهر .

## الفصل الثالث

### الجنايات والجنح ضد الدستور

#### القسم الاول

### الجنايات والجنح الخاصة بممارسة الحقوق الوطنية

### المادة ١٠٢

اذا منع مواطن او أكثر من مباشرة الحقوق الوطنية بطريق التجمهر أو الاعتداء أو التهديد فيعاقب كل من الجنحة بالحبس

يحوزها لتوزيعها أو بيعها أو عرضها بقصد الدعاية يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى خمس سنوات وبغرامة من ٣٦٠٠٠ الى ٣٦٠٠٠٠ دينار .

ويجوز للمحكمة علاوة على ذلك أن تقضى بالحرمان من الحقوق المبينة في المادة ١٤ من هذا القانون وبالمنع من الإقامة .

## الفصل الثاني

### التجمهر

### المادة ٩٧

يحظر ارتكاب الافعال الآتية في الطريق العام أو في مكان عمومي :

( ١ ) التجمهر المسلح ،

( ٢ ) التجمهر غير المسلح الذي من شأنه الاخلال بالهدوء العمومي .

ويعتبر التجمهر مسلحا اذا كان احد الافراد الذين يكونونه يحمل سلاحا ظاهرا أو اذا كان عدد منهم يحمل أسلحة مخبأة أو أية أشياء ظاهرة أو مخبأة استعملت واستحضرت لاستعمالها كأسلحة .

ويجوز لممثلي القوة العمومية الذين يطلبون لتفريق التجمهر أو للعمل على تنفيذ القانون أو حكم أوامر قضائي استعمال القوة اذا وقعت عليهم أعمال عنف أو اعتداء مادي أو اذا لم يمكنهم الدفاع عن الارض التي يحتلونها أو المراكز التي وكلت اليهم بغير هذه الوسيلة .

وفي الحالات الأخرى يكون تفريق التجمهر بالقوة بعد أن يقوم عامل العمالة أو وكيله أو رئيس البلدية أو أحد مساعديه أو محافظ الشرطة أو أى ضابط آخر من الضبط القضائي ممن يحمل شارات وظيفته بما يأتي :

١ - اعلان وجوده باشارة صوتية أو ضوئية من شأنها اذارا الافراد الذين يكونون التجمهر اذارا فعلا .

٢ - التنبيه على الاشخاص الذين يشتركون في التجمهر بالتفرق وذلك بواسطة مكبر للصوت أو باستعمال اشارات صوتية أو ضوئية من شأنها أيضا اذارا الافراد المكسونين للتجمهر اذارا فعلا .

( ٣ ) توجيه تنبيه ثان بنفس الطريقة اذا لم يؤد التنبيه الاول الى نتيجة .

وتحدد انواع الاشارات التي يجب استعمالها بمرسوم .

### المادة ٩٨

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنة كل شخص غير مسلح كان في تجمهر مسلح أو غير مسلح ولم يتركه بعد أول تنبيه .

ويكون الحبس من ستة أشهر الى ثلاث سنوات اذا استمر الشخص غير المسلح في تجمهر مسلح لم يتفرق الا باستعمال القوة .

الذين يرفضون أو يهملون الاستجابة الى طلب يرمي الى ضبط واقعة حجز غير قانوني وتحكمي اما في المؤسسات أو في الاماكن المخصصة لحجز المقبوض عليهم او في اي مكان آخر ولا يثبتون أنهم اطلعوا السلطة الرئاسية عن ذلك يعاقبون بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ١١٠

المراقب او الحارس في مؤسسة عقابية او في مكان مخصص لحجز المقبوض عليهم الذي يتسلم مسجوناً دون ان يكون مصحوباً بأوامر حبس قانونية او الذي يرفض تقديم هذا المسجون الى السلطات او الاشخاص المخول لهم زيارته بدون ان يثبت وجود منع من القاضي المحقق او الذي يرفض تقديم سجلاته الى هؤلاء الاشخاص المختصين يكون قد ارتكب جريمة الحجز التحكيمي ويعاقب بالحبس لمدة من ستة اشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

### المادة ١١١

عضو الهيئة القضائية أو مأمور الضبط القضائي الذي يجري متابعات أو يصدر أمراً أو حكماً أو يوقع عليهما أو يصدر أمراً قضائياً ضد شخص متمتع بالحصانة القضائية في غير حالات التلبس دون ان يحصل قبل ذلك على رفع الحصانة عنه وفقاً للاوضاع القانونية يعاقب بالحبس لمدة من ستة اشهر الى ثلاث سنوات .

## القسم الثالث تواطؤ الموظفين

### المادة ١١٢

إذا اتخذت اجراءات مخالفة للقوانين وكان تدبيرها عن طريق اجتماع افراد او هيئات تتولى أي قدر من السلطة العمومية أو عن طريق رسل أو مراسلات فيعاقب الجناة بالحبس من شهر الى ستة اشهر .

ويجوز علاوة على ذلك ان يقضى بحرمانهم من حق أو أكثر من الحقوق المبينة في المادة ١٤ ومن تولى اية وظيفة أو خدمة عمومية لمدة عشر سنوات على الاكثر .

### المادة ١١٣

إذا اتخذت اجراءات ضد تنفيذ القوانين او أوامر الحكومة وكان تدبيرها باحدى الطرق المذكورة في المادة ١١٢ فيعاقب الجناة بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

وإذا كان تدبير هذه الاجراءات تم بين السلطات المدنية والهيئات العسكرية أو رؤسائها فيعاقب المحرضون عليها بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اما باقى الجناة فيعاقبون بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ١١٤

في الحالة التي يكون فيها الغرض من تدبير اتخاذ الاجراءات

من ستة اشهر على الاقل الى سنتين على الاكثر وبحرمانه من الانتخاب أو الترشيح لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ١٠٣

إذا وقعت الجريمة نتيجة لخطة مدبرة للتنفيذ اما في اراضي الجمهورية واما في عمالة أو اكثر أو دائرة بلدية أو اكثر فتكون العقوبة هي السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ١٠٤

كل من يضبط من المواطنين المكلفين في اقتراع بفرز بطاقات التصويت وهو يزور هذه البطاقات أو يستنزلها من المجموع أو يضيف اليها أو يقيد في بطاقات تصويت الناخبين الاميين أسماء غير تلك التي أدلوا اليه بها يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات ويجوز الحكم عليه بالحرمان من الحقوق الوطنية .

### المادة ١٠٥

جميع الاشخاص الذين يرتكبون الافعال المبينة في المادة ١٠٤ يعاقبون بالحبس لمدة من ستة اشهر على الاقل الى سنتين على الاكثر وبالحرمان من حق الانتخاب أو الترشيح لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ١٠٦

كل مواطن يبيع أو يشتري الاصوات بأى ثمن كان بمناسبة الانتخابات يعاقب بالحرمان من حقوق المواطن ومن كل وظيفة أو مهمة عامة لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

ويعاقب كل من يبيع الاصوات ويشتريها فضلا عن ذلك بغرامة توازي ضعف قيمة الاشياء المقبوضة أو الموعود بها .

## القسم الثاني

### الاعتداء على الحريات

### المادة ١٠٧

يعاقب الموظف العمومي بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات اذا أمر بعمل تحكيمي أو ماس سواء بالحريية الشخصية للفرد او بالحقوق الوطنية لمواطن او اكثر .

### المادة ١٠٨

مرتكب الجنايات المنصوص عليها في المادة ١٠٧ مسؤول شخصياً مسؤولة مدنية وكذلك الدولة على ان يكون لها حق الرجوع على الفاعل .

### المادة ١٠٩

الموظفون العموميون ورجال القوة العمومية ومدوبو السلطة العمومية والمكلفون بالشرطة الادارية أو الضبط القضائي

## الفصل الرابع الجنايات والجنح ضد السلامة العمومية القسم الأول الاختلاس والقتل

### المادة ١١٩

القاضي او الموظف العمومي الذي يختلس او يبدد او يحتجز بدون وجه حق او يسرق اموالا عمومية او خاصة او اوراقا تقوم مقامها او وثائق او سندات او عقودا او اموالا منقولة كانت تحت يده سواء بمقتضى وظيفته او بسببها يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

واذا كانت قيمة الاشياء المختلسة او المبددة او المحتجزة او المسروقة تقل عن ١٠٠٠ دينار فيعاقب الفاعل بالحبس الموقت من سنتين الى خمس سنوات .

### المادة ١٢٠

القاضي او الموظف العمومي الذي يتلف او يزيل بطريق الغش وبنية الاضرار واثاق او سندات او عقودا او اموالا منقولة كنت في عهده بهذه الصفة او سلمت اليه بسبب وظيفته يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ١٢١

القاضي او الموظف العمومي الذي يطلب او يتلقى او يطالب او يأمر بتحصيل ما يعلم انه غير مستحق الاداء او ما يجاوز ما هو مستحق سواء لجهة الادارة او لجهة الاطراف الذين يقوم بتحصيل لحسابهم او لنفسه يكون قد ارتكب جريمة القتل يعاقب بالحبس من سنتين الى عشر سنوات وبالغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

### المادة ١٢٢

تطبق العقوبات المنصوص عليها في المادة ١٢١ على كل صاحب سلطة عمومية يأمر بتحصيل ضرائب مباشرة او غير مباشرة غير تلك التي حددها القانون وكذلك كل موظف عمومي يضع جداولها أو يقوم بتحصيلها .

وتطبق ذات العقوبات على اصحاب السلطة العمومية او الموظفين العموميين الذين يمنحون على اية صورة كانت ولاي سبب كان وبغير تصريح من القانون اعفاءات من التكاليف او الضرائب او الرسوم العمومية او يتجاوزون عن شيء منها او يسلمون مجانا منتجات مما تنتجه مؤسسات الدولة ويعاقب المستفيد باعتباره شريكا .

### المادة ١٢٣

الموظف العمومي الذي يأخذ أو يتلقى اما صراحة واما بعقد صوري واما عن طريق شخص ثالث بعض الفوائد من العقود او المزايدات او المناقصات او المقاولات او المؤسسات التي تكون له وقت ارتكاب الفعل ادارتها او الاشراف عليها كلها أو بعضها يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبالغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

بين السلطات المدنية والهيئات العسكرية او رؤسائها او كانت نتيجتها الاعتداء على الامن الداخلي للدولة فتكون عقوبة المحرضين الاعدام والجناة الآخرين السجن المؤبد .

### المادة ١١٥

القضاة والموظفون العموميون الذين يقررون بعد التشاور فيما بينهم تقديم استقالتهم بفرض منع او وقف قيام القضاء بمهمته او سير مصلحة عمومية يعاقبون بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات .

## القسم الرابع

### تجاوز السلطات الادارية والقضائية لحدودها

### المادة ١١٦

يعتبرون مرتكبي جريمة تجاوز السلطة ويعاقبون بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات مع جواز تطبيق عقوبة الحرمان من الحقوق الوطنية الاشخاص الآتية :

١ - القضاة والنواب العموميون ووكلاؤهم ومأمورو الضبط القضائي الذين يتدخلون في أعمال السلطة التشريعية سواء باصدار قرارات تتضمن نصوصا تشريعية أو بمنع أو وقف تنفيذ قانون أو أكثر أو بالمداولة لمعرفة ان كانت القوانين تنشر أو تنفذ .

٢ - القضاة والنواب العموميون ووكلاؤهم ومأمورو الضبط القضائي الذين يجاوزون حدود سلطتهم بالتدخل في القضايا الخاصة بالسلطات الادارية سواء باصدار قرارات في هذه المسائل أو بحظر تنفيذ الاوامر الصادرة من الادارة أو الذين يصرون بعد أن يكونوا قد أذنوا أو أمروا بدعوة رجال الادارة بمناسبة قيامهم بمهام وظائفهم ، على تنفيذ احكامهم او قراراتهم بالرغم من التقرير بالغائها .

### المادة ١١٧

عمال العمالات ووكلاؤهم ورؤساء البلديات وغيرهم من رجال الادارة الذين يتدخلون في اعمال السلطة التشريعية وفقا لما هو مقرر في الفقرة الاولى من المادة ١١٦ او الذين يتخذون قرارات عامة ترمي الى اصدار اية أوامر او نواهي الى المحاكم او الى المجالس يعاقبون بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات ويجوز القضاء بحرمانهم من حقوقهم الوطنية .

### المادة ١١٨

عندما يفتات رجال الادارة على الوظائف القضائية بتقريرهم الاختصاص بالحقوق والمصالح الخاصة التي تدخل في اختصاص المحاكم ثم بقيامهم بعد اعتراض الاطراف او أحد منهم ورغم هذا الاعتراض بالفصل في الدعوى قبل ان تصدر السلطة العليا قرارها فيها فانهم يعاقبون بغرامة لا تقل عن ٥٠٠ دينار ولا تجاوز ٣٠٠٠ دينار .

**المادة ١٢٨**

يعد مستغلا للنفوذ ويعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار كل شخص يطلب أو يقبل عطية أو وعدا أو يطلب أو يتلقى هبة أو هدية أو أية منافع أخرى وذلك ليستحصل على أنواط أو أوسمة أو ميزات أو مكافآت أو مراكز أو وظائف أو خدمات أو أية مزايا تمنحها السلطة العمومية أو على صفقات أو مقاولات أو غيرها من الأرباح الناتجة من اتفاقات، مبرمة مع السلطة العمومية أو مع مشروعات استغلالية موضوعة تحت إشراف السلطة العمومية أو يحاول الحصول على أي من ذلك أو يستصدر بصفة عامة قرارا من مثل هذه السلطة أو تلك الإدارة لصالحه أو يحاول استصداره ويستغل بذلك نفوذا حقيقيا أو مفترضا .

فإذا كان الجاني قاضيا أو موظفا عموميا أو ذا وكالة نيابية تضاعف العقوبات المقررة .

**المادة ١٢٩**

كل من يلجأ الى التعدي أو التهديد أو الوعود أو العطايا أو الهبات أو الهدايا أو غيرها من الميزات أو استجاب لطلبات يكون الغرض منها الارتشاء حتى ولو لم يكن هو الذي طلبها وذلك اما للتوصل الى أداء عمل أو الامتناع عنه أو للحصول على المزايا أو المنافع المنصوص عليها في المواد من ١٢٦ الى ١٢٨ سواء أدى الإكراه أو الرشوة الى النتيجة المرجوة أو لم يؤد يعاقب بذات العقوبات المقررة في تلك المواد ضد المرتشي .

**المادة ١٣٠**

في حالة ما اذا كان الغرض من الرشوة أو استغلال النفوذ هو أداء فعل يصفه القانون بأنه جناية فإن العقوبة المقررة لهذه الجناية هي التي تطبق على مرتكب الرشوة أو استغلال النفوذ .

**المادة ١٣١**

إذا ترتب على رشوة القاضي أو العضو المحلف أو عضو هيئة قضائية صدور حكم بعقوبة جناية ضد أحد المتهمين فإن هذه العقوبة تطبق على مرتكب الرشوة .

**المادة ١٣٢**

القاضي أو رجل الإدارة الذي يتحيز لصالح أحد الأطراف أو ضده يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

**المادة ١٣٣**

لا يقضى مطلقا بأن ترد الى الراشي الأشياء التي سلمها أو تؤدي له قيمتها بل يجب أن يقضى في الحكم بمصادرتها وباعتبارها حقا مكتسبا للخزينة .

**المادة ١٣٤**

في الحالة التي يقضى فيها بعقوبة جنحة فقط بمقتضى

وتطبق العقوبة نفسها على الموظف العمومي الذي يأخذ أية فائدة كانت من عملية يكون مكلفا بان يصدر فيها أوامر دفع أو بان يتولى تصفيتها .

**المادة ١٢٤**

تطبق احكام المادة ١٢٣ على الموظف العمومي خلال الخمس سنوات التالية لتاريخ انتهاء توليه اعمال وظيفته مهما كانت طريقة الانهاء .

**المادة ١٢٥**

في الحالة التي يقضي فيها بعقوبة الجنحة وحدها طبقا لمواد هذا القسم فإنه يجوز علاوة على ذلك ان يقضي بحرمان الجاني من حق أو اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر .

**القسم الثاني****الرشوة واستغلال النفوذ****المادة ١٢٦**

يعد مرتشيا ويعاقب بالحبس من سنتين الى عشر سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار كل من يطلب أو يقبل عطية أو وعدا أو يطلب أو يتلقى هبة أو هدية أو أية منافع أخرى وذلك :

١ - ليقوم بصفته قاضيا أو موظفا عموميا أو ذا ولاية نيابية بأداء عمل من اعمال وظيفته غير مقرر له أجر سواء كان مشروعا أو غير مشروع أو بالامتناع عن ادائه أو بأداء عمل وان كان خارجا عن اختصاصاته الشخصية الا ان من شأن وظيفته ان تسهل له أداءه أو كان من الممكن ان تسهله له .

٢ - ليقوم بصفته محكما أو خبيرا معينا من السلطة الإدارية أو القضائية أو من الأطراف باصدار قرار أو ابداء رأي لمصلحة شخص أو ضده .

٣ - ليقوم بصفته قاضيا أو عضوا محلفا أو عضوا في جهة قضائية باتخاذ قرار سواء لصالح أحد الأطراف أو ضده .

٤ - ليقوم بصفته طبيبا أو جراحا أو طبيب اسنان أو قابلة بالتقرير كذبا بوجود أو باخفاء وجود مرض أو عاهة أو حمل أو باعطاء بيانات كاذبة عن مصدر مرض أو عاهة أو عن سبب الوفاة .

**المادة ١٢٧**

يعد مرتشيا ويعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار كل عامل أو مستخدم أو مندوب بأجر أو مرتب على أية صورة كنت طلب أو قبل عطية أو وعدا أو طلب ان يتلقى هبة أو هدية أو جعلاً أو خصما أو مكافأة بطريق مباشر أو عن طريق وسيط وبغير علم مخدمه أو رضائه وذلك للقيام بأداء عمل من اعمال وظيفته أو بالامتناع عنه أو بأداء عمل وان كان خارجا عن اختصاصاته الشخصية الا أن من شأن وظيفته ان تسهل له أداءه أو كان من الممكن ان تسهله له .



**المادة ١٣٩**

ويعاقب الجاني فضلا عن ذلك بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وذلك من خمس سنوات على الأقل الى عشر سنوات على الأكثر . كما يجوز أن يحرم من ممارسة كافة الوظائف أو كافة الخدمات العمومية لمدة عشر سنوات على الأكثر .

**المادة ١٤٠**

إذا كانت الاوامر أو الطلبات هي السبب المباشر لوقوع فعل يصفه القانون بأنه جناية فان العقوبة المقررة لهذه الجناية تطبق على مرتكب جريمة استغلال النفوذ .

**القسم الرابع**

**ممارسة السلطة العمومية قبل توليها أو الاستمرار فيها على وجه غير مشروع**

**المادة ١٤١**

كل قاض أو موظف عمومي يبدأ في ممارسة أعمال وظيفته قبل أن يؤدي - بفعله - اليمين المطلوبة لها يجوز معاقبته بغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

**المادة ١٤٢**

كل قاض أو موظف عمومي فصل أو عزل أو أوقف أو حرم قانونا من وظيفته يستمر في ممارسة أعمال وظيفته بعد استلامه التبليغ الرسمي بالقرار المتعلق به يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

ويعاقب بالعقوبة نفسها كل موظف عمومي منتخب أو مؤقت يستمر في ممارسة أعمال وظيفته بعد انتهائها قانونا .

ويجوز معاقبة الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من مباشرة أية وظيفة أو خدمة عمومية أو مهمة عمومية لمدة عشر سنوات على الأكثر .

**القسم الخامس**

**تشديد العقوبات في بعض الجنايات والجرح التي يرتكبها الموظفون العموميون والقائمون بوظائف عمومية**

**المادة ١٤٣**

فيما عدا الحالات التي يقرر فيها القانون عقوبات في الجنايات أو الجرح التي يرتكبها الموظفون العموميون أو القائمون بوظائف عمومية فان من يساهم منهم في جنايات أو جرح أخرى مما يكلفون بمراقبتها أو ضبطها يعاقب على الوجه الآتي :

إذا كان الامر متعلقا بجرحه فتضاعف العقوبة المقررة لتلك الجرحه .

إذا كان الامر متعلقا بجناية فتكون العقوبة كما يلي :

احدى مواد هذا القسم فانه يجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون لمدة سنة على الأقل وخمس سنوات على الأكثر .

**القسم الثالث****اساءة استعمال السلطة****الدرجة الاولى - اساءة استعمال السلطة ضد الافراد****المادة ١٣٥**

كل موظف في السلك الاداري أو القضائي وكل ضابط شرطة وكل قائد أو احد رجال القوة العمومية دخل بصفته المذكورة منزل أحد المواطنين بغير رضائه وفي غير الحالات المقررة في القانون وبغير الاجراءات المنصوص عليها فيه يعاقب بالحبس من شهرين الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار .

وكل شخص يدخل منزل أحد المواطنين بالتهديد أو العنف يعاقب بالحبس من ستة أيام الى ثلاثة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٨٠٠ دينار .

**المادة ١٣٦**

يجوز محاكمة كل قاض أو موظف اداري يتمتع بأية حجة كانت عن الفصل فيما يجب عليه ان يقضي فيه بين الاطراف بعد أن يكون قد طلب اليه ذلك ويصر على امتناعه بعد التنبيه عليه أوامره بذلك من رؤسائه ويعاقب بغرامة من ٧٥٠ الى ٣٠٠٠ دينار وبالحرمان من ممارسة الوظائف العمومية من خمس سنوات الى عشرين سنة .

**المادة ١٣٧**

كل موظف عمومي وكل موظف من موظفي الدولة وكل مستخدم أو مندوب عن مصلحة للبريد يقوم بفض أو اختلاس أو اتلاف رسائل مسلمة الى البريد أو يسهل فضها أو اختلاسها أو اتلافها يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

ويعاقب بالعقوبة نفسها كل مستخدم أو مندوب في مصلحة البرق يختلس أو يتلف برقية أو يذيع محتواها .

ويعاقب الجاني فضلا عن ذلك بالحرمان من كافة الوظائف أو الخدمات العمومية من خمس الى عشر سنوات .

**الدرجة الثانية - اساءة استعمال السلطة ضد الشيء العمومي****المادة ١٣٨**

كل قاض أو موظف عمومي يطلب تدخل القوة العمومية أو استعمالها ضد تنفيذ قانون أو تحصيل ضرائب مقررة قانونا أو ضد تنفيذ امر أو قرار قضائي أو أى أمر آخر صادر من السلطة الشرعية أو يأمر بتدخلها أو باستعمالها أو يعمل على حصول هذا الطلب أو ذلك الامر يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات .

٢ ) الافعال والاقوال والكتابات العلنية التي يكون الغرض منها التقليل من شأن الاحكام القضائية والتي يكون من طبيعتها المساس بسلطة القضاء أو استقلاله .

### المادة ١٤٨

يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات كل من يتعدى بالكنف أو القوة على أحد القضاة أو الموظفين العموميين أو القواد أو رجال القوة العمومية في مباشرة أعمال وظائفهم أو بمناسبة مباشرتها .

وإذا ترتب على العنف اسالة دماء أو جرح أو مرض أو وقع عن اصرار أو ترصد سواء ضد أحد القضاة أو الاعضاء المحلفين في جلسة محكمة أو مجلس قضاء فتكون العقوبة هي السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

وإذا ترتب على العنف تشويه أو بتر أحد الاعضاء أو عجز عن استعماله أو فقد النظر أو فقد أبصار إحدى العينين أو أية عاهة مستديمة فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

وإذا أدى العنف الى الموت دون أن يكون الفاعل قد قصد احدائها فتكون العقوبة السجن المؤبد .

وإذا أدى العنف الى الموت وكان قصد الفاعل هو احدائه فتكون العقوبة السجن المؤبد .

ويجوز حرمان الجاني المحكوم عليه بالحبس من مباشرة الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر تبدأ من اليوم الذي تنفذ عليه فيه العقوبة والحكم عليه بالمنع من الإقامة من سنتين الى خمس سنوات .

### المادة ١٤٩

يعتبر موظفا بالنسبة لقانون العقوبات كل شخص يتولى تحت اية تسمية وبأى وضع كان اية وظيفة أو مهمة ولو مؤقتة ، ذات أجر أو بغير أجر ويؤدي بهذا الوصف خدمة للدولة أو للادارات العمومية أو للمجموعات المحلية أو للمؤسسات العمومية أو أية خدمة ذات مصلحة عمومية . وتتعين صفة الموظف في يوم وقوع الجريمة وتستمر هذه الصفة مع ذلك بعد انتهاء أعمال الوظيفة إذا كانت قد سهلت أو سمحت بارتكاب الجريمة .

### القسم الثاني

#### الجرائم المتعلقة بالمداخن وبحرمة الموتى

### المادة ١٥٠

كل من هدم أو خرب أو دنس القبور بأية طريقة كانت يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

### المادة ١٥١

كل من يرتكب فعلا يمس الحرمة الواجبة للموتى في المقابر

السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اذا كانت عقوبة الجناية المقررة على غيره من الفاعلين هي السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

السجن المؤبد اذا كانت عقوبة الجناية المقررة على غيره من الفاعلين هي السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

وتطبق العقوبة نفسها دون تغليظها فيما عدا الحالات السابق بيانها .

### الفصل الخامس

#### الجنايات والجرح التي يرتكبها الافراد ضد النظام العمومي

#### القسم الاول

#### الاهانة والتعدى على الموظف العمومي

### المادة ١٤٤

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار كل من أهان قاضيا أو موظفا عموميا أو قائدا أو احد رجال القوة العمومية بالقول أو الاشارة أو التهديد أو بارسال أو تسليم أى شئ اليهم أو بالكتابة أو الرسم غير العلنيين أثناء تأدية وظائفهم أو بمناسبة تأديتها وذلك بقصد المساس بشرفهم أو اعتبارهم أو بالاحترام الواجب لسلطتهم .

وتكون العقوبة الحبس من سنة الى سنتين اذا كانت الاهانة الموجهة الى قاض أو عضو محلف أو أكثر قد وقعت في جلسة محكمة أو مجلس قضاء .

ويجوز للقضاء في جميع الحالات أن يأمر بأن ينشر الحكم ويعلق بالشروط التي حددت فيه على نفقة المحكوم عليه دون أن تجاوز هذه المصاريف الحد الاقصى للغرامة المبينة عليه .

### المادة ١٤٥

تعتبر اهانة ويعاقب عليها على هذا الاعتبار قيام أحد الاشخاص بتبليغ السلطات العمومية بجريمة يعلم بعدم وقوعها أو تقديمه دليلا كاذبا متعلقا بجريمة وهمية أو تقريره أمام السلطة القضائية بأنه مرتكب جريمة لم يرتكبها أو لم يشترك في ارتكابها .

### المادة ١٤٦

تكون العقوبة على الاهانة الموجهة الى الهيئات النظامية طبقا لاحكام الفقرتين ١ و ٣ من المادة ١٤٤ .

### المادة ١٤٧

الافعال الآتية تعرض مرتكبها للعقوبات المقررة في الفقرتين ١ و ٣ من المادة ١٤٤ :

١ ) الافعال والاقوال والكتابات العلنية التي يكون الغرض منها التأثير على أحكام القضاء طالما ان الدعوى لم يفصل فيها نهائيا .

## المادة ١٥٩

يعاقب الامين العمومي بالحبس من ثلاثة اشهر الى سنة اذا كان الاثلاف او التشويه او التبيد او الانتزاع قد وقع نتيجة اهماله .

### القسم الرابع تخريب النصب التذكارية

## المادة ١٦٠

يعاقب بالحبس من شهرين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار كل من يقوم عمدا باثلاف او هدم او تشويه او تخريب ما يأتي :

١ - نصب او تماثيل او لوحات او اشياء اخرى مخصصة للمنفعة العمومية او لتزيين الاماكن العمومية ومقامة او منصوبة بواسطة السلطة العمومية او بترخيص منها .

٢ - نصب او تماثيل او لوحات او اية اشياء فنية موضوعة في المتاحف او الاماكن المخصصة للعبادة وغيرها من المباني المفتوحة للجمهور .

## القسم الخامس

## الجنايات والجرح من متعهدي التوريد للقوات المسلحة

## المادة ١٦١

كل شخص مكلف اما شخصا او بوصفه عضوا في شركة بتوريدات او بمقاولات او بادارة مؤسسات لحساب القوات المسلحة ويتخلف عن القيام بالخدمات التي كلف بها دون ان تكرهه على ذلك قوة قاهرة يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات وبغرامة لاتجاوز ربع التعويضات ولا تقل عن ٢٠٠٠ دينار وكل ذلك دون الاخلال بالعقوبات الاشد في حالة المخابرة مع العدو .

ويعاقب الموردون وكلاؤهم أيضا اذا ساهموا في ارتكاب الجناية .

والموردون العموميون او وكلاؤهم والمندوبون أو المأجورون من الدولة الذين حرضوا او ساعدوا الجناة على التخلف عن القيام بخدماتهم يعاقبون بالسجن من عشر سنوات الى عشرين سنة وذلك دون الاخلال بالعقوبات الاشد في حالة المخابرة مع العدو .

## المادة ١٦٢

اذا وقع تأخير في التسليم او في الاعمال بسبب الاهمال دون التخلف عن القيام بالخدمات فعاقب الفاعلون بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة لاتجاوز ربع التعويضات ولا تقل عن ٥٠٠ دينار .

## المادة ١٦٣

اذا وقع غش في نوع وصفة او كمية الاعمال او اليد العاملة او الاشياء الموردة فيعاقب الجناة بالسجن من خمس الى عشر

او في غيرها من اماكن الدفن يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة اشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

## المادة ١٥٢

كل من انتهك حرمة مدفن او قام بدفن جثة او اخراجها خفية يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

## المادة ١٥٣

كل من دنس او شوه جثة او وقع منه عليها أي عمل من أعمال الوحشية او الفحش يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

## المادة ١٥٤

كل من خبأ او اخفى جثة يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة بين ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

واذا كان المخفي يعلم أن الجثة لشخص مقتول او متوفى نتيجة ضرب او جرح فان العقوبة تكون الحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

## القسم الثالث

## كسر الاختام وسرقة الاوراق من المستودعات العمومية

## المادة ١٥٥

يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات كل من كسر عمدا الاختام الموضوعة بناء على امر من السلطة العمومية أو شرع عمدا في كسرها .

واذا كان كسر الاختام او الشروع فيه قد وقع من الحارس أو بطريق العنف ضد الاشخاص أو بفرض سرقة أو اثلاف أدلة أو اوراق اثبات في اجراءات جزائية فيكون الحبس من سنتين الى خمس سنوات .

## المادة ١٥٦

كل سرقة ترتكب بواسطة كسر الاختام يعاقب عليها باعتبارها سرقة بطريق الكسر .

## المادة ١٥٧

يعاقب الحارس بالحبس لمدة من شهر الى ستة شهور اذا وقع الكسر نتيجة اهماله .

## المادة ١٥٨

يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات كل من يتلف أو يشوه أو يبدد أو ينتزع عمدا اوراقا أو سجلات أو عقودا أو سندات محفوظة في المحفوظات أو اقلام الكتاب أو المستودعات العمومية أو مسئلة الى امين عمومي بهذه الصفة .

واذا وقع الاثلاف أو التشويه أو التبيد أو الانتزاع من الامين العمومي أو بطريق العنف ضد الاشخاص فيكون السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة .

غير المصرح به وكل من أعلن عن وجود هذا النصب أو سهل إصدار أوراقه وذلك بواسطة الاعلانات أو النشرات أو الملصقات أو بأية طريقة أخرى من طرق الاعلان .

ويجب أن يقضى بمصادرة المبالغ التي توجد في حيازة المروجين والبائعين والموزعين والناطقة من بيع هذه الاوراق .

### المادة ١٦٩

كل من أنشأ أو أدار بيتا للتسليف على رهون أو رهون حيازية بغير ترخيص من السلطة العمومية يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

### القسم السابع

#### الجرائم المتعلقة بالصناعة والتجارة والمزايدات العمومية

### المادة ١٧٠

كل اخلال بالنظم المتعلقة بالمنتجات المدة للتصدير التي من شأنها ضمان جودة صنفها ونوعها وأحجامها يعاقب بغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار وبمصادرة البضائع .

### المادة ١٧١

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين كل من حمل على التوقف المدبر عن العمل أو على الاستمرار فيه أو شرع في ذلك بطريق العنف أو التعدي أو التهديد أو باستعمال طرق احتيالية بقصد الاجبار على رفع أو خفض الاجور أو المساس بحرية ممارسة الصناعة أو بحرية العمل .

وإذا وقع العنف أو التعدي أو التهديد أو استعملت الطرق الاحتيالية نتيجة لخطة مدبرة فانه يجوز معاقبة الفاعلين بالمنع من الإقامة لمدة سنتين على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ١٧٢

يرتكب جريمة المضاربة غير المشروعة ويعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار كل من أحدث بطريق مباشر أو عن طريق وسيط رفعا أو خفضا مصطنعا في أسعار السلع أو البضائع أو الاوراق المالية العمومية أو الخاصة أو شرع في ذلك :

( ١ ) بترويج أخبار أو أنباء كاذبة أو مفرضة عمدا بين الجمهور .

( ٢ ) أو بطرح عروض في السوق بفرض احداث اضطراب في الاسعار .

( ٣ ) أو بتقديم عروض بأسعار مرتفعة عن تلك التي كان يطلبها البائعون .

( ٤ ) أو بالقيام بصفة فردية أو بناء على اجتماع أو ترابط بأعمال في السوق أو الشروع في ذلك بفرض الحصول على ربح غير ناتج عن التطبيق الطبيعي للعرض والطلب .

( ٥ ) أو بأية طرق أو وسائل احتيالية .

سنوات وبغرامة لاتجاوز ربع التعويضات ولا تقل عن ٢٠٠٠ دينار .

ويقضى دائما بالحد الاقصى لعقوبة السجن المقررة في الفقرة السابقة على الموظفين العموميين الذين ساهموا في الغش ويجوز علاوة على ذلك الحكم على هؤلاء الموظفين بالحرمان من ممارسة جميع الوظائف أو الخدمات العمومية لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ١٦٤

وفي جميع الاحوال المنصوص عليها في هذا القسم لايجوز تحريك الدعوى العمومية الا بناء على شكوى من وزير الدفاع الوطني .

### القسم السادس

#### الجرائم المرتكبة ضد النظم المقررة لدور القمار واليانصيب وبيوت التسليف على الرهون

### المادة ١٦٥

كل من فتح بغير ترخيص محلا لالعب الحظ وسمح بحرية دخول الجمهور فيه أو بدخولهم بناء على تقديم الاعضاء المشتركين فيه أو الداعين الى دخوله أو الاشخاص الذين لهم مصالح في استغلاله يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار . والحال كذلك بالنسبة لصيارفة ومدبرى ومدوبى ومستخدمى هذا المحل .

ويجوز علاوة على ذلك معاقبة الجناة بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة الى خمس سنوات .

ويجب أن يقضى بمصادرة الاموال والاشياء المعروضة للمقامرة عليها وتلك التي تضبط في خزينة المحل أو التي توجد مع القائمين على ادارته ومستخدميه وكذلك الاتاث والاشياء المفروشة بها هذه الاماكن أو التي تزينها والادوات المدة أو المستعملة في اللعب .

### المادة ١٦٦

تطبق العقوبات وتدابير الامن المقررة في المادة ١٦٥ على الفاعلين والمنظمين والمدبرين والمدوبين والمستخدمين الذين يقومون بأعمال النصب غير المصرح بها .

وتستبدل مصادرة العقار موضوع النصب بالفراغة التي يجوز أن تصل الى القيمة التقديرية لهذا العقار .

### المادة ١٦٧

تعتبر من أعمال النصب العمليات المعروضة على الجمهور تحت أية تسمية مهما كانت والمعدة لايجاد الامل في الربح عن طريق الحظ .

### المادة ١٦٨

يعاقب بالحبس من شهر الى ثلاثة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار كل من روج أو باع أو وزع اوراق اليانصيب

وتكون العقوبة السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة لمنظمي الجمعية او الاتفاق او لمن يباشرون فيه اية قيادة كانت .

### المادة ١٧٨

يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات كل من اعان مرتكبي الجنايات المنصوص عليها في المادة ١٧٦ بان زودهم بالآلات لارتكابها أو وسائل للمراسلة أو مساكن أو أماكن للاجتماع .

### المادة ١٧٩

يستفيد من العذر المعفي وفقا للشروط المقررة في المادة ٥٢ من يقوم من الجناة بالكشف للسلطات عن الاتفاق الذي تم او عن وجود الجمعية وذلك قبل اي شروع في الجناية موضوع الجمعية او الاتفاق وقبل البدء في التحقيق .

### المادة ١٨٠

فيما عدا الحالات المنصوص عليها في المادتين ٤٢ و ٩١ فقرات ٢ و ٣ و ٤ كل من أخفى عمدا شخصا يعلم انه ارتكب جناية أو أن العدالة تبحث عنه بسبب هذا الفعل وكل من حال عمدا دون القبض على الجاني أو البحث عنه أو شرع في ذلك وكل من ساعده على الاختفاء أو الهرب يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ١٠٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

ولا تطبق أحكام الفقرة السابقة على أقارب وأصحاب الجاني لغاية الدرجة الرابعة فيما عدا ما يتعلق بالجنايات التي ترتكب ضد القصر الذين لا تجاوز سنهم ١٣ سنة .

### المادة ١٨١

فيما عدا الحالة المنصوص عليها في الفقرة الاولى من المادة ٩١ يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ١٠٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين كل من يعلم بالشروع في جناية أو بوقوعها فعلا ولم يخبر السلطات قورا .

### المادة ١٨٢

يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين كل من يستطيع بفعل مباشر منه وبغير خطورة عليه أو على الغير أن يمنع وقوع فعل موصوف بأنه جناية أو وقوع جنحة ضد سلامة جسم الانسان وامتنع عن القيام بذلك ، بغير اخلال في هذه الحالة بتوقيع عقوبات أشد ينص عنها هذا القانون أو القوانين الخاصة .

يعاقب بالعقوبات نفسها كل من امتنع عمدا عن تقديم مساعدة الى شخص في حالة خطر كان في امكانه تقديمها اليه بعمل مباشر منه أو بطلب الاغاثة له وذلك دون أن تكون هناك خطورة عليه أو على الغير .

### المادة ١٧٣

واذا وقع رفع أو خفض الاسعار أو شرع في ذلك على الحبوب أو الدقيق أو المواد التي من نوعه أو المواد الغذائية أو المشروبات أو المستحضرات الطبية أو مواد الوقود والاسمدة التجارية تكون العقوبة الحبس من سنة الى ثلاث سنوات والغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠٠ دينار .

وترفع عقوبة الحبس الى خمس سنوات والغرامة الى ٣٠٠٠٠ دينار اذا كانت المضاربة تشمل السلع أو البضائع التي لا تدخل في النشاط العادي لمهنة الفاعل .

### المادة ١٧٤

في جميع الحالات المنصوص عليها في المادتين ١٧٢ و ١٧٣ يعاقب الجاني بالمنع من الإقامة من سنتين الى خمس سنوات وبالمنع من ممارسة حق أو أكثر من الحقوق المذكورة في المادة ١٤ وذلك بصرف النظر عن تطبيق المادة ٢٣ .

ويجب على القاضي حتى ولو طبق الظروف المخففة أن يأمر بنشر حكمه وتعليقه طبقا لاحكام المادة ١٨ .

### المادة ١٧٥

يرتكب جريمة التعرض لحرية الزايدات ويعاقب بالحبس من شهرين الى ستة اشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠٠ دينار كل من عرقل حرية الزايدات او المناقصات او تعرض لها او أدخل بها بطريق التعدي أو العنف أو التهديد وذلك في الزايدات على الملكية أو حق الانتفاع أو على تأجير الاموال العقارية أو المنقولة أو على المقاولات أو التوريدات أو الاستغلالات أو أية خدمات أخرى أو شرع في ذلك سواء قبل الزايدة أو المناقصة أو أثناءهما .

ويعاقب بذات العقوبة كل من يبعد الزايدين أو يحد من حرية الزايدة أو المناقصة أو يشرع في ذلك سواء بطريق الهبات أو الوعود أو بالاتفاقات أو الطرق الاحتيالية وكذلك كل من تلقى هذه الهبات أو قبل هذه الوعود .

### الفصل السادس

#### الجنايات والجنح ضد الامن العمومي

#### القسم الاول

#### جميعيات الاشرار ومساعدة المجرمين

### المادة ١٧٦

كل جمعية أو اتفاق مهما كانت مدته وعدد اعضائه تشكل أو تؤلف بغرض الاعداد للجنايات أو ارتكابها ضد الاشخاص أو الاملاك تكون جناية جمعية الاشرار التي تنشأ بمجرد التصميم المشترك على العمل .

### المادة ١٧٧

يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات كل شخص يشترك في الجمعية أو الاتفاق المحدد في المادة ١٧٦ .

## القسم الثالث

## الهروب

## المادة ١٨٨

يعاقب بالحبس من شهر الى ثلاثة أشهر كل من كان مقبوضا عليه أو محبوسا قانونا بمقتضى أمر أو حكم قضائي وهرب أو شرع في الهروب سواء من الأماكن التي خصصتها السلطة المختصة لحبسه أو من مكان العمل أو أثناء نقله .  
ويعاقب الجاني بالحبس من سنتين الى خمس سنوات اذا وقع الهروب أو الشرع فيه بالعنف أو بالتهديد ضد الأشخاص أو بواسطة الكسر أو تحطيم باب السجن .

## المادة ١٨٩

العقوبة التي يقضى بها تنفيذاً لاحكام المادة ١٨٨ ضد المحبوس الذي هرب أو شرع في الهروب تضم الى اية عقوبة موقته سالبة للحرية محكوم بها عن الجريمة التي أدت الى القبض عليه أو حبسه وذلك استثناء من المادة ٣٥ .  
وإذا كان التحقيق في هذه الجريمة الاخيرة قد انتهى بأمر أو بقرار بان لاوجه للمتابعة أو بحكم بالبراءة أو بالاعفاء من العقوبة فان مدة الحبس الاحتياطي الناشئ عنها لا تستنزل من مدة العقوبة المحكوم بها عن الهروب أو الشرع فيه .

## المادة ١٩٠

القواد الرؤساء أو المأمورون سواء من رجال الدرك أو من القوة المسلحة أو من الشرطة الذين يقومون بالحراسة أو يشغلون مراكزها وموظفو ادارة السجون وغيرهم من المكلفين بحراسة أو اقياد المسجونين الذين يترتب على اهمالهم هروب المسجونين أو تسهيل هروبهم يعاقبون بالحبس من شهر الى سنتين .

## المادة ١٩١

يرتكب جريمة التواطؤ على الهروب ويعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات كل شخص من المعينين في المادة ١٩٠ هياً أو سهل هروب مسجون أو شرع في ذلك ولو على غير علم من هذا الاخير وحتى اذا لم يتم الهروب أو يشرع فيه وتوقع العقوبة حتى ولو اقتصرتم المساعدة على الهروب على امتناع اختياري .

ويجوز أن تضاعف العقوبة اذا تضمنت المساعدة تقديم السلاح .

وفي جميع الحالات يجب علاوة على ذلك ان يقضى بحرمان الجاني من ممارسة اية وظيفة أو خدمة عمومية لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

## المادة ١٩٢

كل من هياً أو سهل الهروب أو شرع في ذلك من غير الأشخاص المعينين في المادة ١٩٠ يعاقب بالحبس من شهر الى ستة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار حتى ولو لم يتم الهروب .

ويعاقب بالعقوبات نفسها كل من يعلم الدليل على براءة شخص محبوس احتياطياً أو محكوم عليه في جنابة أو جنحة ويمتنع عمداً عن أن يشهد بهذا الدليل فوراً أمام سلطات القضاء أو الشرطة ، ومع ذلك فلا يقضى بالعقوبة على من تقدم من تلقاء نفسه بشهادته وان تأخر في الادلاء بها .

ويستثنى من حكم الفقرة السابقة مرتكب الفعل الذي أدى الى اتخاذ الاجراءات الجزائية ومن ساهم معه في ارتكابه وشركؤه وأقاربهم وأصهارهم لغاية الدرجة الرابعة .

## القسم الثاني

## العصيان

## المادة ١٨٣

كل هجوم على الموظفين أو ممثلي السلطة العمومية الذين يعومون بتنفيذ الاوامر أو القرارات الصادرة منها أو القوانين أو اللوائح أو القرارات أو الاوامر القضائية وكذلك كل مقاومة لهم بالعنف أو التعدي تكون جريمة العصيان .  
والتهديد بالعنف يعتبر في حكم العنف ذاته .

## المادة ١٨٤

العصيان الذي يرتكبه شخص أو شخصان يعاقب عليه بالحبس من شهر الى سنة وبغرامة من ٦٠ الى ١٠٠ دينار .  
وإذا كان الجاني أو احد الجانبيين مسلحاً فيكون الحبس من ثلاثة اشهر الى سنتين والغرامة من ١٠٠ الى ٥٠٠ دينار .

## المادة ١٨٥

العصيان الذي يقع باجتماع أكثر من شخصين يعاقب عليه بالحبس من سنة الى ثلاث سنوات وبغرامة من ١٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

وتكون العقوبة الحبس من سنتين الى خمس سنوات والغرامة من ١٠٠ الى ١٠٠٠ دينار اذا كان أكثر من شخصين من المجتمعين يحملون اسلحة ظاهرة .

وتطبق العقوبة المقررة في الفقرة السابقة على كل شخص ضبط يحمل سلاحاً مخبأً .

## المادة ١٨٦

لا يقضى بعقوبة ما عن جريمة العصيان على العصاة الذين كانوا أعضاء في الاجتماع دون ان يؤدوا فيه اية خدمة أو وظيفة وانسحبوا منه عند اول تنبيه من السلطة العمومية .

## المادة ١٨٧

كل من يعترض بطريق التعدي تنفيذ أعمال أمرت أو رخصت بها السلطة العمومية يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة أشهر وبغرامة لا تجاوز ربع التعويض ولا تقل عن ١٢٠ ديناراً .

وكل من يعترض بطريق التجمهر أو التهديد أو العنف تنفيذ هذه الاعمال يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى سنتين وبالغرامة المنصوص عليها في الفقرة السابقة .

**المادة ١٩٨**

يعاقب بالعقوبة المقررة في المادة ١٩٧ كل من ساهم بآية وسيلة كانت في اصدار او توزيع او بيع النقود او الاوراق المالية او الاذونات او السندات الميينة في تلك المادة او ادخالها الى اراضي الجمهورية مع علمه بذلك .

**المادة ١٩٩**

إذا اخبر احد مرتكبي الجنايات الميينة في المادتين السابقتين السلطات او كشف لها عن شخصية الجناة قبل اتمام هذه الجنايات وقبل بدء اي اجراء من اجراءات التحقيق فيها او سهل القبض على الجناة الآخرين حتى بعد بدء التحقيق فانه يستفيد من العذر المعفى بالشروط المنصوص عليها في المادة ٥٢ .

ويجوز مع ذلك ان يحكم على الشخص الذي يعفى من العقوبة بالمنع من الإقامة من خمس سنوات على الاقل الى عشر سنوات على الاكثر .

**المادة ٢٠٠**

يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات كل من قام بتلويين النقود ذات السعر القانوني في اراضي الجمهورية او في الخارج بغرض التضليل في نوع معدنها او اصدار مثل هذه النقود الملونة او ادخلها اليها .

وتوقع العقوبة ذاتها على من ساهم في تلويين او اصدار او ادخال النقود المذكورة .

**المادة ٢٠١**

لا عقوبة على من تسلم نقودا معدنية او اوراقا نقدية مقلدة او مزورة او مزيفة او ملونة وهو يعتقد انها صحيحة وطرحها للتداول وهو يجهل ما يعيها .

كل من طرح النقود المذكورة للتداول بعد ان يكشف ما يعيها يعاقب بالحبس من شهر الى ستة اشهر وبغرامة تساوي اربعة اضعاف المبلغ الذي طرحه للتداول بهذه الكيفية .

**المادة ٢٠٢**

صنع او اصدار او توزيع او بيع علامات نقدية بقصد احلالها محل النقود ذات السعر القانوني او القيام مقامها يعاقب عليه بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

**المادة ٢٠٣**

كل من صنع او حصل او حاز مواد او أدوات معدة لصناعة أو تقليد أو تزوير نقود أو سندات قرض عام أو حصل عليها أو احتفظ بها أو تنازل عنها يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار مالم يشكل الفعل جريمة أشد .

**المادة ٢٠٤**

يجب الحكم بالصادرة المنصوص عليها في المادة ٢٥ في الجرائم المشار اليها في المواد ١٩٧ و ٢٠١ و ٢٠٣ .

وتكون العقوبة الحبس من سنتين الى خمس سنوات والغرامة من ١٠٠٠ الى ٢٠٠٠ اذا كانت هناك رشوة للحراس أو تواطؤ معهم .

وتكون العقوبة الحبس من سنتين الى خمس سنوات والغرامة من ١٠٠٠ الى ٤٠٠٠ دينار اذا تضمنت المساعدة تقديم سلاح .

**المادة ١٩٣**

يجب ان يقضى على جميع من هياوا او سهلوا الهروب عمدا بان يدفعوا متضامنين التعويضات المستحقة للمجنى عليه او لذوى حقوقه تعويضا عن الضرر الناشء عن الجريمة التي كان الهارب محبوسا بسببها .

**المادة ١٩٤**

كل من حكم عليه بالحبس لمدة تجاوز الستة أشهر لجريمة التمكين من الهروب او الشروع في الهروب يجوز ان يقضى عليه علاوة على ذلك بالحرمان من حق او أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

**القسم الرابع****التسول والتشرد****المادة ١٩٥**

يعاقب بالحبس من شهر الى ستة اشهر كل من اعتاد ممارسة التسول في أي مكان كان وذلك رغم وجود وسائل التعيش لديه او امكانه الحصول عليها بالعمل او بآية طريقة مشروعة اخرى .

**المادة ١٩٦**

بعد متشردا ويعاقب بالحبس من شهر الى ستة اشهر كل من ليس له محل إقامة ثابت ولا وسائل تعيش ولا يمارس عادة حرفة او مهنة رغم قدرته على العمل ويكون قد عجز عن اثبات انه قدم طلبا للعمل او يكون قد رفض عملا بأجر عرض عليه .

**الفصل السابع****التزوير****القسم الاول****النقود المزورة****المادة ١٩٧**

يعاقب بالسجن المؤبد كل من قلد او زور او زيف :  
١ - نقودا معدنية او اوراقا نقدية ذات سعر قانوني في اراضي الجمهورية او في الخارج .

٢ - اوراقا مالية او اذونات او سندات تصدرها الخزنة العمومية وتحمل خاتمها أو علامتها أو قسائم الأرباح المتعلقة بهذه الاوراق او الاذونات او السندات .

## القسم الثاني

## تقليد اختتام الدولة والدمغات والطابع والعلامات

## المادة ٢٠٥

يعاقب بالسجن المؤبد كل من قلد خاتم الدولة أو استعمل الخاتم المقلد .

وتطبق الاعذار المعفية المنصوص عليها في المادة ١٩٩ على مرتكب الجناية المشار إليها في الفقرة السابقة .

## المادة ٢٠٦

يعاقب بالسجن من خمس سنوات الى عشرين سنة كل من قلد أو زور اما طابعا وطنيا أو أكثر واما مطرقة أو أكثر مستخدمة في علامات الغابات واما دمغة أو أكثر مستخدمة في دمع المواد الذهبية أو الفضية أو استعمل طابع أو أوراق أو مطارق أو دمغات مزورة أو مقلدة .

## المادة ٢٠٧

يعاقب بالسجن من خمس سنوات الى عشرين سنة كل من تحصل بغير حق على طابع أو علامات أو دمغات صحيحة خاصة بالدولة من المينة في المادة ٢٠٦ ووضعها أو استعملها استعمالا ضارا بحقوق ومصالح الدولة .

## المادة ٢٠٨

يعاقب بالحبس من شهر الى ستة اشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين مالم يكون الفعل جريمة اشد كل من :

١ - صنع خاتما أو طابعا أو ختما أو علامة للدولة أو لاية سلطة كانت بغير اذن كتابي من ممثليها المخولين من الدولة أو من تلك السلطة .

٢ - صنع أو احتفظ أو وزع أو اشترى أو باع طابعا أو خاتما أو علامة أو ختما من المحتمل أن يخلط بينها وبين مثيلاتها الخاصة بالدولة أو باية سلطة كانت حتى ولو كانت اجنبية .

## المادة ٢٠٩

يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار كل من :

١ - قلد العلامات المعدة لوضعها باسم الحكومة أو أي مرفق عام على مختلف انواع السلع أو البضائع أو استعمل هذه العلامات المزورة .

٢ - قلد خاتم أو طابع أو علامة لاية سلطة أو استعمل الخاتم أو الطابع أو العلامة المقلدة .

٣ - قلد الاوراق المعنونة أو المطبوعات الرسمية المستعملة في الاجهزة الرئيسية للدولة أو في الادارات العمومية أو في مختلف جهات القضاء أو باعها أو روجها أو وزعها أو استعمل هذه

الاوراق أو المطبوعات المقلدة .

٤ - قلد أو زور طابع البريد أو بصمات التخليص أو قسائم الرد التي تصدرها ادارة البريد أو الطابع المالية المنفصلة أو الاوراق أو النماذج المدموغة أو باع أو روج أو وزع أو استعمل الطابع أو العلامات أو قسائم الرد أو الاوراق أو النماذج المدموغة لمذكورة وهي مقلدة أو مزورة مع علمه بذلك .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة الى خمس سنوات على الاكثر .

ويعاقب على الشروع في الجرائم المبينة أعلاه كالجريمة التامة .

## المادة ٢١٠

يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار كل من تحصل بغير حق على اختتام صحيحة أو علامات أو مطبوعات من المنصوص عليها في المادة ٢٠٩ ووضعها أو استعمالها بطريق الغش أو شرع في ذلك . ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة الى خمس سنوات على الاكثر .

## المادة ٢١١

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار كل من :

١ - استعمل طابع بريد أو طابع منفصلة أو اوراق أو نماذج مدموغة سبق استعمالها أو زيف الطابع باية وسيلة كانت بغرض أن يتفادى ختمها لابطالها وأن يسمح بهذه الطريقة باستعمالها بعد ذلك .

٢ ( زاد من قيمة طابع البريد أو غيرها من الاوراق البريدية ذات القيمة المالية سواء كانت قد أبطلت أم لا وذلك بالطباعة أو التخريم أو باية وسيلة أخرى أو باع أو روج أو عرض أو وزع أو صدر هذه الطابع التي زيدت قيمتها .

٣ ( قلد أو اصدر أو زيف قسائم سداد الضريبة أو الطابع أو بصمات التخليص أو قسائم الرد التي تصدرها ادارة البريد في بلد اجنبي أو باع أو روج أو وزع قسائم سداد الضريبة أو الطابع أو بصمات التخليص أو قسائم الرد المذكورة أو استعملها مع علمه بذلك .

## المادة ٢١٢

يعاقب بالحبس من شهر الى ستة اشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين كل من :

١ ( صنع أو باع أو روج أو وزع كافة الاشياء أو المطبوعات أو النماذج المتحصل عليها باية وسيلة كانت والتي تتشابه في شكلها الخارجي مع النقود المعدنية أو الاوراق النقدية ذات السعر القانوني في الجزائر أو في الخارج أو مع



- ( ٢ ) واما باصطناع اتفاقات أو نصوص أو التزامات أو مخالصات أو بادراجها في هذه المحررات فيما بعد .
- ( ٣ ) واما باضافة أو باسقاط أو بتزيف الشروط أو الاقرارات أو الوقائع التي اعدت هذه المحررات لتلقيها أو لاثباتها .
- ( ٤ ) واما بانتحال شخصية الغير أو الحلول محلها .

### المادة ٢١٧

يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار كل شخص ليس طرفا في المحرر أدلى أمام الموظف العمومي بتقرير يعلم أنه غير مطابق للحقيقة .

ومع ذلك فانه يستفيد من العذر المعفي بالشروط المنصوص عليها في المادة ٥٢ كل من أدلى بوصفه شاهدا أمام الموظف العمومي باقرار غير مطابق للحقيقة ثم عدل عنه قبل أن يترتب على استعمال المحرر أى ضرر لغيره وقبل أن يكون هو نفسه موضوعا للتحقيق .

### المادة ٢١٨

في الحالات المشار اليها في هذا القسم يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات كل من استعمال الورقة التي يعلم أنها مزورة .

### القسم الرابع

#### التزوير في المحررات العرفية أو التجارية أو المصرفية

### المادة ٢١٩

كل من ارتكب تزويرا باحدى الطرق المنصوص عليها في المادة ٢١٦ في المحررات التجارية أو المصرفية أو شرع في ذلك يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة الى خمس سنوات على الأكثر .

ويجوز أن يضاعف الحد الأقصى للعقوبة المنصوص عليها في الفقرة الاولى اذا كان مرتكب الجريمة أحد رجال المصارف أو مدير شركة وعلى العموم أحد الاشخاص الذين يلجأون الى الجمهور بقصد اصدار أسهم أو سندات أو اذونات أو حصص أو اية سندات كانت سواء لشركة أو مشروع تجارى أو صناعى .

### المادة ٢٢٠

كل شخص ارتكب تزويرا باحدى الطرق المنصوص عليها في المادة ٢١٦ في محررات عرفية أو شرع في ذلك يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة الى خمس سنوات على الأكثر .

سندات القرض الحكومية أو قسائم سداد الضريبة أو طوابع مصلحة البريد أو البرق أو التليفون أو مؤسسات الدولة أو الاوراق أو النماذج المدموغة أو الاسهم أو السندات أو حصص الفوائد أو قسائم الارياب أو الفوائد المتعلقة بها وعلى العموم جميع الاوراق ذات القيمة المالية التي تصدرها الدولة أو المجموعات أو المؤسسات العمومية وكذلك تلك التي تصدرها الشركات والجمعيات أو المشروعات الخاصة وكان من شأن هذا التشابه تسهيل قبول الاشياء المطبوعات والنماذج المذكورة بدلا عن الاوراق المتشابهة معها .

( ٢ ) صنع أو باع أو روج أو استعمل مطبوعات تتشابه في حجمها أو لونها أو عباراتها أو شكل طباعتها أو في أية صفة أخرى مع الاوراق المعنونة أو المطبوعات الرسمية المستعملة في الاجهزة الرئيسية للدولة أو في الإدارات العمومية أو في مختلف جهات القضاء وكان من شأن هذا التشابه أن يولد لبسا في نظر الجمهور .

### المادة ٢١٣

يجب الحكم بالمصادرة المنصوص عليها في المادة ٢٥ في الجرائم المحددة في هذا القسم .

### القسم الثالث

#### تزوير المحررات العمومية أو الرسمية

### المادة ٢١٤

يعاقب بالسجن المؤبد كل قاض أو موظف عمومي أو قائم بوظيفة عمومية ارتكب تزويرا أثناء تأدية وظيفته :

- ( ١ ) اما بوضع توقيعات مزورة ،
- ( ٢ ) واما باحداث تغيير في المحررات أو الخطوط أو التوقيعات ،
- ( ٣ ) واما بانتحال شخصية الغير أو الحلول محلها ،
- ( ٤ ) واما بالكتابة في السجلات أو غيرها من المحررات العمومية أو بالتحشير فيها بعد اتمامها أو قفلها .

### المادة ٢١٥

يعاقب بالسجن المؤبد كل قاض أو موظف عمومي أو قائم بوظيفة عمومية قام أثناء تحريره محررات من أعمال وظيفته بتزيف جوهرها أو ظروفيها بطريق الغش وذلك اما بكتابة اتفاقات خلاف التي دونت أو أملت من الاطراف أو بتقريره وقائع يعلم أنها كاذبة في صورة وقائع صحيحة أو بالشهادة كذبا بأن وقائع قد اعترف بها أو وقعت في حضوره أو باسقاطه أو بتغييره عمدا الاقرارات التي تلقاها .

### المادة ٢١٦

يعاقب بالسجن من عشر سنوات الى عشرين سنة كل شخص عدا من عينتهم المادة ٢١٥ ارتكب تزويرا في محررات رسمية أو عمومية :

( ١ ) اما بتقليد أو بتزيف الكتابة أو التوقيع .

## المادة ٢٢١

في الحالات المشار إليها في هذا القسم يعاقب كل من استعمل المحرر الذي يعلم أنه مزور أو شرع في ذلك بالعقوبات المقررة للتزوير وفقا للتقسيم المنصوص عليه في المادتين ٢١٩ و ٢٢٠ .

## القسم الخامس

## التزوير في بعض الوثائق الادارية والشهادات

## المادة ٢٢٢

كل من قلد أو زور أو زيف رخصا أو شهادات أو كتابات أو بطاقات أو نشرات أو ايصالات أو جوازات سفر أو أوامر خدمة أو وثائق سفر أو تصاريح مرور أو غيرها من الوثائق التي تصدرها الادارات العمومية بغرض اثبات حق أو شخصية أو صفة أو منح اذن يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ١٥٠٠ الى ١٥٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر .

ويعاقب على الشروع بمثل ما يعاقب به على الجريمة التامة .

تطبق العقوبات ذاتها على :

( ١ ) من استعمل الوثائق المقلدة أو المزورة أو المزيفة المذكورة مع علمه بذلك .

( ٢ ) من استعمل احدى الوثائق المشار إليها في الفقرة الاولى مع علمه أن البيانات المدونة بها أصبحت غير كاملة أو غير صحيحة .

## المادة ٢٢٣

كل من تحصل بغير حق على احدى الوثائق المبينة في المادة ٢٢٢ أو شرع في الحصول عليها سواء بالادلاء باقرارات كاذبة أو بانتحال اسم كاذب أو صفة كاذبة أو بتقديم معلومات أو شهادات أو اقرارات كاذبة يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

وتطبق العقوبات ذاتها على من استعمل مثل هذه الوثيقة وكان قد حصل عليها بالشروط السابق بيانها أو كانت قد صدرت باسم غير اسمه .

والموظف الذي يسلم أو يأمر بتسليم احدى الوثائق المعينة في المادة ٢٢٢ الى شخص يعلم أن لا حق له فيها يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ١٥٠٠ الى ١٥٠٠٠ دينار مالم يكون الفعل احدى الجرائم الاشد المنصوص عليها في المواد من ١٢٦ الى ١٣٤ ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم عليه بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر .

## المادة ٢٢٤

مؤجرو الغرف المفروشة وأصحاب النزل الذين يفيدون عمدا في سجلاتهم أسماء كاذبة أو منتحلة لأشخاص ينزلون عندهم أو يغفلون قيدهم بالتواطؤ معهم يعاقبون بالحبس من شهر الى ستة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

## المادة ٢٢٥

كل شخص اصطنع باسم طبيب أو جراح أو طبيب أسنان أو قابلة شهادة مرضية أو شهادة بوجود عجز وذلك بقصد ان يعفي نفسه أو يعفي الغير من اية خدمة عمومية كانت يعاقب بالحبس من سنة الى ثلاث سنوات .

## المادة ٢٢٦

كل طبيب أو جراح أو طبيب أسنان أو ملاحظ صحي أو قابلة قرر كذبا بوجود أو باخفاء وجود مرض أو عاهة أو حمل أو أعطى بيانات كاذبة عن مصدر مرض أو عاهة أو عن سبب الوفاة وذلك أثناء تأدية أعمال وظيفته وبغرض محاباة أحد الأشخاص يعاقب بالحبس لمدة من سنة الى ثلاث سنوات مالم يكون الفعل احدى الجرائم الاشد المنصوص عليها في المواد من ١٢٦ الى ١٣٤ .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر .

## المادة ٢٢٧

كل من حرر باسم أحد الموظفين أو أحد القائمين بوظيفة عمومية دون أن يكون له صفة في ذلك شهادة بحسن السلوك أو بالفقر أو بآثبات غير ذلك من الظروف التي من شأنها أن تدعو الى وضع الشخص المعين في هذه الشهادة تحت رعاية السلطات أو الافراد أو الى حصوله على عمل أو قرض أو معونة يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى سنتين .

وتطبق العقوبات ذاتها على :

( ١ ) من زور شهادة كانت أصلا صحيحة وذلك ليجهلها تنطبق على غير الشخص الذي صدرت أصلا له .

( ٢ ) من استعمل الشهادة وهي مصطنعة أو مزورة على هذه الصورة .

وإذا كانت الشهادة منسوبة الى أحد الافراد العاديين فإن اصطناعها أو استعمالها يعاقب عليه بالحبس من شهر الى ستة أشهر .

## المادة ٢٢٨

يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٦٠٠ الى ٦٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين ، مالم يكون الفعل جريمة أشد ، كل من :

وإذا قبض شاهد الزور نقودا أو أية مكافأة كانت أو تلقى وعودا فيجوز رفع العقوبة الى عشر سنوات والحد الاقصى للفرامة الى ١٥٠٠٠ دينار .

### المادة ٢٣٤

كل من شهد زورا في مواد المخالفات سواء ضد المتهم أو لصالحه يعاقب بالحبس من سنة على الاقل الى ثلاث سنوات على الاكثر وبفرامة من ٥٠٠ الى ١٨٠٠ دينار .  
وإذا قبض شاهد الزور نقودا أو أية مكافأة كانت أو تلقى وعودا فتكون العقوبة هي الحبس من سنتين الى خمس سنوات وبفرامة من ٥٠٠ الى ٧٥٠٠ دينار .

### المادة ٢٣٥

كل من شهد زورا في المواد المدنية أو الادارية يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبفرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

وإذا قبض شاهد الزور نقودا أو أية مكافأة كانت أو تلقى وعودا فيجوز رفع عقوبة الحبس الى عشر سنوات والفرامة الى ٤٠٠٠ دينار .

وتطبق أحكام هذه المادة على شهادة الزور التي ترتكب في دعوى مدنية مرفوعة أمام القضاء الجزائي تبعا للدعوى جزائية .

### المادة ٢٣٦

كل من استعمل الوعود أو العطايا أو الهدايا أو الضغط أو التهديد أو التعدي أو المناورة أو التحايل لحمل الغير على الادلاء بأقوال أو بإقرارات كاذبة أو على اعطاء شهادة كاذبة وذلك في أية مادة وفي أية حالة كانت عليها الاجراءات أو بفرض المطالبة أو الدفاع أمام القضاء سواء انتجت هذه الافعال أثرها أو لم تنتج يعاقب بالحبس من سنة الى ثلاث سنوات وبفرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين مالم يعتبر الفعل اشتراكا في احدى الجرائم الاشد المنصوص عليها في المواد ٢٣٢ و ٢٣٣ و ٢٣٥ .

### المادة ٢٣٧

المرجم الذي يحرف عمدا جوهر الاقوال أو الوثائق التي يترجمها شفويا وذلك في المواد الجزائية أو المدنية أو الادارية تطبق عليه العقوبات المقررة لشهادة الزور وفقا للتقسيم المنصوص عليه في المواد من ٢٣٢ الى ٢٣٥ .

وإذا وقع التحريف في الترجمة المكتوبة لوثيقة معدة أو صالحة لاقامة الدليل على حق أو على واقعة ذات آثار قانونية يعاقب المترجم بالعقوبات المقررة للتزوير وفقا للتقسيم المنصوص عليه في المواد من ٢١٤ الى ٢٢١ وتبعا لطبيعة المستند المحرف .

### المادة ٢٣٨

الخبير المعين من السلطة القضائية الذي يبدى شفاها أو

( ١ ) حرر عمدا اقرارا أو شهادة تثبت وقائع غير صحيحة ماديا .

( ٢ ) زور أو غير بأية طريقة كانت اقرارا أو شهادة صحيحة أصلا .

( ٣ ) استعمل عمدا اقرارا أو شهادة غير صحيحة أو مزورة .

### المادة ٢٢٩

إذا ارتكبت جرائم التزوير المعاقب عليها في هذا القسم اضرارا بالخزينة العمومية أو بالغير فانه يعاقب عليها وفقا لطبيعتها اما باعتبارها تزويرا في محررات عمومية أو رسمية أو باعتبارها تزويرا في محررات عرفية أو تجارية أو مصرفية .

## القسم السادس

### أحكام مشتركة

### المادة ٢٣٠

يوقف تطبيق العقوبات المقررة ضد من يستعمل النقود أو الاوراق أو الاختام أو الطوابع أو المطارق أو الدمفات أو العلامات أو المحررات المزورة أو المقلدة أو المصطنعة أو المزيفة كلما كان التزوير مجهولا من الشخص الذي استعمل الشيء المزور .

### المادة ٢٣١

يحكم على الجناة بفرامة يكون حددا الادنى ٥٠٠ دينار والاقصى ١٥٠٠٠ دينار ومع ذلك يجوز زيادة الفرامة الى مقدار ربع الفائدة غير المشروعة التي جلبها التزوير الى مرتكبي الجناية أو الجنحة والى شركائهم أو من استعملوا القطعة المزيفة أو التي كان مقررا أن يجلبها التزوير اليهم .

## القسم السابع

### شهادة الزور واليمين الكاذبة

### المادة ٢٣٢

كل من شهد زورا في مواد الجنائيات سواء ضد المتهم أو لصالحه يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات .

وإذا قبض شاهد الزور نقودا أو أية مكافأة كانت أو تلقى وعودا فان العقوبة تكون السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة .

وفي حالة الحكم على المتهم بعقوبة تزيد على السجن المؤقت فان من شهد زورا ضده يعاقب بالعقوبة ذاتها .

### المادة ٢٣٣

كل من شهد زورا في مواد الجنح سواء ضد المتهم أو لصالحه يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبفرامة من ٥٠٠ الى ٧٥٠٠ دينار .

**المادة ٢٤٦**

كل من ارتدى علنا لباسا يسبب للجمهور التباسا مع البسة القوات المسلحة للجمهورية أو الشرطة أو الامن الوطني أو ادارة الجمارك أو البسة الموظفين الذين يقومون بأعمال الضبط القضائي أو قوات الشرطة المساعدة يعاقب بالحبس من شهر الى ستة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

**المادة ٢٤٧**

كل من انتحل لنفسه في محرر عمومي أو رسمى أو في وثيقة ادارية معدة لتقدمها للسلطة العمومية اسم عائلة خلاف اسمه وذلك بغير حق يعاقب بغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

**المادة ٢٤٨**

كل من تحصل على صحيفة السوابق القضائية باسم الغير وذلك بانتحاله اسما كاذبا أو صفة كاذبة يعاقب بالحبس من شهر الى سنة .

**المادة ٢٤٩**

كل من انتحل اسم الغير في ظروف أدت الى قيد حكم في صحيفة السوابق القضائية لهذا الغير أو كان من الجائز ان تؤدي الى ذلك يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى خمس سنوات بدون اخلال باتخاذ الاجراءات ضده بشأن جنسية تزوير اذا اقتضى الحال ذلك .

يعاقب بالعقوبة ذاتها كل من تسبب عمدا في قيد حكم في صحيفة السوابق القضائية لغير المتهم وذلك بالادلاء بأقوال كاذبة متعلقة بالحالة المدنية لهذا المتهم .

**المادة ٢٥٠**

في جميع الحالات المنصوص عليها في هذا القسم يجوز لجهة القضاء أن تأمر اما بنشر الحكم كاملا أو ملخص منه في الصحف التي تعينها أو بتعليقه في الاماكن التي تبينها وذلك على نفقة المحكوم عليه .

وتأمر نفس جهة القضاء بأن يؤشر على هامش الاوراق الرسمية أو اوراق الحالة المدنية التي اتخذ فيها اللقب بغير حق أو ذكر فيها الاسم محرفا وذلك اذا ما رأت وجها لذلك .

**المادة ٢٥١**

يعاقب بغرامة من ٥٠٠ الى ٢٥٠٠٠ دينار كل من يمارس مهنة وكيل اعمال او مستشار قانوني او ضرائبي ووضع صفته كقاض فخرى او محام سابق أو موظف فخرى أو موظف سابق أو ذي رتبة عسكرية على المطبوعات التجارية أو الاعلانات أو المنشورات أو نشرات الدعاية أو اللوحات أو الاوراق المعنونة وعلى العموم اية وثائق او محررات مستعملة في نطاق نشاطه أو ترك الغير يفعل شيئا من ذلك .

كتابة رأيا كاذبا أو يؤيد وقائع يعلم أنها غير مطابقة للحقيقة وذلك في اية حالة كانت عليها الاجراءات تطبق عليه العقوبات المقررة لشهادة الزور وفقا للتقسيم المنصوص عليه في المواد من ٢٣٢ الى ٢٣٥ .

**المادة ٢٣٩**

التأثير على الخبراء أو المترجمين يعاقب بمثل ما يعاقب به التأثير على الشهود وفقا لاحكام المادة ٢٣٦ .

**المادة ٢٤٠**

كل شخص وجهت اليه اليمين أو ردت عليه في المواد المدنية وحلفها كذبا يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

**المادة ٢٤١**

في الحالة التي يقضى فيها وفقا لاحدى مواد هذا القسم بعقوبة جنحة وحدها يجوز ان يحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من خمس سنوات على الاقل الى عشر سنوات على الاكثر من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون .

**القسم الثامن****انتحال الوظائف والالقباب أو الاسماء****أو اساءة استعمالها****المادة ٢٤٢**

كل من تدخل بغير صفة في الوظائف العمومية أو المدنية أو العسكرية أو قام بعمل من أعمال هذه الوظائف يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات مالم يكون الفعل جريمة أشد .

**المادة ٢٤٣**

كل من استعمل لقباً متصلاً بمهنة منظمة قانوناً أو شهادة رسمية أو صفة حددت السلطة العمومية شروط منحها أو ادعى لنفسه شيئاً من ذلك بغير أن يستوفي الشروط المفروضة لحملها يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

**المادة ٢٤٤**

كل من ارتدى بغير حق بزة نظامية أو لباساً مميزاً لوظيفة أو صفة أو شارة رسمية أو وساما وطنياً أو اجنبياً يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى سنة وبغرامة من ١٢٠ الى ١٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين مالم يكون الفعل ظرفاً مشدداً لجريمة أشد .

**المادة ٢٤٥**

كل من انتحل لنفسه بصورة عادية أو في عمل رسمي لقباً أو رتبة شرفية يعاقب بالحبس من شهر الى شهرين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

## المادة ٢٥٢

يعاقب بالحبس من شهر الى ستة اشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥.٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين مؤسسو أو مديرو أو مسيرو الشركات أو المؤسسات ذات الغرض التجارى أو الصناعى أو المالى الذين يضعون اسم أحد أعضاء الحكومة أو احدى الهيئات النيابية مع ذكر صفته فى اية دعاية يقومون بها لصالح المشروع الذى يديرونه أو يزعمون انشاءه أو يتكون الغير يفعل شيئاً من ذلك .

## المادة ٢٥٣

تطبق العقوبات المنصوص عليها فى المادة ٢٥٢ على مؤسسى ومديرى ومسيرى الشركات أو المؤسسات ذات الغرض التجارى أو الصناعى أو المالى الذين يضعون اسم أحد أعضاء الحكومة السابقين أو اسم قاض أو قاض سابق أو موظف أو موظف سابق أو أحد ذوى المنزلة مع ذكر صفته فى اية دعاية يقومون بها لصالح المشروع الذى يديرونه أو يزعمون انشاءه .

## الباب الثانى

## الجنايات والجنح ضد الافراد

## الفصل الاول

## الجنايات والجنح ضد الاشخاص

## القسم الاول

## القتل والجنايات الاخرى الرئيسية

## واعمال العنف العمدية

١ ) القتل العمد والقتل مع سبق الاصرار أو التردد وقتل

## الاصول والاطفال والتسميم

## المادة ٢٥٤

القتل هو ازهاق روح انسان عمدا

## المادة ٢٥٥

القتل قد يقترب بسبق الاصرار أو التردد .

## المادة ٢٥٦

سبق الاصرار هو عقد العزم قبل ارتكاب الفعل على الاعتداء على شخص معين أو حتى على شخص يتصادف وجوده أو مقابلته وحتى لو كانت هذه النية متوقفة على أى ظرف أو شرط كان .

## المادة ٢٥٧

الترصد هو انتظار شخص لفترة طالت أو قصرت فى مكان أو اكثر وذلك اما لازهاق روحه أو للاعتداء عليه .

## المادة ٢٥٨

قتل الاصول هو ازهاق روح الاب أو الام أو أى من الاصول الشرعيين .

## المادة ٢٥٩

قتل الاطفال هو ازهاق روح طفل حديث عهد بالولادة .

## المادة ٢٦٠

التسميم هو الاعتداء على حياة انسان بتأثير مواد يمكن ان تؤدى الى الوفاة عاجلا أو آجلا ايا كان استعمال أو اعطاء هذه المواد ومهما كانت النتائج التى تؤدى اليها .

## المادة ٢٦١

يعاقب بالاعدام كل من ارتكب جريمة القتل أو قتل الاصول أو التسميم .

ومع ذلك تعاقب الام سواء كانت فاعلة أصلية أو شريكة فى قتل ابنها حديث العهد بالولادة بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة على ان لا يطبق هذا النص على من ساهموا أو اشتركوا معها فى ارتكاب الجريمة .

## المادة ٢٦٢

يعاقب باعتباره قاتلا كل مجرم مهما كان وصفه استعمل التعذيب أو ارتكب أعمالا وحشية لارتكاب جنايته .

## المادة ٢٦٣

يعاقب على القتل بالاعدام اذا سبق أو صاحب أو تلى جناية اخرى .

كما يعاقب على القتل بالاعدام اذا كان الغرض منه اما اعداد أو تسهيل أو تنفيذ جنحة أو تسهيل فرار مرتكبى هذه الجنحة أو الشركاء فيها أو ضمان تخلصهم من عقوبتها . ويعاقب القاتل فى غير ذلك من الحالات بالسجن المؤبد .

وفى جميع الحالات المنصوص عليها فى هذه الفقرة يجب القضاء بمصادرة الاسلحة والاشياء والآلات التى استعملت فى ارتكاب الجناية مع حفظ حقوق الغير حسن النية .

## ٢ - أعمال العنف العمدية

## المادة ٢٦٤

كل من احدث عمدا جروحا بالفير أو ضربه أو ارتكب أى عمل آخر من اعمال العنف أو التعدى يعاقب بالحبس من شهر الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١.٠٠٠ دينار اذا نشأ عن هذه الانواع من العنف مرض أو عجز كلى عن العمل لمدة تزيد على عشرة ايام .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحرم الفاعل من الحقوق الواردة فى المادة ١٤ من هذا القانون من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر تبدأ من يوم توقيع العقوبة عليه .

وإذا ترتب على أعمال العنف الموضحة أعلاه فقد أو بتر أحد الأعضاء أو الحرمان من استعماله أو فقد البصر أو فقد ابصار احدى العينين أو اية عاهة مستديمة اخرى فيعاقب الجاني بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

بفرض الفتنة وقعت اثناء أعمال عنف ادت الى الوفاة وفقا للشروط المنصوص عليها في الفقرة الرابعة من المادة ٢٦٤ يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات مالم يعاقب بعقوبة اشد لارتكابه أعمال العنف .

اذا وقع ضرب أو جرح أثناء المشاجرة أو العصيان أو الاجتماع المذكور فتكون العقوبة الحبس من ثلاثة اشهر الى سنتين مالم توقع عقوبة اشد على مرتكب أعمال العنف ممن اشتركوا في هذه المشاجرة أو ذلك العصيان أو الاجتماع .

ويعاقب رؤساء ومرتكبو المشاجرة أو العصيان أو القائمون على الاجتماع المذكور أو الداعون اليه أو المحرضون عليه كما لو كانوا هم مرتكبي أعمال العنف أنفسهم .

### المادة ٢٦٩

كل من جرح أو ضرب عمدا قاصرا لا تجاوز سنه الخامسة عشرة أو منع عنه عمدا الطعام أو العناية الى الحد الذي يعرض صحته للضرر أو ارتكب ضده عمدا أى عمل آخر من أعمال العنف أو التعدي فيما عدا الإيذاء الخفيف ، يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

### المادة ٢٧٠

اذا نتج عن الضرب أو الجرح أو العنف أو التعدي أو الحرمان المشار اليه في المادة السابقة مرض أو عدم القدرة على الحركة أو عجز كلي عن العمل لاكثر من عشرة أيام أو اذا وجد سبق اصرار أو ترصد فتكون العقوبة الحبس من ثلاث الى عشر سنوات والغرامة من ٥٠٠ الى ٦٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون وبالمنع من الإقامة من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٢٧١

اذا نتج عن الضرب أو الجرح أو العنف أو التعدي المشار اليه في المادة ٢٦٩ فقد أو بتر أحد الاعضاء أو الحرمان من استعماله أو فقد البصر أو فقد ابصار احدى العينين أو اية عاهة مستديمة أخرى فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

واذا نتجت عنها الوفاة بدون قصد احدائها فتكون العقوبة هي الحد الاقصى للسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

واذا نتجت عنها الوفاة بدون قصد احدائها ولكنها حدثت نتيجة لطرق علاجية معتادة تكون العقوبة السجن المؤبد .  
واذا وقع الضرب أو الجرح أو العنف أو التعدي أو الحرمان بقصد احداث الوفاة فيعاقب الفاعل باعتباره قد ارتكب جناية القتل أو شرع في ارتكابها .

واذا افضى الضرب أو الجرح الذي ارتكب عمدا الى الوفاة دون قصد احدائها فيعاقب الجاني بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

### المادة ٢٦٥

اذا وجد سبق اصرار أو ترصد فان العقوبة تكون السجن المؤبد اذا حدثت الوفاة ، وتكون السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اذا ادت أعمال العنف الى فقد أو بتر احد الاعضاء أو الحرمان من استعماله أو فقد البصر أو فقد ابصار احدى العينين أو اية عاهة مستديمة أخرى وتكون السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الاولى من المادة ٢٦٤ .

### المادة ٢٦٦

اذا وقع الجرح أو الضرب أو غير ذلك من أعمال العنف أو التعدي الاخرى الذي لم يؤد الى مرض أو عجز كامل عن العمل لمدة تجاوز عشرة ايام مع سبق الاصرار أو الترصد أو مع حمل اسلحة فيعاقب الجاني بالحبس من شهرين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار .

### المادة ٢٦٧

كل من احداث عمدا جرحا أو ضربا بوالديه الشرعيين أو غيرهما من اصوله الشرعيين يعاقب كما يلي :

١ ) بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات اذا لم ينشأ عن الجرح أو الضرب اي مرض أو عجز كلي عن العمل من النوع الوارد في المادة ٢٦٤ .

٢ ) بالحد الاقصى للسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات اذا نشأ عجز كلي عن العمل لمدة تزيد على عشر ايام .

٣ ) بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اذا نشأ عن الجرح أو الضرب فقد أو بتر أحد الاعضاء أو الحرمان من استعماله أو فقد البصر أو فقد ابصار احدى العينين أو اية عاهة مستديمة أخرى .

٤ ) بالسجن المؤبد اذا ادى الجرح أو الضرب المرتكب عمدا الى الوفاة بدون قصد احدائها .

واذا وجد سبق اصرار أو ترصد تكون العقوبة :

— الحد الاقصى للسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الاولى ،

— السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة اذا نشأ عن الجرح أو الضرب عجز كلي عن العمل لمدة تزيد على عشرة ايام .

— السجن المؤبد في الحالات المنصوص عليها في الفقرتين ٣ و ٤ من هذه المادة .

### المادة ٢٦٨

كل من اشترك في مشاجرة أو في عصيان أو في اجتماع

أو أحد الأشخاص الذين لهم سلطة عليه أو ممن يتولون رعايته فتكون العقوبة :

( ١ ) الحبس من سنتين إلى خمس سنوات وذلك في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من المادة ٢٧٥ .

( ٢ ) السجن المؤقت من خمس إلى عشر سنوات وذلك في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة ٢٧٥ .

( ٣ ) السجن المؤقت من عشر سنوات إلى عشرين سنة وذلك في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الرابعة من المادة ٢٧٥ .

( ٤ ) السجن المؤبد وذلك في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الخامسة من المادة ٢٧٥ .

### ٣ - الاعذار في الجنايات والجرح

#### المادة ٢٧٧

يستفيد مرتكب جرائم القتل والجرح والضرب من الاعذار اذا دفعه الى ارتكابها وقوع ضرب شديد من أحد الأشخاص .

#### المادة ٢٧٨

يستفيد مرتكب جرائم القتل والجرح والضرب من الاعذار اذا ارتكبها لدفع تسلق أو ثقب أسوار أو حيطان أو تحطيم مداخل المنازل أو الاماكن المسكونة أو ملحقاتها اذا حدث ذلك اثناء النهار .

وإذا حدث ذلك اثناء الليل فتطبق احكام الفقرة الأولى من المادة ٤٠ .

#### المادة ٢٧٩

يستفيد مرتكب القتل والجرح والضرب من الاعذار اذا ارتكبها أحد الزوجين على الزوج الآخر أو على شريكه في اللحظة التي يفاجئه فيها في حالة تلبس بالزنا .

#### المادة ٢٨٠

يستفيد مرتكب جناية الخصاص من الاعذار اذا دفعه فوراً الى ارتكابها وقوع هتك عرض بالعنف .

#### المادة ٢٨١

يستفيد مرتكب الجرح والضرب من الاعذار اذا ارتكبهما ضد شخص بالغ فاجأه الفاعل في حالة تلبس بهتك عرض قاصر لم يكمل الخامسة عشرة سواء بالعنف أو بغير عنف .

#### المادة ٢٨٢

لا عذر اطلاقاً لمن يقتل أباه أو أمه أو أحد أصوله .

#### المادة ٢٨٣

إذا ثبت قيام العذر فتخفف العقوبة على الوجه الآتي :

( ١ ) الحبس من سنة إلى خمس سنوات اذا تعلق الامر بجناية عقوبتها الاعدام أو السجن المؤبد .

#### المادة ٢٧٢

إذا كان الجناة هم أحد الوالدين الشرعيين أو غيرهما من الأصول الشرعيين أو أى شخص آخر له سلطة على الطفل أو يتولى رعايته فيكون عقابهم كما يلي :

( ١ ) بالعقوبات الواردة في المادة ٢٧٠ وذلك في الحالة المنصوص عليها في المادة ٢٦٩ .

( ٢ ) بالسجن المؤقت من خمس إلى عشر سنوات وذلك في الحالة المنصوص عليها في المادة ٢٧٠ .

( ٣ ) بالسجن المؤبد وذلك في الحالات المنصوص عليها في الفقرتين ١ و ٢ من المادة ٢٧١ .

( ٤ ) بالاعدام وذلك في الحالات المنصوص عليها في الفقرتين ٣ و ٤ من المادة ٢٧١ .

#### المادة ٢٧٣

كل من ساعد عمداً شخصاً في الأفعال التي تساعده على الانتحار أو تسهله له أو زوده بالأسلحة أو السم أو بالآلات المعدة للانتحار مع علمه بأنها سوف تستعمل في هذا الغرض يعاقب بالحبس من سنة إلى خمس سنوات اذا نفذ الانتحار .

#### المادة ٢٧٤

كل من ارتكب جناية الخصاص يعاقب بالسجن المؤبد . ويعاقب الجاني بالاعدام اذا أدت الى الوفاة .

#### المادة ٢٧٥

يعاقب بالحبس من شهرين إلى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ إلى ٢٠٠٠ دينار كل من سبب للغير مرضاً أو عجزاً عن العمل الشخصي وذلك بأن أعطاه عمداً وبأية طريقة كانت وبدون قصد أحداث الوفاة مواداً ضارة بالصحة .

وإذا نتج عنها مرض أو عجز عن العمل لمدة تجاوز العشرة أيام فتكون العقوبة الحبس من سنتين إلى خمس سنوات .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة على الأقل إلى خمس سنوات على الأكثر .

وإذا أدت المواد المعطاة الى مرض يستحيل برؤه أو الى عجز في استعمال عضو أو الى عاهة مستديمة فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات إلى عشرين سنة .

وإذا أدت الى الوفاة دون قصد أحداثها فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات إلى عشرين سنة .

#### المادة ٢٧٦

إذا ارتكب الجرح والجنايات المعينة في المادة السابقة أحد الأصول أو الفروع أو أحد الزوجين أو من يرث المجنى عليه

### القسم الثالث القتل الخطأ و الجرح الخطأ

#### المادة ٢٨٨

كل من قتل خطأ أو تسبب في ذلك برعونه أو عدم احتياطه أو عدم انتباهه أو اهماله أو عدم مراعاته الانظمة يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ١٠٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

#### المادة ٢٨٩

إذا نتج عن الرعونة أو عن عدم الاحتياط إصابة أو جرح أو مرض أدى الى العجز الكلى عن العمل لمدة تجاوز ثلاثة أشهر فيعاقب الجاني بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

#### المادة ٢٩٠

تضاعف العقوبات المنصوص عليها في المادتين ٢٨٨ و ٢٨٩ إذا كان مرتكب الجنحة في حالة سكر أو حاول التهرب من المسؤولية الجنائية أو المدنية التي يمكن أن تقع عليه وذلك بالفرار أو بتغيير حالة الاماكن أو بأية طريقة أخرى .

### القسم الرابع

#### الاعتداء الواقع من الافراد على الحرية الشخصية وحرمة المنزل

#### المادة ٢٩١

يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات كل من اختطف أو قبض أو حبس أو حجز أى شخص بدون أمر من السلطات المختصة وخارج الحالات التي يجيز أو يأمر فيها القانون بالقبض على الافراد .

وتطبق ذات العقوبة على من أعار مكانا لحبس أو لحجز هذا الشخص .

إذا استمر الحبس أو الحجز لمدة أكثر من شهر فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

#### المادة ٢٩٢

إذا وقع القبض أو الأختطاف مع ارتداء بزة رسمية أو شارة نظامية أو يبدو عليها ذلك على النحو المبين في المادة ٢٤٦ أو بتتحال اسم كاذب أو بموجب أمر مزور على السلطة العمومية فتكون العقوبة السجن المؤبد .

وتطبق العقوبة ذاتها إذا وقع القبض أو الاختطاف بواسطة احدى وسائل النقل الآلية أو بتهديد المجنى عليه بالقتل .

#### المادة ٢٩٣

إذا وقع تعذيب بدنى على الشخص المختطف أو المقبوض عليه أو المحبوس أو المحجوز فيعاقب الجناة بالأعدام .

٢ ) الحبس من ستة أشهر الى سنتين اذا تعلق الامر بأية جناية أخرى .

٣ ) الحبس من شهر الى ثلاثة أشهر اذا تعلق الامر بجنحة .

في الحالات المنصوص عليها في الفترتين ١ و ٢ من هذه المادة يجوز أن يحكم أيضا على الجاني بالمنع من الإقامة من خمس سنوات على الأقل الى عشر سنوات على الأكثر .

### القسم الثاني

#### التهديد

#### المادة ٢٨٤

كل من هدد بارتكاب جرائم القتل أو التسميم أو أى اعتداء آخر على الاشخاص مما يعاقب عليها بالأعدام أو السجن المؤبد وكان ذلك بكتابة غفل من التوقيع أو موقع عليها أو بصور أو رموز أو صور رمزية يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار إذا كان التهديد مصحوبا بأمر بايداع مبلغ من النقود في مكان معين أو بتنفيذ أى شرط آخر .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر .

#### المادة ٢٨٥

إذا لم يكن التهديد مصحوبا بأى أمر أو شرط فيعاقب الجاني بالحبس من سنة الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٥٠٠ دينار .

ويجوز الحكم عليه بالمنع من الإقامة من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر .

#### المادة ٢٨٦

إذا كان التهديد مصحوبا بأمر أو شرط شفهي فيعاقب الجاني بالحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يمنع من الإقامة من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر .

#### المادة ٢٨٧

كل من هدد بالتعدى أو العنف غير المنصوص عليه في المادة ٢٨٤ وذلك باحدى الطرق المنصوص عليها في المواد من ٢٨٤ الى ٢٨٦ يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين إذا كان التهديد مصحوبا بأمر أو شرط .



## المادة ٢٩٤

يستفيد الجاني من الاعذار المخففة في مفهوم المادة ٥٢ من هذا القانون اذا وضع فوراً حداً للحبس أو الحجز .

وإذا انتهى الحبس أو الحجز بعد أقل من عشرة أيام كاملة من يوم الاختطاف أو القبض أو الحبس أو الحجز وقبل اتخاذ أية اجراءات فتخفف العقوبة الى الحبس من سنتين الى خمس سنوات في الحالة المنصوص عليها في المادة ٢٩٣ وإلى الحبس من ستة أشهر الى سنتين في الحالتين المنصوص عليهما في المادتين ٢٩١ و ٢٩٢ .

وإذا أنهى الحبس أو الحجز بعد أكثر من عشرة أيام كاملة من يوم الاختطاف أو القبض أو الحبس أو الحجز وقبل اتخاذ أية اجراءات جنائية فتخفف العقوبة الى السجن من خمس الى عشر سنوات في الحالة المنصوص عليها في المادة ٢٩٣ وإلى الحبس من سنتين الى خمس سنوات في جميع الحالات الاخرى .

## المادة ٢٩٥

كل من يقتحم بالتهديد أو بالعنف منزل مواطن يعاقب بالحبس من ستة أيام الى ثلاثة أشهر وبالغرامة من ٥٠٠ الى ١٨٠٠ دينار .

## القسم الخامس

## الاعتداء على شرف واعتبار الاشخاص وافشاء الاسرار

## المادة ٢٩٦

يعد قذفاً كل ادعاء بواقعة من شأنها المساس بشرف واعتبار الاشخاص أو الهيئة المدعى عليها به أو اسنادها اليهم أو الى تلك الهيئة ويعاقب على نشر هذا الادعاء أو ذلك الاسناد مباشرة أو بطريق اعادة النشر حتى ولو تم ذلك على وجه التشكيك أو اذا قصد به شخص أو هيئة دون ذكر الاسم ولكن كان من الممكن تحديدهما من عبارات الحديث أو الصياح أو التهديد أو الكتابة أو المنشورات أو اللافعات أو الاعلانات موضوع الجريمة .

## المادة ٢٩٧

يعد سبا كل تعبير مشين أو عبارة تتضمن تحقيراً أو قدحاً لا ينطوي على اسناد أية واقعة .

## المادة ٢٩٨

يعاقب على القذف الموجه الى الافراد بالحبس من خمسة أيام الى ستة أشهر وبالغرامة من ١٥٠ الى ١٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

ويعاقب على القذف الموجه الى شخص أو أكثر ينتمون الى مجموعة عنصرية أو مذهبية أو الى دين معين بالحبس من شهر الى سنة وبالغرامة من ٣٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار اذا كان الغرض هو التحريض على الكراهية بين المواطنين أو السكان .

## المادة ٢٩٩

يعاقب على السب الموجه الى الافراد بالحبس من ستة أيام الى ثلاثة أشهر وبالغرامة من ١٥٠ الى ١٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

## المادة ٣٠٠

كل من أبلغ بأية طريقة كانت رجال الضبط القضائي أو الشرطة الادارية أو القضائية بوشاية كاذبة ضد فرد أو أكثر أو أبلغها الى سلطات مخول لها أن تتابعها أو أن تقدمها الى السلطة المختصة أو الى رؤساء الموشى به أو الى مخدميه طبقاً للتدرج الوظيفي أو الى مستخدميه يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى خمس سنوات وبالغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار ويجوز للقضاء علاوة على ذلك أن يأمر بنشر الحكم أو ملخص منه في جريدة أو أكثر على نفقة المحكوم عليه .

إذا كانت الواقعة المبلغ عنها معاقبا عليها بعقوبة جزائية أو تأديبية فيجوز اتخاذ اجراءات المتابعة الجزائية بمقتضى هذه المادة عن جريمة الوشاية الكاذبة سواء بعد صدور الحكم بالبراءة أو بالافراج أو بعد الامر أو القرار بأن لا وجه للمتابعة أو بعد حفظ البلاغ من القاضي أو الموظف أو السلطة الاعلى أو المخدم المختص بالتصرف في الاجراءات التي كان يحتمل أن تتخذ بشأن هذا البلاغ .

ويجب على جهة القضاء المختصة بموجب هذه المادة أن توقف الفصل في الدعوى إذا كانت المتابعة الجزائية المتعلقة بالواقعة موضوع البلاغ ما زالت منظورة .

## المادة ٣٠١

الاطباء والجراحون والصيدالو والقابلات وجميع الاشخاص المؤتمنين بحكم الواقع أو المهنة أو الوظيفة الدائمة أو المؤقتة على اسرار أدلى بها اليهم الذين يفشونها في غير الحالات التي يوجب عليهم فيها القانون افشاءها أو يصرح لهم بذلك، يعاقبون بالحبس من شهر الى ستة أشهر وبالغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

ومع ذلك فلا يعاقب الاشخاص المبيئون عليه رغم عدم التزامهم بالابلاغ عن حالات الاجهاض التي تصل الى علمهم بمناسبة ممارسة مهنتهم بالعقوبات المنصوص عليها في الفقرة السابقة اذا هم أبلغوا بها فاذا دعوا للمثول أمام القضاء في قضية اجهاض فتظل لهم حرية الادلاء بشهادتهم دون أن يتعرضوا لاية عقوبة .

## المادة ٣٠٢

كل من يعمل بأية صفة كانت في مؤسسة وأدلى أو شرع في الادلاء الى أجنب أو الى جزائريين يقيمون في بلاد أجنبية بأسرار المؤسسة التي يعمل فيها دون أن يكون مخولاً له ذلك يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبالغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار .

يقومون به تطبيق عليهم العقوبات المنصوص عليها في المادتين ٣٠٤ و ٣٠٥ على حسب الاحوال .

ويجوز الحكم على الجناة بالحرمان من ممارسة المهنة المنصوص عليه في المادة ٢٣ فضلا عن جواز الحكم عليهم بالمنع من الإقامة .

### المادة ٣٠٧

كل من يخالف الحكم القاضي بحرمانه من ممارسة مهنته بمقتضى الفقرة الاخيرة من المادة ٣٠٦ يعاقب بالحبس من ستة أشهر على الأقل الى سنتين على الاكثر وبغرامة من ١٠٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم بالمنع من الإقامة .

### المادة ٣٠٨

لا عقوبة على الاجهاض اذا استوجبته ضرورة انقاذ حياة الام من الخطر متى اجراه طبيب أو جراح في غير خفاء وبعد ابلاغه السلطة الادارية .

### المادة ٣٠٩

تعاقب بالحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٢٥٠ الى ١٠٠٠ دينار المرأة التي اجهضت نفسها عمدا أو حاولت ذلك أو وافقت على استعمال الطرق التي ارشدت اليها أو أعطيت لها لهذا الغرض .

### المادة ٣١٠

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين كل من حرض على الاجهاض ولو لم يؤد تحريضه الى نتيجة ما وذلك بأن :

— ألقى خطبا في اماكن أو اجتماعات عمومية .

— أو باع أو طرح للبيع أو قدم ولو في غير علانية أو عرض أو الصق أو وزع في الطريق العمومي أو في الاماكن العمومية أو وزع في المنازل كتباً أو كتابات أو مطبوعات أو اعلانات أو ملصقات أو رسوماً أو صوراً رمزية أو سلم شيئاً من ذلك مغلقاً بشرائط أو موضوعاً في ظروف مغلقة أو مفتوحة الى البريد أو الى أى عامل توزيع أو نقل .

— أو قام بالدعاية في العيادات الطبية الحقيقية أو المزعومة .

### المادة ٣١١

كل حكم عن احدى الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم يستوجب بقوة القانون الحكم بالمنع من ممارسة اية مهنة أو أداء أى عمل باية صفة كانت في العيادات أو دور الولادة أو في اية مؤسسة عمومية أو خاصة تستقبل عادة نساء في

وإذا أدلى بهذه الاسرار الى جزائريين يقيمون في الجزائر فتكون العقوبة الحبس من ثلاثة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار .

ويجب الحكم بالحد الاقصى المنصوص عليه في الفقرتين السابقتين اذا تعلق الاسرار بصناعة أسلحة أو ذخائر حربية مملوكة للدولة .

وفي جميع الحالات يجوز الحكم علاوة على ذلك على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٠٣

كل من يفض أو يتلف رسائل أو مراسلات موجهة الى الغير وذلك بسوء نية وفي غير الحالات المنصوص عليها في المادة ١٣٧ يعاقب بالحبس من شهر واحد الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

### الفصل الثاني

#### الجنایات والجنج ضد الاسرة والآداب العامة

#### القسم الاول

#### الاجهاض

### المادة ٣٠٤

كل من اجهض امرأة حاملا أو مفترض حملها باعطائها مأكولات أو مشروبات أو ادوية أو باستعمال طرق أو اعمال عنف أو باية وسيلة أخرى سواء وافقت على ذلك أو لم توافق أو شرع في ذلك يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار .

وإذا أفضى الاجهاض الى الموت فتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

وفي جميع الحالات يجوز الحكم علاوة على ذلك بالمنع من الإقامة .

### المادة ٣٠٥

إذا ثبت أن الجاني يمارس عادة الافعال المشار اليها في المادة ٣٠٤ فتضاعف عقوبة الحبس في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الاولى وترفع عقوبة السجن المؤقت الى الحد الاقصى .

### المادة ٣٠٦

الاطباء أو القابلات أو جراحو الاسنان أو الصيادلة وكذلك طلبة الطب أو طب الاسنان وطلبة الصيدلة ومستخدمو الصيدليات ومحضرو العقاقير وصانعو الاربطة الطبية وتجار الادوات الجراحية والمرضون والمرضات والمدلكون والمدلكات الذين يرشدون عن طرق احداث الاجهاض أو يسهلونه أو

حالة حمل حقيقي او ظاهر او مفترض وذلك بأجر او بغير أجر .  
وكل حكم عن الشروع او الاشتراك في الجرائم ذاتها يستتبع ذات المنع .

### المادة ٣١٢

في حالة صدور حكم من جهة قضائية أجنبية حاز قوة الشيء المقضي فيه عن افعال تكون احدى الجرائم المحددة في هذا القسم طبقا للقانون الجزائري ، تقرر محكمة محل إقامة المحكوم عليه منعقدة في غرفة مشورة وبناء على طلب النيابة العامة وبعد دعوة صاحب الشأن قانونا للحضور انه ثمة محل لتطبيق المنع المنصوص عليه في المادة ٣١١ .

### المادة ٣١٣

كل من يخالف المنع المحكوم به طبقا للمواد ٣٠٦ و ٣٠٧ فقرات ٢ و ٣١١ و ٣١٢ يعاقب بالحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

## القسم الثاني

### في ترك الاطفال والعاجزين وتعريضهم للخطر

### المادة ٣١٤

كل من ترك طفلا أو عاجزا غير قادر على حماية نفسه بسبب حالته البدنية أو العقلية أو عرضه للخطر في مكان خال من الناس أو حمل الغير على ذلك يعاقب لمجرد هذا الفعل بالحبس من سنة الى ثلاث سنوات .

فاذا نشأ عن الترك أو التعريض للخطر مرض أو عجز كلي لمدة تجاوزت عشرين يوما فيكون الحبس من سنتين الى خمس سنوات .

وإذا حدث للطفل أو للعاجز بتر أو عجز في أحد الاعضاء أو أصيب بعاهة مستديمة فتكون العقوبة هي السجن من خمس الى عشر سنوات .

وإذا تسبب الترك أو التعريض للخطر في الموت فتكون العقوبة هي السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة .

### المادة ٣١٥

إذا كان مرتكب الحادث من أصول الطفل أو العاجز أو ممن لهم سلطة عليه أو ممن يتولون رعايته فتكون العقوبة كما يلي :

– الحبس من سنتين الى خمس سنوات في الحالات المنصوص عليها في الفقرة الاولى من المادة ٣١٤ .

– السجن من خمس الى عشر سنوات في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة المذكورة .

– السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة في الحالة

### المادة ٣١٦

كل من ترك طفلا أو عاجزا غير قادر على حماية نفسه بسبب حالته البدنية أو العقلية أو عرضه للخطر في مكان غير خال من الناس أو حمل الغير على ذلك يعاقب لمجرد هذا الفعل بالحبس من ثلاثة أشهر الى سنة .

إذا نشأ عن الترك أو التعريض للخطر مرض أو عجز كلي لمدة تجاوزت عشرين يوما فيكون الحبس من ستة أشهر الى سنتين .

وإذا حدث للطفل أو للعاجز بتر أو عجز في أحد الاعضاء أو أصيب بعاهة مستديمة فتكون العقوبة هي الحبس من سنتين الى خمس سنوات .

وإذا أدى ذلك الى الوفاة فتكون العقوبة هي السجن من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٣١٧

إذا كان مرتكب الحادث من أصول الطفل أو العاجز أو ممن يتولون رعايته فتكون العقوبة كما يأتي :

– الحبس من ستة أشهر الى سنتين في الحالة المنصوص عليها في الفقرة ١ من المادة ٣١٦ .

– الحبس من سنتين الى خمس سنوات في الحالة المنصوص عليها في الفقرة ٢ من المادة المذكورة .

– السجن من خمس سنوات الى عشر سنوات في الحالة المنصوص عليها في الفقرة ٣ من المادة المذكورة .

– السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة في الحالة المنصوص عليها في الفقرة ٤ من المادة المذكورة .

### المادة ٣١٨

يعاقب الجاني بالعقوبات المنصوص عليها في المواد من ٢٦١ الى ٢٦٣ على حسب الاحوال اذا تسبب في الوفاة مع توافر نية أحداثها .

### المادة ٣١٩

ويجوز الحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر وذلك في حالة ما اذا قضى عليه بعقوبة جنحة فقط طبقا للمواد من ٣١٤ الى ٣١٧ .

### المادة ٣٢٠

يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة أشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠٠ دينار :

بالادانة فتكون العقوبة هي السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة .

### المادة ٣٢٥

ويعاقب على الخطف بالاعدام اذا افضى الى موت القاصر وذلك في الحالات المنصوص عليها في المواد من ٣٢٢ الى ٣٢٤ .

### المادة ٣٢٦

كل من خطف او ابعد قاصرا لم يكمل الثامنة عشرة وذلك بغير عنف او تهديد أو تخايل أو شرع في ذلك فيعاقب بالحبس لمدة من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

وإذا تزوجت القاصر المخطوفة أو المبعدة من خاطفها فلا تتخذ اجراءات المتابعة الجزائية ضد الاخير الا بناء على شكوى الاشخاص الذين لهم صفة في طلب ابطال الزواج ولا يجوز الحكم عليه الا بعد القضاء بابطاله .

### المادة ٣٢٧

كل من لم يسلم طفلا موضوعا تحت رعايته الى الاشخاص الذين لهم الحق في المطالبة به يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات .

### المادة ٣٢٨

يعاقب بالحبس من شهر الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار الاب أو الام أو اي شخص آخر لا يقوم بتسليم قاصر قضي في شأن حضائته بحكم مشمول بالتنفيذ المعجل أو بحكم نهائي الى من له الحق في المطالبة به وكذلك كل من خطفه ممن وكلت اليه حضائته أو من الاماكن التي وضعه فيها أو ابعده عنه أو عن تلك الاماكن أو حمل الغير على خطفه أو ابعاده حتى ولو وقع ذلك بغير تخايل أو عنف .

وتزاد عقوبة الحبس الى ثلاث سنوات اذا كانت قد أسقطت السلطة الابوية عن الجاني .

### المادة ٣٢٩

كل من تعمد اخفاء قاصر كان قد خطف أو ابعد أو هربه من البحث عنه وكل من اخفاه عن السلطة التي يخضع لها قانونا يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين ، وذلك فيما عدا الحالة التي يكون فيها الفعل جريمة اشترك معا فيها .

## القسم الخامس

### تترك الاسرة

### المادة ٣٣٠

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار :

( ١ ) كل من حرص أبوين أو أحدهما على التخلي عن طفلها المولود أو الذي سيولد وذلك بنية الحصول على فائدة .

( ٢ ) كل من تحصل من أبوين أو من أحدهما على عقد يتعهدان بمقتضاه بالتخلي عن طفلها الذي سيولد أو شرع في ذلك وكل من حاز مثل هذا العقد أو استعمله أو شرع في استعماله .

( ٣ ) كل من قدم وساطته للحصول على طفل بنية التوصل الى فائدة أو شرع في ذلك .

## القسم الثالث

### الجنايات والجنح التي من شأنها الحيلولة دون التحقق

### من شخصية الطفل

### المادة ٣٢١

كل من نقل عمدا طفلا أو أخفاه أو خبأه أو استبدل طفلا آخر به أو قدمه على أنه ولد لامرأة لم تضع وذلك في ظروف من شأنها أن يتعذر التحقق من شخصيته يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات .

وإذا لم يثبت أن الطفل قد ولد حيا فتكون العقوبة هي الحبس من شهرين الى خمس سنوات .

وإذا ثبت أن الطفل لم يولد حيا فيعاقب بالحبس من شهر الى شهرين .

## القسم الرابع

### في خطف القصر وعدم تسليمهم

### المادة ٣٢٢

كل من خطف قاصرا لم يكمل الثامنة عشرة من عمره أو استدرجه أو ابعده أو نقله من الاماكن التي وضعه فيها من يخضع لسلطتهم أو من وكل اليهم الاشراف عليه أو حمل الغير على خطفه أو ابعاده أو نقله من تلك الاماكن وكان ذلك بالعنف أو التهديد أو التخايل يعاقب بالسجن من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٣٢٣

وإذا كانت سن القاصر المخطوف أو المبعد تقل عن خمس عشرة سنة فتكون العقوبة السجن من عشر سنوات الى عشرين سنة .

ومع ذلك اذا عثر على القاصر حيا قبل صدور الحكم بالادانة فتكون العقوبة السجن من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٣٢٤

إذا حصل الجاني من الاشخاص الذين يقع القاصر تحت سلطتهم أو ملاحظتهم على فدية أو كان يهدف الحصول عليها فتكون العقوبة هي السجن المؤبد مهما كانت سن القاصر . ومع ذلك اذا عثر على القاصر حيا قبل صدور الحكم

## القسم السادس

## انتهاك الآداب

## المادة ٣٣٣

كل من ارتكب فعلا علنيا مخلًا بالحياء يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

وتكون العقوبة الحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ١٠٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار اذا كان الفعل المخل بالحياء عبارة عن فعل من افعال الشذوذ الجنسي ارتكب ضد شخص من نفس الجنس .

## المادة ٣٣٤

يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات كل من ارتكب فعلا مخلًا بالحياء ضد قاصر لم يكمل الخامسة عشرة ذكرا كان او انثى بغير عنف أو شرع في ذلك .

ويعاقب بالعقوبة ذاتها احد الاصول الذي يرتكب فعلا مخلًا بالحياء ضد قاصر ولو تجاوز الخامسة عشرة ولكنه لم يصبح رشيدا بالزواج .

## المادة ٣٣٥

يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات كل من ارتكب فعلا مخلًا بالحياء ضد انسان ذكرا كان او انثى بغير عنف أو شرع في ذلك .

واذا وقعت الجناية على قاصر لم يكمل الخامسة عشرة يعاقب الجاني بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

## المادة ٣٣٦

كل من ارتكب جناية هتك عرض يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

واذا وقع هتك العرض ضد قاصر لم يكمل الخامسة عشرة فتكون العقوبة السجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

## المادة ٣٣٧

اذا كان الجاني من اصول من وقع عليه الفعل المخل بالحياء او هتك العرض او كان من فئة من لهم سلطة عليه او كان من معلميه او ممن يخدمونه باجر او كان خادما باجر لدى الاشخاص الميينين عالياه او كان موظفا او من رجال الدين او اذا كان الجاني مهما كانت صفته قد استعان في ارتكاب الجناية بشخص او اكثر فتكون العقوبة السجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الاولى من المادة ٣٣٤ والسجن المؤبد في الحالتين المنصوص عليهما في المادتين ٣٣٥ و ٣٣٦ .

## المادة ٣٣٨

كل من ارتكب فعلا من افعال الشذوذ الجنسي على

( ١ ) احد الوالدين الذي يترك مقر أسرته لمدة تجاوز شهرين ويتخلى عن كافة التزاماته الادبية أو المادية المترتبة على السلطة الابوية او الوصاية القانونية وذلك بغير سبب جدى ، ولا تنقطع مدة الشهرين الا بالعودة الى مقر الاسرة على وضع يبنىء عن الرغبة في استئناف الحياة العائلية بصفة نهائية .

( ٢ ) الزوج الذي يتخلى عمدا ولمدة تجاوز شهرين عن زوجته مع علمه بانها حامل وذلك لغير سبب جدى .

( ٣ ) احد الوالدين الذي يعرض صحة اولاده او واحد او أكثر منهم او يعرض أمنهم أو خلقهم لخطر جسيم بأن يسيء معاملتهم او يكون مثلا سيئا لهم للاعتياد على السكر او سوء السلوك او بان يهمل رعايتهم او لا يقوم بالاشراف الضروري عليهم وذلك سواء كان قد قضي باسقاط سلطته الابوية عليهم أو لم يقض باسقاطها .

ومتابعة الجاني عن الجريمتين المنصوص عليهما في الفقرتين ١ و ٢ من هذه المادة تقتضى ان يكون قد سبق توجيه تنبيه اليه بواسطة احد رجال الضبط القضائي على ان يثبت هذا التنبيه في محضر .

ويمنح الجاني مهلة ثمانية ايام للوفاء بواجباته . واذا كان هاربا او لم يكن له محل اقامة معروف فيستبدل التنبيه برسالة كتاب مسجل الى آخر محل اقامة معروف .

ولا تتخذ اجراءات المحاكمة عن نفس الجريمتين بالنسبة لاحد الزوجين اثناء قيام الزوجية الا بناء على شكوى الزوج الذي بقى في مقر الاسرة .

## المادة ٣٣١

يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار كل من امتنع عمدا ولمدة تجاوز شهرين عن تقديم المبالغ المقررة قضاء لاعالة أسرته وعن أداء كامل قيمة النفقة المقررة عليه الى زوجه او اصوله او فروعه وذلك رغم صدور حكم ضده بالزامه بدفع نفقة اليهم .

ويقترض ان عدم الدفع عمدي مالم يثبت العكس، ولا يعتبر الاعسار الناتج عن الاعتياد على سوء السلوك او الكسل او السكر عذرا مقبولا من المدين في أية حالة من الاحوال .

والمحكمة المختصة بالجنح المشار اليها في هذه المادة هي محكمة موطن او محل اقامة الشخص المقرر له قبض النفقة او المنتفع بالمعونة .

## المادة ٣٣٢

ويجوز الحكم علاوة على ذلك على كل من قضى عليه باحدى الجنح المنصوص عليها في المادتين ٣٣٠ و ٣٣١ بالحرمان من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر .

( ١ ) ساعد او عاون او حمى دعارة الغير او اغرى الغير على الدعارة وذلك بأية طريقة كانت .

( ٢ ) اقتسم متحصلات دعارة الغير او تلقى معونة من شخص يحترف الدعارة عادة او يستغل هو نفسه موارد دعارة الغير وذلك على اية صورة كانت .

( ٣ ) عاش مع شخص يحترف الدعارة عادة .

( ٤ ) عجز عن تبرير الموارد التي تتفق وطريقة معيشته حالة انه على علاقات معتادة مع شخص أو أكثر من الذين يحترفون الدعارة .

( ٥ ) استخدم او استدرج او اعال شخصا ولو بالغا بقصد ارتكاب الدعارة ولو برضاه او اغواه على احتراف الدعارة او الفسق .

( ٦ ) قام بالوساطة باية صفة كانت بين اشخاص يحترفون الدعارة او الفسق وبين افراد يستغلون دعارة او فسق الغير أو يكافئون الغير عليه .

( ٧ ) عرقل اعمال الوقاية او الاشراف او المساعدة والتأهيل التي تقوم بها منظمات متخصصة لصالح اشخاص يحترفون الدعارة او يخشى عليهم من احترافها وذلك بطريق التهديد او الضغط او التحايل او باية وسيلة اخرى .

ويعاقب على الشروع في ارتكاب الجنح المشار اليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المنصوص عليها بالنسبة لتلك الجنح .

### المادة ٣٤٤

تزداد العقوبات المقررة في المادة ٣٤٣ الى الحبس من سنتين الى خمس سنوات والغرامة من ١٠٠٠ ر.ا الى ٤٠٠٠ ر.ا دينار في الحالات الآتية :

( ١ ) اذا ارتكبت الجنحة ضد قاصر لم يكمل الثامنة عشرة .

( ٢ ) اذا صحب الجنحة تهديد او اكراه او عنف او تعد او اساءة استعمال السلطة او الفس .

( ٣ ) اذا كان مرتكب الجنحة يحمل سلاحا ظاهرا او مخبأ .

( ٤ ) اذا كان مرتكب الجنحة زوجا أو أباً أو أما أو وصيا على المجنى عليه او يدخل في احدى الفئات التي عدتها المادة ٣٣٧ .

( ٥ ) اذا كان مرتكب الجنحة ممن يساهمون بحكم وظيفتهم في مكافحة الدعارة او في حماية الصحة او الشبيبة او صيانة النظام العمومي .

( ٦ ) اذا ارتكبت الجنحة ضد عدة اشخاص .

( ٧ ) اذا كان المجنى عليهم في الجنحة قد حملوا او حرضوا على احتراف الدعارة خارج الاراضي الجزائرية .

( ٨ ) اذا كان المجنى عليهم في الجنحة قد حملوا او حرضوا على احتراف الدعارة عقب وصولهم الى الاراضي الجزائرية او بعد وصولهم اليها بفترة قريبة .

شخص من نفس جنسه يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

وإذا كان أحد الجناة قاصرا لم يكمل الثامنة عشرة فيجوز أن تزداد عقوبة البالغ الى الحبس لمدة ثلاث سنوات والى غرامة ١٠٠٠ ر.ا دينار .

### المادة ٣٣٩

يقضى بالحبس من سنة الى سنتين على كل امرأة متزوجة ثبت ارتكابها جريمة الزنا .

وتطبق العقوبة ذاتها على كل من ارتكب الزنا مع امرأة يعلم انها متزوجة .

ويعاقب الزوج الذي يرتكب جريمة الزنا بالحبس من ستة اشهر الى سنة وتطبق العقوبة ذاتها على شريكته .

ولا تتخذ الاجراءات الا بناء على شكوى الزوج المضرور .

### المادة ٣٤٠

ان صفح الزوج المضرور يضع حدا للمتابعة المتخذة ضد زوجه .

وان الصفح الذي يمنح بعد صدور حكم غير قابل للطعن بوقف آثار ذلك الحكم بالنسبة للزوج الذي صدر الصفح لصالحه .

### المادة ٣٤١

الدليل الذي يقبل عن ارتكاب الجريمة المعاقب عليها بالمادة ٣٣٩ يقوم اما على محضر قضائي يحرره أحد رجال الضبط القضائي عن حالة تلبس واما باقرار وارد في رسائل أو مستندات صادرة من المتهم واما باقرار قضائي .

## القسم السابع

### تحريض القصر على الفسق والدعارة

### المادة ٣٤٢

كل من اعتاد تحريض قصر لم يكملوا الحادية والعشرين ذكورا كانوا او اناثا على الفسق وفساد الاخلاق او تشجيعهم عليه او تسهيله لهم وكل من ارتكب ذلك بصفة عرضية بالنسبة اقصر لم يكملوا الخامسة عشرة يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٥٠٠ دينار .

ويعاقب على الشروع في ارتكاب الجنح المشار اليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المنصوص عليها بالنسبة لتلك الجنح .

### المادة ٣٤٣

يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار مالم يكون الفعل جريمة أشد كل من ارتكب عمدا احد الافعال الآتية :

سنة على الأقل وخمس سنوات على الأكثر .

### الفصل الثالث

## الجنايات والجنح ضد الاموال

### انقسام الاول

### السرقاات وابتزاز الاموال

#### المادة ٣٥٠

كل من اختلس شيئا غير مملوك له يعد سارقا ويعاقب بالحبس من سنة على الأقل الى خمس سنوات على الأكثر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠٠ دينار .

ويجوز أن يحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة وذلك لمدة سنة على الأقل وخمس سنوات على الأكثر .

ويعاقب على الشروع في هذه الجنحة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة .

وتطبق العقوبات ذاتها أيضا على مختلسي المياه والغاز والكهرباء .

#### المادة ٣٥١

يعاقب مرتكبو السرقة بالسجن المؤبد اذا كانوا يحملون او يحمل احد منهم اسلحة ظاهرة او مخبأة حتى ولو وقعت السرقة من شخص واحد ولم يتوافر أى ظرف مشدد آخر . وتطبق العقوبة ذاتها اذا كان الجناة يضعون السلاح او يضعه احدهم في المركبة التي استقلوها الى مكان الجريمة او استعملوها في تأمين فرارهم .

#### المادة ٣٥٢

يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من ارتكب السرقة في الطرق العمومية او في المركبات المستعملة لنقل المسافرين او المراسلات او البضائع او في داخل نطاق السكك الحديدية والمحطات والموانئ والمطارات وارصفة الشحن او التفريغ وذلك اذا اقترنت السرقة بظرف على الأقل من الظروف المشار اليها في المادة ٣٥٣ .

وفي الحالات الاخرى تكون العقوبة السجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

#### المادة ٣٥٣

يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من ارتكب السرقة مع توافر ظرفين على الأقل من الظروف الآتية :

- ١ ) اذا ارتكبت السرقة مع استعمال العنف او التهديد به .
- ٢ ) اذا ارتكبت السرقة ليلا .
- ٣ ) اذا ارتكبت السرقة بواسطة شخصين او اكثر .
- ٤ ) اذا ارتكبت السرقة بواسطة التسلق او الكسر من

٩ ) اذا ارتكبت الجنحة من عدة فاعلين او شركاء .

ويعاقب على الشروع في ارتكاب الجنح المشار اليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المنصوص عليها بالنسبة لتلك الجنح .

#### المادة ٣٤٥

تطبق العقوبات المنصوص عليها في المواد من ٣٤٢ الى ٣٤٤ حتى ولو كانت بعض الافعال المكونة لعناصر الجريمة قد وقعت خارج اراضي الجمهورية .

#### المادة ٣٤٦

يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ١٠٠٠ الى ٤٠٠٠ دينار كل من حاز او سير او شغل او مول او ساهم في تمويل فندق أو منزل مفروش أو فندق عائلي أو محل لتعاطي الخمر أو مطعم أو ناد أو كلوب أو مرقص أو مكان للعرض أو ملحقاته أو أى مكان مفتوح للجمهور أو يستعمله الجمهور واعتاد قبول ممارسة الدعارة من شخص أو أكثر أو السماح لهم بممارستها أو قام بالبحث عن عملاء بغرض ممارستها وذلك بداخل المحل أو في ملحقاته . وتطبق العقوبات ذاتها على كل من يساعد هؤلاء الحائزين أو المسيرين أو المستخدمين أو الممولين .

ويعاقب على الشروع في ارتكاب الجنح المشار اليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المنصوص عليها بالنسبة لتلك الجنح .

ويجب في جميع الاحوال ان يؤمر في حكم العقوبة بسحب الرخصة التي كانت ممنوحة للمستغل كما يجوز علاوة على ذلك الحكم باغلاق المحل موقتا او نهائيا .

#### المادة ٣٤٧

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار كل من قام علنا باغراء اشخاص من أي من الجنسين بقصد تحريضهم على الفسق وذلك بالاشارات او الاقوال او الكتابات او باية وسيلة اخرى .

ويعاقب على الشروع بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة .

#### المادة ٣٤٨

يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار ما لم يكون الفعل جريمة أشد كل من سمح لاشخاص يحترفون الدعارة بالاعتیاد على ممارسة الفسق سرا في محلات أو أماكن غير مستعملة من الجمهور ويجوزها باية صفة كانت .

ويعاقب على الشروع في هذه الجنحة بالعقوبة ذاتها المقررة للجريمة التامة .

#### المادة ٣٤٩

يجوز في جميع الحالات الحكم ايضا على مرتكبي الجنح المنصوص عليها في هذا القسم بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة وذلك لمدة

او الاحواش او حظائر الدواجن او اية ابنية او بساتين او حدائق او اماكن مسورة وذلك بطريق تسور الحيطان او الابواب او السقوف او اية اسوار اخرى .

والدخول عن طريق مداخل تحت الارض غير تلك التي اعدت لاستعمالها للدخول يعد ظلما مشددا كالتسلق .

### المادة ٣٥٨

توصف بانها مفاتيح مصطنعة كافة الكلايب والعقف والمفاتيح الصالحة لفتح جميع الاقفال والمفاتيح المقلدة او المزورة او المزيفة او التي لم يعدها المالك او المستاجر او صاحب الفندق او صاحب المسكن لفتح الاقفال الثابتة او الاقفال غير الثابتة او اية اجهزة للاغلاق والتي استعمالها الجاني لفتحها بها .

ويعتبر مفتاحا مصطنعا المفتاح الحقيقي الذي احتجزه الجاني دون حق .

### المادة ٣٥٩

كل من قلد او زيف مفاتيح يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار .

وإذا كانت مهنة الجاني صناعة المفاتيح فتكون القوية الحبس من سنتين الى خمس سنوات والغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار ما لم يكون الفعل عملا من اعمال الاشتراك في جريمة اشد .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم عليه بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٦٠

تعتبر طرقا عمومية الطرق والمسالك والدروب وكافة الاماكن الاخرى المخصصة لاستعمال الجمهور والواقعة خارج مجموعات المساكن والتي يجوز لاي فرد ان يمر بها بحرية في اية ساعة من ساعات النهار او الليل دون اعتراض قانوني من أي كان .

### المادة ٣٦١

كل من ارتكب سرقة في الحقول او سرق خيولا او دوابا للحمل او الجر او الركوب او مواشي كبيرة او صغيرة او أدوات للزراعة أو شرع في شيء من ذلك يعاقب بالحبس من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار .

وتطبق العقوبات ذاتها على سرقة اخشاب من اماكن قطع الاخشاب او احجار من المحاجر وكذلك على سرقة الاسماك من البرك او الاحواض او الخزانات .

وكل من سرق من الحقول محاصيل او منتجات اخرى نافعة للارض كانت قد قطعت منها حتى ولو كانت قد وضعت

الخارج او من الداخل او عن طريق مداخل تحت الارض او باستعمال مفاتيح مصطنعة أو بكسر الاختام أو في المنازل أو المساكن أو الغرف أو الدور سواء كانت مسكونة أو مستعملة للسكنى أو في توابعها .

٥ ( اذا استحضر مرتكبو السرقة مركبة ذات محرك بفرض تسهيل فعلهم أو تيسير هروبهم .

٦ ( اذا كان الفاعل خادما أو مستخدما بأجر حتى واو وقعت السرقة ضد من لا يستخدمونه لكنها وقعت سواء في منزل مخدومه او في المنزل الذي كان يصحبه فيه .

٧ ( اذا كان السارق عاملا او عاملا تحت التدريب في منزل مخدومه او مصنعه او مخزنه او اذا كان يعمل عادة في المسكن الذي ارتكبت فيه السرقة .

### المادة ٣٥٤

يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات كل من ارتكب السرقة مع توافر ظرف من الظروف الآتية :

١ ( اذا ارتكبت السرقة مع استعمال العنف أو التهديد به .

٢ ( اذا ارتكبت السرقة ليلا .

٣ ( اذا ارتكبت السرقة بواسطة شخصين أو أكثر .

٤ ( اذا ارتكبت السرقة بواسطة التسلق أو الكسر من الخارج أو الداخل أو عن طريق مداخل تحت الارض أو باستعمال مفاتيح مصطنعة أو بكسر الاختام حتى ولو وقعت في مبنى غير مستعمل للسكنى .

٥ ( اذا ارتكبت السرقة اثناء حريق أو بعد انفجار أو انهيار أو زلزال أو فيضان أو غرق أو ثورة أو فتنة أو أي اضطراب آخر .

٦ ( اذا وقعت السرقة على أحد الاشياء المعدة لتأمين سلامة اية وسيلة من وسائل النقل العمومي أو الخصوصي .

### المادة ٣٥٥

يعد منزلا مسكونا كل مبنى او دار او غرفة او خيمة او كشك ولو متنقل متى كان معدا للسكن وان لم يكن مسكونا وقتذاك وكافة توابعه مثل الاحواش وحظائر الدواجن ومخازن الفلال والاسطبلات والمباني التي توجد بداخلها مهما كان استعمالها حتى ولو كانت محاطة بسيج خاص داخل السياج او السور العمومي .

### المادة ٣٥٦

يوصف بالكسر فتح أي جهاز من اجهزة الاقفال بالقوة او الشروع في ذلك سواء بكسره او باتلافه او باية طريقة اخرى بحيث يسمح لاي شخص بالدخول الى مكان مفلق او بالاستيلاء على أي شيء يوجد في مكان مقفول او في اثاث او وعاء مفلق .

### المادة ٣٥٧

يوصف بالتسلق الدخول الى المنازل أو المباني



في حزم او اكوام او شرع في ذلك يعاقب بالحبس من خمسة عشر يوما الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .  
واذا ارتكبت السرقة ليلا او من عدة اشخاص او بالاستعانة بعربات او بحيوانات للحمل فتكون العقوبة الحبس من سنة الى خمس سنوات والغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار .

وكل من سرق محاصيل او منتجات اخرى نافعة للارض لم تكن قبل سرقتها مفصولة من الارض وذلك بواسطة سلال او اكياس او اشياء اخرى مماثلة وسواء كان ذلك ليلا او بواسطة عربات او حيوانات للحمل او وقعت من شخصين او اكثر او شرع في ذلك يعاقب بالحبس من خمسة عشر يوما الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

وفي جميع الحالات المعينة في هذه المادة يجوز ان يقضى بحرمان الجناة من جميع الحقوق الواردة في المادة ١٤ او من بعضها لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر وذلك بالاضافة الى العقوبة الاصلية .

### المادة ٣٦٢

كل من نزع نصب الحدود الموضوعة للفصل بين الاملاك في سبيل ارتكاب السرقة يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك ان يقضى على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وذلك لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٦٣

يعاقب بالحبس من شهرين الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار الشريك في الميراث او المدعي بحق في تركة الذي يستولى بطريق الفس على كامل الارث او على جزء منه قبل قسمته .

وتطبق العقوبة ذاتها على الشريك في الملك او على أحد المساهمين الذي يستولى بطريق الفس على اشياء مشتركة او على مال الشركة .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الاقامة لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

ويعاقب على الشروع في الجح المنصوص عليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة .

### المادة ٣٦٤

يعاقب بالحبس لمدة ستة اشهر الى ثلاث سنوات المحجوز عليه الذي يتلف او يبيد الاشياء المحجوزة والموضوعة تحت حراسته او يشرع في ذلك .

واذا كانت الاشياء المحجوزة مسلمة الى الغير لحراستها فتكون العقوبة الحبس من سنة الى خمس سنوات والغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

وتطبق العقوبة المنصوص عليها في الفقرة السابقة ايضا على المدين او المقترض او الراهن الذي يتلف او يختلس الاشياء

التي سلمها على سبيل الرهن او شرع في ذلك .  
وفي جميع الحالات المعينة عليه يجوز ان يحكم علاوة على ذلك على الجاني بالحرمان من كافة الحقوق الواردة في المادة ١٤ او من بعضها وبالمنع من الاقامة لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٦٥

في جميع الحالات المنصوص عليها في المادة ٣٦٤ يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار كل من اخفى عمدا الاشياء المبددة .

وتطبق العقوبة ذاتها على زوج او اصول او فروع المحجوز عليه او المدين او المقترض او الراهن الذين ساعدوه على الاتلاف او التبديد او على الشروع في اتلاف او تبديد هذه الاشياء .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من كافة الحقوق الواردة في المادة ١٤ او من بعضها وبالمنع من الاقامة لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٦٦

كل من طلب تقديم مشروبات او مأكولات اليه واستهلكها كلها او بعضها في المحل المخصصة لذلك حتى ولو كان يقيم في تلك المحال مع علمه انه لا يستطيع دفع ثمنها على الاطلاق يعاقب بالحبس من شهرين على الاقل الى ستة اشهر على الاكثر وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار .

وتطبق العقوبة ذاتها على كل من يطلب تخصيص غرفة او أكثر له في فندق او نزل ويشغلها فعلا مع علمه انه لا يستطيع دفع أجرها على الاطلاق .

ومع ذلك يجب ان لا تتجاوز مدة الاقامة عشرة ايام وذلك في الحالتين المنصوص عليهما في الفقرتين السابقتين .

### المادة ٣٦٧

كل من استأجر سيارة ركوب مع علمه انه لا يستطيع دفع أجرها على الاطلاق يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة اشهر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار .

### المادة ٣٦٨

لا يعاقب على السرقات التي ترتكب من الاشخاص الميينين فيما بعد ولا تخول الا الحق في التعويض المدني :

- ١) الاصول اضرازا بأولادهم أو غيرهم من الفروع
- ٢) الفروع اضرازا بأصولهم
- ٣) أحد الزوجين اضرازا بالزوج الآخر

### المادة ٣٦٩

لا يجوز اتخاذ الاجراءات الجزائية بالنسبة للسرقات التي تقع بين الاقارب والحواشي والاصهار لغاية الدرجة الرابعة الا بناء على شكوى الشخص المضرور . والتنازل عن الشكوى يضع حدا لهذه الاجراءات .

المقررة بالمادتين ٣٦٨ و ٣٦٩ على جنحة النصب المنصوص عليها في الفقرة الاولى من المادة ٣٧٢ .

### المادة ٣٧٤

يعاقب بالحبس من ستة الى خمس سنوات وبغرامة لا تقل عن قيمة الشيك أو عن قيمة النقص في الرصيد :

( ١ ) كل من أصدر بسوء نية شيكا لا يقابله رصيد قائم وقابل للصرف أو كان الرصيد أقل من قيمة الشيك أو قام بسحب الرصيد كله أو بعضه بعد اصدار الشيك أو منسح المحسوب عليه من صرفه .

( ٢ ) كل من قبل أو ظهر شيكا صادرا في الظروف المشار اليها في الفقرة السابقة مع علمه بذلك .

( ٣ ) كل من أصدر أو قبل أو ظهر شيكا واشترط عدم صرفه فورا بل جعله كضمان .

### المادة ٣٧٥

يعاقب بالحبس من سنة الى عشر سنوات وبغرامة لا تقل عن قيمة الشيك أو عن قيمة النقص في الرصيد :

( ١ ) كل من زور أو زيف شيكا .

( ٢ ) كل من قبل استلام شيك مزور أو مزيف مع علمه بذلك .

### القسم الثالث

#### خيانة الامانة

### المادة ٣٧٦

كل من اختلس أو بدد بسوء نية اوراقا تجارية أو نقودا أو بضائع أو اوراقا مالية أو مخالصات أو أية محررات أخرى تتضمن أو تثبت التزاما أو ابراء لم تكن قد سلمت اليه الا على سبيل الاجازة أو الوديعة أو الوكالة أو الرهن أو عارية الاستعمال او لاداء عمل بأجر او بغير أجر بشرط ردها أو تقديمها أو لاستعمالها أو لاستخدامها في عمل معين وذلك اضرارا بمالكها أو واضعي اليد عليها أو حائزها يعد مرتكبا لجريمة خيانة الامانة ويعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠.٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة وذلك لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

وكل ذلك دون الاخلال بما نصت عليه المادتان ١٥٨ و ١٥٩ المتعلقتان بسرقة النقود والاوراق التجارية والمستندات والاستيلاء عليها من المستودعات العمومية .

### المادة ٣٧٧

تطبق الاعفاءات والقيود الخاصة بمباشرة الدعوى العمومية المقررة بالمادتين ٣٦٨ و ٣٦٩ على جنحة خيانة الامانة المنصوص عليها في المادة ٣٧٦ .

### المادة ٣٧٨

يجوز أن تصل مدة الحبس الى عشر سنوات والغرامة الى

وتطبق العقوبات المنصوص عليها في المادتين ٣٨٧ و ٣٨٨ المتعلقةتين بمرتكبي جريمة الاخفاء على كل الاشخاص الآخرين الذين أخفوا أو استعملوا جميع الاشياء المسروقة أو بعضا منها لمصلحتهم الخاصة .

### المادة ٣٧٠

كل من انتزع بالقوة أو العنف أو الاكراه توقيعاً أو ورقة أو عقداً أو سنداً أو أى مستند كان يتضمن أو يثبت التزاما أو تصرفاً أو ابراءاً يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٣٧١

كل من تحصل بطريق التهديد كتابة أو شفاهة أو بافشاء أو نسبة أمور شائنة ، على اموال أو اوراق مالية أو على توقيع أو على المحررات المبينة في المادة ٣٧٠ أو شرع في ذلك يكون بذلك قد ارتكب جريمة التهديد بالتشهير ويعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠.٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من كافة الحقوق الواردة في المادة ١٤ أو من بعضها لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### القسم الثاني

#### النصب واصدار شيك بدون رصيد

### المادة ٣٧٢

كل من توصل الى استلام أو تلقى اموال أو منقولات أو سندات أو تصرفات أو اوراق مالية أو وعود أو مخالصات أو ابراء من التزامات أو الى الحصول على أى منها أو شرع في ذلك وكان ذلك بالاحتيال لسلب كل ثروة الغير أو بعضها أو الشروع فيه اما باستعمال أسماء أو صفات كاذبة أو سلطة خيالية أو اعتماد مالي خيالي أو باحداث الامل في الفوز بأى شيء أو في وقوع حادث أو أية واقعة أخرى وهمية أو الخشبية من وقوع شيء منها يعاقب بالحبس من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠.٠٠٠ دينار .

واذا وقعت الجنحة من شخص لجأ الى الجمهور بقصد اصدار أسهم أو سندات أو اذونات أو حصص أو أية سندات مالية سواء لشركات أو مشروعات تجارية أو صناعية فيجوز أن تصل مدة الحبس الى عشر سنوات والغرامة الى ٢٠.٠٠٠ دينار .

وفي جميع الحالات يجوز أن يحكم علاوة على ذلك على الجاني بالحرمان من جميع الحقوق الواردة في المادة ١٤ أو من بعضها وبالمنع من الإقامة وذلك لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٧٣

تطبق الاعفاءات والقيود الخاصة بمباشرة الدعوى العمومية

اعادة تقديمها يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة اشهر  
وبغرامة من ١٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

### القسم الرابع

### الافلاس

### المادة ٣٨٣

كل من قضي بارتكابه جريمة الافلاس في الحالات المنصوص  
عليها في قانون التجارة يعاقب :

— عن الافلاس البسيط بالحبس من شهرين الى سنتين  
— عن الافلاس بالتدليس بالحبس من سنة الى خمس  
سنوات ،

ويجوز علاوة على ذلك ان يقضى على المفلس بالتدليس  
بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة  
١٤ لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٨٤

يعاقب الشركاء في الافلاس البسيط والافلاس بالتدليس  
بالعقوبات المنصوص عليها في المادة ٣٨٣ حتى ولو لم تكن  
لهم صفة التاجر .

### المادة ٣٨٥

يعاقب وكلاء الصرف وسماصرة القيم المنقولة الذين تثبت  
ادانتهم في جريمة الافلاس البسيط او بالتدليس بالعقوبات  
المقررة للافلاس بالتدليس وذلك في جميع الحالات .

### القسم الخامس

### في التعدي على الملكية العقارية

### المادة ٣٨٦

يعاقب بالحبس من شهرين الى ستة اشهر وبغرامة  
من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار كل من انتزع عقارا مملوكا للغير  
وذلك خلسة او بطريق التدليس .

وإذا كان انتزاع الملكية قد وقع ليلا بالتهديد أو العنف  
أو بطريق التسلق أو الكسر من عدة اشخاص أو مع حمل  
سلاح ظاهر أو مخبأ بواسطة واحد أو أكثر من الجناة فتكون  
العقوبة الحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات والغرامة  
من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار .

### القسم السادس

### اخفاء الاشياء

### المادة ٣٨٧

كل من أخفى عمدا اشياء مختلسة او مبددة او متحصلة  
من جنابة أو جنحة في مجموعها أو في جزء منها يعاقب بالحبس  
من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر وبغرامة من  
٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

ويجوز ان تجاوز الغرامة ٢٠٠٠٠ دينار حتى تصل  
الى ضعف قيمة الاشياء المخفاة .

٢٠٠٠٠ دينار اذا وقعت خيانة الامانة :

— من شخص لجأ الى الجمهور للحصول لحسابه الخاص  
أو بوصفه مديرا أو مسيرا أو مندوبا عن شركة أو مشروع  
تجاري أو صناعي على اموال أو اوراق مالية على سبيل الوديعة  
أو الوكالة أو الرهن .

— من سمسار أو وسيط أو مستشار مهني أو محرر عقود  
وتعلق الامر بثمان بيع عقار أو اموال تجارية أو بقيمة الاكتاب  
في أسهم أو حصص لشركات عقارية أو بثمان شرائها أو بيعها  
لو بثمان حوالة ايجار اذا كانت مثل هذه الحوالة مصرحا بها  
قانونا .

ويجوز ان تطبق ايضا احكام الفقرة الثانية من المادة  
٣٧٦ .

### المادة ٣٧٩

اذا وقعت خيانة الامانة من قائم بوظيفة عمومية او بوظيفة  
قضائية اثناء مباشرة اعمال وظيفته او بمناسبة فتكون  
العقوبة السجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٣٨٠

كل من استغل حاجة لقاصر لم يكمل الحادية والعشرين او  
ميلا او هوى او عدم خبرة فيه ليختلس منه التزامات او ابراء  
منها او اية تصرفات اخرى تشغل ذمته المالية وذلك اضارارا به  
يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من  
٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار .

وتكون العقوبة الحبس من سنة الى خمس سنوات  
والغرامة من ١٠٠٠ الى ١٥٠٠٠ دينار اذا كان المجنى عليه  
موضوعا تحت رعاية الجاني أو رقابته أو سلطته .

وفي جميع الحالات المنصوص عليها في هذه المادة يجوز ان  
يحكم أيضا على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق  
الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة وذلك لمدة سنة على  
الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

### المادة ٣٨١

كل من أوتمن على ورقة موقعة على بياض وخان أمانتها  
بأن حرر عليها زورا التزاما أو ابراء منه أو أى تصرف آخر  
يمكن أن يعرض شخص الموقع أو ذمته المالية للضرر يعاقب  
بالحبس من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر  
وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من  
حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة  
من سنة على الاقل الى خمس سنوات على الاكثر .

وفي الحالة التي لا تكون الورقة الموقعة على بياض قد  
عهد بها اليه فتتخذ ضده الاجراءات الجزائية بوصفه مزورا  
يعاقب بهذا الوصف .

### المادة ٣٨٢

كل من قدم سندات او اوراق او مذكرات في منازعة  
ادارية او قضائية ثم اختلسها بأية طريقة كانت او امتنع عن

**المادة ٣٩٣**

في جميع الحالات المنصوص عليها في المواد ٢٩٠ و ٣٩١ و ٣٩٢ يحكم على الجناة ايضا بمصادرة مبلغ يعادل قيمة حصصهم في الدخل المترتب على الانتاج والعرض والاذاعة غير المشروعة وكذلك بمصادرة كافة الادوات المعدة خصيصا للانتاج غير المشروع وكافة النسخ والاشياء المقلدة .

ويجوز للمحكمة علاوة على ذلك بناء على طلب المدعي بالحق المدني ان تأمر طبقا لحكم المادة ١٨ بنشر الحكم بالادانة بأكمله او ملخص منه في الصحف التي تعينها وتعليقه في الاماكن التي تحددها وعلى الاخص على باب مسكن المحكوم عليهم او اية منشآت او صالات عرض مملوكة لهم وكل ذلك على نفقتهم على ان لا تتجاوز قيمة نفقات هذا النشر مع ذلك الحد الاقصى للغرامة المقضي بها .

**المادة ٣٩٤**

في الحالات المنصوص عليها في المادتين ٣٩٠ و ٣٩٣ تسلم الادوات والنسخ المقلدة وكذلك الدخل او حصص الدخل المصادرة الى المؤلف أو الى ذوى حقوقه وذلك تعويضا لهم عن مقدار ما أصابهم من ضرر اما ما جاوز من الضرر قيمة ما تسلم اليهم او اذا لم تحصل مصادرة فانه يحق لهم الادعاء بالحق المدني بالشروط المعتادة للمطالبة بالتعويض الكامل او بالجزء الباقي منه .

**القسم الثامن****التخريب والتعيب والاتلاف****المادة ٣٩٥**

كل من وضع النار عمدا في مبان او مساكن او غرف او خيم او اكشاك ولو متنقلة او بواخر او سفن او مخازن او ورش وذلك اذا كانت مسكونة او تستعمل للسكن وعلى العموم في اماكن مسكونة او مستعملة للسكنى سواء كانت مملوكة او غير مملوكة لمرتكب الجناية يعاقب بالاعدام .

وتطبق العقوبة ذاتها على من وضع النار عمدا في مركبات او طائرات او عربات سكة حديد ليس بها اشخاص ولكن تدخل ضمن قطار يستعمله اشخاص .

**المادة ٣٩٦**

يعاقب بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة كل من وضع النار عمدا في الاموال الآتية اذا لم تكن مملوكة له :

— مبان او مساكن او غرف او خيم او اكشاك ولو متنقلة او بواخر او سفن او مخازن او ورش اذا كانت غير مسكونة او غير مستعملة للسكنى .

— مركبات او طائرات ليس بها اشخاص .

— غابات او حقول مزروعة اشجارا او مقاطع اشجار او اخشاب موضوعة في اكوام وعلى هيئة مكعبات .

— محصولات قائمة او قش او محصولات موضوعة في اكوام او في حزم .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

وكل ذلك مع عدم الاخلال بأية عقوبات اشد اذا اقتضى الامر في حالة الاشتراك في الجناية طبقا للمواد ٤٢ و ٤٣ و ٤٤ .

**المادة ٣٨٨**

في حالة ما اذا كانت العقوبة المطبقة على الفعل الذي تحصلت عنه الاشياء المخفأة هي عقوبة جنائية يعاقب المخفي بالعقوبة التي يقرها القانون للجناية وللظروف التي كان يعلم بها وقت الاخفاء .

ومع ذلك فان عقوبة الاعدام تستبدل بالنسبة للمخفي بعقوبة السجن المؤبد .

ويجوز دائما الحكم بالغرامة المنصوص عليها في المادة ٣٨٧ .

**المادة ٣٨٩**

تطبق الاعفاءات والقيود الخاصة بمباشرة الدعوى العمومية المقررة بالمادتين ٣٦٨ و ٣٦٩ على جنحة الاخفاء المنصوص عليها في المادة ٣٨٧ .

**القسم السابع****التعدي على الملكية الادبية والفنية****المادة ٣٩٠**

كل من نشر في الاراضي الجزائرية كتابات او مؤلفات موسيقية او رسوما او صورا زيتية او أي انتاج آخر سواء كان مطبوعا او محفورا كله او بعضه مخالفا بذلك القوانين والانظمة المتعلقة بملكية المؤلفين يعد مرتكبا لجريمة التقليد ويعاقب بغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠٠ دينار سواء كانت قد صدرت في الجزائر او في الخارج .

وتطبق العقوبة ذاتها على كل من طرح للبيع او صدر او استورد مؤلفات مقلدة .

**المادة ٣٩١**

يعد ايضا مرتكبا لجريمة التقليد كل من انتج او عرض او اذاع أي انتاج ذهني بأية طريقة كانت منتهكا بذلك حقوق المؤلف كما حددها ونظمها القانون ، ويعاقب بالعقوبة المنصوص عليها في المادة ٣٩٠ .

**المادة ٣٩٢**

اذا كان مرتكب جريمة التقليد قد اعتاد ارتكاب الافعال المشار اليها في المادتين السابقتين فتكون العقوبة الحبس من شهرين الى سنتين والغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠٠ دينار .

وفي حالة العود بعد سبق الحكم على الجاني بموجب الفقرة السابقة تضاعف مدة العقوبة وقيمة الغرامة ويجوز الحكم باغلاق المؤسسات التي يستغلها مرتكب التقليد وشركاؤه اغلاقا موقتا او نهائيا .

فيعاقب الجاني بالاعدام واذا سببت الجريمة جرحا او عاهة مستديمة فتكون العقوبة السجن المؤبد .

#### المادة ٤٠٤

ينتفع بالعذر المعفي ويعفى من العقوبة الاشخاص الذين يرتكبون الجنايات الواردة في المواد ٤٠٠ و ٤٠١ و ٤٠٢ اذا اخبروا السلطات العمومية بها وكشفوا لها عن مرتكبها وذلك قبل اتمامها وقبل اتخاذ اية اجراءات جزائية في شأنها او اذا مكنوا من القبض على غيرهم من الجناة حتى ولو بدأت تلك الاجراءات .

ويجوز مع ذلك ان يقضى عليهم بالمنع من الإقامة لمدة خمس سنوات على الاقل وعشر سنوات على الاكثر .

#### المادة ٤٠٥

يعاقب على التهديد باحراق او تخريب الاشياء التي عدتها المادتان ٤٠٠ و ٤٠١ بواسطة لغم او اية مادة متفجرة بالعقوبة المنصوص عليها ضد مرتكبي التهديد بالقتل طبقا للتقسيم الذي عدته المواد ٢٨٤ و ٢٨٥ و ٢٨٦ .

#### المادة ٤٠٦

كل من خرب او هدم عمدا مبان او جسورا او سدودا او خزانات او طرقا او منشآت المواني او منشآت صناعية وهو يعلم انها مملوكة للغير وكل من تسبب سواء في انفجار آلة بخارية او في تخريب محرك يدخل ضمن منشأة صناعية وذلك كليا او جزئيا بآية وسيلة كانت يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

واذا نتج عن الجريمة المنصوص عليها في الفقرة السابقة قتل او جرح او عاهة مستديمة للغير فان الجاني يعاقب بالاعدام اذا حدث قتل وبالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة في جميع الحالات الاخرى .

#### المادة ٤٠٧

كل من خرب او اتلف عمدا مركبة مهما كانت مملوكة للغير بواسطة الحريق او بآية طريقة اخرى كليا او جزئيا يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٤٠٠٠ دینار دون اخلال بتطبيق احكام المواد من ٣٩٥ الى ٤٠٤ اذا تطلب الامر ذلك .

ويعاقب على الشروع في الجنحة المنصوص عليها في هذه المادة كالجنحة التامة .

#### المادة ٤٠٨

كل من وضع شيئا في طريق او ممر عمومي من شأنه ان يعوق سير المركبات او استعمال اية وسيلة لعرقلة سيرها وكان ذلك بقصد التسبب في ارتكاب حادث او عرقلة المرور او اعاقته يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

واذا نتج عن الجريمة المنصوص عليها في الفقرة السابقة قتل او جرح او عاهة مستديمة للغير يعاقب الجاني بالاعدام اذا وقع القتل وبالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة في جميع الحالات الاخرى .

عربات سكة حديد سواء محملة بالبضائع او باشياء منقولة اخرى او فارغة اذا لم تكن ضمن قطار به اشخاص .

#### المادة ٣٩٧

كل من وضع النار في احد الاموال التي عدتها المادة ٣٩٦ وكانت مملوكة له او حمل الغير على وضعها فيها وتسبب بذلك عمدا في احداث اي ضرر بالغير يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

ويعاقب بنفس العقوبة كل من وضع النار بأمر من المالك .

#### المادة ٣٩٨

كل من وضع النار عمدا في اية اشياء سواء كانت مملوكة له ام لا وكانت موضوعة بطريقة تؤدي الى امتداد النار وأدى هذا الامتداد الى اشعال النار في الاموال المملوكة للغير والتي عدتها المادة ٣٩٦ يعاقب بالسجن المؤقت من خمس الى عشر سنوات .

#### المادة ٣٩٩

في جميع الحالات المنصوص عليها في المواد من ٣٩٦ الى ٣٩٨ ، يعاقب مرتكب الجريمة بالاعدام اذا ادى هذا الحريق العمدا الى موت شخص او عدة اشخاص .

واذا تسبب الحريق في احداث جرح او عاهة مستديمة فتكون العقوبة السجن المؤبد .

#### المادة ٤٠٠

تطبق العقوبات المقررة في المواد من ٣٩٥ الى ٣٩٩ حسب التقسيم المنصوص عليه فيها على كل من يخرب عمدا مبان او مساكن او غرفا او خيما اكشاكا او بواخر او سفنا او مركبات من أي نوع كانت او عربات سكة حديد او طائرات او مخازن او اماكن اشغال او توابعها وعلى العموم اية اشياء منقولة او ثابتة من أي نوع كان كليا او جزئيا او يشرع في ذلك بواسطة لغم او اية مادة متفجرة اخرى .

#### المادة ٤٠١

كل من خرب عمدا طرقا عمومية او خاصة او سدودا او خزانات او طرقا او جسورا او منشآت المواني او منشآت صناعية او شرع في ذلك بواسطة لغم او اية مواد متفجرة اخرى يعاقب بالسجن المؤبد .

#### المادة ٤٠٢

كل من وضع عمدا الآت متفجرة في طريق عام او خاص يعاقب بالسجن المؤقت من عشر سنوات الى عشرين سنة . ومع ذلك اذا وضعت الآلة بقصد القتل فيعتبر ايداعها شروعا في قتل ويعاقب عليها بهذه الصفة .

#### المادة ٤٠٣

اذا نتجت وفاة شخص او اكثر من ارتكاب الجرائم المنصوص عليها في المادة ٤٠١ وفي الفقرة الاولى من المادة ٤٠٢

**المادة ٤٠٩**

فيما عدا الحالات المنصوص عليها في المادة ١٥٨ كل من احرق او خرب عمدا باية طريقة كانت سجلات او نسخا او عقودا اصلية للسلطات العمومية او سندات او اوراقا مالية او سفاتج (كمبيالات) او اوراقا تجارية او مصرفية تتضمن او تنشئ التزامات او تصرفات او ابراء منها يعاقب بالسجن الموقت من خمس الى عشر سنوات اذا كانت المستندات المخربة من عقود السلطة العمومية او من الاوراق التجارية او المصرفية وبالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار اذا تعلق الامر باية مستندات اخرى .

**المادة ٤١٠**

وتطبق العقوبات المقررة في المادة ٤٠٩ وفقا للتقسيم المنصوص عليه في المادة المذكورة على كل من خرب او سرق او اخفى او خبا او زيف عمدا مستندا عاما او خاصا من شأنه تسهيل البحث عن الجنايات او الجنح او اكتشاف الادلة ضد مرتكبها او معاقبتهم وذلك مالم يكون الفعل جريمة اشد .

**المادة ٤١١**

يعاقب على النهب او على اي اتلاف لمواد غذائية او بضائع او قيم منقولة او ممتلكات منقولة يقع من مجموعة افراد او من عصابة وبطريق القوة السافرة بالسجن الموقت من عشر سنوات الى عشرين سنة .

ومع ذلك تكون مدة عقوبة السجن من خمس الى عشر سنوات بالنسبة لمن يثبت منهم انه استدرج الى المساهمة في اعمال العنف المذكورة بالتحريض او بالترغيب .

**المادة ٤١٢**

كل من اتلف عمدا بضائع او مواد او محركات او اجهزة ايا كانت مستعملة في الصناعة وذلك بواسطة مواد من شأنها الاتلاف او باية وسيلة اخرى يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

واذا كان مرتكب الجريمة عاملا في المصنع او مستخدما في المحل التجاري فتكون العقوبة الحبس من سنتين الى خمس سنوات .

وفي جميع الحالات يجوز ان يحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون وبالمنع من الإقامة وذلك لمدة سنة على الاقل وخمس سنوات على الاكثر .

**المادة ٤١٣**

كل من خرب محصولات قائمة او اغراسا نمت طبيعيا او يعمل الانسان يعاقب بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

ويجوز ان يحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون وبالمنع من الإقامة .

**المادة ٤١٤**

كل من اتلف او كسراية اداة من ادوات الزراعة او حظائر المواشي او اكشاك ثابتة او متنقلة للحراس او جعلها غير صالحة للاستعمال يعاقب بالحبس من شهرين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

**المادة ٤١٥**

كل من سمم دواب الجر أو الركوب أو الحمل أو مواش ذات قرون أو خراف أو ماعز أو أية مواش أخرى أو كلاب الحراسة أو اسماك موجودة في البرك أو الاحواض أو الخزانات يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ من هذا القانون وبالمنع من الإقامة .

**المادة ٤١٦**

كل من اوجد او نشر عمدا امراضا معدية في الحيوانات المنزلية او الطيور في اقفاسها او النحل او دود القز او حيوانات الصيد او الاسماك في البحيرات والانهار يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٣٠٠٠ دينار ويعاقب على الشروع كالجريمة التامة .

وكل من نقل عمدا مرضا معديا الى اي حيوان كان متسببا بذلك عن عمد في نشر وباء حيواني او امراض معدية او مساهما في نشرها في اي من الانواع السابق بيانها يعاقب بغرامة من ٥٠٠ الى ١٥٠٠ دينار .

**المادة ٤١٧**

كل من ردم حفرة او هدم سورا مهما كانت المواد التي صنع بها او قطع او اقتلع سياجا اخضر او اخشابا جافة منه او نقل او الفى انصاب الحدود او اية علامات اخرى غرست لفصل الحدود بين مختلف الاملاك او تعورف عليها كفاصل بينها يعاقب بالحبس من شهرين الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دينار .

**الباب الثالث****الجنايات والجنح ضد مؤسسات واستفالات****التسيير الذاتي****الفصل الاول****التعدي على حق العمال في تشكيل وتشغيل اجهزة****التسيير الذاتي****المادة ٤١٨**

كل من قيد اسمه دون حق في جدول اعضاء جمعية عمومية للعمال سواء تحت اسم مزور او تحت صفة مزورة او بناء على اخفاء عدم اهلية منصوص عليها في القانون او عن

الخاصة باعضاء هذه الجمعية واستنزل او اضاف او زيف او تلى شيئا آخر خلاف ما هو مدون فيها او شرع في شيء من ذلك يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين . ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٢٥

كل من خدع اعضاء جمعية عمومية او مجلس للعمال او حول اتجاههم في التصويت او حمل واحدا او اكثر من هؤلاء الاعضاء على الامتناع عنه وذلك بوساطة انباء كاذبة او اشاعات مشينة او غير ذلك من الطرق الاحتيالية يعاقب بالحبس من شهر الى سنة وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٢٦

كل من حصل بطريق مباشر او عن طريق الغير على اصوات عضو او اكثر من اعضاء جمعية عمومية للعمال او مجلس لهم وذلك بواسطة هدايا او تبرعات نقدية او عينية او وعود بتبرعات او مزايا او وظائف عمومية او خاصة او منافع خاصة بغرض التأثير على اقتراعهم او شرع في شيء من ذلك ، وكل من حمل بنفس الوسائل عضوا او اكثر من بينهم على الامتناع عن التصويت او شرع في ذلك يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٢٧

كل من حمل احد اعضاء جمعية عمومية للعمال او مجلس لهم على الامتناع عن التصويت او قام بالتأثير على حرية اقتراعه وذلك سواء بالتعدي عليه او باستعمال العنف او التهديد ضده او بجعله يخشى ان يفقد عمله او ان يعرض شخصه او عائلته او امواله للضرر او شرع في شيء من ذلك يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٢٨

كل من اشاع الفوضى في المداولات او عمليات الاقتراع في جمعية عمومية للعاملين او مجلس لهم او شرع في ذلك وكل من تعدى على حق التصويت وحرية تصويت اعضاء هذه الجمعيات وذلك بالتجمهر أو بالصياح أو بمظاهر تهديد أو بأى نوع آخر من أعمال العنف يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى

طريق اقرارات كاذبة او شهادات مزورة او اية وسيلة اخرى او شرع في ذلك وهو يعلم انه لا تتوافر فيه الشروط المحددة لهذا الغرض يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

#### المادة ٤١٩

كل من قيد دون حق شخصا في جدول اعضاء جمعية عمومية للعمال وذلك بناء على اقرارات كاذبة او شهادات مزورة او باية وسيلة اخرى او شرع في ذلك وهو يعلم انه لا تتوافر فيه الشروط المفروضة قانونا لهذا الغرض يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ١٠٠٠ الى ١٠٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

#### المادة ٤٢٠

كل من رفض قيد شخص له الحق قانونا في الفيد في جدول اعضاء جمعية عمومية للعمال او شطب اسمه دون حق من هذا الجدول مع احقيته في بقاء اسمه فيه وذلك بناء على اقرارات كاذبة او شهادات مزورة او باية وسيلة اخرى او شرع في ذلك يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في المادة ٤١٩ .

#### المادة ٤٢١

كل من ساهم في التصويت في جمعية عمومية للعمال سواء بالقيود في جدول اعضاء تلك الجمعية الذي تم بالاوضاع المنصوص عليها في المادتين ٤١٨ و ٤١٩ او بانتحال اسم وصفة احد اعضائها يعاقب بالحبس من ستة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ١٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

#### المادة ٤٢٢

كل عضو في جمعية عمومية للعمال او في مجلس لهم او في لجنة التسيير يعطي نفسه باية وسيلة كانت اكثر من صوت واحد في الاقتراع يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في المادة ٤٢١ ويسقط عنه حقه في عضوية تلك الجمعيات او المجالس او اللجان .

#### المادة ٤٢٣

كل من افشى باية وسيلة كانت سر التصويت في جمعية عمومية للعمال او مجلس لهم او قام بالمساس بسلامته او منع اجراءات الاقتراع او غير في نتيجته او شرع في شيء من ذلك يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دینار او باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك ان يحكم على الجاني بالحرمان من حق او اكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٢٤

كل من كان مكلفا باعمال الاقتراع في جمعية عمومية للعمال او في مجلس لهم باستلام او عد او فرز بطاقات الاقتراع

لمحابة احد العمال او احدى مجموعات العمال اضرارا بالدولة او بالعمال او شرع في ذلك يعاقب بالحبس من سنة الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٢٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

### المادة ٤٢٢

مدير أو رئيس لجنة التسيير أو أعضاء أجهزة التسيير في مؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي الذين يستعملون بسوء نية السلطات المخولة لهم أو الاصوات التي يحوزونها استعمالا يعلمون انه مخالف لمصالح هذه المؤسسة أو ذلك الاستغلال وذلك لأغراض شخصية أو لمحابة احد العمال او احدى مجموعات العمال اضرارا بالدولة او بالعمال أو شرعوا في ذلك يعاقبون بالعقوبات المنصوص عليها في المادة ٤٣١ .

### المادة ٤٢٣

مدير أو رئيس لجنة التسيير أو أعضاء لجنة التسيير في مؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي الذين يقومون بسوء نية بوضع حسابات أو ميزانيات أو بتحرير محاضر جرد المنقولات أو العقارات أو أية وثائق حسابية أو احصائية يعلمون انها غير صحيحة بقصد اخفاء حقيقة مركز المشروع أو الاستغلال أو بتقديم شيء من ذلك الى الجمعية العامة للعمال في هذا المشروع أو ذلك الاستغلال أو شرعوا في القيام بما تقدم يعاقبون بالحبس من سنتين الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم على الجناة بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

### المادة ٤٢٤

كل مدير لمشروع أو استغلال للتسيير الذاتي بدد أو سرق الاموال او السندات التي تقوم مقامها والتي يحوزها لحساب هذا المشروع أو ذلك الاستغلال يعاقب بالحبس من عشر سنوات الى عشرين سنة .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم عليه بعدم صلاحيته لتولى مثل هذه الوظائف مدى الحياة .

### المادة ٤٢٥

كل مدير لمشروع أو استغلال للتسيير الذاتي لا يبدى اعتراضه عمدا على قرار بزيادة أو تخفيض عدد العمال في المشروع أو الاستغلال اتخذ لأغراض مغايرة لمصلحة هذه المؤسسة أو ذلك الاستغلال ومن شأنه احداث اضطرابات خطيرة في حسن سيره يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك الحكم عليه بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار ويجوز علاوة على ذلك الحكم عليه بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ وبالمنع من الإقامة .

وإذا كان الجناة يحملون أسلحة ظاهرة أو مخبأة أو اذا وقع تعدد على الاقتراع فتكون العقوبة السجن الموقت من خمس الى عشر سنوات .

### المادة ٤٢٩

كل من عرقل عمدا سير العمل في أحد أجهزة التسيير في مؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي أو شرع في ذلك سواء برفض القيام بدعوة الجمعية العمومية للعمال أو مجلس لهم لجلسة عادية أو بالاعتراض على عقد جلسة غير عادية طلب عقدها ثلث أعضاء أي من هذه الأجهزة يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

وإذا كان الجاني هو رئيس لجنة التسيير فيجوز رفع العقوبة ضده الى الحبس لمدة خمس سنوات والغرامة الى ١٠٠٠٠ دينار .

وفي جميع الحالات يجوز الحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

### المادة ٤٣٠

كل من مارس عمدا نشاطا يهدف مباشرة الى المساس بمبادئ التسيير الذاتي يعاقب بالحبس من شهرين الى سنتين وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

كل من استبعد أى عضو أو مجموعة أعضاء من الإدارة الفعلية للمؤسسة أو لاستغلال للتسيير الذاتي وذلك حتى يستبدل في المؤسسة أو الاستغلال شكلا آخر من أشكال التسيير يعاقب بالحبس من ثلاثة أشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ الى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين وإذا كان الجاني في الجنحتين المنصوص عليهما في الفقرتين السابقتين هو مدير المؤسسة أو الاستغلال أو رئيس لجنة التسيير فيجوز أن ترفع العقوبة ضده الى الحبس لمدة خمس سنوات والغرامة الى ١٠٠٠٠ دينار .

وفي جميع الحالات يجوز الحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

## الفصل الثانى

### التعدى على أموال مؤسسات واستغلال التسيير

#### الذاتى وعلى سير العمل فيها

### المادة ٤٣١

مدير أو رئيس لجنة التسيير في مؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي الذى يستعمل بسوء نية أموالا أو اعتمادا لهذه المؤسسة أو ذلك الاستغلال استعمالا يعلم انه مخالف لمصلحة المؤسسة أو الاستغلال وذلك لأغراض شخصية أو



العقوبتين. كل من أهان بالقول أو الإشارة أو التهديد أو الكتابة أو الرسم غير العلني أو بارسال أية أشياء لنفس الغرض مواطنًا مكلفًا بأعباء خدمة عمومية أثناء قيامه بأعباء وظيفته أو بمناسبة قيامه بها .

### القسم الثاني المخالفات المتعلقة بالأمن العمومي

#### المادة ٤٤١

يعاقب بالحبس من عشرة أيام على الأقل إلى شهرين على الأكثر وبغرامة من ٥٠ إلى ٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين :

( ١ ) ضابط الحالة المدنية الذي يقيد وثيقة للحالة المدنية في ورقة عادية مفردة وفي غير السجلات المعدة لذلك ، والذي لا يتحقق من موافقة الوالدين أو غيرهما من الأشخاص اذا اشترط القانون هذه الموافقة لصحة الزواج ، والذي يتلقى عقد زواج امرأة سبق زواجها وذلك قبل مضي الميعاد الذي حدده القانون المدني . وتطبق أحكام هذه الفقرة حتى ولو لم يطلب بطلان وثائق الحالة المدنية أو ولو زال البطلان .

( ٢ ) كل من تولى دفن أحد المتوفين دون ترخيص سابق من الموظف العمومي في الحالة التي يشترط فيها القانون الحصول على هذا الترخيص وكل من يخالف بأية طريقة كانت النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بأعمال الدفن المذكورة عليه .

### القسم الثالث المخالفات المتعلقة بالأشخاص

#### المادة ٤٤٢

يعاقب بالحبس من عشرة أيام على الأقل إلى شهرين على الأكثر وبغرامة من ٥٠ إلى ٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

( ١ ) الأشخاص الذين يحدثون جرحا أو يعتدون بالضرب أو يرتكبون عمدا أى عمل آخر من أعمال العنف أو التعدي دون أن ينشأ عن ذلك أى مرض أو عجز كلى عن العمل لمدة تجاوز عشرة أيام وبشرط عدم توافر سبق الإصرار أو التردد أو حمل أسلحة وكذلك شركاؤهم .

( ٢ ) كل من تسبب بغير قصد في احداث جرح أو اصابة او مرض لا يترتب عليه عجز كلى عن العمل يجاوز ثلاثة اشهر وكان ذلك ناشئا عن رعونته أو عدم احتياظه أو عدم انتباهه أو اهماله أو عدم مراعاة النظم .

( ٣ ) كل من حضر ولادة طفل ولم يقدم عنها الاقرار المنصوص عليه في القانون في المواعيد المحددة وكل من وجد طفلا حديث العهد بالولادة ولم يسلمه الى ضابط الحالة المدنية كما يوجب ذلك القانون مالم يوافق على أن يتكفل به ويقر بذلك أمام جهة البلدية التي عثر على الطفل في دائرتها وكل من قدم طفلا تقل سنه عن سبع سنوات كاملة الى ملجأ أو الى مؤسسة خيرية متى كان قد سلم اليه لرعايته أو لاي سبب آخر مالم يكن غير مكلف أو غير ملزم بتوفير الطعام له مجانا وبرعايته ولم يوفر له أحد ذلك .

#### المادة ٤٣٦

تطبق العقوبات ذاتها على كل مدير لمشروع أو استغلال للتسيير الذاتي لا يعترض عمدا على كل عمل أو قرار اتخذه جهاز آخر للتسيير أو عضو من أعضاء هذه الاجهزة يمكن أن يؤدي الى الانقاص من القيمة الاصلية لوسائل انتاج المشروع أو الاستغلال .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم عليه بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٣٧

كل عضو في جهاز للتسيير وكل عامل في مؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي يقوم بأعمال أو يتخذ قرارات يمكن أن تؤدي الى انقاص القيمة الاصلية لوسائل انتاج المؤسسة أو الاستغلال وذلك عمدا ورغم معارضة المدير يعاقب بالحبس من شهر الى خمس سنوات وبغرامة من ٥٠٠ إلى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

#### المادة ٤٣٨

كل مدير لمؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي لا يعترض عمدا على خطة للاستغلال أو للتنمية لا تطابق الخطة القومية يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ إلى ١٠٠٠٠ دينار .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

#### المادة ٤٣٩

كل عضو في مجلس للعمال أو في لجنة لتسيير مؤسسة أو استغلال للتسيير الذاتي أو في مجلس محلي لتنشيط التسيير الذاتي تقاضى أو قبل اجرا شخصيا مقابل أداء عمله وذلك دون حق يعاقب بالحبس من ثلاثة اشهر الى ثلاث سنوات وبغرامة من ٥٠٠ إلى ٥٠٠٠ دينار أو باحدى هاتين العقوبتين .

ويجوز علاوة على ذلك أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة ١٤ .

### الكتاب الرابع

#### المخالفات وعقوباتها

#### الباب الاول

#### المخالفات من الفئة الاولى

#### الفصل الاول

#### الدرجة الوحيدة للمخالفات من الفئة الاولى

#### القسم الاول

#### المخالفات المتعلقة بالنظام العمومي

#### المادة ٤٤٠

يعاقب بالحبس من عشرة أيام على الأقل إلى شهرين على الأكثر وبغرامة من ٥٠ إلى ٥٠٠ دينار أو باحدى هاتين

## القسم الرابع

## المخالفات المتعلقة بالحيوانات

## المادة ٤٤٣

يعاقب بالحبس من عشرة أيام على الأقل الى شهرين على الاكثر وبغرامة من ٥٠ الى ٥٠٠ دينار او باحدى هاتين العقوبتين :

كل من قتل دون مقتض وفي أي مكان دوابا للجر او الركوب او الحمل او مواش ذات قرون او خرافا او ماعز او اية دابة اخرى او كلابا للحراسة او اسماكا موجودة في البرك او الاحواض او الخزانات وكل من قتل دون مقتض حيوانا مستأنسا في مكان يملكه او يستأجره او يزرعه مالك الحيوان المقتول .

## القسم الخامس

## المخالفات المتعلقة بالاموال

## المادة ٤٤٤

يعاقب بالحبس من عشرة أيام على الأقل الى شهرين على الاكثر وبغرامة من ٥٠ الى ٥٠٠ دينار او باحدى هاتين العقوبتين :

( ١ ) كل من اقتلع او خرب او قطع او قشر شجرة لاهلاكها مع علمه انها مملوكة للغير وكل من أتلف طعاما وكل من قطع حشائش او بدورا ناضجة او خضراء مع علمه انها مملوكة للغير .

( ٢ ) كل من أغرق الطرق او أملاك الغير وذلك برفعه مصب مياه المطاحن او المصانع او المستنقعات عن منسوب الارتفاع الذي تحدده السلطة المختصة .

( ٣ ) كل من أرسل الى شخص أي شيء مصحوب برسالة يذكر فيها أنه في مكانه قبوله مقابل دفع ثمنه المحدد او اعادته الى مرسله حتى ولو لم تكن اعادته على نفقة المرسل اليه وذلك متى لم يكن الاخير قد سبق له طلبه .

## الفصل الثاني

## عقوبة العود في المخالفات من الفئة الاولى

## المادة ٤٤٥

يعاقب العائد بالحبس لمدة قد تصل الى اربعة اشهر وبغرامة الى ١٠٠٠ دينار وذلك في مواد المخالفات المنصوص عليها في هذا الباب .

## الباب الثاني

## المخالفات من الفئة الثانية

## الفصل الاول

## الدرجة الاولى للمخالفات من الفئة الثانية

## القسم الاول

## المخالفات المتعلقة بالطرق

## المادة ٤٤٦

يعاقب بغرامة من ٥٠ الى ٢٠٠ دينار كما يجوز ان يعاقب

ايضا بالحبس لمدة عشرة ايام على الاكثر :

كل من زحم الطريق العام بان وضع او ترك فيه دون مقتض مواد أو أشياء ايا كانت تعوق أو تنقص من حرية المرور فيه أو تجعله غير مأمون .

## القسم الثاني

## المخالفات المتعلقة بالأشخاص

## المادة ٤٤٧

يعاقب بغرامة من ٥٠ الى ٢٠٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة عشرة أيام على الاكثر كل من وقعت منه مشاجرة أو تعد أو إيذاء خفيف أو اشتراك في ذلك وكل من ألقى أجساما صلبة أو أقدارا على انسان .

## القسم الثالث

## المخالفات المتعلقة بالآداب العامة

## المادة ٤٤٨

يعاقب بغرامة من ٥٠ الى ٢٠٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة عشرة أيام على الاكثر كل من عرض اعلانات أو صوراً مناقية للحياء في الطريق العمومي أو في الاماكن العمومية أو حمل الغير على عرضها ويقضى الحكم بالادانة باتلاف الشيء أو الاشياء محل الجريمة ولو طعن فيه بأي باتلاف الشيء أو الاشياء محل الجريمة ولو طعن فيه بأي نفقة المحكوم عليه اذا لم يتم اختيارا .

## القسم الرابع

## المخالفات المتعلقة بالحيوانات

## المادة ٤٤٩

يعاقب بغرامة من ٥٠ الى ٢٠٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة عشرة أيام على الاكثر كل من أساء دون مقتض معاملة حيوان من الحيوانات المنزلية أو المستأنسة أو المأسورة سواء كان ذلك علنيا أو غير علني .

ويجوز للمحكمة في حالة الحكم على مالك الحيوان أو اذا كان مالكة مجهولا أن تأمر بإيداع الحيوان في مؤسسة ذات منفعة عمومية لحماية الحيوانات أو تقرر اعتبارها كذلك وللمؤسسة في هذه الحالة حرية التصرف فيه .

## القسم الخامس

## المخالفات المتعلقة بالاموال

## المادة ٤٥٠

يعاقب بغرامة من ٥٠ الى ٢٠٠ دينار ويجوز ان يعاقب أيضا بالحبس لمدة عشر ايام على الاكثر :

( ١ ) كل من قام بكتابات أو وضع علامات أو رسوم بأية طريقة كانت وبغير اذن من السلطات الادارية على أموال منقولة أو عقارية مملوكة للدولة أو للمجموعات الإقليمية او على مال واقع في أملاك أي منهما اما بغرض تيسير خدمة عمومية او لأنها موضوعة تحت تصرف الجمهور .

( ٦ ) كل من أقام أو وضع العابا للنصيب أو غيرها من العاب القمار في الشوارع أو الطرق أو الساحات أو الاماكن العمومية .

( ٧ ) كل من قبل أو حاز أو استعمل وسائل للدفع يكون الغرض منها ان تكمل او تحل محل العملة ذات السعر القانوني .

( ٨ ) كل من رفض قبول العملة والنقود الوطنية غير الزرورة أو غير المزيفة بالقيمة المقررة لها قانونا .

( ٩ ) كل من رفض القيام بأعمال أو بأداء خدمات أو بتقديم مساعدة طلبت منه قانونا أو أهمل ذلك وكان بإمكانه القيام بها وذلك في ظروف وقعت فيها حوادث أو هياج أو غرق أو فيضان أو حريق أو أية كوارث أخرى وكذلك في حالات النهب أو السلب أو التلبس أو صياح الجمهور أو تنفيذ قضائي .

( ١٠ ) كل من قدم أو باع أو عرض للبيع بضائع في أماكن عمومية مخالفا بذلك اللوائح التنظيمية للشرطة في هذه الاماكن دون الحصول على اذن أو تصريح قانوني .

### المادة ٤٥٢

في الحالات المنصوص عليها في الفقرات (١) و (٢) و (٣) و (٤) و (٥) من المادة (٥١) تضبط وتصادر طبقا لاحكام المادتين ١٥ و ١٦ الاشياء الآتية :

( ١ ) الملابس التي تتشابه مع أزياء حددتها النصوص التنظيمية والتي من شأن هذا التشابه أن يخلط الجمهور بينها .

( ٢ ) الاوزان والمكاييل المخالفة لتلك التي حددها القانون .

( ٣ ) الطاولات والأدوات وأجهزة اللعب والنصيب المقامة في الشوارع والطرق العمومية وكذلك الاشياء موضوع المقامرة أو الاموال أو السلع أو الاشياء أو جوائز النصب المعروضة على اللاعبين .

( ٤ ) وسائل الدفع التي كان الغرض منها تكملة او القيام مقام العملة ذات السعر القانوني .

( ٥ ) البضائع المقدمة أو الموضوعة أو المعروضة للبيع في الاماكن العمومية بالمخالفة للوائح التنظيمية للشرطة في هذه الاماكن .

### القسم الثاني

#### المخالفات المتعلقة بالامن العمومي

### المادة ٤٥٣

يعاقب بغرامة من ٢٠ الى ٥٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة خمسة أيام على الاكثر :

( ١ ) محدثو الضجيج أو الضوضاء أو القائمون بالتجمهر ليلا أو بقصد الاهانة والذي من شأنه اطلاق راحة السكان .

( ٢ ) كل من خالف احكام اللوائح التنظيمية الخاصة :

- بمتانة السيارات العمومية ،

( ٢ ) كل من قام بكتابات أو وضع علامات أو رسوم على عقار باية وسيلة كانت دون أن يكون مالكا أو مستأجرا له أو منتفعا به وبغير اذن من اي من هؤلاء الاشخاص .

( ٣ ) كل من تسبب في احداث حريق في املاك منقولة أو عقارية مملوكة للغير وذلك نتيجة قدم أو عدم اصلاح أو عدم تنظيف الافران أو المداخن أو معامل الحدادة أو المساكن أو المصانع المجاورة أو سواء باشعال نيران في حقول تقع على مسافة أقل من مائة متر من المساكن أو المباني أو البساتين أو السياجات أو أهراء من الغلال أو أكوام من الحبوب أو القش أو التبن أو أى مستودع لمواد قابلة للاحتراق أو بوضع نيران أو مصابيح أو تركها دون احتياطات كافية أو باشعال نيران اصطناعية أو باطلاقها باهمال أو عدم احتياط .

( ٤ ) كل من أتلف خنادق أو اسوارا أو قطع فروعا من سجاج أخضر أو نزع اخشابا جافة منه .

( ٥ ) كل من تسبب عمدا في الاضرار بممتلكات منقولة للغير وذلك في غير الحالات المنصوص عليها في المواد من ٣٩٥ حتى المادة ٤١٧ .

( ٦ ) كل من سرق محصولات أو غيرها من المنتجات الصالحة من الحقل وكانت غير منفصلة عن الارض قبل سرقتها وذلك بشرط عدم قيام أى ظرف من الظروف المنصوص عليها في المادة ٣٦١ .

### الفصل الثاني

#### الدرجة الثانية للمخالفات من الفئة الثانية

#### القسم الاول

#### المخالفات المتعلقة بالنظام العمومي

### المادة ٤٥١

يعاقب بغرامة من ٥٠ الى ٥٠٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة خمسة أيام على الاكثر :

( ١ ) كل من ارتدى علنا في غير الحالات المنصوص عليها بالمادة ٢٤٦ لباسا يتشابه مع بزة حددتها النصوص التنظيمية وكان من شأن هذا التشابه أن يخلط الجمهور بينها .

( ٢ ) الخبازون والجزارون الذين يبيعون خبزا او لحوما بأكثر من الاسعار المحددة في التعريفات المقررة والمعلنة قانونا .

( ٣ ) كل من استعمل اوزانا أو مقاييس تباين تلك التي قررتها القوانين السارية المفعول .

( ٤ ) كل من خالف قرارات جنى محصول العنب أو أية قرارات مماثلة أخرى مصرح بها بمقتضى اللوائح التنظيمية .

( ٥ ) أصحاب النزل والفنادق ومؤجري المساكن المعروضة الذين يهملون قيد أسماء والقباب وصفات أى شخص يبيت لديهم أو يمضى الليل كله أو بعضه في هذه الاماكن ومحل اقامته المعتاد وتاريخ وصوله في سجلات منظمة ودون ترك بياض وذلك بمجرد وصوله وكذا تاريخ خروجه بمجرد مغادرته ولا يقومون بتقديم هذا السجل الى السلطة المختصة في المواعيد التي تحددها النظم أو عند طلبه منهم .

- ( ١ ) الاشياء المشتراة أو المرهنة طبقا للشروط المنصوص عليها في الفقرة ١١ من المادة ٥٣ } وذلك مالم يعثر على مالكا الحقيقي .
- ( ٢ ) المفاتيح والخطاطيف المشار اليها في الفقرة ١٢ من المادة ٥٣ .

### القسم الثالث المخالفات المتعلقة بالطرق العمومية المادة ٥٥

- يعاقب بغرامة من ٢٠ الى ٥٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة خمسة ايام على الاكثر :
- ( ١ ) كل من أ تلف او خرب الطرق العمومية او اغتصب جزءا منها وذلك بأية طريقة كانت .
- ( ٢ ) كل من أخذ حشائش أو أتربة أو أحجارا من الطرق العمومية دون أن يرخص له بذلك وكل من أخذ أتربة أو مواد من الاماكن المملوكة للجماعات مالم تكن هناك عادات عامة تجيز ذلك .

### القسم الرابع المخالفات المتعلقة بالاشخاص المادة ٥٦

- يعاقب بغرامة من ٢٠ الى ٥٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة خمسة ايام على الاكثر كل من اتخذ مهنة العرافة او التنبوء بالغيب او تفسير الاحلام .
- وتضبط وتصادر طبقا لاحكام المادتين ١٥ و ١٦ الاجهزة والادوات والملابس التي استعملت لممارسة مهنة العرافة او التنبوء بالغيب او تفسير الاحلام او اعدت لذلك .

### القسم الخامس المخالفات المتعلقة بالحيوانات المادة ٥٧

- يعاقب بغرامة من ٢٠ الى ٥٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة خمسة ايام على الاكثر :
- ( ١ ) كل من تسبب في موت أو جرح حيوانات أو مواش مملوكة للغير وذلك نتيجة لاطلاق حيوانات مؤذية او مفترسة أو بسبب سرعة أو سوء قيادة أو زيادة حمولة العربات أو الخيول أو دواب الجر أو الحمل أو الركوب .
- ( ٢ ) كل من سبب ذات الاضرار نتيجة استخدام او استعمال أسلحة دون احتياط أو برعونة أو نتيجة القاء حجارة أو أية اجسام صلبة أخرى .
- ( ٣ ) كل من سبب ذات الحوادث نتيجة قدم أو تلف أو عدم اصلاح أو صيانة المنازل أو المباني أو وضع أكوام أو أحداث حفر أو أية أعمال أخرى مماثلة في الشوارع أو الطرق أو الساحات أو الطرق العمومية أو بالقرب منها دون اتخاذ الاحتياط أو وضع العلامات المقررة أو المعتادة .

- بحمولتها ،
- بطريقة تحميلها ،
- بعدد ركابها وسلامتهم ،
- بوضع بيان بعدد محلاتها وسعرها بداخلها ،
- بوضع بيان باسم المالك خارجها ،
- ( ٣ ) كل من ترك مجنوننا تحت حراسته يهيم على وجهه ،
- ( ٤ ) كل من ترك حيوانات مؤذية أو خطيرة تهيم وكل من حرش حيوانا في حراسته على مهاجمة الغير أو لم يمنعه عن ذلك ،
- ( ٥ ) كل من سلم سلاحا الى شخص لا خبرة له أو لا يتمتع بقواه العقلية ،
- ( ٦ ) سائقو عربات نقل البضائع أو العربات أيا كانت أو دواب الحمل الذين يخالفون النظم المفروضة عليهم وهي :
- أن يبقوا دائما بالقرب من الخيول أو دواب الجر أو الحمل ومن عرباتهم في وضع يستطيعون به توجيهها وقيادتها .
- أن يلزموا جانبا واحدا من الشوارع أو الطرق أو المسالك العمومية ،
- وأن يغيروا اتجاههم أو أن ينتحوا جانبا امام أية عربات أخرى وأن يتركوا لها عند اقترابها نصف الشارع أو الطريق على الاقل خاليا ،
- ( ٧ ) كل من جعل الخيول أو دواب الجر أو الحمل أو الركوب تركض داخل مكان مسكون أو تركها تركض فيه أو خالف النظم الخاصة بتحميل العربات وسرعتها وقيادتها .
- ( ٨ ) كل من قاد خيولا أو دواب أخرى للجر والركوب أو عربات بسرعة زائدة أو خطيرة على الجمهور ،
- ( ٩ ) كل من اقام أو أصلح أو هدم بنساء دون اتخاذ الاحتياطات الضرورية لتلافي الحوادث .
- ( ١٠ ) كل من ألقى موادا ضارة أو سامة في أي سائل معد لشرب الانسان أو الحيوانات دون أن تكون لديه نية الاضرار بالغير ،
- ( ١١ ) كل من طلب منه شراء أو ارتهان أشياء يعلم أنها ناتجة من مصدر مشبوه ولا يخطر الشرطة بذلك فورا .
- ( ١٢ ) صانعو الاقفال أو أي عمال آخرين قاموا بما يأتي مالم تكون أفعالهم الجنبحة المنصوص عليها في المادة ٣٥٩ :
- باعوا أو سلموا خطاطيف معدة كأداة للكسر الى شخص دون التحقق من صفته .
- صنعوا مفاتيح من أي نوع كانت طبقا لبصمات مسن الشمع أو قوالب أو اشكال أخرى لشخص ليس مالكا للعين أو الشيء المخصصة له هذه المفاتيح أو لمثله المعروف من هؤلاء الصناع .
- فتحوا أقفالا دون التحقق من صفة من طلب منهم ذلك .

### المادة ٥٨

تضبط وتصادر طبقا لاحكام المادتين ١٥ و ١٦ الاشياء الآتية :

## القسم السادس

## المخالفات المتعلقة بالاموال

## المادة ٤٥٨

يعاقب بغرامة من ٢٠ الى ٥٠ دينار ويجوز ان يعاقب ايضا بالحبس لمدة خمسة ايام على الاكثر :

( ١ ) كل من اطلق مواش من اي نوع كانت في ارض مملوكة للغير وعلى الاخص في المشاتل او في الكسروم او مزارع الصفصاف او الكبار او الزيتون او التوت او الرمان او البرتقال او غيرها من الاشجار المائلة او في مزارع او مشاتل الاشجار ذات الثمار او غيرها المهياة بعمل الانسان .

( ٢ ) كل من جعل مواش او دواب الجر او الحمل او الركوب تمر في ارض الغير المبدورة او التي بها محاصيل في أي فصل كان او تركها تمر فيها .

( ٣ ) كل من جعل مواشيه او او دوابه المعدة للجر او الحمل او الركوب تمر في ارض الغير قبل جني المحصول او تركها تمر فيها .

( ٤ ) كل من لم يبلغ السلطة المحلية خلال ثلاثة ايام عن المواشي او دواب الجر او الحمل او الركوب الهائمة او المتروكة التي يكون قد عشر عليها .

( ٥ ) كل من دخل ارضا لم يكن مالكا او مستاجرا لها او منتفعا او مزارعا بها او لم يكن له حق فيها او في المرور بداخلها او لم يكن مندوبا او نائبا عن احد هؤلاء ، فمر في هذه الارض او في جزء منها سواء كانت مهياة للزراعة او مبدورة او كانت بها حبوب او ثمار ناضجة او على وشك النضج .

( ٦ ) كل من ألقى أحجارا او اجساما صلبة اخرى او اقدارا على منازل او مباني او اسوار الغير او في الحدائق او الاراضي المسورة .

## الفصل الثالث

## الدرجة الثالثة للمخالفات من الفئة الثانية

## القسم الاول

## المخالفات المتعلقة بالنظام العمومي

## المادة ٤٥٩

يعاقب بغرامة من ٥ الى ٢٠ دينار ويجوز ان يعاقب ايضا بالحبس لمدة ثلاثة ايام على الاكثر كل من خالف المراسيم او القرارات المتخذة قانونا من السلطة الادارية اذا لم تكن الجرائم الواردة بها معاقبا عليها بنصوص خاصة .

## القسم الثاني

## المخالفات المتعلقة بالامن العمومي

## المادة ٤٦٠

يعاقب بغرامة من ٥ الى ٢٠ دينارا ويجوز ان يعاقب ايضا بالحبس لمدة ثلاثة ايام على الاكثر :

( ١ ) كل من أهمل صيانة او اصلاح او تنظيف

الافران او المداخن او المصانع التي تشعل فيها النار .

( ٢ ) كل من يخالف منع اطلاق النيران الاصطناعية في بعض الاماكن .

( ٣ ) كل من ترك في الشوارع او الطرق او الساحات او الاماكن العمومية او الحقول ادوات او اجهزة او اسلحة يمكن ان يستعملها للصوص او غيرهم من الاشقياء .

## المادة ٤٦١

في الحالات المنصوص عليها في الفقرتين ٢ و ٣ من المادة ٤٦٠ تضبط وتصادر طبقا لاحكام المادتين ١٥ و ١٦ الاشياء الآتية :

( ١ ) ادوات النيران الاصطناعية التي توجد في حيازة المخالفين ،

( ٢ ) الادوات والاجهزة والاسلحة التي تركت في الشوارع او الطرق او الساحات او الاماكن العمومية او الحقول .

## القسم الثالث

## المخالفات المتعلقة بالطرق العمومية

## وبالصحة العمومية

## المادة ٤٦٢

يعاقب بغرامة من ٥ الى ٢٠ دينارا ويجوز ان يعاقب ايضا بالحبس لمدة ثلاثة ايام على الاكثر :

( ١ ) كل من كان ملزما بانارة جزء من طريق عام واهمل انارته .

( ٢ ) كل من أهمل انارة المواد التي يضعها او الحفر التي يحدثها في الشوارع او في الساحات مخالفا بذلك القوانين واللوائح التنظيمية .

( ٣ ) كل من أهمل تنفيذ اللوائح التنظيمية او القرارات المتعلقة بالطرق العمومية او اطاعة الانذار الصادر من السلطة الادارية باصلاح او هدم المباني الآيلة للسقوط او رفض ذلك .

( ٤ ) كل من أهمل تنظيف الشوارع او الممرات في المناطق التي يترك فيها أمر هذه العناية الى السكان .

( ٥ ) كل من ألقى أو وضع في الطريق العمومي اقدارا او كناسات او مياها قدرة او اية مواد اخرى يؤدي سقوطها الى احداث ضرر او تتصاعد منها روائح ضارة بالصحة او كريهة .

## القسم الرابع

## المخالفات المتعلقة بالاشخاص

## المادة ٤٦٣

يعاقب بغرامة من ٥ الى ٢٠ دينارا ويجوز ان يعاقب ايضا بالحبس لمدة ثلاثة ايام على الاكثر :

( ١ ) كل من ألقى بغير احتياط اقدارا على أحد الاشخاص .

( ٢ ) كل من ابتدر أحد الاشخاص بألفاظ سباب غير علنية دون أن يكون قد استفزه .

تصل الى ٢٠ دينار في حالة العود في احدى المخالفات الواردة في الفصل الثاني .

( ٣ ) بالحبس الذي قد يصل الى خمسة ايام وبغرامة قد تصل الى ٥٠ دينار في حالة العود في احدى المخالفات الواردة في الفصل الثالث .

### الباب الثالث

#### احكام مشتركة بين مختلف المخالفات

#### المادة ٤٦٦

في مواد المخالفات تحدد احكام المادة ٥٣ مدى توافر الظروف المخففة وآثارها .

#### احكام عامة

#### المادة ٤٦٧

تستمر المحاكم ومجالس القضاء في اتباع القوانين واللوائح التنظيمية الخاصة بالمواد التي لم ينص عليها هذا القانون .

#### المادة ٤٦٨

تلقى جميع الاحكام المخالفة لهذا الامر الذي يسرى مفعوله في تاريخ تطبيق الامر رقم ٦٥ - ٢٧٨ المؤرخ في ٢٢ رجب عام ١٣٨٥ الموافق ١٦ نوفمبر سنة ١٩٦٥ المتضمن التنظيم القضائي المشار اليه والذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية .  
حرر بالجزائر في ١٨ صفر عام ١٣٨٦ الموافق ٨ يونيو سنة ١٩٦٦ .

هواري بومدين

### القسم الخامس

#### المخالفات المتعلقة بالاموال

#### المادة ٤٦٤

يعاقب بغرامة من ٥ الى ٢٠ دينار ويجوز أن يعاقب أيضا بالحبس لمدة ثلاثة ايام على الاكثر :

( ١ ) كل من قطف وأكل ثمارا مملوكة للغير في مكان وجودها ذاته ،

( ٢ ) كل من جمع بقايا المحاصيل سواء بيده أو بألة زراعية من حقل لم تحصد محاصيله أو لم ترفع منه بكاملها أو قام بجني بقايا الكروم منه .

( ٣ ) كل من وضع أو ترك موادا أو اية اشياء اخرى في مجارى أو عيون مياه من شأنها أن تعوقها .

### الفصل الرابع

#### عقوبة العود في المخالفات من الفئة الثانية

#### المادة ٤٦٥

يعاقب العائدون في مواد المخالفات المنصوص عليها في هذا الفصل بما يأتي :

( ١ ) بالحبس الذي قد تصل مدته الى شهر وبغرامة قد تصل الى ٥٠٠ دينار في حالة العود في احدى المخالفات الواردة في الفصل الاول .

( ٢ ) بالحبس الذي قد يصل الى عشرة ايام وبغرامة قد

### فهرس قانون العقوبات

الصفحة	أرقام المواد	الجزء الاول المبادئ العامة
٧٠٢	٣ - ١	احكام تمهيدية .
		الكتاب الاول
		العقوبات وتدابير الامن
٧٠٢	٢٦ - ٤	الباب الاول - العقوبات .
٧٠٢	١٨ - ٥	الفصل الاول - العقوبات الاصلية .
٧٠٢	٥	الفصل الثاني - العقوبات التبعية .
٧٠٢	٨ - ٦	الفصل الثالث - العقوبات التكميلية .
٧٠٣	١٨ - ٩	الباب الثاني - تدابير الامن .
٧٠٣	٢٦ - ١٩	
		الكتاب الثاني
		الافعال والاشخاص الخاضعون للعقوبة
٧٠٤	٦٠ - ٢٧	الباب الاول - الجريمة .
٧٠٤	٤٠ - ٢٧	الفصل الاول - تقسيم الجرائم .
٧٠٤	٢٩ - ٢٧	الفصل الثاني - المحاولة .
٧٠٤	٣١ - ٣٠	الفصل الثالث - تعدد الجرائم .
٧٠٤	٣٨ - ٣٢	

الصفحة	ارقام المواد	
٧٠٥	٤٠ - ٣٩	..... الفصل الرابع - الافعال المبررة .
٧٠٥	٦٠ - ٤١	..... الباب الثاني - مرتكبو الجريمة .
٧٠٥	٤٦ - ٤١	..... الفصل الاول - المساهمون في الجريمة .
٧٠٥	٥١ - ٤٧	..... الفصل الثاني - المسؤولية الجزائية .
٧٠٦	٦٠ - ٥٢	..... الفصل الثالث - شخصية العقوبة .
٧٠٦	٥٢	..... القسم الاول - الاعذار القانونية
٧٠٦	٥٣	..... القسم الثاني - الظروف المخففة .
٧٠٦	٦٠ - ٥٤	..... القسم الثالث - العود .

## الجزء الثاني

### التجريم

#### الكتاب الثالث

#### الجنايات والجنح وعقوباتها

٧٠٧	٤٣٩ - ٦١	..... الباب الاول - الجنايات والجنح ضد الشيء العمومي
٧٠٧	٢٥٣ - ٦١	..... الفصل الاول - الجنايات والجنح ضد أمن الدولة
٧٠٧	٩٦ - ٦١	..... القسم الاول - جرائم الخيانة والتجسس
٧٠٧	٦٤ - ٦١	..... القسم الثاني - جرائم التعدي الاخرى على الدفاع الوطني
٧٠٨	٧٦ - ٦٥	..... القسم الثالث - الاعتداءات والمؤامرات والجرائم الاخرى ضد سلطة الدولة وسلامة أرض الوطن
٧٠٩	٨٣ - ٧٧	..... القسم الرابع - جنایات التقتيل والتخريب المخلة بالدولة
٧١٠	٨٧ - ٨٤	..... القسم الخامس - جنایات المساهمة في حركات التمرد
٧١٠	٩٠ - ٨٨	..... القسم السادس - أحكام مختلفة
٧١١	٩٦ - ٩١	..... الفصل الثاني - التجمهر
٧١٢	١٠١ - ٩٧	..... الفصل الثالث - الجنايات والجنح ضد الدستور
٧١٢	١١٨ - ١٠٢	..... القسم الاول - الجنايات والجنح الخاصة بممارسة الحقوق الوطنية
٧١٢	١٠٦ - ١٠٢	..... القسم الثاني - الاعتداء على الحريات
٧١٣	١١١ - ١٠٧	..... القسم الثالث - تواطؤ الموظفين
٧١٣	١١٥ - ١١٢	..... القسم الرابع - تجاوز السلطات الادارية والقضائية لحدودها
٧١٤	١١٨ - ١١٦	..... الفصل الرابع - الجنايات والجنح ضد السلامة العمومية
٧١٤	١٤٣ - ١١٩	..... القسم الاول - الاختلاس والفدر
٧١٤	١٢٥ - ١١٩	..... القسم الثاني - الرشوة واستغلال النفوذ
٧١٥	١٣٤ - ١٢٦	..... القسم الثالث - اساءة استعمال السلطة
٧١٦	١٤٠ - ١٣٥	..... الدرجة الاولى - اساءة استعمال السلطة ضد الافراد
٧١٦	١٣٧ - ١٣٥	..... الدرجة الثانية - اساءة استعمال السلطة ضد الشيء العمومي
٧١٦	١٤٠ - ١٣٨	..... القسم الرابع - ممارسة السلطة العمومية قبل توليها أو الاستمرار فيها على وجه غير مشروع
٧١٦	١٤٢ - ١٤١	..... القسم الخامس - تشديد العقوبات في بعض الجنايات والجنح التي يرتكبها الموظفون العموميون والقائمون بوظائف عمومية
٧١٦	١٤٣	..... الفصل الخامس - الجنايات والجنح التي يرتكبها الافراد ضد النظام العمومي
٧١٧	١٧٥ - ١٤٤	..... القسم الاول - الاهانة والتعدي على الموظف العمومي
٧١٧	١٤٩ - ١٤٤	..... القسم الثاني - الجرائم المتعلقة بالمدافن وبجرمة الموتى
٧١٧	١٥٤ - ١٥٠	..... القسم الثالث - كسر الاختام وسرقة الاوراق من المستودعات العمومية
٧١٨	١٥٩ - ١٥٥	..... القسم الرابع - تخريب النصب التذكارية
٧١٨	١٦٠	..... القسم الخامس - الجنايات والجنح من متعهدي التوريد للقوات المسلحة
٧١٨	١٦٤ - ١٦١	

الصفحة	أرقام المواد	
٧١٩	١٦٩ - ١٦٥	القسم السادس - الجرائم المرتكبة ضد النظم المقررة لدور الفمصار واليانصيب وبيوت التسليف على الرهون
٧١٩	١٧٥ - ١٧٠	القسم السابع - الجرائم المتعلقة بالصناعة والتجارة والمزايدات العمومية
٧٢٠	١٩٦ - ١٧٦	الفصل السادس - الجنايات والجرح ضد الامن العمومي
٧٢٠	١٨٢ - ١٧٦	القسم الاول - جمعيات الاشرار ومساعدة المجرمين
٧٢١	١٨٧ - ١٨٣	القسم الثاني - العصيان
٧٢١	١٩٤ - ١٨٨	القسم الثالث - الهروب
٧٢٢	١٩٦ - ١٩٥	القسم الرابع - التسول والتشرد
٧٢٢	٢٥٣ - ١٩٧	الفصل السابع - التزوير
٧٢٢	٢٠٤ - ١٩٧	القسم الاول - النقود المزورة
٧٢٣	٢١٣ - ٢٠٥	القسم الثاني - تقليد أختام الدولة والدمغات والطابع والعلامات
٧٢٤	٢١٨ - ٢١٤	القسم الثالث - تزوير المحررات العمومية أو الرسمية
٧٢٤	٢٢١ - ٢١٩	القسم الرابع - التزوير في المحررات العرفية أو التجارية أو المصرفية
٧٢٥	٢٢٩ - ٢٢٢	القسم الخامس - التزوير في بعض الوثائق الادارية والشهادات
٧٢٦	٢٣١ - ٢٣٠	القسم السادس - أحكام مشتركة
٧٢٦	٢٤١ - ٢٣٢	القسم السابع - شهادة الزور واليمين الكاذبة
٧٢٧	٢٥٣ - ٢٤٢	القسم الثامن - انتحال الوظائف والالقباب او الاسماء او اساءة استعمالها
٧٢٨	٤١٧ - ٢٥٤	باب الثاني - الجنايات والجرح ضد الافراد
٧٢٨	٣٠٣ - ٢٥٤	الفصل الاول - الجنايات والجرح ضد الاشخاص
٧٢٨	٢٨٣ - ٢٥٤	القسم الاول - القتل والجنايات الاخرى الرئيسية وأعمال العنف العمدية
٧٢٨	٢٦٣ - ٢٥٤	١ - القتل العمد والقتل مع سبق الاصرار او التردد وقتل الاصول والاطفال والتسميم
٧٢٨	٢٧٦ - ٢٦٤	٢ - أعمال العنف العمدية
٧٣٠	٢٨٣ - ٢٧٧	٣ - الاعذار في الجنايات والجرح
٧٣١	٢٨٧ - ٢٨٤	القسم الثاني - التهديد
٧٣١	٢٩٠ - ٢٨٨	القسم الثالث - القتل الخطأ والجرح الخطأ
٧٣١	٢٩٥ - ٢٩١	القسم الرابع - الاعتداء الواقع من الافراد على الحرية الشخصية وحرمة المنزل
٧٣٢	٣٠٣ - ٢٩٦	القسم الخامس - الاعتداء على شرف واعتبار الاشخاص وافشاء الاسرار
٧٣٣	٢٤٩ - ٣٠٤	الفصل الثاني - الجنايات والجرح ضد الاسرة والاداب العامة
٧٣٣	٣١٣ - ٣٠٤	القسم الاول - الاجهاض
٧٣٤	٣٢٠ - ٣١٤	القسم الثاني - في ترك الاطفال والعاجزين وتعريضهم للخطر
٧٣٥	٣٢١	القسم الثالث - الجنايات والجرح التي من شأنها الحيلولة دون التحقق من شخصية الطفل
٧٣٥	٣٢٩ - ٣٢٢	القسم الرابع - في خطف القصر وعدم تسليمهم
٧٣٥	٣٣٢ - ٣٣٠	القسم الخامس - ترك الاسرة
٧٣٦	٣٤١ - ٣٣٣	القسم السادس - انتهاك الآداب
٧٣٧	٣٤٩ - ٣٤٢	القسم السابع - تحريض القصر على الفسق والدعارة
٧٣٨	٤١٧ - ٣٥٠	الفصل الثالث - الجنايات والجرح ضد الاموال
٧٣٨	٣٧١ - ٣٥٠	القسم الاول - السرقات وابتزاز الاموال
٧٤١	٣٧٥ - ٣٧٢	القسم الثاني - النصب واصدار شيك بدون رصيد
٧٤١	٣٨٢ - ٣٧٦	القسم الثالث - خيانة الامانة
٧٤٢	٣٨٥ - ٣٨٣	القسم الرابع - الافلاس
٧٤٢	٣٨٦	القسم الخامس - في التعدي على الملكية العقارية
٧٤٢	٣٨٩ - ٣٨٧	القسم السادس - اخفاء الاشياء
٧٤٣	٣٩٤ - ٣٩٠	القسم السابع - التعدي على الملكية الادبية والفنية



الصفحة	أرقام المواد	
٧٤٣	٤١٧ - ٣٩٥	القسم الثامن - التخريب والتعيب والاتلاف
٧٤٥	٤٣٩ - ٤١٨	الباب الثالث - الجنايات والجرح ضد مؤسسات واستغلالات التسيير الذاتي
٧٤٥	٤٣٠ - ٤١٨	الفصل الاول - التعدي على حق العمال في تشكيل وتشغيل أجهزة التسيير الذاتي
٧٤٧	٤٣٩ - ٤٣١	الفصل الثاني - التعدي على أموال مؤسسات واستغلالات التسيير الذاتي وعلى سير العمل فيها
<b>الكتاب الرابع</b>		
<b>المخالفات وعقوباتها</b>		
٧٤٨	٤٦٨ - ٤٤٠	الباب الاول - المخالفات من الفئة الاولى
٧٤٨	٤٤٥ - ٤٤٠	الفصل الاول - الدرجة الوحيدة للمخالفات من الفئة الاولى
٧٤٨	٤٤٠	القسم الاول - المخالفات المتعلقة بالنظام العمومي
٧٤٨	٤٤١	القسم الثاني - المخالفات المتعلقة بالامن العمومي
٧٤٨	٤٤٢	القسم الثالث - المخالفات المتعلقة بالأشخاص
٧٤٩	٤٤٣	القسم الرابع - المخالفات المتعلقة بالحيوانات
٧٤٩	٤٤٤	القسم الخامس - المخالفات المتعلقة بالأموال
٧٤٩	٤٤٥	الفصل الثاني - عقوبة العود في المخالفات من الفئة الاولى
٧٤٩	٤٦٥ - ٤٤٦	الباب الثاني - المخالفات من الفئة الثانية
٧٤٩	٤٥٠ - ٤٤٦	الفصل الاول - الدرجة الاولى للمخالفات من الفئة الثانية
٧٤٩	٤٤٦	القسم الاول - المخالفات المتعلقة بالطرق
٧٤٩	٤٤٧	القسم الثاني - المخالفات المتعلقة بالأشخاص
٧٤٩	٤٤٨	القسم الثالث - المخالفات المتعلقة بالآداب العامة
٧٤٩	٤٤٩	القسم الرابع - المخالفات المتعلقة بالحيوانات
٧٤٩	٤٥٠	القسم الخامس - المخالفات المتعلقة بالأموال
٧٥٠	٤٥٨ - ٤٥١	الفصل الثاني - الدرجة الثانية للمخالفات من الفئة الثانية
٧٥٠	٤٥٢ - ٤٥١	القسم الاول - المخالفات المتعلقة بالنظام العمومي
٧٥٠	٤٥٤ - ٤٥٣	القسم الثاني - المخالفات المتعلقة بالامن العمومي
٧٥١	٤٥٥	القسم الثالث - المخالفات المتعلقة بالطريق العمومية
٧٥١	٤٥٦	القسم الرابع - المخالفات المتعلقة بالأشخاص
٧٥١	٤٥٧	القسم الخامس - المخالفات المتعلقة بالحيوانات
٧٥٢	٤٥٨	القسم السادس - المخالفات المتعلقة بالأموال
٧٥٢	٤٦٤ - ٤٥٩	الفصل الثالث - الدرجة الثالثة للمخالفات من الفئة الثانية
٧٥٢	٤٥٩	القسم الاول - المخالفات المتعلقة بالنظام العمومي
٧٥٢	٤٦١ - ٤٦٠	القسم الثاني - المخالفات المتعلقة بالامن العمومي
٧٥٢	٤٦٢	القسم الثالث - المخالفات المتعلقة بالطرق العمومية وبالصحة العمومية
٧٥٢	٤٦٣	القسم الرابع - المخالفات المتعلقة بالأشخاص
٧٥٣	٤٦٤	القسم الخامس - المخالفات المتعلقة بالأموال
٧٥٣	٤٦٥	الفصل الرابع - عقوبة العود في المخالفات من الفئة الثانية
٧٥٣	٤٦٨ - ٤٦٦	الباب الثالث - أحكام مشتركة بين مختلف المخالفات
٧٥٣	٤٦٨ - ٤٦٧	أحكام عامة

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### LOIS ET DECRETS

ARRETES. DECISIONS. CIRCULAIRES. AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée nationale	Subsides Officiels Ann. march. publ. Exploitation Commerces	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION  Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolhier, ALGER Tél : 66-81-49, 66-80-92 C.O.P. 2200-60 — ALGER
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie .....	8 dinars	14 dinars	24 dinars	20 dinars	15 dinars	
Etranger .....	12 dinars	20 dinars	35 dinars	20 dinars	28 dinars	

*Le numéro 0,25 dinar — Numéro des années antérieures : 0,30 dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés  
Prisère de joindre les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 dinar  
Tarif des insertions : 2,50 dinars la ligne*

### SOMMAIRE

Ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966

portant code pénal, p. 530

Annexe : Table des matières, p. 562.

## LOIS ET ORDONNANCES

**Ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,  
Vu l'ordonnance n° 65-278 du 16 novembre 1965 portant organisation judiciaire ;

Ordonne :

### PREMIERE PARTIE PRINCIPES GENEREAUX

#### DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

**Article 1<sup>er</sup>.** — Il n'y a pas d'infraction, ni de peine ou mesures de sûreté sans loi.

**Art. 2** — La loi pénale n'est pas rétroactive, sauf si elle est moins rigoureuse.

**Art. 3** — La loi pénale s'applique à toutes les infractions commises sur le territoire de la République.

Elle s'applique également aux infractions commises à l'étranger lorsqu'elles relèvent de la compétence des juridictions répressives algériennes en vertu des dispositions du code de procédure pénale.

#### LIVRE PREMIER

#### PEINES ET MESURES DE SURETE

**Art. 4.** — Les infractions peuvent être sanctionnées par des peines et prévenues par des mesures de sûreté

Les peines sont principales, lorsqu'elles peuvent être prononcées sans être adjointes à aucune autre.

Elles sont accessoires quand elles sont la conséquence d'une peine principale. Elles n'ont pas à être prononcées et s'appliquent de plein droit.

Les peines complémentaires ne peuvent être prononcées séparément d'une peine principale.

Les mesures de sûreté ont un but préventif ; elles sont personnelles ou réelles.

#### Titre premier

#### PEINES

#### Chapitre premier

#### Peines principales

**Art. 5.** — Les peines principales en matière criminelle sont :

- 1° La mort,
- 2° La réclusion perpétuelle,
- 3° La réclusion à temps pour une durée de cinq à vingt ans.

Les peines principales en matière délictuelle sont :

- 1° L'emprisonnement de plus de deux mois à cinq ans, sauf dans les cas où la loi détermine d'autres limites ;
- 2° L'amende de plus de 2.000 DA.

Les peines principales en matière contraventionnelle sont :

- 1° L'emprisonnement d'un jour au moins à deux mois au plus ;
- 2° L'amende de 5 à 2.000 DA.

#### Chapitre II

#### Peines accessoires

**Art. 6.** — Les peines accessoires sont l'interdiction légale et la dégradation civique.

Elles ne s'attachent qu'aux peines criminelles.

**Art. 7.** — L'interdiction légale prive le condamné durant l'exécution de la peine principale de l'exercice de ses droits patrimoniaux ; ses biens sont administrés dans les formes prévues en cas d'interdiction judiciaire.

**Art. 8.** — La dégradation civique consiste :

1° Dans la destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions publiques et de tous emplois ou offices publics et dans l'interdiction de les exercer ;

2° Dans la privation du droit d'être électeur ou éligible et, en général, de tous les droits civiques et politiques et du droit de porter toute décoration ;

3° Dans l'incapacité d'être assesseur-juré, expert, de servir de témoins dans tous actes et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;

4° Dans l'incapacité d'être tuteur ou subrogé tuteur, si ce n'est de ses propres enfants ;

5° Dans la privation du droit de porter des armes, d'enseigner, de diriger une école, ou d'être employé dans un établissement d'enseignement à titre de professeur, maître ou surveillant.

La dégradation civique ne s'applique que pendant dix années à compter de la libération du condamné.

#### Chapitre III

#### Peines complémentaires

**Art. 9.** — Les peines complémentaires sont :

- 1° La relégation ;
- 2° L'assignation à résidence ;
- 3° L'interdiction de séjour ;
- 4° L'interdiction d'exercer certains droits ;
- 5° La confiscation partielle des biens ;
- 6° La dissolution d'une personne morale ;
- 7° La publicité de la condamnation.

**Art. 10.** — La relégation consiste en l'internement pour une durée indéterminée de certains récidivistes dans un établissement de réadaptation sociale.

**Art. 11.** — L'assignation à résidence consiste dans l'obligation faite à un condamné de demeurer dans une circonscription territoriale déterminée par le jugement. Sa durée ne peut être supérieure à cinq ans. L'obligation de résidence prend effet à compter du jour de l'expiration de la peine principale ou de la libération du condamné.

La condamnation est notifiée au ministère de l'intérieur qui peut délivrer des autorisations temporaires de déplacement à l'intérieur du territoire.

**Art. 12.** — L'interdiction de séjour consiste dans la défense faite à un condamné de paraître dans certains lieux. Sa durée ne peut être supérieure à cinq ans en matière délictuelle et à dix ans en matière criminelle, sauf dérogation légale.

Les effets et la durée de cette interdiction ne commencent qu'au jour de la libération du condamné et après que l'arrêt d'interdiction de séjour lui ait été notifié.

**Art. 13.** — L'interdiction de séjour peut toujours être prononcée en cas de condamnation pour crime ou pour délit

Art. 14. — Lorsqu'ils prononcent une peine délictuelle, les tribunaux peuvent, dans les cas déterminés par la loi, interdire au condamné l'exercice d'un ou plusieurs des droits visés à l'article 8 pour une durée n'excédant pas cinq ans.

Art. 15. — La confiscation consiste dans l'attribution à l'Etat d'un ou plusieurs biens déterminés. En cas de condamnation pour crime, le juge peut ordonner la confiscation, sous réserve des droits des tiers, des objets qui ont servi ou devaient servir à l'exécution de l'infraction ou qui en sont les produits, ainsi que des dons ou autres avantages qui ont servi ou devaient servir à récompenser l'auteur de l'infraction.

En cas de condamnation pour délit ou contravention, la confiscation visée à l'alinéa précédent, ne peut être ordonnée que dans les cas prévus par une disposition expresse de la loi.

Art. 16. — La confiscation ne peut porter sur les objets appartenant aux tiers que lorsqu'il s'agit d'une mesure de sûreté prononcée en vertu de l'article 25 ou d'une disposition expresse de la loi.

Art. 17. — L'interdiction pour une personne morale de continuer d'exercer son activité sociale, implique que cette activité ne saurait être poursuivie même sous un autre nom et avec d'autres directeurs, administrateurs ou gérants. Elle entraîne la liquidation des biens de la personne morale, les droits des tiers de bonne foi demeurent sauvegardés.

Art. 18. — Dans les cas déterminés par la loi, la juridiction de jugement peut ordonner que sa décision de condamnation sera publiée intégralement ou par extraits dans un ou plusieurs journaux qu'elle désigne ou sera affichée dans les lieux qu'elle indique, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de publication puissent dépasser la somme fixée à cet effet par la décision de condamnation, ni que la durée d'affichage puisse excéder un mois.

#### Titre deuxième MESURES DE SURETE

Art. 19. — Les mesures de sûreté personnelles sont :

- 1° L'internement judiciaire dans un établissement psychiatrique ;
- 2° Le placement judiciaire dans un établissement thérapeutique ;
- 3° L'interdiction d'exercer une profession, une activité ou un art ;
- 4° La déchéance totale ou partielle des droits de puissance paternelle.

Ces mesures peuvent être révisées en fonction de l'évolution de l'état dangereux de l'intéressé.

Art. 20. — Les mesures de sûreté réelles sont :

- 1° La confiscation des biens ;
- 2° La fermeture d'établissement.

Art. 21. — L'internement judiciaire dans un établissement psychiatrique consiste dans le placement en un établissement approprié par une décision de justice, d'un individu en raison du trouble de ses facultés mentales existant au moment de la commission de l'infraction ou survenu postérieurement.

Cet internement peut être ordonné par toute décision de condamnation, d'absolution ou d'acquiescement mais, dans ce dernier cas, si la participation matérielle aux faits incriminés de l'accusé ou de l'inculpé est établie.

Le trouble des facultés mentales doit être constaté par la décision ordonnant l'internement après une expertise médicale.

Art. 22. — Le placement judiciaire dans un établissement thérapeutique consiste en la mise sous surveillance dans un établissement approprié par décision d'une juridiction de jugement, d'un individu qui lui est déféré, atteint d'intoxication habituelle causée par l'alcool ou les stupéfiants, lorsque la criminalité de l'intéressé apparaît comme liée à cette intoxication.

Ce placement peut être ordonné dans les conditions prévues par l'article 21, alinéa 2.

Art. 23. — L'interdiction d'exercer une profession, une activité ou un art peut être prononcée contre les condamnés pour crime ou délit, lorsque la juridiction constate que l'infraction commise a une relation directe avec l'exercice de la profession, de l'activité ou de l'art et qu'il y a danger à laisser continuer cet exercice.

Cette interdiction est prononcée pour une période qui ne peut excéder dix ans.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée.

Art. 24. — Lorsqu'une juridiction de jugement prononce contre un ascendant une condamnation pour crime ou pour délit commis sur la personne d'un de ses enfants mineurs et qu'elle déclare que le comportement habituel du condamné met ses enfants mineurs en danger physique ou moral, elle peut prononcer la déchéance de la puissance paternelle. Cette déchéance peut porter sur tout ou partie des droits de la puissance paternelle et ne concerner que l'un ou quelques uns de ses enfants.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée.

Art. 25. — Est ordonnée comme mesure de sûreté la confiscation d'objets saisis dont la fabrication, l'usage, le port, la détention ou la vente constitue une infraction.

Toutefois la restitution peut être ordonnée au profit des tiers de bonne foi.

Art. 26. — La fermeture d'un établissement peut être ordonnée à titre définitif ou temporaire dans les cas et conditions prévus par la loi.

### LIVRE DEUXIEME

#### FAITS ET PERSONNES PUNISSABLES

##### Titre premier

##### L'INFRACTION

##### Chapitre premier

##### Classification des infractions

Art. 27. — Selon leur degré de gravité, les infractions sont qualifiées crimes, délits ou contraventions et punies de peines criminelles, délictuelles ou contraventionnelles.

Art. 28. — La catégorie de l'infraction n'est pas modifiée lorsque, par suite d'une cause d'atténuation de la peine ou en raison de l'état de récidive du condamné, le juge prononce une peine normalement applicable à une autre catégorie d'infractions.

Art. 29. — La catégorie de l'infraction est modifiée lorsqu'en raison des circonstances aggravantes, la loi édicte une peine normalement applicable à une catégorie d'infractions plus graves.

##### Chapitre II

##### Tentative

Art. 30. — Est considérée comme le crime même, toute tentative criminelle qui aura été manifestée par un commencement d'exécution ou par des actes non équivoques tendant directement à le commettre, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, alors même que le but recherché ne pouvait être atteint en raison d'une circonstance de fait ignorée par l'auteur.

Art. 31. — La tentative de délit n'est punissable qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi.

La tentative de contravention ne l'est jamais.

##### Chapitre III

##### Concours d'infractions

Art. 32. — Le fait unique susceptible de plusieurs qualifications doit être apprécié selon la plus grave d'entre elles.

Art. 33. — L'accomplissement simultané ou successif de plusieurs infractions non séparées par une condamnation irrévocable, constitue le concours d'infractions.

Art. 34. — En cas de concours de plusieurs crimes ou délits déférés simultanément à la même juridiction, il est prononcé une seule peine privative de liberté dont la durée ne peut dépasser le maximum de celle édictée par la loi pour la répression de l'infraction la plus grave.

Art. 35. — Lorsqu'en raison d'une pluralité de poursuites, plusieurs peines privatives de liberté ont été prononcées, seule la peine la plus forte est exécutée.

Toutefois, si les peines prononcées sont de même nature, le juge peut, par décision motivée, en ordonner le cumul en tout ou en partie, dans la limite du maximum édicté par la loi pour l'infraction la plus grave.

Art. 36. — Les peines pécuniaires se cumulent, à moins que le juge n'en décide autrement, par une disposition expresse.

Art. 37. — En cas de concours de plusieurs crimes ou délits, les peines accessoires et les mesures de sûreté peuvent se cumuler. Les mesures de sûreté dont la nature ne permet pas l'exécution simultanée, s'exécutent dans l'ordre prévu au code d'exécution des sentences pénales.

Art. 38. — En matière de contraventions, le cumul des peines est obligatoire.

#### Chapitre IV

##### Les faits justificatifs

Art. 39. — Il n'y a pas d'infraction :

1° Lorsque le fait était ordonné ou autorisé par la loi.

2° Lorsque le fait était commandé par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui ou d'un bien appartenant à soi-même ou à autrui, pourvu que la défense soit proportionnée à la gravité de l'agression.

Art. 40. — Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de légitime défense :

1° L'homicide commis, les blessures faites ou les coups portés en repoussant une agression contre la vie ou l'intégrité corporelle d'une personne ou en repoussant, pendant la nuit, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances.

2° L'acte commis en se défendant ou en défendant autrui contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.

#### Titre deuxième

### L'AUTEUR DE L'INFRACTION

#### Chapitre premier

##### Les participants à l'infraction

Art. 41. — Sont considérés comme auteurs, tous ceux qui, personnellement, ont pris une part directe à l'exécution de l'infraction.

Art. 42. — Sont considérés comme complices d'une infraction ceux qui, sans participation directe à cette infraction, ont :

1° Provoqué à l'action par dons, promesses, menaces, abus d'autorité et de pouvoir, machinations ou artifices coupables, ou donné des instructions pour la commettre ;

2° Avec connaissance, aidé par tous moyens ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée.

Art. 43. — Est assimilé au complice celui qui, connaissant leur conduite criminelle, a habituellement fourni logement, lieu de retraite ou de réunions à un ou plusieurs malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

Art. 44. — Le complice d'un crime ou d'un délit est punissable de la peine réprimant ce crime ou ce délit.

Les circonstances personnelles d'où résultent aggravation, atténuation ou exemption de peine n'ont d'effet qu'à l'égard du seul participant auquel elles se rapportent.

Les circonstances objectives, inhérentes à l'infraction, qui aggravent ou diminuent la peine de ceux qui ont participé à cette infraction, ont effet à leur charge ou en leur faveur selon qu'ils en ont eu ou non connaissance.

La complicité n'est jamais punissable en matière contraventionnelle.

Art. 45. — Celui qui a déterminé une personne, non punissable en raison d'une condition ou d'une qualité personnelle, à commettre une infraction, est passible des peines réprimant l'infraction.

Art. 46. — Lorsque l'infraction projetée n'aura pas été commise par le seul fait de l'abstention volontaire de celui qui devait la commettre, l'instigateur encourra néanmoins les peines prévues pour cette infraction.

#### Chapitre II

##### La responsabilité pénale

Art. 47. — N'est pas punissable celui qui était en état de démence au moment de l'infraction, sans préjudice des dispositions de l'article 21, alinéa 2.

Art. 48. — N'est pas punissable celui qui a été contraint à l'infraction par une force à laquelle il n'a pu résister.

Art. 49. — Le mineur de 13 ans ne peut faire l'objet que de mesures de protection ou de rééducation.

Toutefois, en matière de contravention, il n'est passible que d'une admonestation.

Le mineur de 13 à 18 ans peut faire l'objet soit de mesures de protection ou de rééducation, soit de peines atténuées.

Art. 50. — S'il est décidé qu'un mineur de 13 à 18 ans doit faire l'objet d'une condamnation pénale, les peines sont prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, ou de la réclusion perpétuelle, il est condamné à une peine de dix à vingt ans d'emprisonnement.

S'il a encouru la peine de la réclusion ou de l'emprisonnement à temps, il est condamné à l'emprisonnement pour un temps égal à la moitié de celui auquel il aurait pu être condamné s'il eût été majeur.

Art. 51. — En matière de contravention, le mineur de 13 à 18 ans est passible soit d'une admonestation, soit d'une condamnation à une peine d'amende.

#### Chapitre III

### L'individualisation de la peine

#### Section I

##### Excuses légales

Art. 52. — Les excuses sont des faits limitativement déterminés par la loi qui, tout en laissant subsister l'infraction et la responsabilité, assurent aux délinquants soit l'impunité lorsqu'elles sont absolutoires, soit une modération de la peine lorsqu'elles sont atténuantes.

Néanmoins, en cas d'absolution, le juge peut faire application à l'absolu de mesures de sûreté.

#### Section II

##### Circonstances atténuantes

Art. 53. — Les peines prévues par la loi contre l'accusé reconnu coupable, en faveur de qui les circonstances atténuantes ont été retenues, peuvent être réduites, en suivant l'échelle des peines fixées à l'article 5, jusqu'à trois ans d'emprisonnement, si le crime est passible de la peine de mort, jusqu'à deux ans d'emprisonnement, si le crime est passible d'une peine perpétuelle, jusqu'à un an d'emprisonnement dans les autres cas.

S'il est fait application de la peine d'emprisonnement, une amende peut être prononcée, le maximum de cette amende étant de 100.000 DA, les coupables peuvent, de plus, être frappés de la dégradation civique ; ils peuvent en outre, être frappés de l'interdiction de séjour.

Dans tous les cas où la peine prévue par la loi est celle de l'emprisonnement, ou de l'amende, si les circonstances paraissent atténuantes, l'emprisonnement peut être réduit à un jour et l'amende à 5 DA, même en cas de récidive.

L'une ou l'autre de ces peines peut être prononcée et l'amende peut même être substituée à l'emprisonnement, sans pouvoir être inférieure à 5 DA.

Dans tous les cas où l'amende est substituée à l'emprisonnement, si la peine d'emprisonnement est seule prévue, le maximum de cette amende, en matière délictuelle, est de 30.000 DA.

## Section III

## La récidive

Art. 54. — Quiconque, ayant été par décision définitive condamné à une peine criminelle, a commis un second crime emportant comme peine principale la réclusion criminelle à perpétuité, peut être condamné à mort, si le second crime a entraîné mort d'homme.

Si le second crime emporte la peine de la réclusion criminelle à temps, la peine peut être élevée jusqu'à la réclusion perpétuelle.

Art. 55. — Quiconque, ayant été par décision définitive, condamné pour crime à une peine supérieure ou égale à une année d'emprisonnement, a, dans un délai de cinq années après l'expiration de cette peine ou sa prescription, commis un délit ou un crime qui doit être puni de la peine d'emprisonnement, est condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine peut être élevée jusqu'au double.

L'interdiction de séjour peut, en outre, être prononcée pour une durée de cinq à dix ans.

Art. 56. — Il en est de même pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit qui, dans le même délai, sont reconnus coupables du même délit ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement.

Ceux qui ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, commettent le même délit dans les mêmes conditions de temps, sont condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne peut être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine prononcée.

Art. 57. — Sont considérés comme constituant le même délit, pour la détermination de la récidive, les infractions réunies dans l'un des paragraphes ci-après :

1° Vol, escroquerie, abus de confiance, abus de blanc-seing, émission de chèques sans provision, faux, usage de faux, banqueroute frauduleuse et recel de choses provenant d'un crime ou d'un délit ;

2° Homicide par imprudence, blessures par imprudence, délit de fuite ;

3° Attentat à la pudeur sans violence, outrage public à la pudeur, excitation habituelle à la débauche, assistance de la prostitution d'autrui ;

4° Rébellion, violence et outrages envers les magistrats, les assesses-jurés, les agents de la force publique.

Art. 58. — Quiconque ayant été condamné pour une contravention a, dans les douze mois du prononcé de cette décision de condamnation devenue définitive, commis une même contravention dans le ressort du même tribunal, est puni des peines aggravées de la récidive contraventionnelle conformément aux dispositions de l'article 465.

Toutefois, la récidive des contraventions passibles d'un emprisonnement supérieur à dix jours ou d'une amende supérieure à 200 DA. est indépendante du lieu où la première contravention a été commise et le récidiviste est alors puni des peines aggravées de la récidive contraventionnelle prévues à l'article 445.

Art. 59. — Quiconque a été condamné par un tribunal militaire, n'est, en cas de crime ou délit commis ultérieurement, passible des peines de la récidive, qu'autant que la première condamnation a été prononcée pour crime ou délit punissable d'après les lois pénales ordinaires.

Art. 60. — Lorsqu'un délinquant ayant déjà subi quatre condamnations au moins à des peines privatives de liberté encourt, à raison d'un crime ou d'un délit, une nouvelle condamnation à une peine privative de liberté, le juge peut ordonner sa rélegation pour une durée indéterminée. L'internement remplace l'exécution de la peine prononcée.

L'internement est subi dans un établissement ou dans une section d'établissement exclusivement affecté à cette destination.

L'interné demeure dans l'établissement au moins trois ans, et si la peine prononcée est plus longue, au moins pendant toute sa durée. A l'expiration de ce délai, l'autorité compétente, après avoir demandé l'avis motivé des fonctionnaires de l'établissement, peut le libérer conditionnellement pour trois ans, si elle estime que l'internement n'est plus nécessaire. Si le libéré se conduit bien pendant trois ans, sa libération est définitive.

## DEUXIEME PARTIE

## INCRIMINATIONS

## LIVRE TROISIEME

## CRIMES ET DELITS ET LEUR SANCTION

## Titre premier

## CRIMES ET DELITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

## Chapitre premier

## Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat

## Section I

## Crimes de trahison et d'espionnage

Art. 61. — Est coupable de trahison et puni de mort, tout Algérien, tout militaire ou marin au service de l'Algérie qui :

1° Porte les armes contre l'Algérie ;

2° Entretient des intelligences avec une puissance étrangère, en vue de l'engager à entreprendre des hostilités contre l'Algérie, ou lui en fournit les moyens, soit en facilitant la pénétration de forces étrangères sur le territoire algérien, soit en ébranlant la fidélité des armées de terre, de mer ou de l'air, soit de toute autre manière ;

3° Livre à une puissance étrangère ou à ses agents, soit des troupes algériennes soit des territoires, villes, forteresses, ouvrages, postes, magasins, arsenaux, matériels, munitions, vaisseaux, bâtiments ou appareils de navigation aérienne, appartenant à l'Algérie ou affectés à sa défense ;

4° en vue de nuire à la défense nationale, détruit ou détériore un navire, un appareil de navigation aérienne, un matériel, une fourniture, une construction ou une installation quelconque ou qui, dans le même but y apporte, soit avant, soit après leur achèvement, des malfaçons de nature à les endommager ou à provoquer un accident.

Art. 62. — Est coupable de trahison et puni de mort, tout Algérien, tout militaire ou marin au service de l'Algérie qui, en temps de guerre :

1° Provoque des militaires ou des marins à passer au service d'une puissance étrangère, leur en facilite les moyens ou fait des enrôlements pour une puissance en guerre avec l'Algérie ;

2° Entretient des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre l'Algérie ;

3° Entrave la circulation de matériel militaire ;

4° Participe sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation ayant pour objet de nuire à la défense nationale.

Art. 63. — Est coupable de trahison et puni de mort, tout Algérien qui :

1° Livre à une puissance étrangère ou à ses agents, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, un renseignement, objet, document ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale ;

2° S'assure, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un tel renseignement, objet, document ou procédé en vue de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents ;

3° Détruit ou laisse détruire un tel renseignement, objet, document ou procédé en vue de favoriser une puissance étrangère.

Art. 64. — Est coupable d'espionnage et puni de mort tout étranger qui commet l'un des actes visés à l'article 61, 2°, à l'article 61, 3°, à l'article 61, 4°, à l'article 62 et à l'article 63.

La provocation à commettre ou l'offre de commettre un des crimes visés aux articles 61, 62 et 63 et au présent article est punie comme le crime même.

## Section II

### *Autres atteintes à la défense nationale*

Art. 65. — Est puni de la réclusion perpétuelle quiconque, dans l'intention de les livrer à une puissance étrangère, rassemble des renseignements, objets, documents ou procédés dont la réunion et l'exploitation sont de nature à nuire à la défense nationale.

Art. 66. — Est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, tout gardien, tout dépositaire par fonction ou par qualité d'un renseignement, objet, document ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale ou dont la connaissance pourrait conduire à la découverte d'un secret de la défense nationale qui, sans intention de trahison ou d'espionnage, l'a :

1° Détruit, soustrait, laissé détruire ou laissé soustraire, reproduit ou laissé reproduire ;

2° Porté ou laissé porter à la connaissance d'une personne non qualifiée ou du public.

La peine est celle de la réclusion à temps pour une durée de cinq à dix ans si le gardien ou le dépositaire a agi par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements.

Art. 67. — Est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans toute personne autre que celles visées à l'article 66 qui, sans intention de trahison ou d'espionnage :

1° S'assure, étant sans qualité, la possession d'un renseignement, objet, document ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale ou dont la connaissance pourrait conduire à la découverte d'un secret de la défense nationale ;

2° Détruit, soustrait, laisse détruire ou laisse soustraire, reproduit ou laisse reproduire un tel renseignement, objet, document ou procédé ;

3° Porte ou laisse porter à la connaissance d'une personne non qualifiée ou du public un tel renseignement, objet, document ou procédé, ou en a étendu la divulgation.

Art. 68. — Est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, quiconque, sans autorisation préalable de l'autorité compétente, livre ou communique à une personne agissant pour le compte d'une puissance ou d'une entreprise étrangère soit une invention intéressant la défense nationale, soit des renseignements, études ou procédés de fabrication se rapportant à une invention de ce genre ou à une application industrielle intéressant la défense nationale.

Art. 69. — Est puni d'un emprisonnement de un à cinq ans, quiconque, sans intention de trahison ou d'espionnage, a porté à la connaissance d'une personne non qualifiée ou du public une information militaire non rendue publique par l'autorité compétente et dont la divulgation est manifestement de nature à nuire à la défense nationale.

Art. 70. — Est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, quiconque :

1° S'introduit sous un déguisement ou un faux nom, ou en dissimulant sa qualité ou sa nationalité, dans une forteresse, un ouvrage, poste ou arsenal, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée, dans un bâtiment de guerre ou un bâtiment de commerce employé pour la défense nationale, dans un appareil de navigation aérienne ou dans un véhicule militaire armé, dans un établissement militaire ou maritime, de toute nature, ou dans un établissement ou chantier intéressant la défense nationale ;

2° Même sans se déguiser, ou sans dissimuler son nom, sa qualité ou sa nationalité, a organisé d'une manière occulte un moyen quelconque de correspondance ou de transmission à distance de nature à nuire à la défense nationale ;

3° Survole le territoire algérien au moyen d'un aéronef étranger sans y être autorisé par une convention diplomatique ou une permission de l'autorité algérienne ;

4° Dans une zone d'interdiction fixée par l'autorité militaire ou maritime, exécute, sans l'autorisation de celle-ci, des dessins, photographies, levés ou opérations topographiques à l'intérieur ou autour des places, ouvrages, postes ou établissements militaires et maritimes ou intéressant la défense nationale ;

5° Séjourne, au mépris d'une interdiction édictée par décret, dans un rayon déterminé autour des ouvrages fortifiés ou des établissements militaires ou maritimes ;

6° Communique à une personne non qualifiée ou rend publics des renseignements relatifs soit aux mesures prises pour découvrir et arrêter les auteurs et les complices de crimes ou délits définis aux sections I et II du présent chapitre, soit à la marche des poursuites et de l'instruction, soit aux débats devant les juridictions de jugement.

Toutefois en temps de paix, les auteurs des infractions prévues aux alinéas 3°, 4° et 6° ci-dessus, sont punis d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 3.000 à 70.000 DA.

Art. 71. — Est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, quiconque :

1° a, par des actes hostiles non approuvés par le Gouvernement, exposé l'Algérie à une déclaration de guerre ;

2° a, par des actes non approuvés par le Gouvernement, exposé des algériens à subir des représailles ;

3° entretient avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de l'Algérie ou à ses intérêts économiques essentiels.

Art. 72. — Est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, quiconque, en temps de guerre :

1° entretient, sans autorisation du Gouvernement, une correspondance ou des relations avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie ;

2° fait, directement ou par intermédiaire, des actes de commerce avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie, au mépris des prohibitions édictées.

Art. 73. — Est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 3.000 à 30.000 DA quiconque, en temps de guerre, accomplit sciemment un acte de nature à nuire à la défense nationale non prévu et réprimé par un autre texte.

Art. 74. — Est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans, quiconque, en temps de paix, en vue de nuire à la défense nationale, a entravé la circulation de matériel militaire ou a, par quelque moyen que ce soit, provoqué, facilité ou organisé une action violente ou concertée ayant ces entraves pour but ou pour résultat.

Art. 75. — Est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans, quiconque, en temps de paix, a participé en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour objet de nuire à la défense nationale.

Art. 76. — Est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 3.000 à 30.000 DA, quiconque, en temps de paix, enrôle des soldats pour le compte d'une puissance étrangère, en territoire algérien.

## Section III

### *Attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national*

Art. 77. — L'attentat dont le but a été soit de détruire ou de changer le régime, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité de l'Etat ou s'armer les uns contre les autres, soit à porter atteinte à l'intégrité du territoire national, est puni de la réclusion perpétuelle.

L'exécution ou la tentative constitue seule l'attentat.

Art. 78. — Le complot ayant pour but les crimes mentionnés à l'article 77, s'il a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, est puni de la réclusion à temps de dix à vingt ans.

Si le complot n'a pas été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, la peine est celle de la réclusion à temps de cinq à dix ans.

Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés à l'article 77, celui qui a fait une telle proposition est puni d'un emprisonnement d'une durée d'un à dix ans et d'une amende de 3.000 à 70.000 DA. Le coupable peut de plus être interdit, en tout ou partie, des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

Art. 79. — Quiconque, hors les cas prévus aux articles 77 et 78 a entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou de soustraire à l'autorité de l'Algérie une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce, est puni d'un emprisonnement d'une durée d'un à dix ans et d'une amende de 3.000 à 70.000 DA. Il peut en outre être privé des droits visés à l'article 14 du présent code.

Art. 80. — Ceux qui ont levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats ou leur ont fourni des armes ou munitions, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime, sont punis de la réclusion perpétuelle.

Art. 81. — Ceux qui, sans droit ou motif légitime, ont pris un commandement militaire quelconque,

— Ceux qui, contre l'ordre du Gouvernement, ont retenu un tel commandement,

— Les commandants qui ont tenu leur armées ou troupe rassemblée, après que le licenciement ou la séparation en a été ordonnée, sont punis de la réclusion perpétuelle.

Art. 82. — Lorsque l'une des infractions prévues aux articles 77, 79, 80 et 81 a été exécutée ou simplement tentée avec usage d'armes, la peine est la mort.

Art. 83. — Toute personne qui, pouvant disposer de la force publique, en a requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi pour empêcher l'exécution des lois sur le recrutement militaire ou sur la mobilisation, est punie de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Si cette réquisition ou cet ordre a été suivi de son effet, le coupable est puni de la réclusion perpétuelle.

#### Section IV

##### Crimes tendant à troubler l'Etat par le massacre ou la dévastation

Art. 84. — Ceux qui ont commis un attentat dont le but a été de porter le massacre ou la dévastation dans une ou plusieurs communes, sont punis de mort.

L'exécution ou la tentative constitue seule l'attentat.

Art. 85. — Le complot ayant pour but le crime prévu à l'article 84, s'il a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution est puni de la réclusion perpétuelle.

Si le complot n'a pas été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, la peine est celle de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés à l'article 84, celui qui a fait une telle proposition est puni de la réclusion à temps de cinq à dix ans.

Art. 86. — Est puni de mort quiconque, en vue de troubler l'Etat par l'un des crimes prévus aux articles 77 et 84 ou par l'envahissement, le pillage ou le partage des propriétés publiques ou privées ou encore en faisant attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, s'est mis à la tête de bandes armées ou y a exercé une fonction ou un commandement quelconque.

La même peine est appliquée à ceux qui ont dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser des bandes ou leur ont, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des subsides, des armes, munitions et instruments de crime

ou envoyé des substances ou qui ont de toute autre manière pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandants des bandes.

Art. 87. — Les individus faisant partie de bandes, sans y exercer aucun commandement ni emploi, sont punis de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

#### Section V

##### Crimes commis par la participation à un mouvement insurrectionnel

Art. 88. — Sont punis de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel :

1° Ont fait ou aidé à faire des barricades, des retranchements, ou tous autres travaux ayant pour objet d'entraver ou d'arrêter l'exercice de la force publique ;

2° Ont porté soit des armes apparentes ou cachées, ou des convocations ou la réunion de la force publique, ou qui ont provoqué ou facilité le rassemblement des insurgés soit par la distribution d'ordres ou de proclamations, soit par le port de drapeaux ou autres signes de ralliement, soit par tout autre moyen d'appel ;

3° Ont, pour faire attaque ou résistance envers la force publique, envahi ou occupé des édifices, postes et autres établissements publics, des maisons habitées ou non habitées.

La peine est la même à l'égard du propriétaire ou du locataire qui, connaissant le but des insurgés, leur a procuré sans contrainte, l'entrée des dites maisons.

Art. 89. — Sont punis de la réclusion à temps, de dix à vingt ans les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel :

1° Se sont emparés d'armes, munitions ou matériels de toutes espèces, soit à l'aide de violences ou de menaces, soit par le pillage de boutiques ou de postes, magasins, arsenaux ou autres établissements publics, soit par le désarmement des agents de la force publique ;

2° Ont porté soit des armes apparentes ou cachées, ou des munitions, soit un uniforme ou costume ou autres insignes civils ou militaires.

Si les individus porteurs d'armes apparentes ou cachées, ou de munitions, étaient revêtus d'un uniforme, d'un costume, ou d'autres insignes civils ou militaires, ils sont punis de la réclusion perpétuelle.

Les individus qui ont fait usage de leurs armes sont punis de mort.

Art. 90. — Sont punis de mort, ceux qui ont dirigé ou organisé un mouvement insurrectionnel ou qui lui ont sciemment et volontairement fourni ou procuré des armes, munitions et instruments de crime, ou envoyé des substances ou qui ont, de toute manière, pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandants de mouvement.

#### Section VI

##### Dispositions diverses

Art. 91. — Sous réserve des obligations résultant du secret professionnel, est punie en temps de guerre de la réclusion à temps, de dix ans au moins et de vingt ans au plus et en temps de paix d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 3.000 à 30.000 DA, toute personne qui, ayant connaissance de projets ou d'actes de trahison, d'espionnage ou d'autres activités de nature à nuire à la défense nationale, n'en fait pas la déclaration aux autorités militaires, administratives ou judiciaires dès le moment où elle les a connues.

Outre les personnes désignées à l'article 42, est puni comme complice quiconque, autre que l'auteur ou le complice :

1° fournit sans contrainte et en connaissance de leurs intentions, subsides, moyens d'existence, logement, lieu de retraite ou de réunion aux auteurs de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ;

2° porte sciemment la correspondance des auteurs de tels crimes ou de tels délits, ou leur facilite sciemment, de quelque manière que ce soit, la recherche, le recel, le transport, ou la transmission de l'objet du crime ou du délit.



Outre les personnes désignées à l'article 387, est puni comme receleur quiconque, autre que l'auteur ou le complice :

1° Recèle sciemment les objets ou instruments ayant servi ou devant servir à commettre le crime ou le délit ou les objets, matériels ou documents obtenus par le crime ou le délit ;

2° Détruit, soustrait, recèle, dissimule ou altère sciemment un document public ou privé de nature à faciliter la recherche du crime ou du délit, la découverte des preuves ou le châtimement de ses auteurs.

Dans les cas prévus au présent article, le tribunal peut exempter de la peine encourue les parents ou alliés du criminel, jusqu'au troisième degré inclusivement.

Art. 92. — Est exempt de la peine encourue celui qui, avant toute exécution ou tentative d'un crime ou d'un délit contre la sûreté de l'Etat, en donne connaissance aux autorités administratives ou judiciaires.

La peine est seulement abaissée d'un degré si la dénonciation intervient après la consommation ou la tentative de crime mais avant l'ouverture des poursuites.

La peine est également abaissée d'un degré à l'égard du coupable qui, après l'ouverture des poursuites, procure l'arrestation des auteurs ou complices de la même infraction ou d'autres infractions de même nature ou d'égale gravité.

Sauf pour les crimes particuliers qu'ils ont personnellement commis, il n'est prononcé aucune peine contre ceux qui, ayant fait partie d'une bande armée sans y exercer aucun commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonction se sont retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires ou se sont rendus à ces autorités.

Ceux qui sont exempts de peine par application du présent article peuvent néanmoins être interdits de séjour comme en matière délictuelle et privés des droits énumérés à l'article 14 du présent code.

Art. 93. — La rétribution reçue par le coupable, ou le montant de sa valeur lorsque la rétribution n'a pu être saisie, est déclaré acquis au Trésor par le jugement.

La confiscation de l'objet du crime ou du délit et des objets et instruments ayant servi à le commettre est prononcée.

Sont compris dans le mot armes toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants.

Les couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples et tous autres objets quelconques ne sont réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper.

Art. 94. — Le Gouvernement peut, par décret, étendre soit pour le temps de guerre, soit pour le temps de paix, tout ou partie des dispositions relatives aux crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat aux actes concernant celle-ci qui sont commis contre les puissances alliées ou amies de l'Algérie.

Art. 95. — Quiconque reçoit, de provenance étrangère, directement ou indirectement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, des fonds de propagande et se livre à une propagande politique, est puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 3.600 à 36.000 DA.

Tous moyens ayant servi à commettre l'infraction sont saisis; le jugement ordonne, selon le cas, leur confiscation, suppression ou destruction.

Le tribunal peut prononcer, en outre, la peine de l'interdiction des droits énoncés à l'article 14 du présent code.

Art. 96. — Quiconque distribue, met en vente, expose aux regards du public ou détient en vue de la distribution, de la vente ou de l'exposition, dans un but de propagande, des tracts, bulletins et papillons d'origine ou d'inspiration étrangère, de nature à nuire à l'intérêt national, est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 3.600 à 36.000 DA.

Le tribunal peut prononcer, en outre, la peine de l'interdiction des droits énoncés à l'article 14 du présent code et l'interdiction de séjour.

## Chapitre II

### Attroupements

Art. 97. — Est interdit sur la voie publique ou dans un lieu public :

1° Tout attroupement armé ;

2° Tout attroupement non armé qui peut troubler la tranquillité publique.

L'attroupement est armé si l'un des individus qui le compose est porteur d'une arme apparente, ou si plusieurs d'entre eux sont porteurs d'armes cachées, ou objets quelconques, apparents ou cachés ayant servi d'armes ou apportés en vue de servir d'armes.

Les représentants de la force publique appelés en vue de dissiper un attroupement ou pour assurer l'exécution de la loi, d'un jugement ou mandat de justice, peuvent faire usage de la force si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux, ou s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent ou les postes dont la garde leur est confiée.

Dans les autres cas, l'attroupement est dissipé par la force après que le préfet ou le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, un commissaire de police ou tout autre officier de police judiciaire porteur des insignes de sa fonction :

1° a annoncé sa présence par un signal sonore ou lumineux de nature à avvertir efficacement les individus constituant l'attroupement ;

2° a sommé les personnes participant à l'attroupement de se disperser, à l'aide d'un haut-parleur ou en utilisant un signal sonore ou lumineux de nature également à avvertir efficacement les individus constituant l'attroupement ;

3° a procédé, de la même manière, à une seconde sommation si la première est demeurée sans résultat.

La nature des signaux dont il doit être fait usage est déterminée par décret.

Art. 98. — Est punie d'un emprisonnement de deux mois à un an toute personne non armée qui, faisant partie d'un attroupement armé ou non armé, ne l'a pas abandonné après la première sommation.

L'emprisonnement est de six mois à trois ans si la personne non armée a continué à faire partie d'un attroupement armé ne s'étant dissipé que devant l'usage de la force.

Les personnes condamnées peuvent être punies de la peine de l'interdiction des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

Art. 99. — Sans préjudice, le cas échéant, de peines plus fortes, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque, dans un attroupement, au cours d'une manifestation ou à l'occasion d'une manifestation, au cours d'une réunion ou à l'occasion d'une réunion, a été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'objets quelconques apparents ou cachés ayant servi d'armes ou apportés en vue de servir d'armes.

L'emprisonnement est d'un à cinq ans dans le cas d'attroupement dissipé par la force.

Les personnes condamnées peuvent être punies de l'interdiction des droits mentionnés à l'article 14 du présent code, et de l'interdiction de séjour.

L'interdiction du territoire national peut être prononcée contre tout étranger s'étant rendu coupable de l'un des délits prévus au présent article.

Art. 100. — Toute provocation directe à un attroupement non armé soit par discours proférés publiquement, soit par écrits ou imprimés affichés ou distribués, est punie d'un emprisonnement de deux mois à un an, si elle a été suivie d'effet et dans le cas contraire, d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 2.000 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute provocation directe par les mêmes moyens à un attroupement armé est punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, si elle a été suivie d'effet et, dans le cas contraire, d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 2.000 à 10.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 101. — L'exercice des poursuites pour délits d'attroupement ne fait pas obstacle à la poursuite pour crimes ou délits particuliers qui ont été commis au milieu des attroupements.

Toute personne qui a continué à faire partie d'un attroupement après la deuxième sommation faite par un représentant de l'autorité publique peut être condamnée à la réparation pécuniaire des dommages causés par cet attroupement.

### Chapitre III

#### Crimes et délits contre la constitution

##### Section I

###### Crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques

Art. 102. — Lorsque par attroupement, voies de fait ou menaces, on a empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques, chacun des coupables est puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligible pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 103. — Si l'infraction a été commise par suite d'un plan concerté pour être exécuté soit sur le territoire de la République, soit dans un ou plusieurs départements, soit dans un ou plusieurs arrondissements communaux, la peine est la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 104. — Tout citoyen qui, étant chargé, dans un scrutin, du dépouillement des bulletins contenant les suffrages des citoyens, est surpris falsifiant ces bulletins, ou en soustrayant de la masse, ou en y ajoutant, ou inscrivant sur les bulletins des votants non lettrés des noms autres que ceux qui lui ont été déclarés, est puni de la peine de la réclusion à temps pour une durée de cinq à dix ans et la peine de la dégradation civique peut être appliquée.

Art. 105. — Toutes autres personnes coupables des faits énoncés dans l'article 104 sont punies d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligibles pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 106. — Tout citoyen qui, à l'occasion des élections, a acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque, est puni d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou emploi public pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Le vendeur et l'acheteur du suffrage, sont en outre, condamnés chacun à une amende double de la valeur des choses reçues ou promises.

##### Section II

###### Attentats à la liberté

Art. 107. — Lorsqu'un fonctionnaire public a ordonné ou commis un acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens, il encourt une peine de réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 108. — Les crimes prévus à l'article 107 engagent la responsabilité civile personnelle de leur auteur ainsi que celle de l'Etat, sauf recours de ce dernier contre le dit auteur

Art. 109. — Les fonctionnaires publics, les agents de la force publique, les préposés de l'autorité publique, chargés de la police administrative ou judiciaire, qui ont refusé ou négligé de déférer à une réclamation tendant à constater une détention illégale et arbitraire, soit dans les établissements ou locaux affectés à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifient pas en avoir rendu compte à l'autorité supérieure, sont punis de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 110. — Tout surveillant ou gardien d'un établissement pénitentiaire ou d'un local affecté à la garde des détenus qui a reçu un prisonnier sans un des titres réguliers de détention ou a refusé, sans justifier de la défense du magistrat instructeur, de présenter ce prisonnier aux autorités ou personnes habilitées à le visiter, ou a refusé de présenter ses registres aux dites personnes habilitées, est coupable de détention

arbitraire et puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 1.000 DA.

Art. 111. — Tout magistrat de l'ordre judiciaire, tout officier de police judiciaire qui, hors le cas de flagrant délit, provoque des poursuites, rend ou signe une ordonnance ou un jugement, ou délivre un mandat de justice à l'encontre d'une personne qui était bénéficiaire d'une immunité, sans avoir au préalable obtenu la mainlevée de cette immunité dans les formes légales, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

##### Section III

###### Coalition de fonctionnaires

Art. 112. — Lorsque des mesures contraires aux lois ont été concertées, soit par une réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondances, les coupables sont punis d'un emprisonnement d'un à six mois.

Ils peuvent, en outre, être frappés de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14, et d'exercer toute fonction ou emploi public pendant dix ans au plus

Art. 113. — Lorsque des mesures contre l'exécution des lois ou des ordres du Gouvernement ont été concertées par l'un des moyens énoncés à l'article 112, les coupables sont punis de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Lorsque ces mesures ont été concertées entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui les ont provoquées sont punis de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, les autres coupables sont punis de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 114. — Dans le cas où les mesures concertées entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ont eu pour objet ou pour résultat d'attenter à la sûreté intérieure de l'Etat, les instigateurs sont punis de mort et les autres coupables, de la réclusion perpétuelle.

Art. 115. — Tous magistrats et fonctionnaires publics qui ont, par délibération, arrêté de donner leur démission dans le but d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit le fonctionnement d'un service public, sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

##### Section IV

###### Empiètement des autorités administratives et judiciaires

Art. 116. — Sont coupables de forfaiture, et punis de la réclusion à temps, de cinq à dix ans et la peine de la dégradation civique peut leur être appliquée :

1° Les juges, les procureurs généraux ou leurs substituts, les officiers de police, qui se sont immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées ;

2° Les juges, les procureurs généraux ou leurs substituts, les officiers de police judiciaire, qui ont excédé leur pouvoir, en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanant de l'administration, ou qui, ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ont persisté dans l'exécution de leurs jugements ou ordonnances, nonobstant l'annulation qui en a été prononcée.

Art. 117. — Les préfets, sous-préfets, maires et autres administrateurs, qui se sont immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n° 1° de l'article 116 ou qui ont pris des arrêtés généraux tendant à intimer des ordres ou des défenses quelconques à des cours ou tribunaux, sont punis de la réclusion à temps, de cinq à dix ans ; la peine de la dégradation civique peut leur être appliquée.

Art. 118. — Lorsque ces administrateurs entreprennent sur les fonctions judiciaires en décidant de connaître de droits et intérêts privés du ressort des tribunaux et qu'après la réclamation des parties ou de l'une d'elles, ils ont néanmoins statué sur l'affaire avant que l'autorité supérieure ait prononcé, ils sont punis d'une amende de 500 DA au moins et 3.000 DA au plus.

## Chapitre IV

## Crimes et délits contre la paix publique

## Section I

## Détournements et concussions

Art. 118. — Tout magistrat, tout fonctionnaire public qui détourne, dissipe, refait indûment ou soustrait des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de ses fonctions, est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Si les choses détournées, dissipées, retenues ou soustraites sont d'une valeur inférieure à 1.000 DA, le coupable est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Art. 120. — Tout magistrat, tout fonctionnaire public qui, avec l'intention de nuire ou frauduleusement, détruit ou supprime les pièces, titres, actes ou effets mobiliers, dont il était dépositaire en cette qualité ou qui lui ont été communiqués à raison de ses fonctions, est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 121. — Est coupable de concussion et puni d'un emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA tout magistrat ou fonctionnaire public qui sollicite, reçoit, exige ou ordonne de percevoir ce qu'il sait n'être pas dû, ou excéder ce qui est dû, soit à l'administration, soit aux parties pour le compte desquelles il perçoit, soit à lui-même.

Art. 122. — Est puni des peines prévues à l'article 121, tout détenteur de l'autorité publique qui ordonne la perception de contributions directes ou indirectes autres que celles prévues par la loi, ainsi que tout fonctionnaire public qui en établit les rôles ou en fait le recouvrement.

Les mêmes peines sont applicables aux détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, accordent, sans autorisation de la loi, des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publics, ou effectuent gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat ; le bénéficiaire est puni comme complice.

Art. 123. — Tout fonctionnaire public qui, soit ouvertement, soit par acte simulé, soit par interposition de personne, prend ou reçoit quelque intérêt dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 300 à 5000 DA.

La même peine est applicable à tout fonctionnaire public qui prend un intérêt quelconque dans une affaire dont il est chargé d'ordonner le paiement ou d'assurer la liquidation.

Art. 124. — Les dispositions de l'article 123 s'appliquent à tout fonctionnaire public, pendant un délai de cinq ans à compter de la cessation de ses fonctions, quelle que soit la manière dont elle est survenue.

Art. 125. — Dans le cas où, en vertu d'un des articles de la présente section, une peine délictuelle est seule encourue, le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

## Section II

## Corruption et trafic d'influence

Art. 126. — Est coupable de corruption et puni d'un emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende de 500 à 5000 DA quiconque sollicite ou agréé des offres ou promesses, sollicite ou reçoit des dons, présents ou autres avantages, pour :

1° Etant magistrat, fonctionnaire public ou étant investi d'un mandat électif, accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction, juste ou non, mais non sujet à rémunération ou un acte qui, bien qu'en dehors de ses attributions personnelles, est, ou a pu être facilité par sa fonction ;

2° Etant arbitre ou expert désigné, soit par l'autorité administrative ou judiciaire, soit par les parties, rendre une décision ou donner une opinion favorable ou défavorable ;

3° Etant magistrat, assesseur-juré ou membre d'une juridiction, se décider soit en faveur, soit au préjudice d'une partie ;

4° Etant médecin, chirurgien, dentiste, sage-femme, certifier faussement ou dissimuler l'existence de maladies ou d'infirmités ou un état de grossesse ou fournir des indications mensongères sur l'origine d'une maladie ou infirmité qui la cause d'un décès.

Art. 127. — Est coupable de corruption et puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 5000 DA, tout commis, employé ou préposé salarié ou rémunéré sous une forme quelconque, qui, soit directement, soit par personne interposée, a, à l'insu et sans le consentement de son patron, soit sollicité ou agréé des offres ou promesses, soit sollicité ou reçu des dons, présents, commissions, escomptes ou primes pour faire ou s'abstenir de faire un acte de son emploi, ou un acte qui, bien qu'en dehors de ses attributions personnelles est, ou a pu être facilité par son emploi.

Art. 128. — Est coupable de trafic d'influence et puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 5000 DA toute personne qui sollicite ou agréé des offres ou promesses, sollicite ou reçoit des dons, présents ou autres avantages, pour faire obtenir ou tenter de faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emplois ou des faveurs quelconques accordés par l'autorité publique, des marchés, entreprises ou autres bénéfices résultant de traités conclus avec l'autorité publique ou avec une exploitation placée sous le contrôle de la puissance publique ou, de façon générale, une décision favorable d'une telle autorité ou administration, et abuse ainsi d'une influence réelle ou supposée.

Si le coupable est magistrat, fonctionnaire public ou investi d'un mandat électif, les peines prévues sont portées au double.

Art. 129. — Quiconque, pour obtenir soit l'accomplissement ou l'abstention d'un acte, soit une des faveurs ou avantages prévus aux articles 126 à 128, a usé de voies de fait ou menaces, de promesses, offres, dons ou présents, ou autres avantages, ou cédé à des sollicitations tendant à la corruption, même s'il n'en a pas pris l'initiative, est, que la contrainte ou la corruption ait ou non produit son effet, puni des mêmes peines que celles prévues aux dits articles contre la personne corrompue.

Art. 130. — Dans le cas où la corruption ou le trafic d'influence a pour objet l'accomplissement d'un fait qualifié crime par la loi, la peine réprimant ce crime est applicable au coupable de la corruption ou du trafic d'influence.

Art. 131. — Lorsque la corruption d'un magistrat, d'un assesseur-juré ou d'un membre d'une juridiction a eu pour effet de faire prononcer une peine criminelle contre un accusé, cette peine est applicable au coupable de la corruption.

Art. 132. — Tout juge ou administrateur qui se décide par faveur pour une partie ou par inimitié contre elle, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 1000 DA.

Art. 133. — Il n'est jamais fait restitution au corrupteur des choses qu'il a livrées ou de leur valeur ; elles doivent être confisquées et déclarées acquises au Trésor par le jugement.

Art. 134. — Dans le cas où, en vertu d'un des articles de la présente section, une peine délictuelle est seule encourue, le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus, de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

## Section III

## Abus d'autorité

## Abus d'autorité contre les particuliers

Art. 135. — Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de police, tout commandant ou agent de la force publique, qui, agissant en sa dite qualité, s'introduit dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites,

est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an, et d'une amende de 500 à 3000 DA, sans préjudice de l'application de l'article 107 alinéa 2.

Art. 136. — Tout juge, tout administrateur qui, sous quelque prétexte que ce soit, dénie de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui persévère dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs, peut être poursuivi, et puni d'une amende de 750 à 3000 DA et de l'interdiction d'exercice des fonctions publiques de cinq à vingt ans.

Art. 137. — Tout fonctionnaire public, tout agent de l'Etat, tout employé ou préposé du service des postes qui ouvre, détourne ou supprime des lettres confiées à la poste ou qui en facilite l'ouverture, le détournement ou la suppression, est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, et d'une amende de 500 à 1000 DA.

Est puni de la même peine, tout employé ou préposé du service du télégraphe qui détourne ou supprime un télégramme ou en divulgue le contenu.

Le coupable est, de plus, interdit de toutes fonctions ou emplois publics pendant cinq à dix ans.

#### Abus d'autorité contre la chose publique

Art. 138. — Tout magistrat ou fonctionnaire public qui requiert ou ordonne, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou contre la perception d'une contribution légalement établie ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité légitime, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans.

Art. 139. — Le coupable peut, en outre, être frappé, pour cinq ans au moins et dix ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14; il peut également être frappé de l'interdiction d'exercer toutes fonctions ou tous emplois publics pendant dix ans au plus.

Art. 140. — Si les ordres ou réquisitions ont été la cause directe d'un fait qualifié crime par la loi, la peine réprimant ce crime est applicable au coupable d'abus d'autorité.

#### Section IV

##### Exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé

Art. 141. — Tout magistrat ou fonctionnaire public qui entre en exercice de ses fonctions sans avoir prêté par son fait, le serment requis, peut être poursuivi et puni d'une amende de 500 à 1000 DA.

Art. 142. — Tout magistrat, tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou légalement interdit qui, après avoir reçu avis officiel de la décision le concernant, continue l'exercice de ses fonctions, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2000 DA.

Est puni de la même peine tout fonctionnaire public électif ou temporaire, qui continue à exercer ses fonctions après leur cessation légale.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'exercer toutes fonctions, tous emplois publics ou tous offices publics pendant dix ans au plus.

#### Section V

##### Aggravation des peines pour certains crimes et délits commis par des fonctionnaires ou officiers publics

Art. 143. — Hors les cas où la loi édicte spécialement des peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui participent à d'autres crimes ou délits qu'ils sont chargés de surveiller ou de réprimer, sont punis comme suit :

S'il s'agit d'un délit, la peine est double de celle attachée à ce délit.

S'il s'agit de crime, ils sont condamnés, à savoir :

A la réclusion à temps, de dix à vingt ans, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion à temps de cinq à dix ans ;

A la réclusion perpétuelle lorsque le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion à temps de dix à vingt ans.

Au delà des cas qui viennent d'être exprimés, la peine commune est appliquée sans aggravation.

#### Chapitre V

##### Crimes et délits commis par des particuliers contre l'ordre public

#### Section I

##### Outrages et violences à fonctionnaire public

Art. 144. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5000 DA quiconque, dans l'intention de porter atteinte à leur honneur, leur délicatesse ou au respect dû à leur autorité, outrage, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, un magistrat, un fonctionnaire public, un commandant ou agent de la force publique, soit par paroles, gestes, menaces, envoi ou remise d'objet quelconque, soit par écrit ou dessein non rendu public.

Lorsque l'outrage envers un ou plusieurs magistrats ou assesseurs-jurés est commis à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement est d'un à deux ans.

Dans tous les cas, la juridiction peut, en outre, ordonner que sa décision soit affichée et publiée dans les conditions qu'elle détermine, aux frais du condamné, sans que ces frais puissent dépasser le maximum de l'amende prévue ci-dessus.

Art. 145. — Est considéré comme outrage et puni comme tel, le fait par une personne de dénoncer aux autorités publiques une infraction qu'elle sait ne pas avoir existé ou de produire une fausse preuve relative à une infraction imaginaire, ou de déclarer devant l'autorité judiciaire être l'auteur d'une infraction qu'elle n'a ni commise, ni concouru à commettre.

Art. 146. — L'outrage envers les corps constitués est puni conformément aux dispositions de l'article 144 alinéas 1 et 3.

Art. 147. — Exposent leurs auteurs aux peines édictées aux alinéas 1 et 3 de l'article 144 :

1° Les actes, paroles ou écrits publics qui, tant qu'une affaire n'est pas irrévocablement jugée, ont pour objet de faire pression sur les décisions des magistrats ;

2° Les actes, paroles ou écrits publics qui tendent à jeter un discrédit sur les décisions juridictionnelles et qui sont de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance.

Art. 148. — Est puni de l'emprisonnement de deux à cinq ans quiconque commet des violences ou voies de fait envers un magistrat, un fonctionnaire public, un commandant ou agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice.

Lorsque les violences entraînent effusion de sang, blessure ou maladie, ou ont lieu soit avec préméditation ou guet-apens, soit envers un magistrat ou un assesseur-juré à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, la peine encourue est la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Lorsque les violences entraînent mutilation, amputation, privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autre infirmité permanente, la peine encourue est la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Lorsque les violences entraînent la mort, sans que leur auteur ait eu l'intention de la donner, la peine encourue est la réclusion perpétuelle.

Lorsque les violences entraînent la mort et ont été exercées dans l'intention de la donner, la peine encourue est la mort.

Le coupable, condamné à une peine d'emprisonnement peut, en outre, être privé des droits mentionnés à l'article 14 du présent code pendant un an au moins et cinq ans au plus, à compter du jour où il a subi sa peine, et être frappé de l'interdiction de séjour pour une durée de deux à cinq ans.

Art. 149. — Est réputée fonctionnaire au regard de la loi pénale, toute personne qui, sous une dénomination et dans une mesure quelconques, est investie d'une fonction ou d'un mandat, même temporaires, rémunérés ou gratuits, et concourt à ce titre au service de l'Etat, des administrations publiques, des collectivités locales, des établissements publics ou à un service d'intérêt public.

La qualité de fonctionnaire s'apprécie au jour de l'infraction. Elle subsiste toutefois après la cessation des fonctions, lorsqu'elle a facilité ou permis l'accomplissement de l'infraction.

### Section II

#### *Infractions relatives aux sépultures et au respect dû aux morts*

Art. 150. — Quiconque détruit, dégrade ou souille les sépultures, par quelque moyen que ce soit, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2000 DA.

Art. 151. — Quiconque, dans des cimetières ou autres lieux de sépulture, commet un acte portant atteinte au respect dû aux morts, est puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 500 à 1000 DA.

Art. 152. — Quiconque viole une sépulture, enterre ou exhume clandestinement un cadavre, est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2000 DA.

Art. 153. — Quiconque souille ou mutilé un cadavre ou commet sur un cadavre un acte quelconque de brutalité ou d'obscénité, est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 2000 DA.

Art. 154. — Quiconque recèle ou fait disparaître un cadavre est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 1000 DA.

Si, à la connaissance du receleur, le cadavre est celui d'une personne victime d'un homicide ou décédée par suite de coups et blessures, la peine est l'emprisonnement de deux à cinq ans et l'amende de 500 à 5000 DA.

### Section III

#### *Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics*

Art. 155. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque, sciemment brise ou tente de briser des scellés apposés par ordre de l'autorité publique.

Lorsque le bris de scellés, ou la tentative, a été commis soit par le gardien, soit avec violences envers les personnes, soit pour enlever ou détruire des preuves ou pièces à conviction d'une procédure pénale, l'emprisonnement est de deux à cinq ans.

Art. 156. — Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés est puni comme vol commis à l'aide d'effraction.

Art. 157. — Le gardien est puni d'un emprisonnement d'un à six mois, lorsque le bris des scellés a été facilité par sa négligence.

Art. 158. — Est puni de la réclusion de cinq à dix ans quiconque, sciemment, détériore, détruit, détourne ou enlève des papiers, registres, actes ou effets, conservés dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité.

Lorsque la détérioration, la destruction, le détournement ou l'enlèvement a été commis, soit par le dépositaire public, soit avec violences envers les personnes, la réclusion est de dix à vingt ans.

Art. 159. — Le dépositaire public est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, lorsque la détérioration, la destruction, le détournement ou l'enlèvement a été facilité par sa négligence.

### Section IV

#### *Dégradation de monuments*

Art. 160. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 2000 DA, quiconque volontairement, détruit, abat, mutilé ou dégrade :

1° Soit des monuments, statues, tableaux ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés ou placés par l'autorité publique ou avec son autorisation ;

2° Soit des monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques placés dans des musées, lieux réservés au culte ou autres édifices ouverts au public.

### Section V

#### *Crimes et délits des fournisseurs des forces armées*

Art. 161. — Toute personne chargée soit individuellement soit comme membre d'une société, de fournitures, d'entreprise ou régies pour le compte des forces armées qui, sans y avoir été contrainte par une force majeure, a fait manquer le service dont elle était chargée, est punie de la réclusion de cinq à dix ans, et d'une amende qui ne peut excéder le quart des dommages-intérêts, ni être inférieure à 2000 DA ; le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

Les fournisseurs et leurs agents sont également condamnés lorsque les uns et les autres ont participé au crime.

Les fonctionnaires publics ou les agents, préposés ou salariés de l'Etat, qui ont provoqué ou aidé les coupables à faire manquer le service, sont punis de la réclusion de dix à vingt ans, sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

Art. 162. — Quoique le service n'ait pas manqué, si par négligence, les livraisons et les travaux ont été retardés, les coupables sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende qui ne peut excéder le quart des dommages-intérêts, ni être inférieure à 500 DA.

Art. 163. — S'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre ou des choses fournies les coupables sont punis d'une peine de réclusion de cinq à dix ans et d'une amende qui ne peut excéder le quart des dommages-intérêts, ni être inférieure à 2000 DA.

Le maximum de la peine de réclusion prévue à l'alinéa précédent est toujours prononcé à l'encontre des fonctionnaires publics qui ont participé à la fraude ; ces fonctionnaires peuvent, en outre, être frappés de l'interdiction d'exercer toutes fonctions ou tous emplois publics pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 164. — Dans les divers cas prévus par la présente section, la poursuite ne peut être intentée que sur plainte du ministre de la défense nationale.

### Section VI

#### *Infractions à la réglementation des maisons de jeux, des loteries et des maisons de prêts sur gages*

Art. 165. — Ceux qui, sans autorisation, tiennent une maison de jeux de hasard et y admettent le public, soit librement, soit sur la présentation d'affiliés, de rabatteurs ou de personnes intéressées à l'exploitation, sont punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 500 à 20.000 DA ; il en est de même des banquiers, administrateurs, préposés ou agents de cette maison.

Les coupables peuvent, en outre, être frappés pour une durée d'un à cinq ans de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Doit obligatoirement être prononcée, la confiscation des fonds ou effets exposés comme enjeux, de ceux saisis dans les caisses de l'établissement ou trouvés sur la personne des tenanciers et de leurs agents, ainsi que de tous meubles ou objets mobiliers dont les lieux sont garnis ou décorés et du matériel destiné ou employé au service des jeux.

Art. 166. — Les pénalités et mesures de sûreté édictées à l'article 165 sont applicables aux auteurs, organisateurs, administrateurs, préposés ou agents de loteries non autorisées.

La confiscation d'un immeuble mis en loterie est remplacée par une amende qui peut s'élever jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble.

Art. 167. — Sont réputées loteries, toutes opérations proposées au public sous quelque dénomination que ce soit et destinées à faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

Art. 168. — Sont punis d'un emprisonnement d'un à trois mois et d'une amende de 500 à 5.000 DA ceux qui colportent, vendent ou distribuent des billets de loteries non autorisées et ceux qui, par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publicité, font connaître l'existence de ces loteries, ou facilitent l'émission de leurs billets.

Doit être obligatoirement prononcée la confiscation des sommes trouvées en la possession des colporteurs, vendeurs ou distributeurs, et provenant de la vente de ces billets.

Art. 169. — Quiconque sans autorisation de l'autorité publique établit ou tient une maison de prêt sur gages ou nantissement est puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

### Section VII

#### *Infractions relatives à l'industrie, au commerce et aux enchères publiques*

Art. 170. — Toute violation de la réglementation relative aux produits destinés à l'exportation et qui a pour objet de garantir leur bonne qualité, leur nature et leurs dimensions, est punie d'une amende de 500 à 20.000 DA et de la confiscation des marchandises.

Art. 171. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, a amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir, une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Lorsque les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, les coupables peuvent être frappés de l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Art. 172. — Est coupable de spéculation illicite et puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 100.000 DA quiconque, directement ou par personne interposée, opère ou tente d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises, des effets publics ou privés :

- 1° Par des nouvelles ou informations, fausses ou calomnieuses, semées sciemment dans le public ;
- 2° Ou par des offres jetées sur le marché dans le dessein de troubler les cours ;
- 3° Ou par des offres de prix supérieurs à ceux que demandaient les vendeurs ;
- 4° Ou en exerçant ou tentant d'exercer, soit individuellement, soit par réunion ou coalition, une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande ;
- 5° Ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques.

Art. 173. — Lorsque la hausse ou la baisse a été opérée ou tentée sur des grains, farines, substances farineuses, denrées alimentaires, boissons, produits pharmaceutiques, combustibles ou engrais commerciaux, l'emprisonnement est d'un à trois ans et l'amende de 500 à 200.000 DA.

L'emprisonnement peut être porté à cinq ans et l'amende à 300.000 DA si la spéculation porte sur des denrées ou marchandises ne rentrant pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

Art. 174. — Dans tous les cas prévus aux articles 172 et 173, le coupable peut être frappé de l'interdiction de séjour pour une durée de deux à cinq ans et indépendamment de l'application de l'article 23, de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Le juge, même lorsqu'il accorde des circonstances atténuantes, doit ordonner la publication et l'affichage de sa décision, conformément aux dispositions de l'article 18.

Art. 175. — Est coupable d'entrave à la liberté des enchères et puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 500 à 200.000 DA quiconque dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location de biens immobiliers ou mobiliers, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, entrave ou trouble, tente d'entraver ou de troubler la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit, avant, soit pendant les enchères ou soumissions.

Sont punis des mêmes peines ceux qui, soit par dons, soit par promesses, soit par ententes ou manœuvres frauduleuses écartent ou tentent d'écartier les enchérisseurs. Limitent ou tentent de limiter les enchères ou soumissions, ainsi que ceux qui reçoivent ces dons ou acceptent ces promesses.

### Chapitre VI

#### Crimes et délits contre la sécurité publique

##### Section I

#### *Association de malfaiteurs et assistance aux criminels*

Art. 176. — Toute association ou entente, quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés, constitue le crime d'association de malfaiteurs qui existe par la seule résolution d'agir arrêtée en commun.

Art. 177. — Est puni de la réclusion de cinq à dix ans tout individu faisant partie de l'association ou entente définie à l'article 176.

La réclusion est de dix à vingt ans pour les dirigeants de l'association ou de l'entente ou pour ceux qui y ont exercé un commandement quelconque.

Art. 178. — Est puni de la réclusion de cinq à dix ans quiconque a sciemment et volontairement favorisé les auteurs des crimes prévus à l'article 176, en leur fournissant des instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion.

Art. 179. — Bénéficie d'une excuse absolue, dans les conditions prévues à l'article 52, celui des coupables qui, avant toute tentative de crime faisant l'objet de l'association ou de l'entente et avant toute poursuite commencée, a révélé aux autorités l'entente établie ou l'existence de l'association.

Art. 180. — Ceux qui en dehors des cas prévus aux articles 42 et 91, alinéas 2, 3 et 4, ont volontairement, recelé une personne sachant qu'elle avait commis un crime ou qu'elle était recherchée à raison de ce fait par la justice, ou qui, sciemment, ont soustrait ou tenté de soustraire le criminel à l'arrestation ou aux recherches, ou l'ont aidé à se cacher ou à prendre la fuite, sont punis d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1000 à 10.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux parents et alliés du criminel jusqu'au quatrième degré inclusivement, sauf en ce qui concerne les crimes commis sur des mineurs de 13 ans.

Art. 181. — Hors le cas prévu à l'article 91, alinéa 1°, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1000 à 10.000 DA, ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque, ayant connaissance d'un crime déjà tenté ou consommé n'a pas aussitôt averti les autorités.

Art. 182. — Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 15.000 DA, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle d'une personne, s'abstient volontairement de le faire.

Est puni des mêmes peines, quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril, l'assistance que, sans risque pour lui ni pour les tiers, il peut lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.



Est puni des mêmes peines celui qui, connaissant la preuve de l'innocence d'une personne incarcérée préventivement ou jugée pour crime ou délit, s'abstient volontairement d'en apporter aussitôt le témoignage aux autorités de justice ou de police. Toutefois, aucune peine n'est prononcée contre celui qui apporte son témoignage tardivement, mais spontanément.

Sont exceptées de la disposition de l'alinéa précédent le coupable du fait qui motivait la poursuite, ses co-auteurs, ses complices et les parents ou alliés de ces personnes jusqu'au quatrième degré inclusivement.

## Section II

### La rébellion

Art. 183. — Toute attaque ou toute résistance pratiquée avec violence ou voies de fait envers les fonctionnaires ou les représentants de l'autorité publique agissant pour l'exécution des ordres ou ordonnances émanant de cette autorité, ou des lois, règlements, décisions judiciaires, mandats de justice, constitue la rébellion.

Les menaces de violences sont assimilées aux violences elles-mêmes.

Art. 184. — La rébellion commise par une ou par deux personnes est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 60 à 100 DA.

Si le coupable ou l'un d'eux était armé, l'emprisonnement est de trois mois à deux ans et l'amende de 100 à 500 DA.

Art. 185. — La rébellion commise en réunion de plus de deux personnes est punie d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 100 à 1000 DA.

La peine est l'emprisonnement de deux à cinq ans et l'amende de 100 à 1.000 DA si dans la réunion, plus de deux individus étaient porteurs d'armes apparentes.

La peine édictée à l'alinéa précédent est individuellement applicable à toute personne trouvée munie d'arme cachée.

Art. 186. — Il n'est prononcé aucune peine pour fait de rébellion contre les rebelles qui, ayant fait partie de la réunion, sans y remplir aucun emploi, ni fonction, se sont retirés au premier avertissement de l'autorité publique.

Art. 187. — Quiconque, par des voies de fait, s'oppose à l'exécution de travaux ordonnés ou autorisés par l'autorité publique, est puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende qui ne peut excéder le quart des dommages-intérêts, ni être inférieure à 120 DA.

Ceux qui, par attroupement, menaces ou violences, s'opposent à l'exécution de ces travaux sont punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et de l'amende prévue à l'alinéa précédent.

## Section III

### Les évasions

Art. 188. — Est puni d'un emprisonnement d'un à trois mois, quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice, légalement arrêté ou détenu, s'évade ou tente de s'évader, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transport.

Le coupable est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, si l'évasion a lieu ou est tentée avec violences ou menaces contre les personnes, avec effraction ou bris de prison.

Art. 189. — La peine prononcée, en exécution des dispositions de l'article 188, contre le détenu évadé ou qui a tenté de s'évader, se cumule, par dérogation à l'article 35, avec toute peine temporaire privative de liberté infligée pour l'infraction ayant motivé l'arrestation ou la détention.

Si la poursuite de cette dernière infraction est terminée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu ou une décision d'acquiescement ou d'absolution, la durée de la détention préventive subie de ce chef ne s'impute pas sur la durée de la peine prononcée pour évasion ou tentative d'évasion.

Art. 190. — Les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée, soit de la police, servant d'escorte ou garnissant les postes, les fonctionnaires

de l'administration pénitentiaire et tous autres préposés à la garde ou à la conduite des prisonniers, sont punis, en cas de négligence ayant permis ou facilité une évasion, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Art. 191. — Est coupable de connivence à évasion et punie de l'emprisonnement de deux à cinq ans, toute personne désignée à l'article 190 qui procure ou facilite l'évasion d'un prisonnier ou qui tente de le faire, même à l'insu de celui-ci, et même si cette évasion n'a été ni réalisée, ni tentée par lui, la peine est encourue même lorsque l'aide à l'évasion n'a consisté qu'en une abstention volontaire.

La peine peut être portée au double lorsque l'aide a consisté en une fourniture d'arme.

Dans tous les cas, le coupable doit, en outre, être frappé de l'interdiction d'exercer toutes fonctions ou tous emplois publics pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 192. — Les personnes autres que celles désignées à l'article 191 qui ont procuré ou facilité une évasion, ou tenté de le faire, sont punies, même si l'évasion n'est pas réalisée, d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 1000 DA.

S'il y a eu corruption de gardiens ou connivence avec eux, l'emprisonnement est de six mois à deux ans et l'amende de 1000 à 2000 DA.

Lorsque l'aide à l'évasion a consisté en une fourniture d'arme, l'emprisonnement est de deux à cinq ans et l'amende de 1000 à 4000 DA.

Art. 193. — Tous ceux qui ont sciemment procuré ou facilité une évasion doivent être solidairement condamnés au paiement des dommages et intérêts dus à la victime ou à ses ayants droit, en réparation du préjudice causé par l'infraction pour laquelle l'évadé était détenu.

Art. 194. — Quiconque, pour avoir favorisé une évasion ou une tentative d'évasion, est condamné à un emprisonnement de plus de six mois, peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et d'une interdiction de séjour d'un an au moins et de cinq ans au plus.

## Section IV

### La mendicité et le vagabondage

Art. 195. — Est puni de l'emprisonnement d'un à six mois, quiconque ayant des moyens de subsistance ou étant en mesure de se les procurer par le travail ou de toute autre manière licite, se livre habituellement à la mendicité en quelque lieu que ce soit.

Art. 196. — Est coupable de vagabondage et puni de l'emprisonnement d'un à six mois, quiconque, n'ayant ni domicile certain, ni moyens de subsistance, n'exerce habituellement ni métier, ni profession bien qu'étant apte au travail et qui ne justifie pas avoir sollicité du travail ou qui a refusé le travail rémunéré qui lui était offert.

## Chapitre VII

### Les faux

#### Section I

#### Fausse monnaie

Art. 197. — Est puni de la réclusion perpétuelle quiconque contrefait, falsifie ou altère :

- 1° Soit des monnaies métalliques, ou papier-monnaie, ayant cours légal sur le territoire de la République ou à l'étranger ;
- 2° Soit des titres, bons ou obligations, émis par le trésor public avec son timbre ou sa marque, ou des coupons d'intérêts afférents à ces titres, bons ou obligations.

Art. 198. — Sont punis de la peine édictée à l'article 197 ceux qui, d'une manière quelconque, ont sciemment participé à l'émission, à la distribution, à la vente ou à l'introduction sur le territoire de la République, des monnaies, titres, bons ou obligations désignés au dit article.

Art. 199. — Bénéficie d'une excuse absolue dans les conditions prévues à l'article 52 celui des coupables des crimes mentionnés aux deux articles précédents, qui, avant la con-

somation de ces crimes et avant toutes poursuites, en a donné connaissance aux autorités et a révélé l'identité des auteurs ou qui, même après les poursuites commencées, a facilité l'arrestation des autres coupables.

L'individu ainsi exempté de la peine, peut néanmoins être interdit de séjour pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 200. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque colore des monnaies ayant cours légal sur le territoire de la République ou à l'étranger, dans le but de tromper sur la nature du métal, ou émet ou introduit sur ce territoire des monnaies ainsi colorées.

La même peine est encourue par ceux qui ont participé à la coloration, à l'émission ou à l'introduction des dites monnaies.

Art. 201. — N'est pas punissable celui qui, ayant reçu, en les croyant authentiques, des monnaies métalliques ou papier-monnaie contrefaits, falsifiés, altérés ou colorés, les remet en circulation dans l'ignorance de leur vice.

Celui qui remet en circulation les dites monnaies après en avoir découvert le vice, est puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende égale au quadruple de la somme ainsi remise en circulation.

Art. 202. — La fabrication, l'émission, la distribution, la vente ou l'introduction sur le territoire de la République de signes monétaires ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les monnaies ayant cours légal, est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

Art. 203. — Quiconque fabrique, acquiert, détient ou cède des produits ou du matériel destiné à la fabrication, la contrefaçon ou la falsification des monnaies ou effets de crédit public est puni, si le fait ne constitue pas une infraction plus grave, d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Art. 204. — Pour les infractions visées aux articles 197 et 201 à 203, la confiscation prévue à l'article 25 doit être obligatoirement prononcée.

## Section II

### *La contrefaçon des sceaux de l'Etat et des poinçons, timbres et marques*

Art. 205. — Est puni de la réclusion perpétuelle quiconque contrefait le sceau de l'Etat ou fait usage du sceau contrefait.

L'excuse absolutoire prévue à l'article 199 est applicable au coupable du crime visé à l'alinéa ci-dessus.

Art. 206. — Est puni de la réclusion de cinq à vingt ans quiconque contrefait ou falsifie, soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit un ou plusieurs marteaux de l'Etat servant aux marques forestières, soit un ou plusieurs poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent ou qui fait usage des timbres, papiers, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits.

Art. 207. — Est puni de la réclusion de cinq à vingt ans quiconque, s'étant indûment procuré de vrais timbres, marteaux ou poinçons de l'Etat désignés à l'article 206, en fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et intérêts de l'Etat.

Art. 208. — Est puni, si le fait ne constitue pas une infraction plus grave, d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 1.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

1° Fabrique les sceaux, timbres, cachets ou marques de l'Etat ou d'une autorité quelconque sans l'ordre écrit des représentants qualifiés de l'Etat ou de cette autorité ;

2° Fabrique, détient, distribue, achète ou vend des timbres, sceaux, marques ou cachets susceptibles d'être confondus avec ceux de l'Etat ou d'une autorité quelconque, même étrangère.

Art. 209. — Est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA, quiconque :

1° Contrefait les marques destinées à être apposées au nom du gouvernement ou d'un service public sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises ou qui fait usage de ces fausses marques

2° Contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou fait usage de sceau, timbre ou marque contrefaits ;

3° Contrefait les papiers à en-tête ou imprimés officiels en usage dans les organes institutionnels, les administrations publiques ou les différentes juridictions, les vend, colporte ou distribue ou fait usage des papiers ou imprimés ainsi contrefaits ;

4° Contrefait ou falsifie les timbres-poste, empreintes d'affranchissement ou coupons-réponses émis par l'administration des postes, les timbres fiscaux mobiles, papiers ou formules timbrés, vend, colporte, distribue ou utilise sciemment les dits timbres, empreintes, coupons-réponse, papiers ou formules timbrés contrefaits ou falsifiés.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction de l'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et d'une interdiction de séjour d'un à cinq ans au plus.

La tentative des infractions énumérées ci-dessus est punissable comme l'infraction consommée.

Art. 210. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5000 DA quiconque s'étant indûment procuré de vrais sceaux, marques ou imprimés prévus à l'article 209, en fait ou tente d'en faire une application ou un usage frauduleux.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et d'une interdiction de séjour d'un à cinq ans au plus.

Art. 211. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 500 à 1000 DA quiconque :

1° fait sciemment usage de timbres-poste, de timbres mobiles ou de papiers ou formules timbrés ayant déjà été utilisés ou qui, par tout moyen, altère des timbres dans le but de les soustraire à l'oblitération et de permettre ainsi leur utilisation ultérieure ;

2° surcharge par impression, perforation ou tout autre moyen les timbres-poste ou autres valeurs fiduciaires postales, périmées ou non, ou qui vend, colporte, offre, distribue, exporte des timbres-poste ainsi surchargés ;

3° Contrefait, émet ou altère les vignettes, timbres empreintes d'affranchissement ou coupons-réponse émis par le service des postes d'un pays étranger, vend, colporte ou distribue les dites vignettes, timbres, empreintes d'affranchissement ou coupons-réponse ou en fait sciemment usage.

Art. 212. — Est puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 2000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

1° Fabrique, vend, colporte ou distribue tous objets, imprimés ou formules, obtenus par un procédé quelconque et qui, par leur forme extérieure, présentent avec les monnaies métalliques ou papier-monnaie ayant cours légal en Algérie ou à l'étranger, avec les titres de rente, vignettes et timbres du service des postes, télégraphes et téléphones ou des régies de l'Etat, papiers ou formules timbrés, actions, obligations, parts d'intérêts, coupons de dividende ou intérêts y afférents et généralement avec les valeurs fiduciaires émises par l'Etat, les collectivités et établissements publics ainsi que par des sociétés, compagnies ou entreprises privées, une ressemblance de nature à faciliter l'acceptation des dits objets, imprimés ou formules aux lieux et places des valeurs imitées

2° Fabrique, vend, colporte, distribue ou utilise des imprimés qui, par leur format, leur couleur, leur texte, leur disposition typographique ou tout autre caractère, présentent avec les papiers à en-tête ou imprimés officiels en usage dans les organes institutionnels, les administrations publiques et les différentes juridictions, une ressemblance de nature à causer une méprise dans l'esprit du public.

Art. 213. — Pour les infractions définies à la présente section, la confiscation prévue à l'article 25 doit obligatoirement être prononcée.



## Section III

*Faux en écriture publique ou authentique*

Art. 214. — Est puni de la réclusion perpétuelle tout magistrat, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, a commis un faux :

- 1° Soit par fausses signatures,
- 2° Soit par altération des actes, écritures ou signatures,
- 3° Soit par supposition ou substitution de personnes,
- 4° Soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou sur d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture.

Art. 215. — Est puni de la réclusion perpétuelle, tout magistrat, tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de sa fonction, en dénature frauduleusement la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui ont été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits qu'il savait faux, soit en attestant faussement que les faits avaient été avoués ou s'étaient passés en sa présence, soit en omettant ou modifiant volontairement des déclarations reçues par lui.

Art. 216. — Est punie de la réclusion de dix à vingt ans, toute personne autre que celles désignées à l'article 215 qui commet un faux en écriture authentique et publique :

- 1° Soit par contrefaçon ou altération d'écriture ou de signature,
- 2° Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations, ou décharges ou par leur insertion ultérieure dans ces actes,
- 3° Soit par addition, omission ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater ;
- 4° Soit par supposition ou substitution de personnes.

Art. 217. — Est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 1.000 DA, toute personne non partie à l'acte qui fait devant un officier public une déclaration qu'elle savait non conforme à la vérité.

Toutefois, bénéficie d'une excuse absolue dans les conditions prévues à l'article 52, celui qui, ayant fait à titre de témoin devant un officier public une déclaration non conforme à la vérité, s'est rétracté avant que ne soit résulté de l'usage de l'acte un préjudice pour autrui et avant qu'il n'ait lui-même été l'objet de poursuites.

Art. 218. — Dans les cas visés à la présente section, celui qui fait usage de la pièce qu'il savait fautive, est puni de la réclusion de cinq à dix ans.

## Section IV

*Faux en écriture privée, de commerce ou de banque*

Art. 219. — Toute personne qui de l'une des manières prévues à l'article 216 commet ou tente de commettre un faux en écritures de commerce ou de banque est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction de l'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et d'une interdiction de séjour d'un à cinq ans au plus.

La peine peut être portée au double du maximum prévu au premier alinéa lorsque le coupable de l'infraction est un banquier, un administrateur de société et, en général, une personne ayant fait appel au public en vue de l'émission d'actions, obligations, bons, parts ou titres quelconques, soit d'une société, soit d'une entreprise commerciale ou industrielle.

Art. 220. — Toute personne qui de l'une des manières prévues à l'article 216, commet ou tente de commettre un faux en écritures privées est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction de l'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et d'une interdiction de séjour d'un an à cinq ans au plus.

Art. 221. — Dans les cas visés à la présente section, celui qui fait usage ou tente de faire usage de la pièce qu'il savait fautive est puni des peines réprimant le faux, suivant les distinctions prévues aux articles 219 et 220.

## Section V

*Faux commis dans certains documents administratifs et certificats*

Art. 222. — Quiconque contrefait, falsifie ou altère les permis, certificats, livrets, cartes, bulletins, récépissés, passeports, ordres de mission, feuilles de route, laissez-passer ou autres documents délivrés par les administrations publiques en vue de constater un droit, une identité ou une qualité, ou d'accorder une autorisation, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 1500 à 15.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction de l'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 pendant un an au moins et cinq ans au plus.

La tentative est punie comme le délit consommé.

Les mêmes peines sont appliquées :

- 1° à celui qui, sciemment, fait usage des dits documents contrefaits, falsifiés ou altérés ;
- 2° à celui qui fait usage d'un des documents visés à l'alinéa premier, sachant que les mentions qui y figurent sont devenues incomplètes ou inexactes.

Art. 223. — Quiconque se fait délivrer indûment ou tente de se faire délivrer indûment un des documents désignés à l'article 222, soit en faisant de fausses déclarations, soit en prenant un faux nom ou une fautive qualité, soit en fournissant de faux renseignements, certificats ou attestations, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5000 DA.

Les mêmes peines sont appliquées à celui qui fait usage d'un tel document, obtenu dans les conditions précitées, ou établi sous un nom autre que le sien.

Le fonctionnaire qui délivre ou fait délivrer un des documents désignés à l'article 222 à une personne qu'il sait n'y avoir pas droit, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1500 à 15000 DA à moins que le fait ne constitue l'une des infractions plus graves prévues aux articles 126 à 134. Il peut, en outre, être frappé de l'interdiction de l'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 224. — Les logeurs et aubergistes qui, sciemment, inscrivent sur leurs registres sous des noms faux ou supposés les personnes logées chez eux ou qui, de connivence avec elles, omettent de les inscrire, sont punis d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 5000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 225. — Toute personne qui pour se dispenser ou dispenser autrui d'un service public quelconque fabrique, sous le nom d'un médecin, chirurgien, dentiste, ou sage-femme, un certificat de maladie ou d'infirmité, est punie de l'emprisonnement d'un à trois ans.

Art. 226. — Tout médecin, chirurgien, dentiste, officier de santé ou sage-femme qui, dans l'exercice de ses fonctions et pour favoriser quelqu'un certifie faussement ou dissimule l'existence de maladie ou infirmité ou un état de grossesse, ou fournit des indications mensongères sur l'origine d'une maladie ou infirmité ou la cause d'un décès, est puni de l'emprisonnement d'un à trois ans, à moins que le fait ne constitue l'une des infractions plus graves prévues aux articles 126 à 134.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction de l'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 227. — Quiconque, sans qualité, établit sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public un certificat de bonne conduite, d'indigence, ou relatant d'autres circonstances propres à appeler la bienveillance des autorités ou des particuliers sur la personne désignée dans ce certificat, à lui procurer places, crédit ou secours, est puni de l'emprisonnement de six mois à deux ans.

La même peine est appliquée :

1° A celui qui falsifie un certificat originairement véritable, pour le rendre applicable à une personne autre que celle à laquelle il avait été primitivement délivré.

2° A tout individu qui s'est servi d'un certificat ainsi fabriqué ou falsifié.

Si le certificat est établi sous le nom d'un simple particulier, sa fabrication ou son usage est puni de l'emprisonnement d'un à six mois.

Art. 228. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 600 à 6000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave, quiconque :

1° établit sciemment une attestation ou un certificat relatant des faits matériellement inexacts,

2° falsifie ou modifie d'une façon quelconque une attestation ou un certificat originairement sincère,

3° fait sciemment usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Art. 229. — Les faux réprimés à la présente section, lorsqu'ils sont commis au préjudice du trésor public ou d'un tiers, sont punis suivant leur nature, soit comme faux en écriture publique ou authentique, soit comme faux en écritures privées, de commerce ou de banque.

## Section VI

### Dispositions communes

Art. 230. — L'application des peines portées contre ceux qui font usage de monnaies, billets, sceaux, timbres, marteaux, poinçons, marques et écrits faux, contrefaits, fabriqués ou falsifiés, cesse toutes les fois que le faux n'est pas connu de la personne qui fait usage de la chose fausse.

Art. 231. — Il est prononcé contre les coupables une amende dont le minimum est de 500 et le maximum de 15.000 DA : l'amende peut cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux a procuré ou est destiné à procurer aux auteurs du crime ou du délit, à leurs complices ou à ceux qui font usage de la pièce fausse.

## Section VII

### Faux témoignage et faux serment

Art. 232. — Quiconque se rend coupable d'un faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, est puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Si le faux témoin a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, la peine est celle de la réclusion de dix à vingt ans.

Au cas de condamnation de l'accusé à une peine supérieure à la réclusion à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui encourt cette même peine.

Art. 233. — Quiconque se rend coupable d'un faux témoignage en matière délictuelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 7.500 DA.

Si le faux témoin a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, la peine d'emprisonnement peut être portée à dix ans et le maximum de l'amende à 15.000 DA.

Art. 234. — Quiconque se rend coupable d'un faux témoignage en matière contraventionnelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, est puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de trois ans au plus, et d'une amende de 500 à 1.800 DA.

Si le faux témoin a reçu de l'argent, une récompense quelconque, ou des promesses, la peine est celle de l'emprisonnement de deux à cinq ans, et l'amende de 500 à 7.500 DA.

Art. 235. — Quiconque se rend coupable d'un faux témoignage en matière civile ou administrative, est puni d'un emprisonnement de deux à 5 ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Si le faux témoin a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, la peine d'emprisonnement peut être portée à dix ans et l'amende à 4.000 DA.

Les dispositions du présent article s'appliquent au faux témoignage commis dans une action civile portée devant une juridiction pénale accessoirement à une instance pénale.

Art. 236. — Quiconque, en toute matière, en tout état d'une procédure ou en vue d'une demande ou d'une défense en justice, use de promesses, offres ou présents, de pressions, menaces, voies de fait, manœuvres ou artifices pour déterminer autrui à faire une déposition ou une déclaration ou à délivrer une attestation mensongère, est puni, que la subornation ait ou non produit effet, d'un emprisonnement d'un à trois ans, et d'une amende de 500 à 2.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins que le fait ne constitue la complicité d'une des infractions plus graves prévues aux articles 232, 233 et 235.

Art. 237. — L'interprète qui, en matière pénale, civile ou administrative, dénature sciemment la substance de déclarations orales ou de documents traduits oralement, est puni des peines du faux en écriture d'après les distinctions prévues aux articles 232 à 235.

Lorsque la dénaturation est faite dans la traduction écrite d'un document destiné ou apte à établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des effets de droit, l'interprète est puni des peines du faux en écriture d'après des distinctions prévues aux articles 214 à 221 selon le caractère de la pièce dénaturée.

Art. 238. — L'expert qui, désigné par l'autorité judiciaire, donne oralement ou par écrit, en tout état de la procédure, un avis mensonger ou affirme des faits qu'il sait non conformes à la vérité, est passible des peines du faux témoignage selon les distinctions prévues aux articles 232 à 235.

Art. 239. — La subornation d'expert ou d'interprète est punie comme subornation de témoin selon les dispositions de l'article 236.

Art. 240. — Toute personne à qui le serment est déféré ou référé en matière civile et qui fait un faux serment est punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Art. 241. — Dans le cas où, en vertu d'un des articles de la présente section, une peine délictuelle est seule encourue, le coupable peut, en outre, être frappé pour cinq ans au moins et dix ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

## Section VIII

### L'usurpation ou l'usage irrégulier de fonctions, de titres ou de noms

Art. 242. — Quiconque, sans titre, s'immisce dans des fonctions publiques, civiles ou militaires ou accomplit un acte d'une de ces fonctions, est puni de l'emprisonnement d'un à cinq ans à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave.

Art. 243. — Quiconque, sans remplir les conditions exigées pour le porter, fait usage ou se réclame d'un titre attaché à une profession légalement réglementée, d'un diplôme officiel ou d'une qualité dont les conditions d'attribution sont fixées par l'autorité publique est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 244. — Quiconque, sans droit, porte publiquement un uniforme réglementaire, un costume distinctif d'une fonction ou qualité, un insigne officiel ou une décoration d'un ordre national ou étranger, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 120 à 1.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins que le fait ne soit retenu comme circonstance aggravante d'une infraction plus grave.

Art. 245. — Quiconque, soit dans un acte officiel, soit habituellement, s'attribue indûment un titre ou une distinction honorifique, est puni d'un emprisonnement d'un à deux mois ou d'une amende de 500 à 1.000 DA.

Art. 246. — Quiconque revêt publiquement un costume présentant une ressemblance de nature à causer une méprise dans l'esprit du public avec les uniformes des forces armées de la République, de la gendarmerie, de la sûreté nationale, de l'administration des douanes, de tout fonctionnaire exerçant des fonctions de police judiciaire ou des forces de police auxiliaire, est puni de l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 2.500 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 247. — Quiconque, dans un acte public ou authentique ou dans un document administratif destiné à l'autorité publique, s'attribue indûment un nom patronymique autre que le sien, est puni d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Art. 248. — Quiconque en prenant un faux nom ou une fausse qualité se fait délivrer un extrait du casier judiciaire d'un tiers, est puni de l'emprisonnement d'un mois à un an.

Art. 249. — Quiconque a pris le nom d'un tiers, dans des circonstances qui ont déterminé ou auraient pu déterminer l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire de ce tiers, est puni de l'emprisonnement de six mois à cinq ans, sans préjudice des poursuites à exercer pour crime de faux s'il échet.

Est puni de la même peine celui qui, par de fausses déclarations relatives à l'état civil d'un inculpé a sciemment été la cause de l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire d'un autre que cet inculpé.

Art. 250. — Dans tous les cas prévus à la présente section, la juridiction de jugement peut ordonner aux frais du condamné, soit l'insertion intégrale ou par extrait de sa décision dans les journaux qu'elle désigne, soit l'affichage dans les lieux qu'elle indique.

La même juridiction ordonne, s'il y a lieu, que mention du jugement soit portée en marge des actes authentiques ou des actes de l'état civil dans lesquels le titre a été pris indûment ou le nom altéré.

Art. 251. — Est puni d'une amende de 500 à 25.000 DA quiconque, exerçant la profession d'agent d'affaires ou de conseil juridique ou fiscal, fait ou laisse figurer sa qualité de magistrat honoraire ou ancien avocat, de fonctionnaire honoraire ou ancien fonctionnaire, ou un grade militaire, sur tous prospectus, annonces, tracts, réclames, plaques, papiers à en-tête et, en général, sur tout document ou écrit quelconque utilisé dans le cadre de son activité.

Art. 252. — Sont punis de l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 50.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, les fondateurs, les directeurs ou gérants de société ou d'établissement à objet commercial, industriel ou financier qui ont fait ou laissé figurer le nom d'un membre du gouvernement ou d'un membre d'une assemblée, avec mention de sa qualité, dans toute publicité faite dans l'intérêt de l'entreprise qu'ils dirigent ou qu'ils se proposent de fonder.

Art. 253. — Sont punis des peines prévues à l'article 252, les fondateurs, directeurs ou gérants de société ou d'établissement à objet commercial, industriel ou financier qui ont fait ou laissé figurer le nom d'un ancien membre du gouvernement, d'un magistrat ou ancien magistrat, d'un fonctionnaire ou ancien fonctionnaire ou d'un haut dignitaire, avec mention de sa qualité, dans toute publicité faite dans l'intérêt de l'entreprise qu'ils dirigent ou qu'ils se proposent de fonder.

## Titre II

### CRIMES ET DELITS CONTRE LES PARTICULIERS

#### Chapitre premier

#### Crimes et délits contre les personnes

#### Section I

#### Meurtres et autres crimes capitaux et violences volontaires

##### § 1 — Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement

Art. 254. — L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

Art. 255. — Tout meurtre commis avec préméditation ou guet-apens, est qualifié assassinat.

Art. 256. — La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

Art. 257. — Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

Art. 258. — Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, ou de tout autre ascendant légitime.

Art. 259. — L'infanticide est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né.

Art. 260. — Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

Art. 261. — Tout coupable d'assassinat, de parricide ou d'empoisonnement, est puni de mort.

Toutefois, la mère, auteur principal ou complice de l'assassinat ou du meurtre de son enfant nouveau-né est punie de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, mais sans que cette disposition puisse s'appliquer à ces co-auteurs ou complices.

Art. 262. — Sont punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de cruauté.

Art. 263. — Le meurtre emporte la peine de mort lorsqu'il a précédé, accompagné ou suivi un autre crime.

Le meurtre emporte également la peine de mort lorsqu'il a eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre est puni de la réclusion perpétuelle.

Dans tous les cas prévus au présent paragraphe, la confiscation des armes, des objets et instruments ayant servi à commettre le crime est toujours prononcée sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

#### § 2 — Violences volontaires

Art. 264. — Quiconque, volontairement, fait des blessures ou porte des coups à autrui ou commet toute autre violence ou vole de fait, s'il résulte de ces sortes de violences une maladie ou incapacité totale de travail pendant plus de dix jours, est puni d'un emprisonnement d'un mois à 5 ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être privé des droits mentionnés à l'article 14 du présent code pendant un an au moins et, cinq ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

Quand les violences ci-dessus exprimées ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, le coupable est puni de la réclusion à temps de cinq à dix ans.

Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable est puni de la peine de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Art. 265. — Lorsqu'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine est, si la mort s'en est suivie, celle de la réclusion perpétuelle ; si les violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, la peine est celle de la réclusion à temps, de dix à vingt ans ; dans le cas prévu par l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 264, la peine est celle de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 266. — Lorsque les blessures ou les coups ou autres violences ou voies de fait, n'ayant pas occasionné une maladie ou incapacité totale de travail personnel excédant dix jours, ont eu lieu avec préméditation, guet-apens ou port d'armes, le coupable est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

Art. 267. — Quiconque volontairement fait des blessures ou porte des coups à ses père ou mère légitimes, ou autres ascendants légitimes, est puni ainsi qu'il suit :

1° De la réclusion à temps de cinq à dix ans, si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité totale de travail de l'espèce mentionnée à l'article 264 ;

2° Du maximum de la réclusion à temps de cinq à dix ans, s'il y a eu incapacité totale de travail pendant plus de dix jours ;

3° De la réclusion à temps de dix à vingt ans si les blessures ou les coups ont été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes ;

4° De la réclusion perpétuelle si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée.

Lorsqu'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine est :

— le maximum de la réclusion à temps de cinq à dix ans dans le cas prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus,

— la réclusion à temps de dix à vingt ans s'il est résulté des blessures faites ou des coups portés, une incapacité totale de travail pendant plus de dix jours ;

— la réclusion perpétuelle dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 du présent article.

Art. 268. — Quiconque participe à une rixe, rébellion ou réunion séditieuse au cours de laquelle sont exercées des violences ayant entraîné la mort dans les conditions prévues à l'article 264 alinéa 4, est puni de l'emprisonnement d'un à cinq ans, à moins qu'il n'encoure une peine plus grave comme auteur de ces violences.

Si au cours de la rixe, rébellion ou réunion séditieuse, il est porté des coups et fait des blessures, la peine est l'emprisonnement de trois mois à deux ans, à moins qu'une peine plus grave ne soit encourue comme auteur des violences par la personne ayant participé à cette rixe, rébellion ou réunion séditieuse.

Les chefs, auteurs, instigateurs, provocateurs de la rixe, rébellion ou réunion séditieuse, sont punis comme s'ils avaient personnellement commis les dites violences.

Art. 269. — Quiconque volontairement fait des blessures ou porte des coups à un mineur de quinze ans ou le prive volontairement d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé, ou commet volontairement à son encontre toute autre violence ou voie de fait, à l'exclusion des violences légères, est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Art. 270. — Lorsqu'il est résulté des coups, blessures, violences, voies de fait ou privations visés à l'article précédent, une maladie, une immobilisation ou une incapacité totale de travail de plus de dix jours, ou s'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine est de trois à dix ans d'emprisonnement et de 500 à 6.000 DA d'amende.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction des droits mentionnés à l'article 14 du présent code et de l'interdiction de séjour.

Art. 271. — Lorsqu'il est résulté des coups, blessures, violences, voies de fait ou privations visées à l'article 269, une mutilation, amputation, privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, la peine est la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Si la mort en est résultée sans intention de la donner, la peine est le maximum de la réclusion à temps de dix à vingt ans

Si la mort en est résultée sans intention de la donner, mais par l'effet de pratiques habituelles, la peine est celle de la réclusion perpétuelle.

Si les coups, blessures, violences, voies de fait ou privations ont été pratiquées avec l'intention de provoquer la mort, l'auteur est puni comme coupable d'assassinat ou de tentative de ce crime.

Art. 272. — Lorsque les coupables sont les père ou mère légitimes, autres ascendants légitimes, ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant sa garde, ils sont punis :

1° Dans le cas prévu à l'article 269, des peines portées à l'article 270 ;

2° Dans le cas prévu à l'article 270, de la réclusion à temps, de cinq à dix ans ;

3° Dans les cas prévus aux alinéas 1 et 2 de l'article 271, de la réclusion perpétuelle ;

4° Dans les cas prévus aux alinéas 3 et 4 de l'article 271, de la peine de mort.

Article 273. — Quiconque sciemment aide une personne dans les faits qui préparent ou facilitent son suicide, ou fournit les armes, poison ou instrument destinés au suicide, sachant qu'ils doivent y servir, est puni, si le suicide est réalisé, de l'emprisonnement d'un à cinq ans.

Art. 274. — Quiconque se rend coupable du crime de castration est puni de la réclusion perpétuelle.

Si la mort en est résultée, le coupable est puni de mort.

Art. 275. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA quiconque cause à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel en lui administrant, de quelque manière que ce soit, sciemment mais sans intention de donner la mort, des substances nuisibles à la santé.

Lorsqu'il en est résulté une maladie ou incapacité de travail d'une durée supérieure à dix jours, la peine est celle de l'emprisonnement de deux à cinq ans.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Lorsque les substances administrées ont causé soit une maladie incurable, soit la perte de l'usage d'un organe, soit une infirmité permanente, la peine est la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Lorsqu'elles ont causé la mort sans l'intention de la donner, la peine est la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Art. 276. — Lorsque les délits et crimes spécifiés à l'article précédent ont été commis par un ascendant, descendant, conjoint ou successible de la victime ou une personne ayant autorité sur elle, ou en ayant la garde, la peine est :

1° Dans le cas prévu à l'alinéa 1 de l'article 275, l'emprisonnement de deux à cinq ans ;

2° Dans le cas prévu à l'alinéa 2 de l'article 275, la réclusion à temps, de cinq à dix ans ;

3° Dans le cas prévu à l'alinéa 4 de l'article 275, la réclusion à temps, de dix à vingt ans ;

4° Dans le cas prévu à l'alinéa 5 de l'article 275, la réclusion perpétuelle.

### § 3 — Crimes et délits excusables

Art. 277. — Le meurtre, les blessures et les coups sont excusables s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

Art. 278. — Le meurtre, les blessures et les coups sont excusables, s'il ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances.

S'ils ont été commis pendant la nuit, les dispositions de l'article 40 (1<sup>o</sup>) sont applicables.

Art. 279. — Le meurtre, les blessures et les coups sont excusables, s'ils sont commis par l'un des époux sur son conjoint ainsi que sur le complice à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère.

Art. 280. — Le crime de castration est excusable s'il a été immédiatement provoqué par un attentat à la pudeur commis avec violences.

Art. 281. — Les blessures et les coups sont excusables lorsqu'ils sont commis sur la personne d'un adulte surpris en flagrant délit d'attentat à la pudeur, réalisé avec ou sans violences, sur un mineur de quinze ans accomplis.

Art. 282. — Le parricide n'est jamais excusable.

Art. 283. — Lorsque le fait d'excuse est prouvé, la peine est réduite :

1° à un emprisonnement d'un à cinq ans, s'il s'agit d'un crime puni de mort ou de la réclusion perpétuelle,

2° à un emprisonnement de six mois à deux ans s'il s'agit de tout autre crime ;

3° à un emprisonnement d'un mois à trois mois s'il s'agit d'un délit.

Dans les cas prévus sous les numéros 1 et 2 du présent article, le coupable peut, en outre, être interdit de séjour pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

## Section II

### Menaces

Art. 284. — Quiconque menace, par écrit anonyme ou signé, frange, symbole ou emblème, d'assassinat, d'emprisonnement ou tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort ou de la réclusion perpétuelle, est, dans le cas où la menace est faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition, puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Art. 285. — Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, le coupable est puni d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 500 à 2.500 DA.

La peine de l'interdiction de séjour pendant un an au moins et cinq ans au plus peut être prononcée à son endroit.

Art. 286. — Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 500 à 1.500 DA.

Il peut, en outre, être interdit de séjour pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 287. — Quiconque a, par l'un des moyens prévus aux articles 284 à 286, menacé de voies de fait ou violence non prévues à l'article 284, si la menace a été faite avec ordre ou sous condition, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 500 à 1.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

## Section III

### Homicide et blessures involontaires

Art. 288. — Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, commet involontairement un homicide, ou en est involontairement la cause, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et d'une amende de 1.000 à 20.000 DA.

Art. 289. — S'il est résulté du défaut d'adresse ou de précaution des coups et blessures, ou maladie entraînant une incapacité totale de travail d'une durée supérieure à trois mois, le coupable est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 15.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 290. — Les peines prévues aux articles 288 et 289 sont portées au double lorsque l'auteur du délit a agi en état d'ivresse, ou a tenté, soit en prenant la fuite, soit en modifiant l'état des lieux, soit par tout autre moyen, d'échapper à sa responsabilité pénale ou civile qu'il pouvait encourir.

## Section IV

### Atteintes portées par des particuliers à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile

Art. 291. — Sont punis de la réclusion à temps de cinq à dix ans ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi permet ou ordonne de saisir des individus enlevés, arrêtés, détenus ou séquestrés une personne quelconque.

La même peine est applicable à quiconque prête un lieu pour détenir ou séquestrer cette personne.

Si la détention ou la séquestration a duré plus d'un mois, la peine est celle de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Art. 292. — Si l'arrestation ou l'enlèvement a été exécuté soit avec port d'un uniforme ou d'un insigne réglementaires ou paraissant tels dans les termes de l'article 246, soit sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique, la peine est la réclusion perpétuelle.

La même peine est applicable si l'arrestation ou l'enlèvement a été opéré à l'aide d'un moyen de transport motorisé ou si la victime a été menacée de mort.

Art. 293. — Si la personne enlevée, arrêtée, détenue ou séquestrée a été soumise à des tortures corporelles, les coupables sont punis de mort.

Art. 294. — Bénéficie d'une excuse atténuante au sens de l'article 52 du présent code tout coupable qui, spontanément, a fait cesser la détention ou la séquestration.

Si la détention ou la séquestration a cessé moins de dix jours accomplis depuis celui de l'enlèvement, de l'arrestation, de la détention ou de la séquestration et alors qu'aucune poursuite n'avait encore été exercée, la peine est réduite à l'emprisonnement de deux à cinq ans dans le cas prévu à l'article 293, et à l'emprisonnement de six mois à deux ans dans les cas prévus aux articles 291 et 292.

Si la détention ou la séquestration a cessé plus de dix jours accomplis depuis celui de l'enlèvement, de l'arrestation, de la détention ou de la séquestration, ou alors que les poursuites étaient déjà exercées, la peine est réduite à la réclusion à temps de cinq à dix ans dans le cas prévu à l'article 293 et à l'emprisonnement de deux à cinq ans, dans tous les autres cas.

Art. 295. — Tout individu qui s'introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen, est puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 500 à 1.800 DA.

## Section V

### Atteintes portées à l'honneur et à la considération des personnes et violation des secrets

Art. 296. — Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération des personnes ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés, mais dont l'identification est rendue possible par les termes des discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés.

Art. 297. — Toute expression outrageante, terme de mépris ou injure qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure.

Art. 298. — Toute diffamation commise envers les particuliers est punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 150 à 1.500 DA, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute diffamation commise envers une ou plusieurs personnes qui appartiennent à un groupe ethnique ou philosophique, ou à une religion déterminée, est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 à 3.000 DA lorsqu'elle a pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

Art. 299. — Toute injure commise contre les particuliers est punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 150 à 1.500 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 300. — Quiconque a, par quelque moyen que ce soit, fait une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, ou à des autorités ayant le pouvoir d'y donner suite ou de saisir l'autorité compétente ou encore aux supérieurs hiérarchiques ou aux employeurs du dénoncé, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 15.000 DA ; la juridiction de jugement peut, en outre, ordonner l'insertion de sa décision, intégralement ou par extrait dans un ou plusieurs journaux et aux frais du condamné.

Si le fait dénoncé est susceptible de sanction pénale ou disciplinaire, les poursuites du chef de dénonciation calomnieuse peuvent être engagées en vertu du présent article soit après jugement ou arrêt d'acquiescement ou de relaxe, soit après ordonnance ou arrêt de non lieu, soit après classement de la dénonciation par le magistrat, fonctionnaire, autorité supérieure ou employeur, compétent pour lui donner la suite qu'elle était susceptible de comporter.

La juridiction saisie en vertu du présent article est tenue de surseoir à statuer, si des poursuites concernant le fait dénoncé sont pendantes.

Art. 301. — Les médecins, chirurgiens, pharmaciens, sages-femmes ou toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession ou par fonctions permanentes ou temporaires, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, ont révélé ces secrets, sont punis d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Toutefois, les personnes ci-dessus énumérées, sans être tenues de dénoncer les avortements dont elles ont eu connaissance à l'occasion de l'exercice de leur profession, n'encourent pas, si elles les dénoncent, les peines prévues à l'alinéa précédent ; citées en justice pour une affaire d'avortement, elles demeurent libres de fournir leur témoignage sans s'exposer à aucune peine.

Art. 302. — Quiconque, travaillant à quelque titre que ce soit dans une entreprise, a sans y avoir été habilité, communiqué ou tenté de communiquer à des étrangers ou à des Algériens résidant en pays étrangers des secrets de l'entreprise où il travaille, est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

Si ces secrets ont été communiqués à des Algériens résidant en Algérie, la peine est l'emprisonnement de trois mois à deux ans et l'amende de 500 à 1.500 DA.

Le maximum de la peine prévue par les deux alinéas précédents est obligatoirement encouru s'il s'agit de secrets de fabrication d'armes et munitions de guerre appartenant à l'Etat.

Dans tous les cas, le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

Art. 303. — Quiconque, de mauvaise foi et hors les cas prévus à l'article 137, ouvre ou supprime des lettres ou correspondances adressées à des tiers, est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 3.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

## Chapitre II

### Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

#### Section I

##### L'avortement

Art. 304. — Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences ou par tout autre moyen, a procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte, qu'elle y ait consenti ou non, est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

Si la mort en est résultée, la peine est la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Dans tous les cas, le coupable peut, en outre, être interdit de séjour.

Art. 305. — S'il est établi que le coupable se livrait habituellement aux actes visés par l'article 304, la peine d'emprisonnement est portée au double dans le cas prévu à l'alinéa premier, et la peine de réclusion à temps est élevée au maximum de sa durée.

Art. 306. — Les médecins, sages-femmes, chirurgiens, dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine ou art dentaire, les étudiants ou employés en pharmacie, les herboristes, bandagistes, marchands d'instruments de chirurgie, infirmiers, infirmières, masseurs, masseuses, qui ont indiqué, favorisé ou pratiqué les moyens de procurer l'avortement sont, suivant les cas, punis des peines prévues aux articles 304 et 305.

L'interdiction d'exercer la profession prévue à l'article 23, peut être prononcée contre les coupables qui peuvent, en outre, être interdits de séjour.

Art. 307. — Quiconque contrevient à l'interdiction d'exercer sa profession prononcée en vertu du dernier alinéa de l'article 306 est puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 à 10.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être interdit de séjour.

Art. 308. — L'avortement n'est pas puni lorsqu'il constitue une mesure indispensable pour sauver la vie de la mère en danger et qu'il est ouvertement pratiqué par un médecin ou chirurgien après avis donné par lui à l'autorité administrative.

Art. 309. — Est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 250 à 1.000 DA la femme qui s'est intentionnellement fait avorter ou a tenté de le faire ou qui a consenti à faire usage de moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet.

Art. 310. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

— soit par des discours proférés dans des lieux ou réunions publiques ;

— soit par la vente, la mise en vente, ou l'offre, même non publiques, ou par l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou par la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée, à la poste, ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ;

— soit par la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux ;

a provoqué à l'avortement, alors même que la provocation n'a pas été suivie d'effet.

Art. 311. — Toute condamnation pour une des infractions prévues par la présente section comporte, de plein droit, l'interdiction d'exercer aucune fonction, et de remplir aucun emploi, à quelque titre que ce soit, dans des cliniques ou maisons d'accouchement et tous établissements publics ou privés recevant habituellement à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des mêmes infractions entraîne la même interdiction.

Art. 312. — En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour des faits constituant, d'après la loi algérienne, une des infractions spécifiées à la présente section, le tribunal du domicile du condamné, déclare, en chambre du conseil, à la requête du ministère public, l'intéressé dûment appelé, qu'il y a lieu à application de l'interdiction prévue à l'article 311.

Art. 313. — Quiconque contrevient à l'interdiction prononcée en application des articles 311 et 312, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

#### Section II

##### L'exposition et le délaissement des enfants ou des incapables

Art. 314. — Quiconque expose ou fait exposer, délaisse ou fait délaisser, en un lieu solitaire, un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental, est, pour ce seul fait, puni de l'emprisonnement d'un à trois ans.

S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou incapacité totale de plus de vingt jours, la peine est l'emprisonnement de deux à cinq ans.

Si l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il est resté atteint d'une infirmité permanente, la peine est la réclusion de cinq à dix ans.

Si l'exposition ou le délaissement a occasionné la mort, la peine est la réclusion de dix à vingt ans.



Art. 315. — Si les coupables sont les ascendants ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou l'incapable, ou en ayant la garde, la peine est :

— L'emprisonnement de deux à cinq ans dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 314 ;

— La réclusion de cinq à dix ans dans le cas prévu au deuxième alinéa du dit article ;

— La réclusion de dix à vingt ans dans le cas prévu au troisième alinéa du dit article ;

— La réclusion perpétuelle dans le cas prévu au quatrième alinéa du dit article.

Art. 316. — Quiconque expose ou fait exposer, délaisse ou fait délaisser en un lieu non solitaire un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger lui-même à raison de son état physique ou mental, est, pour ce seul fait, puni de l'emprisonnement de trois mois à un an.

S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou incapacité totale de plus de vingt jours, la peine est l'emprisonnement de six mois à deux ans.

Si l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié ou s'il est resté atteint d'une infirmité permanente, la peine est l'emprisonnement de deux à cinq ans.

Si la mort s'en est suivie, la peine est la réclusion de cinq à dix ans.

Art. 317. — Si les coupables sont les ascendants ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou l'incapable, ou en ayant la garde, la peine est :

— L'emprisonnement de six mois à deux ans dans le cas prévu au premier alinéa de l'article 316 ;

— L'emprisonnement de deux à cinq ans dans le cas prévu à l'alinéa 2 du dit article ;

— La réclusion de cinq à dix ans dans le cas prévu à l'alinéa 3 du dit article ;

— La réclusion de dix à vingt ans dans le cas prévu à l'alinéa 4 du dit article.

Art. 318. — Si la mort a été occasionnée avec intention de la provoquer, le coupable est puni, selon les cas, des peines prévues aux articles 261 à 263.

Art. 319. — Dans le cas où, en vertu des articles 314 à 317, une peine délictuelle est seule encourue, le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

Art. 320. — Est puni de deux à six mois d'emprisonnement et de 500 à 20.000 DA d'amende :

1° Quiconque a, dans un esprit de lucre, provoqué les parents ou l'un d'eux à abandonner leur enfant né ou à naître ;

2° Toute personne qui a fait souscrire, ou a tenté de faire souscrire, par les futurs parents ou l'un d'eux, un acte aux termes duquel ils s'engagent à abandonner l'enfant à naître, qui a détenu un tel acte, en a fait usage ou a tenté d'en faire usage ;

3° Quiconque a, dans un esprit de lucre, apporté ou tenté d'apporter son entremise pour faire recueillir un enfant.

### Section III

#### Crimes et délits tendant à empêcher l'identification de l'enfant

Art. 321. — Ceux qui sciemment, dans des conditions de nature à rendre impossible son identification, déplacent un enfant, le recèlent, le font disparaître, ou lui substituent un autre enfant, ou le présentent matériellement comme né d'une femme qui n'est pas accouchée, sont punis de la réclusion de cinq à dix ans.

S'il n'est pas établi que l'enfant ait vécu, la peine est l'emprisonnement de deux mois à cinq ans.

S'il est établi que l'enfant n'a pas vécu, le coupable est puni de l'emprisonnement d'un à deux mois.

### Section IV

#### L'enlèvement et la non représentation des mineurs

Art. 322. — Quiconque par violences, menaces ou fraude, enlève ou fait enlever un mineur de dix huit ans ou l'entraîne détourne ou déplace, ou le fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où il était mis par ceux à l'autorité où à la direction desquels il était soumis ou confié, est puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Art. 323. — Si le mineur ainsi enlevé ou détourné, est âgé de moins de quinze ans, la peine est la réclusion de dix à vingt ans.

Toutefois, si le mineur est retrouvé vivant avant qu'ait été rendu le jugement de condamnation, la peine est la réclusion de cinq à dix ans.

Art. 324. — Si le coupable se fait payer ou a eu pour but de se faire payer une rançon par les personnes sous l'autorité ou la surveillance desquelles le mineur était placé, la peine, quelque soit l'âge du mineur, est la réclusion perpétuelle.

Toutefois, si le mineur est retrouvé vivant avant qu'ait été rendu le jugement de condamnation, la peine est la réclusion de dix à vingt ans.

Art. 325. — Dans les cas prévus aux articles 322 à 324, l'enlèvement est puni de mort s'il a été suivi de la mort du mineur.

Art. 326. — Quiconque, sans violences, menaces ou fraude, enlève ou détourne, ou tente d'enlever ou de détourner un mineur de dix huit ans, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Lorsqu'une mineure ainsi enlevée ou détournée a épousé son ravisseur, celui-ci ne peut être poursuivi que sur la plainte des personnes ayant qualité pour demander l'annulation du mariage et ne peut être condamné qu'après que cette annulation a été prononcée.

Art. 327. — Quiconque, étant chargé de la garde d'un enfant, ne le représente point aux personnes qui ont droit de le réclamer est puni de l'emprisonnement de deux à cinq ans.

Art. 328. — Quand il a été statué sur la garde d'un mineur par décision de justice exécutoire par provision ou définitive, le père, la mère ou toute personne qui ne représente pas ce mineur à ceux qui ont le droit de le réclamer, ou qui, même sans fraude ou violence, l'enlève, le détourne ou le fait enlever ou détourner des mains de ceux auxquels sa garde a été confiée, ou des lieux où ces derniers l'ont placé, est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Si le coupable avait été déclaré déchu de la puissance paternelle, l'emprisonnement peut être élevé jusqu'à trois ans.

Art. 329. — Hors le cas où le fait constitue un acte punissable de complicité, quiconque, sciemment, cache ou soustrait aux recherches un mineur qui a été enlevé ou détourné, ou qui le dérobe à l'autorité à laquelle il est légalement soumis, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 2.500 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

### Section V

#### L'abandon de famille

Art. 330. — Sont punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 500 à 5.000 DA :

1° Le père ou la mère de famille qui abandonne sans motif grave, pendant plus de deux mois, la résidence familiale et se soustrait à tout ou partie des obligations d'ordre moral ou d'ordre matériel résultant de la puissance paternelle ou de la tutelle légale ; le délai de deux mois ne pourra être interrompu que par un retour au foyer impliquant la volonté de reprendre définitivement la vie familiale ;

2° Le mari qui, sans motif grave, abandonne volontairement, pendant plus de deux mois sa femme, la sachant enceinte ;

3° Les père ou mère, que la déchéance de la puissance paternelle soit ou non prononcée à leur égard, qui compromettent gravement par de mauvais traitements, par des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un

défaut de soins ou par un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un ou plusieurs de ces derniers.

En ce qui concerne les infractions prévues au 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du présent article, la poursuite comporte initialement une interpellation, constatée par procès-verbal, du délinquant par un officier de police judiciaire.

Un délai de huit jours lui est accordé pour exécuter ses obligations. Si le délinquant est en fuite ou s'il n'a pas de résidence connue, l'interpellation est remplacée par l'envoi d'une lettre recommandée au dernier domicile connu.

Dans les mêmes cas, pendant le mariage, la poursuite n'est exercée que sur la plainte de l'époux resté au foyer.

Art. 331. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA, toute personne qui, au mépris d'une décision de justice rendue contre elle ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement l'ayant condamnée à verser une pension alimentaire à son conjoint, à ses ascendants, à ses descendants, est volontairement demeurée plus de deux mois sans fournir la totalité des subsides déterminés par le juge ni acquitter le montant intégral de la pension.

Le défaut de paiement est présumé volontaire, sauf preuve contraire. L'insolvabilité qui résulte de l'inconduite habituelle, de la paresse ou de l'ivrognerie, n'est en aucun cas un motif d'excuse valable pour le débiteur.

Le tribunal compétent pour connaître des délits visés au présent article est celui du domicile ou de la résidence de la personne qui doit recevoir la pension ou bénéficier des subsides.

rt. 332. — Toute personne condamnée pour l'un des délits prévus aux articles 330 et 331 peut, en outre, être frappée, pour un an au moins et cinq ans au plus, de l'interdiction des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

#### Section VI

##### *Attentats aux mœurs*

Art. 333. — Toute personne qui a commis un outrage public à la pudeur est punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Lorsque l'outrage public à la pudeur a consisté en un acte contre nature avec un individu du même sexe, la peine est un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 1.000 à 10.000 DA.

Art. 334. — Est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans, tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un mineur de quinze ans de l'un ou de l'autre sexe.

Est puni de la même peine, l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant sur la personne d'un mineur, même âgé de plus de quinze ans, mais non émancipé par le mariage.

Art. 335. — Est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans, tout attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violences contre des personnes de l'un ou de l'autre sexe.

Si le crime a été commis sur la personne d'un mineur de quinze ans, le coupable est puni de la réclusion à temps de dix à vingt ans.

Art. 336. — Quiconque a commis le crime de viol est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Si le viol a été commis sur la personne d'une mineure de quinze ans, la peine est la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Art. 337. — Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat ou le viol, s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quelqu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine est celle de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, dans le cas prévu à l'alinéa premier de l'article 334, et de la réclusion perpétuelle, dans les cas prévus aux articles 335 et 336.

Art. 338. — Tout coupable d'un acte d'homo-sexualité est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Si l'un des auteurs est mineur de dix huit ans la peine à l'égard du majeur peut être élevée jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 10.000 DA d'amende.

Art. 339. — Est punie d'un emprisonnement d'un à deux ans toute femme mariée convaincue d'adultère.

Quiconque consomme l'adultère avec une femme la sachant mariée est puni de la même peine.

Est puni d'un emprisonnement de six mois à un an tout homme marié convaincu d'adultère ; la complice est punie de la même peine, sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent.

La poursuite n'est exercée que sur plainte du conjoint offensé.

Art. 340. — Le pardon du conjoint offensé met fin aux poursuites exercées contre son conjoint.

Le pardon accordé postérieurement à une condamnation devenue irrévocable arrête les effets de cette condamnation à l'égard du conjoint pardonné.

Art. 341. — La preuve de l'infraction réprimée par l'article 339 s'établit soit par procès-verbal de constat de flagrant délit dressé par un officier de police judiciaire, soit par l'aveu relaté dans des lettres ou documents émanés du prévenu ou par l'aveu judiciaire.

#### Section VII

##### *Excitation de mineurs à la débauche et prostitution*

Art. 342. — Quiconque excite, favorise ou facilite habituellement la débauche ou la corruption de mineurs de vingt et un ans, de l'un ou de l'autre sexe, ou même occasionnellement de mineurs de quinze ans, est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 25.000 DA.

La tentative des délits visés au présent article est punie des peines prévues pour ces délits.

Art. 343. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA, à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave, quiconque sciemment :

- 1<sup>o</sup> d'une manière quelconque, aide, assiste, ou protège la prostitution d'autrui ou le racolage en vue de la prostitution ;
- 2<sup>o</sup> sous une forme quelconque, partage les produits de la prostitution d'autrui ou reçoit des subsides d'une personne se livrant habituellement à la prostitution ou tirant elle-même des ressources de la prostitution d'autrui ;
- 3<sup>o</sup> vit avec une personne se livrant habituellement à la prostitution ;
- 4<sup>o</sup> étant en relations habituelles avec une ou plusieurs personnes se livrant à la prostitution ne peut justifier de ressources correspondant à son train de vie ;
- 5<sup>o</sup> embauche, entraîne ou entretient, même avec son consentement, une personne même majeure en vue de la prostitution, ou la livre à la prostitution ou à la débauche ;
- 6<sup>o</sup> fait office d'intermédiaire, à un titre quelconque, entre les personnes se livrant à la prostitution ou à la débauche et les individus qui exploitent ou rémunèrent la prostitution ou la débauche d'autrui ;
- 7<sup>o</sup> par menace, pression, manœuvre ou par tout autre moyen, entrave l'action de prévention, de contrôle, d'assistance ou de rééducation entreprise par des organismes qualifiés en faveur de personnes se livrant à la prostitution ou en danger de prostitution.

La tentative des délits visés au présent article est punie des peines prévues pour ces délits.

Art. 344. — Les peines édictées à l'article 343 sont portées à un emprisonnement de deux à cinq ans et à une amende de 1.000 à 40.000 DA lorsque :

- 1<sup>o</sup> Le délit a été commis à l'égard d'un mineur de dix huit ans ;
- 2<sup>o</sup> Le délit a été accompagné de menace, de contraintes, de violence, de vol de fait, d'abus d'autorité ou de dol ;
- 3<sup>o</sup> L'auteur du délit était porteur d'une arme apparente ou cachée ;



4° L'auteur du délit est époux, père, mère ou tuteur de la victime ou appartient à l'une des catégories énumérées à l'article 337 ;

5° L'auteur du délit est appelé à participer, de par ses fonctions, à la lutte contre la prostitution, à la protection de la santé ou de la jeunesse, ou au maintien de l'ordre public ;

6° Le délit a été commis à l'égard de plusieurs personnes ;

7° Les victimes du délit ont été livrées ou incitées à se livrer à la prostitution hors du territoire algérien ;

8° Les victimes du délit ont été livrées ou incitées à se livrer à la prostitution à leur arrivée ou dans un délai rapproché de leur arrivée sur le territoire algérien ;

9° Le délit a été commis par plusieurs auteurs ou complices.

La tentative des délits visés au présent article est punie des peines prévues pour ces délits.

Art. 345. — Les peines prévues aux articles 342 à 344 sont encourues alors même que certains des actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction ont été accomplis hors du territoire de la République.

Art. 346. — Est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 40.000 DA quiconque détenant, gérant, faisant fonctionner, finançant ou contribuant à financer un hôtel, maison meublée, pension, débit de boissons, restaurant, club, cercle, dancing, lieu de spectacles ou leurs annexes, ou lieu quelconque ouvert au public ou utilisé par le public, accepte ou tolère habituellement qu'une ou plusieurs personnes se livrent à la prostitution à l'intérieur de l'établissement ou dans ses annexes ou y recherchent des clients en vue de la prostitution.

Les mêmes peines sont applicables à toute personne qui assiste les dits détenteurs, gérants, préposés ou bailleurs de fonds.

La tentative des délits visés au présent article est punie des peines prévues pour ces délits.

Dans tous les cas, le jugement de condamnation doit ordonner le retrait de la licence dont le condamné était bénéficiaire. Il peut, en outre, prononcer la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement.

Art. 347. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 500 à 2.000 DA quiconque, par gestes, paroles, écrits ou par tous autres moyens procède publiquement au racolage de personnes de l'un ou de l'autre sexe en vue de les provoquer à la débauche.

La tentative est punie des mêmes peines que l'infraction consommée.

Art. 348. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA, à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave, quiconque tolère l'exercice habituel et clandestin de la débauche par des personnes se livrant à la prostitution dans des locaux ou emplacements non utilisés par le public, dont il dispose à quelque titre que ce soit.

La tentative de ce délit est punie des mêmes peines que l'infraction consommée.

Art. 349. — Dans tous les cas, les coupables de délits prévus à la présente section peuvent, en outre, être frappés pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

### Chapitre III

#### Crimes et délits contre les biens

##### Section I

##### Vols et extorsions

Art. 350. — Quiconque soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol et puni d'un emprisonnement d'un an au moins et cinq ans au plus et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés en l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

La tentative de ce délit est punie des mêmes peines que l'infraction consommée.

Les mêmes peines s'appliquent encore aux auteurs des détournements d'eau, de gaz et d'électricité.

Art. 351. — Sont punis de la réclusion perpétuelle les individus coupables de vol, si les voleurs ou l'un d'eux étaient porteurs d'une arme apparente ou cachée, même si le vol a été commis par une seule personne et en l'absence de toute autre circonstance aggravante.

La même peine est applicable si les coupables ou l'un d'eux détenaient l'arme dans le véhicule motorisé qui les aurait conduits sur le lieu de l'infraction ou qu'ils auraient utilisé pour assurer leur fuite.

Art. 352. — Sont punis de la réclusion à temps de dix à vingt ans, les individus coupables de vol commis sur les chemins publics ou dans les véhicules servant au transport des voyageurs, des correspondances ou des bagages, ou dans l'enceinte des voies ferrées, gares, ports, aéroports, quais de débarquement ou d'embarquement, lorsque le vol a été commis avec l'une au moins des circonstances visées à l'article 353.

Dans les autres cas, la peine est celle de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 353. — Sont punis de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, les individus coupables de vol commis avec deux au moins des circonstances suivantes :

1° Si le vol a été commis avec violence ou menace de violence ;

2° Si le vol a été commis la nuit ;

3° Si le vol a été commis en réunion par deux ou plusieurs personnes ;

4° Si le vol a été commis à l'aide d'escalade, d'effraction extérieure ou intérieure, d'ouverture souterraine, de fausses clés, ou de bris de scellés, dans une maison, appartement, chambre ou logement, habités ou servant à l'habitation ou leurs dépendances ;

5° Si les auteurs du vol se sont assurés la disposition d'un véhicule motorisé en vue de faciliter leur entreprise ou de favoriser leur fuite ;

6° Si l'auteur est un domestique ou serviteur à gages, même lorsqu'il a commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient soit dans la maison de son employeur, soit dans celle où il l'accompagnait ;

7° Si le voleur est un ouvrier ou apprenti, dans la maison, l'atelier ou magasin de son employeur ou s'il est un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il a volé.

Art. 354. — Sont punis de la réclusion à temps, de cinq à dix ans les individus coupables de vol commis avec une seule des circonstances suivantes :

1° Si le vol a été commis avec violence ou menace de violence ;

2° Si le vol a été commis la nuit ;

3° Si le vol a été commis en réunion, par deux ou plusieurs personnes ;

4° Si le vol a été commis à l'aide d'escalade, d'effraction extérieure ou intérieure, d'ouverture souterraine, de fausses clés ou de bris de scellés, même dans un édifice ne servant pas à l'habitation ;

5° Si le vol a été commis au cours d'un incendie ou après une explosion, un effondrement, un séisme, une inondation, un naufrage, une révolte, une émeute ou tout autre trouble ;

6° Si le vol a porté sur un objet qui assurait la sécurité d'un moyen de transport quelconque, public ou privé.

Art. 355. — Est réputé maison habitée, tout bâtiment, logement, loge, tente, cabine même mobile, qui, même sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation et tout ce qui en dépend comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quelqu'en soit l'usage et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

Art. 356. — Est qualifié effraction le fait de forcer ou de tenter de forcer un système quelconque de fermeture soit en le brisant ou le détériorant, soit de toute autre manière.

afin de permettre à une personne de s'introduire dans un lieu fermé, ou de s'emparer d'une chose contenue dans un endroit clos, dans un meuble ou récipient fermé.

Art. 357. — Est qualifiée escalade, toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine, autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade.

Art. 358. — Sont qualifiés fausses clés, tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites, altérées ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employées.

Est considérée comme fausse clef, la véritable clef indûment retenue par le coupable.

Art. 359. — Quiconque contrefait ou altère des clefs est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 1.500 DA.

Si le coupable est un serrurier de profession, l'emprisonnement est de deux à cinq ans et l'amende de 500 à 3.000 DA à moins que le fait ne constitue un acte de complicité d'une infraction plus grave.

Il peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés en l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Art. 360. — Sont considérés comme chemins publics, les routes, pistes, sentiers ou tous autres lieux consacrés à l'usage du public, situés hors des agglomérations et où tout individu peut librement circuler à toute heure du jour ou de la nuit, sans opposition légale de qui que ce soit.

Art. 361. — Quiconque vole ou tente de voler dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, ou des instruments d'agriculture, est puni d'un emprisonnement d'un an au moins et cinq ans au plus et d'une amende de 500 à 3.000 DA.

Les mêmes peines sont applicables au vol de bois dans les coupes, de pierres dans les carrières, ainsi qu'au vol de poisson en étang, vivier ou réservoir.

Quiconque vole ou tente de voler dans les champs des récoltes ou autres productions utiles de la terre, déjà détachées du sol, même mises en gerbes ou en meules, est puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 500 à 1.000 DA.

Si le vol a été commis, soit la nuit, soit par plusieurs personnes, soit à l'aide de véhicule ou d'animaux de charge, l'emprisonnement est d'un an à cinq ans et l'amende de 500 à 3.000 DA.

Quiconque vole ou tente de voler des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, soit avec des paniers ou des sacs ou autres objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide de véhicules ou d'animaux de charge, soit en réunion de deux ou plusieurs personnes, est puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 500 à 1.000 DA.

Dans tous les cas spécifiés au présent article, les coupables peuvent, indépendamment de la peine principale, être interdits de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 14 pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Art. 362. — Quiconque, pour commettre un vol, a enlevé ou tenté d'enlever des bornes servant de séparation aux propriétés, est puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés en l'article 14.

Art. 363. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 500 à 3.000 DA, le cohéritier ou le prétendant à une succession qui, frauduleusement, dispose, avant le partage, de tout ou partie de l'héritité.

La même peine est applicable au copropriétaire ou à l'associé qui dispose frauduleusement de choses communes ou du fonds social.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés en l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

La tentative des délits prévus au présent article est punie des mêmes peines que l'infraction consommée.

Art. 364. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA le saisi qui détruit ou détourne ou tente de détruire ou de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde.

Si les objets saisis avaient été confiés à la garde d'un tiers, la peine est d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

La peine prévue à l'alinéa précédent est également applicable à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui détruit ou détourne, tente de détruire ou de retourner les objets par lui donnés à titre de gage.

Dans tous les cas ci-dessus spécifiés, les coupables peuvent, en outre, être frappés pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Art. 365. — Dans les cas prévus à l'article 364, est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA quiconque recèle sciemment les objets détournés.

La même peine est applicable au conjoint, aux ascendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou tiers donneur de gages qui l'ont aidé dans la destruction, le détournement ou dans la tentative de destruction ou de détournement de ces objets.

Les coupables peuvent, en outre, être frappés pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 14, et de l'interdiction de séjour.

Art. 366. — Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se fait servir des boissons ou des aliments qu'il consomme, en tout ou en partie, dans des établissements à ce destinés, même s'il est logé dans les dits établissements, est puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 500 à 1.500 DA.

La même peine est applicable à celui qui, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se fait attribuer une ou plusieurs chambres dans un hôtel ou une auberge et les occupe effectivement.

Toutefois, dans les cas prévus par les deux alinéas précédents, l'occupation du logement ne doit pas avoir excédé une durée de dix jours.

Art. 367. — Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, a pris en location une voiture de place, est puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 500 à 3.000 DA.

Art. 368. — Ne sont pas punissables et ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles les soustractions commises :

- 1° par des ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants ;
- 2° par des descendants au préjudice de leurs ascendants ;
- 3° par un conjoint au préjudice de l'autre conjoint.

Art. 369. — Les vols commis entre parents, collatéraux ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ne peuvent être poursuivis que sur plainte de la personne lésée. Le retrait de plainte met fin aux poursuites.

A l'égard de tous autres individus qui auraient recelé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, il est fait application des peines prévues aux articles 367 et 368 à l'encontre des coupables de recel.

Art. 370. — Quiconque, par force, violence ou contrainte, extorque la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 371. — Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, extorque ou tente d'extorquer soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou la remise des écrits énumérés à l'article 370, et se rend ainsi coupable de chantage, est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 14.

### Section II

#### L'escroquerie et l'émission de chèque sans provision

Art. 372. — Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se fait remettre ou délivrer, ou tente de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et, par un de ces moyens, escroque ou tente d'escroquer la totalité ou une partie de la fortune d'autrui est puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

Si le délit est commis par une personne ayant fait appel au public en vue de l'émission d'actions, obligations, bons, parts, ou titres quelconques, soit d'une société, soit d'une entreprise commerciale ou industrielle, l'emprisonnement peut être porté à dix années et l'amende à 200.000 DA.

Dans tous les cas, les coupables peuvent, en outre, être frappés, pour un an au moins et cinq ans au plus, de l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Art. 373. — Les immunités et restrictions à l'exercice de l'action publique édictées par les articles 368 et 369 sont applicables au délit d'escroquerie prévu au premier alinéa de l'article 372.

Art. 374. — Est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende qui ne saurait être inférieure au montant du chèque ou de l'insuffisance :

1° Quiconque, de mauvaise foi, émet un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, ou retire, après l'émission, tout ou partie de la provision, ou fait défense au tiré de payer

2° Quiconque, en connaissance de cause, accepte de recevoir ou endosse un chèque émis dans les conditions visées à l'alinéa précédent.

3° Quiconque, émet, accepte ou endosse un chèque à la condition qu'il ne soit pas encaissé immédiatement mais à titre de garantie.

Art. 375. — Est puni d'un emprisonnement d'un à dix ans et d'une amende dont le montant ne saurait être inférieur à celui du chèque ou de l'insuffisance :

1° Quiconque contrefait ou falsifie un chèque,

2° Quiconque, en connaissance de cause, accepte de recevoir un chèque contrefait ou falsifié.

### Section III

#### Abus de confiance

Art. 376. — Quiconque de mauvaise foi détourne ou dissipe au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui ont été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, est coupable d'abus de confiance et puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 158 et 159 relativement aux soustractions et enlèvement de deniers, effets, ou pièces dans les dépôts publics.

Art. 377. — Les immunités et restriction à l'exercice de l'action publique édictée par les articles 368 et 369 sont applicables au délit d'abus de confiance prévu à l'article 376.

Art. 378. — Si l'abus de confiance est commis :

— soit par une personne faisant appel au public afin d'obtenir, pour son propre compte ou comme directeur, administrateur ou agent d'une société ou d'une entreprise commerciale ou industrielle, la remise de fonds ou valeurs à titre de dépôts, de mandat ou de nantissement ;

— soit par un courtier, un intermédiaire, un conseil professionnel ou un rédacteur d'actes et porte sur le prix de vente d'un immeuble ou d'un fonds de commerce, le prix de souscription, d'achat ou de vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières, ou sur le prix de cession d'un bail lorsqu'une telle cession est autorisée par la loi, l'emprisonnement peut être porté à dix années et l'amende à 200.000 DA.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 376 peuvent, de plus, être appliquées.

Art. 379. — Si l'abus de confiance est commis par un officier public ou ministériel dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, la peine est celle de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 380. — Quiconque abuse des besoins, des faiblesses, des passions ou de l'inexpérience d'un mineur de vingt et un ans, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, décharges ou autres actes engageant son patrimoine, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

La peine d'emprisonnement est d'un an à cinq ans et l'amende de 1.000 à 15.000 DA si la victime était placée sous la garde, la surveillance ou l'autorité du coupable.

Dans tous les cas prévus au présent article, ce dernier peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Art. 381. — Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui a été confié, a frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou le patrimoine du signataire, est puni d'un emprisonnement d'un an au moins à cinq ans au plus et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et 5 ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui a pas été confié, il est poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

Art. 382. — Quiconque, après avoir produit, dans une contestation administrative ou judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, le soustrait de quelque manière que ce soit ou se refuse à le représenter, est puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 DA.

### Section IV

#### La banqueroute

Art. 383. — Ceux qui, dans le cas prévus par le code de commerce, sont déclarés coupables de banqueroute sont punis :

Les banqueroutiers simples d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ;

Les banqueroutiers frauduleux d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

En outre, l'interdiction pendant un an au moins et cinq ans au plus d'un ou plusieurs des droits mentionnés en l'article 14 du présent code peut être prononcée à l'encontre des banqueroutiers frauduleux.

Art. 384. — Les complices de banqueroute, simple ou frauduleuse, encourent les peines prévues à l'article 383, même s'ils n'ont pas la qualité de commerçant.

Art. 385. — Les agents de change et courtiers en valeurs mobilières reconnus coupables de banqueroute, simple ou frauduleuse, sont punis dans tous les cas des peines de la banqueroute frauduleuse.

#### Section V

##### *Atteintes à la propriété immobilière*

Art. 386. — Est puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 500 à 2.000 DA quiconque, par surprise ou fraude, dépossède autrui d'une propriété immobilière.

Si la dépossession a eu lieu soit la nuit, soit avec menaces ou violences, soit à l'aide d'escalade ou d'effraction, soit par plusieurs personnes, soit avec port d'arme apparente ou cachée par l'un ou plusieurs des auteurs l'emprisonnement est de trois mois à trois ans et l'amende de 500 à 3.000 DA.

#### Section VI

##### *Le recel de choses*

Art. 387. — Quiconque, sciemment, recèle, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, est puni d'un emprisonnement d'un an au moins et cinq ans au plus et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

L'amende peut même être élevée au delà de 20.000 DA jusqu'à la moitié de la valeur des objets recelés.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime, conformément aux articles 42, 43 et 44.

Art. 388. — Dans le cas où une peine criminelle est applicable au fait qui a procuré les choses recelées, le receleur est puni de la peine attachée par la loi au crime et aux circonstances dont il a eu connaissance au temps du recel.

Néanmoins, la peine de mort est remplacée à l'égard du receleur par celle de la réclusion perpétuelle.

L'amende prévue par l'article 387 peut toujours être prononcée.

Art. 389. — Les immunités et restrictions à l'exercice de l'action publique édictées par les articles 368 et 369 sont applicables au délit de recel prévu à l'article 387.

#### Section VII

##### *Atteintes à la propriété littéraire et artistique*

Art. — 390. — Quiconque édite sur le territoire algérien des écrits, compositions musicales, dessins, peintures ou toutes autres productions, imprimées ou gravées en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est coupable de contrefaçon et puni d'une amende de 500 à 10.000 DA, que ces ouvrages aient été publiés en Algérie ou à l'étranger.

Encourent la même peine ceux qui mettent en vente, distribuent, exportent ou importent des ouvrages contrefaits.

Art. 391. — Quiconque reproduit, représente ou diffuse, par quelque moyen que ce soit, une œuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi, est également coupable de contrefaçon et puni de la peine prévue à l'article 390.

Art. 392. — Si le coupable de contrefaçon se livre habituellement aux actes visés aux deux articles précédents, la peine est d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA.

En cas de récidive, après condamnation prononcée en vertu de l'alinéa qui précède, la durée de l'emprisonnement et le montant de l'amende sont portés au double, et la fermeture temporaire ou définitive des établissements exploités par le contrefacteur ou ses complices peut être prononcée.

Art. 393. — Dans tous les cas prévus par les articles 390, 391 et 392, les coupables sont, en outre, condamnés à la confiscation de sommes égales au montant des parts de recettes produites par la reproduction, la représentation ou la diffusion illicite ainsi qu'à la confiscation de tout matériel spécialement installé en vue de la reproduction illicite et de tous les exemplaires et objets contrefaits.

Le tribunal peut, en outre, ordonner, à la requête de la partie civile, conformément aux dispositions de l'article 18, la publication des jugements de condamnation, intégralement ou par extrait, dans les journaux qu'il désigne et l'affichage desdits jugements dans les lieux qu'il indique notamment aux portes du domicile des condamnés, de tous établissements, salles de spectacles leur appartenant, le tout aux frais de ceux-ci, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Art. 394. — Dans les cas prévus par les articles 390 à 393, le matériel ou les exemplaires contrefaits, ainsi que les recettes ou parts de recettes ayant donné lieu à confiscation, sont remis à l'auteur ou à ses ayants droit pour les indemniser d'autant du préjudice qu'ils ont souffert ; le surplus de leur indemnité ou l'entière indemnité s'il n'y a eu aucune confiscation de matériel, d'objets contrefaits ou de recettes, donne lieu à l'allocation de dommages et intérêts sur la demande de la partie civile dans les conditions habituelles.

#### Section VIII

##### *Destructions, dégradations et dommages*

Art. 395. — Quiconque met volontairement le feu à des bâtiments, logements, loges, tentes, cabines même mobiles, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servant à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, est puni de mort.

Est puni de la même peine quiconque volontairement met le feu, soit à des véhicules, aéronefs ou wagons contenant des personnes, soit à des wagons ne contenant pas de personnes mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

Art. 396. — Quiconque, lorsque ces biens ne lui appartiennent pas, met volontairement le feu :

- soit à des bâtiments, logements, loges, tentes, cabines même mobiles, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation,
- soit à des véhicules ou aéronefs ne contenant pas de personnes,
- soit à des forêts, bois, taillis ou à du bois disposé en tas ou en stères.
- soit à des récoltes sur pied, à des pailles ou à des récoltes en tas ou en meules,
- soit à des wagons, chargés ou non de marchandises ou autres objets mobiliers, ne faisant pas partie d'un convoi contenant des personnes,

Est puni de la réclusion à temps pour une durée de dix à vingt ans.

Art. 397. — Quiconque en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des biens énumérés à l'article 396 et lui appartenant, cause volontairement un préjudice quelconque à autrui, est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

La même peine est encourue par celui qui met le feu sur l'ordre du propriétaire.

Art. 398. — Quiconque, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques, lui appartenant ou non, et placés de manière à communiquer l'incendie, a incendié par cette communication l'un des biens appartenant à autrui, énumérés dans l'article 396 est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 399. — Dans tous les cas prévus aux articles 396 à 398, si l'incendie volontairement provoqué a entraîné la mort d'une ou plusieurs personnes, le coupable de l'incendie est puni de mort.

Si l'incendie a occasionné des blessures ou des infirmités permanentes, la peine est celle de la réclusion perpétuelle.

Art. 400. — Les pénalités édictées aux articles 395 à 399 sont applicables, suivant les distinctions prévues auxdits articles, à ceux qui détruisent volontairement, en tout ou en partie, ou

tentent de détruire par l'effet d'une mine ou de toutes autres substances explosives, les bâtiments, logements, loges, tentes, cabines, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, wagons, aéronefs, magasins ou chantiers ou leurs dépendances et, généralement, tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque nature que ce soit.

Art. 401. — Quiconque détruit volontairement ou tente de détruire, par l'effet d'une mine ou de toutes autres substances explosives, des voies publiques ou privées, des digues, barrages ou chaussées, des ponts, des installations portuaires ou industrielles, est puni de la réclusion perpétuelle.

Art. 402. — Quiconque dépose volontairement un engin explosif sur une voie publique ou privée, est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Toutefois, si l'engin est déposé dans une intention homicide, ce dépôt constitue une tentative d'assassinat et doit être puni comme tel.

Art. 403. — S'il est résulté des infractions prévues à l'article 401 et au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 402 la mort d'une ou plusieurs personnes, le coupable est puni de mort ; si l'infraction a occasionné des blessures ou des infirmités permanentes, la peine est celle de la réclusion perpétuelle.

Art. 404. — Bénéficient d'une excuse absolutoire et sont exemptés de peines les personnes coupables des crimes mentionnés aux articles 400, 401 et 402, si, avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles peuvent néanmoins être interdites de séjour pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 405. — La menace d'incendier ou de détruire, par l'effet d'une mine ou de toute substance explosive, les objets énumérés dans les articles 400 et 401 est punie de la peine prévue contre le ou les auteurs de menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles 284, 285 et 286.

Art. 406. — Quiconque volontairement détruit ou renverse, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des bâtiments, des ponts, digues, barrages, chaussées, installations portuaires ou industrielles qu'il savait appartenir à autrui ou qui cause soit l'exploitation d'une machine à vapeur, soit la destruction d'un moteur faisant partie d'une installation industrielle est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

S'il est résulté de l'infraction prévue à l'alinéa précédent un homicide, des blessures ou une infirmité permanente, pour un tiers, le coupable est puni de mort s'il y a eu homicide et de la réclusion à temps, de dix à vingt ans dans tous les autres cas.

Art. 407. — Quiconque, volontairement, détruit ou dégrade, par incendie ou par tout autre moyen, en tout ou en partie, un véhicule quel qu'il soit, appartenant à autrui est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA, sans préjudice de l'application des dispositions des articles 395 à 404, s'il échet.

La tentative du délit prévue au présent article est punie comme le délit lui-même.

Art. 408. — Quiconque, en vue de provoquer un accident ou d'entraver ou gêner la circulation, place sur une route ou chemin public un objet faisant obstacle au passage des véhicules ou emploie un moyen quelconque pour mettre obstacle à leur marche, est puni de la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

S'il est résulté de l'infraction prévue à l'alinéa précédent un homicide, des blessures ou une infirmité permanente pour un tiers, le coupable est puni de mort, s'il y a eu homicide, et de la réclusion à temps, de dix à vingt ans, dans tous les autres cas.

Art. 409. — Hors les cas prévus à l'article 158, quiconque, volontairement, brûle ou détruit d'une manière quelconque, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, est puni de la réclusion à temps pour une durée de cinq à dix ans si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique,

des effets de commerce ou de banque, et d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 3.000 DA s'il s'agit de toute autre pièce.

Art. 410. — Encourt les pénalités édictées à l'article 409, suivant les distinctions prévues audit article, à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave, quiconque, sciemment, détruit, soustrait, recèle, dissimule ou altère un document public ou privé de nature à faciliter la recherche de crimes ou délits, la découverte de preuve ou le châtement de leur auteur.

Art. 411. — Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Toutefois, pour ceux qui prouvent avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, la durée de la peine de réclusion n'est que de cinq à dix ans.

Art. 412. — Quiconque, à l'aide d'un produit corrosif ou par tout autre moyen, détériore volontairement des marchandises, matières, moteurs ou instruments quelconques servant à la fabrication, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA.

Si l'auteur de l'infraction est un ouvrier de l'usine ou un employé de la maison de commerce, la peine d'emprisonnement est de deux à cinq ans.

Dans tous les cas, le coupable peut, en outre, être frappé pour un an au moins et cinq ans au plus de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code et de l'interdiction de séjour.

Art. 413. — Quiconque dévaste des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou par le travail de l'homme est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 1.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code et de l'interdiction de séjour.

Art. 414. — Quiconque détruit, rompt ou met hors de service des instruments d'agriculture, des parcs à bestiaux ou des cabanes fixes ou mobiles de gardiens, est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 1.000 DA.

Art. 415. — Quiconque empoisonne des animaux de trait, de monture ou de charge, des bêtes à cornes, des moutons, chèvres ou autre bétail, des chiens de garde ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 3.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 du présent code et de l'interdiction de séjour.

Art. 416. — Quiconque volontairement fait naître ou contribue à répandre une épizootie chez les animaux domestiques, les animaux de volières, les abeilles, les vers à soie, le gibier et les poissons des lacs et rivières, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 30.000 DA, la tentative est punie comme le délit consommé.

Quiconque, en communiquant sciemment à un animal quelconque une maladie contagieuse, fait involontairement naître ou contribue involontairement à répandre une épizootie dans une des espèces précitées, est puni d'une amende de 500 à 15.000 DA.

Art. 417. — Quiconque, en tout ou en partie, comble des fossés, détruit des clôtures de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupe ou arrache des haies vives ou sèches, déplace ou supprime des bornes ou toutes autres marques plantées ou reconnues pour établir les limites entre différentes propriétés, est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 500 à 1.000 DA.

### Titre troisième CRIMES ET DELITS CONTRE LES ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS EN AUTO-GESTION

#### Chapitre premier

Atteintes au droit de participation des travailleurs à la constitution et au fonctionnement des organes d'auto-gestion

Art. 418. — Quiconque, sachant ne pas remplir les conditions fixées à cette fin, se fait inscrire ou tente de se faire inscrire indûment sur une liste de membres d'une assemblée générale de

travailleurs, soit sous un faux nom ou une fausse qualité, soit en dissimulant une incapacité prévue par la loi, soit à l'aide de déclarations frauduleuses ou de faux certificats, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 419. — Quiconque, à l'aide de déclarations frauduleuses ou de faux certificats ou par tout autre moyen, fait inscrire ou tente de faire inscrire indûment sur une liste de membres d'une assemblée générale de travailleurs une personne qu'il sait ne pas remplir les conditions légalement exigées à cette fin, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 420. — Quiconque, à l'aide de déclarations frauduleuses ou de faux certificats ou par tout autre moyen, refuse l'inscription ou tente de refuser l'inscription sur une liste de membres d'une assemblée générale de travailleurs, fait rayer ou tente de faire rayer indûment de cette liste une personne qui devait légalement y être portée ou continuer d'y figurer, est puni des peines prévues à l'article 419.

Art. 421. — Quiconque participe au vote d'une assemblée générale de travailleurs, soit en vertu d'une inscription sur la liste des membres de cette assemblée obtenue dans les conditions prévues aux articles 418 et 419, soit en prenant faussement les noms et qualités d'un membre de cette assemblée, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 422. — Tout membre d'une assemblée générale de travailleurs, d'un conseil de travailleurs ou d'un comité de gestion qui s'attribue, de quelque manière que ce soit, plus d'une seule voix dans un scrutin, est puni des peines prévues à l'article 421 et déchu du droit d'être membre de tels assemblées, conseils et comités de gestion.

Art. 423. — Quiconque, de quelque manière que ce soit, viole ou tente de violer le secret du vote d'une assemblée générale de travailleurs ou d'un conseil de travailleurs, porte atteinte ou tente de porter atteinte à sa sécurité, empêche ou tente d'empêcher les opérations du scrutin, ou qui en change ou tente de changer le résultat, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 2.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou de plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 424. — Quiconque, étant chargé, dans un scrutin d'une assemblée générale de travailleurs ou d'un conseil de travailleurs, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des membres de ces assemblées, soustrait ou tente de soustraire, ajoute ou tente d'ajouter, altère ou tente d'altérer des bulletins, lit ou tente de lire autre chose que ce qui y est inscrit, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 425. — Quiconque, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses surprend ou détourne des suffrages des membres d'une assemblée générale de travailleurs ou d'un conseil de travailleurs, détermine un ou plusieurs membres de ces assemblées à s'abstenir de voter, est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 2.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 426. — Quiconque, par des dons ou libéralités en argent ou en nature, par des promesses de libéralités, de faveurs, d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers, faits en vue d'influencer le vote d'un ou plusieurs membres d'une assemblée générale de travailleurs ou d'un conseil de travailleurs, obtient ou tente d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entremise d'un tiers, quiconque par les mêmes moyens, détermine ou tente de déterminer un ou plusieurs d'entre eux à s'abstenir, est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 427. — Quiconque, soit par des voies de fait, violences ou menaces contre un membre d'une assemblée générale de travailleurs ou d'un conseil de travailleurs, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou ses biens, le détermine ou tente de le déterminer à s'abstenir de voter ou influence ou tente d'influencer son vote, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 428. — Ceux qui, par attroupements, clameurs, démonstrations menaçantes ou à l'aide de toutes autres sortes de violences, troublent ou tentent de troubler les délibérations ou les opérations de vote d'une assemblée générale de travailleurs ou d'un conseil de travailleurs et portent atteinte à l'exercice de droit de vote et à la liberté de vote des membres de ces assemblées, sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA et peuvent, en outre, être frappés de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14 et de l'interdiction de séjour.

Si les coupables étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées ou si le scrutin a été violé, la peine est la réclusion à temps, de cinq à dix ans.

Art. 429. — Quiconque, délibérément, apporte ou tente d'apporter une entrave au fonctionnement des organes de gestion d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion, soit en refusant de procéder à la convocation en séance ordinaire de l'assemblée générale des travailleurs ou du conseil des travailleurs, soit en s'opposant à la tenue d'une séance extraordinaire exigée par le tiers des membres de chacun des organes considérés, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si le coupable est le président du comité de gestion, la peine prononcée à son encontre peut être portée à cinq ans d'emprisonnement et à 10.000 DA d'amende.

Dans tous les cas, le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 430. — Quiconque, délibérément, exerce une activité tendant directement à porter atteinte aux principes de l'auto-gestion est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Quiconque écarte de la gestion effective d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion, tel membre ou tel groupe de membres de ces organes, afin de substituer en fait dans l'entreprise ou l'exploitation une autre forme de gestion, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si le coupable des délits prévus aux deux alinéas précédents est le directeur de l'entreprise ou exploitation ou le président du comité de gestion, la peine prononcée à son encontre peut être portée à 5 ans d'emprisonnement et à 10.000 DA d'amende.

Dans tous les cas le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

## Chapitre II

### Atteintes aux biens et au fonctionnement des entreprises et exploitations en autogestion

Art. 431. — Le directeur ou le président du comité de gestion d'une entreprise ou exploitation en autogestion qui, de mauvaise foi, fait ou tente de faire des biens ou du crédit de cette entreprise ou exploitation un usage qu'il sait contraire à l'intérêt de celle-ci, dans un but personnel ou pour favoriser tel travailleur ou tel groupe de travailleurs de cette entreprise ou exploitation au préjudice de l'Etat ou des travailleurs, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 20.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.



Art. 432. — Le directeur, le président du comité de gestion ou les membres des organes de gestion d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui, de mauvaise foi, font ou tentent de faire des pouvoirs qu'ils possèdent ou des voix dont ils disposent un usage qu'ils savent contraire aux intérêts de l'entreprise ou de l'exploitation, dans un but personnel ou pour favoriser tel travailleur ou tel groupe de travailleurs de cette entreprise ou exploitation au préjudice de l'Etat ou des travailleurs, sont punis des peines prévues à l'article 431.

Art. 433. — Le directeur, le président d'un comité de gestion, les membres d'un comité de gestion, d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui, de mauvaise foi, établissent ou présentent, tentent d'établir ou de présenter, à l'assemblée générale des travailleurs de cette entreprise ou exploitation, des comptes, bilans, inventaires mobiliers ou immobiliers ou autres documents comptables ou statistiques qu'ils savent inexacts, en vue de dissimuler la véritable situation de l'entreprise ou exploitation, sont punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 50.000 DA.

Les coupables peuvent, en outre, être frappés de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 434. — Tout directeur d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui détourne ou soustrait les fonds ou effets en tenant lieu, qu'il détient pour le compte de cette entreprise ou exploitation, est puni de la réclusion à temps, de dix à vingt ans.

Il est, en outre, déclaré à jamais incapable d'exercer les mêmes fonctions.

Art. 435. — Tout directeur d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui, sciemment, n'oppose pas son veto à une décision d'augmentation ou de réduction de l'effectif des travailleurs de l'entreprise ou exploitation en auto-gestion, prise à des fins étrangères à l'intérêt de cette entreprise ou exploitation et pouvant apporter des perturbations graves à son fonctionnement, est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Il peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 436. — Est puni des mêmes peines tout directeur d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui, sciemment, ne s'oppose pas à tout acte ou décision d'un autre organe de gestion ou d'un membre de ces organes pouvant diminuer la valeur initiale des moyens de production de l'entreprise ou de l'exploitation.

Il peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 437. — Tout membre d'un organe de gestion, tout travailleur d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui, sciemment et malgré l'opposition du directeur, accomplit des actes ou prend des décisions pouvant diminuer la valeur initiale des moyens de production de l'entreprise ou de l'exploitation, est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 438. — Tout directeur d'une entreprise ou exploitation en auto-gestion qui, sciemment, ne s'oppose pas à un plan d'exploitation et de développement non conforme au plan national est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 10.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

Art. 439. — Tout membre d'un conseil de travailleurs, d'un comité de gestion d'entreprise ou exploitation en auto-gestion ou d'un conseil communal d'animation de l'auto-gestion qui s'attribue ou accepte de recevoir indûment une rémunération particulière pour l'accomplissement de sa mission est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le coupable peut, en outre, être frappé de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 14.

## LIVRE QUATRIEME

### LES CONTRAVENTIONS ET LEUR SANCTION

#### Titre premier

#### CONTRAVENTIONS DE PREMIERE CATEGORIE

##### Chapitre premier

##### Classe unique des contraventions de première catégorie

##### Section I

##### Contraventions relatives à l'ordre public

Art. 440. — Sont punis d'un emprisonnement de dix jours au moins à deux mois au plus et d'une amende de 50 à 500 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui outragent par paroles, gestes, menaces, écrits ou dessins non rendus publics, ou encore par envoi d'objets quelconques dans la même intention, tout citoyen chargé d'un ministère de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

##### Section II

##### Contraventions relatives à la sécurité publique

Art. 441. — Sont punis d'un emprisonnement de dix jours au moins à deux mois au plus et d'une amende de 50 à 500 DA ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° L'officier d'état civil, qui inscrit un acte de l'état civil sur une simple feuille volante et autrement que sur les registres à ce destinés ; celui qui ne s'assure pas de l'existence du consentement des père, mère ou autres personnes lorsque la loi le prescrit pour la validité d'un mariage ; celui qui reçoit, avant le temps prescrit par la loi civile, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée. Les dispositions du présent numéro sont applicables lors même que la nullité des actes de l'état civil n'aurait pas été demandée ou aurait été couverte ;

2° Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, font inhumer un individu décédé ; ceux qui contreviennent, de quelque manière que ce soit, aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux inhumations précitées.

##### Section III

##### Contraventions relatives aux personnes

Art. 442. — Sont punis d'un emprisonnement de dix jours au moins à deux mois au plus et d'une amende de 50 à 500 DA ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Les individus et leurs complices qui, volontairement font des blessures ou portent des coups, ou commettent toute autre violence ou voie de fait, dont il ne résulte pas une maladie ou incapacité totale de travail excédant dix jours, à la condition qu'il n'y ait pas eu préméditation, guet-apens ou port d'armes ;

2° Ceux qui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements sont involontairement la cause de blessures, coups ou maladies, n'entraînant pas une incapacité totale de travail supérieure à trois mois ;

3° Ceux qui, ayant assisté à la naissance d'un enfant, n'en font pas la déclaration à eux prescrite par la loi dans les délais fixés, ceux qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né ne le remettent pas à l'officier de l'état civil, ainsi que la loi le prescrit, sauf s'ils ont consenti à se charger de l'enfant et ont fait une déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé ; ceux qui portent à un hospice ou à un établissement charitable un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur a été confié afin qu'ils en prennent soin ou pour toute autre cause, sauf s'ils ne sont pas tenus ou ne se sont pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant et si personne n'y a pourvu.

##### Section IV

##### Contraventions relatives aux animaux

Art. 443. — Sont punis d'un emprisonnement de dix jours au moins à deux mois au plus et d'une amende de 50 à 500 DA, ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, sans nécessité, en quelque lieu que ce soit, tuent des animaux de trait, de monture ou de charge, des bêtes à cornes, des moutons, chèvres ou autre bétail, des chiens de garde ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs ; ceux qui, sans nécessité, tuent un animal domestique dans un lieu dont le maître de l'animal tué est propriétaire, locataire ou fermier.

## Section V

*Contraventions relatives aux biens*

Art. 444. — Sont punis d'un emprisonnement de dix jours au moins à deux mois au plus et d'une amende de 50 à 500 DA, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui abattent, mutilent, coupent ou écorcent de manière à le faire périr, un arbre qu'ils savent appartenir à autrui ; ceux qui détruisent une greffe ; ceux qui coupent des fourrages ou des grains mûrs ou en vert, qu'ils savent appartenir à autrui ;

2° Ceux qui par l'élévation du déversoir des eaux des moulins, usines, ou étangs, au dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, inondent les chemins ou les propriétés d'autrui ;

3° Ceux qui font parvenir à un destinataire, sans demande préalable de celui-ci, un objet quelconque accompagné d'une correspondance indiquant qu'il peut être accepté par lui contre versement d'un prix fixé ou renvoyé à son expéditeur, même si ce renvoi peut être fait sans frais par le destinataire.

## Chapitre II

**Sanction de la récidive des contraventions de première catégorie**

Art. 445. — En matière de contraventions prévues au présent titre, le récidiviste est puni d'un emprisonnement qui peut être porté à quatre mois et d'une amende qui peut être élevée à 1.000 DA.

## Titre deuxième

**CONTRAVENTIONS DE DEUXIEME CATEGORIE**

## Chapitre premier

**Première classe des contraventions de deuxième catégorie**

## Section I

*Contraventions relatives à la voirie*

Art. 446. — Sont punis d'une amende de 50 à 200 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant dix jours au plus :

Ceux qui embarrassent la voie publique, en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage.

## Section II

*Contraventions relatives aux personnes*

Art. 447. — Sont punis d'une amende de 50 à 200 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant dix jours au plus, les auteurs et complices de rixes, de voies de fait ou violences légères et ceux qui jettent volontairement des corps durs ou des immondices sur quelqu'un.

## Section III

*Contraventions relatives aux bonnes mœurs*

Art. 448. — Sont punis d'une amende de 50 à 200 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant dix jours au plus, ceux qui exposent ou font exposer sur la voie publique ou dans des lieux publics des affiches ou images contraires à la décence. Le jugement de condamnation ordonnera, nonobstant toutes voies de recours, la suppression du ou des objets incriminés, laquelle, si elle n'est pas volontaire, sera réalisée d'office et sans délai aux frais du condamné.

## Section IV

*Contraventions relatives aux animaux*

Art. 449. — Sont punis d'une amende de 50 à 200 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant dix jours au plus, ceux qui exercent sans nécessité, publiquement ou non, de mauvais traitements envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité ; en cas de condamnation du propriétaire de l'animal ou si le propriétaire est inconnu, le tribunal peut ordonner la remise de l'animal à une œuvre de protection des animaux reconnue d'utilité publique ou déclarée, laquelle pourra librement en disposer.

## Section V

*Contraventions relatives aux biens*

Art. 450. — Sont punis d'une amende de 50 à 200 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant dix

par quelque procédé que ce soit, des inscriptions, tracent des signes ou dessins sur un bien meuble ou immeuble du domaine de l'Etat, des collectivités territoriales, ou sur un bien se trouvant sur ce domaine soit en vue de permettre l'exécution d'un service public soit parce qu'il est mis à la disposition du public ;

2° Ceux, qui, sans être propriétaire, usufruitier ou locataire d'un immeuble, ou sans y être autorisé par une de ces personnes y affectuent, par quelque procédé que ce soit, des inscriptions, tracent des signes ou dessins ;

3° Ceux qui causent l'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, soit par la vétusté ou le défaut de réparation ou de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons et usines prochaines, soit par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, vergers, haies, meules, tas de grains, pailles, foin, ou tout autre dépôt de matières combustibles, soit par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, soit par des pièces d'artifices allumés ou tirés par négligence ou imprudence ;

4° Ceux qui dégradent des fossés ou clôtures, coupent des branches de haies vives ou enlèvent des bois secs des haies ;

5° Ceux qui, hors des cas prévus depuis l'article 395 jusques et y compris l'article 417, causent volontairement du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;

6° Ceux qui dérobent, sans aucune des circonstances prévues à l'article 361, des récoltes ou autres productions utiles de la terre qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol.

## Chapitre II

**Deuxième classe de contraventions de la deuxième catégorie**

## Section I

*Contraventions relatives à l'ordre public*

Art. 451. — Sont punis d'une amende de 50 à 500 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus ;

1° Ceux qui, hors des cas prévus à l'article 246, revêtent publiquement un costume présentant une ressemblance de nature à causer une méprise dans l'esprit du public avec des uniformes définis par les textes réglementaires ;

2° Les boulangers et bouchers qui vendent le pain ou la viande au delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée ;

3° Ceux qui emploient des poids et mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur ;

4° ceux qui contreviennent aux bans des vendanges ou autres bans autorisés par les règlements ;

5° Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies qui négligent d'inscrire dès l'arrivée, sans aucun blanc sur un registre tenu régulièrement, les nom, prénoms, qualités, domicile habituel et date d'entrée, de toute personne couchant ou passant tout ou partie de la nuit dans leur maison, ainsi que, lors de son départ, la date de sa sortie ; ceux d'entre eux qui aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en sont requis, manquent à représenter ce registre à l'autorité qualifiée ;

6° Ceux qui établissent ou tiennent dans les rues, chemins, places ou lieux publics des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard ;

7° Ceux qui acceptent, détiennent ou utilisent des moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal ;

8° Ceux qui refusent de recevoir les espèces et monnaies nationales non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours ;

9° Ceux qui, le pouvant, refusent ou négligent de faire les travaux, services, ou de prêter le secours dont ils ont été légalement requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur offrente, mettent en vente ou exposent en vue de la vente des marchandises dans les lieux publics en contravention aux dispositions réglementaires sur la police de ces lieux.

10° Ceux qui, sans autorisation ou déclaration régulière, publique ou d'exécution judiciaire ; jours au plus ;



Art. 452. — Sont saisis et confisqués dans les cas prévus sous les n° 1, 3, 6, 7 et 10 de l'article 451 et conformément aux dispositions des articles 15 et 16 :

- 1° Les costumes présentant une ressemblance de nature à causer une méprise dans l'esprit du public avec des uniformes définis par les textes réglementaires ;
- 2° Les poids et les mesures différents de ceux que la loi a établis ;
- 3° Les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs ;
- 4° Les moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal ;
- 5° Les marchandises offertes, mises en vente ou exposées en vue de la vente dans les lieux publics en contravention aux dispositions réglementaires sur la police de ces lieux.

## Section II

### Contraventions relatives à la sécurité publique

Art. 453. — Sont punis d'une amende de 20 à 50 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus :

- 1° Les auteurs ou complices de bruits, tapages ou attroupelements injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants ;
- 2° Ceux qui contreviennent aux dispositions des règlements ayant pour objet :
  - la solidité des voitures publiques ;
  - leur poids ;
  - le mode de leur chargement ;
  - le nombre et la sûreté des voyageurs ;
  - l'indication, dans l'intérieur des voitures, des places qu'elles contiennent et du prix des places ;
  - l'indication, à l'extérieur, du nom du propriétaire ;
- 3° Ceux qui laissent errer un dément confié à leur garde ;
- 4° Ceux qui laissent errer des animaux malfaisants ou dangereux, excitent un animal à attaquer ou n'empêchent pas un animal, dont ils ont la garde, d'attaquer autrui ;
- 5° Ceux qui confient une arme à une personne inexpérimentée ou ne jouissant pas de ses facultés mentales ;
- 6° Les rouliers, les charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui contreviennent aux règlements par lesquels ils sont obligés :
  - de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge et de leurs voitures, en état de les guider et conduire ;
  - d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques ;
  - de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures et, à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins ;
- 7° Ceux qui font ou laissent courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité ou violent les règlements concernant le chargement, la rapidité ou la conduite des voitures ;
- 8° Ceux qui conduisent les chevaux ou autres animaux de trait ou de monture ou des véhicules à une allure excessive et dangereuse pour le public ;
- 9° Ceux qui, en élevant, réparant ou démolissant une construction, ne prennent pas les précautions nécessaires en vue d'éviter des accidents ;
- 10° Ceux qui, sans intention de nuire à autrui, déposent des substances nuisibles ou vénéneuses dans tout liquide servant à la boisson de l'homme ou des animaux ;
- 11° Ceux qui, sollicités d'acheter ou de prendre en gage des objets qu'ils savent être de provenance suspecte, n'avertissent pas, sans retard, l'autorité de police ;
- 12° Les serruriers ou tous autres ouvriers qui, à moins que le fait ne constitue le délit prévu à l'article 359 :
  - vendent ou remettent à une personne, sans s'être assurés de sa qualité, des crochets destinés à l'effraction ;

— fabriquent pour celui qui n'est pas le propriétaire du bien ou de l'objet auquel elles sont destinées, ou son représentant connu dudit ouvrier, des clés de quelque espèce, qu'elles soient, d'après les empreintes de cire ou d'autres moules ou modèles ;

— ouvrent des serrures sans s'être assurés de la qualité de celui qui les requiert.

Art. 454. — Sont de plus, saisis et confisqués conformément aux dispositions des articles 15 et 16 :

- 1° Les objets achetés ou pris en gage dans les conditions prévues au n° 11 de l'article 453, si leur légitime propriétaire n'a pas été découvert ;
- 2° Les clés et crochets visés au n° 12 de l'article 453.

## Section III

### Contraventions relatives à la voirie

Art. 455. — Sont punis d'une amende de 20 à 50 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus :

- 1° Ceux qui dégradent ou détériorent, de quelque manière que ce soit, les chemins publics ou usurpent sur leur largeur ;
- 2° Ceux qui, sans y être autorisés, enlèvent des chemins publics les gazons, terres ou pierres, ou qui, dans les lieux appartenant aux collectivités, enlèvent les terres ou matériaux, à moins qu'il n'existe un usage général qui l'autorise.

## Section IV

### Contraventions relatives aux personnes

Art. 456. — Sont punis d'une amende de 20 à 50 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus, ceux qui font métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes.

Sont de plus saisis et confisqués, conformément aux dispositions des articles 15 et 16, les instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprète de songes.

## Section V

### Contraventions relatives aux animaux

Art. 457. — Sont punis d'une amende de 20 à 50 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus :

- 1° Ceux qui occasionnent la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;
- 2° Ceux qui occasionnent les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;
- 3° Ceux qui causent les mêmes accidents par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encroisement ou l'excavation ou telles autres œuvres dans ou près des rues, chemins, places ou voies publiques sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage.

## Section VI

### Contraventions relatives aux biens

Art. 458. — Sont punis d'une amende de 20 à 50 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus :

- 1° Ceux qui mènent sur le terrain d'autrui des bestiaux de quelque nature qu'ils soient, et notamment dans les prairies artificielles, dans les vignes, oseraies, dans les plants de câpriers, dans ceux d'oliviers, de mûriers, de grenadiers, d'orangers et d'arbres du même genre, dans tous les plants ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres, faits de main d'homme ;
- 2° Ceux qui font ou laissent passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit ;
- 3° Ceux qui laissent passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte ;

4° Ceux qui, ayant recueilli des bestiaux ou bêtes de trait, de charge ou de monture, errants ou abandonnés n'en ont pas fait la déclaration dans les trois jours à l'autorité locale ;

5° Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage ou qui, n'étant ni agents, ni préposés d'une de ces personnes, entrent et passent sur ce terrain ou partie de ce terrain, soit lorsqu'il est préparé ou ensemencé, soit lorsqu'il est chargé de grains ou de fruits mûrs ou proches de la maturité ;

6° Ceux qui jettent des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les maisons, édifices ou clôtures d'autrui ou dans les jardins ou enclos.

### Chapitre III

#### Troisième classe de contraventions de deuxième catégorie

##### Section I

##### Contraventions relatives à l'ordre public

Art. 459. — Sont punis d'une amende de 5 à 20 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant trois jours au plus, ceux qui contreviennent aux décrets et arrêtés légalement pris par l'autorité administrative lorsque les infractions à ces textes ne sont pas réprimés par des dispositions spéciales.

##### Section II

##### Contraventions relatives à la sécurité publique

Art. 460. — Sont punis d'une amende de 5 à 20 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant trois jours au plus :

1° Ceux qui négligent d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu ;

2° Ceux qui violent la défense de tirer, en certains lieux, des pièces d'artifice ;

3° Ceux qui laissent dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des outils, des instruments ou armes, que peuvent utiliser les voleurs et autres malfaiteurs.

Art. 461. — Sont de plus, saisis et confisqués conformément aux dispositions des articles 15 et 16, dans les cas prévus sous les n° 2 et 3 de l'article 460 :

1° Les pièces d'artifice trouvées en la possession des contrevenants ;

2° Les outils, instruments ou armes laissés dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs.

##### Section III

##### Contraventions relatives à la voirie et à l'hygiène publique

Art. 462. — Sont punis d'une amende de 5 à 20 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant trois jours au plus :

1° Ceux qui, obligés à l'éclairage d'une portion de la voie publique, négligent cet éclairage ;

2° Ceux qui, contrevenant aux lois et règlements, négligent d'éclairer les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places ;

3° Ceux qui négligent ou refusent d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la voirie, ou d'obéir à la sommation, émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine ;

4° Ceux qui négligent de nettoyer les rues ou passages, dans les localités où ce soin est laissé à la charge des habitants ;

5° Ceux qui jettent ou déposent sur la voie publique des immondices, ordures, balayures, eaux ménagères ou autres

matières de nature à nuire par leur chute, ou à produire des exhalaisons insalubres ou incommodes.

##### Section IV

##### Contraventions relatives aux personnes

Art. 463. — Sont punis d'une amende de 5 à 20 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant trois jours au plus :

1° Ceux qui jettent imprudemment des immondices sur quelque personne ;

2° Ceux qui, sans avoir été provoqués, profèrent contre quelqu'un des injures non publiques.

##### Section V

##### Contraventions relatives aux biens

Art. 464. — Sont punis d'une amende de 5 à 20 DA et peuvent l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant trois jours au plus :

1° Ceux qui cueillent et mangent, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui ;

2° Ceux qui glanent, ratellent ou grapillent dans les champs non encore entièrement dépouillés ou vidés de leurs récoltes ;

3° Ceux qui placent ou abandonnent dans les cours d'eau, ou dans les sources, des matériaux ou autres objets pouvant les encombrer.

### Chapitre IV

#### Sanction de la récidive des contraventions de deuxième catégorie

Art. 465. — En matière de contraventions prévues au présent titre, le récidiviste est puni :

1° D'un emprisonnement qui peut être porté à un mois et d'une amende qui peut être élevée à 500 DA en cas de récidive d'une des contraventions mentionnées au chapitre 1<sup>er</sup> ;

2° D'un emprisonnement qui peut être porté à dix jours et d'une amende qui peut être élevée à 200 DA en cas de récidive d'une des contraventions mentionnées au chapitre II ;

3° D'un emprisonnement qui peut être porté à cinq jours et d'une amende qui peut être élevée à 50 DA en cas de récidive d'une des contraventions mentionnées au chapitre III.

##### Titre troisième

#### DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERSES

##### CONTRAVENTIONS

Art. 466. — En matière de contravention, l'octroi des circonstances atténuantes et leurs effets, sont déterminés par les dispositions de l'article 53.

##### Dispositions générales

Art. 467. — Les cours et tribunaux continuent d'observer les lois et règlements particuliers régissant les matières non réglées par le présent code.

Art. 468. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance qui prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 65-278 du 16 novembre 1965 susvisée et qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 juin 1966.

Houari BOUMEDIENE

## TABLE DES MATIERES

	Pages	articles		Pages	articles
<b>PREMIERE PARTIE</b>					
<b>PRINCIPES GENERAUX</b>					
Dispositions préliminaires .....	530	1 à 3			
<b>LIVRE PREMIER</b>					
<b>PEINES ET MESURES DE SURETE</b>					
<b>TITRE PREMIER</b>					
<b>PEINES</b>					
CHAPITRE I — Peines principales .....	530	5			
CHAPITRE II — Peines accessoires .....	«	6 à 8			
CHAPITRE III — Peines complémentaires .....	«	9 à 18			
<b>TITRE II</b>					
<b>MESURES DE SURETE</b>					
	531	19 à 26			
<b>LIVRE II</b>					
<b>FAITS ET PERSONNES PUNISSABLES</b>					
	531	27 à 60			
<b>TITRE I</b>					
<b>L'INFRACTION</b>					
		27 à 40			
CHAPITRE I — Classification des infractions .....	531	27 à 29			
CHAPITRE II — Tentative .....	«	30 et 31			
CHAPITRE III — Concours d'infractions .....	«	32 à 38			
CHAPITRE IV — Les faits justificatifs .....	532	39 et 40			
<b>TITRE II</b>					
<b>L'AUTEUR DE L'INFRACTION</b>					
	«	41 à 60			
CHAPITRE I — Les participants à l'infraction .....	«	41 à 46			
CHAPITRE II — La responsabilité pénale .....	«	47 à 51			
CHAPITRE III — L'individualisation de la peine .....	«	52 et 53			
Section I — Excuses légales .....	«	52			
Section II — Circonstances atténuantes .....	«	53			
Section III — Récidive .....	«	54 à 60			
<b>DEUXIEME PARTIE</b>					
<b>INCRIMINATIONS</b>					
<b>LIVRE III</b>					
<b>CRIMES ET DELITS ET LEUR SANCTION</b>					
	533	61 à 439			
<b>TITRE I</b>					
<b>CRIMES ET DELITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE</b>					
	533	61 à 253			
CHAPITRE I — Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat .....	«	61 à 96			
Section I — Crimes de trahison et d'espionnage .....	«	61 à 64			
Section II — Autres atteintes à la défense nationale .....	534	65 à 76			
Section III — Attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national .....	534	77 à 83			
Section IV — Crimes tendant à troubler l'Etat par le massacre ou la dévastation .....	535	84 à 87			
Section V — Crimes commis par la participation à un mouvement insurrectionnel .....	«	88 à 90			
Section VI — Dispositions diverses .....	«	91 à 96			
CHAPITRE II — Attroupements .....	536	97 à 101			
CHAPITRE III — Crimes et délits contre la constitution .....	537	102 à 118			
Section I — Crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques .....	«	102 à 106			
Section II — Attentats à la liberté .....	«	107 à 111			
Section III — Coalition de fonctionnaires .....	«	112 à 115			
Section IV — Empiètement des autorités administratives et judiciaires .....	«	116 à 118			
CHAPITRE IV — Crimes et délits contre la paix publique .....	538	119 à 143			
Section I — Détournements et concussion .....	«	119 à 125			
Section II — Corruption et trafic d'influence .....	«	126 à 134			
Section III — Abus d'autorité .....	«	135 à 140			
1ère classe — Abus d'autorité contre les particuliers .....	«	«			
2ème classe — Abus d'autorité contre la chose publique .....	«	«			
Section IV — Exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé .....	539	141 et 142			
Section V — Aggravation des peines pour certains crimes et délits commis par des fonctionnaires ou officiers publics .....	«	143			
CHAPITRE V — Crimes et délits commis par des particuliers contre l'ordre public .....	«	144 à 175			
Section I — Outrages et violences à fonctionnaire public .....	«	144 à 149			
Section II — Infractions relatives aux sépultures et au respect dû aux morts .....	540	150 à 154			
Section III — Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics .....	«	155 à 159			
Section IV — Dégradation de monuments .....	«	160			
Section V — Crimes et délits des fournisseurs des forces armées .....	«	161 à 164			
Section VI — Infractions à la réglementation des maisons de jeux, des loteries et des maisons de prêts sur gages .....	«	165 à 169			
Section VII — Infractions relatives à l'industrie, au commerce et aux enchères publiques .....	541	170 à 175			
CHAPITRE VI — Crimes et délits contre la sécurité publique .....	«	176 à 195			
Section I — Association de malfaiteurs et assistance aux criminels .....	«	176 à 182			
Section II — La rébellion .....	542	183 à 187			
Section III — Les évasions .....	«	188 à 194			
Section IV — La mendicité et le vagabondage .....	543	195 et 196			
CHAPITRE VII — Les faux .....	»	197 à 253			
Section I — Fausse monnaie .....	»	197 à 204			
Section II — La contrefaçon des sceaux de l'Etat et des poinçons, timbres et marques .....	543	205 à 213			
Section III — Faux en écriture publique ou authentique .....	544	214 à 218			
Section IV — Faux en écriture privée, de commerce ou de banque .....	»	219 à 221			
Section V — Faux commis dans certains documents administratifs et certificats .....	»	222 à 229			
Section VI — Dispositions communes .....	545	230 et 231			

	Pages	articles		Pages	articles
Section VII Faux témoignage et faux serment .....	>	232 à 241			
Section VIII — L'usurpation ou l'usage irrégulier de fonctions, de titres ou de noms .....	>	242 à 253			
<b>TITRE II</b>					
<b>CRIMES ET DELITS CONTRE LES PARTICULIERES</b>					
CHAPITRE I — Crimes et délits contre les personnes .....	546	254 à 417			
Section I — Meurtres et autres crimes capitaux, et violences volontaires ....	>	254 à 283			
§ I — Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement .....	>	254 à 263			
§ 2 — Violences volontaires .....	>	264 à 276			
§ 3 — Crimes et délits excusables .....	>	277 à 283			
Section II — Menaces .....	548	284 à 287			
Section III — Homicide et blessures involontaires .....	>	288 à 290			
Section IV — Atteintes portées par des particuliers à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile .....	>	291 à 295			
Section V — Atteintes portées à l'honneur et à la considération des personnes et violation des secrets .....	548	296 à 303			
CHAPITRE II — Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs .....	549	304 à 349			
Section I — L'avortement .....	>	304 à 313			
Section II — L'exposition et le délaissement des enfants ou des incapables .....	>	314 à 320			
Section III — Crimes et délits tendant à empêcher l'identification de l'enfant ..	550	321			
Section IV — L'enlèvement et la non représentation des mineurs .....	>	322 à 329			
Section V — L'abandon de famille .....	>	330 à 332			
Section VI — Attentats aux mœurs .....	551	333 à 341			
Section VII. — Excitation de mineurs à la débauche et prostitution .....	>	342 à 349			
CHAPITRE III. — Crimes et délits contre les biens .....	552	350 à 417			
Section I. — Vols et extorsions .....	>	350 à 371			
Section II. — L'escroquerie et l'émission de chèque sans provision .....	554	372 à 375			
Section III. — Abus de confiance .....	>	376 à 382			
Section IV. — La banqueroute .....	>	383 à 385			
Section V. — Atteintes à la propriété immobilière .....	555	386			
Section VI — Le recel de choses .....	>	387 à 389			
Section VII. — Atteintes à la propriété littéraire et artistique .....	>	390 à 394			
Section VIII. — Destructons, dégradations et dommages .....	>	395 à 417			
<b>TITRE III</b>					
<b>CRIMES ET DELITS CONTRE LES ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS D'AUTO-GESTION</b>					
Chapitre I. — Atteintes au droit de participation des travailleurs à la constitution et au fonctionnement des organes d'auto-gestion .....	556	418 à 439			
Chapitre II. — Atteintes aux biens et au fonctionnement des entreprises et exploitations d'auto-gestion .....	557	431 à 439			
			<b>LIVRE QUATRIEME</b>		
			<b>LES CONTRAVENTIONS ET LEUR SANCTION</b>	558	440 à 468
			<b>TITRE PREMIER</b>		
			<b>CONTRAVENTIONS DE PREMIERE CATEGORIE</b>	>	440 à 445
			CHAPITRE I — Classe unique des contraventions de première catégorie .....	>	440 à 444
			Section I — Contraventions relatives à l'ordre public .....	>	440
			Section II — Contraventions relatives à la sécurité publique .....	>	441
			Section III — Contraventions relatives aux personnes .....	>	442
			Section IV — Contraventions relatives aux animaux .....	>	443
			Section V — Contraventions relatives aux biens .....	559	444
			CHAPITRE II — Sanction de la récidive des contraventions de première catégorie .....		445
			<b>TITRE DEUXIEME</b>		
			<b>CONTRAVENTIONS DE DEUXIEME CATEGORIE</b>	>	446 à 465
			CHAPITRE I. — Première classe de contraventions de deuxième catégorie .....	>	446 à 450
			Section I — Contraventions relatives à la voirie .....	>	446
			Section II — Contraventions relatives aux personnes .....	>	447
			Section III — Contraventions relatives aux bonnes mœurs .....	>	448
			Section IV — Contraventions relatives aux animaux .....	>	449
			Section V — Contraventions relatives aux biens .....	>	450
			CHAPITRE II — Deuxième classe de contraventions de la deuxième catégorie ....	>	451 à 458
			Section I — Contraventions relatives à l'ordre public .....	>	451 et 452
			Section II — Contraventions relatives à la sécurité publique .....	560	453 et 454
			Section III — Contraventions relatives à la voirie .....	>	455
			Section IV — Contraventions relatives aux personnes .....	>	456
			Section V — Contraventions relatives aux animaux .....	>	457
			Section VI — Contraventions relatives aux biens .....	>	458
			CHAPITRE III — Troisième classe de contraventions de deuxième catégorie ....	561	459 à 464
			Section I — Contraventions relatives à l'ordre public .....	>	459
			Section II — Contraventions relatives à la sécurité publique .....	>	460 et 461
			Section III — Contraventions relatives à la voirie et à l'hygiène publique .....	561	462
			Section IV — Contraventions relatives aux personnes .....	>	463
			Section V — Contraventions relatives aux biens .....	>	464
			CHAPITRE IV — Sanction de la récidive des contraventions de deuxième catégorie .....	561	465
			<b>TITRE TROISIEME</b>		
			Dispositions communes aux diverses contraventions .....	>	466 à 468
			Dispositions générales .....	>	467 et 468

**المادة 174 :** يواصل قاضي التحقيق إجراء التحقيق إذا كان الأمر قد استؤنف أو عندما تخطر غرفة الاتهام مباشرة طبقاً لأحكام المواد 69 و 69 مكرر و 143 و 154 ما لم تصدر غرفة الاتهام قراراً يخالف ذلك".

**المادة 16 :** تلغى المواد 39 و 87 و 113 من الأمر رقم 66 - 155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه.

**المادة 17 :** ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 29 ذي القعدة عام 1427 الموافق 20 ديسمبر سنة 2006.

### مبد العزيز بوتفليقة



**قانون رقم 06 - 23 مؤرخ في 29 ذي القعدة عام 1427 الموافق 20 ديسمبر سنة 2006، يعدل ويتمم الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات.**

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لاسيما المواد 119 و 120 و 122 - 7 و 126 منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون الإجراءات المدنية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 75 - 58 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون المدني، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 05 - 04 المؤرخ في 27 ذي الحجة عام 1424 الموافق 6 فبراير سنة 2005 والمتضمن قانون تنظيم السجون وإعادة الإدماج الاجتماعي للمحبوسين،

- وبعد رأي مجلس الدولة،

- وبعد مصادقة البرلمان،

**المادة 121 :** يستجوب المتهم خلال ثمان وأربعين (48) ساعة من اعتقاله. فإن لم يستجوب ومضت هذه المهلة دون استجوابه يقتاد أمام وكيل الجمهورية الذي يطلب من القاضي المكلف بالتحقيق وفي حالة غيابه، فمن أي قاض آخر من قضاة الحكم ليقوم باستجوابه في الحال وإلا أخلي سبيله.

كل متهم ضبط بمقتضى أمر بالقبض وبقي في مؤسسة عقابية أكثر من ثمان وأربعين (48) ساعة دون أن يستجوب اعتبر محبوسا تعسفيا.

كل قاض أو موظف أمر بهذا الحبس أو تسامح فيه عن علم يتعرض للعقوبات المتعلقة بالحبس التعسفي.

(..... الباقي بدون تغيير.....)

**المادة 143 :** لجهات التحقيق أو الحكم عندما تعرض لها مسألة ذات طابع فني أن تأمر بئدب خبير إما بناء على طلب النيابة العامة وإما من تلقاء نفسها أو من الخصوم.

وإذا رأى قاضي التحقيق أنه لا موجب للاستجابة لطلب الخبرة فعليه أن يصدر في ذلك أمرا مسببا في أجل ثلاثين (30) يوما من تاريخ استلامه الطلب.

وإذا لم يبت قاضي التحقيق في الأجل المذكور، يمكن الطرف المعني إخطار غرفة الاتهام مباشرة خلال عشرة (10) أيام، ولهذه الأخيرة أجل ثلاثين (30) يوما للفصل في الطلب، تسري من تاريخ إخطارها. ويكون قرارها غير قابل لأي طعن.

(..... الباقي بدون تغيير.....)

**المادة 154 :** على قاضي التحقيق أن يستدعي من يعينهم الأمر من أطراف الخصومة ويحيطهم علما بما انتهى إليه الخبراء من نتائج وذلك بالأوضاع المنصوص عليها في المادتين 105 و 106 ويتلقى أقوالهم بشأنها ويحدد لهم أجلا لإبداء ملاحظاتهم عنها أو تقديم طلبات خلاله ولا سيما فيما يخص إجراء أعمال خبرة تكميلية أو القيام بخبرة مضادة.

ويتعين على قاضي التحقيق في حالة رفض هذه الطلبات أن يصدر أمرا مسببا في أجل ثلاثين (30) يوما من تاريخ استلامه الطلب.

وإذا لم يبت قاضي التحقيق في الأجل المذكور أعلاه، يمكن الخصم إخطار غرفة الاتهام مباشرة خلال أجل عشرة (10) أيام ولهذه الأخيرة أجل ثلاثين (30) يوما للفصل في الطلب، تسري من تاريخ إخطارها. ويكون قرارها غير قابل لأي طعن.

**يصدر القانون الآتي نصه :**

**المادة الأولى :** يهدف هذا القانون إلى تعديل وتتميم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات.

**المادة 2 :** تعدل وتتمم المواد 4 و5 و5 مكرر من الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 4 :** يكون جزاء الجرائم بتطبيق العقوبات وتكون الوقاية منها باتخاذ تدابير أمن.

العقوبات الأصلية هي تلك التي يجوز الحكم بها دون أن تقترن بها أية عقوبة أخرى.

العقوبات التكميلية هي تلك التي لايجوز الحكم بها مستقلة عن عقوبة أصلية، فيما عدا الحالات التي ينص عليها القانون صراحة. وهي إما إجبارية أو اختيارية.

إن لتدابير الأمن هدف وقائي.

يعتبر الأشخاص المحكوم عليهم بسبب نفس الجريمة متضامنين في رد الأشياء والتعويضات المدنية والمصاريف القضائية، مع مراعاة ما نصت عليه المادتان 310 (الفقرة 4) و 370 من قانون الإجراءات الجزائية.

**المادة 5 :** العقوبات الأصلية في مادة الجنايات هي :

1- (بدون تغيير)،

2 - السجن المؤبد،

3- السجن المؤقت لمدة تتراوح بين خمس (5) سنوات وعشرين (20) سنة.

العقوبات الأصلية في مادة الجناح هي :

1 - (بدون تغيير)،

2 - الغرامة التي تتجاوز 20.000 دج.

العقوبات الأصلية في مادة المخالفات هي :

1 - (بدون تغيير)،

2 - الغرامة من 2000 دج إلى 20.000 دج.

**المادة 5 مكرر :** إن عقوبات السجن المؤقت لا تمنع الحكم بعقوبة الغرامة".

**المادة 3 :** تعدل وتتمم المادة 9 من الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 9 :** العقوبات التكميلية هي :

1- الحجر القانوني،

2 - الحرمان من ممارسة الحقوق الوطنية والمدنية والعائلية،

3 - تحديد الإقامة،

4 - المنع من الإقامة،

5 - المصادرة الجزئية للأموال،

6 - المنع المؤقت من ممارسة مهنة أو نشاط،

7 - إغلاق المؤسسة،

8 - الإقصاء من الصفقات العمومية،

9 - الحظر من إصدار الشيكات و/أو استعمال بطاقات الدفع،

10 - تعليق أو سحب رخصة السياقة أو إلغاؤها مع المنع من استصدار رخصة جديدة،

11- سحب جواز السفر،

12- نشر أو تعليق حكم أو قرار الإدانة".

**المادة 4 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادتين 9 مكرر و9 مكرر 1 تحرران كما يأتي :

**المادة 9 مكرر :** في حالة الحكم بعقوبة جنائية، تأمر المحكمة وجوبا بالحجر القانوني الذي يتمثل في حرمان المحكوم عليه من ممارسة حقوقه المالية أثناء تنفيذ العقوبة الأصلية.

تتم إدارة أمواله طبقا للإجراءات المقررة في حالة الحجر القضائي.

**المادة 9 مكررا 1 :** يتمثل الحرمان من ممارسة الحقوق الوطنية والمدنية والعائلية في :

1 - العزل أو الإقصاء من جميع الوظائف والمناصب العمومية التي لها علاقة بالجريمة،

2 - الحرمان من حق الانتخاب أو الترشح ومن حمل أي وسام،

3 - عدم الأهلية لأن يكون مساعدا محلفا، أو خبيرا، أو شاهدا على أي عقد، أو شاهدا أمام القضاء إلا على سبيل الاستدلال،

4 - الحرمان من الحق في حمل الأسلحة، وفي التدريس، وفي إدارة مدرسة أو الخدمة في مؤسسة للتعليم بوصفه أستاذا أو مدرسا أو مراقبا،

5 - عدم الأهلية لأن يكون وصيا أو قيما،

6 - سقوط حقوق الولاية كلها أو بعضها.

عندما يكون هذا المنع مقترنا بعقوبة سالبة للحرية، فإن تطبيقه يوقف طوال آجال تنفيذ هذه العقوبة، ويستأنف بالنسبة للمدة المحددة بحكم الإدانة من يوم انقضاء العقوبة الأصلية أو الإفراج عن المحكوم عليه.

يترتب على المنع من الإقامة في التراب الوطني اقتياد المحكوم عليه الأجنبي الى الحدود مباشرة أو عند انقضاء عقوبة الحبس أو السجن.

يعاقب الشخص الأجنبي الذي يخالف عقوبة المنع من الإقامة بالتراب الوطني المحكوم بها عليه، بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 25.000 دج إلى 300.000 دج.

**المادة 14 :** يجوز للمحكمة عند قضائها في جنحة، وفي الحالات التي يحددها القانون، أن تحظر على المحكوم عليه ممارسة حق أو أكثر من الحقوق الوطنية المذكورة في المادة 9 مكررا 1، وذلك لمدة لا تزيد عن خمس (5) سنوات.

وتسري هذه العقوبة من يوم انقضاء العقوبة السالبة للحرية أو الإفراج عن المحكوم عليه.

**المادة 15 :** المصادرة هي الأيلولة النهائية إلى الدولة لمال أو مجموعة أموال معينة، أو ما يعادل قيمتها عند الاقتضاء.

غير أنه لا يكون قابلا للمصادرة :

1 - محل السكن اللازم لإيواء الزوج والأصول والفروع من الدرجة الأولى للمحكوم عليه، إذا كانوا يشغلونه فعلا عند معاينة الجريمة، وعلى شرط أن لا يكون هذا المحل مكتسبا عن طريق غير مشروع،

2 - الأموال المذكورة في الفقرات 2 و3 و4 و5 و6 و7 و8 من المادة 378 من قانون الإجراءات المدنية،

3 - المداخل الضرورية لمعيشة الزوج وأولاد المحكوم عليه وكذلك الأصول الذين يعيشون تحت كفالته.

**المادة 6 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادتين 15 مكررا 1 و15 مكررا 2، تحرران كما يأتي :

**المادة 15 مكررا 1 :** في حالة الإدانة لارتكاب جنائية، تأمر المحكمة بمصادرة الأشياء التي استعملت أو كانت ستستعمل في تنفيذ الجريمة أو التي تحصلت منها، وكذلك الهبات أو المنافع الأخرى التي استعملت لمكافحة مرتكب الجريمة، مع مراعاة حقوق الغير حسن النية.

في حالة الحكم بعقوبة جنائية، يجب على القاضي أن يأمر بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق المنصوص عليها أعلاه لمدة أقصاها عشر (10) سنوات، تسري من يوم انقضاء العقوبة الأصلية أو الإفراج عن المحكوم عليه.

**المادة 5 :** تعدل وتتم المواد 11 و12 و13 و14 و15 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 11 :** تحديد الإقامة هو إلزام المحكوم عليه بأن يقيم في نطاق إقليمي يعينه الحكم لمدة لا تتجاوز خمس (5) سنوات.

يبدأ تنفيذ تحديد الإقامة من يوم انقضاء العقوبة الأصلية أو الإفراج عن المحكوم عليه.

يبلغ الحكم إلى وزارة الداخلية التي يمكنها أن تصدر رخصا مؤقتة للتنقل خارج المنطقة المنصوص عليها في الفقرة السابقة.

يعاقب الشخص الذي يخالف أحد تدابير تحديد الإقامة بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 25.000 دج إلى 300.000 دج.

**المادة 12 :** المنع من الإقامة هو حظر تواجد المحكوم عليه في بعض الأماكن. ولا يجوز أن تفوق مدته خمس (5) سنوات في مواد الجرح وعشر (10) سنوات في مواد الجنايات، ما لم ينص القانون على خلاف ذلك.

عندما يكون المنع من الإقامة مقترنا بعقوبة سالبة للحرية، فإنه يطبق من يوم انقضاء العقوبة الأصلية أو الإفراج عن المحكوم عليه.

متى تم حبس الشخص خلال منعه من الإقامة، فإن الفترة التي يقضيها في الحبس لا تطرح من مدة المنع من الإقامة.

يعاقب الشخص الممنوع من الإقامة بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 25.000 دج إلى 300.000 دج إذا خالف أحد تدابير المنع من الإقامة.

**المادة 13 :** يجوز أن يحكم بالمنع من الإقامة في حالة الإدانة لارتكاب جنائية أو جنحة.

عندما ينص القانون على عقوبة المنع من الإقامة في التراب الوطني، يجوز الحكم بها، إما نهائيا أو لمدة عشر (10) سنوات على الأكثر، على كل أجنبي مدان لارتكابه جنائية أو جنحة.

ويجوز أن يؤمر بالإنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الإجراء.

**المادة 16 مكرر 2:** يترتب على عقوبة الإقصاء من الصفقات العمومية منع المحكوم عليه من المشاركة بصفة مباشرة أو غير مباشرة في أية صفقة عمومية، إما نهائيا أو لمدة لا تزيد عن عشر (10) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنائية، وخمس (5) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنحة.

ويجوز أن يؤمر بالإنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الإجراء.

**المادة 16 مكرر 3:** يترتب على عقوبة الحظر من إصدار الشيكات و/أو استعمال بطاقات الدفع إلزام المحكوم عليه بإرجاع الدفاتر والبطاقات التي بحوزته أو التي عند وكلائه إلى المؤسسة المصرفية المصدرة لها. غير أنه لا يطبق هذا الحظر على الشيكات التي تسمح بسحب الأموال من طرف الساحب لدى المسحوب عليه أو تلك المضمنة.

لا تتجاوز مدة الحظر عشر (10) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنائية، وخمس (5) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنحة.

ويجوز أن يؤمر بالإنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الإجراء.

يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج كل من أصدر شيكا أو أكثر و/أو استعمل بطاقة الدفع رغم منعه من ذلك، دون الإخلال بتطبيق العقوبات المنصوص عليها في المادة 374 من هذا القانون.

**المادة 16 مكرر 4:** دون الإخلال بالتدابير المنصوص عليها في قانون المرور، يجوز للجهة القضائية الحكم بتعليق أو سحب رخصة السياقة أو إلغائها، مع المنع من استصدار رخصة جديدة.

لاتزيد مدة التعليق أو السحب عن خمس (5) سنوات من تاريخ صدور حكم الإدانة.

يجوز أن يؤمر بالإنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الإجراء.

ويبلغ الحكم إلى السلطة الإدارية المختصة.

**المادة 16 مكرر 5:** يجوز للجهة القضائية أن تحكم بسحب جواز السفر لمدة لا تزيد عن خمس (5) سنوات في حالة الإدانة من أجل جنائية أو جنحة، وذلك من تاريخ النطق بالحكم.

وفي حالة الإدانة لارتكاب جنحة أو مخالفة يؤمر بمصادرة الأشياء المذكورة في الفقرة السابقة وجوبا إذا كان القانون ينص صراحة على هذه العقوبة، وذلك مع مراعاة حقوق الغير حسن النية.

**المادة 15 مكرر 2:** يعتبر من الغير حسن النية، الأشخاص الذين لم يكونوا شخصا محل متابعة أو إدانة من أجل الوقائع التي أدت إلى المصادرة، و لديهم سند ملكية أو حيازة صحيح و مشروع على الأشياء القابلة للمصادرة.

**المادة 7:** تعدل وتتمم المادة 16 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 16:** يتعين الأمر بمصادرة الأشياء التي تشكل صناعتها أو استعمالها أو حملها أو حيازتها أو بيعها جريمة، وكذا الأشياء التي تعد في نظر القانون أو التنظيم خطيرة أو مضرّة.

وفي هذه الحالة تطبق المصادرة كتدبير أمن، مهما يكن الحكم الصادر في الدعوى العمومية.

**المادة 8:** يتمم الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمواد 16 مكرر و 16 مكرر 1 و 16 مكرر 2 و 16 مكرر 3 و 16 مكرر 4 و 16 مكرر 5 و 16 مكرر 6 تحرر كما يأتي :

**المادة 16 مكرر:** يجوز الحكم على الشخص المدان لارتكابه جنائية أو جنحة بالمنع من ممارسة مهنة أو نشاط، إذا ثبت للجهة القضائية أن للجريمة التي ارتكبها صلة مباشرة بمزاولة التهما، وأن ثمة خطر في استمرار ممارسته لأي منهما.

ويصدر الحكم بالمنع لمدة لا تتجاوز عشر (10) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنائية وخمس (5) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنحة.

ويجوز أن يؤمر بالإنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الإجراء.

**المادة 16 مكرر 1:** يترتب على عقوبة غلق المؤسسة منع المحكوم عليه من أن يمارس فيها النشاط الذي ارتكبت الجريمة بمناسبته.

ويحكم بهذه العقوبة إما بصفة نهائية أو لمدة لا تزيد عن عشر (10) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنائية، وخمس (5) سنوات في حالة الإدانة لارتكاب جنحة.



للشخص المعنوي طبقا لأحكام المادة 51 مكرر، فإن الحد الأقصى للغرامة المحتسب لتطبيق النسبة القانونية المقررة للعقوبة فيما يخص الشخص المعنوي يكون كالاتي :

- 2.000.000 دج عندما تكون الجناية معاقبا عليها بالإعدام أو بالسجن المؤبد،

- 1.000.000 دج عندما تكون الجناية معاقبا عليها بالسجن المؤقت،

- 500.000 دج بالنسبة للجنة.

**المادة 18 مكرر 3 :** عندما يعاقب شخص معنوي بوحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، فإن خرق الالتزامات المترتبة على هذا الحكم من طرف شخص طبيعي يعاقب عليه بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

ويمكن كذلك التصريح بقيام المسؤولية الجزائية للشخص المعنوي عن الجريمة المذكورة أعلاه، وذلك حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر، ويتعرض في هذه الحالة إلى عقوبة الغرامة حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر.

**المادة 12 :** يعدل عنوان الباب الثاني من الكتاب الأول، الجزء الأول من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

### "الباب الثاني تدابير الأمن"

**المادة 13 :** تعدل وتتم المواد 19 و 21 و 22 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 19 : تدابير الأمن هي :

1- الحجز القضائي في مؤسسة استشفائية للأمراض العقلية،

2- الوضع القضائي في مؤسسة علاجية.

**المادة 21 :** الحجز القضائي في مؤسسة استشفائية للأمراض العقلية هو وضع الشخص بناء على أمر أو حكم أو قرار قضائي في مؤسسة مهياة لهذا الغرض بسبب خلل في قواه العقلية قائم وقت ارتكابه الجريمة أو اعترافه بعد ارتكابها.

يجوز أن يؤمر بالإنفاذ المعجل بالنسبة لهذا الإجراء.

ويبلغ الحكم إلى وزارة الداخلية.

**المادة 16 مكرر 6 :** يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 25.000 دج إلى 300.000 دج كل محكوم عليه خرق الالتزامات المفروضة عليه بموجب العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المواد 9 مكرر 1 و 16 مكرر و 16 مكرر 1 و 16 مكرر 2 و 16 مكرر 4 و 16 مكرر 5 من هذا القانون."

**المادة 9 :** تتم المادة 18 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 18 : للمحكمة عند الحكم بالإدانة أن تأمر في الحالات التي يحددها القانون بنشر الحكم بأكمله أو مستخرج منه في جريدة أو أكثر يعينها، أو بتعليقه في الأماكن التي يبينها، وذلك كله على نفقة المحكوم عليه، على ألا تتجاوز مصاريف النشر المبلغ الذي يحدده الحكم بالإدانة لهذا الغرض، وألا تتجاوز مدة التعليق شهرا واحدا.

يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى سنتين (2) وبغرامة من 25.000 دج إلى 200.000 دج كل من قام بإتلاف أو إخفاء أو تمزيق المعلقات الموضوعة تطبيقا للفقرة السابقة كليا أو جزئيا، ويأمر الحكم من جديد بتنفيذ التعليق على نفقة الفاعل."

**المادة 10 :** تعدل المادة 18 مكرر من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 18 مكرر: ..... (بدون تغيير) ....."

2- واحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية الآتية :

..... (الباقى بدون تغيير) ....."

**المادة 11 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادتين 18 مكرر 2 و 18 مكرر 3 تحرران كما يأتي :

"المادة 18 مكرر 2: عندما لا ينص القانون على عقوبة الغرامة بالنسبة للأشخاص الطبيعيين سواء في الجنايات أو الجنح، وقامت المسؤولية الجزائية

**المادة 15 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمواد 53 مكرر و 53 مكرر 1 و 53 مكرر 2 و 53 مكرر 3 و 53 مكرر 4 و 53 مكرر 5 و 53 مكرر 6 و 53 مكرر 7 و 53 مكرر 8، تحرر كما يأتي :

**المادة 53 مكرر:** عندما تطبق العقوبات المشددة بفعل حالة العود، فإن التخفيف الناتج عن منح الظروف المخففة ينصب على الحدود القصوى الجديدة المقررة قانونا.

إذا كانت العقوبة الجديدة السالبة للحرية المقررة هي السجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشرين (20) سنة، فإن الحد الأدنى للعقوبة المخففة لا يجوز أن يقل عن ثلاث (3) سنوات حبسا.

**المادة 53 مكرر 1 :** إذا كانت العقوبة المقررة للجناية هي الإعدام أو السجن المؤبد، وطبقت العقوبة السالبة للحرية المخففة، وكان المتهم مسبقا قضائيا، بمفهوم المادة 53 مكرر 5 أدناه، فإنه يجوز الحكم عليه أيضا بغرامة حدها الأدنى 1.000.000 دج وحدها الأقصى 2.000.000 دج في الحالة الأولى، ومن 500.000 دج إلى 1.000.000 دج في الحالة الثانية.

إذا كانت العقوبة المقررة للجناية هي السجن المؤقت وطبقت العقوبة السالبة للحرية المخففة، فإنه يجوز الحكم أيضا على المتهم المسبوق قضائيا بغرامة من 100.000 دج إلى 1.000.000 دج.

وإذا كانت الغرامة منصوصا عليها مع عقوبة السجن، فإنه يجب النطق بها كذلك.

**المادة 53 مكرر 2 :** لا يجوز في مادة الجنائيات، النطق بالغرامة وحدها، ويحكم بها دائما في إطار الحدين المنصوص عليهما في القانون، سواء كانت مقررة أصلا أم لا.

**المادة 53 مكرر 3 :** لا يحول الحكم بالحبس كعقوبة مخففة من أجل جنائية دون الحكم بحرمان الشخص المدان من مباشرة حق أو أكثر من الحقوق المنصوص عليها في المادة 9 مكرر 1 من هذا القانون.

ويجوز الحكم كذلك بالمنع من الإقامة طبقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 12 و 13 من هذا القانون.

**المادة 53 مكرر 4 :** إذا كانت العقوبة المقررة قانونا في مادة الجنح هي الحبس و/أو الغرامة، وتقرر إفادة الشخص الطبيعى غير المسبوق قضائيا بالظروف المخففة، يجوز تخفيض عقوبة الحبس إلى شهرين (2) والغرامة إلى 20.000 دج.

يمكن أن يصدر الأمر بالحجز القضائي بموجب أي أمر أو حكم أو قرار بإدانة المتهم أو العفو عنه أو ببراءته أو بانتفاء وجه الدعوى، غير أنه في الحالتين الأخيرتين، يجب أن تكون مشاركته في الوقائع المادية ثابتة.

يجب إثبات الخلل العقلي في الحكم الصادر بالحجز القضائي بعد الفحص الطبي.

يخضع الشخص الموضوع في مؤسسة استشفائية للأمراض العقلية لنظام الاستشفاء الإجباري المنصوص عليه في التشريع الجاري به العمل، غير أن النائب العام يبقى مختصا فيما يتعلق بمآل الدعوى العمومية.

**المادة 22 :** الوضع القضائي في مؤسسة علاجية هو وضع شخص مصاب بإدمان اعتيادي ناتج عن تعاطي مواد كحولية أو مخدرات أو مؤثرات عقلية، تحت الملاحظة في مؤسسة مهياة لهذا الغرض، وذلك بناء على أمر أو حكم أو قرار قضائي صادر من الجهة المحال إليها الشخص، إذا بدا أن السلوك الإجرامي للمعني مرتبط بهذا الإدمان.

يمكن أن يصدر الأمر بالوضع القضائي في مؤسسة علاجية طبقا للشروط المنصوص عليها في المادة 21 (الفقرة 2).

تجوز مراجعة الوضع القضائي في مؤسسة علاجية، بالنظر إلى تطور الخطورة الإجرامية للمعني، وفقا للإجراءات والكيفيات المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما".

**المادة 14 :** تعدل المادة 53 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 53 :** يجوز تخفيض العقوبة المنصوص عليها قانونا بالنسبة للشخص الطبيعى الذي قضى بإدانته وتقررت إفادته بظروف مخففة وذلك إلى حد :

1 - عشر (10) سنوات سجنا، إذا كانت العقوبة المقررة للجناية هي الإعدام،

2 - خمس (5) سنوات سجنا، إذا كانت العقوبة المقررة للجناية هي السجن المؤبد،

3 - ثلاث (3) سنوات حبسا، إذا كانت العقوبة المقررة للجناية هي السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة،

4 - سنة واحدة حبسا، إذا كانت العقوبة المقررة للجناية هي السجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات".

أعلاه، بمواد 54 مكرر و 54 مكرر 1 و 54 مكرر 2 و 54 مكرر 3 و 54 مكرر 4 و 54 مكرر 5 و 54 مكرر 6 و 54 مكرر 7 و 54 مكرر 8 و 54 مكرر 9 و 54 مكرر 10 تحرر كما يأتي :

"المادة 54 مكرر: إذا سبق الحكم نهائيا على شخص طبيعي من أجل جنائية أو جنحة معاقب عليها قانونا بعقوبة حدها الأقصى يزيد عن خمس (5) سنوات حبسا، وارتكب جنائية، فإن الحد الأقصى للعقوبة الجنائية المقررة يصبح السجن المؤبد إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة قانونا لهذه الجنائية عشرين (20) سنة سجنا. وتكون العقوبة المقررة هي الإعدام إذا أدت الجنائية إلى إزهاق روح إنسان.

ويرفع الحد الأقصى للعقوبة السالبة للحرية إلى الضعف، إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة قانونا لهذه الجنائية، يساوي أو يقل عن عشر (10) سنوات سجنا.

ويرفع الحد الأقصى للغرامة المقررة إلى الضعف.

"المادة 54 مكرر 1: إذا سبق الحكم نهائيا على شخص طبيعي من أجل جنائية أو جنحة معاقب عليها قانونا بعقوبة حدها الأقصى يزيد عن خمس (5) سنوات حبسا، وارتكب خلال العشر سنوات التالية لقضاء العقوبة السابقة، جنحة معاقبا عليها بنفس العقوبة، فإن الحد الأقصى لعقوبة الحبس والغرامة المقرر لهذه الجنحة يرفع وجوبا إلى الضعف.

ويرفع الحد الأقصى للعقوبة السالبة للحرية إلى عشرين (20) سنة حبسا، إذا كان الحد الأقصى للعقوبة المقررة قانونا لهذه الجنحة يزيد عن عشر (10) سنوات. وإذا كان هذا الحد يساوي عشرين (20) سنة حبسا، فإن الحد الأدنى لهذه العقوبة يرفع وجوبا إلى الضعف.

كما يجوز الحكم أيضا بواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 9 من هذا القانون.

"المادة 54 مكرر 2: إذا سبق الحكم نهائيا على شخص طبيعي، من أجل جنائية أو جنحة معاقب عليها قانونا بعقوبة حدها الأقصى يزيد عن خمس (5) سنوات حبسا، وارتكب خلال الخمس سنوات التالية لقضاء العقوبة السابقة جنحة معاقبا عليها قانونا بعقوبة حدها الأقصى يساوي أو يقل عن خمس (5) سنوات حبسا، فإن الحد الأقصى لعقوبة الحبس والغرامة المقررة لهذه الجنحة يرفع وجوبا إلى الضعف.

كما يجوز الحكم بواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 9 من هذا القانون.

كما يمكن الحكم بإحدى هاتين العقوبتين فقط، على أن لا تقل عن الحد الأدنى المقرر قانونا للجريمة المرتكبة. وإذا كانت عقوبة الحبس هي وحدها المقررة يجوز استبدالها بغرامة، على أن لا تقل عن 20.000 دج وأن لا تتجاوز 500.000 دج.

إذا كان المتهم مسبقا قضائيا، بمفهوم المادة 53 مكرر 5 أدناه، فإنه لا يجوز تخفيض عقوبات الحبس والغرامة عن الحد الأدنى المقرر قانونا للجنحة المرتكبة عمدا، ويتعين الحكم بهما في حالة النص عليهما معا. ولا يجوز في أي حال استبدال الحبس بالغرامة.

"المادة 53 مكرر 5: يعد مسبقا قضائيا كل شخص طبيعي محكوم عليه بحكم نهائي بعقوبة سالبة للحرية، مشمولة أو غير مشمولة بوقف التنفيذ، من أجل جنائية أو جنحة من القانون العام، دون المساس بالقواعد المقررة لحالة العود.

"المادة 53 مكرر 6: في حالة منح الظروف المخففة في مواد المخالفات، فإن العقوبات المقررة قانونا بالنسبة للشخص الطبيعي لا يجوز تخفيضها عن حدها الأدنى.

غير أنه إذا كان المحكوم عليه لا يوجد في حالة العود، وكانت عقوبتا الحبس والغرامة مقررتين معا، فإنه يجوز الحكم بإحدهما فقط، وذلك دائما في إطار الحدين المنصوص عليهما في القانون الذي يعاقب على المخالفة المرتكبة.

"المادة 53 مكرر 7: تجوز إفادة الشخص المعنوي بالظروف المخففة، حتى ولو كان مسؤولا جزائيا وحده.

إذا تقرر إفادة الشخص المعنوي بالظروف المخففة، فإنه يجوز تخفيض عقوبة الغرامة المطبقة عليه إلى الحد الأدنى للغرامة المقررة في القانون الذي يعاقب على الجريمة بالنسبة للشخص الطبيعي.

غير أنه إذا كان الشخص المعنوي مسبقا قضائيا، بمفهوم المادة 53 مكرر 8 أدناه، فلا يجوز تخفيض الغرامة عن الحد الأقصى للغرامة المقررة قانونا للجريمة بالنسبة للشخص الطبيعي.

"المادة 53 مكرر 8: يعتبر مسبقا قضائيا كل شخص معنوي محكوم عليه نهائيا بغرامة، مشمولة أو غير مشمولة بوقف التنفيذ، من أجل جريمة من القانون العام، دون المساس بالقواعد المقررة لحالة العود."

**المادة 16:** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور

خلال الخمس (5) سنوات الموالية لقضاء العقوبة، من جراء ارتكاب جنحة معاقب عليها قانونا بالنسبة للشخص الطبيعي بغرامة حدها الأقصى يساوي أو يقل عن 500.000 دج، فإن النسبة القصوى للغرامة التي تطبق تساوي عشر (10) مرات الحد الأقصى لعقوبة الغرامة المنصوص عليها في القانون الذي يعاقب على هذه الجنحة.

عندما تكون الجنحة غير معاقب عليها بغرامة بالنسبة للشخص الطبيعي، فإن الحد الأقصى للغرامة التي تطبق على الشخص المعنوي، في حالة العود، هو 5.000.000 دج.

**المادة 54 مكرر 8 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص معنوي من أجل جنحة، وقامت مسؤوليته الجزائية، خلال الخمس (5) سنوات الموالية لقضاء العقوبة، من جراء ارتكاب نفس الجنحة أو جنحة مماثلة بمفهوم قواعد العود، فإن النسبة القصوى للغرامة المطبقة تساوي عشر (10) مرات الحد الأقصى لعقوبة الغرامة المنصوص عليها في القانون الذي يعاقب على هذه الجنحة بالنسبة للشخص الطبيعي.

عندما تكون الجنحة غير معاقب عليها بغرامة بالنسبة للشخص الطبيعي، فإن الحد الأقصى للغرامة التي تطبق على الشخص المعنوي، في حالة العود، هو 5.000.000 دج.

**المادة 54 مكرر 9 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص معنوي من أجل مخالفة، وقامت مسؤوليته الجزائية، خلال سنة واحدة من تاريخ قضاء العقوبة، من جراء ارتكاب نفس المخالفة، فإن النسبة القصوى للغرامة المطبقة تساوي عشر (10) مرات الحد الأقصى لعقوبة الغرامة المنصوص عليها في القانون الذي يعاقب على هذه المخالفة بالنسبة للشخص الطبيعي.

**المادة 54 مكرر 10 :** يجوز للقاضي أن يثير تلقائيا حالة العود إذا لم يكن منوها عنها في إجراءات المتابعة، وإذا رفض المتهم محاكمته على هذا الظرف المشدد، فتطبق عليه تدابير الفقرتين 3 و 4 من المادة 338 من قانون الإجراءات الجزائية.

**المادة 17 :** تعدل وتتمم المادة 57 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 57 :** تعتبر من نفس النوع لتحديد العود، الجرائم التي تشملها إحدى الفقرات الآتية :

1 - اختلاس الأموال العمومية أو الخاصة والسرقة والإخفاء والنصب وخيانة الأمانة والرشوة،

**المادة 54 مكرر 3 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص طبيعي من أجل جنحة، وارتكب خلال الخمس (5) سنوات التالية لقضاء العقوبة السابقة نفس الجنحة أو جنحة مماثلة بمفهوم قواعد العود، فإن الحد الأقصى لعقوبة الحبس والغرامة المقررة لهذه الجنحة يرفع وجوبا إلى الضعف.

**المادة 54 مكرر 4 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص طبيعي من أجل مخالفة، وارتكب خلال السنة التالية لقضاء العقوبة السابقة نفس المخالفة، تطبق عليه العقوبات المشددة لحالة العود المنصوص عليها في المادتين 445 و 465 من هذا القانون.

**المادة 54 مكرر 5 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص معنوي من أجل جنحة أو جنحة معاقب عليها قانونا بالنسبة للشخص الطبيعي بغرامة حدها الأقصى يفوق 500.000 دج، وقامت مسؤوليته الجزائية من جراء ارتكاب جنحة، فإن النسبة القصوى للغرامة المطبقة تساوي عشر (10) مرات الحد الأقصى لعقوبة الغرامة المنصوص عليها في القانون الذي يعاقب على هذه الجنحة.

عندما تكون الجنحة غير معاقب عليها بغرامة بالنسبة للشخص الطبيعي، فإن الحد الأقصى للغرامة المطبق على الشخص المعنوي، في حالة العود، هو 20.000.000 دج عندما يتعلق الأمر بجنحة معاقب عليها بالإعدام أو السجن المؤبد، ويكون هذا الحد 10.000.000 دج عندما تكون الجنحة معاقبا عليها بالسجن المؤقت .

**المادة 54 مكرر 6 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص معنوي من أجل جنحة أو جنحة معاقب عليها قانونا بالنسبة للشخص الطبيعي بغرامة حدها الأقصى يفوق 500.000 دج، وقامت مسؤوليته الجزائية، خلال العشر (10) سنوات الموالية لقضاء العقوبة، من جراء ارتكاب جنحة معاقب عليها بنفس العقوبة، فإن النسبة القصوى للغرامة المطبقة تساوي عشر (10) مرات الحد الأقصى لعقوبة الغرامة المنصوص عليها في القانون الذي يعاقب على هذه الجنحة.

وعندما تكون الجنحة غير معاقب عليها بغرامة بالنسبة للشخص الطبيعي، فإن الحد الأقصى للغرامة المطبقة على الشخص المعنوي، في حالة العود، هو 10.000.000 دج.

**المادة 54 مكرر 7 :** إذا سبق الحكم نهائيا على شخص معنوي من أجل جنحة أو جنحة معاقب عليها قانونا بالنسبة للشخص الطبيعي بغرامة حدها الأقصى يفوق 500.000 دج، وقامت مسؤوليته الجزائية،

غير أنه يجوز لجهة الحكم إما أن ترفع هذه المدة إلى ثلثي العقوبة المحكوم بها، أو إلى عشرين (20) سنة في حالة الحكم بالسجن المؤبد، وإما أن تقرر تقليص هذه المدة.

إذا صدر الحكم المتعلق بالفترة الأمنية عن محكمة الجنايات، فإنه يتعين مراعاة القواعد المقررة في أحكام المادة 309 من قانون الإجراءات الجزائية.

بالنسبة للجرائم التي لم ينص القانون فيها صراحة على فترة أمنية، يجوز لجهة الحكم التي تحكم فيها بعقوبة سالبة للحرية مدتها تساوي أو تزيد عن خمس (5) سنوات، أن تحدّد فترة أمنية لا يمكن للمحكوم عليه أن يستفيد خلالها من أي تدبير من تدابير تطبيق العقوبة المذكورة في الفقرة الأولى من هذه المادة. ولا يجوز أن تفوق مدة هذه الفترة الأمنية ثلثي العقوبة المحكوم بها، أو عشرين (20) سنة في حالة الحكم بالسجن المؤبد.

*المادة 60 مكررا 1* : ما لم ينص مرسوم العفو على خلاف ذلك، يترتب على تخفيض العقوبات الممنوحة خلال الفترة الأمنية تقليص هذه الفترة بقدر مدة التخفيض من العقوبة.

ويترتب على استبدال عقوبة السجن المؤبد بمدة عشرين (20) سنة تقليص الفترة الأمنية إلى عشر (10) سنوات.

*المادة 19* : تتم المواد 61 و 77 و 87 مكررا 1 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

*المادة 61* : يرتكب جريمة الخيانة ويعاقب بالإعدام كل جزائري وكل عسكري أو بحار في خدمة الجزائر يقوم بأحد الأعمال الآتية :

- 1 - حمل السلاح ضد الجزائر،
- 2 - القيام بالتخاير مع دولة أجنبية بقصد حملها على القيام بأعمال عدوانية ضد الجزائر أو تقديم الوسائل اللازمة لذلك سواء بتسهيل دخول القوات الأجنبية إلى الأرض الجزائرية أو بزعة ولاء القوات البرية أو البحرية أو الجوية أو بأية طريقة أخرى،
- 3 - تسليم قوات جزائرية أو أراض أو مدن أو حصون أو منشآت أو مراكز أو مخازن أو مستودعات حربية أو عتاد أو ذخائر أو مبان أو سفن أو مركبات للملاحة الجوية مملوكة للجزائر أو مخصصة للدفاع عنها إلى دولة أجنبية أو إلى عملائها،

2 - خيانة الائتمان على بياض وإصدار أو قبول شيكات بدون رصيد والتزوير واستعمال المحررات المزورة،

3 - تبويض الأموال والإفلاس بالتدليس والاستيلاء على مال الشركة بطريق الغش وابتزاز الأموال،

4 - القتل الخطأ والجرح الخطأ و جنحة الهروب والسياسة في حالة سكر،

5 - الضرب والجرح العمدي والمشاجرة والتهديد والتعدي والعصيان،

6 - الفعل المخل بالحياء بدون عنف والفعل العلني المخل بالحياء واعتياد التحريض على الفسق وفساد الأخلاق والمساعدة على الدعارة والتحرش الجنسي".

**المادة 18** : يتم الفصل الثالث من الباب الثاني من الكتاب الثاني من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بقسم رابع تحت عنوان "الفترة الأمنية"، يتضمن مادتين 60 مكرر و 60 مكررا 1 تحرران كما يأتي :

### "الكتاب الثاني"

### الأفعال والأشخاص الخاضعون للعقوبة

#### الباب الثاني

#### مرتكبو الجريمة

#### الفصل الثالث

#### شخصية العقوبة

#### القسم الرابع

#### الفترة الأمنية

*المادة 60 مكرر*: يقصد بالفترة الأمنية حرمان المحكوم عليه من تدابير التوقيف المؤقت لتطبيق العقوبة، والوضع في الورشات الخارجية أو البيئة المفتوحة، وإجازات الخروج، والحرية النصفية والإفراج المشروط.

وتطبق في حالة الحكم بعقوبة سالبة للحرية مدتها تساوي أو تزيد عن عشر (10) سنوات، بالنسبة للجرائم التي ورد النص فيها صراحة على فترة أمنية.

تساوي مدة الفترة الأمنية نصف العقوبة المحكوم بها. وتكون مدتها خمس عشرة (15) سنة في حالة الحكم بالسجن المؤبد.

وتطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة، حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 من هذا القانون عند الاقتضاء.

ويتعرض أيضا لواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر."

**المادة 21:** تعدل وتتمم المادة 114 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة 114:** في الحالة التي يكون فيها الغرض من تدبير اتخاذ الإجراءات بين سلطات مدنية وهيئات عسكرية أو رؤسائها أو كانت نتيجتها الإعتداء على الأمن الداخلي للدولة، تكون عقوبة المحرضين السجن المؤبد، والجناة الآخرين السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة والغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج.

تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجناية المنصوص عليها في هذه المادة."

**المادة 22:** تعدل المادة 137 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة 137:** كل موظف أو عون من أعوان الدولة أو مستخدم أو مندوب عن مصلحة للبريد يقوم بفض أو اختلاس أو إتلاف رسائل مسلمة إلى البريد أو يسهل فضاها أو اختلاسها أو إتلافها يعاقب بالحبس من ثلاثة (3) أشهر إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 30.000 دج إلى 500.000 دج.

(... الباقي بدون تغيير...)"

**المادة 23:** يعدل عنوان الفصل الخامس من الباب الثاني ويحرر كما يأتي :

### "الفصل الخامس

### الجنايات والجنح التي يرتكبها الأشخاص ضد النظام العمومي"

**المادة 24:** يتمم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 175 مكرر تحرر كما يأتي :

"**المادة 175 مكرر:** يكون الشخص المعنوي مسؤولا جزائيا عن الجرائم المحددة في هذا الفصل، وذلك طبقا للشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

4 - إتلاف أو إفساد سفينة أو سفن أو مركبات للملاحة الجوية أو عتاد أو مؤن أو مبان أو إنشاءات من أي نوع كانت وذلك بقصد الإضرار بالدفاع الوطني أو إدخال عيوب عليها أو التسبب في وقوع حادث وذلك تحقيقا لنفس القصد.

وتطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجناية المنصوص عليها في هذه المادة.

**المادة 77:** يعاقب بالإعدام الاعتداء الذي يكون الغرض منه إما القضاء على نظام الحكم أو تغييره، وإما تحريض المواطنين أو السكان على حمل السلاح ضد سلطة الدولة أو ضد بعضهم بعضا، وإما المساس بوحدة التراب الوطني.

ويعتبر في حكم الاعتداء تنفيذ الاعتداء أو محاولة تنفيذه.

تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجناية المنصوص عليها في هذه المادة.

**المادة 87 مكرر 1:** تكون العقوبات التي يتعرض لها مرتكب الأفعال المذكورة في المادة 87 مكرر أعلاه، كما يأتي :

- الإعدام عندما تكون العقوبة المنصوص عليها في القانون السجن المؤبد،

- السجن المؤبد عندما تكون العقوبة المنصوص عليها في القانون السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة،

- السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة، عندما تكون العقوبة المنصوص عليها في القانون، السجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات،

- تكون العقوبة مضاعفة بالنسبة للعقوبات الأخرى.

وتطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في هذه المادة."

**المادة 20:** يتمم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 96 مكرر تحرر كما يأتي :

"**المادة 96 مكرر:** يمكن قيام المسؤولية الجزائرية للشخص المعنوي عن الجرائم المحددة في هذا الفصل، وذلك حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

**المادة 206 :** يعاقب بالسجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من قلد أو زور، إما طابعا وطنيا أو أكثر، وإما مطرقة أو أكثر مستخدمة في علامات الغابات، وإما دمغة أو أكثر مستخدمة في دمع المواد الذهبية أو الفضية، أو استعمل طوابع، أو أوراق، أو مطارق، أو دمغات مزورة أو مقلدة.

**المادة 207 :** يعاقب بالسجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من تحصل بغير حق على طوابع أو مطارق أو دمغات صحيحة خاصة بالدولة والمبينة في المادة 206، ووضعها أو استعملها استعمالا ضارا بحقوق ومصالح الدولة.

**المادة 216 :** يعاقب بالسجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج، كل شخص، عدا من عينتهم المادة 215، ارتكب تزويرا في محررات رسمية أو عمومية.

(... الباقي بدون تغيير ...)

**المادة 225 :** كل شخص اصطنع باسم طبيب أو جراح أو طبيب أسنان أو قابلة، شهادة مرضية أو شهادة بوجود عجز، وذلك بقصد أن يعفي نفسه، أو يعفي الغير من أية خدمة عمومية كانت، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 300.000 دج.

**المادة 242 :** كل من تدخل، بغير صفة، في الوظائف العمومية، المدنية أو العسكرية أو قام بعمل من أعمال هذه الوظائف، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، ما لم يكون الفعل جريمة أشد.

**المادة 248 :** كل من تحصل على صحيفة السوابق القضائية باسم الغير، وذلك بانتحاله اسما كاذبا أو صفة كاذبة، يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 300.000 دج.

**المادة 249 :** كل من انتحل اسم الغير، في ظروف أدت إلى قيد حكم في صحيفة السوابق القضائية لهذا الغير أو كان من الجائز أن تؤدي إلى ذلك، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، دون الإخلال باتخاذ إجراءات المتابعة ضده بشأن جنائية التزوير إذا اقتضى الحال ذلك.

(... الباقي بدون تغيير ...)

تطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة حسب الكيفيات المقررة في المادة 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 من هذا القانون عند الاقتضاء.

ويتعرض أيضا لواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر ."

**المادة 25 :** تعدل وتتم المواد 197 و 198 و 200 و 206 و 207 و 216 و 225 و 242 و 248 و 249 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة 197 :** يعاقب بالسجن المؤبد كل من قلد أو زور أو زيف :

1 - نقودا معدنية أو أوراقا نقدية ذات سعر قانوني في الإقليم الوطني أو في الخارج،

2 - سندات أو أدونات أو أسهم تصدرها الخزينة العمومية وتحمل طابعها أو علامتها أو قسائم الأرباح العائدة من هذه السندات أو الأدونات أو الأسهم.

وإذا كانت قيمة هذه النقود أو السندات أو الأدونات أو الأسهم المتداولة تقل عن 500.000 دج، تكون العقوبة السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة والغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج.

تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجنائية المنصوص عليها في هذه المادة.

**المادة 198 :** يعاقب بالسجن المؤبد كل من أسهم عن قصد، بأية وسيلة كانت، في إصدار أو توزيع أو بيع أو إدخال النقود أو السندات أو الأدونات أو الأسهم المبينة في المادة 197 أعلاه، إلى الإقليم الوطني.

وتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة والغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج إذا كانت قيمة النقود أو السندات أو الأدونات أو الأسهم تقل عن 500.000 دج.

تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجنائية المنصوص عليها في هذه المادة.

**المادة 200 :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 300.000 دج، كل من قام بتلوين النقود ذات السعر القانوني في الإقليم الوطني أو في الخارج، بغرض التضليل في نوع معدنها، أو أصدر مثل هذه النقود الملونة أو أدخلها إليه.

(... الباقي بدون تغيير ...)

"المادة 276 مكرر : تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المواد 261 إلى 263 مكررة و 265 و 266 و 267 و 271 و 272 و 274 و 275 (الفقرتان 4 و 5) و 276 (الفقرات 2 و 3 و 4) من هذا القسم".

**المادة 29 :** تعدل المادتان 293 و 293 مكرر من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرران كما يأتي :

"المادة 293 : إذا وقع تعذيب بدني على الشخص المختطف أو المقبوض عليه أو المحبوس أو المحجوز يعاقب الجناة بالسجن المؤبد.

**المادة 293 مكرر :** كل من يخطف أو يحاول القيام بخطف شخص مهما بلغت سنه، مرتكباً في ذلك عنفاً، أو تهديداً أو غشاً، يعاقب بالسجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج.

ويعاقب الجاني بالسجن المؤبد إذا تعرض الشخص المخطوف إلى تعذيب جسدي.

وإذا كان الدافع إلى الخطف هو تسديد فدية، يعاقب الجاني بالسجن المؤبد أيضاً".

**المادة 30 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 295 مكرر تحرر كما يأتي :

"المادة 295 مكرر : تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المواد 291 و 292 و 293 و 293 مكرر من هذا القسم".

**المادة 31 :** يعدل عنوان القسم الخامس من الفصل الأول من الباب الثاني من الكتاب الثالث من الجزء الثاني من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه كما يأتي :

### "القسم الخامس

#### الاعتداءات على شرف واعتبار الأشخاص وعلى حياتهم الخاصة وإفشاء الأسرار"

**المادة 32 :** تعدل وتتم المادتان 298 و 299 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرران كما يأتي :

"المادة 298 : يعاقب على القذف الموجه إلى الأفراد بالحبس من شهرين (2) إلى ستة (6) أشهر وبغرامة من 25.000 دج إلى 50.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين.

**المادة 26 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 253 مكرر تحرر كما يأتي :

"المادة 253 مكرر : يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجرائم المحددة في هذا الفصل، وذلك طبقاً للشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

تطبق على الشخص المعنوي العقوبات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، وعند الاقتضاء، تلك المنصوص عليها في المادة 18 مكرر من هذا القانون.

ويتعرض أيضاً لواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر".

**المادة 27 :** تعدل المادتان 264 و 266 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرران كما يأتي :

"المادة 264 : كل من أحدث عمداً جروحاً للغير أو ضربه أو ارتكب أي عمل آخر من أعمال العنف أو التعدي، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، إذا نتج عن هذه الأنواع من العنف مرض أو عجز كلي عن العمل لمدة تزيد عن خمسة عشر (15) يوماً.

ويجوز علاوة على ذلك أن يحرم الفاعل من الحقوق الواردة في المادة 14 من هذا القانون من سنة (1) على الأقل إلى خمس (5) سنوات على الأكثر.

( ... الباقي بدون تغيير... )

المادة 266 : إذا وقع الجرح أو الضرب أو غير ذلك من أعمال العنف أو الاعتداءات الأخرى مع سبق الإصرار أو التردد أو مع حمل أسلحة ولم يؤد إلى مرض أو عجز كلي عن العمل لمدة تتجاوز خمسة عشر (15) يوماً، فيعاقب الجاني بالحبس من سنتين (2) إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 200.000 دج إلى 1.000.000 دج.

ويمكن مصادرة الأشياء التي استعملت أو قد تستعمل لتنفيذ الجريمة مع مراعاة حقوق الغير حسن النية".

**المادة 28 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 276 مكرر تحرر كما يأتي :



يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنحة المنصوص عليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة.

ويضع صفح الضحية حدا للمتابعة الجزائية.

**المادة 303 مكرر2 :** يجوز للمحكمة أن تحظر على المحكوم عليه من أجل الجرائم المنصوص عليها في المادتين 303 مكرر و 303 مكرر1، ممارسة حق أو أكثر من الحقوق المنصوص عليها في المادة 9 مكرر1 لمدة لا تتجاوز خمس (5) سنوات، كما يجوز لها أن تأمر بنشر حكم الإدانة طبقا للكيفيات المبينة في المادة 18 من هذا القانون.

ويتعين دائما الحكم بمصادرة الأشياء التي استعملت لارتكاب الجريمة.

**المادة 303 مكرر3 :** يكون الشخص المعنوي مسؤولا جزائيا عن الجرائم المحددة في الأقسام 3 و 4 و 5 من هذا الفصل، وذلك طبقا للشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر.

وتطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 عند الاقتضاء.

ويتعرض أيضا لواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر.

**المادة 35 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 320 مكرر تحرر كما يأتي :

**"المادة 320 مكرر:** تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المواد 314 (الفقرتان 3 و 4) و 315 (الفقرات 3 و 4 و 5) و 316 (الفقرة 4) و 317 (الفقرتان 4 و 5) و 318 من هذا القسم".

**المادة 36 :** تعدل و تتمم المادة 321 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**"المادة 321 :** يعاقب بالسجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من نقل عمدا طفلا، أو أخفاه، أو استبدل طفلا آخر به أو قدمه على أنه ولد لإمرأة لم تضع، وذلك في ظروف من شأنها أن يتعذر التحقق من شخصيته.

ويضع صفح الضحية حدا للمتابعة الجزائية.  
(..... الباقي بدون تغيير .....).

**المادة 299 :** يعاقب على السب الموجه إلى فرد أو عدة أفراد بالحبس من شهر (1) إلى ثلاثة (3) أشهر وبغرامة من 10.000 دج إلى 25.000 دج.

ويضع صفح الضحية حدا للمتابعة الجزائية".

**المادة 33 :** تعدل المادة 303 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه وتحرر كما يأتي :

**"المادة 303 :** كل من يفض أو يتلف رسائل أو مراسلات موجهة إلى الغير وذلك بسوء نية وفي غير الحالات المنصوص عليها في المادة 137 يعاقب بالحبس من شهر (1) إلى سنة (1) وبغرامة من 25.000 دج إلى 100.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط".

**المادة 34 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمواد 303 مكرر و 303 مكرر1 و 303 مكرر2 و 303 مكرر 3 تحرر كما يأتي :

**"المادة 303 مكرر :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 300.000 دج، كل من تعمد المساس بحرمة الحياة الخاصة للأشخاص، بأية تقنية كانت وذلك :

- 1 - بالتقاط أو تسجيل أو نقل مكالمات أو أحاديث خاصة أو سرية، بغير إذن صاحبها أو رضاه،
- 2 - بالتقاط أو تسجيل أو نقل صورة لشخص في مكان خاص، بغير إذن صاحبها أو رضاه.

يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنحة المنصوص عليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة.

ويضع صفح الضحية حدا للمتابعة الجزائية.

**المادة 303 مكرر1 :** يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في المادة السابقة كل من احتفظ أو وضع أو سمح بأن توضع في متناول الجمهور أو الغير، أو استخدم بأية وسيلة كانت، التسجيلات أو الصور أو الوثائق المتحصل عليها بواسطة أحد الأفعال المنصوص عليها في المادة 303 مكرر من هذا القانون.

عندما ترتكب الجنحة المنصوص عليها في الفقرة السابقة عن طريق الصحافة، تطبق الأحكام الخاصة المنصوص عليها في القوانين ذات العلاقة، لتحديد الأشخاص المسؤولين.

3- أحد الوالدين الذي يعرض صحة أولاده أو واحد أو أكثر منهم أو يعرض أمنهم أو خلقهم لخطر جسيم بأن يسيء معاملتهم أو يكون مثلاً سيئاً لهم للاعتياد على السكر أو سوء السلوك، أو بأن يهمل رعايتهم، أو لا يقوم بالإشراف الضروري عليهم، وذلك سواء كان قد قضي بإسقاط سلطته الأبوية عليهم أو لم يقض بإسقاطها.

وفي الحالتين 1 و 2 من هذه المادة لا تتخذ إجراءات المتابعة إلا بناء على شكوى الزوج المتروك.

ويضع صفح الضحية حداً للمتابعة الجزائية.

**المادة 331 :** يعاقب بالحبس من ستة (6) أشهر إلى ثلاث (3) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 300.000 دج كل من امتنع عمداً، ولمدة تتجاوز الشهرين (2) عن تقديم المبالغ المقررة قضاء لإعالة أسرته، وعن أداء كامل قيمة النفقة المقررة عليه إلى زوجه أو أصوله أو فروعه، وذلك رغم صدور حكم ضده بإلزامه بدفع نفقة إليهم.

ويفترض أن عدم الدفع عمدي ما لم يثبت العكس، ولا يعتبر الإعسار الناتج عن الاعتياد على سوء السلوك أو الكسل أو السكر عذراً مقبولاً من المدين في أية حالة من الأحوال.

دون الإخلال بتطبيق أحكام المواد 37 و 40 و 329 من قانون الإجراءات الجزائية، تختص أيضاً بالحكم في الجرح المذكورة في هذه المادة، محكمة موطن أو محل إقامة الشخص المقرر له قبض النفقة أو المنتفع بالمعونة.

ويضع صفح الضحية بعد دفع المبالغ المستحقة حداً للمتابعة الجزائية ."

**المادة 39 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادتين 341 مكرر 1 و 349 مكرر تحرران كما يأتي :

"**المادة 341 مكرر 1 :** تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المواد 334 و 335 و 336 و 337 و 337 مكرر من هذا القسم.

**المادة 349 مكرر :** تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المادتين 342 و 344 من هذا القسم."

**المادة 40 :** تعدل وتتمم المادة 350 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحذر كما يأتي :

وإذا لم يثبت أن الطفل قد ولد حياً، فتكون العقوبة الحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج .

وإذا ثبت أن الطفل لم يولد حياً، فيعاقب بالحبس من شهر (1) إلى شهرين (2) وبغرامة من 10.000 دج إلى 20.000 دج.

غير أنه إذا قدم فعلاً الولد على أنه ولد لإمرأة لم تضع حملاً، بعد تسليم اختياري أو إهمال من والديه، فيعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجريمة المحددة في الفقرات أعلاه، وذلك طبقاً للشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

تطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادتين 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 عند الاقتضاء.

ويتعرض أيضاً لواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر ."

**المادة 37 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 329 مكرر تحذر كما يأتي :

"**المادة 329 مكرر :** لا يمكن مباشرة الدعوى العمومية الرامية إلى تطبيق المادة 328 إلا بناء على شكوى الضحية.

ويضع صفح الضحية حداً للمتابعة الجزائية."

**المادة 38 :** تعدل وتتمم المادتان 330 و 331 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحذر كما يأتي :

"**المادة 330 :** يعاقب بالحبس من شهرين (2) إلى سنة (1) وبغرامة من 25.000 دج إلى 100.000 دج :

1 - أحد الوالدين الذي يترك مقر أسرته لمدة تتجاوز شهرين (2) ويتخلى عن كافة التزاماته الأدبية أو المادية المترتبة على السلطة الأبوية أو الوصاية القانونية، وذلك بغير سبب جدي. ولا تنقطع مدة الشهرين (2) إلا بالعودة إلى مقر الأسرة على وضع ينبئ عن الرغبة في استئناف الحياة العائلية بصفة نهائية،

2 - الزوج الذي يتخلى عمداً ولمدة تتجاوز شهرين (2) عن زوجته مع علمه بأنها حامل وذلك لغير سبب جدي،

"المادة 351 مكرر : تكون عقوبة السرقة السجن المؤبد :

1 - إذا ارتكبت أثناء حريق أو بعد انفجار أو انهيار أو زلزال أو فيضان أو غرق أو تمرد أو فتنة أو أي اضطراب آخر،

2 - إذا وقعت على أحد الأشياء المعدة لتأمين سلامة أية وسيلة من وسائل النقل العمومي أو الخصوصي".

**المادة 44 :** تعدل وتتمم المادة 352 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 352 : يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر(10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من ارتكب السرقة في الطرق العمومية أو في المركبات المستعملة لنقل المسافرين أو المراسلات أو الأمتعة أو في داخل نطاق السكك الحديدية والمحطات والموانئ والمطارات وأرصفتها الشحن أو التفريغ.

ويجوز أيضا أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة 9 مكررا 1 وبالمنع من الإقامة طبقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 12 و 13 من هذا القانون.

يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنحة المنصوص عليها في الفقرة السابقة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة".

**المادة 45 :** تعدل المادة 353 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 353 : يعاقب بالسجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين(20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج، كل من ارتكب السرقة مع توافر ظرفين على الأقل من الظروف الآتية :

..... ( الباقي بدون تغيير) ....."

**المادة 46 :** تعدل وتتمم المادة 354 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 354 : يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من ارتكب السرقة مع توافر ظرف من الظروف الآتية :

"المادة 350 : كل من اختلس شيئا غير مملوك له يعد سارقا ويعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

وتطبق نفس العقوبة على اختلاس المياه والغاز والكهرباء.

يجوز أن يحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة 9 مكرر 1 لمدة سنة (1) على الأقل وخمس (5) سنوات على الأكثر، وبالمنع من الإقامة طبقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 12 و 13 من هذا القانون.

ويعاقب على الشروع في هذه الجنحة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة".

**المادة 41 :** يتمم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 350 مكرر تحرر كما يأتي :

"المادة 350 مكرر: إذا ارتكبت السرقة مع استعمال العنف أو التهديد أو إذا سهل ارتكابها ضعف الضحية الناتج عن سننها أو مرضها أو إعاقته أو عجزها البدني أو الذهني أو بسبب حالة الحمل سواء كانت هذه الظروف ظاهرة أو معلومة لدى الفاعل، تكون العقوبة الحبس من سنتين (2) إلى عشر (10) سنوات والغرامة من 200.000 دج إلى 1.000.000 دج.

يجوز أن يحكم على الجاني علاوة على ذلك بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة 9 مكرر 1 لمدة سنة (1) على الأقل، وخمس (5) سنوات على الأكثر وبالمنع من الإقامة طبقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 12 و 13 من هذا القانون.

يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنحة المنصوص عليها في الفقرة السابقة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة".

**المادة 42 :** تعدل المادة 351 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 351 : يعاقب مرتكبو السرقة بالسجن المؤبد إذا كانوا يحملون أو يحمل أحد منهم أسلحة ظاهرة أو مخبأة حتى ولو وقعت السرقة من شخص واحد ولم يتوافر أي ظرف مشدد آخر.

(... الباقي بدون تغيير...)"

**المادة 43 :** يتمم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه بمادة 351 مكرر تحرر كما يأتي :

يتعرض أيضا لواحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر .

**المادة 50 :** يعدل عنوان القسم الرابع من الفصل الثالث من الباب الثاني، ويحرر كما يأتي :

### "القسم الرابع التفليس"

**المادة 51 :** تعدل و تتم المادتان 383 و 384 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرران كما يأتي :

"المادة 383 : كل من ثبتت مسؤوليته لارتكابه جريمة التفليس في الحالات المنصوص عليها في القانون التجاري يعاقب :

- عن التفليس بالتقصير بالحبس من شهرين (2) إلى سنتين (2) وبغرامة من 25.000 دج إلى 200.000 دج،

- عن التفليس بالتدليس بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

ويجوز علاوة على ذلك أن يقضى على المفلس بالتدليس بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق الواردة في المادة 9 مكرر 1 من هذا القانون لمدة سنة (1) على الأقل وخمس (5) سنوات على الأكثر .

**المادة 384 :** يعاقب الشركاء في التفليس بالتقصير والتفليس بالتدليس بالعقوبات المنصوص عليها في المادة 383 من هذا القانون، حتى ولو لم تكن لهم صفة التاجر .

**المادة 52 :** تعدل وتتم المادتان 389 مكرر 1 و 389 مكرر 2 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه وتحرران كما يأتي :

"المادة 389 مكرر 1 : يعاقب كل من قام بتبييض الأموال بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 3.000.000 دج .

تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجريمة المنصوص عليها في هذه المادة .

**المادة 389 مكرر 2 :** يعاقب كل من يرتكب جريمة تبييض الأموال على سبيل الاعتياد أو باستعمال التسهيلات التي يمنحها نشاط مهني أو في إطار

1 - إذا ارتكبت السرقة ليلا،

2 - إذا ارتكبت السرقة بواسطة شخصين أو أكثر،

3 - إذا ارتكبت السرقة بواسطة التسلق أو الكسر من الخارج أو الداخل أو عن طريق مداخل تحت الأرض أو باستعمال مفاتيح مصطنعة أو بكسر الأختام، حتى ولو وقعت في مبنى غير مستعمل للسكنى.

كما يجوز أن يحكم على الجاني بالحرمان من حق أو أكثر من الحقوق المنصوص عليها في المادة 9 مكرر 1 من هذا القانون وبالمنع من الإقامة طبقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 12 و 13 من هذا القانون .

يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنحة المنصوص عليها في هذه المادة بالعقوبات ذاتها المقررة للجريمة التامة .

**المادة 47 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه بمادة 371 مكرر تحرر كما يأتي :

"المادة 371 مكرر : تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المواد 350 مكرر إلى 354 و 370 من هذا القسم .

**المادة 48 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 375 مكرر تحرر كما يأتي :

"المادة 375 مكرر : دون الإخلال بتطبيق أحكام المواد 37 و 40 و 329 من قانون الإجراءات الجزائية، تختص أيضا محكمة مكان الوفاء بالشيك أو محكمة مكان إقامة المستفيد من الشيك بالبحث والمتابعة والتحقيق والحكم في الجرائم المنصوص عليها في المادتين 16 مكرر 3 و 374 من هذا القانون .

**المادة 49 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 382 مكرر 1 تحرر كما يأتي :

"المادة 382 مكرر 1 : يمكن أن يكون الشخص المعنوي مسؤولا جزائيا عن الجرائم المحددة في الأقسام 1 و 2 و 3 من هذا الفصل، وذلك طبقا للشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر .

تطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة، حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 عند الاقتضاء .

المؤبد، وإذا نتج عن هذه الجريمة جروح أو عاهة مستديمة للغير، فإن العقوبة تكون السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج.

**المادة 408 :** كل من وضع شيئاً في طريق أو ممر عمومي من شأنه أن يعوق سير المركبات، أو استعمل أية وسيلة لعرقلة سيرها وكان ذلك بقصد التسبب في ارتكاب حادث أو عرقلة المرور أو إعاقته، يعاقب بالسجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج.

وإذا نتج عن الجريمة المنصوص عليها في الفقرة السابقة إزهاق روح إنسان، يعاقب الجاني بالسجن المؤبد، وإذا نتج عن هذه الجريمة جروح أو عاهة مستديمة للغير، فإن العقوبة تكون السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج.

**المادة 417 مكرر:** يعاقب بالإعدام كل من استعمل العنف أو التهديد من أجل التحكم في طائرة على متنها ركاب أو السيطرة عليها.

وتكون العقوبة السجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج، إذا ارتكبت الأفعال المذكورة في الفقرة السابقة على وسيلة للنقل البحري أو البري".

**المادة 54 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادتين 417 مكرر 1 و 417 مكرر 2 تحرران كما يأتي :

**المادة 417 مكرر 1 :** يعاقب بالسجن المؤبد كل من تعمد تقديم معلومات خاطئة يعلم أنها قد تعرض سلامة طائرة في الجو أو باخرة للخطر.

**المادة 417 مكرر 2 :** تطبيق أحكام المادة 60 مكرر على الجرائم المنصوص عليها في المواد 395 و 396 و 396 مكرر و 399 و 400 و 401 و 402 و 403 و 406 و 408 و 411 و 417 مكرر و 417 مكرر 1 من هذا القسم".

**المادة 55 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادة 417 مكرر 3 تحرر كما يأتي :

**المادة 417 مكرر 3 :** يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجرائم المحددة في الأقسام 4 و 5 و 6 و 8 من هذا الفصل، وذلك حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

جماعة إجرامية، بالحبس من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 4.000.000 دج إلى 8.000.000 دج.

تطبق أحكام المادة 60 مكرر على الجريمة المنصوص عليها في هذه المادة".

**المادة 53 :** تعدل المواد 395 و 396 مكرر و 402 و 403 و 406 و 408 و 417 مكرر من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

**المادة 395 :** يعاقب بالسجن المؤبد كل من وضع النار عمداً في مبان أو مساكن أو غرف أو خيم أو أكشاك ولو متنقلة أو بواخر أو سفن أو مخازن أو ورش، وذلك إذا كانت مسكونة أو مستعملة للسكنى، وعلى العموم في أماكن مسكونة أو مستعملة للسكنى، سواء كانت مملوكة أو غير مملوكة لمرتكب الجريمة.

(... الباقي بدون تغيير...)

**المادة 396 مكرر :** تطبيق عقوبة السجن المؤبد إذا كانت الجرائم المذكورة في المادتين 395 و 396 تتعلق بأمالك الدولة أو بأمالك الجماعات المحلية أو المؤسسات أو الهيئات الخاضعة للقانون العام.

**المادة 402 :** كل من وضع عمداً آلة متفجرة في طريق عام أو خاص، يعاقب بالسجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج.

غير أنه إذا وضعت الآلة بقصد القتل، فيعتبر إيداعها شروعاً في القتل، ويعاقب عليه بهذه الصفة.

**المادة 403 :** إذا نتجت وفاة شخص أو أكثر من ارتكاب الجرائم المنصوص عليها في المادة 401، يعاقب الجاني بالإعدام، وإذا سببت الجريمة جروحاً أو عاهة مستديمة فتكون العقوبة السجن المؤبد.

**المادة 406 :** كل من خرّب أو هدم عمداً مبان أو جسوراً أو سدوداً أو خزانات أو طرقاً أو منشآت موانئ أو منشآت صناعية، وهو يعلم أنها مملوكة للغير، وكل من تسبب سواء في انفجار آلة أو في تخريب محرك يدخل ضمن منشأة صناعية، وذلك كلياً أو جزئياً بأية وسيلة كانت، يعاقب بالسجن المؤقت من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج.

وإذا نتج عن الجريمة المنصوص عليها في الفقرة السابقة إزهاق روح إنسان، يعاقب الجاني بالسجن

"المادة 442 : يعاقب بالحبس من عشرة ( 10 ) أيام على الأقل إلى شهرين (2) على الأكثر وبغرامة من 8.000 دج إلى 16.000 دج :

1 - الأشخاص وشركاؤهم الذين يحدثون جروحا أو يعتدون بالضرب أو يرتكبون أعمال عنف أخرى، أو التعدي دون أن ينشأ عن ذلك أي مرض أو عجز كلي عن العمل لمدة تتجاوز خمسة عشر (15) يوما ويشترط أن لا يكون هناك سبق إصرار أو ترصد أو حمل سلاح،

2 - كل من تسبب بغير قصد في إحداث جروح أو إصابة أو مرض لا يترتب عليه عجز كلي عن العمل لمدة تتجاوز ثلاثة (3) أشهر وكان ذلك ناشئا عن رعونة أو عدم احتياط أو عدم انتباه أو إهمال أو عدم مراعاة النظم،

3 - كل من حضر ولادة طفل ولم يقدم عنها الإقرار المنصوص عليه في القانون في المواعيد المحددة، وكل من وجد طفلا حديث العهد بالولادة ولم يسلمه إلى ضابط الحالة المدنية كما يوجب ذلك القانون ما لم يوافق على أن يتكفل به ويقر بذلك أمام جهة البلدية التي عثر على الطفل في دائرتها، وكل من قدم طفلا تقل سنه عن سبع (7) سنوات كاملة إلى ملجأ أو إلى مؤسسة خيرية متى كان قد سلم إليه لرعايته أو لأي سبب آخر ما لم يكن غير مكلف أو غير ملزم بتوفير الطعام له مجاناً وبرعايته ولم يوفر له أحد ذلك.

لا يمكن مباشرة الدعوى العمومية في الحالة 2 من هذه المادة، إلا بناء على شكوى الضحية.

ويضع صفح الضحية حدا للمتابعة الجزائية عن الأفعال المنصوص عليها في الحالتين 1 و2 أعلاه."

**المادة 59 :** تعدل المادتان 445 و465 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرران كما يأتي :

"المادة 445 : يعاقب العائد في مادة المخالقات المنصوص عليها في هذا الباب بالحبس لمدة قد تصل إلى أربعة (4) أشهر وبغرامة قد تصل إلى 40.000 دج.

**المادة 465 :** يعاقب العائد في مادة المخالقات المنصوص عليها في هذا الباب بما يأتي :

1 - بالحبس الذي قد تصل مدته إلى شهر (1) وبغرامة قد تصل إلى 24.000 دج، في حالة العود في إحدى المخالقات الواردة في الفصل الأول،

2 - بالحبس الذي قد تصل مدته إلى عشرة (10) أيام وبغرامة قد تصل إلى 16.000 دج، في حالة العود في إحدى المخالقات الواردة في الفصل الثاني،

تطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة، حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 عند الاقتضاء.

ويتعرض أيضا إلى واحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر ."

**المادة 56 :** تعدل المادتان 430 و432 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرران كما يأتي :

"المادة 430 : ترفع مدة الحبس إلى خمس (5) سنوات والغرامة إلى 500.000 دج إذا كانت الجريمة أو الشروع فيها المنصوص عليهما أعلاه قد ارتكبا : ( .... الباقي بدون تغيير....).

**المادة 432 :** إذا ألحقت المادة الغذائية أو الطبية المغشوشة أو الفاسدة بالشخص الذي تناولها، أو الذي قدمت له، مرضا أو عجزا عن العمل، يعاقب مرتكب الغش وكذا الذي عرض أو وضع للبيع أو باع تلك المادة وهو يعلم أنها مغشوشة أو فاسدة أو سامة، بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج.

ويعاقب الجناة بالسجن المؤقت من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج، إذا تسببت تلك المادة في مرض غير قابل للشفاء، أو في فقد استعمال عضو أو في عاهة مستديمة.

ويعاقب الجناة بالسجن المؤبد، إذا تسببت تلك المادة في موت إنسان."

**المادة 57 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه بمادة 435 مكرر تحرر كما يأتي :

"المادة 435 مكرر : يكون الشخص المعنوي مسؤولا جزائيا عن الجرائم المعرفة في هذا الباب، وذلك طبقا للشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

تطبق على الشخص المعنوي عقوبة الغرامة، حسب الكيفيات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر، وفي المادة 18 مكرر 2 عند الاقتضاء.

ويتعرض أيضا إلى واحدة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 18 مكرر ."

**المادة 58 :** تعدل وتتم المادة 442 من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

Tout magistrat ou fonctionnaire, qui a ordonné ou sciemment toléré cette détention, est passible des peines édictées par les dispositions relatives à la détention arbitraire.

(... le reste sans changement...).

*Art. 143.* — Toute juridiction d'instruction ou de jugement, dans les cas où se pose une question d'ordre technique peut, soit à la demande du ministère public, soit d'office, ou à la demande des parties, ordonner une expertise.

Lorsque le juge d'instruction estime ne pas devoir faire droit à une demande d'expertise, il doit rendre une ordonnance motivée dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande.

Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans le délai, la partie concernée peut, dans les dix (10) jours, saisir directement la chambre d'accusation, qui statue dans un délai de trente (30) jours à partir de la saisine. Sa décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

(... le reste sans changement...).

*Art. 154.* — Le juge d'instruction doit convoquer les parties intéressées et leur donner connaissance des conclusions des experts, dans les formes prévues aux articles 105 et 106 ; il reçoit leurs déclarations et leur fixe le délai pendant lequel elles auront la faculté de présenter des observations ou de formuler des demandes notamment aux fins de complément d'expertise ou de contre-expertise.

En cas de rejet de ces demandes, le juge d'instruction doit rendre une ordonnance motivée, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande.

Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans le délai sus-indiqué, la partie peut, dans les dix (10) jours, saisir directement la chambre d'accusation qui statue dans un délai de trente (30) jours à partir de la saisine. Sa décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

*Art. 174.* — Lorsqu'il est interjeté appel d'une ordonnance, ou lorsque la chambre d'accusation est directement saisie en application des articles 69, 69 bis, 143 et 154, le juge d'instruction poursuit son information sauf décision contraire de la chambre d'accusation".

*Art. 16.* — Les articles 39, 87 et 113 de l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, susvisée, sont abrogés.

*Art. 17.* — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 20 décembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

**Loi n° 06-23 du 29 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 20 décembre 2006 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal.**

-----

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 119, 120, 122-7 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 05-04 du 27 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 6 février 2005 portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus ;

Après avis du Conseil d'Etat,

Après adoption par le Parlement,

**Promulgue la loi dont la teneur suit :**

*Article 1er.* — La présente loi a pour objet de modifier et compléter l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal.

*Art. 2.* — Les articles 4, 5 et 5 bis de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

«*Art. 4.* — Les infractions sont sanctionnées par des peines et prévenues par des mesures de sûreté.

Les peines principales sont celles qui peuvent être prononcées sans être adjointes à aucune autre.

Les peines complémentaires sont celles qui ne peuvent être prononcées séparément d'une peine principale, sauf dérogation expresse prévue par la loi. Elles sont obligatoires ou facultatives.

Les mesures de sûreté ont un but préventif.

Les individus condamnés pour une même infraction sont, sous réserve des dispositions des articles 310 alinéa 4 et 370 du code de procédure pénale, tenus solidairement des restitutions, des réparations civiles et des frais de justice.

*Art. 5.* — Les peines principales en matière criminelle sont :

1 - (sans changement) ;

2 - la réclusion criminelle à perpétuité ;

3 - la réclusion criminelle à temps pour une durée de cinq (5) à vingt (20) ans.

Les peines principales en matière délictuelle sont :

- 1 - (sans changement) ;
- 2 - l'amende de plus de 20.000 DA.

Les peines principales en matière contraventionnelle sont :

- 1 - (sans changement) ;
- 2 - l'amende de 2.000 DA à 20.000 DA.

*Art. 5 bis.* — Les peines de réclusion à temps ne sont pas exclusives d'une peine d'amende».

Art. 3. — L'article 9 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«Art. 9. — Les peines complémentaires sont :

- 1 - l'interdiction légale,
- 2 - l'interdiction d'exercer les droits civiques, civils et de famille,
- 3 - l'assignation à résidence,
- 4 - l'interdiction de séjour,
- 5 - la confiscation partielle des biens,
- 6 - l'interdiction temporaire d'exercer une profession ou une activité,
- 7 - la fermeture d'un établissement,
- 8 - l'exclusion des marchés publics,
- 9 - l'interdiction d'émettre des chèques et/ou d'utiliser des cartes de paiement,
- 10 - le retrait, la suspension du permis de conduire ou l'annulation avec l'interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis,
- 11 - le retrait du passeport,
- 12 - la diffusion ou l'affichage du jugement ou de la décision de condamnation».

Art. 4. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles 9 bis et 9 bis 1 rédigés comme suit :

«Art. 9 bis. — En cas de condamnation à une peine criminelle, le tribunal prononce obligatoirement l'interdiction légale qui consiste à empêcher le condamné d'exercer ses droits patrimoniaux durant l'exécution de la peine principale.

Ses biens sont administrés dans les formes prévues pour l'interdiction judiciaire.

*Art. 9 bis 1.* — L'interdiction d'exercer les droits civiques, civils et de famille consiste en :

- 1 - la révocation ou l'exclusion de toutes fonctions et emplois publics en relation avec le crime ;

2 - la privation du droit d'être électeur ou éligible et du droit de porter toute décoration ;

3 - l'incapacité d'être assesseur- juré, expert, de servir de témoin dans tout acte et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;

4 - la privation du droit de porter des armes, d'enseigner, de diriger une école ou d'être employé dans un établissement d'enseignement à titre de professeur, maître ou surveillant ;

5 - l'incapacité d'être tuteur ou curateur ;

6 - la déchéance totale ou partielle des droits de tutelle.

En cas de condamnation à une peine criminelle, le juge doit ordonner l'interdiction pour une durée de dix (10) ans au plus, d'un ou de plusieurs des droits visés ci-dessus. Cette durée prend effet à compter du jour de l'expiration de la peine principale ou de la libération du condamné».

Art. 5. — Les articles 11, 12, 13, 14 et 15 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

«Art. 11. — L'assignation à résidence consiste dans l'obligation faite à un condamné de demeurer dans une circonscription territoriale déterminée par le jugement. Sa durée ne peut être supérieure à cinq (5) ans.

L'obligation de résidence prend effet à compter du jour de l'expiration de la peine principale ou de la libération du condamné.

La condamnation est notifiée au ministère de l'intérieur qui peut délivrer des autorisations temporaires de déplacement en dehors de la circonscription visée à l'alinéa précédent.

La personne, qui contrevient à une mesure d'assignation à résidence, est punie de trois (3) mois à trois (3) ans d'emprisonnement et d'une amende de 25.000 DA à 300.000 DA.

*Art. 12.* — L'interdiction de séjour consiste dans la défense faite à un condamné de paraître dans certains lieux. Sa durée ne peut être supérieure à cinq (5) ans en matière délictuelle et à dix (10) ans en matière criminelle, sauf dérogation légale.

Lorsque l'interdiction de séjour accompagne une peine privative de liberté, elle s'applique à compter du jour où la privation de liberté a pris fin ou du jour de la libération du condamné.

Si la personne frappée d'interdiction est placée en détention, la période de privation de liberté n'est pas déduite de la durée de l'interdiction de séjour.

L'interdit de séjour, qui contrevient à une mesure d'interdiction de séjour, est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 25.000 DA à 300.000 DA.

*Art. 13.* — L'interdiction de séjour peut être prononcée en cas de condamnation pour crime ou délit.



Lorsqu'elle est prévue par la loi, la peine d'interdiction du territoire national peut être prononcée, à titre définitif ou pour une durée de dix (10) ans au plus, à l'encontre de tout étranger coupable d'un crime ou d'un délit.

Lorsque ladite interdiction accompagne une peine privative de liberté, son application est suspendue pendant le délai d'exécution de cette peine. Elle reprend, pour la durée fixée par la décision de condamnation, à compter du jour où la peine principale a pris fin ou du jour de la libération du condamné.

L'interdiction du territoire national entraîne la reconduite du condamné étranger à la frontière immédiatement, ou à l'expiration de la peine d'emprisonnement ou de réclusion.

L'étranger qui contrevient à une mesure d'interdiction de séjour, prononcée à son encontre, est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 25.000 DA à 300.000 DA.

*Art. 14.* — Lorsqu'il prononce une peine délictuelle, le tribunal peut, dans les cas déterminés par la loi, interdire au condamné l'exercice d'un ou de plusieurs des droits civiques visés à l'article 9 bis 1 et ce, pour une durée n'excédant pas cinq (5) ans.

Cette peine s'applique à compter du jour où la privation de liberté a pris fin ou du jour de la libération du condamné.

*Art. 15.* — La confiscation consiste dans la dévolution définitive à l'Etat d'un ou de plusieurs biens déterminés ou, à défaut, de leur contrepartie en valeur.

Toutefois, ne sont pas susceptibles de confiscation :

1 - le local à usage d'habitation nécessaire au logement du conjoint, des ascendants et descendants du premier degré du condamné, lorsque le local était effectivement occupé par eux, au moment de la constatation de l'infraction et à condition qu'il ne s'agisse pas d'un bien mal acquis ;

2 - les biens cités aux alinéas 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'article 378 portant code de procédure civile ;

3 - les revenus nécessaires à la subsistance du conjoint et des enfants du condamné ainsi que des ascendants à sa charge».

*Art. 6.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles 15 bis 1 et 15 bis 2 rédigés comme suit :

«*Art. 15 bis 1.* — En cas de condamnation pour crime, le tribunal ordonne la confiscation des objets qui ont servi ou devaient servir à l'exécution de l'infraction, ou qui en sont les produits, ainsi que des dons ou autres avantages qui ont servi à récompenser l'auteur de l'infraction, sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

En cas de condamnation pour délit ou contravention, la confiscation des objets visés à l'alinéa précédent, est ordonnée obligatoirement, dans les cas où cette peine est prévue expressément par la loi et ce, sous réserve des droits des tiers de bonne foi».

*Art. 15 bis 2.* — Sont réputées tiers de bonne foi, les personnes n'ayant pas elles mêmes été poursuivies ou condamnées pour les faits ayant entraîné la confiscation, et dont le titre de propriété ou de détention est régulier et licite sur les objets susceptibles de confiscation».

*Art. 7.* — L'article 16 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«*Art. 16.* — La confiscation des objets dont la fabrication, l'usage, le port, la détention ou la vente constitue une infraction, ainsi que les objets qualifiés par la loi ou la réglementation de dangereux ou nuisibles, doit être prononcée.

Dans ce cas, la confiscation est appliquée comme mesure de sûreté et quelle que soit la décision rendue sur l'action publique».

*Art. 8.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles 16 bis, 16 bis 1, 16 bis 2, 16 bis 3, 16 bis 4, 16 bis 5 et 16 bis 6 rédigés comme suit :

«*Art. 16 bis.* — L'interdiction d'exercer une profession ou une activité peut être prononcée contre le condamné pour crime ou délit, lorsque la juridiction constate que l'infraction commise a une relation directe avec l'exercice de la profession ou de l'activité et qu'il y a danger à laisser continuer l'exercice de l'une d'elles.

Cette interdiction est prononcée pour une durée qui ne peut excéder dix (10) ans au plus en matière criminelle, et cinq (5) ans en matière délictuelle.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée.

*Art. 16 bis 1.* — La peine de fermeture d'établissement emporte l'interdiction au condamné d'exercer, dans cet établissement, l'activité à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.

Cette peine est prononcée à titre définitif ou pour une durée de dix (10) ans au plus en matière de crime et de cinq (5) ans au plus en matière de délit. L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée».

«*Art. 16 bis 2.* — La peine d'exclusion des marchés publics emporte l'interdiction de participer directement ou indirectement à tout marché public, soit à titre définitif, soit pour une durée maximale de dix (10) ans, en cas de condamnation pour crime et de cinq (5) ans, en cas de condamnation pour délit.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée».

*Art. 16 bis 3.* — La peine d'interdiction d'émettre des chèques et/ou d'utiliser des cartes de paiement emporte pour le condamné injonction d'avoir à restituer, à l'institution financière qui les avait délivrées, les formules et cartes en sa possession et en celle de ses mandataires.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux chèques qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou aux chèques qui sont certifiés.

La durée de l'interdiction est de dix (10) ans au plus en cas de condamnation pour crime et de cinq (5) ans au plus en cas de condamnation pour délit.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée.

Est punie d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA, toute personne qui, en violation de l'interdiction prononcée à son encontre, émet un ou plusieurs chèques et/ou utilise une carte de paiement et ce, sans préjudice de l'application des peines prévues à l'article 374 de la présente loi.

*Art. 16 bis 4.* — Sans préjudice des mesures prévues par le code de la route, la juridiction peut ordonner la suspension ou le retrait ou l'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter un nouveau permis de conduire.

La durée de suspension ou de retrait ne doit pas dépasser cinq (5) ans à compter de la date du jugement de condamnation.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée.

La décision est notifiée à l'autorité administrative compétente.

*«Art. 16 bis 5.* — En cas de condamnation pour crime ou délit, la juridiction peut ordonner le retrait du passeport pour une durée de cinq (5) ans au plus et ce, à compter du prononcé du jugement.

L'exécution provisoire de cette mesure peut être ordonnée.

La décision est notifiée au ministère de l'intérieur.

*Art. 16 bis 6.* — Est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de 25.000 DA à 300.000 DA, tout condamné qui enfreint les obligations auxquelles il est assujéti en application des peines complémentaires prévues aux articles *9 bis 1, 16 bis, 16 bis 1, 16 bis 2, 16 bis 4 et 16 bis 5* de la présente loi.

*Art. 9.* — L'article *18* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété et rédigé comme suit :

*«Art. 18.* — Dans les cas déterminés par la loi, la juridiction de jugement peut ordonner que sa décision de condamnation soit publiée intégralement ou par extraits dans un ou plusieurs journaux qu'elle désigne ou soit affichée dans les lieux qu'elle indique, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de publication puissent dépasser la somme fixée à cet effet par la décision de condamnation, ni que la durée d'affichage puisse excéder (1) un mois.

Le fait de supprimer, dissimuler ou lacérer totalement ou partiellement des affiches apposées en application de l'alinéa précédent est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à deux (2) ans et d'une amende de 25.000 DA à 200.000 DA. Le jugement ordonnera à nouveau l'exécution de l'affichage aux frais de l'auteur.

*Art. 10.* — L'article *18 bis* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié et rédigé comme suit :

*«Art. 18 bis.* — .....(sans changement).....

2 - Une ou plusieurs des peines complémentaires suivantes :

.....(le reste sans changement).....».

*Art. 11.* — L'ordonnance n° 66-156 du au 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles *18 bis 2* et *18 bis 3* rédigés comme suit :

*«Art. 18 bis 2.* — Lorsque aucune peine d'amende n'est prévue par la loi en ce qui concerne les personnes physiques pour un crime ou un délit, et que la responsabilité pénale de la personne morale est engagée conformément aux dispositions de l'article *51 bis*, le maximum de l'amende retenu, pour l'application du taux légal de la peine encourue, en ce qui concerne la personne morale, est fixé comme suit :

— 2.000.000 de DA, quand le crime est puni de la peine de mort ou de la réclusion à perpétuité ;

— 1.000.000 de DA, quand le crime est puni de la réclusion à temps ;

— 500.000 DA, lorsqu'il s'agit d'un délit.

*Art. 18 bis 3.* — Lorsqu'il a été prononcé contre une personne morale une ou plusieurs peines complémentaires prévues à l'article *18 bis*, la violation par une personne physique des obligations qui en découlent est punie d'un (1) an à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

La personne morale peut être, en outre, déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article *51 bis*, de l'infraction susvisée. Elle encourt alors la peine d'amende, suivant les modalités prévues par l'article *18 bis*».

*Art. 12.* — L'intitulé du *Titre II du Livre Premier*, première partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié comme suit :

## “TITRE II

### LES MESURES DE SURETE”

*Art. 13.* — Les articles *19, 21 et 22* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

*«Art. 19.* — Les mesures de sûreté sont :

1° l'internement judiciaire dans un établissement psychiatrique ;

2° le placement judiciaire dans un établissement thérapeutique».

*Art. 21.* — L'internement judiciaire dans un établissement psychiatrique consiste dans le placement en un établissement approprié, par une ordonnance, un jugement ou une décision de justice, d'un individu en raison du trouble de ses facultés mentales existant au moment de la commission de l'infraction ou survenu postérieurement.

Cet internement peut être ordonné par toute ordonnance, jugement ou décision de condamnation, d'absolution, d'acquiescement ou de non-lieu, mais, dans ces deux derniers cas, si la participation matérielle aux faits incriminés de l'accusé ou de l'inculpé est établie.

Le trouble des facultés mentales doit être constaté par la décision ordonnant l'internement après expertise médicale.

La personne placée dans un établissement psychiatrique est soumise au régime de l'hospitalisation d'office prévu par la législation en vigueur. Toutefois, le procureur général reste compétent quant à la suite à donner à l'action publique.

*Art. 22.* — Le placement judiciaire dans un établissement thérapeutique consiste en la mise sous surveillance, dans un établissement approprié par ordonnance, jugement ou décision rendus par la juridiction devant laquelle est déféré un individu, atteint de toxicomanie habituelle causée par l'alcool, des stupéfiants ou des substances psychotropes lorsque la criminalité de l'intéressé apparaît comme liée à cette toxicomanie.

Ce placement peut être ordonné dans les conditions prévues par l'article 21 (alinéa 2).

Le placement judiciaire dans un établissement thérapeutique peut être révisé, en fonction de l'évolution de l'état de dangerosité de l'intéressé et suivant les procédures et les modalités prévues par la législation et la réglementation en vigueur».

*Art. 14.* — *L'article 53* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié et rédigé comme suit :

«*Art. 53.* — La peine prévue par la loi contre la personne physique reconnue coupable, en faveur de qui les circonstances atténuantes ont été retenues, peut être réduite jusqu'à :

- 1 - dix (10) ans de réclusion, si le crime est passible de la peine de mort ;
- 2 - cinq (5) ans de réclusion, si le crime est passible de la réclusion à perpétuité ;
- 3 - trois (3) ans d'emprisonnement, si le crime est passible de la réclusion de dix (10) à vingt (20) ans ;
- 4 - une année (1) d'emprisonnement, si le crime est passible de la réclusion de cinq (5) à dix (10) ans».

*Art. 15.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles *53 bis*, *53 bis 1*, *53 bis 2*, *53 bis 3*, *53 bis 4*, *53 bis 5*, *53 bis 6*, *53 bis 7* et *53 bis 8*, rédigés comme suit :

«*Art. 53 bis.* — Lorsqu'il est fait application des peines aggravées de la récidive, l'atténuation résultant des circonstances atténuantes portera sur les nouveaux maxima prévus par la loi.

Si la nouvelle peine privative de liberté encourue est de cinq (5) à vingt (20) ans de réclusion criminelle à temps, le minimum de la peine atténuée ne saurait être inférieur à trois (3) ans d'emprisonnement.

*Art. 53 bis 1.* — Si le crime est passible de la peine de mort ou de celle de la réclusion à perpétuité et qu'il est fait application de la peine privative de liberté atténuée et que le condamné a des antécédents judiciaires au sens de l'article *53 bis 5* ci-dessous, une amende peut être prononcée cumulativement dont le minimum est de 1.000.000 de DA et le maximum de 2.000.000 de DA dans le premier cas et de 500.000 de DA à 1.000.000 de DA dans le deuxième cas.

Si le crime est passible de la réclusion à temps et qu'il est fait application de la peine privative de liberté atténuée, une amende de 100.000 DA à 1.000.000 de DA peut être également prononcée à l'encontre du condamné qui a des antécédents judiciaires.

Si l'amende est prévue cumulativement avec celle de la réclusion, elle doit être prononcée également à son encontre.

*Art. 53 bis 2.* — En matière de crime, l'amende n'est jamais prononcée seule et elle l'est toujours dans les limites fixées par la loi, qu'elle ait été prévue ou non à l'origine.

*Art. 53 bis 3.* — La condamnation à la peine atténuée de l'emprisonnement pour crime ne fait pas obstacle au prononcé de l'interdiction d'exercer un ou plusieurs des droits visés à l'article *9 bis 1* de la présente loi .

L'interdiction de séjour peut être également prononcée dans les conditions prévues par les articles 12 et 13 de la présente loi.

*Art. 53 bis 4.* — En matière délictuelle, si la peine prévue par la loi est celle de l'emprisonnement et/ou de l'amende et si des circonstances atténuantes sont retenues en faveur de la personne physique qui n'a pas d'antécédents judiciaires, la peine d'emprisonnement peut être réduite jusqu'à deux (2) mois et l'amende jusqu'à 20.000 DA.

L'une ou l'autre de ces deux peines peut être seule prononcée, sans pouvoir toutefois être inférieure au minimum fixé par la loi qui réprime le délit commis. Si la peine d'emprisonnement est seule prévue, une amende peut lui être substituée, sans pouvoir toutefois être inférieure à 20.000 DA et supérieure à 500.000 DA.

Si le prévenu a, au sens de l'article *53 bis 5* ci-dessous, des antécédents judiciaires, les peines d'emprisonnement et d'amende ne peuvent être inférieures au minimum que la loi a fixé pour réprimer le délit intentionnel commis ; l'une et l'autre doivent être prononcées lorsqu'elles sont prévues cumulativement. L'amende ne peut en aucun cas être substituée à l'emprisonnement.

*Art. 53 bis 5.* — Est considérée comme ayant des antécédents judiciaires toute personne physique ayant été condamnée par décision définitive à une peine privative de liberté assortie ou non de sursis, pour crime ou délit de droit commun, sans préjudice des règles applicables en matière de récidive.

*Art. 53 bis 6.* — En matière contraventionnelle, les peines prévues par la loi, pour la personne physique, ne peuvent être réduites qu'à leur minimum en cas d'octroi de circonstances atténuantes.

Toutefois, quand elles sont prévues cumulativement, la peine de l'emprisonnement ou celle de l'amende peut être prononcée seule, lorsque le condamné n'est pas en état de récidive, et ce toujours, dans les limites fixées par la loi qui réprime la contravention commise.

*Art. 53 bis 7.* — La personne morale peut bénéficier des circonstances atténuantes même si sa responsabilité pénale est seule engagée.

Si les circonstances atténuantes lui sont accordées, la peine d'amende applicable à la personne morale peut être réduite jusqu'au minimum de celle prévue pour la personne physique par la loi qui réprime l'infraction.

Toutefois, si la personne morale a des antécédents judiciaires, au sens de l'article 53 bis 8 ci-dessous, l'amende atténuée ne peut être inférieure au maximum de celle prévue pour la personne physique par la loi qui réprime l'infraction.

*Art. 53 bis 8.* — Est considérée comme ayant des antécédents judiciaires toute personne morale condamnée définitivement à une amende assortie ou non du sursis pour une infraction de droit commun, sans préjudice des règles applicables en matière de récidive».

*Art. 16.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles 54 bis, 54 bis 1, 54 bis 2, 54 bis 3, 54 bis 4, 54 bis 5, 54 bis 6, 54 bis 7, 54 bis 8, 54 bis 9, 54 bis 10 rédigés comme suit :

«*Art. 54 bis.* — Lorsqu'une personne physique, déjà condamnée définitivement pour un crime ou pour un délit puni par la loi d'une peine dont le maximum est supérieur à cinq (5) ans d'emprisonnement, commet un crime, le maximum de la peine encourue est la réclusion criminelle à perpétuité si celui fixé par la loi pour ce crime est de vingt (20) ans de réclusion. La peine de mort est encourue s'il résulte de ce crime un homicide.

Le maximum de la peine privative de liberté est porté au double si celui fixé par la loi pour ce crime est égal ou inférieur à dix (10) ans de réclusion.

Le maximum de la peine d'amende encourue est, en outre, porté au double.

*Art. 54 bis 1.* — Lorsqu'une personne physique, déjà condamnée définitivement pour un crime ou pour un délit puni par la loi d'une peine dont le maximum est supérieur à cinq (5) ans d'emprisonnement commet, dans le délai de dix (10) ans à compter de l'expiration de la précédente peine, un délit puni de la même peine, le maximum des peines d'emprisonnement et d'amende encourues pour ce délit est porté obligatoirement au double.

Le maximum de la peine privative de liberté est porté à vingt (20) ans d'emprisonnement, si celui fixé par la loi pour ce délit est supérieur à dix (10) ans. Si ce dernier est égal à vingt (20) ans d'emprisonnement, le minimum de la peine encourue sera alors porté obligatoirement au double.

Le condamné encourt également une ou plusieurs des peines complémentaires prévues par l'article 9 de la présente loi.

*Art. 54 bis 2.* — Lorsqu'une personne physique, déjà condamnée définitivement pour un crime ou pour un délit puni par la loi d'une peine dont le maximum est supérieur

à cinq (5) ans d'emprisonnement, commet, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la précédente peine, un délit puni par la loi d'une peine dont le maximum est égal ou inférieur à cinq (5) ans d'emprisonnement, le maximum des peines d'emprisonnement et d'amende encourues pour ce délit est porté obligatoirement au double.

Peuvent également être prononcées une ou plusieurs des peines complémentaires prévues par l'article 9 de la présente loi.

*Art. 54 bis 3.* — Lorsqu'une personne physique, déjà condamnée définitivement pour un délit, commet, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la précédente peine, soit le même délit soit un délit qui lui est assimilé au regard des règles de la récidive, le maximum des peines d'emprisonnement et d'amende encourues pour ce délit est porté obligatoirement au double.

*Art. 54 bis 4.* — Lorsqu'une personne physique déjà condamnée définitivement pour une contravention commet, dans le délai d'un an à compter de l'expiration de la précédente peine, la même contravention, elle encourt les peines aggravées de la récidive contraventionnelle prévues aux articles 445 et 465 de la présente loi.

*Art. 54 bis 5.* — Lorsqu'une personne morale, déjà condamnée définitivement pour un crime ou pour un délit puni par la loi, en ce qui concerne la personne physique, d'une amende dont le maximum est supérieur à 500.000 DA, engage sa responsabilité pénale par la commission d'un crime, le taux maximum de l'amende applicable est égal à dix fois le maximum de celle prévue par la loi qui réprime ce crime.

Lorsqu'il s'agit d'un crime pour lequel aucune peine d'amende n'est prévue à l'encontre de la personne physique, l'amende maximale applicable à la personne morale, en cas de récidive, est de 20.000.000 de DA si ce crime est puni de la peine de mort ou de la réclusion à perpétuité. Cette amende est de 10.000.000 DA, si le crime est puni de la réclusion à temps.

*Art. 54 bis 6.* — Lorsqu'une personne morale, déjà condamnée définitivement pour un crime ou pour un délit puni par la loi en ce qui concerne la personne physique d'une amende dont le maximum est supérieur à 500.000 DA, engage sa responsabilité pénale, dans le délai de dix (10) ans à compter de l'expiration de la précédente peine, par un délit puni de la même peine, le taux maximum de l'amende applicable est égal à dix (10) fois le maximum de celle prévue par la loi qui réprime ce délit.

Lorsqu'il s'agit d'un délit pour lequel aucune peine d'amende n'est prévue à l'encontre de la personne physique, l'amende maximale applicable à la personne morale, en cas de récidive, est de 10.000.000 de DA.

*Art. 54 bis 7.* — Lorsqu'une personne morale, déjà condamnée définitivement pour un crime ou pour un délit puni par la loi en ce qui concerne la personne physique d'une amende dont le maximum est supérieur à 500.000 DA, engage sa responsabilité pénale, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la précédente peine, par un délit puni, en ce qui concerne la personne physique, d'une amende dont le maximum est

égal ou inférieur à 500.000 DA, le taux maximum de l'amende applicable est égal à dix (10) fois le maximum de celle prévue par la loi qui réprime ce délit.

Lorsqu'il s'agit d'un délit pour lequel aucune peine d'amende n'est prévue en ce qui concerne la personne physique, l'amende maximale applicable à la personne morale, en cas de récidive, est de 5.000.000 de DA.

*Art. 54 bis 8.* — Lorsqu'une personne morale, déjà condamnée définitivement pour un délit, engage sa responsabilité pénale, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la précédente peine, soit par le même délit, soit par un délit qui lui est assimilé au regard des règles de la récidive, le taux maximum de l'amende applicable est égal à dix (10) fois le maximum de celle qui est prévue par la loi qui réprime ce délit, en ce qui concerne la personne physique.

Lorsqu'il s'agit d'un délit pour lequel aucune peine d'amende n'est prévue en ce qui concerne la personne physique, l'amende maximale applicable à la personne morale, en cas de récidive, est de 5.000.000 de DA.

*Art. 54 bis 9.* — Lorsqu'une personne morale, déjà condamnée définitivement pour une contravention, engage sa responsabilité pénale, dans le délai d'un an à compter de l'expiration de la précédente peine, par la même contravention, le taux maximum de l'amende applicable est égal à dix (10) fois le maximum de celle prévue par la loi qui réprime cette contravention en ce qui concerne la personne physique.

*Art. 54 bis 10.* — Le juge dispose du droit de relever, d'office, l'état de récidive lorsqu'il n'a pas été visé dans la procédure de poursuite. Le prévenu qui refuse d'être jugé sur la circonstance aggravante bénéficie des dispositions des alinéas 3 et 4 de l'article 338 du code de procédure pénale».

*Art. 17.* — L'article 57 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«*Art. 57.* — Pour la détermination de la récidive, les infractions réunies dans l'un des paragraphes ci-après sont considérées comme étant de la même catégorie :

- 1 - détournement de deniers publics ou privés, vol, recel, escroquerie, abus de confiance et corruption ;
- 2 - abus de blanc-seing, émission ou acceptation de chèques sans provision, faux et usage de faux ;
- 3 - blanchiment de capitaux, banqueroute frauduleuse, abus de biens sociaux et extorsion ;
- 4 - homicide par imprudence, blessures par imprudence, délit de fuite et conduite en état d'ivresse ;
- 5 - coups et blessures volontaires, rixe, menaces, voies de fait, rébellion ;
- 6 - attentat à la pudeur sans violence, outrage public à la pudeur, incitation habituelle à la débauche, assistance de la prostitution d'autrui et harcèlement sexuel».

*Art. 18.* — Le chapitre III du Titre II du livre deuxième de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété par une section IV intitulée «La période de sûreté», comportant les articles 60 bis et 60 bis 1, rédigés comme suit :

## “LIVRE DEUXIEME

### FAITS ET PERSONNES PUNISSABLES

#### TITRE II

#### L'AUTEUR DE L'INFRACTION

#### Chapitre III

#### L'individualisation de la peine

#### Section IV

#### *La période de sûreté*

*Art. 60 bis.* — La période de sûreté consiste à priver le condamné du bénéfice des dispositions concernant la suspension de la peine, le placement en chantier extérieur ou en milieu ouvert, les permissions de sortie, la semi-liberté et la libération conditionnelle.

Elle s'applique en cas de condamnation à une peine privative de liberté dont la durée est égale ou supérieure à dix (10) ans, prononcée pour les infractions où il est expressément prévu une période de sûreté.

La durée de la période de sûreté est de la moitié de la peine prononcée. Elle est égale à quinze (15) ans lorsqu'il s'agit d'une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité.

Toutefois, la juridiction de jugement peut, soit porter ces durées aux deux tiers de la peine ou, s'il s'agit d'une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité, jusqu'à vingt (20) ans, soit décider de réduire ces durées.

Lorsque la décision portant sur la période de sûreté est rendue par le tribunal criminel, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 309 du code de procédure pénale.

Pour les infractions où la période de sûreté n'est pas expressément prévue par la loi, la juridiction de jugement peut, lorsqu'elle prononce une peine privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à cinq (5) ans, fixer une période de sûreté pendant laquelle le condamné ne peut bénéficier d'aucune des modalités d'exécution de la peine mentionnée au premier alinéa du présent article. La durée de cette période de sûreté ne peut excéder les deux tiers de la peine prononcée ou vingt (20) ans, en cas de condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité.

*Art. 60 bis 1.* — Sauf s'il en est décidé autrement par le décret de grâce, les remises de peine accordées pendant la période de sûreté entraînent une réduction de la période de sûreté égale aux remises de peine.

La commutation d'une peine criminelle à perpétuité en peine de réclusion criminelle de vingt (20) ans entraîne la réduction de la période de sûreté à dix (10) ans».

*Art. 19.* — Les articles 61, 77 et 87 bis 1 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont complétés et rédigés comme suit :

«*Art. 61.* — Est coupable de trahison et puni de mort, tout algérien, tout militaire ou marin au service de l'Algérie, qui :

1) porte les armes contre l'Algérie ;

2) entretient des intelligences avec une puissance étrangère en vue de l'engager à entreprendre des hostilités contre l'Algérie, ou lui en fournit les moyens, soit en facilitant la pénétration de forces étrangères sur le territoire algérien, soit en ébranlant la fidélité des armées de terre, de mer ou de l'air, soit de toute autre manière ;

3) livre à une puissance étrangère ou à ses agents, soit des troupes algériennes, soit des territoires, villes, forteresses, ouvrages, postes, magasins, arsenaux, matériels, munitions, vaisseaux, bâtiments ou appareils de navigation aérienne, appartenant à l'Algérie ou affectés à sa défense ;

4) en vue de nuire à la défense nationale, détruit ou détériore un navire, un appareil de navigation aérienne, un matériel, une fourniture, une construction ou une installation quelconque ou qui, dans le même but y apporte, soit avant, soit après leur achèvement, des malfaçons de nature à les endommager ou à provoquer un accident.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables au crime prévu par le présent article.

*Art. 77.* — L'attentat, dont le but a été de détruire ou de changer le régime, soit d'inciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité de l'Etat ou s'armer les uns contre les autres, soit à porter atteinte à l'intégrité du territoire national, est puni de la peine de mort.

L'exécution ou la tentative constitue seule l'attentat.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables au crime prévu par le présent article».

*Art. 87 bis 1.* — Pour les actes visés à l'article 87 bis ci-dessus, la peine encourue est :

— la peine de mort, lorsque la peine prévue par la loi est la réclusion criminelle à perpétuité ;

— la réclusion à perpétuité, lorsque la peine prévue par la loi est la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans ;

— la réclusion criminelle de dix (10) à vingt (20) ans, lorsque la peine prévue par la loi est la réclusion à temps de cinq (5) à dix (10) ans ;

— portée au double, pour les peines autres que celles précitées.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables aux infractions prévues par le présent article».

*Art. 20.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par l'article 96 bis rédigé comme suit :

« *Art. 96 bis.* — La personne morale peut être déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article 51 bis de la présente loi, des infractions définies dans ce chapitre.

La personne morale encourt la peine d'amende, suivant les modalités prévues à l'article 18 bis et, le cas échéant, suivant celles de l'article 18 bis 2 de la présente loi.

Elle est également passible d'une ou plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article 18 bis».

*Art. 21.* — L'article 114 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété, et rédigé comme suit :

« *Art. 114.* — Dans le cas où les mesures concertées entre des autorités civiles et des corps militaires ou leurs chefs ont eu pour objet ou pour résultat d'attenter à la sûreté intérieure de l'Etat, les instigateurs sont punis de la réclusion criminelle à perpétuité et les autres coupables de la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de D.A.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables au crime prévu par le présent article».

*Art. 22.* — L'article 137 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié et rédigé comme suit :

« *Art. 137.* — Tout fonctionnaire, tout agent de l'Etat, tout employé ou préposé du service des postes qui ouvre, détourne ou supprime des lettres confiées à la poste ou qui en facilite l'ouverture, le détournement ou la suppression, est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à cinq (5) ans, et d'une amende de 30.000 DA à 500.000 DA.

(.....Le reste sans changement.....)».

*Art. 23.* — L'intitulé du Chapitre V du Titre II est modifié et rédigé comme suit :

«Chapitre V

### **Crimes et délits commis par les personnes contre l'ordre public»**

*Art. 24.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 175 bis rédigé comme suit :

« *Art. 175 bis.* — La personne morale est déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article 51 bis de la présente loi, des infractions définies au présent chapitre.

La personne morale encourt la peine d'amende suivant les modalités prévues à l'article 18 bis et, le cas échéant, suivant celles de l'article 18 bis 2 de la présente loi.

Elle est également passible d'une ou plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article 18 bis».

*Art. 25.* — Les articles 197, 198, 200, 206, 207, 216, 225, 242, 248 et 249 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

« *Art. 197.* — Est puni de la réclusion criminelle à perpétuité, quiconque contrefait, falsifie ou altère :

1- soit des monnaies métalliques ou papier-monnaie ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger ;

2- soit des titres, bons ou obligations émis par le Trésor public avec son timbre ou sa marque, ou des coupons d'intérêts afférents à ces titres, bons ou obligations.

Si la valeur des monnaies, titres, bons ou obligations émis est inférieure à 500.000 DA, la peine est la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et l'amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables au crime prévu par le présent article.

*Art. 198.* — Sont punis de la réclusion criminelle à perpétuité ceux qui, d'une manière quelconque, ont sciemment participé à l'émission, à la distribution, à la vente ou à l'introduction sur le territoire national, des monnaies, titres, bons ou obligations désignés à l'article 197 ci-dessus.

Si la valeur des monnaies, titres, bons ou obligations est inférieure à 500.000 DA, la peine est la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et l'amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables au crime prévu par le présent article.

*Art. 200.* — Est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 50.000 DA à 300.000 DA quiconque colore des monnaies ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger, dans le but de tromper sur la nature du métal, ou émet ou introduit sur ce territoire des monnaies ainsi colorée».

(.....le reste sans changement.....).

*Art. 206.* — Est puni de la réclusion à temps de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA quiconque contrefait ou falsifie, soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit un ou plusieurs marteaux de l'Etat servant aux marques forestières, soit un ou plusieurs poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent ou qui fait usage des timbres, papiers, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits.

*Art. 207.* — Est puni de la réclusion à temps de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA quiconque, s'étant indûment procuré de vrais timbres, marques ou poinçons de l'Etat désignés à l'article 206, en fait une application ou un usage préjudiciable aux droits et intérêts de l'Etat.

*Art. 216.* — Est punie de la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA, toute personne autre que celles désignées à l'article 215, qui commet un faux en écriture authentique ou publique.

(.....le reste sans changement.....) :

*Art. 225.* — Toute personne, qui, pour se dispenser ou dispenser autrui d'un service public quelconque, fabrique sous le nom d'un médecin, chirurgien, dentiste, ou sage-femme, un certificat de maladie ou d'infirmité, est punie d'emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et d'une amende de 100.000 DA à 300.000 DA».

*Art. 242.* — Quiconque, sans titre, s'immisce dans des fonctions publiques, civiles ou militaires ou accomplit un acte d'une de ces fonctions, est puni d'emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA, à moins que le fait ne constitue une infraction plus grave.

*Art. 248.* — Quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se fait délivrer un extrait du casier judiciaire d'un tiers, est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 50.000 DA à 300.000 DA.

*Art. 249.* — Quiconque a pris le nom d'un tiers, dans des circonstances qui ont déterminé ou auraient pu déterminer l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire de ce tiers, est puni d'emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA, sans préjudice des poursuites à exercer pour crime de faux, le cas échéant.

(.....le reste sans changement.....)».

*Art. 26.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 253 bis rédigé comme suit :

«*Art. 253 bis.* — La personne morale est déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article 51 bis de la présente loi, des infractions définies au présent chapitre.

Les personnes morales encourent les peines prévues à l'article 18 bis et le cas échéant, celles prévues à l'article 18 bis 2 de la présente loi.

Elles sont également passibles d'une ou plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article 18 bis».

*Art. 27.* — Les articles 264 et 266 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés et rédigés comme suit :

«*Art. 264.* — Quiconque, volontairement, fait des blessures ou porte des coups à autrui ou commet toute autre violence ou voie de fait, et s'il résulte de ces sortes de violence une maladie ou une incapacité totale de travail pendant plus de quinze jours est puni d'un emprisonnement d'un (1) à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Le coupable peut, en outre, être privé des droits mentionnés à l'article 14 de la présente loi pendant un an au moins et cinq ans au plus.

(.....le reste sans changement.....).

«Art. 266. — Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences ou voies de fait, n'ayant pas occasionné une maladie ou incapacité totale de travail personnel excédant quinze jours, ont lieu avec préméditation, guet-apens ou port d'arme, le coupable est puni d'un emprisonnement de deux (2) à dix (10) ans et d'une amende de 200.000 DA à 1.000.000 de DA.

La confiscation des objets qui ont servi ou pouvaient servir à l'exécution de l'infraction, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, peut être ordonnée».

Art. 28. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par l'article 276 bis rédigé comme suit :

«Art. 276 bis. — Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables aux infractions prévues par les articles 261 à 263 bis 2, 265, 266, 267, 271, 272, 274, 275 alinéas 4 et 5 et 276 alinéas 2, 3 et 4 de la présente section».

Art. 29. — Les articles 293 et 293 bis de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés et rédigés comme suit :

“Art. 293. — Si la personne enlevée, arrêtée, détenue ou séquestrée a été soumise à des tortures corporelles, les coupables sont punis de la réclusion criminelle à perpétuité.

Art. 293 bis. — Quiconque, par violences, menaces ou fraude, enlève ou fait enlever une personne, quel que soit son âge, est puni de la réclusion criminelle de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA.

Si la personne enlevée a été soumise à des tortures corporelles, le coupable est puni de la réclusion criminelle à perpétuité.

Si l'enlèvement avait pour but le paiement d'une rançon, le coupable est également puni de la réclusion criminelle à perpétuité».

Art. 30. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 295 bis rédigé comme suit :

«Art. 295 bis. — Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables aux infractions prévues par les articles 291, 292, 293 et 293 bis de la présente section».

Art. 31. — L'intitulé de la section 5, du chapitre I du titre II du livre troisième, deuxième partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié comme suit :

“Section 5

*Atteintes portées à l'honneur, à la considération et à la vie privée des personnes et divulgation des secrets”*

Art. 32. — Les articles 298 et 299 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

«Art. 298. — Toute diffamation commise envers des particuliers est punie d'un emprisonnement de deux (2) à six (6) mois et d'une amende de 25.000 DA à 50.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales.

(.....le reste sans changement.....).

Art. 299. — Toute injure commise contre une ou plusieurs personnes est punie d'un emprisonnement d'un (1) à trois (3) mois et d'une amende de 10.000 DA à 25.000 DA.

Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales».

Art. 33. — L'article 303 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié et rédigé comme suit :

«Art. 303. — Quiconque, de mauvaise foi et hors les cas prévus à l'article 137, ouvre ou supprime des lettres ou correspondances adressées à des tiers, est puni d'un emprisonnement d'un (1) mois à un (1) an et d'une amende de 25.000 DA à 100.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement».

Art. 34. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles 303 bis, 303 bis 1, 303 bis 2 et 303 bis 3 rédigés comme suit :

“Art. 303 bis. — Est puni d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 50.000 DA à 300.000 DA, quiconque, au moyen d'un procédé quelconque, porte volontairement atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui :

1 - en captant, enregistrant ou transmettant sans l'autorisation ou le consentement de leur auteur, des communications, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel.

2 - en prenant, enregistrant ou transmettant sans l'autorisation ou le consentement de celle-ci, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé.

La tentative du délit prévu par le présent article est punie des mêmes peines que l'infraction consommée.

Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales.

Art. 303 bis 1. — Est punie des peines prévues à l'article précédent toute personne qui conserve, porte ou laisse porter à la connaissance du public ou d'un tiers ou utilise de quelque manière que ce soit, tout enregistrement, image ou document obtenu, à l'aide de l'un des actes prévus par l'article 303 bis de la présente loi.

Si le délit prévu à l'alinéa précédent est commis par voie de presse, les dispositions particulières prévues par les lois y afférentes pour déterminer les personnes responsables sont applicables.



La tentative du délit prévu par le présent article est punie des mêmes peines que l'infraction consommée.

Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales.

*Art. 303 bis 2.* — En cas de condamnation pour les infractions visées aux articles *303 bis* et *303 bis 1*, le tribunal peut prononcer la privation d'un ou plusieurs des droits prévus à l'article *9 bis 1* pour une durée n'excédant pas cinq (5) ans ; comme il peut ordonner la publication du jugement de condamnation selon les modalités prévues à l'article 18 de la présente loi.

La confiscation des objets ayant servi à la commission de l'infraction est toujours prononcée.

*Art. 303 bis 3.* — La personne morale est déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article *51 bis*, des infractions définies aux sections 3, 4 et 5 du présent chapitre.

La personne morale encourt la peine d'amende suivant les modalités prévues à l'article *18 bis* et, le cas échéant, suivant celles de l'article *18 bis 2*.

Elle est également passible d'une ou plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article *18 bis*.

*Art. 35.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article *320 bis* rédigé comme suit :

«*Art. 320 bis.* — Les dispositions de l'article *60 bis* sont applicables aux infractions prévues par les articles 314 alinéas 3 et 4, 315 alinéas 3, 4 et 5, 316 alinéa 4, 317 alinéas 4 et 5 et 318 de la présente section».

*Art. 36.* — L'article *321* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«*Art. 321.* — Ceux qui, sciemment, dans les conditions de nature à rendre impossible son identification, déplacent un enfant, le recèlent, ou lui substituent un autre enfant, ou le présentent matériellement comme né d'une femme qui n'a pas accouché, sont punis de la réclusion à temps de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA.

S'il n'est pas établi que l'enfant a vécu, la peine est l'emprisonnement d'un (1) à cinq (5) ans et l'amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

S'il est établi que l'enfant n'a pas vécu, le coupable est puni de l'emprisonnement d'un (1) à deux (2) mois et d'une amende de 10.000 DA à 20.000 DA.

Toutefois, lorsque l'enfant a été matériellement présenté comme né d'une femme qui n'a pas accouché, par suite d'une remise volontaire ou un abandon par ses parents, le coupable encourt la peine d'un (1) an à cinq (5) ans d'emprisonnement et une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

La personne morale est déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article *51 bis* de la présente loi, de l'infraction définie aux alinéas ci-dessus.

La personne morale encourt la peine d'amende suivant les modalités prévues à l'article *18 bis* et, le cas échéant, suivant celles de l'article *18 bis 2*.

Elle est également passible d'une ou plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article *18 bis*.

*Art. 37.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article *329 bis* rédigé comme suit :

«*Art. 329 bis.* — L'action publique pour l'application de l'article 328 ne peut être exercée que sur plainte de la victime.

Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales».

*Art. 38.* — Les articles *330* et *331* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

«*Art. 330.* — Sont punis d'un emprisonnement de deux (2) mois à un (1) an et d'une amende de 25.000 DA à 100.000 DA :

1 - le père ou la mère de famille qui abandonne, sans motif grave pendant plus de deux (2) mois, la résidence familiale et se soustrait à toutes ses obligations d'ordre moral ou d'ordre matériel résultant de la puissance paternelle ou de la tutelle légale ; le délai de deux (2) mois ne pourra être interrompu que par un retour au foyer impliquant la volonté de reprendre définitivement la vie familiale ;

2- le mari qui, sans motif grave, abandonne volontairement, pendant plus de deux (2) mois, sa femme, la sachant enceinte ;

3- le père ou la mère, que la déchéance de la puissance paternelle soit ou non prononcée à leur égard, qui compromettent gravement, par de mauvais traitements, par des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un défaut de soins ou par un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un ou plusieurs de ces derniers.

Pour les premier et deuxième cas prévus par cet article, la poursuite n'est exercée que sur plainte de l'époux abandonné. Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales.

*Art. 331.* — Est punie d'un emprisonnement de six (6) mois à trois (3) ans et d'une amende de 50.000 DA à 300.000 DA, toute personne qui, au mépris d'une décision de justice rendue contre elle ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement l'ayant condamnée à verser une pension alimentaire à son conjoint, à ses ascendants, à

ses descendants, est volontairement demeurée plus de deux (2) mois sans fournir la totalité des subsides déterminés par le juge ni de s'acquitter du montant intégral de la pension.

Le défaut de paiement est présumé volontaire, sauf preuve contraire. L'insolvabilité qui résulte de l'inconduite habituelle, de la paresse ou de l'ivrognerie, n'est en aucun cas un motif d'excuse valable pour le débiteur.

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 37, 40 et 329 du code de procédure pénale, est également compétent pour connaître des délits visés au présent article, le tribunal du domicile ou de la résidence de la personne qui doit recevoir la pension alimentaire ou bénéficiaire des subsides.

Le pardon de la victime, après paiement des sommes exigibles, met fin aux poursuites pénales».

Art. 39. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifiée et complétée par des articles 341 bis 1 et 349 bis rédigés comme suit :

«Art. 341 bis 1. — Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables aux infractions prévues par les articles 334, 335, 336, 337 et 337 bis de la présente section».

Art. 349 bis. — Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables aux infractions prévues par les articles 342 et 344 de la présente section».

Art. 40. — L'article 350 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«Art. 350. — Quiconque soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol et puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA. La même peine est applicable à la soustraction frauduleuse d'eau, de gaz et d'électricité.

Le coupable peut, en outre, être frappé pour un (1) an au moins et cinq (5) ans au plus, de l'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 9 bis 1 et d'interdiction de séjour dans les conditions prévues aux articles 12 et 13 de la présente loi.

La tentative du délit prévue à l'alinéa précédent est punie des mêmes peines que l'infraction consommée».

Art. 41. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 350 bis rédigé comme suit :

«Art. 350 bis. — Si le vol a été commis avec violence ou menace de violence ou s'il a été facilité par l'état de la victime dont la particulière vulnérabilité due à son âge, à une maladie, une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur, la peine est l'emprisonnement de deux (2) à dix (10) ans et l'amende de 200.000 DA à 1.000.000 de DA.

Le coupable, peut, en outre, être frappé pour un (1) an au moins et cinq (5) ans au plus, d'interdiction d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 9 bis 1 et de l'interdiction de séjour dans les conditions prévues aux articles 12 et 13 de la présente loi.

La tentative du délit prévue à l'alinéa précédent est punie des mêmes peines que l'infraction consommée».

Art. 42. — L'article 351 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié et rédigé comme suit :

«Art. 351. — Sont punis de la peine de réclusion criminelle à perpétuité, les individus coupables de vol, si les voleurs ou l'un d'eux étaient porteurs d'une arme apparente ou cachée, même si le vol a été commis par une seule personne et en l'absence de toute autre circonstance aggravante.

(.....le reste sans changement.....)».

Art. 43. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par l'article 351 bis rédigé comme suit :

«Art. 351 bis. — Le vol est puni de la réclusion criminelle à perpétuité :

1- s'il a été commis au cours d'un incendie ou après une explosion, un effondrement, un séisme, une inondation, un naufrage, une révolte, une émeute ou tout autre trouble ;

2- s'il a porté sur un objet qui assurait la sécurité d'un moyen de transport quelconque, public ou privé».

Art. 44. — L'article 352 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«Art. 352. — Sont punis de l'emprisonnement de cinq (5) ans à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA, les individus coupables de vol commis sur les chemins publics ou dans les véhicules servant au transport des voyageurs, des correspondances ou des bagages, ou dans l'enceinte des voies ferrées, gares, ports, aéroports, quais de débarquement ou d'embarquement.

Le tribunal peut, en outre, prononcer la peine de l'interdiction d'un ou de plusieurs des droits visés à l'article 9 bis 1, ainsi que la peine d'interdiction de séjour dans les conditions prévues par les articles 12 et 13 de la présente loi .

La tentative du délit prévu à l'alinéa précédent est punie des mêmes peines que l'infraction consommée».

Art. 45. — L'article 353 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié et rédigé comme suit :

«Art. 353. — Sont punis de la réclusion à temps, de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA, les individus coupables de vol commis avec deux au moins des circonstances suivantes :

(.....le reste sans changement.....)».

Art. 46. — L'article 354 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«Art. 354. — Sont punis d'un emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA, les individus coupables de vol commis avec une seule des circonstances suivantes :

1 - si le vol a été commis la nuit ;

2 - si le vol a été commis par deux ou plusieurs personnes ;

3 - si le vol a été commis à l'aide d'escalade, d'effraction extérieure ou intérieure, d'ouverture souterraine, de fausses clés, ou de bris de scellés, même dans un édifice ne servant pas à l'habitation.

Le tribunal peut, en outre, prononcer la peine de l'interdiction d'un ou de plusieurs des droits prévus à l'article 9 bis 1 de la présente loi ainsi que la peine d'interdiction de séjour dans les conditions prévues aux articles 12 et 13 de la présente loi.

La tentative du délit prévu par cet article est punie des mêmes peines que l'infraction consommée».

Art. 47. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 371 bis rédigé comme suit :

«Art. 371 bis. — Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables aux infractions prévues par les articles 350 bis à 354 et 370 de la présente section».

Art. 48. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 375 bis rédigé comme suit :

«Art. 375 bis. — Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 37, 40 et 329 du code de procédure pénale, est compétent également pour la recherche, la poursuite, l'instruction et le jugement des infractions prévues aux articles 16 bis 3 et 374, de la présente loi, le tribunal du lieu où le chèque est payable ou celui du lieu de résidence du bénéficiaire du chèque».

Art. 49. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article 382 bis 1 rédigé comme suit :

«Art. 382 bis 1. — La personne morale peut être déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article 51 bis, des infractions définies aux sections 1, 2 et 3 du présent chapitre.

La personne morale encourt la peine d'amende, suivant les modalités prévues à l'article 18 bis et, le cas échéant, suivant celles de l'article 18 bis 2.

Elle est également passible d'une ou de plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article 18 bis».

Art. 50. — L'intitulé de la section IV du Chapitre III du Titre II est modifié et rédigé comme suit :

#### “Section IV

##### *La banqueroute”*

Art. 51. — Les articles 383 et 384 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

«Art. 383. — Ceux qui, dans le cas prévu par le code de commerce, sont déclarés coupables de banqueroute, sont punis :

— les banqueroutiers simples, d'un emprisonnement de deux (2) mois à deux (2) ans et d'une amende de 25.000 DA à 200.000 DA;

— les banqueroutiers frauduleux, d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

En outre, l'interdiction pendant un (1) an au moins et cinq (5) ans au plus d'un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article 9 bis 1 de la présente loi peut être prononcée à l'encontre des banqueroutiers frauduleux.

Art. 384. — Les complices de banqueroute simple ou frauduleuse encourent les peines prévues à l'article 383 de la présente loi même s'ils n'ont pas la qualité de commerçant».

Art. 52. — Les articles 389 ter et 389 quater de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés, complétés et rédigés comme suit :

«Art. 389 ter. — Quiconque commet le fait de blanchiment de capitaux est puni d'un emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 3.000.000 de DA.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables à l'infraction prévue par le présent article.

Art. 389 quater. — Le blanchiment de capitaux est puni d'un emprisonnement de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 4.000.000 de DA à 8.000.000 de DA, lorsqu'il a été commis de façon habituelle ou en utilisant les facilités que procure l'exercice d'une activité professionnelle ou dans le cadre d'une organisation criminelle.

Les dispositions de l'article 60 bis sont applicables à l'infraction prévue par le présent article».

Art. 53. — Les articles 395, 396 bis, 402, 403, 406, 408, 417 bis de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés et rédigés comme suit :

«Art. 395. — Quiconque met volontairement le feu à des bâtiments, logements, loges, tentes, cabines même mobiles, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servant à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, est puni de la réclusion à perpétuité.

(.....le reste sans changement.....).

*Art. 396 bis.* — Lorsque les infractions visées aux articles 395 et 396 portent sur les biens appartenant à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements ou organismes de droit public, la peine de la réclusion criminelle à perpétuité est encourue.

*Art. 402.* — Quiconque dépose volontairement un engin explosif sur une voie publique ou privée, est puni de la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA.

Toutefois, si l'engin est déposé dans l'intention de donner la mort, ce dépôt constitue une tentative d'assassinat et doit être puni comme tel.

*Art. 403.* — S'il résulte des infractions prévues à l'article 401 la mort d'une ou plusieurs personnes, le coupable est puni de la peine de mort ; si l'infraction a occasionné des blessures ou des infirmités permanentes, la peine est celle de la réclusion criminelle à perpétuité.

*Art. 406.* — Quiconque, volontairement, détruit ou renverse, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des bâtiments, des ponts, barrages, digues, chaussées, installations portuaires ou industrielles qu'il savait appartenir à autrui ou qui cause, soit l'explosion d'une machine, soit la destruction d'un moteur faisant partie d'une installation industrielle, est puni de la réclusion de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA.

S'il résulte de l'infraction prévue à l'alinéa précédent, un homicide, le coupable est puni de la réclusion criminelle à perpétuité, et s'il en résulte des blessures ou une infirmité permanente pour un tiers, la peine est la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et l'amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA».

*Art. 408.* — Quiconque, en vue de provoquer un accident ou d'entraver ou gêner la circulation, place sur une route ou un chemin public, un objet faisant obstacle au passage des véhicules ou emploie un moyen quelconque pour mettre obstacle à leur marche, est puni de la réclusion à temps de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA.

S'il résulte de l'infraction prévue à l'alinéa précédent, un homicide, le coupable est puni de la réclusion criminelle à perpétuité, et s'il en résulte des blessures ou une infirmité permanente pour un tiers, la peine est la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et l'amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA».

*Art. 417 bis.* — Quiconque, par violence ou menace de violence s'empare ou prend le contrôle d'un aéronef à bord duquel des personnes ont pris place est puni de la peine de mort.

La peine est la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et l'amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA, lorsque les faits prévus à l'alinéa précédent ont pour objet un moyen de transport maritime ou terrestre».

*Art. 54.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par des articles *417 bis 1* et *417 bis 2* rédigés comme suit :

«*Art. 417 bis 1.* — Est puni de la réclusion criminelle à perpétuité, quiconque communique sciemment une fausse information qu'il sait de nature à compromettre la sécurité d'un aéronef en vol ou d'un navire.

*Art. 417 bis 2.* — Les dispositions de l'article *60 bis* sont applicables aux infractions prévues par les articles 395, 396, 396 bis, 399, 400, 401, 402, 403, 406, 408, 411, 417 bis et 417 bis 1 de la présente section».

*Art. 55.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article *417 bis 3* rédigé comme suit :

«*Art. 417 bis 3.* — La personne morale est déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article *51 bis* de la présente loi, des infractions définies aux sections 4, 5, 6 et 8 du présent chapitre.

La personne morale encourt la peine d'amende, suivant les modalités prévues à l'article *18 bis* et, le cas échéant, suivant celles de l'article *18 bis 2*.

Elle est également passible d'une ou de plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article *18 bis*».

*Art. 56.* — Les articles *430* et *432* de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés et rédigés comme suit :

«*Art. 430.* — L'emprisonnement est porté à cinq (5) ans et l'amende à 500.000 DA, si le délit ou la tentative de délit prévus ci-dessus ont été commis :

(.....le reste sans changement.....).

*Art. 432.* — Si la substance alimentaire ou médicamenteuse falsifiée ou corrompue a entraîné pour la personne qui l'a consommée ou à laquelle elle a été administrée, une maladie ou une incapacité de travail, l'auteur de la falsification ainsi que celui qui a exposé, mis à la vente ou vendu ladite substance la sachant falsifiée, corrompue ou toxique, sont punis d'un emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 de DA.

Lorsque cette substance a causé, soit une maladie incurable, soit la perte de l'usage d'un organe, soit une infirmité permanente, ils sont punis de la réclusion à temps de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 de DA à 2.000.000 de DA.

Lorsqu'elle a causé le décès d'une personne, ils encourtent la peine de réclusion criminelle à perpétuité».

*Art. 57.* — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par un article *435 bis* rédigé comme suit :

«*Art. 435 bis.* — La personne morale est déclarée responsable pénalement, dans les conditions prévues par l'article *51 bis* de la présente loi, des infractions définies au présent titre.

La personne morale encourt la peine d'amende, suivant les modalités prévues à l'article 18 bis et, le cas échéant, suivant celles de l'article 18 bis 2.

Elles sont également passibles d'une ou de plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article 18 bis».

Art. 58. — L'article 442 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est modifié, complété et rédigé comme suit :

«Art. 442. — Sont punis d'un emprisonnement de dix (10) jours au moins à deux (2) mois au plus et d'une amende de 8.000 DA à 16.000 DA :

1 - les individus et leurs complices qui causent des blessures ou portent des coups, commettent toute autre violence ou voie de fait dont il ne résulte pas une maladie ou une incapacité totale de travail excédant 15 jours, à la condition qu'il n'y ait pas eu préméditation, guet-apens ou port d'armes ;

2 - ceux, qui par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, sont involontairement la cause de blessures, coups ou maladies, n'entraînant pas une incapacité totale de travail supérieure à trois (3) mois ;

3 - ceux qui, ayant assisté à la naissance d'un enfant n'en font pas la déclaration, prescrite par la loi dans les délais fixés ; ceux qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né ne le remettent pas à l'officier de l'état civil ainsi que la loi le prescrit, sauf s'ils ont consenti à se charger de l'enfant et ont fait une déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé ; ceux qui portent à un hospice ou un établissement charitable un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur a été confié afin qu'ils en prennent soin ou pour toute autre cause, sauf s'ils ne sont pas tenus ou ne sont pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant et si personne n'y a pourvu.

L'action publique pour l'application du 2° tiret du présent article ne peut-être exercée que sur plainte de la victime.

Pour ce qui est des faits prévus aux cas 1° et 2° ci-dessus, le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales».

Art. 59. — Les articles 445 et 465 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont modifiés et rédigés comme suit :

«Art. 445. — En matière de contraventions prévues au présent titre, le récidiviste est puni d'un emprisonnement qui peut être porté à quatre (4) mois et d'une amende qui peut être élevée à 40.000 DA.

Art. 465. — En matière de contraventions prévues au présent titre, le récidiviste est puni :

1 - d'un emprisonnement qui peut être porté à un (1) mois et d'une amende qui peut être élevée à 24.000 DA, en cas de récidive d'une des contraventions mentionnées au chapitre I ;

2 - d'un emprisonnement qui peut être porté à dix (10) jours et d'une amende qui peut être élevée à 16000 DA, en cas de récidive d'une des contraventions mentionnées au chapitre II ;

3 - d'un emprisonnement qui peut être porté à cinq (5) jours et d'une amende qui peut être élevée à 12.000 DA, en cas de récidive d'une des contraventions mentionnées au chapitre III».

Art. 60. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par des articles 467 bis et 467 bis 1 rédigés comme suit :

«Art. 467 bis. — Le montant des amendes en matière délictuelle est élevé comme suit :

— le minimum des amendes est élevé à 20.001 DA, lorsque ce seuil est inférieur à 20.000 DA ;

— le maximum des amendes est élevé à 100.000 DA, lorsqu'il est inférieur à 100.000 DA ;

— le maximum des amendes des autres délits est doublé, lorsqu'il est égal ou supérieur à 100.000 DA, sauf si la loi détermine d'autres limites.

Art. 467 bis 1. — Le montant des amendes en matière contraventionnelle est élevé comme suit :

— si l'amende est de 20 DA à 50 DA, son montant sera de 2.000 DA à 4.000 DA ;

— si l'amende est de 30 DA à 100 DA, son montant sera de 3.000 DA à 6.000 DA ;

— si l'amende est de 50 DA à 200 DA, son montant sera de 4.000 DA à 8.000 DA ;

— si l'amende est de 50 DA à 500 DA, son montant sera de 5.000 DA à 10.000 DA ;

— si l'amende est de 100 DA à 500 DA, son montant sera de 6.000 DA à 12.000 DA ;

— si l'amende est de 100 DA à 1000 DA, son montant sera de 8.000 DA à 16.000 DA ;

— si l'amende est de 500 DA à 1000 DA, son montant sera de 10.000 DA à 20.000 DA».

Art. 61. — Toute référence à l'article 8 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est remplacée par la référence aux articles 9 bis 1 de la présente loi.

Art. 62. — Les articles 6, 7, 8, 15 bis, 20, 23, 24, 25, 26, 54, 55, 56 et 58 de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, sont abrogés.

Art. 63. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 20 décembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

# قوانين

- وبمقتضى القانون رقم 98 - 04 المؤرخ في 20 صفر عام 1419 الموافق 15 يونيو سنة 1998 والمتعلق بحماية التراث الثقافي،

- وبمقتضى القانون رقم 05 - 04 المؤرخ في 27 ذي الحجة عام 1425 الموافق 6 فبراير سنة 2005 والمتضمن قانون تنظيم السجون وإعادة الإدماج الاجتماعي للمحبوسين،

- وبعد رأي مجلس الدولة،

- وبعد مصادقة البرلمان،

**يصدر القانون الآتي نصه :**

**المادة الأولى :** يعدل هذا القانون ويتمم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات.

**المادة 2 :** يتمم الباب الأول من الكتاب الأول من الجزء الأول من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بفصل أول مكرر عنوانه "العمل للنفع العام"، يتضمن المواد 5 مكرر 1 و5 مكرر 2 و5 مكرر 3 و5 مكرر 4 و5 مكرر 5 و5 مكرر 6 وتحرر كما يأتي :

## الجزء الأول

### المبادئ العامة

### أحكام تمهيدية

### الكتاب الأول

### العقوبات وتدابير الأمن

### الباب الأول

### العقوبات المطبقة على الأشخاص الطبيعيين

### "الفصل الأول مكرر

### العمل للنفع العام"

"المادة 5 مكررا 1 : يمكن الجهة القضائية أن تستبدل عقوبة الحبس المنطوق بها بقيام المحكوم عليه بعمل للنفع العام بدون أجر، لمدة تتراوح بين أربعين (40) ساعة وستمائة (600) ساعة، بحساب ساعتين (2) عن كل يوم حبس، في أجل أقصاه ثمانية عشر (18) شهرا، لدى شخص معنوي من القانون العام، وذلك بتوفر الشروط الآتية :

**قانون رقم 09 - 01 مؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009، يعدل ويتمم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات.**

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لاسيما المواد 119 و120 و122 - 7 و126 منه،

- وبمقتضى اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، المعتمدة من طرف الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة يوم 15 نوفمبر سنة 2000 والمصدق عليها بتحفظ بموجب المرسوم الرئاسي رقم 02 - 55 المؤرخ في 22 ذي القعدة عام 1422 الموافق 5 فبراير سنة 2002،

- وبمقتضى بروتوكول منع وقمع الاتجار بالأشخاص، وبخاصة النساء والأطفال، المكمل لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، المعتمدة من طرف الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة يوم 15 نوفمبر سنة 2000 والمصدق عليه بتحفظ بموجب المرسوم الرئاسي رقم 03 - 417 المؤرخ في 14 رمضان عام 1424 الموافق 9 نوفمبر سنة 2003،

- وبمقتضى بروتوكول مكافحة تهريب المهاجرين عن طريق البر والبحر والجو، المكمل لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية، المعتمدة من طرف الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة يوم 15 نوفمبر سنة 2000 والمصدق عليه بتحفظ بموجب المرسوم الرئاسي رقم 03 - 418 المؤرخ في 14 رمضان عام 1424 الموافق 9 نوفمبر سنة 2003،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 85 - 05 المؤرخ في 26 جمادى الأولى عام 1405 الموافق 16 فبراير سنة 1985 والمتعلق بحماية الصحة وترقيتها، المعدل والمتمم،

سنة 1966 والمذكور أعلاه، بقسم ثامن عنوانه "الجرائم المرتكبة ضد القوانين والأنظمة المتعلقة بمغادرة التراب الوطني"، يتضمن المادة 175 مكرر 1 وتحرر كما يأتي :

## الجزء الثاني

### التجريم

### الكتاب الثالث

### الجنايات والجنح ومقوباتها

### الباب الأول

### الجنايات والجنح ضد الشيء العمومي

### الفصل الخامس

### الجنايات والجنح التي يرتكبها الأشخاص ضد النظام العمومي

### "القسم الثامن"

### الجرائم المرتكبة ضد القوانين والأنظمة المتعلقة بمغادرة التراب الوطني

" المادة 175 مكرر 1 : دون الإخلال بالأحكام التشريعية الأخرى السارية المفعول، يعاقب بالحبس من شهرين (2) إلى ستة (6) أشهر وبغرامة من 20.000 دج إلى 60.000 دج أو بإحدى هاتين العقوبتين، كل جزائري أو أجنبي مقيم يغادر الإقليم الوطني بصفة غير شرعية، أثناء اجتيازه أحد مراكز الحدود البرية أو البحرية أو الجوية، وذلك بانتحاله هوية أو باستعماله وثائق مزورة أو أي وسيلة احتيالية أخرى للتملص من تقديم الوثائق الرسمية اللازمة أو من القيام بالإجراءات التي توجبها القوانين والأنظمة السارية المفعول.

وتطبق نفس العقوبة على كل شخص يغادر الإقليم الوطني عبر منافذ أو أماكن غير مراكز الحدود".

### المادة 4 : يتم الفصل الأول من الباب الثاني من

الكتاب الثالث من الجزء الثاني من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بقسم خامس مكرر عنوانه "الاتجار بالأشخاص"، يتضمن المواد 303 مكرر 4 و 303 مكرر 5 و 303 مكرر 6 و 303 مكرر 7 و 303 مكرر 8 و 303 مكرر 9 و 303 مكرر 10 و 303 مكرر 11 و 303 مكرر 12 و 303 مكرر 13 و 303 مكرر 14 و 303 مكرر 15 وتحرر كما يأتي :

1 - إذا كان المتهم غير مسبوق قضائيا،

2 - إذا كان المتهم يبلغ من العمر 16 سنة على الأقل وقت ارتكاب الوقائع المجرمة،

3 - إذا كانت عقوبة الجريمة المرتكبة لا تتجاوز ثلاث (3) سنوات حبسا،

4 - إذا كانت العقوبة المنطوق بها لا تتجاوز سنة حبسا.

يجب أن لا تقل مدة العمل للنفع العام المنطوق بها في حق القاصر عن عشرين (20) ساعة وأن لا تزيد عن ثلاثمائة (300) ساعة.

يتم النطق بعقوبة العمل للنفع العام في حضور المحكوم عليه. ويتعين على الجهة القضائية قبل النطق بهذه العقوبة إعلامه بحقه في قبولها أو رفضها والتنويه بذلك في الحكم".

"المادة 5 مكرر 2 : ينوب المحكوم عليه إلى أنه في حالة إخلاله بالالتزامات المترتبة على تنفيذ عقوبة العمل للنفع العام، تنفذ عليه العقوبة التي استبدلت بالعمل للنفع العام".

"المادة 5 مكرر 3 : يسهر قاضي تطبيق العقوبات على تطبيق عقوبة العمل للنفع العام والفصل في الإشكالات الناتجة عن ذلك . ويمكنه وقف تطبيق عقوبة العمل للنفع العام لأسباب صحية أو عائلية أو اجتماعية".

"المادة 5 مكرر 4 : في حالة إخلال المحكوم عليه بالالتزامات المترتبة على عقوبة العمل للنفع العام، دون عذر جدي، يخطر قاضي تطبيق العقوبات النيابة العامة لاتخاذ الإجراءات اللازمة لتنفيذ عقوبة الحبس المحكوم بها عليه".

"المادة 5 مكرر 5 : يخضع العمل للنفع العام للأحكام التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالوقاية الصحية والأمن وطب العمل والضمان الاجتماعي".

"المادة 5 مكرر 6 : لا تنفذ عقوبة العمل للنفع العام إلا بعد صيرورة الحكم نهائيا".

### المادة 3 : يتم الفصل الخامس من الباب الأول

من الكتاب الثالث من الجزء الثاني من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو

- إذا ارتكبت الجريمة مع حمل السلاح أو التهديد باستعماله،

- إذا ارتكبت الجريمة من طرف جماعة إجرامية منظمة أو كانت ذات طابع عابر للحدود الوطنية".

"المادة 303 مكرر 6: لا يستفيد الشخص المدان لارتكابه أحد الأفعال المجرمة في هذا القسم، من ظروف التخفيف المنصوص عليها في المادة 53 من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 7: يطبق على الشخص الطبيعي المحكوم عليه لارتكابه جريمة من الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم، عقوبة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 9 من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 8: تقضي الجهة القضائية المختصة بمنع أي أجنبي حكم عليه بسبب إحدى الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم من الإقامة في التراب الوطني إمانهائيا أو لمدة عشر (10) سنوات على الأكثر".

"المادة 303 مكرر 9: يعفى من العقوبة المقررة كل من يبلغ السلطات الإدارية أو القضائية عن جريمة الاتجار بالأشخاص قبل البدء في تنفيذها أو الشروع فيها.

وتخفض العقوبة إلى النصف إذا تم الإبلاغ بعد انتهاء تنفيذ الجريمة أو الشروع فيها وقبل تحريك الدعوى العمومية أو إذا مكن بعد تحريك الدعوى العمومية من إيقاف الفاعل الأصلي أو الشركاء في نفس الجريمة".

"المادة 303 مكرر 10: كل من علم بارتكاب جريمة الاتجار بالأشخاص، ولو كان ملزما بالسفر المهني، ولم يبلغ فوراً السلطات المختصة بذلك، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

فيما عدا الجرائم التي ترتكب ضد القصر الذين لا يتجاوز سنهم 13 سنة، لا تطبق أحكام الفقرة السابقة على أقارب وحواشي وأصهار الفاعل إلى غاية الدرجة الرابعة".

"المادة 303 مكرر 11: يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم، حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

تطبق على الشخص المعنوي العقوبات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر من هذا القانون".

## الجزء الثاني

### التجريم

### الكتاب الثالث

### الجنايات والجنح ومقوباتها

### الباب الثاني

### الجنايات والجنح ضد الأفراد

### الفصل الأول

### الجنايات والجنح ضد الأشخاص

### "القسم الخامس مكرر

### الاتجار بالأشخاص"

"المادة 303 مكرر 4: يعد اتجاراً بالأشخاص، تجنيد أو نقل أو تنقل أو إيواء أو استقبال شخص أو أكثر بواسطة التهديد بالقوة أو باستعمالها أو غير ذلك من أشكال الإكراه، أو الاختطاف أو الاحتيال أو الخداع أو إساءة استعمال السلطة أو استغلال حالة استضعاف أو بإعطاء أو تلقي مبالغ مالية أو مزايا لنيل موافقة شخص له سلطة على شخص آخر بقصد الاستغلال. ويشمل الاستغلال دعارة الغير أو سائر أشكال الاستغلال الجنسي أو استغلال الغير في التسول أو السخرة أو الخدمة كرها أو الاسترقاق أو الممارسات الشبيهة بالرق أو الاستعباد أو نزع الأعضاء.

يعاقب على الاتجار بالأشخاص بالحبس من ثلاث (3) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 300.000 دج إلى 1.000.000 دج.

يعاقب على الاتجار بالأشخاص، بالحبس من خمس (5) سنوات إلى خمس عشرة (15) سنة وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.500.000 دج، إذا سهل ارتكابه حالة استضعاف الضحية الناتجة عن سنه أو مرضها أو عجزها البدني أو الذهني، متى كانت هذه الظروف ظاهرة أو معلومة لدى الفاعل".

"المادة 303 مكرر 5: يعاقب على الاتجار بالأشخاص بالسجن من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج إذا ارتكبت الجريمة مع توافر ظرف على الأقل من الظروف الآتية:

- إذا كان الفاعل زوجاً للضحية أو أحد أصولها أو فروعها أو وليها أو كانت له سلطة عليها أو كان موظفاً ممن سهلت له وظيفته ارتكاب الجريمة،

- إذا ارتكبت الجريمة من طرف أكثر من شخص،



وتطبق نفس العقوبة على كل من يتوسط قصد تشجيع أو تسهيل الحصول على عضو من جسم شخص".

"المادة 303 مكرر 17 : يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من ينتزع عضوا من شخص على قيد الحياة دون الحصول على الموافقة وفقا للشروط المنصوص عليها في التشريع الساري المفعول.

وتطبق نفس العقوبة إذا تم انتزاع عضو من شخص ميت دون مراعاة التشريع الساري المفعول".

"المادة 303 مكرر 18 : يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل من قام بانتزاع أنسجة أو خلايا أو بجمع مواد من جسم شخص مقابل دفع مبلغ مالي أو أي منفعة أخرى مهما كانت طبيعتها.

وتطبق نفس العقوبة على كل من يتوسط قصد تشجيع أو تسهيل الحصول على أنسجة أو خلايا أو جمع مواد من جسم شخص".

"المادة 303 مكرر 19 : يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج، كل من ينتزع نسيجا أو خلايا أو يجمع مادة من جسم شخص على قيد الحياة دون الحصول على الموافقة المنصوص عليها في التشريع الساري المفعول.

وتطبق نفس العقوبة إذا تم انتزاع نسيج أو خلايا أو جمع مواد من شخص ميت دون مراعاة التشريع الساري المفعول".

"المادة 303 مكرر 20 : يعاقب على الجرائم المنصوص عليها في المادتين 303 مكرر 18 و 303 مكرر 19، بالحبس من خمس (5) سنوات إلى خمس عشرة (15) سنة وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.500.000 دج، إذا ارتكبت الجريمة مع توافر أحد الظروف الآتية :

- إذا كانت الضحية قاصرا أو شخصا مصابا بإعاقة ذهنية،

- إذا سهلت وظيفته الفاعل أو مهنته ارتكاب الجريمة،

- إذا ارتكبت الجريمة من طرف أكثر من شخص،

- إذا ارتكبت الجريمة مع حمل السلاح أو التهديد باستعماله،

- إذا ارتكبت الجريمة من طرف جماعة إجرامية منظمة أو كانت ذات طابع عابر للحدود الوطنية.

"المادة 303 مكرر 12 : لا يعتد برضا الضحية متى استخدم الفاعل أيا من الوسائل المبينة في المادة 303 مكرر 4 (الفقرة الأولى) من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 13 : يعاقب على الشروع في ارتكاب الجرح المنصوص عليها في هذا القسم بنفس العقوبة المقررة للجريمة التامة".

"المادة 303 مكرر 14 : تأمر الجهة القضائية في حالة الإدانة بالجرائم المنصوص عليها في هذا القسم بمصادرة الوسائل المستعملة في ارتكابها والأموال المتحصل عليها بصفة غير مشروعة، مع مراعاة حقوق الغير حسن النية".

"المادة 303 مكرر 15 : تطبق أحكام المادة 60 مكرر المتعلقة بالفترة الأمنية على الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم".

**المادة 5 :** يتم الفصل الأول من الباب الثاني من الكتاب الثالث من الجزء الثاني من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بقسم خامس مكرر 1 عنوانه "الاتجار بالأعضاء"، يتضمن المواد 303 مكرر 16 و 303 مكرر 17 و 303 مكرر 18 و 303 مكرر 19 و 303 مكرر 20 و 303 مكرر 21 و 303 مكرر 22 و 303 مكرر 23 و 303 مكرر 24 و 303 مكرر 25 و 303 مكرر 26 و 303 مكرر 27 و 303 مكرر 28 و 303 مكرر 29 وتحرر كما يأتي :

## الجزء الثاني

### التجريم

### الكتاب الثالث

### الجنايات والجرح ومقوباتها

### الباب الثاني

### الجنايات والجرح ضد الأفراد

### الفصل الأول

### الجنايات والجرح ضد الأشخاص

### "القسم الخامس مكرر 1

### الاتجار بالأعضاء"

"المادة 303 مكرر 16 : يعاقب بالحبس من ثلاث (3) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 300.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من يحصل من شخص على عضو من أعضائه مقابل منفعة مالية أو أية منفعة أخرى مهما كانت طبيعتها.

وتطبق على الشخص المعنوي العقوبات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 27: يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنح المنصوص عليها في هذا القسم بنفس العقوبة المقررة للجريمة التامة".

"المادة 303 مكرر 28: تأمر الجهة القضائية في حالة الإدانة بالجرائم المنصوص عليها في هذا القسم بمصادرة الوسائل المستعملة في ارتكابها والأموال المتحصلة عليها بصفة غير مشروعة، مع مراعاة حقوق الغير حسن النية".

"المادة 303 مكرر 29: تطبق أحكام المادة 60 مكرر المتعلقة بالفترة الأمنية على الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم".

**المادة 6:** يتم الفصل الأول من الباب الثاني من الكتاب الثالث من الجزء الثاني من الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بقسم خامس مكرر 2 عنوانه "تهريب المهاجرين"، يتضمن المواد 303 مكرر 30 و 303 مكرر 31 و 303 مكرر 32 و 303 مكرر 33 و 303 مكرر 34 و 303 مكرر 35 و 303 مكرر 36 و 303 مكرر 37 و 303 مكرر 38 و 303 مكرر 39 و 303 مكرر 40 و 303 مكرر 41 وتحذر كما يأتي:

## الجزء الثاني

### التجريم

### الكتاب الثالث

### الجنايات والجنح وعقوباتها

### الباب الثاني

### الجنايات والجنح ضد الأفراد

### الفصل الأول

### الجنايات والجنح ضد الأشخاص

### "القسم الخامس مكرر 2

### تهريب المهاجرين"

"المادة 303 مكرر 30: يعد تهريبا للمهاجرين القيام بتدبير الخروج غير المشروع من التراب الوطني لشخص أو عدة أشخاص من أجل الحصول، بصورة مباشرة أو غير مباشرة، على منفعة مالية أو أي منفعة أخرى.

ويعاقب على تهريب المهاجرين بالحبس من ثلاث (3) سنوات إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 300.000 دج إلى 500.000 دج".

ويعاقب بالسجن من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج، على ارتكاب الجرائم المنصوص عليها في المادتين 303 مكرر 16 و 303 مكرر 17، إذا ارتكبت الجريمة مع توافر أحد الظروف المنصوص عليها في الفقرة الأولى من هذه المادة".

"المادة 303 مكرر 21: لا يستفيد الشخص المدان لارتكابه أحد الأفعال المجرمة في هذا القسم من الظروف المخففة المنصوص عليها في المادة 53 من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 22: تطبق على الشخص الطبيعي المحكوم عليه لارتكابه جريمة منصوص عليها في هذا القسم، عقوبة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 9 من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 23: تقضي الجهة القضائية المختصة بمنع أي أجنبي حكم عليه بسبب إحدى الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم، من الإقامة في التراب الوطني إمانهائيا أو لمدة عشر (10) سنوات على الأكثر".

"المادة 303 مكرر 24: يعفى من العقوبة المقررة كل من يبلغ السلطات الإدارية أو القضائية عن جريمة الاتجار بالأعضاء قبل البدء في تنفيذها أو الشروع فيها.

وتخفف العقوبة إلى النصف إذا تم الإبلاغ بعد انتهاء تنفيذ الجريمة أو الشروع فيها وقبل تحريك الدعوى العمومية أو إذا مكن بعد تحريك الدعوى العمومية من إيقاف الفاعل الأصلي أو الشركاء في نفس الجريمة".

"المادة 303 مكرر 25: كل من علم بارتكاب جريمة الاتجار بالأعضاء، ولو كان ملزما بالسفر المهني، ولم يبلغ فوراً السلطات المختصة بذلك، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

في ما عدا الجرائم التي ترتكب ضد القصر الذين لا يتجاوز سنهم 13 سنة، لا تطبق أحكام الفقرة السابقة على أقارب وحواشي وأصهار الفاعل إلى غاية الدرجة الرابعة".

"المادة 303 مكرر 26: يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم، حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

"المادة 303 مكرر 37 : كل من علم بارتكاب جريمة تهريب المهاجرين، ولو كان ملزما بالسفر المهني، ولم يبلغ فوراً السلطات المختصة بذلك، يعاقب بالحبس من سنة (1) إلى خمس (5) سنوات وبغرامة من 100.000 دج إلى 500.000 دج.

فيما عدا الجرائم التي ترتكب ضد القصر الذين لا يتجاوز سنهم 13 سنة، لا تطبق أحكام الفقرة السابقة على أقارب وحواشي وأصهار الجاني لغاية الدرجة الرابعة".

"المادة 303 مكرر 38 : يكون الشخص المعنوي مسؤولاً جزائياً عن الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم، حسب الشروط المنصوص عليها في المادة 51 مكرر من هذا القانون.

وتطبق على الشخص المعنوي العقوبات المنصوص عليها في المادة 18 مكرر من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 39 : يعاقب على الشروع في ارتكاب الجنح المذكورة في هذا القسم بالعقوبة المقررة للجريمة التامة".

"المادة 303 مكرر 40 : تأمر الجهة القضائية في حالة الإدانة بالجرائم المنصوص عليها في هذا القسم بمصادرة الوسائل المستعملة في ارتكابها والأموال المتحصل عليها بصفة غير مشروعة، مع مراعاة حقوق الغير حسن النية".

"المادة 303 مكرر 41 : تطبق أحكام المادة 60 مكرر المتعلقة بالفترة الأمنية على الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم".

**المادة 7 :** يتم الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمذكور أعلاه، بمادتين 350 مكرراً و 350 مكرراً وتحرران كما يأتي :

"المادة 350 مكرر 1 : يعاقب بالحبس من سنتين (2) إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 200.000 دج إلى 1.000.000 دج، كل من سرق أو حاول سرقة ممتلك ثقافي منقول محمي أو معرف".

"المادة 350 مكرر 2 : يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى خمس عشرة (15) سنة وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.500.000 دج على الجرائم المنصوص عليها في المادة 350 مكرر 1 أعلاه متى توافرت أحد الظروف الآتية :

- إذا سهلت وظيفته الفاعل ارتكاب الجريمة،
- إذا ارتكبت الجريمة من طرف أكثر من شخص،

"المادة 303 مكرر 31 : يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من 500.000 دج إلى 1.000.000 دج، على تهريب المهاجرين المنصوص عليه في المادة 303 مكرر 30 أعلاه متى ارتكب مع توافر أحد الظروف الآتية :

- إذا كان من بين الأشخاص المهربين قاصر،
- تعريض حياة أو سلامة المهاجرين المهربين للخطر أو ترجيح تعرضهم له،
- معاملة المهاجرين المهربين معاملة لا إنسانية أو مهينة".

"المادة 303 مكرر 32 : يعاقب على تهريب المهاجرين بالسجن من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من 1.000.000 دج إلى 2.000.000 دج إذا ارتكب مع توافر أحد الظروف الآتية :

- إذا سهلت وظيفته الفاعل ارتكاب الجريمة،
- إذا ارتكبت الجريمة من طرف أكثر من شخص،
- إذا ارتكبت الجريمة بحمل السلاح أو التهديد باستعماله،
- إذا ارتكبت الجريمة من طرف جماعة إجرامية منظمة".

"المادة 303 مكرر 33 : تطبق على الشخص الطبيعي المحكوم عليه لارتكابه الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم، عقوبة أو أكثر من العقوبات التكميلية المنصوص عليها في المادة 9 من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 34 : لا يستفيد الشخص المدان لارتكابه أحد الأفعال المجرمة في هذا القسم من الظروف المخففة المنصوص عليها في المادة 53 من هذا القانون".

"المادة 303 مكرر 35 : تقضي الجهة القضائية المختصة بمنع أي أجنبي حكم عليه بسبب إحدى الجرائم المنصوص عليها في هذا القسم من الإقامة في التراب الوطني إما نهائياً أو لمدة عشر (10) سنوات على الأكثر".

"المادة 303 مكرر 36 : يعفى من العقوبة المقررة كل من يبلغ السلطات الإدارية أو القضائية عن جريمة تهريب المهاجرين قبل البدء في تنفيذها أو الشروع فيها.

وتخفف العقوبة إلى النصف إذا تم الإبلاغ بعد انتهاء تنفيذ الجريمة أو الشروع فيها وقبل تحريك الدعوى العمومية أو إذا مكن بعد تحريك الدعوى العمومية من إيقاف الفاعل الأصلي أو الشركاء في نفس الجريمة".

- وبمقتضى القانون رقم 91 - 04 المؤرخ في 22 جمادى الثانية عام 1411 الموافق 8 يناير سنة 1991 والمتضمن تنظيم مهنة المحاماة،

- وبمقتضى القانون رقم 98 - 02 المؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998 والمتعلق بالحكم الإدارية،

- وبمقتضى القانون رقم 06 - 02 المؤرخ في 21 محرم عام 1427 الموافق 20 فبراير سنة 2006 والمتضمن تنظيم مهنة الموثق،

- وبمقتضى القانون رقم 06 - 03 المؤرخ في 21 محرم عام 1427 الموافق 20 فبراير سنة 2006 والمتضمن تنظيم مهنة المحضر القضائي،

- وبمقتضى القانون رقم 08 - 09 المؤرخ في 18 صفر عام 1429 الموافق 25 فبراير سنة 2008 والمتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية،

- وبعد رأي مجلس الدولة،

- وبعد مصادقة البرلمان،

### يصدر القانون الآتي نصه :

**المادة الأولى :** يعدل هذا القانون ويتم الأمر رقم 71 - 57 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1391 الموافق 5 غشت سنة 1971 والمتعلق بالمساعدة القضائية.

**المادة 2 :** تعدل وتتم أحكام المادة الأولى من الأمر رقم 71 - 57 المؤرخ في 5 غشت سنة 1971 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة الأولى : يمكن الأشخاص الطبيعيين والأشخاص المعنوية التي لا تستهدف الربح، ولا تسمح لهم مواردهم بالمطالبة بحقوقهم أمام القضاء أو الدفاع عنها، الاستفادة من المساعدة القضائية.

يمكن أن يستفيد من المساعدة القضائية كل أجنبي مقيم بصورة قانونية على الإقليم الوطني، ولا تسمح له موارد بالمطالبة بحقوقه أمام القضاء.

غير أنه، يمكن منح المساعدة القضائية، بصفة استثنائية، إلى الأشخاص الذين لا يستوفون الشروط المنصوص عليها في الفقرتين السابقتين، عندما تكون حالاتهم جديرة بالاهتمام بالنظر إلى موضوع النزاع.

تمنح المساعدة القضائية بالنسبة لكافة المنازعات المطروحة أمام الجهات القضائية العادية والإدارية وجميع الأعمال والإجراءات الولائية والأعمال التحفظية".

- إذا ارتكبت الجريمة مع حمل السلاح أو التهديد باستعماله،

- إذا ارتكبت الجريمة من طرف جماعة إجرامية منظمة أو كانت ذات طابع عابر للحدود الوطنية".

**المادة 8 :** ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009.

### مبد العزيز بوتفليقة

**قانون رقم 09 - 02 مؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009، يعدل ويتم الأمر رقم 71 - 57 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1391 الموافق 5 غشت سنة 1971 والمتعلق بالمساعدة القضائية.**

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لاسيما المواد 119 و120 و122 و126 منه،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 98 - 01 المؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998 والمتعلق باختصاصات مجلس الدولة وتنظيمه وعمله،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 98 - 03 المؤرخ في 8 صفر عام 1419 الموافق 3 يونيو سنة 1998 والمتعلق باختصاصات محكمة التنازع وتنظيمها وعملها،

- وبمقتضى القانون العضوي رقم 05 - 11 المؤرخ في 10 جمادى الثانية عام 1426 الموافق 17 يوليو سنة 2005 والمتعلق بالتنظيم القضائي،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 71 - 57 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1391 الموافق 5 غشت سنة 1971 والمتعلق بالمساعدة القضائية، المعدل والمتمم،

## LOIS

**Loi n° 09-01 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal.**

-----

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 119, 120, 122-7 et 126 ;

Vu la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 15 novembre 2000, ratifiée avec réserve, par le décret présidentiel n° 02-55 du 22 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 5 février 2002 ;

Vu le protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 15 novembre 2000, ratifié avec réserve, par le décret présidentiel n° 03-417 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 ;

Vu le protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies le 15 novembre 2000, ratifié avec réserve, par le décret présidentiel n° 03-418 du 14 Ramadhan 1424 correspondant au 9 novembre 2003 ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel ;

Vu la loi n° 05-04 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005 portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus ;

Après avis du Conseil d'Etat,

Après adoption par le Parlement,

**Promulgue la loi dont la teneur suit :**

Article 1er. — La présente loi modifie et complète l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal.

Art. 2. — Le titre I du livre premier de la première partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété par un chapitre *1 bis* intitulé « le travail d'intérêt général » comportant les articles *5 bis 1*, *5 bis 2*, *5 bis 3*, *5 bis 4*, *5 bis 5* et *5 bis 6* rédigés comme suit :

### PREMIERE PARTIE

#### PRINCIPES GENERAUX

#### DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

#### LIVRE PREMIER

#### PEINES ET MESURES DE SURETE

#### TITRE I

#### DES PEINES APPLICABLES AUX PERSONNES PHYSIQUES

« *Chapitre 1 bis*

***Le travail d'intérêt général*** »

« *Art. 5 bis 1.* — La juridiction peut remplacer la peine d'emprisonnement prononcée par l'accomplissement par le condamné, pour une durée de quarante (40) heures à six cents (600) heures sur la base de deux (2) heures pour chaque jour d'emprisonnement, d'un travail d'intérêt général non rémunéré dans un délai qui ne peut excéder dix-huit (18) mois au profit d'une personne morale de droit public et ce, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1. le prévenu n'a pas d'antécédents judiciaires,
2. le prévenu a 16 ans au moins au moment de la commission des faits incriminés,
3. la peine prévue pour l'infraction commise ne dépasse pas trois (3) ans d'emprisonnement,
4. la peine prononcée ne dépasse pas un (1) an d'emprisonnement.

La durée du travail d'intérêt général prononcée à l'encontre d'un mineur ne peut être inférieure à vingt (20) heures et ne peut excéder trois cents (300) heures.

La peine de travail d'intérêt général est prononcée en présence du condamné. La juridiction doit avant le prononcé de ladite peine l'informer de son droit de l'accepter ou de la refuser ; mention en est faite dans le jugement ».

« *Art. 5 bis 2.* — Le condamné est averti qu'en cas de violation des obligations résultant de l'exécution de la peine de travail d'intérêt général, la peine à laquelle a été substitué le travail d'intérêt général sera exécutée à son encontre ».

« *Art. 5 bis 3.* — Le juge d'application des peines veille à l'application de la peine de travail d'intérêt général et statue sur les difficultés qui peuvent survenir. Il peut pour des raisons de santé, familiales ou sociales, surseoir à l'application de la peine de travail d'intérêt général ».

« Art. 5 bis 4. — Lorsque sans excuse valable le condamné ne respecte pas les obligations résultant de la peine de travail d'intérêt général, le juge d'application des peines avise le ministère public à l'effet de prendre les dispositions nécessaires à l'exécution de la peine d'emprisonnement prononcée à son encontre ».

« Art. 5 bis 5. — Le travail d'intérêt général est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène, à la sécurité, à la médecine du travail et à la sécurité sociale ».

« Art. 5 bis 6. — La condamnation à la peine de travail d'intérêt général est exécutée dès que la décision est devenue définitive ».

Art. 3. — Le chapitre V du titre I du livre troisième de la deuxième partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété par une section 8 intitulée « les infractions commises contre les lois et les règlements relatifs à la sortie du territoire national » comportant l'article 175 bis 1 rédigé comme suit :

**DEUXIEME PARTIE  
INCRIMINATION**

**LIVRE TROISIEME  
CRIMES ET DELITS ET LEURS SANCTIONS**

**TITRE I  
CRIMES ET DELITS CONTRE LA CHOSE  
PUBLIQUE**

**Chapitre V  
Crimes et délits commis par les personnes contre  
l'ordre public**

*« Section 8*

***Infractions commises contre les lois et règlements  
relatifs à la sortie du territoire national »***

« Art. 175 bis 1. — Sans préjudice des autres dispositions législatives en vigueur, est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à six (6) mois et d'une amende de 20.000 DA à 60.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, tout algérien ou étranger résident qui quitte le territoire national d'une façon illicite, en utilisant lors de son passage à un poste frontalier terrestre, maritime ou aérien, des documents falsifiés ou en usurpant l'identité d'autrui ou tout autre moyen frauduleux, à l'effet de se soustraire à la présentation de documents officiels requis ou à l'accomplissement de la procédure exigée par les lois et règlements en vigueur.

La même peine est applicable à toute personne qui quitte le territoire national en empruntant des lieux de passage autres que les postes frontaliers ».

Art. 4. — Le chapitre 1er du titre II du livre troisième de la deuxième partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété par une section 5 bis intitulée « la traite des personnes » comportant les articles 303 bis 4, 303 bis 5, 303 bis 6, 303 bis 7, 303 bis 8, 303 bis 9, 303 bis 10, 303 bis 11, 303 bis 12, 303 bis 13, 303 bis 14, 303 bis 15 rédigés ainsi qu'il suit :

**DEUXIEME PARTIE**

**INCRIMINATION**

**LIVRE TROISIEME**

**CRIMES ET DELITS ET LEUR SANCTION**

**TITRE II**

**CRIMES ET DELITS  
CONTRE LES PARTICULIERS**

**Chapitre I**

**Crimes et délits commis contre les personnes**

*« Section 5 bis*

***La traite des personnes »***

« Art. 303 bis 4. — Est considérée comme traite des personnes, le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'une ou plusieurs personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiement ou d'avantages, afin d'obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou toutes autres formes d'exploitation sexuelle, l'exploitation d'autrui dans la mendicité, le travail ou service forcé, l'esclavage ou les pratiques similaires à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

La traite des personnes est punie d'un emprisonnement de trois (3) ans à dix (10) ans et d'une amende de 300.000 DA à 1.000.000 DA.

Lorsque la traite est exercée sur une personne dont la situation de vulnérabilité résulte, de son âge, sa maladie ou son incapacité physique ou mentale, apparente ou connue de l'auteur, la peine encourue est l'emprisonnement de cinq (5) ans à quinze (15) ans et l'amende de 500.000 DA à 1.500.000 DA ».

« Art. 303 bis 5. — La traite des personnes est punie de la réclusion à temps de dix (10) ans à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 DA à 2.000.000 DA, si l'infraction est commise avec au moins l'une des circonstances suivantes :

— lorsque l'auteur est le conjoint de la victime ou son ascendant ou descendant ou son tuteur ou s'il a autorité sur la victime ou s'il s'agit d'un fonctionnaire dont la fonction a facilité la commission de l'infraction,

— lorsque l'infraction est commise par plus d'une personne,

— lorsque l'infraction est commise avec port d'armes ou menace de les utiliser,

— lorsque l'infraction est commise par un groupe criminel organisé ou lorsqu'elle a un caractère transnational ».

« Art. 303 bis 6. — La personne condamnée pour l'un des faits punis à la présente section, ne bénéficie pas des circonstances atténuantes prévues à l'article 53 de la présente loi ».

« Art. 303 bis 7. — La personne physique coupable d'une infraction prévue par la présente section est condamnée à une ou plusieurs des peines complémentaires prévues à l'article 9 de la présente loi ».

« Art. 303 bis 8. — L'interdiction de séjour sur le territoire national est prononcée par la juridiction compétente à titre définitif ou pour une durée de dix (10) ans au plus, contre tout étranger, condamné pour l'une des infractions prévues à la présente section ».

« Art. 303 bis 9. — Est dispensé de la peine encourue celui qui, avant tout commencement d'exécution ou tentative de commission de l'infraction de traite des personnes, en informe les autorités administratives ou judiciaires.

La peine est réduite de moitié si la dénonciation intervient après la consommation ou la tentative de commission de l'infraction mais avant l'ouverture des poursuites ou après l'ouverture des poursuites, dès lors qu'elle permet l'arrestation des auteurs ou complices de la même infraction ».

« Art. 303 bis 10. — Quiconque, même astreint au secret professionnel, a connaissance de la commission de l'infraction de traite des personnes et n'en informe pas immédiatement les autorités compétentes est puni d'un an (1) à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Hormis les infractions commises à l'encontre des mineurs de 13 ans, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux parents, collatéraux et alliés de l'auteur jusqu'à quatrième degré inclusivement ».

« Art. 303 bis 11. — La personne morale est déclarée pénalement responsable, dans les conditions prévues à l'article 51 bis de la présente loi, des infractions prévues à la présente section.

La personne morale encourt les peines prévues à l'article 18 bis de la présente loi ».

« Art. 303 bis 12. — Le consentement de la victime est sans effet, lorsque l'auteur utilise un des moyens énoncés à l'article 303 bis 4 (alinéa 1er) de la présente loi ».

« Art. 303 bis 13. — La tentative des délits prévus par la présente section est punie des mêmes peines prévues pour l'infraction consommée ».

« Art. 303 bis 14. — En cas de condamnation pour les infractions prévues à la présente section, la juridiction prononce, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, la confiscation des moyens qui ont servi à l'exécution de ces infractions ainsi que les biens obtenus de façon illicite ».

« Art. 303 bis 15. — Les dispositions de l'article 60 bis relatives à la période de sûreté sont applicables aux infractions prévues à la présente section ».

Art. 5. — Le chapitre I du titre II du livre troisième de la deuxième partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété par une section *V bis 1* intitulée « trafic d'organes », comportant les articles 303 bis 16, 303 bis 17, 303 bis 18, 303 bis 19, 303 bis 20, 303 bis 21, 303 bis 22, 303 bis 23, 303 bis 24, 303 bis 25, 303 bis 26, 303 bis 27, 303 bis 28 et 303 bis 29 rédigés ainsi qu'il suit :

## DEUXIEME PARTIE

### INCRIMINATION

#### LIVRE TROISIEME

### CRIMES ET DELITS ET LEUR SANCTION

#### TITRE II

### CRIMES ET DELITS CONTRE LES PARTICULIERS

#### Chapitre I

### Crimes et délits contre les personnes

#### « Section V bis 1

#### *Le trafic d'organes »*

« Art. 303 bis 16. — Quiconque, en contrepartie d'un avantage financier ou de tout autre avantage de quelque nature qu'il soit, obtient d'une personne l'un de ses organes, est puni d'un emprisonnement de trois (3) ans à dix (10) ans et d'une amende de 300.000 DA à 1.000.000 DA.

Est puni des mêmes peines tout intermédiaire qui encourage ou favorise l'obtention d'un organe prélevé sur une personne ».

« Art. 303 bis 17. — Est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 DA, quiconque prélève un organe sur une personne vivante sans obtenir le consentement conformément aux conditions prévues par la législation en vigueur.

La même peine est prononcée lorsque le prélèvement d'un organe est effectué sur une personne décédée en violation de la législation ».

« Art. 303 bis 18. — Quiconque, procède à des prélèvements de tissus, de cellules ou à la collecte de produits du corps humain, contre le paiement d'une somme d'argent ou l'offre de tout autre avantage de quelque nature qu'il soit, est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Est puni des mêmes peines tout intermédiaire qui encourage ou favorise l'obtention de tissus, de cellules ou de produits prélevés sur une personne ».

« Art. 303 bis 19. — Quiconque prélève un tissu ou des cellules ou collecte un produit sur une personne vivante sans qu'elle ait exprimé son consentement prévu par la législation en vigueur, est puni d'un (1) an à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

La même peine est prononcée lorsqu'en violation des dispositions prévues par la législation en vigueur, le prélèvement d'un tissu, de cellules ou la collecte de produit est effectué sur une personne décédée ».

« *Art. 303 bis 20.* — Sont punies d'un emprisonnement de cinq (5) ans à quinze (15) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.500.000 DA, les infractions prévues aux articles *303 bis 18* et *303 bis 19*, lorsqu'elles sont commises avec l'une des circonstances suivantes :

- lorsque la victime est mineure ou une personne atteinte d'un handicap mental,
- lorsque la profession ou la fonction de l'auteur a facilité la commission de l'infraction,
- lorsque l'infraction est commise par plus d'une personne,
- lorsque l'infraction est commise avec port d'armes ou menace de les utiliser,
- lorsque l'infraction est commise par un groupe criminel organisé ou lorsqu'elle a un caractère transnational.

Sont punies de la réclusion de dix (10) ans à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 DA à 2.000.000 DA, les infractions prévues aux articles *303 bis 16* et *303 bis 17*, lorsqu'elles sont commises avec l'une des circonstances prévues à l'alinéa 1er du présent article ».

« *Art. 303 bis 21.* — La personne condamnée pour l'un des faits punis à la présente section ne bénéficie pas des circonstances atténuantes prévues à l'article 53 de la présente loi ».

« *Art. 303 bis 22.* — La personne physique coupable d'une infraction prévue à la présente section est condamnée à une ou plusieurs des peines complémentaires prévues à l'article 9 de la présente loi ».

« *Art. 303 bis 23.* — L'interdiction de séjour sur le territoire national est prononcée, par la juridiction compétente, à titre définitif ou pour une durée de dix (10) ans au plus, contre tout étranger, condamné pour l'une des infractions prévues à la présente section ».

« *Art. 303 bis 24.* — Est dispensé de la peine encourue celui qui, avant tout commencement d'exécution ou tentative de commission de l'infraction de trafic d'organe, en informe les autorités administratives ou judiciaires.

La peine est réduite de moitié si la dénonciation intervient après la consommation ou la tentative de commission de l'infraction mais avant l'ouverture des poursuites ou après l'ouverture des poursuites, dès lors qu'elle permet l'arrestation des auteurs ou complices de la même infraction.

« *Art. 303 bis 25.* — Quiconque, même astreint au secret professionnel, a connaissance de la commission de l'infraction de trafic d'organe n'en informe pas immédiatement les autorités compétentes est puni d'un (1) an à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Hormis les infractions commises à l'encontre des mineurs de 13 ans, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux parents, collatéraux et alliés de l'auteur jusqu'au quatrième degré inclusivement ».

« *Art. 303 bis 26.* — Pour les infractions prévues à la présente section, la personne morale est déclarée pénalement responsable, dans les conditions prévues à l'article *51 bis* de la présente loi.

La personne morale encourt les peines prévues à l'article *18 bis* de la présente loi ».

« *Art. 303 bis 27.* — La tentative des délits prévus à la présente section, est punie des mêmes peines que l'infraction consommée ».

« *Art. 303 bis 28.* — En cas de condamnation pour les infractions prévues à la présente section, la juridiction prononce, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, la confiscation des moyens qui ont servi à l'exécution de ces infractions ainsi que les biens obtenus de façon illicite ».

« *Art. 303 bis 29.* — Les dispositions de l'article *60 bis* relatives à la période de sûreté sont applicables aux infractions prévues à la présente section ».

Art. 6. — Le chapitre I du titre II du livre troisième de la deuxième partie de l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complété par une section V bis 2 intitulée « Le trafic illicite de migrants » comportant les articles *303 bis 30*, *303 bis 31*, *303 bis 32*, *303 bis 33*, *303 bis 34*, *303 bis 35*, *303 bis 36*, *303 bis 37*, *303 bis 38*, *303 bis 39*, *303 bis 40* et *303 bis 41*, rédigés ainsi qu'il suit :

## DEUXIEME PARTIE

### INCRIMINATION

#### LIVRE TROISIEME

### CRIMES ET DELITS ET LEUR SANCTION

#### TITRE II

### CRIMES ET DELITS CONTRE LES PARTICULIERS

#### Chapitre I

### Crimes et délits contre les personnes

#### « Section V bis 2

#### ***Le trafic illicite de migrants*** »

« *Art. 303 bis 30.* — Est considéré comme trafic illicite de migrants le fait d'organiser la sortie illégale du territoire national d'une personne ou plus afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou tout autre avantage.

Le trafic illicite de migrants est puni d'un emprisonnement de trois (3) ans à cinq (5) ans et d'une amende de 300.000 DA à 500.000 DA ».



« Art. 303 bis 31. — Est puni d'un emprisonnement de cinq (5) ans à dix (10) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 DA, le trafic illicite de migrants prévu à l'article 303 bis 30, ci-dessus, lorsqu'il est commis avec au moins l'une des circonstances suivantes :

- lorsque parmi les migrants se trouvent des personnes mineures,
- lorsque la vie ou la sécurité des migrants est mise en danger ou risque de l'être,
- lorsque les migrants sont soumis à un traitement inhumain ou dégradant ».

« Art. 303 bis 32. — Est puni de la réclusion à temps de dix (10) ans à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 DA à 2.000.000 DA, le trafic illicite de migrants commis avec d'une des circonstances suivantes :

- lorsque la fonction de l'auteur a facilité la commission de l'infraction,
- lorsque l'infraction est commise par plus d'une personne,
- lorsque l'infraction est commise avec port d'armes ou menace de les utiliser,
- lorsque l'infraction est commise par un groupe criminel organisé ».

« Art. 303 bis 33. — La personne physique coupable d'une infraction prévue à la présente section est condamnée à une ou plusieurs des peines complémentaires prévues à l'article 9 de la présente loi ».

« Art. 303 bis 34. — La personne condamnée pour avoir commis l'un des faits punis à la présente section ne bénéficie pas des circonstances atténuantes prévues à l'article 53 de la présente loi ».

« Art. 303 bis 35. — L'interdiction de séjour sur le territoire national est prononcée, par la juridiction compétente à titre définitif ou pour une durée de dix (10) ans au plus, contre tout étranger, condamné pour l'une des infractions prévues à la présente section ».

« Art. 303 bis 36. — Est dispensé de la peine encourue celui qui, avant tout commencement d'exécution ou tentative de commission de l'infraction de trafic illicite de migrant, en informe les autorités administratives ou judiciaires.

La peine est réduite de moitié si la dénonciation intervient après la consommation ou la tentative de commission de l'infraction mais avant l'ouverture des poursuites ou après l'ouverture des poursuites, dès lors qu'elle permet l'arrestation des auteurs ou complices de la même infraction ».

« Art. 303 bis 37. — Quiconque, même astreint au secret professionnel a connaissance de la commission de l'infraction de trafic illicite de migrants et n'en informe pas immédiatement les autorités compétentes est puni d'un (1) an à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Hormis les infractions commises à l'encontre d'un mineur de 13 ans, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux parents, collatéraux et alliés de l'auteur jusqu'au quatrième degré inclusivement ».

« Art. 303 bis 38. — Pour les infractions prévues à la présente section, la personne morale est déclarée pénalement responsable, dans les conditions prévues à l'article 51 bis de la présente loi.

La personne morale encourt les peines prévues à l'article 18 bis de la présente loi ».

« Art. 303 bis 39. — La tentative des délits visés à la présente section est punie de la peine prévue pour l'infraction consommée ».

« Art. 303 bis 40. — En cas de condamnation pour les infractions prévues à la présente section, la juridiction prononce, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, la confiscation des moyens qui ont servi à l'exécution de ces infractions ainsi que les biens obtenus de façon illicite ».

« Art. 303 bis 41. — Les dispositions de l'article 60 bis relatives à la période de sûreté sont applicables aux infractions prévues par la présente section ».

Art. 7. — L'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, susvisée, est complétée par les articles 350 bis 1 et 350 bis 2 rédigés comme suit :

« Art. 350 bis 1. — Est puni d'un emprisonnement de deux (2) ans à dix (10) ans et d'une amende de 200.000 DA à 1.000.000 DA, quiconque commet ou tente de commettre un vol portant sur un bien culturel mobilier protégé ou identifié ».

« Art. 350 bis 2. — La peine est de cinq (5) ans à quinze (15) ans d'emprisonnement et d'une amende de 500.000 DA à 1.500.000 DA, lorsque l'infraction visée à l'article 350 bis 1 susvisé, est commise avec l'une des circonstances suivantes :

- lorsque la fonction de l'auteur a facilité sa commission,
- lorsque l'infraction est commise par plus d'une personne,
- lorsque l'infraction est commise avec port d'armes ou menace de les utiliser,
- lorsque l'infraction est commise par un groupe criminel organisé ou qu'elle revêt un caractère transnational ».

Art. 8 – La présente loi sera publiée ou *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

# **CREDIT A LA CONSOMMATION**

# أوامر

المادة ١١٤ - لا يسلف في الأمانة إلا لشخص طبيعي أو اعتباري مقوم لها  
الشروط المسببة للمؤثر المؤقت لا لفائدة المدين إلا لفائدة  
"الصندوق" أو لذي له لئلا يحمى المدين من الإفلاس... (للدون  
لتغيير...).

ولممدد لهذا الغرض السنين (٥) عند العقد  
المستمرين... ليفي... (٥) المال... (للدون  
لغير محددة).

والرئيس... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
لنصيب العمل المنشأة... (٥) المدين... (٥)  
للحقوق... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

..... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

**المادة ١١٥ -** المعدل... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
الضرائب... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

المادة ١١٦ - يمكن... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للمدين... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
شركات... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للضريبة... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
لن... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
لن... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
العكسية... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
الأعمال...

لحدود... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
لطلاق... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

للتطبيق... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
لتغيير... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

**المادة ١١٧ -** المعدل... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
الضرائب... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للمدين... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

المادة ١١٨ - المعدل... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للدون... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
الطو... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للمو... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

المؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
اليوليوسنة... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
التكميلي... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

إن رئيس الجمهورية،

لن... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
لن...

للمؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
شوال... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للقوانين... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

للمؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
للمؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
والمؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

للمؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

يصدر الأمر الاتي بالتصديق:

## الحكام التمهيدية

**المادة الأولى** - المعدل... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
المؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
والمؤثر... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
الأولي... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)

## الجزء الأول

طرق التوازن المالي ووسائله

## الفصل الأول

الحكام المتعلقة بتنفيذ الميزانية والعمليات المالية

## المادة الأولى

(البيان)

## الفصل الثاني

## الحكام الجبائية

## القسم الأول

الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة

**المادة الأولى** - المعدل... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)  
المباشرة... (٥) المدين... (٥) المدين... (٥)



## ORDONNANCES

**Ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009.**

— — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 122 et 124 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 08-21 du 2 Moharram 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009 ;

Le Conseil des ministres entendu ;

**Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :**

### DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 1er. — La loi n° 08-21 du 2 Moharram 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009 est modifiée et complétée par les dispositions ci-après qui constituent la loi de finances complémentaire pour 2009.

#### PREMIERE PARTIE

#### VOIES ET MOYENS DE L'EQUILIBRE FINANCIER

#### CHAPITRE PREMIER

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU BUDGET ET AUX OPERATIONS FINANCIERES DU TRESOR

(Pour mémoire)

#### CHAPITRE 2

#### DISPOSITIONS FISCALES

#### Section 1

#### Impôts directs et taxes assimilées

Art. 2. — Les dispositions de l'article 13 du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 13. - 1) — Les activités exercées par les jeunes promoteurs d'investissements éligibles à l'aide du « Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes » ..... (sans changement jusqu'à) la mise en exploitation.

Cette période est prorogée de deux (2) années lorsque les promoteurs d'investissements s'engagent à recruter au moins cinq (5) employés à durée indéterminée.

Le non-respect des engagements liés au nombre d'emplois créés entraîne le retrait de l'agrément et le rappel des droits et taxes qui auraient dû être acquittés.

2) .....(le reste sans changement)..... ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 138 bis du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 138 bis. — Les groupes de sociétés tels que définis dans le présent article.....(sans changement jusqu'à).....pour une durée de quatre (4) ans.

Dans le cas où les activités exercées par les sociétés membres du groupe relèvent de taux différents de l'IBS, le bénéfice résultant de la consolidation est soumis à l'impôt au taux de 19%, dans le cas où le chiffre d'affaires relevant de ce taux est prépondérant. Dans le cas contraire, la consolidation des bénéfices est autorisée par catégorie de chiffre d'affaires.

Un arrêté du ministre des finances précisera, en tant que de besoin, les modalités d'application du précédent alinéa.

Pour l'application des dispositions ci-dessus le groupe..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 140 du code des impôts directs et taxes assimilées sont complétées par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« Art. 140. - 1) et 2) ..... (sans changement).....

3) Le bénéfice imposable pour les contrats à long terme portant sur la réalisation de biens, de services ou d'un ensemble de biens ou services dont l'exécution s'étend au moins sur deux (2) périodes comptables ou exercices est acquis exclusivement suivant la méthode comptable à l'avancement indépendamment de la méthode adoptée par l'entreprise en la matière, et ce, quel que soit le type de contrats, contrat à forfait ou contrat en régie.

Est requise, à ce titre, l'existence d'outils de gestion, de système de calcul de coûts et de contrôle interne permettant de valider le pourcentage d'avancement et de réviser, au fur et à mesure de l'avancement, des estimations de charges de produits et de résultats.

Le bénéfice des entreprises de promotion immobilière est dégagé suivant la méthode de comptabilisation des charges et produits des opérations à l'avancement ».

Art. 5. — Les dispositions de l'article 141 du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 141. - 1) et 2) ....(sans changement).....

3) Les amortissements réellement effectués ... (sans changement jusqu'à) de commerce ou d'exploitation prévus par voie réglementaire, et conformément aux dispositions de l'article 174.

Art. 67. — L'accomplissement de la formalité de domiciliation bancaire des opérations d'importation doit être préalable à la réalisation de celles-ci, à leur règlement financier ainsi qu'à leur dédouanement.

Art. 68. — Les procédures et formalités auxquelles sont soumis les exportateurs algériens dans les autres pays peuvent être mises en application en Algérie, à titre de réciprocité, à l'égard des exportateurs de ces pays.

Art. 69. — Le paiement des importations s'effectue obligatoirement au moyen du seul crédit documentaire.

L'autorité monétaire et le ministre chargé des finances préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application des dispositions du présent article.

Art. 70. — A compter de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 2012, les sociétés interbancaires de gestion d'actifs et les sociétés de recouvrement de créances, bénéficient des avantages ci-après :

— exemption des droits d'enregistrement au titre de leur constitution ;

— exemption des droits d'enregistrement de la taxe de publicité foncière au titre des acquisitions immobilières entrant dans le cadre de leur constitution ;

— exemption des droits de douanes et de la franchise de la taxe sur la valeur ajoutée ;

— exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et de la taxe sur l'activité professionnelle pendant une période de trois (3) ans à compter de la date du début de l'exercice de l'activité.

Art. 71. — Les dispositions de l'article 145 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 145-2 bis. — Les appelés ayant subi pendant la période du service national, de maintien ou de rappel, des dommages corporels lors d'opérations de maintien de l'ordre ou de lutte anti-terroriste ou par suite d'actes de terrorisme ou d'accidents survenus dans le cadre de la lutte anti-terroriste perçoivent au titre du budget de l'Etat une pension de retraite militaire dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 76-106 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code des pensions militaires.

La pension de retraite est calculée sur la base des émoluments et grades correspondants ayant servi d'assiette de calcul à la pension mensuelle.

Les modalités d'application du présent article seront précisées, en tant que de besoin, par voie réglementaire ».

Art. 72. — « Sont exonérés des droits et taxes les équipements acquis sur le marché local ou importés destinés aux activités de la recherche scientifiques et du développement technologique destinés aux centres, établissements et autres entités de recherche habilités et agréés conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les modalités d'application du présent article sont définies par voie réglementaire ».

Art. 73. — Les dispositions de l'article 153 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, modifié et complété, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 153. — Nonobstant les autorisations ..... (sans changement jusqu'à) sont payables :

a) sans ordonnancement préalable les dépenses ci-après :

— les paiements résultant de l'exécution des décisions relatives à l'indemnisation de la détention provisoire et de l'erreur judiciaire, rendues conformément aux articles 137 bis et suivant, 531 bis et 531 bis 1 de l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale, par la commission d'indemnisation instituée au niveau de la Cour suprême.

b) sans ordonnancement les dépenses ci-après :

— les pensions ..... (sans changement jusqu'à) les frais et fonds spéciaux.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire ».

Art. 74. — L'actionnariat national dans les sociétés d'importation peut être porté par une participation publique.

Il peut être créé, conformément à la législation en vigueur, une société de gestion des participations, chargée de l'acquisition de parts dans le cadre du minimum légal de l'éventuelle participation publique dans le capital social des sociétés de commerce extérieur.

Les modalités d'application du présent article seront précisées, en tant que de besoin, par voie réglementaire.

Art. 75. — Les banques ne sont autorisées à accorder des crédits aux particuliers que dans le cadre des crédits immobiliers.

Les modalités d'application du présent article seront précisées, en tant que de besoin, par voie réglementaire.

Art. 76. — Le conseil des participations de l'Etat (CPE), peut charger le Fonds national d'investissement de :

— créer des filiales ;

— prendre des participations dans des sociétés existantes ou à créer ;

— financer des projets d'investissement et fixer les conditions de financement de ces projets.

- وبمقتضى الأمر رقم 75-59 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 03-03 المؤرخ في 19 جمادى الأولى عام 1424 الموافق 19 يوليو سنة 2003 والمتعلق بالمنافسة، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 03-11 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 26 غشت سنة 2003 والمتعلق بالنقد والقرض، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 04-02 المؤرخ في 5 جمادى الأولى عام 1425 الموافق 23 يونيو سنة 2004 الذي يحدد القواعد المطبقة على الممارسات التجارية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 04-08 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1425 الموافق 14 غشت سنة 2004 والمتعلق بشروط ممارسة الأنشطة التجارية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 07-01 المؤرخ في 9 صفر عام 1428 الموافق 27 فبراير سنة 2007 والمتعلق بتعاونيات الادخار والقرض،

- وبمقتضى الأمر رقم 09-01 المؤرخ في 29 رجب عام 1430 الموافق 22 يوليو سنة 2009 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009، لا سيما المادة 75 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش، لا سيما المادة 20 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 14-10 المؤرخ في 8 ربيع الأول عام 1436 الموافق 30 ديسمبر سنة 2014 والمتضمن قانون المالية لسنة 2015، لا سيما المادة 88 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 14-145 المؤرخ في 28 جمادى الثانية عام 1435 الموافق 28 أبريل سنة 2014 والمتضمن تعيين الوزير الأول،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 14-154 المؤرخ في 5 رجب عام 1435 الموافق 5 مايو سنة 2014 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-327 المؤرخ في 20 ذي القعدة عام 1434 الموافق 26 سبتمبر سنة 2013 الذي يحدد شروط وكيفيات وضع ضمان السلع والخدمات حيز التنفيذ،

أفراد عائلاتهم، بتحديد مبالغ مالية لتسديد الأعباء والتكاليف والتعويضات التي تدفع لقاء الخدمات، لا سيما تلك المتعلقة بالغذاء، واللباس، والإيجار أو دفع أقساط رهن للمنزل العائلي، والدواء والمصاريف المتعلقة بالعلاج والصحة، والضرائب، وأقساط التأمين الإجبارية، والغاز والكهرباء ومصاريف الاتصال وكذا بعض المصاريف غير المتوقعة.

وفي كل الأحوال، تطبق الإجراءات ذات الصلة المنصوص عليها في قرارات مجلس الأمن لمنظمة الأمم المتحدة عند تطبيق أحكام الفقرة السابقة.

**المادة 8 :** دون الإخلال بالعقوبات الجزائية، يتعرض الخاضعون المخالفون لأحكام هذا المرسوم إلى الجزاءات الأخرى المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما.

**المادة 9 :** تلغى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 318-13 المؤرخ في 10 ذي القعدة عام 1434 الموافق 16 سبتمبر سنة 2013 والمتعلق بإجراءات الكشف عن الأموال والأموال الأخرى وتحديد موقعها وتجميدها في إطار مكافحة تمويل الإرهاب.

**المادة 10 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 23 رجب عام 1436 الموافق 12 مايو سنة 2015.

مبد المالك سلال



**مرسوم تنفيذي رقم 15-114 مؤرخ في 23 رجب عام 1436 الموافق 12 مايو سنة 2015، يتعلق بشروط وكيفيات العروض في مجال القرض الاستهلاكي.**

إنّ الوزير الأول،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير المالية ووزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85-3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 75-58 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 والمتضمن القانون المدني، المعدل والمتمم،

- **معدل الفائدة الفعلي الإجمالي** : المعدل السنوي المعبر عنه بنسبة مائوية ويضم فيما يخص كل قرض مستوفى الفوائد والمصاريف والاقتطاعات أو التعويضات المرتبطة بالحصول على هذا القرض.

**المادة 3** : تطبق أحكام هذا المرسوم على القروض الممنوحة للخواص والتي تكون مدتها أكثر من ثلاثة (3) أشهر ولا تتعدى ستين (60) شهرا.

## الفصل الثاني

### تاهيل المؤسسات والمنتجات

**المادة 4** : المتعاملون الذين تكون منتجاتهم مؤهلة للقرض الاستهلاكي هم الذين :

- يمارسون نشاط إنتاج على الإقليم الوطني،
- ينتجون أو يركبون سلعا موجهة للبيع إلى الخواص.

يمكن أن تستجيب السلع المؤهلة إلى معدل إدماج يحدد عند الحاجة، بقرار مشترك بين الوزير المكلف بحماية المستهلك والوزير المعني.

## الفصل الثالث

### مرض القرض

**المادة 5** : يجب أن يتضمن عرض القرض الاستهلاكي معلومات صحيحة ونزيهة توضح على الخصوص عناصر العرض وكيفية الحصول عليه وكذا حقوق وواجبات أطراف عقد القرض.

يوجه منح القرض الاستهلاكي للمواطنين المقيمين دون سواهم.

**المادة 6** : يجب أن يسبق كل عقد قرض بعرض مسبق للقرض، من شأنه السماح للمقترض بتقييم طبيعة ومدى الالتزام المالي الذي يمكنه اكتتابه وكذا شروط تنفيذ العقد.

**المادة 7** : يجب أن يبين كل عرض للقرض الاستهلاكي، على الخصوص، ما يأتي :

- تعيين الأطراف،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-378 المؤرخ في 5 محرم عام 1435 الموافق 9 نوفمبر سنة 2013 الذي يحدد الشروط والكيفيات المتعلقة بإعلام المستهلك،

- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي :

## الفصل الأول

### مجال التطبيق

**المادة الأولى** : تطبقا لأحكام المادة 75 من الأمر رقم 09-01 المؤرخ في 29 رجب عام 1430 الموافق 22 يوليو سنة 2009، المعدل والمتمم والمادة 20 من القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمذكورين أعلاه، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد شروط وكيفيات حصول العائلات على القرض الاستهلاكي الموجه للسلع، في إطار إنعاش النشاطات الاقتصادية.

**المادة 2** : بغض النظر عن التعريفات المكرسة بموجب التشريع والتنظيم المعمول بهما، يقصد في مفهوم هذا المرسوم بما يأتي :

- **القرض الاستهلاكي** : كل بيع لسلعة يكون الدفع فيه على أقساط، مؤجلا أو مجزأ،

- **عقد القرض** : عقد يقبل بموجبه بائع أو مقرض أو يلتزم بالقبول تجاه مستهلك بقرض في شكل أجل دفع سلفة أو أي دفع بالتقسيم مماثل،

- **التكلفة الكلية للقرض** : كل تكاليف القرض بما فيها الفوائد والمصاريف الأخرى المرتبطة مباشرة بعقد القرض،

- **الخواص** : كل شخص طبيعي يقتني سلعة لهدف خاص خارج عن نشاطاته التجارية، المهنية أو الحرفية،

- **الديونية** : وضعية تراكم الديون المتميزة باستحالة الدفع الواضحة من المستهلك حسن النية لمواجهة مجموع ديونه غير المهنية الواجبة والمستحقة الدفع، ما يحدث اختلالا في ميزانيته لا يسمح له بمواجهة كل مستحقات دفعه،



**المادة 12 :** لا تسري آثار عقد البيع، إذا :

- لم يعلم المقترض البائع بتخصيص القرض في أجل ثمانية (8) أيام عمل، ابتداء من تاريخ تبليغ الموافقة على الحصول على القرض،
- مارس المقترض حقه في العدول ضمن الآجال المحددة له.

يبقى عقد البيع صحيحا إذا دفع المشتري نقدا المبلغ المستحق كله قبل انقضاء الثمانية (8) أيام المبينة أعلاه.

**المادة 13 :** لا يمكن أن يستلم البائع من

المشتري أي دفع آخر في شكل من الأشكال ولا إيداع زيادة على الجزء من الثمن الذي وافق المشتري على دفعه نقدا، ما لم يبرم العقد المتعلق بعملية القرض نهائيا.

عندما يمضي المشتري رخصة الاقترع من حساب بنكي أو بريدي، فإن صلاحيتها والأخذ الفعلي بها تكون مرتبطة بعقد البيع. وفي حالة دفع جزء من الثمن نقدا فإنه يجب على البائع أن يسلم المشتري وصل استلام بالدفع.

**المادة 14 :** عندما يتم بيع المنتج على مستوى

المنزل فإن مدة العدول تكون سبعة (7) أيام عمل مهما يكن تاريخ التسليم أو تقديم السلعة.

لا يمكن إجراء أي دفع نقدي قبل انتهاء هذه المدة.

### الفصل الخامس

#### التسديد المسبق للقرض وتخلف المقترض من الدفع

**المادة 15 :** يمكن المقترض تسديد كل القرض أو جزء

منه مسبقا، قبل انتهاء مدة عقد القرض.

يكون كل بند في عقد القرض يخالف هذه الأحكام

عديم الأثر.

**المادة 16 :** لا يمكن أن يفوق المبلغ الشهري الإجمالي

لتسديد القرض المتعاقد عليه من طرف المقترض، بأي حال من الأحوال، 30% من المداخيل الشهرية الصافية المتحصل عليها بانتظام، وذلك تفاديا لمديونية الزبون الزائدة.

- الموضوع والمدة والمبلغ الخام والصافي للقرض وكيفيات التسديد، والأقساط وكذا نسبة الفوائد الإجمالية،

- الشروط المؤهلة للقرض والملف المطلوب للحصول على القرض،

- الضمانات المقدمة من المقترض أو البائع،

- حقوق وواجبات البائع والمقرض والمقترض وكذا التدابير المطبقة في حالة إخلال الأطراف.

### الفصل الرابع

#### مقد القرض

**المادة 8 :** لا تسري واجبات المقترض إلا ابتداء من

تسليم السلعة التي استوفى القرض من أجلها.

وفي حالة عقد بيع بتنفيذ متوال، فإن واجبات المقترض تسري ابتداء من بداية تسليم السلعة وتتوقف في حالة انقطاع هذا التسليم.

**المادة 9 :** في حالة فسخ العقد من طرف البائع،

فإنه يلتزم بتعويض المقترض بناء على طلب مكتوب مع وصل استلام عن المبلغ كله الذي دفعه له المشتري كتسبيق على السعر في أجل لا يتجاوز ثلاثين (30) يوما، دون المساس بالأحكام المتعلقة بالتعويضات عن الأضرار إزاء المقرض والمقترض طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

**المادة 10 :** لا يمكن اكتتاب أي التزام من

طرف المشتري تجاه البائع في إطار القرض الاستهلاكي ما لم يتحصل هذا الأخير على الموافقة المسبقة للقرض.

يجب أن يحدد عقد البيع إذا كان القرض يغطي جزئيا أو كليا مبلغ السلعة موضوع المعاملة.

**المادة 11 :** لا يلزم البائع بتسليم أو تمويل السلعة

موضوع العقد إلا بعد إخطاره من طرف المشتري بتحصله على القرض.

غير أنه يتاح للمشتري أجل للعدول مدته ثمانية (8) أيام عمل، تحسب من تاريخ إمضاء العقد، طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

**المادة 18 :** تحدد كفاءات تطبيق هذا المرسوم، عند الحاجة، بقرار من الوزير المكلف بحماية المستهلك والوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالصناعة.

**المادة 19 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 23 رجب عام 1436 الموافق 12 مايو سنة 2015.

عبد المالك سلال

يجب أن يتحقق المقرض عند تقديم القرض المطلوب من المقرض، من احترام أحكام المواد 3 و4 و5 و6 أعلاه.

### الفصل السادس

### أحكام ختامية

**المادة 17 :** تخضع العمليات المنصوص عليها في أحكام هذا المرسوم إلى رقابة الأعوان المؤهلين طبقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما.

## مراسيم فردية

- عبد القادر طويل، في ولاية البليدة،
- الصادق سعادنة، في ولاية البويرة،
- جزيرة أنتيتان، في ولاية تيزي وزو،
- رابح خالفي، في ولاية الجلفة،
- بن يوسف بدراني، في ولاية المدية،
- عبد الناصر أعراب، في ولاية بومرداس.



**مراسيم رئاسية مؤرخة في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015، تتضمن إنهاء مهام مديريين لمعهد التكوين المهني.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015 تنهى مهام السيدين الآتي اسماهما بصفتهما مديريين لمعهد التكوين المهني، لتكليف كل منهما بوظيفة أخرى :

- لونس قاسم، ببطر خادم، ولاية الجزائر،
- أحمد دحماني، بورقلة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015 تنهى مهام السيد عبد القادر بالبكوش، بصفته مديرا لمعهد التكوين المهني بسيدي بلعباس، لتكليفه بوظيفة أخرى.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015، يتضمن إنهاء مهام بوزارة التكوين والتعليم المهنيين.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015 تنهى مهام السيدين الآتي اسماهما بوزارة التكوين والتعليم المهنيين، لإحالتهم على التقاعد :

- أرزقي عقاد، بصفته مكلفا بالدراسات والتلخيص،
- سيد علي كايوش، بصفته نائب مدير للمهنيين.



**مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015، يتضمن إنهاء مهام مديريين للتكوين المهني في الولايات.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 11 رجب عام 1436 الموافق 30 أبريل سنة 2015 تنهى مهام السيدة والسادة الآتية أسماؤهم بصفته مديريين للتكوين المهني في الولايات الآتية، لتكليفهم بوظائف أخرى :

- محمد بلقيدوم، في ولاية باتنة،

L'arrêté de gel et/ou saisie pris par le ministre chargé des finances, conformément à la loi n° 05-01 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005, susvisée, est immédiatement publié sur le site web institutionnel de « l'organe spécialisé ».

Sans préjudice des autres moyens légaux de notification, la publication, sur le site web institutionnel de « l'organe spécialisé » de l'arrêté du ministre chargé des finances vaut notification, aux assujettis, de l'ordre de gel et/ou saisie des fonds et biens des personnes, groupes et entités figurant sur ladite liste.

Art 3. — Les demandes émanant des Etats dans le cadre de la résolution 1373 (2001) du conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies, relatives au gel et/ou saisie des fonds et biens cités à l'article 2 ci-dessus, sont adressées par le ministère des affaires étrangères à « l'organe spécialisé » qui les transmet, immédiatement, au procureur de la République près le tribunal d'Alger.

L'ordonnance de gel et/ou saisie prise par le président du tribunal d'Alger, conformément à la loi n° 05-01 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005, susvisée, est publiée immédiatement sur le site web institutionnel de « l'organe spécialisé ».

Sans préjudice des autres moyens légaux de notification, la publication, sur le site web institutionnel de « l'organe spécialisé », de l'ordonnance du président du tribunal vaut notification, aux assujettis, de l'ordre de gel et/ou saisie des fonds et biens des personnes, groupes et entités concernés.

Art. 4. — La gestion des fonds gelés et/ou saisis est confiée à l'agence judiciaire du Trésor.

Art. 5. — Les assujettis ont l'obligation de vérifier, sur le site web institutionnel de « l'organe spécialisé », si les personnes, groupes ou entités listés font partie de leur clientèle.

Dans ce cas, ils doivent immédiatement appliquer les mesures de gel et/ou saisie et en informer « l'organe spécialisé ».

Si la vérification des fichiers des clients révèle un examen négatif, ils doivent également informer « l'organe spécialisé ».

Lors de chaque entrée en relation d'affaires, ainsi que lors de la réalisation d'une opération ponctuelle avec de nouveaux clients, il y a lieu de s'assurer que le client, ses mandataires éventuels et ses bénéficiaires effectifs ne sont pas des personnes, groupes et entités dont les noms sont listés sur le site web institutionnel de « l'organe spécialisé ».

Dans le cas où leur noms figurent sur la liste, ils doivent s'abstenir d'exécuter toute opération les concernant et en informer immédiatement « l'organe spécialisé ».

Art. 6. — Les personnes, groupes et entités désignés sont informés, par « l'organe spécialisé », des procédures prévues par les résolutions du conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies relatives aux requêtes tendant au retrait de la liste.

En cas de radiation de la liste des sanctions, les assujettis sont informés de la décision de radiation. La procédure de levée du gel et/ou saisie des fonds et biens est, immédiatement, ordonnée dans les mêmes formes prescrites pour le gel et/ou saisie,

Art. 7. — L'autorisation faite aux personnes, groupes et entités, afin de leur permettre l'accès à une partie des fonds et biens gelés et/ou saisis en vue de couvrir leurs besoins essentiels et ceux des membres de leur famille, conformément à la loi n° 05-01 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005, susvisée, porte sur le paiement de certains types de charges, de frais et de rémunérations de services notamment l'alimentation, l'habillement, le loyer, ou le remboursement hypothécaire du domicile familial, les médicaments, les honoraires et frais de soin et de santé, les taxes et primes d'assurances obligatoires, le gaz, l'électricité, les frais de télécommunication, ainsi que certaines dépenses extraordinaires.

Dans tous les cas, il est fait application des procédures prévues par les résolutions du conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies y afférentes.

Art. 8. — Sans préjudice des sanctions pénales, le non-respect des dispositions du présent décret expose les assujettis aux autres sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 9. — Sont abrogées les dispositions du décret exécutif n° 13-318 du 10 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 16 septembre 2013 relatif à la procédure d'identification, de localisation et de gel des fonds et autres biens dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Rajab 1436 correspondant au 12 mai 2015.

Abdelmalek SELLAL.

-----★-----

**Décret exécutif n° 15-114 du 23 Rajab 1436 correspondant au 12 mai 2015 relatif aux conditions et aux modalités d'offres en matière de crédit à la consommation.**

-----

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n°75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 03-03 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence ;

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit ;

Vu la loi n° 04-02 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004, modifiée et complétée, fixant les règles applicables aux pratiques commerciales ;

Vu la loi n° 04-08 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, modifiée et complétée, relative aux conditions d'exercice des activités commerciales ;

Vu la loi n° 07-01 du 9 Safar 1428 correspondant au 27 février 2007 relative aux coopératives d'épargne et de crédit ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 75 ;

Vu la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 14-10 du 8 Rabie El Aouel 1436 correspondant au 30 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015, notamment son article 88 ;

Vu le décret présidentiel n°14-145 du 28 Joumada Ethania 1435 correspondant au 28 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 14-154 du 5 Rajab 1435 correspondant au 5 mai 2014 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n°13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013 fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre de la garantie des biens et des services ;

Vu le décret exécutif n°13-378 du 5 Moharram 1435 correspondant au 9 novembre 2013 fixant les conditions et modalités relatives à l'information du consommateur ;

Après approbation du Président de la République ;

**Décète :**

#### CHAPITRE 1er

##### CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 75 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009, modifiée et complétée, et l'article 20 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisées, le présent décret a pour objet de définir les conditions et les modalités d'octroi du crédit à la consommation aux ménages, destiné aux biens, dans le cadre de la relance des activités économiques.

Art. 2. — Nonobstant les définitions consacrées par la législation et la réglementation en vigueur, il est entendu, au sens du présent décret, par :

— **crédit à la consommation** : toute vente de bien dont le paiement est échelonné, différé ou fractionné ;

— **contrat de crédit** : un contrat en vertu duquel un vendeur ou un prêteur consent ou s'engage à consentir à un consommateur un crédit, sous la forme d'un délai de paiement d'un prêt ou de toute autre facilité de paiement similaire ;

— **coût total du crédit** : tous les coûts du crédit y compris les intérêts et les autres frais directement liés au contrat de crédit ;

— **particuliers** : Toute personne physique qui, pour l'acquisition d'un bien agit dans un but privé en dehors de ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales ;

— **surendettement** : situation d'accumulation de dettes caractérisée par l'impossibilité de paiement manifeste pour le consommateur de bonne foi de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles exigibles et à échoir, créant un déséquilibre de son budget ne lui permettant plus de faire face à toutes ses échéances de paiement ;

— **taux d'intérêt effectif global** : taux annuel exprimé en pourcentage comprenant, pour un crédit donné, les intérêts proprement dits, les frais, commissions ou rémunérations liés à l'octroi de ce crédit.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux crédits accordés aux particuliers dont la durée est supérieure à trois (3) mois et n'excédant pas les soixante (60) mois.

#### CHAPITRE 2

##### ELIGIBILITE DES ENTREPRISES ET DES PRODUITS

Art. 4. — Les opérateurs dont les produits sont éligibles au crédit à la consommation sont ceux qui :

— exercent une activité de production sur le territoire national ;

— produisent ou assemblent des biens destinés à la vente aux particuliers.

Les biens éligibles peuvent répondre à un taux d'intégration fixé, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection du consommateur et du ministre concerné.

#### CHAPITRE 3

##### L'OFFRE DE CREDIT

Art. 5. — L'offre de crédit à la consommation doit comporter des informations sincères et loyales précisant notamment les éléments de l'offre, les modalités de son octroi ainsi que les droits et obligations des parties au contrat de crédit.

L'octroi du crédit à la consommation est réservé exclusivement aux nationaux résidents.

Art. 6. — Tout contrat de crédit doit être précédé d'une offre préalable de crédit, devant permettre à l'emprunteur d'apprécier la nature et la portée de l'engagement financier auquel il peut souscrire ainsi que les conditions d'exécution du contrat.

Art. 7. — Tout offre de crédit à la consommation doit indiquer notamment :

- la désignation des parties ;
- l'objet, la durée, les montants brut et net du crédit et les modalités de remboursement, les échéances ainsi que le taux d'intérêt global ;
- les conditions d'éligibilité au crédit et le dossier requis pour l'obtention du crédit ;
- les garanties offertes par le prêteur ou le vendeur ;
- les droits et obligations du vendeur, du prêteur et de l'emprunteur ainsi que les mesures applicables en cas de défaillance des parties.

#### CHAPITRE 4 CONTRAT DE CREDIT

Art. 8. — Les obligations de l'emprunteur ne prennent effet qu'à compter de la livraison du bien pour lequel le crédit est affecté.

En cas de contrat de vente à exécution successive, les obligations de l'emprunteur prennent effet à compter du début de la livraison du bien et cessent en cas d'interruption de celle-ci.

Art. 9. — En cas de résiliation du contrat du fait du vendeur, celui-ci est tenu de rembourser à l'emprunteur, sur demande écrite avec accusé de réception, la totalité de la somme que l'acheteur lui aurait avancée sur le prix, dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours, sans préjudice des dispositions relatives aux dommages et intérêts vis-à-vis du prêteur et de l'emprunteur conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 10. — Aucun engagement ne peut être souscrit par l'acheteur auprès du vendeur dans le cadre du crédit à la consommation, tant que celui-ci n'a pas obtenu l'accord préalable de crédit.

Le contrat de vente doit préciser si le crédit couvre partiellement ou en totalité le montant du bien objet de la transaction.

Art. 11. — Le vendeur n'est tenu de livrer ou de fournir le bien objet du contrat qu'une fois avisé, par l'acheteur, de l'octroi du crédit.

Toutefois, l'acheteur dispose d'un délai de rétractation de huit (8) jours ouvrables, à compter de la date de signature du contrat, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le contrat de vente, ne produit pas ses effets, lorsque :

- l'emprunteur n'a pas informé le vendeur de l'attribution du crédit dans le délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la date de notification de l'accord d'octroi de crédit ;
- l'emprunteur a exercé son droit de rétractation dans les délais qui lui sont impartis.

Le contrat de vente demeure valide si, avant l'expiration du délai de huit (8) jours prévu ci-dessus, l'acheteur paie au comptant la totalité de la somme due.

Art. 13. — Le vendeur ne peut recevoir, de la part de l'acheteur, aucun autre paiement sous quelque forme que ce soit, ni dépôt, en sus de la partie du prix que l'acheteur a acceptée de payer au comptant, tant que le contrat relatif à l'opération de crédit n'est pas définitivement conclu.

Lorsqu'une autorisation de prélèvement sur compte bancaire ou postal est signée par l'acheteur, sa validité et sa prise d'effet sont subordonnées à celles du contrat de vente. En cas de paiement d'une partie du prix au comptant, le vendeur doit remettre à l'acheteur un récépissé valant reçu de versement.

Art. 14. — Lorsque la vente de bien s'effectue à domicile, le délai de rétractation est de sept (7) jours ouvrables, quelle que soit la date de livraison ou de fourniture du bien.

Aucun paiement comptant ne peut intervenir avant l'expiration de ce délai.

#### CHAPITRE 5 REMBOURSEMENT ANTICIPE DU CREDIT ET DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR

Art. 15. — L'emprunteur a la possibilité de rembourser tout ou partie de son crédit par anticipation, avant le terme prévu contractuellement.

Toute clause du contrat de crédit contraire à cette disposition est sans effet.

Art. 16. — Le montant mensuel global de remboursement du crédit contracté par l'emprunteur, ne peut en aucun cas, dépasser 30% des revenus mensuels nets régulièrement perçus, afin d'éviter le surendettement du client.

Le prêteur doit s'assurer au moment de l'octroi du crédit demandé par l'emprunteur que les dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 ci-dessus, sont respectées.

#### CHAPITRE 6 DISPOSITIONS FINALES

Art. 17. — Les opérations prévues par le présent décret sont soumises au contrôle par les agents habilités conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 18. — Les modalités d'application du présent décret sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur, du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'industrie.

Art. 19. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Rajab 1436 correspondant au 12 mai 2015.

Abdelmalek SELLAL.

**المادة 18 :** تلغى أحكام المرسوم التنفيذي رقم 96-124 المؤرخ في 18 ذي القعدة عام 1416 الموافق 6 أبريل سنة 1996 الذي يحدد تشكيل اللجنة الوطنية للرياضة ذات المستوى العالي ويضبط تنظيمها وعملها.

**المادة 19 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 22 ربيع الأول عام 1437 الموافق 3 يناير سنة 2016.

**عبد المالك سلال**

**المادة 16 :** ترسل اللجنة الوطنية لرياضة النخبة والمستوى العالي وكشف المواهب الرياضية، كل سنة، إلى الوزير المكلف بالرياضة تقريرا عن أنشطتها وكذا عن وضعية رياضة النخبة والمستوى العالي.

**المادة 17 :** تقيد النفقات الضرورية لسير اللجنة الوطنية لرياضة النخبة والمستوى العالي وكشف المواهب الرياضية بعنوان ميزانية وزارة الشباب والرياضة.

## مراسيم فردية

- عمر قناوي، نائبا عاما لدى المجلس.

**مجلس قضاء خنشلة :**

- إسماعيل بن عمارة، رئيسا للمجلس،

- فضيل لكحل، نائبا عاما لدى المجلس.

**مجلس قضاء ميله :**

- عبد المالك بوبترة، رئيسا للمجلس،

- عبد المجيد جباري، نائبا عاما لدى المجلس.

**مرسوم رئاسي مؤرخ في 19 ربيع الأول عام 1437 الموافق 31 ديسمبر سنة 2015، يتضمن التعيين بالمجالس القضائية.**

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 19 ربيع الأول عام 1437 الموافق 31 ديسمبر سنة 2015، تعين السيدة والسادة الآتية أسماؤهم بالمجالس القضائية الآتية :

**مجلس قضاء الطارف :**

- نصيرة بوحدوي، رئيسة للمجلس،

## قرارات، مقررات، آراء

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95-54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02-453 المؤرخ في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002 الذي يحدد صلاحيات وزير التجارة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 14-241 المؤرخ في أول ذي القعدة عام 1435 الموافق 27 غشت سنة 2014 الذي يحدد صلاحيات وزير الصناعة والменاجم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 15-114 المؤرخ في 23 رجب عام 1436 الموافق 12 مايو سنة 2015 والمتعلق بشروط وكيفيات العروض في مجال القرض الاستهلاكي،

### وزارة الصناعة والمناجم

**قرار وزاري مشترك مؤرخ في 19 ربيع الأول عام 1437 الموافق 31 ديسمبر سنة 2015، يحدد شروط وكيفيات العروض في مجال القرض الاستهلاكي.**

إن وزير المالية،

ووزير الصناعة والمناجم،

ووزير التجارة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15-125 المؤرخ في 25 رجب عام 1436 الموافق 14 مايو سنة 2015 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،

**يقررون ما يأتي :**

**المادة الأولى :** تعد مؤهلة للاستفادة من القرض الاستهلاكي المنتجات التي تصنعها المؤسسات الممارسة لنشاط الإنتاج فوق التراب الوطني، التي تقوم بإنتاج وتركيب السلع الموجهة للخواص في الجزائر.

**المادة 2 :** يجب على المؤسسات، كما هي محددة في المادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 15-114 المؤرخ في 23 رجب عام 1436 الموافق 12 مايو سنة 2015 والمذكور أعلاه، التي ترغب في الانضمام لهذا الجهاز، التقرب من بنك تختاره لإتمام الإجراءات اللازمة للاستفادة من القرض الاستهلاكي.

**المادة 3 :** يشترط في منح القرض الاستهلاكي، تقديم فاتورة باسم المستفيد، مرفقة بشهادة تمنحها المؤسسة الممارسة لنشاط الإنتاج فوق التراب الوطني، لتثبت أن السلعة التي هي موضوع طلب القرض، تنتج أو تتركب في الجزائر.

**المادة 4 :** يرفق هذا القرار بقائمة السلع المؤهلة للقرض الاستهلاكي.

**المادة 5 :** يتم تحيين قائمة السلع المؤهلة للقرض، عند الحاجة، بناء على الطلبات التي تقدمها المؤسسات، وتصادق عليها لجنة وزارية مشتركة (المالية والصناعة والمناجم والتجارة) يتم إنشاؤها لهذا الغرض.

**المادة 6 :** ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 19 ربيع الأول عام 1437 الموافق 31 ديسمبر سنة 2015.

وزير الصناعة والمناجم  
عبد السلام بوشوارب

وزير المالية  
عبد الرحمان بن خليفة

وزير التجارة  
بختي بلعاب

**الملحق****نشاطات ونوع المواد المؤهلة للقرض الاستهلاكي**

نوع المواد	النشاطات
- السيارات السياحية - الدرجات النارية وثلاثية العجلات	تصنيع السيارات والدراجات النارية
- الحواسيب، وباقي العتاد المعلوماتي وملحقاته	تصنيع أجهزة المكتبية ومعالجة المعلومات
- الهواتف والهواتف الخلوية والألواح الإلكترونية	تصنيع الهواتف والألواح الإلكترونية والهواتف الذكية
- أجهزة التلفزيون، الفيديو، الصوت (mp3)، آلات التصوير، الكاميرات الرقمية، أجهزة التدفئة، المكيفات الهوائية، المبردات - معدات المطبخ المنزلي - معدات الغسيل المنزلي - الأجهزة الكهرومنزلية الصغيرة	تصنيع الأجهزة الإلكترونية ومختلف الأجهزة الكهرومنزلية
- الأثاث، جميع الأثاث الخشبي وملحقاته أو كل ما له صلة بالاستخدام المنزلي	الإنتاج الصناعي لجميع الأثاث الخشبي للاستخدام المنزلي
- صناعة أقمشة المفروشات، السجاد، البساط والأغطية	صناعة النسيج والجلود
- الخزف والخزف الصحي	مواد البناء

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES

#### Arrêté interministériel du 19 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 31 décembre 2015 fixant les conditions et modalités d'offres en matière de crédit à la consommation.

Le ministre des finances,  
Le ministre de l'industrie et des mines,  
Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 14-241 du Aouel Dhou El Kaâda 1435 correspondant au 27 août 2014 fixant les attributions du ministre de l'industrie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 15-114 du 23 Rajab 1436 correspondant au 12 mai 2015 relatif aux conditions et modalités d'offres en matière de crédit à la consommation ;

#### Arrêtent :

Article 1er. — Sont éligibles au crédit à la consommation les biens fabriqués par des entreprises exerçant une activité de production sur le territoire national et qui produisent ou assemblent en Algérie des biens destinés aux particuliers.

Art. 2. — Les entreprises telles que définies par l'article 4 du décret exécutif n° 15-114 du 23 Rajab 1438 correspondant au 12 mai 2015, susvisé, désirant adhérer à ce dispositif, doivent se rapprocher d'une banque de leur choix pour l'accomplissement des formalités nécessaires au crédit à la consommation.

Art. 3. — L'octroi du crédit à la consommation est conditionné par la présentation d'une facture établie au nom du bénéficiaire, accompagnée d'une attestation délivrée par l'entreprise exerçant une activité de production sur le territoire national, attestant que le bien objet de la demande de crédit est produit ou assemblé en Algérie.

Art. 4. — La liste des biens éligibles au crédit à la consommation est annexée au présent arrêté.

Art. 5. — La liste des biens éligibles est actualisée, en tant que de besoin, sur la base des demandes émanant des entreprises et validée par un comité interministériel (finances, industries et mines et commerce) qui sera institué à cet effet.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 31 décembre 2015.

Le ministre  
des finances

Abderrahmane  
BENKHALFA

Le ministre de l'industrie  
et des mines

Abdesselem  
BOUCHOUAREB

Le ministre du commerce  
Bekhti BELAÏB

#### ANNEXE

#### Activités et gamme de produits éligibles au crédit à la consommation

Activités	Gamme de produits
Construction de véhicules automobiles et motocycles de moteurs thermiques	Véhicules particuliers de tourisme Cycles et tricycles à moteur
Fabrication de machines de bureau et de traitement de l'information	Ordinateurs, autres équipements informatiques et accessoires
Fabrication de téléphones, de tablettes et de smartphones	Téléphones et téléphones cellulaires, tablettes
Fabrication d'appareils électroniques, et électroménagers divers	Téléviseurs, vidéos, son et mp3, appareils photos et caméscopes, chauffages, climatiseurs, réfrigérateurs, Equipements de cuisine domestique, Equipements de lavage domestiques, Petits électroménagers
Fabrication industrielle d'ensembles d'ameublement en bois à usage domestique	Meubles, ensembles de mobiliers et d'accessoires en bois ou associés à d'autres matières à usage domestique
Textiles et cuirs	Tissus d'ameublement, tapisseries, moquettes et literies
Matériaux de construction	Céramique et céramique sanitaire



**EMBLEME NATIONAL**

Décret n° 63-249 du 10 juillet 1963 portant définition des caractéristiques de l'écusson porteur de l'emblème national.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 portant définition des caractéristiques de l'emblème national,

Le conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — L'écusson sur lequel est fixé l'emblème national est constitué par une figure géométrique, s'inscrivant dans un rectangle, frappé d'une étoile et d'un croissant rouges, dont les caractéristiques techniques sont déterminées dans l'annexe jointe au présent décret.

Les couleurs, la disposition et les proportions sont conformes aux caractéristiques de l'emblème national.

L'écusson est divisé, suivant la médiane X Y, en deux moitiés; à la partie supérieure de chacune de ces moitiés sera inscrit en langue arabe le sigle de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 juillet 1963.

Ahmed BEN BELLA.

**ANNEXE**

**Définition des caractéristiques de l'écusson**

L'écusson portant l'emblème national présente les caractéristiques ci-après :

1° — Il s'inscrit dans un rectangle AI JB tel que la longueur L est égale à 1,3 la largeur l.

XY est un axe de symétrie.

2° — Les 2 arrondis supérieurs sont formés par 2 arcs de cercle dont les centres A et B sont situés aux sommets des 2 angles supérieurs du rectangle et dont les rayons R1 valent 0,16 fois la largeur.

3° — La pointe inférieure O de l'écusson est située au milieu de la largeur inférieure LJ.

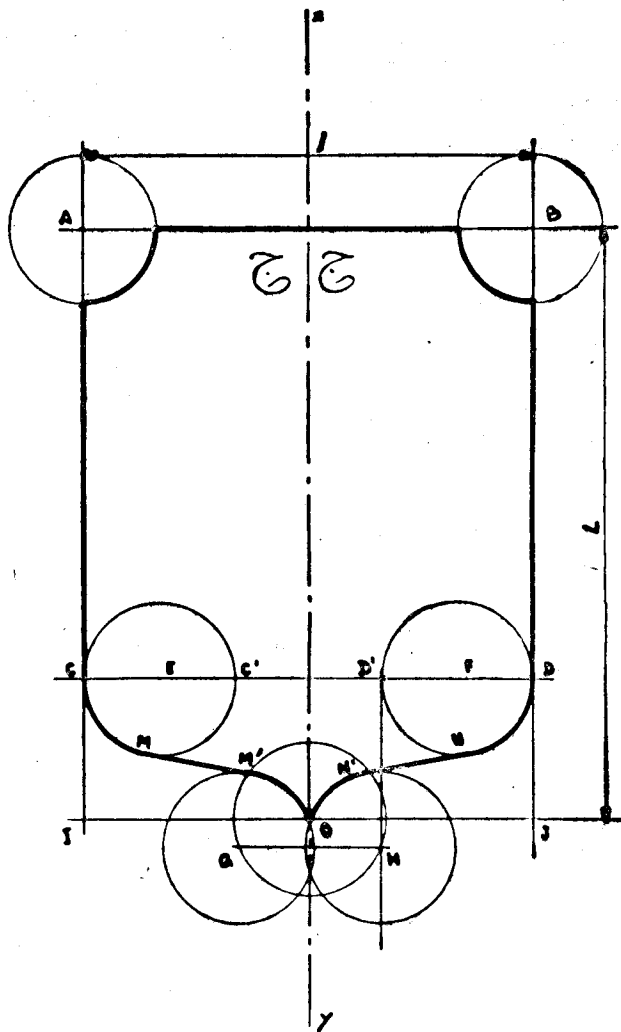
4° — Les courbes CMM'O et DNN'O qui sont d'ailleurs symétriques par rapport à XY sont tracées de la manière suivante.

a) des points C et D tels que  $AC = BD =$  la largeur l, on élève 2 perpendiculaires à AC et BD. Des points E et F situés sur ces 2 perpendiculaires et tels que  $CE = DF = 0,17$  fois la largeur l on trace 2 cercles de rayon  $R2 = 0,17$  fois l.

b) De O comme centre on trace un cercle de rayon  $R2 = 0,17$  l et de G' et D' symétriques de C et D par rapport à E et F, on trace 2 parallèles aux grands côtés du rectangle qui coupent le précédent cercle centré sur O en G et H (points d'intersection inférieurs).

De G et H comme centre on trace alors 2 cercles de rayon  $R2 = 0,17$  fois l.

c) pour déterminer les courbes CO et DO on trace alors les tangentes communes MM' et NN'.



**MINISTRE DE LA JUSTICE**

Décret n° 63-252 du 10 juillet 1963 portant modification du règlement d'administration publique pour l'application du statut des huissiers de justice.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction jusqu'à nouvel ordre de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 portant statut des huissiers de justice, modifiée par le décret n° 55-604 du 20 mai 1955 ;

Vu le décret n° 56-222 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux huissiers de justice ;

Le conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Les chambres départementales et la chambre régionale des huissiers de justice, existant actuellement en Algérie, sont supprimées.

Art. 2. — Il est créé, à titre provisoire, une chambre nationale des huissiers de justice dont la composition est la suivante :

Président : M<sup>e</sup> Dahou Saïd, huissier de justice à Alger ;  
Vice-présidents : M<sup>es</sup> Salphati Georges, huissier de justice à Souk-Ahras et Borrass Fodda, huissier de justice à Oran ;  
Secrétaire : M<sup>e</sup> Rouane Abdelkader, huissier de justice à Alger ;

Trésorier : M<sup>e</sup> Redjimi Mohamed, huissier de justice à Alger ;  
Membres :

M<sup>e</sup> Bouillet, huissier de justice à Alger ;

M<sup>e</sup> Zakine Joseph, huissier de justice à Oran ;

M<sup>e</sup> Aichaichia Boubaker, huissier de justice à Morris ;

M<sup>e</sup> Maamar Mohamed, huissier de justice à Blida.

يصدر القانون التالي نصه :

المادة 2 : ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 12 صفر عام 1405 الموافق 6 نوفمبر سنة 1984.

الشاذلي بن جديد

المادة الاولى : يوافق على الامر رقم 84 - 02 المؤرخ في 12 ذى الحجة عام 1404 الموافق 8 سبتمبر سنة 1984 والمتضمن تعريف الاملاك العسكرية وتشكيلها وتكوينها وتسييرها.

## مراسيم، قرارات، مقررات

### وزارة الشؤون الخارجية

بموجب مرسوم مؤرخ في 7 صفر عام 1405 الموافق أول نوفمبر سنة 1984 يعين السيد محمد الشريف مخالفة نائب مدير المالية بمديرية الادارة العامة.

مرسوم مؤرخ في 7 صفر عام 1405 الموافق أول نوفمبر سنة 1984 يتضمن تعيين سفير فوق العادة ومفوض للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

### وزارة الداخلية والجماعات المحلية

مرسوم رقم 84 - 325 مؤرخ في 9 صفر عام 1405 الموافق 3 نوفمبر سنة 1984 يحدد شروط رفع العلم الوطني.

بموجب مرسوم مؤرخ في 7 صفر عام 1405 الموافق أول نوفمبر سنة 1984 يعين السيد أحمد دراية سفيرا فوق العادة ومفوضا للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية لدى البرتغال في لشبونة.

ان رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لاسيما المادتان III - 10 و 152 منه،

- وبمقتضى القانون رقم 63 - 145 المؤرخ في 25 أبريل سنة 1963 الذي يحدد مواصفات العلم الوطني،

مرسومان مؤرخان في 7 صفر عام 1405 الموافق أول نوفمبر سنة 1984 يتضمنان تعيين نائبى مدير.

- وبمقتضى الامر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

بموجب مرسوم مؤرخ في 7 صفر عام 1405 الموافق أول نوفمبر سنة 1984 يعين السيد عبد القادر مساهل نائب مدير منظمة الوحدة الافريقية والمنظمات الجهوية الفرعية، مديرية افريقيا.

يرسم مايلي :

المادة الاولى : يحدد هذا المرسوم شروط رفع العلم الوطني.

المادة 8 : ستحدد الشروط الاخرى لرفع العلم الوطني غير الشروط التي ذكرت في هذا المرسوم بأحكام لاحقة.

المادة 9 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 9 صفر عام 1405 الموافق 3 نوفمبر سنة 1984.

الشاذلي بن جديد

مرسوم مؤرخ في 4 ذى الحجة عام 1404 الموافق 31 غشت سنة 1984 يتضمن انهاء مهام نائب مدير.

بموجب مرسوم مؤرخ في 4 ذى الحجة عام 1404 الموافق 31 غشت سنة 1984 تنهى مهام السيد عبد القادر مساك، بصفته نائب مدير لتنظيم الانتخابات بمديرية التنظيم والشؤون العامة والتلخيص، لتكليفه بمهام أخرى.

مرسوم مؤرخ في 6 صفر عام 1405 الموافق 31 أكتوبر سنة 1984 يتضمن انهاء مهام مكلف بالدراسات والتلخيص.

بموجب مرسوم مؤرخ في 6 صفر عام 1405 الموافق 31 أكتوبر سنة 1984 تنهى مهام السيد رشيد سكينازن، بصفته مكلفا بالدراسات والتلخيص، يكلف بدراسة تنسيق الاعمال المتعلقة بالتكوين الواقع ضمن المؤسسات التابعة لوزارة الداخلية ومتابعة تطبيق المقررات المتخذة في الميدان، المدعو للالتحاق بسلكه الاصلى.

مرسومان مؤرخان في 6 صفر عام 1405 الموافق 31 أكتوبر سنة 1984 يتضمنان انهاء مهام نائب مدير.

بموجب مرسوم مؤرخ في 6 صفر عام 1405

المادة 2 : لا يرفع العلم الوطني بصورة دائمة الا في الاماكن الآتية :

- مقر رئاسة الجمهورية،

- المقر المركزي لحزب جبهة التحرير الوطني،

- مقر المجلس الشعبي الوطني،

- المياني التي تحتوى على الادارات المركزية التابعة للدولة ومصالحها الفرعية و/أو اللامركزية،

- العمارات التي تحتوى على الادارات والمصالح التابعة للولايات والبلديات.

المادة 3 : لا يرفع العلم الوطني بصورة دائمة الا في العمارات التي تحتوى على الاجهزة المركزية ومقار حزب جبهة التحرير الوطني ومنظماتها الجماهيرية كما هو محدد في القانون الاساسي لحزب جبهة التحرير الوطني.

المادة 4 : يرفع العلم الوطني في مستوى مؤسسات التربية والتعليم والتكوين حسب الكيفيات التي يحددها بقرار كل واحد من الوزراء المعنيين.

وستراعى متطلبات التربية المدنية والضرورات التربوية.

المادة 5 : تمد كل مصلحة تتمتع بصلاحيات القوة العمومية، إدارة أو مصلحة فرعية و/أو لامركزية، وطنية، ولائية، أو بلدية.

تحدد قائمة المصالح السالفة الذكر عند الحاجة بقرار من السلطات التي تتكفل بها أو لها الوصاية عليها.

المادة 6 : يخضع رفع العلم الوطني في مستوى المياني العسكرية لتنظيمات الادارة العسكرية.

المادة 7 : يحدد ارتفاع العلم الوطني، تبعاً للممود الحامل أبعاد العلم ذاته، طبقاً للأحكام المحددة في القانون رقم 63 - 145 المؤرخ في 25 أبريل سنة 1963 المذكور أعلاه.

Loi n° 84-19 du 6 novembre 1984 portant approbation de l'ordonnance n° 84-02 du 8 septembre 1984 portant définition, composition, formation et gestion du domaine militaire.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 153 et 154 ;

Vu l'ordonnance n° 84-02 du 8 septembre 1984 portant définition, composition, formation et gestion du domaine militaire ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est approuvée l'ordonnance n° 84-02 du 8 septembre 1984 portant définition, composition, formation et gestion du domaine militaire.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 novembre 1984.

Chadli BENDJEDID,

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret du 1er novembre 1984 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire.

Par décret du 1er novembre 1984, M. Ahmed Drala est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès du Portugal, à Lisbonne.

Décrets du 1er novembre 1984 portant nomination de sous-directeurs.

Par décret du 1er novembre 1984, M. Abdelkader Messahel est nommé sous-directeur de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et des organisations sous-régionales, au sein de la direction « Afrique ».

Par décret du 1er novembre 1984, M. Mohamed Chérif Mekhalifa est nommé sous-directeur des finances, au sein de la direction de l'administration générale.

### MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Décret n° 84-325 du 3 novembre 1984 fixant les conditions de déploiement de l'emblème national.

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 portant définition des caractéristiques de l'emblème national ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal.

Décète :

Article 1er. — Le présent décret fixe les conditions de déploiement de l'emblème national.

Art. 2. — L'emblème national est déployé exclusivement de façon permanente au niveau :

- du siège de la Présidence de la République,
- du siège central du Parti du Front de libération nationale,
- du siège de l'Assemblée populaire nationale,
- des édifices abritant les administrations centrales de l'Etat et leurs services déconcentrés et/ou décentralisés,
- des édifices abritant l'administration et les services des wilayas et communes.

Art. 3. — L'emblème national est déployé exclusivement de façon permanente au niveau des édifices abritant les organes centraux et locaux du Parti du Front de libération nationale et de ses organisations de masse, tels que définis par les statuts du Parti du Front de libération nationale.

Art. 4. — L'emblème national est déployé au niveau des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation suivant des modalités déterminées par arrêté de chacun des ministres concernés.

Il sera tenu compte des impératifs d'éducation civique et des exigences pédagogiques.

Art. 5. — Est considéré comme administration ou services déconcentré et/ou décentralisé, national, de wilaya ou de commune tout service doté de prérogatives de puissance publique.

La liste des services susconsidérés est fixée, en tant que de besoin, par arrêté de l'autorité qui en a la charge ou la tutelle.

**Art. 6.** — Le déploiement de l'emblème national au niveau des édifices militaires est régi par les règlements de l'administration militaire.

**Art. 7.** — La hauteur de l'emblème national, fonction du mât porteur, détermine les dimensions du drapeau conformément aux dispositions fixées par la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 susvisée.

**Art. 8.** — Les conditions de déploiement de l'emblème national autres que celles prévues par le présent décret seront fixées par des dispositions ultérieures.

**Art. 9.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984.

Chadli BENDJEDID.

#### Décret du 31 août 1984, mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur.

Par décret du 31 août 1984, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur de la réglementation électorale, à la direction de la réglementation, des affaires générales et de la synthèse, exercées par M. Abdelkader Messak, appelé à d'autres fonctions.

#### Décret du 31 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse.

Par décret du 31 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de chargé d'études et de synthèse, chargé d'étudier les conditions de coordination des actions de formation entreprise au sein des établissements relevant du ministère de l'intérieur et de suivre l'application des décisions prises dans ce domaine, exercées par M. Rachid Skenazène, appelé à rejoindre son corps d'origine.

#### Décrets du 31 octobre 1984 mettant fin aux fonctions de sous-directeurs.

Par décret du 31 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur de la comptabilité, exercées par M. Mouloud Metouri, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret du 31 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur des études et des équipements normalisés, à la direction générale des collectivités locales, exercées par M. Ali Fetouhi.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Décret du 31 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un magistrat.

Par décret du 31 octobre 1984, il est mis fin à compter du 18 mai 1983, aux fonctions de juge au tribunal de Kherrata, exercées par M. Mouloud Boulghab.

## MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

### Décret du 31 octobre 1984 mettant fin aux fonctions du directeur du centre des œuvres universitaires et scolaires de Sidi Bel Abbès.

Par décret du 31 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de directeur du centre des œuvres universitaires et scolaires de Sidi Bel Abbès, exercées par M. Omar Benziane, appelé à d'autres fonctions.

### Décret du 1er novembre 1984 portant nomination du directeur du centre des œuvres universitaires et scolaires de Tlemcen.

Par décret du 1er novembre 1984, M. Omar Benziane est nommé directeur du centre des œuvres universitaires et scolaires de Tlemcen.

## MINISTERE DU COMMERCE

### Arrêté du 21 octobre 1984 portant délégation de signature au chef de cabinet du ministre du commerce.

Le ministre du commerce,

Vu le décret n° 81-301 du 7 novembre 1981 portant organisation de l'administration centrale du ministère du commerce ;

Vu le décret n° 83-129 du 12 février 1983 déterminant les missions des organes de l'administration centrale du département ministériel ainsi que le statut de certains de leur personnel, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 84-13 du 22 janvier 1984 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 1er juillet 1984 portant nomination de M. Djilali Boudjema en qualité de chef de cabinet du ministre du commerce ;

## مراسيم تنظيمية

- مولود فرعون،
- علي معاشي،
- مكي حيحي،
- عبد العالي بن يعطوش،
- محمد الطاهر بن مهيدي،
- البشير بوقادوم،
- محمد الزاهي،
- علي بن حالة،
- الحبيب بناسي،
- أحمد زهانة ( المدعو زبانة )،
- توفيق خزندار،
- أحمد حاج حمدي،
- حسان حرشة.

المادة 2 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.  
حرر بالجزائر في 18 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 20 سبتمبر سنة 1997.

اليمين زروال

★

مرسوم رئاسي رقم 97-365 مؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997، يتعلق بشروط استعمال العلم الوطني.

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على تقرير وزير الداخلية و الجماعات المحلية و البيئة،

مرسوم رئاسي رقم 97-352 مؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 20 سبتمبر سنة 1997، يتضمن منح وسام بدرجة عشير بعد الوفاة من مصف الاستحقاق الوطني.

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور،

- وبمقتضى القانون رقم 84-02 المؤرخ في 28 ربيع الأول عام 1404 الموافق 2 يناير سنة 1984 والمتضمن إنشاء مصف الاستحقاق الوطني،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84-87 المؤرخ في 19 رجب عام 1404 الموافق 21 أبريل سنة 1984، المعدل والمتمم، والمتضمن تنظيم مجلس مصف الاستحقاق الوطني،

- وبمقتضى المرسوم رقم 86-235 المؤرخ في 12 محرم عام 1417 الموافق 16 سبتمبر سنة 1986، المعدل والمتمم والمتضمن القانون الأساسي لمصف الاستحقاق الوطني،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يمنح وسام بدرجة عشير بعد الوفاة من مصف الاستحقاق الوطني للشهداء الآتية أسماؤهم :

- الأمين العمودي،
- العربي جدرى ( المدعو العربي التبسي )،
- الربيع بوشامة،
- عبد الكريم العقون،
- أحمد بوشمال،

الدولي للقواعد والأعراف المعمول بها في هذا المجال.

تحدّد بمرسوم تنفيذي، عند الحاجة، كميّات رفع العلم الوطني ظرفيا، و أماكن ذلك وظروفه ومناسباته.

يخضع استعمال العلم الوطني في المجالات العسكرية لتنظيمات خاصة.

**المادة 3 :** يثبّت الشعار الحامل للعلم الوطني بمدخل البناءات التي تأوي الهيئات و الإدارات العمومية المذكورة في الفقرة الأولى من المادة 2 أعلاه.

تحدّد بمرسوم تنفيذي كميّات تطبيق هذه المادة.

**المادة 4 :** تزوّد مكاتب الموظّفين الممارسين وظائف عليا في الدولة، ومكاتب رؤساء الهيئات الاستشارية، ورؤساء هيئات الرقابة و المنتخبين، بعلم وطني مصغّر.

**المادة 5 :** يتمتّع العلم الوطني بحماية عامة.

يجب أن يكون إنجاز العلم الوطني وصنعه واستعماله وكذلك الشعار الذي يحمله و العلم المصغّر مطابقا للمواصفات المحدّدة في التشريع و التنظيم المعمول بهما.

يجب أن يكون العلم الوطني المرفوع خاليا من كلّ تشويه لا يتماشى والاحترام الذي يليق به.

دون الإخلال بالعقوبات الجزائية الأخرى المنصوص عليها في التشريع المعمول به، يعرّض خرق أحكام هذا المرسوم مرتكبه إلى العقوبات الواردة في المادة 459 من قانون العقوبات.

تحدّد بمرسوم تنفيذي، عند الحاجة، كميّات تطبيق هذه المادة.

**المادة 6 :** يتمّ تنكيس العلم الوطني بتنزيله قدرثلث ( $\frac{1}{3}$ ) حامله.

- وبناء على الدستور، لاسيما المواد 5، و 61 - 1 و 77 - 6، و 125 (الفقرة الأولى) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 63-145 المؤرخ في 25 أبريل سنة 1963 و المتضمّن التعريف بمميّزات العلم الوطني الجزائري،

- وبمقتضى الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمّن قانون العقوبات، المعدّل والمتّم،

- وبمقتضى القانون رقم 91-16 المؤرخ في 5 ربيع الأول عام 1412 الموافق 14 سبتمبر سنة 1991 والمتعلّق بالمجاهد والشهيد،

- وبمقتضى المرسوم رقم 63-249 المؤرخ في 10 يوليو سنة 1963 و المتضمّن التعريف بمميّزات الشعار الحامل للعلم الوطني الجزائري،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 325 المؤرخ في 9 صفر عام 1405 الموافق 3 نوفمبر سنة 1984 الذي يحدّد شروط رفع العلم الوطني،

يرسم مايتي:

**المادة الأولى:** يحدّد هذا المرسوم القواعد المتعلقة بشروط استعمال العلم الوطني.

**المادة 2 :** يرفع العلم الوطني بصفة دائمة على مقرّات:

- البناءات التي تأوي مصالح الهيئات ذات السيادة و الإدارات العمومية المتمتعة بصلاحيات السّلطة العامة،

- المجالس المنتخبة،

- هيئات الرقابة و الهيئات الاستشارية،

- الأحزاب السياسية و الجمعيات والمنظّمات الوطنية.

يخضع رفع العلم الوطني على وسائل النقل



- وبمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 18 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 20 سبتمبر سنة 1997 والمتضمن توزيع الاعتمادات المخصصة لميزانية التكاليف المشتركة من ميزانية التسيير بموجب قانون المالية التكميلي لسنة 1997،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 97-21 المؤرخ في 26 شعبان عام 1417 الموافق 6 يناير سنة 1997 والمتضمن توزيع الاعتمادات المخصصة لوزير العمل والحماية الاجتماعية والتكوين المهني، من ميزانية التسيير بموجب قانون المالية لسنة 1997،

يرسم مايتي:

المادة الأولى : يلغى من ميزانية سنة 1997 اعتماد قدره مائة وثمانون مليون دينار (180.000.000 دج) مقيّد في ميزانية التكاليف المشتركة، وفي الباب رقم 37-91 "نفقات محتملة - احتياطي مجمع".

المادة 2 : يخصص لميزانية سنة 1997 اعتماد قدره مائة وثمانون مليون دينار (180.000.000 دج) يقيد في ميزانية تسيير وزارة العمل والحماية الاجتماعية والتكوين المهني، الفرع الثالث : كتابة الدولة للتكوين المهني وفي الأبواب المبينة في الجدول الملحق بهذا المرسوم.

المادة 3 : يكلف وزير المالية، ووزير العمل والحماية الاجتماعية والتكوين المهني، كلّ فيما يخصه، بتنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997.

اليمين زروال

المادة 7: تلغى جميع الأحكام المخالفة لهذا المرسوم لاسيما أحكام المرسوم رقم 84-325 المؤرخ في 3 نوفمبر سنة 1984 والمذكور أعلاه.

المادة 8: ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997.

اليمين زروال

مرسوم رئاسي رقم 97-366 مؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997، يتضمن تحويل اعتماد إلى ميزانية تسيير وزارة العمل والحماية الاجتماعية والتكوين المهني:

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على تقرير وزير المالية،

- وبناء على الدستور، لاسيما المادتان 77-6 و125 (الفقرة الأولى) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 84-17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 96-31 المؤرخ في 19 شعبان عام 1417 الموافق 30 ديسمبر سنة 1996 والمتضمن قانون المالية لسنة 1997،

- وبمقتضى القانون رقم 97-01 المؤرخ في 28 ربيع الثاني عام 1418 الموافق 31 غشت سنة 1997 والمتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 1997،

**DECRETS**

Décret présidentiel n° 97-352 du 18 Jomada El Oula 1418 correspondant au 20 septembre 1997 portant attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au Rang de "Achir".

Le Président de la République,

Vu la Constitution;

Vu la loi n° 84-02 du 2 janvier 1984, portant création de l'ordre du mérite national;

Vu le décret n° 84-87 du 21 avril 1984, modifié et complété, portant organisation du Conseil de l'ordre du mérite national;

Vu le décret n° 86-235 du 16 septembre 1986, modifié et complété, portant statut de l'ordre du mérite national;

**Décète :**

Article 1er. — Est attribuée la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Achir" aux çahids suivants :

- El Amine El Amoudi;
- Larbi Djeddari (dit Larbi Tebessi);
- Rabie Bouchama;
- Abdelkrim Aggoune;
- Ahmed Bouchemal;
- Mouloud Feraoun;
- Ali Maachi;
- Mekki Hihi;
- Abdelaali Benbaatouche;
- Mohamed Tahar Benmehidi;
- El Bachir Boukadoum;
- Mohamed Ezzahi;
- Ali Benhala;
- El.Habib Bennaci;
- Ahmed Zehana (dit Zabana);
- Toufik Kheznadar;
- Ahmed Hadj Hamdi;
- Hacène Harcha.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Jomada El Oula 1418 correspondant au 20 septembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

Décret présidentiel n° 97-365 du 25 Jomada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 relatif aux conditions d'utilisation de l'emblème national.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 5, 61-1, 77-6, 125-1;

Vu la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 portant définition des caractéristiques de l'emblème national algérien;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal;

Vu la loi n° 91-16 du 14 septembre 1991 relative au moudjahid et au çahid;

Vu le décret n° 63-249 du 10 juillet 1963 portant définition des caractéristiques de l'écusson porteur de l'emblème national;

Vu le décret n° 84-325 du 3 novembre 1984 fixant les conditions de déploiement de l'emblème national.

**Décète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de préciser les règles relatives aux conditions d'utilisation de l'emblème national.

Art. 2. — L'emblème national est déployé de façon permanente sur les sièges des :

— édifices abritant les services des institutions de souveraineté et les administrations publiques dotées de prérogatives de puissance publique;

— assemblées élues;

— institutions de contrôles et institutions consultatives;

— Partis politiques, associations et organisations nationales.

Le déploiement de l'emblème national sur les moyens de transports internationaux est soumis aux règles et usages en vigueur dans ce domaine.

Les modalités, lieux, circonstances et événements de déploiement occasionnel de l'emblème national seront précisés en tant que de besoin par décret exécutif.

L'utilisation de l'emblème national dans les domaines militaires est soumise à des règlements particuliers.

Art. 3. — L'écusson porteur de l'emblème national est fixé à l'entrée des édifices abritant les institutions et les administrations publiques citées à l'alinéa 1er de l'article 2 ci-dessus.

Un décret exécutif précisera les modalités d'application du présent article.

Art. 4. — Les bureaux des fonctionnaires exerçant une fonction supérieure de l'Etat ainsi que ceux des présidents des institutions consultatives, de contrôles et des élus sont dotés d'un fanion porteur de l'emblème national.

Art. 5. — L'emblème national jouit d'une protection générale.

La confection, la fabrication et l'utilisation de l'emblème national écusson et fanion doivent être conformes aux caractéristiques fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

L'emblème national déployé doit être exempt de toute altération incompatible avec le respect qui s'y attache.

Sans préjudice des autres sanctions pénales prévues par la législation en vigueur, la violation des dispositions du présent décret expose son auteur aux sanctions édictées par l'article 459 du code pénal.

Un décret exécutif précisera les modalités d'application du présent article.

Art. 6. — La mise en berne de l'emblème national s'effectue au tiers (1/3) de son support.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret et notamment celles du décret n° 84-325 du 3 novembre 1984, susvisé.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

**Décret présidentiel n° 97-366 du 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 96-31 du 19 Chaâbane 1417 correspondant au 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 ;

Vu la loi n° 97-01 du 28 Rabie Ethani 1418 correspondant au 31 août 1997 portant loi de finances complémentaire pour 1997 ;

Vu le décret présidentiel du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 20 septembre 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances complémentaire pour 1997, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 97-21 du 26 Chaâbane 1417 correspondant au 6 janvier 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1997, au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle.

**Décète :**

Article 1er. — Il est annulé sur 1997, un crédit de cent quatre vingt millions de dinars (180.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles - Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1997, un crédit de cent quatre vingt millions de dinars (180.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle section III : Secrétariat d'Etat à la formation professionnelle et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 98 - 427 المؤرخ في 26 شعبان عام 1419 الموافق 15 ديسمبر سنة 1998 والمتضمن تعيين رئيس الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 98 - 428 المؤرخ في أول رمضان عام 1419 الموافق 19 ديسمبر سنة 1998 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 - 247 المؤرخ في 2 ربيع الأول عام 1415 الموافق 10 غشت سنة 1994 الذي يحدد صلاحيات وزير الداخلية والجماعات المحلية والبيئة والإصلاح الإداري،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 97 - 39 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمتعلق بمدونة النشاطات الاقتصادية الخاضعة للقيود في السجل التجاري،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 97 - 40 المؤرخ في 9 رمضان عام 1417 الموافق 18 يناير سنة 1997 والمتعلق بمعايير تحديد النشاطات والمهن المقتنة الخاضعة للقيود في السجل التجاري وتأطيرها،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يحدد هذا المرسوم شروط ممارسة الأشخاص الطبيعيين والمعنويين نشاط إنجاز العلم الوطني وكيفية ممارسة الرقابة على منجزيه ومستعمليه.

كما تطبق أحكام هذا المرسوم على الشعار الحامل للعلم الوطني والعلم المصغر.

المادة 2 : تخضع ممارسة نشاط إنجاز العلم الوطني وصنعه للحصول على رخصة إدارية مسبقة يسلمها الوالي المختص إقليميا بعد أخذ رأي المصالح المعنية ولا سيما مصالح الأمن.

المادة 3 : يرفق طلب الترخيص وجوبا بملف يتضمن الوثائق الآتية :

مرسوم تنفيذي رقم 99 - 252 مؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999، يحدد شروط ممارسة نشاط إنجاز العلم الوطني وصنعه وكذلك الشعار الذي يحمله والعلم المصغر وكيفية ممارسة الرقابة على منجزيه ومستعمليه.

إن رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير الداخلية والجماعات المحلية والبيئة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 4 و125 ( الفقرة 2 ) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 63 - 145 المؤرخ في 25 أبريل سنة 1963 والمتضمن التعريف بمميزات العلم الوطني الجزائري،

- وبمقتضى الأمر رقم 66 - 156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 والمتضمن قانون العقوبات، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 22 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتعلق بالسجل التجاري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 97 - 14 المؤرخ في 24 محرم عام 1418 الموافق 31 مايو سنة 1997 والمتعلق بالتنظيم الإقليمي لولاية الجزائر،

- وبمقتضى الأمر رقم 97 - 15 المؤرخ في 24 محرم عام 1418 الموافق 31 مايو سنة 1997 الذي يحدد القانون الأساسي الخاص لمحافظة الجزائر الكبرى،

- وبمقتضى المرسوم رقم 63 - 249 المؤرخ في 10 يوليو سنة 1963 والمتضمن التعريف بمميزات الشعار الحامل للعلم الوطني،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 97 - 365 المؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997 والمتعلق بشروط استعمال العلم الوطني،

المادة 7 : تنشأ لجنة ولائية للعلم الوطني تكلف بضمان حماية العلم الوطني والمحافظة عليه مع مراعاة الأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها والمتعلقة بمحافظة الجوائز الكبرى في مجال إنجازه وصنعه واستعماله على مستوى الولاية.

المادة 8 : تكلف اللجنة الولائية للعلم الوطني لا سيما بما يأتي :

- تنفيذ توجيهات اللجنة الوطنية للعلم الوطني،  
- استلام ملف طلب الترخيص لإنجاز العلم الوطني وصنعه ودراسته والموافقة عليه،

- إحصاء المؤسسات والهيئات والإدارات الملزمة باستعمال العلم الوطني على مستوى الولاية، لا سيما تلك المذكورة في المرسوم الرئاسي رقم 97 - 365 المؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997 والمذكور أعلاه،

- إعداد بطاقة منجزي العلم الوطني وصانعيه،  
- التحقق من مطابقة العلم الوطني للمميزات التقنية المذكورة في القانون رقم 63 - 145 المؤرخ في 25 أبريل سنة 1963 والمتضمن التعريف بمميزات العلم الوطني الجزائري وفي المرسوم رقم 63 - 249 المؤرخ في 10 يوليو سنة 1963 والمتضمن التعريف بمميزات الشعار الحامل للعلم الوطني،

- السهر على احترام المؤسسات والهيئات والإدارات العمومية المعنية، أحكام المرسوم الرئاسي رقم 97 - 365 المؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997 والمذكور أعلاه، وأحكام هذا المرسوم.

المادة 9 : تتشكل اللجنة الولائية للعلم الوطني من :

- الوالي أو ممثله، رئيسا،
- مدير التنظيم والشؤون العامة، عضوا،
- مدير المجاهدين، عضوا،
- مدير التربية، عضوا،
- مدير المنافسة والأسعار، عضوا،
- ممثل الأمن الولائي، عضوا.

أ - بالنسبة للأشخاص الطبيعيين :

- طلب ترخيص كتابي لإنجاز العلم الوطني وصنعه يبين فيه عنوانا صاحب الطلب والمؤسسة،
- مستخرج من عقد الميلاد أو بطاقة الحالة المدنية لصاحب الطلب،
- شهادة الجنسية،
- مستخرج من صحيفة السوابق القضائية رقم 3 لا يزيد تاريخ صدوره على ثلاثة (3) أشهر،
- شهادة تثبت ملكية المحل الذي يأوي النشاط أو استجاره،

- نسخة من الشهادات أو الإجازات التي تثبت الكفاءة المهنية لممارسة هذا النشاط.

ب - بالنسبة للأشخاص المعنويين :

- نسخة من القانون الأساسي،
- شهادة الجنسية ومستخرج من صحيفة السوابق القضائية رقم 3 لا يزيد تاريخ صدوره على ثلاثة (3) أشهر بالنسبة للمسيرين،
- شهادة تثبت ملكية المحل الذي يأوي النشاط أو استجاره.

المادة 4 : تنشأ لجنة وطنية للعلم الوطني تكلف بالسهر على ضمان حماية العلم الوطني والمحافظة عليه في مجال إنجازه وصنعه واستعماله.

تسهر اللجنة الوطنية للعلم الوطني على حسن استعمال المؤسسات والهيئات الوطنية والإدارات المركزية العلم الوطني وفقا للشروط المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 5 : تتشكل اللجنة الوطنية للعلم الوطني من :

- وزير الداخلية والجماعات المحلية والبيئة أو ممثله، رئيسا،
- ممثل عن وزير المجاهدين،
- ممثل عن وزير التربية الوطنية،
- ممثل عن وزير التجارة،
- ممثل عن الأمن الوطني.

المادة 6 : يحدد الوزير المكلف بالداخلية بقرار، تنظيم اللجنة الوطنية للعلم الوطني وعملها.

أعلاه. وبهذه الصّفة، تنظّم عمليّات تفتيش دوري للتأكد من حالة العلم الوطني المرفوع ومطابقته للمميّزات التّقنيّة المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادّة 15 : في حالة عدم احترام أحكام المرسوم الرئاسي رقم 97 - 365 المؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997 والمذكور أعلاه، لا سيّما المادّة 5 (الفقرتان 2 و3 منه) تحرّر اللّجنة الولائيّة للعلم الوطني تقريراً بذلك وتقدّمه إلى الوالي الذي يوجه إعدارا إلى المؤسسة أو الإدارة العموميّة المقصّرة.

ويعرّض عدم احترام الإعدار المذكور أعلاه، المؤسسة أو الإدارة المقصّرة للعقوبات المنصوص عليها في المادّة 5 (الفقرة 4) من المرسوم الرئاسي رقم 97 - 365 المؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997 والمذكور أعلاه.

المادّة 16 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرّسميّة للجمهورية الجزائرية الديمقراطيّة الشعبيّة.

حرّر بالجزائر في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999.

إسماعيل حمداني



مرسوم تنفيذي رقم 99 - 253 مؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999، يتضمّن تشكيلة لجنة حراسة ومراقبة المنشآت المصنّفة وتنظيمها وسيرها.

إنّ رئيس الحكومة،

- بناء على تقرير وزير الداخلية والجماعات المحليّة والبيئة،

- وبناء على الدّستور، لا سيّما المادّتان 85 - 4 و 125 (الفقرة 2) منه،

المادّة 10 : يجب على المستفيد، زيادة على الرخصة المذكورة في المادّة 2 أعلاه، مراعاة إجراءات القيد في السّجل التجاريّ طبقاً للتّشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادّة 11 : يجب على منجز العلم الوطنيّ وصانعه أن يتعهدا كتابياً بالاحترام الصّارم للمميّزات التّقنيّة للعلم الوطنيّ المحدّدة في التّشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادّة 12 : يخضع منجز العلم الوطنيّ وصانعه لرقابة اللّجنة الولائيّة، وبهذه الصّفة يتعيّن عليهما تقديم كل التّسهيلات الضّرورية لممارسة هذه الرّقابة.

المادّة 13 : تحرّر اللّجنة الولائيّة للعلم الوطنيّ، في حالة عدم احترام الأحكام التّشريعيّة والتنظيميّة المتعلّقة بالعلم الوطنيّ، تقريراً تقدّمه للوالي الذي يتّخذ بموجب قرار إحدى العقوبات الآتية :

- الإعدار،

- السّحب المؤقت للرّخصة مدّة لا تتجاوز ثلاثة (3) أشهر،

- السّحب النهائي للرّخصة في حالة ما يأتي :

\* تكرار الخطأ الذي تقرر من أجله السّحب المؤقت للرّخصة،

\* مخالفة الأحكام التّشريعيّة والتنظيميّة المتعلّقة بالعلم الوطنيّ،

\* عدم احترام المميّزات التّقنيّة للعلم الوطنيّ.

تبليغ نسخة من قرار السّحب النهائي للتّرخيص بإنجاز العلم الوطنيّ وصنعه إلى مركز السّجل التجاريّ ليتولّى اتّخاذ الإجراءات المناسبة.

المادّة 14 : تتولّى اللّجنة الولائيّة للعلم الوطنيّ رقابة دائمة على مستعملي العلم الوطنيّ المنصوص عليهم في المادّة 2 من المرسوم الرئاسي رقم 97 - 365 المؤرخ في 25 جمادى الأولى عام 1418 الموافق 27 سبتمبر سنة 1997 والمذكور

**Décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420  
correspondant au 7 novembre 1999 fixant les  
conditions d'exercice de l'activité de confection et  
de fabrication de l'emblème national et de  
l'écusson porteur de l'emblème national et du  
fanion et les modalités de contrôle sur les  
confectionneurs et les utilisateurs.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, des collectivités  
locales et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125  
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 portant définition  
des caractéristiques de l'emblème national algérien ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et  
complétée, portant code pénal ;

Vu la loi n° 90-22 du 18 août 1990, modifiée et  
complétée, relative au registre de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 97-14 du 24 Moharram 1418  
correspondant au 31 mai 1997 relative à l'organisation  
territoriale de la wilaya d'Alger ;

Vu l'ordonnance n° 97-15 du 24 Moharram 1418  
correspondant au 31 mai 1997 fixant le statut particulier  
du Gouvernorat du Grand-Alger ;

Vu le décret n° 63-249 du 10 juillet 1963 portant  
définition des caractéristiques de l'écusson porteur de  
l'emblème national ;

Vu le décret présidentiel n° 97-365 du 25 Joumada  
El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 relatif  
aux conditions d'utilisation de l'emblème national ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane  
1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant  
nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan  
1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel  
1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions  
du ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de  
l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 97-39 du 9 Ramadhan 1417  
correspondant au 18 janvier 1997 relatif à la nomenclature  
des activités économiques soumises à inscription au  
registre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 97-40 du 9 Ramadhan 1417  
correspondant au 18 janvier 1997 relatif aux critères de  
détermination et d'encadrement des activités et  
professions réglementées soumises à inscription au  
registre du commerce ;

**Décète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les  
conditions d'exercice de l'activité de confection et de  
fabrication de l'emblème national, par les personnes  
physiques ou morales, et les modalités de contrôle sur les  
confectionneurs et les utilisateurs.

Les dispositions du présent décret s'appliquent  
également à l'écusson porteur de l'emblème national et du  
fanion.

Art. 2. — L'exercice de l'activité de confection et de  
fabrication de l'emblème national est subordonné à  
l'obtention d'une autorisation administrative préalable  
délivrée par le wali territorialement compétent, après avis  
des services concernés, notamment les services de  
sécurité.

Art. 3. — La demande d'autorisation est accompagnée,  
obligatoirement, d'un dossier comportant les pièces  
suivantes :

**a) Pour les personnes physiques :**

— une demande d'autorisation manuscrite de confection  
et de fabrication de l'emblème national indiquant l'adresse  
du demandeur et celle de l'entreprise ;

— un extrait d'acte de naissance du demandeur ou une  
fiche d'état civil ;

— un certificat de nationalité ;

— un extrait du casier judiciaire bulletin n° 3 daté de  
moins de trois (3) mois ;

— le titre justifiant la propriété ou la location du local  
devant abriter l'activité ;

— les copies des diplômes et/ou attestations justifiant la  
capacité professionnelle pour l'exercice de cette activité.

**b) Pour les personnes morales :**

— la copie du statut ;

— un certificat de nationalité et un extrait du casier  
judiciaire bulletin n° 3 daté de moins de trois (3) mois  
pour les gérants ;

— le titre justifiant la propriété ou la location du local  
devant abriter l'activité.

Art. 4. — Il est créé une commission nationale de  
l'emblème national chargée de veiller à assurer la  
protection et la préservation de l'emblème national, en  
matière de sa confection, fabrication et utilisation.

La commission nationale de l'emblème national veille  
sur la bonne utilisation de l'emblème national par les  
institutions et organismes nationaux et les administrations  
centrales conformément aux conditions prévues par la  
législation et la réglementation en vigueur.

Art. 5. — La commission nationale de l'emblème national est composée comme suit :

- le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ou son représentant, président ;
- un représentant du ministre des moudjahidine ;
- un représentant du ministre de l'éducation nationale ;
- un représentant du ministre du commerce ;
- un représentant de la sûreté nationale.

Art. 6. — L'organisation et le fonctionnement de la commission nationale de l'emblème national seront fixés par arrêté du ministre chargé de l'intérieur.

Art. 7. — Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives au Gouvernorat du Grand-Alger, il est créé une commission de wilaya de l'emblème national chargée d'assurer la protection et la préservation de l'emblème national, notamment en matière de sa confection, fabrication et utilisation au niveau de la wilaya.

Art. 8. — La commission de wilaya de l'emblème national est chargée notamment :

- d'exécuter les directives de la commission nationale de l'emblème national ;
- de recevoir, d'étudier et d'approuver le dossier de demande d'autorisation de confection et de fabrication de l'emblème national ;
- de recenser les institutions, les organismes et les administrations devant utiliser l'emblème national au niveau de la wilaya, notamment ceux cités au décret présidentiel n° 97-365 du 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 susvisé ;
- de constituer un fichier des confectionneurs et fabricants de l'emblème national ;
- de vérifier la conformité de l'emblème national avec les caractéristiques techniques prévues par la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 portant définition des caractéristiques de l'emblème national algérien et le décret n° 63-249 du 10 juillet 1963 portant définition des caractéristiques de l'écusson porteur de l'emblème national ;
- de veiller au respect par les institutions, organismes et administrations publiques concernés des dispositions du décret présidentiel n° 97-365 du 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 susvisé, et celles du présent décret.

Art. 9. — La commission de wilaya de l'emblème national est composée :

- du wali ou son représentant, président ;
- du directeur de la réglementation et des affaires générales, membre ;

- du directeur des moudjahidine, membre ;
- du directeur de l'éducation, membre ;
- du directeur de la concurrence et des prix, membre ;
- du représentant de la sûreté de wilaya, membre.

Art. 10. — Outre l'autorisation prévue à l'article 2 ci-dessus, le bénéficiaire doit satisfaire aux formalités d'inscription au registre de commerce conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 11. — Le confectionneur et le fabricant de l'emblème national doivent s'engager par écrit à respecter scrupuleusement les caractéristiques techniques de l'emblème national, telles que fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le confectionneur et le fabricant de l'emblème national sont soumis au contrôle de la commission de wilaya. A cet effet, ils sont tenus de présenter toutes les facilités nécessaires pour l'accomplissement de ce contrôle.

Art. 13. — En cas de constatation du non respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'emblème national, la commission rédige un rapport et le présente au wali qui prononce par arrêté l'une des sanctions suivantes :

- la mise en demeure ;
- le retrait temporaire de l'autorisation pour une durée n'excédant pas trois (3) mois ;
- le retrait définitif de l'autorisation en cas de :
  - \* récidive de la faute qui a engendré le retrait temporaire de l'autorisation ;
  - \* inobservation des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'emblème national ;
  - \* non respect des caractéristiques techniques de l'emblème national.

Une copie de l'arrêté de retrait définitif de l'autorisation de confection et de fabrication de l'emblème national est notifiée au centre national du registre du commerce aux fins de prendre les mesures nécessaires.

Art. 14. — La commission de wilaya de l'emblème national assure un contrôle permanent sur les utilisateurs de l'emblème national, prévus à l'article 2 du décret présidentiel n° 97-365 du 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 susvisé. A ce titre, elle organise des inspections périodiques pour s'assurer de l'état de l'emblème national déployé et leur conformité aux caractéristiques techniques prévues par la législation et la réglementation en vigueur.



Art. 15. — En cas de non respect des dispositions du décret présidentiel n° 97-365 du 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 susvisé, notamment l'article 5 (alinéas 2 et 3) la commission de wilaya de l'emblème national rédige un rapport et le présente au wali qui prononce une mise en demeure envers l'institution ou l'administration défaillante.

Le non respect de la mise en demeure citée ci-dessus, expose l'institution ou l'administration défaillante aux sanctions prévues par l'article 5 (alinéa 4) du décret présidentiel n° 97-365 du 25 Joumada El Oula 1418 correspondant au 27 septembre 1997 susvisé.

Art. 16. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

**Décret exécutif n° 99-253 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999 portant composition, organisation et fonctionnement de la commission de surveillance et de contrôle des installations classées.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur rapport du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 portant protection de l'environnement, notamment son titre IV, chapitre I;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu l'ordonnance n° 97-14 du 24 Moharram 1418 correspondant au 31 mai 1997 relative à l'organisation territoriale de la wilaya d'Alger;

Vu l'ordonnance n° 97-15 du 24 Moharram 1418 correspondant au 31 mai 1997 fixant le statut particulier du Gouvernorat du Grand-Alger;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative;

Vu le décret exécutif n° 96-60 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 portant création d'inspection de l'environnement de wilaya;

Vu le décret exécutif n° 98-339 du 13 Rajab 1419 correspondant au 3 novembre 1998 définissant la réglementation applicable aux installations classées et fixant leur nomenclature;

**Décète :**

Article 1er. — En application de l'article 26 du décret exécutif n° 98-339 du 13 Rajab 1419 correspondant au 3 novembre 1998, susvisé, le présent décret a pour objet de fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission de surveillance et de contrôle des installations classées désignée ci-après "la commission de surveillance et de contrôle".

Art. 2. — Sous réserve des dispositions particulières applicables au Gouvernorat du Grand-Alger, la commission de surveillance et de contrôle est placée sous l'autorité du wali, et composée :

- de l'inspecteur de l'environnement, président;
- du représentant du groupement de la gendarmerie nationale, membre;
- du représentant de la sûreté de wilaya, membre;
- du représentant de la direction de la réglementation et des affaires générales, membre;
- du représentant de la direction de l'industrie et des mines, membre;
- du représentant de la direction de l'équipement, membre;
- du représentant de la direction de la protection civile, membre;
- du représentant de la direction des services agricoles, membre;
- du représentant de la direction de la santé et de la population, membre.

La commission de surveillance et de contrôle peut faire appel à toute personne qui, en raison de sa compétence, peut donner des avis techniques sur des questions déterminées.

**المادة 4 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 5 جمادى الأولى عام 1434 الموافق 17 مارس سنة 2013.

**عبد الملك سلال**



**مرسوم تنفيذي رقم 13 - 108 مؤرخ في 5 جمادى الأولى عام 1434 الموافق 17 مارس سنة 2013، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 99 - 252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 الذي يحدد شروط ممارسة نشاط إنجاز العلم الوطني وصنعه وكذلك الشعار الذي يحمله والعلم المصغر وكيفية ممارسة الرقابة على منجزيه ومستعمليه.**

إن الوزير الأول،

- بناء على التقرير المشترك بين وزير الداخلية والجماعات المحلية ووزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85-3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 79-07 المؤرخ في 26 شعبان عام 1399 الموافق 21 يوليو سنة 1979 والمتضمن قانون الجمارك، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 99-07 المؤرخ في 19 ذي الحجة عام 1419 الموافق 5 أبريل سنة 1999 والمتعلق بالجهاد والشهيد،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 12 - 325 المؤرخ في 16 شوال عام 1433 الموافق 3 سبتمبر سنة 2012 والمتضمن تعيين الوزير الأول،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 12 - 326 المؤرخ في 17 شوال عام 1433 الموافق 4 سبتمبر سنة 2012 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 99-252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 الذي يحدد شروط ممارسة نشاط إنجاز العلم الوطني وصنعه وكذلك الشعار الذي يحمله والعلم المصغر وكيفية ممارسة الرقابة على منجزيه ومستعمليه،

- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 12 - 326 المؤرخ في 17 شوال عام 1433 الموافق 4 سبتمبر سنة 2012 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 96-206 المؤرخ في 18 محرم عام 1417 الموافق 5 يونيو سنة 1996 الذي يحدد كيفية تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 086-302 الذي عنوانه "الصندوق الوطني للتسيير المتكامل للموارد المائية"،

- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

**يرسم ما يأتي :**

**المادة الأولى :** يعدل ويتم هذا المرسوم المرسوم التنفيذي رقم 96-206 المؤرخ في 18 محرم عام 1417 الموافق 5 يونيو سنة 1996 الذي يحدد كيفية تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 086-302 الذي عنوانه "الصندوق الوطني للتسيير المتكامل للموارد المائية".

**المادة 2 :** تتم أحكام المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 96-206 المؤرخ في 18 محرم عام 1417 الموافق 5 يونيو سنة 1996 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة 3 :** يسجل في الحساب رقم 086 - 302 ما يأتي :

**في باب الإيرادات :**

- ..... (بدون تغيير) .....

**في باب النفقات :**

- ..... (بدون تغيير) .....

تحدد قائمة نفقات وإيرادات هذا الحساب بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالموارد المائية".

**المادة 3 :** تعدل وتتم أحكام المادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 96-206 المؤرخ في 18 محرم عام 1417 الموافق 5 يونيو سنة 1996 والمذكور أعلاه، كما يأتي :

"**المادة 4 :** تحدد كيفية متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 086-302 الذي عنوانه "الصندوق الوطني للتسيير المتكامل للموارد المائية" بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالموارد المائية.

يعد الأمر بالصرف برنامج العمل الذي يوضح الأهداف المسطرة وكذا آجال الإنجاز".

### يرسم ما يأتي :

**المادة الأولى :** يعدل ويتم هذا المرسوم أحكام المرسوم التنفيذي رقم 99-252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 والمذكور أعلاه.

**المادة 2 :** تعدل وتتم أحكام المادة 2 من المرسوم التنفيذي رقم 99-252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 والمذكور أعلاه وتحرر كما يأتي :

**المادة 2 :** تخضع ممارسة نشاط إنجاز العلم الوطني وصنعه للحصول على رخصة إدارية مسبقة يسلمها الوالي المختص إقليميا بعد أخذ رأي المصالح المعنية ولا سيما مصالح الأمن.

يمارس نشاط إنجاز العلم الوطني وصنعه وكذا الشعار الذي يحمله والعلم المصغر حصريا على التراب الوطني.

لا يمكن أن يستعمل بالجزائر سوى العلم الوطني والشعار الذي يحمله والعلم المصغر المصنوع بالجزائر طبقا لأحكام هذا المرسوم.

**المادة 3 :** تدرج ضمن أحكام المرسوم التنفيذي رقم 99-252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 والمذكور أعلاه، مادة 2 مكرر تحرر كما يأتي :

**المادة 2 مكرر :** تحدد قائمة المنتوجات التي لا يمكن وضع صورة العلم الوطني عليها بقرار مشترك بين الوزراء المكلفين بالتجارة والداخلية والمالية والمجاهدين.

**المادة 4 :** تعدل أحكام المادة 5 من المرسوم التنفيذي رقم 99-252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 والمذكور أعلاه كما يأتي :

**المادة 5 :** تتشكل اللجنة الوطنية للعلم الوطني من :

– وزير الداخلية والجماعات المحلية أو ممثله،  
رئيسا،

– ممثل عن وزير الشؤون الخارجية،

– ممثل عن وزير المجاهدين،

– ممثل عن وزير التربية الوطنية،

– ممثل عن وزير التجارة،

– ممثل عن الأمن الوطني،

– ممثل عن الدرك الوطني.

**المادة 5 :** تعدل أحكام المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 99-252 المؤرخ في 28 رجب عام 1420 الموافق 7 نوفمبر سنة 1999 والمذكور أعلاه كما يأتي :

**المادة 9 :** تتشكل اللجنة الولائية للعلم الوطني من :

– الوالي أو ممثله رئيسا،

– مدير التنظيم والشؤون العامة، عضوا،

– مدير المجاهدين، عضوا،

– مدير التربية، عضوا،

– مدير التجارة، عضوا،

– رئيس الأمن الولائي، عضوا،

– قائد مجموعة الدرك الوطني، عضوا.

**المادة 6 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 5 جمادى الأولى عام 1434 الموافق 17 مارس سنة 2013.

عبد المالك سلال



**مرسوم تنفيذي رقم 13 – 109 مؤرخ في 5 جمادى الأولى عام 1434 الموافق 17 مارس سنة 2013، يحدد كيفية إنشاء فرقة البحث وسيرها.**

إن الوزير الأول،

– بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

– وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85-3 و125 (الفقرة 2) منه،

– وبمقتضى القانون رقم 84-17 المؤرخ في 8 شوال عام 1404 الموافق 7 يوليو سنة 1984 والمتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم،

– وبمقتضى القانون رقم 90-21 المؤرخ في 24 محرم عام 1411 الموافق 15 غشت سنة 1990 والمتعلق بالحاسبة العمومية،

– وبمقتضى القانون رقم 98-11 المؤرخ في 29 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 22 غشت سنة 1998 والمتضمن القانون التوجيهي والبرنامج الخماسي حول البحث العلمي والتطوير التكنولوجي 1998 – 2002، المعدل والمتمم، لا سيما المادة 20 منه،

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé des ressources en eau déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte ».

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 4* du décret exécutif n° 96-206 du 18 Moharram 1417 correspondant au 5 juin 1996, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Art. 4.* — Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-086 intitulé « Fonds national de gestion intégrée des ressources en eau » seront précisées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé des ressources en eau.

Le programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation ».

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Jomada El Oula 1434 correspondant au 17 mars 2013.

Abdelmalek SELLAL.

-----★-----

**Décret exécutif n° 13-108 du 5 Jomada El Oula 1434 correspondant au 17 mars 2013 modifiant et complétant le décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999 fixant les conditions d'exercice de l'activité de confection et de fabrication de l'emblème national, de l'écusson porteur de l'emblème national et du fanion et les modalités du contrôle sur les confectionneurs et les utilisateurs.**

-----

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 99-07 du 19 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid ;

Vu le décret présidentiel n° 12-325 du 16 Chaoual 1433 correspondant au 3 septembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 12-326 du 17 Chaoual 1433 correspondant au 4 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999 fixant les conditions d'exercice de l'activité de confection et de fabrication de l'emblème national et de l'écusson porteur de l'emblème national et du fanion et les modalités du contrôle sur les confectionneurs et les utilisateurs ;

Après approbation du Président de la République ;

#### Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de *l'article 2* du décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 2.* — L'exercice de l'activité de confection et de fabrication de l'emblème national est subordonné à l'obtention d'une autorisation administrative préalable, délivrée par le wali territorialement compétent, après avis des services concernés, notamment les services de sécurité.

L'activité de confection et de fabrication de l'emblème national, de l'écusson porteur de l'emblème national et du fanion est exercée exclusivement sur le territoire national.

Ne peuvent être utilisés en Algérie que l'emblème national, l'écusson porteur de l'emblème national et du fanion fabriqués en Algérie conformément aux dispositions du présent décret ».

Art. 3. — Il est inséré dans les dispositions du décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999, susvisé, un *article 2 bis*, rédigé comme suit :

« *Art. 2 bis.* — La liste des produits sur lesquels l'image de l'emblème national ne peut être apposée est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce, de l'intérieur, des finances et des moudjahidine ».

Art. 4. — Les dispositions de *l'article 5* du décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999, susvisé, sont modifiées comme suit :

« *Art. 5.* — La commission nationale de l'emblème national est composée comme suit :

- le ministre de l'intérieur et des collectivités locales ou son représentant, président ;
- un représentant du ministre des affaires étrangères ;
- un représentant du ministre des moudjahidine ;
- un représentant du ministre de l'éducation nationale ;
- un représentant du ministre du commerce ;
- un représentant de la sûreté nationale ;
- un représentant de la gendarmerie nationale ».

Art. 5. — Les dispositions de *l'article 9* du décret exécutif n° 99-252 du 28 Rajab 1420 correspondant au 7 novembre 1999, susvisé, sont modifiées comme suit :

« Art. 9. — La commission de wilaya de l'emblème national est composée :

- du wali ou de son représentant, président ;
- du directeur de la réglementation et des affaires générales, membre ;
- du directeur des moudjahidine, membre ;
- du directeur de l'éducation, membre ;
- du directeur du commerce, membre ;
- du représentant de la sûreté de wilaya, membre ;
- du commandant de groupement de la gendarmerie nationale, membre ».

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Jomada El Oula 1434 correspondant au 17 mars 2013.

Abdelmalek SELLAL.

-----★-----

**Décret exécutif n° 13-109 du 5 Jomada El Oula 1434 correspondant au 17 mars 2013 fixant les modalités de création et de fonctionnement de l'équipe de recherche.**

-----

Le Premier ministre,

Sur rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 98-11 du 29 Rabie Ethani 1419 correspondant au 22 août 1998, modifiée et complétée, portant loi d'orientation et de programme à projection quinquennale sur la recherche scientifique et le développement technologique, notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu la loi n° 07-11 du 15 Dhou El Kaâda 1428 correspondant au 25 novembre 2007 portant système comptable et financier ;

Vu le décret présidentiel n° 12-325 du 16 Chaoual 1433 correspondant au 3 septembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 12-326 du 17 Chaoual 1433 correspondant au 4 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-260 du 19 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 27 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Vu le décret exécutif n° 95-177 du 25 Moharram 1416 correspondant au 24 juin 1995, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-082 intitulé « Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique » ;

Vu le décret exécutif n° 99-244 du 21 Radjab 1420 correspondant au 31 octobre 1999 fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement du laboratoire de recherche ;

Vu le décret exécutif n° 99-257 du 8 Chaâbane 1420 correspondant au 16 novembre 1999 fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement de l'unité de recherche ;

Vu le décret exécutif n° 08-130 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier de l'enseignant chercheur ;

Vu le décret exécutif n° 08-131 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier du chercheur permanent ;

Vu le décret exécutif n° 10-232 du 23 Chaoual 1431 correspondant au 10 octobre 2010 fixant les conditions d'exercice des activités de recherche par l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire ou l'enseignant chercheur ainsi que les modalités de leur rétribution ;

Vu le décret exécutif n° 11-396 du 28 Dhou El Hidja 1432 correspondant au 24 novembre 2011 fixant le statut-type de l'établissement public à caractère scientifique et technologique ;

Vu le décret exécutif n° 11-397 du 28 Dhou El Hidja 1432 correspondant au 24 novembre 2011 fixant les règles particulières de gestion de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ;

Vu le décret exécutif n° 11-398 du 28 Dhou El Hidja 1432 correspondant au 24 novembre 2011 fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence thématique de recherche ;

Après approbation du Président de la République ;

# **GARANTIE DES BIENS ET DES SERVICES**

**المادة 17 :** يرسل الديوان قبل تاريخ ثلاثين (30) أبريل من كل سنة إلى الوزير المكلف بالثقافة، تقييما عن المبالغ التي تخصص له لتغطية الأعباء الحقيقية الناتجة عن تبعات الخدمة العمومية التي يفرضها عليه دفتر الشروط هذا.

يقرر الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالثقافة، تخصيص الاعتمادات أثناء إعداد ميزانية الدولة.

**المادة 18 :** تدفع المساهمات المستحقة للديوان مقابل تكفله بتبعات الخدمة العمومية، طبقا للإجراءات المنصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما.

**المادة 19 :** يجب إرسال حصيلة استعمال المساهمات إلى الوزير المكلف بالمالية في نهاية كل سنة مالية.



**مرسوم تنفيذي رقم 13 - 327 مؤرخ في 20 ذي القعدة عام 1434 الموافق 26 سبتمبر سنة 2013، يحدد شروط وكيفيات وضع ضمان السلع والخدمات حين التنفيذ.**

إن الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التجارة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85-3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش، لا سيما المادة 13 منه،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 13 - 312 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1434 الموافق 11 سبتمبر سنة 2013 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-39 المؤرخ في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990 والمتعلق برقابة الجودة وقمع الغش، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-266 المؤرخ في 25 صفر عام 1411 الموافق 15 سبتمبر سنة 1990 والمتعلق بضمان المنتوجات والخدمات،

**المادة 6 :** يلتزم الديوان بالإنتاج أو الإنتاج المشترك للتظاهرات الثقافية والعروض التي ينظمها لحساب السلطة الوصية أو بمناسبة الأيام الخاصة بإحياء المناسبات ذات الطابع الوطني والتاريخي والديني وذلك باستعمال جميع الدعائم السمعية البصرية.

**المادة 7 :** يكلف الديوان، بالمساهمة في إبراز المواهب الشابة وتنظيم أنشطة أدبية وفنية، في إطار الصلاحيات الموكلة إليه.

**المادة 8 :** يساهم الديوان في تشجيع الإبداع الثقافي والفني الموجه للطفل وذلك بطبعه ونشره وتوزيعه.

**المادة 9 :** يشارك الديوان في تنظيم التظاهرات الخاصة بتكريم المبدعين في مجالات الفكر والثقافة والفنون.

**المادة 10 :** ينظم وينتج الديوان تظاهرات ثقافية وفنية موجهة للمواطن، ولا سيما سكان الجنوب والهضاب العليا.

**المادة 11 :** يعمل الديوان على تعريف المواطن بالتراث الثقافي الوطني والعالمي من خلال أعمال الإنتاج والنشر والتنشيط الثقافي.

**المادة 12 :** يكلف الديوان بالمحافظة على التراث الفكري والفني وترقيته.

**المادة 13 :** يشارك الديوان في تنظيم تظاهرات ثقافية وفنية وعروض تبرمجها الوصاية على الصعيدين الوطني والدولي.

**المادة 14 :** يكلف الديوان بتنظيم و/أو المشاركة في تنظيم التظاهرات الثقافية والفنية التي تبرمجها الوصاية في إطار المبادلات الثنائية والمتعددة الأطراف ولا سيما الأسابيع الثقافية المنظمة في الخارج وكذا المهرجانات واللقاءات الفنية والمساهمة فيها.

**المادة 15 :** يكلف الديوان بتقديم عروض أجنبية في الجزائر بصفة تسمح للجمهور الجزائري بالاطلاع على الثقافة العالمية في إطار برامج المبادلات الثقافية الدولية.

**المادة 16 :** يتلقى الديوان عن كل سنة مالية، مساهمة مقابل تبعات الخدمة العمومية التي يفرضها عليه دفتر الشروط هذا.

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 12-203 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1433 الموافق 6 مايو سنة 2012 والمتعلق بالقواعد المطبقة في مجال أمن المنتوجات،

- و بعد موافقة رئيس الجمهورية،

### يرسم ما يأتي :

**المادة الأولى :** تطبيقا لأحكام المادة 13 من القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمذكور أعلاه، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد شروط وكيفيات وضع ضمان السلع والخدمات حيّز التنفيذ.

**المادة 2 :** تطبق أحكام هذا المرسوم على السلع أو الخدمات المقتناة المنصوص عليها في أحكام المادة 13 من القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمذكور أعلاه، مهما كانت طريقة وتقنية البيع المستعمل.

**المادة 3 :** يقصد في مفهوم هذا المرسوم، بما يأتي :

- **"الضمان" :** الضمان المنصوص عليه في النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالآثار القانونية المترتبة على تسليم سلعة أو خدمة غير مطابقة لعقد البيع (كل بند تعاقدي أو فاتورة أو قسيمة شراء أو قسيمة تسليم أو تذكرة صندوق أو كشف تكاليف أو كل وسيلة إثبات أخرى منصوص عليها في التشريع والتنظيم المعمول بهما) وتغطي العيوب الموجودة أثناء اقتناء السلعة أو تقديم الخدمة،

- **"الضمان الإضافي" :** كل التزام تعاقدي محتمل يبرم إضافة إلى الضمان القانوني الذي يقدمه المتدخل أو مثله لفائدة المستهلك، دون زيادة في التكلفة.

**المادة 4 :** في إطار تنفيذ الضمان، يتعين على كل متدخل تسليم المستهلك سلعة أو خدمة مطابقة لعقد البيع ويكون مسؤولا عن العيوب الموجودة أثناء تسليمها أو تقديم خدمة.

**المادة 5 :** يسري مفعول الضمان، ابتداء من تسليم السلعة أو تقديم خدمة.

ويتجسد هذا الضمان عن طريق تسليم شهادة الضمان للمستهلك بقوة القانون.

**المادة 6 :** يجب أن تبين شهادة الضمان التي يسلمها المتدخل، على الخصوص البيانات الآتية :

- اسم أو اسم شركة الضامن وعنوانه ورقم سجله التجاري وكذا العنوان الإلكتروني عند الاقتضاء،

- اسم ولقب المقتني،

- رقم وتاريخ الفاتورة أو تذكرة الصندوق أو قسيمة الشراء و/أو كل وثيقة أخرى مماثلة،

- طبيعة السلعة المضمونة، ولا سيما نوعها وعلامتها ورقمها التسلسلي،

- سعر السلعة المضمونة،

- مدة الضمان،

- اسم وعنوان الممثل المكلف بتنفيذ الضمان، عند الاقتضاء.

**المادة 7 :** يمكن أن تستعمل بيانات الضمان

المنصوص عليها في المادة 6 أعلاه، عند الاقتضاء، في مجال تقديم الخدمات إما عن طريق بند تعاقدي أو في الفاتورة أو في قسيمة الشراء أو أي وثيقة إثبات أخرى، طبقا للتشريع المعمول به.

يحدد نموذج شهادة الضمان بقرار من الوزير المكلف بحماية المستهلك وقمع الغش.

**المادة 8 :** يبقى الضمان ساري المفعول في حالة عدم تسليم شهادة الضمان أو عدم مراعاة البيانات المذكورة في المادة 6 أعلاه، أو ضياعها ويحق للمستهلك المطالبة به عن طريق تقديم فاتورة أو قسيمة الشراء أو تذكرة الصندوق أو أي وثيقة أخرى مماثلة، أو أي وسائل إثبات أخرى.

كما يبقى الضمان ساري المفعول في كل مراحل عملية عرض السلعة أو الخدمة للاستهلاك.

**المادة 9 :** يمتد الضمان القانوني أيضا إلى عيوب الخدمات المرتبطة باقتناء السلعة، ولا سيما فيما يتعلق برزماها وبتعليمات تركيبها أو بتشغيلها عندما تنجز تحت مسؤولية المتدخل.

**المادة 10 :** يجب أن يكون المنتج موضوع الضمان صالحا للاستعمال المخصص له، وعند الاقتضاء :

- يوافق الوصف الذي يقدمه المتدخل وحائزا كل الخصائص التي يقدمها هذا المتدخل للمستهلك في شكل عينة أو نموذج،

- يقدم الخصائص التي يجوز للمستهلك أن يتوقعها بصفة مشروعة، والتي أعلنها المتدخل أو مثله علنا ولا سيما عن طريق الإشهار أو الوسم،

- يتوفر على جميع الخصائص المنصوص عليها في التنظيم المعمول به.



**المادة 11 :** يمكن المستهلك أن يطالب بتجريب المنتج المقتنى، طبقا للتشريع والأعراف المعمول بها، دون إعفاء المتدخل من إلزامية الضمان.

**المادة 12 :** يجب أن يتم تنفيذ وجوب الضمان، طبقا للمادة 13 من القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمذكور أعلاه، دون تحميل المستهلك أي مصاريف إضافية إما :

- بإصلاح السلعة أو إعادة مطابقة الخدمة،

- باستبدالها،

- برد ثمنها.

وفي حالة العطب المتكرر، يجب أن يستبدل المنتج موضوع الضمان أو يرد ثمنه.

**المادة 13 :** إذا لم يقيم المتدخل بإصلاح العيب في الأجل المتعارف عليها مهنيا، حسب طبيعة السلعة، فإنه يمكن المستهلك القيام بهذا الإصلاح، إن أمكن ذلك، عن طريق مهني مؤهل من اختياره وعلى حساب المتدخل.

**المادة 14 :** يتحمل المتدخل المصاريف المتعلقة بخدمات التسليم والنقل والإرجاع والتركيب الضرورية لإصلاح السلعة أو استبدالها، إذا كانت السلعة المباعة قد سلمت في مسكن المستهلك أو في أي مكان آخر تم تعيينه من طرف هذا الأخير.

**المادة 15 :** إذا تعذر على المتدخل القيام بإصلاح السلعة، فإنه يجب عليه استبدالها أو رد ثمنها في أجل ثلاثين (30) يوما، ابتداء من تاريخ التصريح بالعيب.

**المادة 16 :** لا يمكن أن تقل مدة الضمان عن ستة (6) أشهر، ابتداء من تاريخ تسليم السلعة الجديدة أو تقديم الخدمة.

تحدد مدة الضمان حسب طبيعة السلعة بقرار من الوزير المكلف بحماية المستهلك وقمع الغش أو بقرار مشترك بينه وبين الوزير المعني.

**المادة 17 :** لا يمكن أن تقل مدة الضمان عن ثلاثة (3) أشهر بالنسبة للمنتجات المستعملة.

تحدد مدة الضمان بالنسبة للمنتجات المستعملة، حسب طبيعة المنتج، بقرار من الوزير المكلف بحماية المستهلك وقمع الغش أو بقرار مشترك بينه وبين الوزير المعني.

**المادة 18 :** يمكن المتدخل أن يمنح المستهلك ضمانا إضافيا أكثر امتيازاً من ذلك المنصوص عليه في المادة 3 (الفقرة الأولى) أعلاه.

وفي هذه الحالة، يطبق هذا الضمان حسب الشروط المحددة في أحكام هذا المرسوم.

**المادة 19 :** يجب أن يأخذ الضمان الإضافي المقدم للمستهلك شكل التزام تعاقدى مكتوب تحدد فيه البنود الضرورية لتنفيذه وأن يحتوي على البيانات اللازمة المذكورة في المادة 6 أعلاه.

**المادة 20 :** عندما يطلب المستهلك من المتدخل، أثناء فترة سريان الضمان القانوني أو الإضافي، إعادة السلعة موضوع الضمان إلى حالتها، فإن فترة الضمان تمتد بثلاثين (30) يوما على الأقل بسبب عدم استعمال السلعة، وتضاف هذه الفترة إلى مدة الضمان الباقية.

**المادة 21 :** لا يستفيد المستهلك من الضمان إلا بعد تقديم شكوى كتابية، أو عن طريق أي وسيلة اتصال أخرى مناسبة، لدى المتدخل.

يمكن المتدخل أن يطلب مهلة عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ استلام الشكوى، للقيام بمعاينة مصادرة، وعلى حسابه، بحضور الطرفين أو ممثليهما في المكان الذي توجد فيه السلعة المضمونة.

**المادة 22 :** عندما لا ينفذ وجوب الضمان في أجل الثلاثين (30) يوما التي تلي تاريخ استلام الشكوى من المتدخل، فإنه يجب على المستهلك إعدار المتدخل عن طريق رسالة موصى عليها مع إشعار بالاستلام أو بأي وسيلة أخرى مطابقة للتشريع المعمول به.

وفي هذه الحالة، على المتدخل القيام بتنفيذ الضمان في أجل ثلاثين (30) يوما، ابتداء من تاريخ التوقيع على الإشعار بالاستلام.

**المادة 23 :** تحدد الشروط والكيفيات الخاصة لتطبيق أحكام هذا المرسوم، عند الحاجة، بموجب قرارات للوزير المكلف بحماية المستهلك وقمع الغش.

**المادة 24 :** تلغى كل الأحكام المخالفة لهذا المرسوم، ولا سيما منها أحكام المرسوم التنفيذي رقم 90-266 المؤرخ في 25 صفر عام 1411 الموافق 15 سبتمبر سنة 1990 والمتعلق بضمان المنتوجات والخدمات.

**المادة 25 :** كل إخلال بأحكام هذا المرسوم يعاقب عليه، وفقا لأحكام القانون رقم 09-03 المؤرخ في 29 صفر عام 1430 الموافق 25 فبراير سنة 2009 والمذكور أعلاه، لا سيما المادتان 75 و 76 منه.

**المادة 26 :** تدخل أحكام هذا المرسوم حيز التنفيذ بعد سنة واحدة (1) من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

**المادة 27 :** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 20 ذي القعدة عام 1434 الموافق 26 سبتمبر سنة 2013.

Art. 17. — L'office adresse au ministre chargé de la culture, avant le trente (30) avril de chaque année, l'évaluation des montants qui devront lui être alloués pour la couverture des charges réelles induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre chargé des finances et le ministre chargé de la culture lors de l'élaboration du budget de l'Etat.

Art. 18. — Les contributions dues à l'office en contrepartie de la prise en charge des sujétions de service public sont versées conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 19. — Un bilan d'utilisation de la contribution doit être transmis au ministre chargé des finances à la fin de chaque exercice budgétaire.

— — — — ★ — — — —

**Décret exécutif n° 13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013 fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre de la garantie des biens et des services.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, notamment son article 13 ;

Vu le décret présidentiel n° 13-312 du 5 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 11 septembre 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et services ;

Vu le décret exécutif n° 12-203 du 14 Joumada Ethania 1433 correspondant au 6 mai 2012 relatif aux règles applicables en matière de sécurité des produits ;

Après approbation du Président de la République ;

**Décète :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 13 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités de mise en œuvre de la garantie des biens et des services.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux biens ou services acquis prévus par les dispositions de l'article 13 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée, quel que soient le mode et la technique de vente utilisée.

Art. 3. — Au sens du présent décret, il est entendu par :

— « **garantie** » : la garantie prévue par des textes législatifs et réglementaires relatifs aux effets juridiques de la livraison d'un bien ou service non conforme au contrat de vente (toute clause contractuelle, facture, bon d'achat, bon de livraison, ticket de caisse, devis ou tout autre moyen de preuve prévu par la législation et la réglementation en vigueur) et couvrant des défauts existants lors de l'acquisition d'un bien ou prestation de service ;

— « **garantie supplémentaire** » : tout engagement contractuel éventuel conclu en plus de la garantie légale de l'intervenant ou de son représentant à l'égard du consommateur, donné sans supplément de coût.

Art. 4. — Dans le cadre de la mise en œuvre de la garantie, tout intervenant est tenu de livrer au consommateur un bien ou service conforme au contrat de vente et est responsable des défauts existants lors de sa délivrance ou de la prestation d'un service.

Art. 5. — La garantie prend effet à partir de la délivrance du bien ou de la prestation d'un service.

Cette garantie se matérialise par la remise, de plein droit au consommateur, d'un certificat de garantie.

Art. 6. — Le certificat de garantie délivré par l'intervenant doit indiquer, notamment les mentions suivantes :

— le nom ou la raison sociale, l'adresse et le numéro du registre du commerce du garant ainsi que l'adresse électronique, le cas échéant ;

— le nom et prénoms de l'acquéreur ;

— le numéro et la date de la facture ou du ticket de caisse ou du bon d'achat et/ou tout autre document similaire ;

— la nature du bien garanti, notamment son type, sa marque, son numéro de série ;

— le prix du bien garanti ;

— la durée de garantie ;

— le cas échéant, le nom, l'adresse du représentant chargé de l'exécution de la garantie.

Art. 7. — Les mentions de la garantie prévues à l'article 6 ci-dessus, peuvent être utilisées le cas échéant, pour la prestation de service, soit dans une clause contractuelle, dans une facture, dans un bon d'achat ou tout autre document de preuve conformément à la législation en vigueur.

Le modèle du certificat de garantie est fixé par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Art. 8. — En cas de non délivrance du certificat de garantie ou de non-respect des mentions citées à l'article 6 ci-dessus, ou de perte du certificat de garantie, celle-ci demeure valable et le consommateur est en droit de s'en prévaloir, par la présentation de la facture ou d'un bon d'achat, ticket de caisse, tout autre document similaire ou par tous autres moyens de preuve.

La garantie est valable durant tout le processus de mise à la consommation du bien ou du service.

Art. 9. — La garantie s'étend également aux défauts des services liés à l'acquisition du bien notamment, son emballage, ses instructions de montage ou sa mise en service lorsque ceux-ci sont réalisés sous la responsabilité de l'intervenant.

Art. 10. — Le produit objet de garantie doit répondre à l'usage pour lequel il est destiné et le cas échéant :

— correspondre à la description donnée par l'intervenant et posséder les caractéristiques que celui-ci a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle ;

— présenter les caractéristiques qu'un consommateur peut légitimement attendre en égard aux déclarations publiques faites par l'intervenant ou par son représentant, notamment à travers la publicité ou l'étiquetage ;

— présenter toutes les caractéristiques prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 11. — Le consommateur peut exiger l'essai du produit acquis conformément à la législation et aux usages en vigueur, sans exclure l'obligation de garantie de l'intervenant.

Art. 12. — L'exécution de l'obligation de garantie conformément à l'article 13 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée, doit s'effectuer, sans aucun frais supplémentaire pour le consommateur, soit :

— par la réparation du bien ou la mise en conformité du service ;

— par son remplacement ;

— par le remboursement de son prix.

En cas de panne répétée, le bien objet de la garantie doit être remplacé ou son prix remboursé.

Art. 13. — Si l'intervenant ne procède pas à la réparation du défaut, dans un délai conforme aux usages de la profession, selon la nature du bien, le consommateur peut faire exécuter la réparation, lorsque celle-ci est possible, par un professionnel qualifié de son choix et aux frais de l'intervenant.

Art. 14. — Si le bien vendu avait été livré au domicile du consommateur ou à un autre endroit désigné par ce dernier, les frais de livraison, de transport, de restitution et d'installation nécessaires pour la réparation du bien ou son remplacement, sont à la charge de l'intervenant.

Art. 15. — Lorsque l'intervenant ne peut procéder à la réparation du bien, il est tenu de le remplacer ou de rembourser le prix dans un délai de trente (30) jours à partir de la date de déclaration du défaut.

Art. 16. — La durée de garantie ne peut être inférieure à six (6) mois, à compter de la date de la délivrance du produit neuf ou de la prestation du service.

La durée de garantie, par nature du bien, est précisée par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ou par arrêté conjoint avec le ministre concerné.

Art. 17. — La durée de garantie ne peut être inférieure à trois (3) mois, pour les produits d'occasion.

La durée de garantie des produits d'occasion, par nature du produit, est précisée par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ou par arrêté conjoint avec le ministre concerné.

Art. 18. — L'intervenant peut consentir au consommateur une garantie supplémentaire plus avantageuse, que celle prévue à l'article 3 (alinéa 1er) ci-dessus.

Dans ce cas, cette garantie est applicable dans les conditions fixées par les dispositions du présent décret.

Art. 19. — La garantie supplémentaire offerte au consommateur doit prendre la forme d'un engagement contractuel écrit précisant les clauses nécessaires à sa mise en œuvre et comporter les indications nécessaires prévues à l'article 6 ci-dessus.

Art. 20. — Lorsque le consommateur demande à l'intervenant une remise en état du bien, pendant la durée de validité de garantie légale ou supplémentaire, un prolongement de la durée de la garantie d'au moins trente (30) jours due à l'immobilisation du bien, s'ajoute à la durée de garantie restant à courir.

Art. 21. — Le consommateur ne bénéficie de la garantie, que suite à une réclamation, écrite ou introduite par tout autre moyen de communication approprié, auprès de l'intervenant.

L'intervenant peut exiger dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la réclamation et à ses frais, l'accomplissement d'une constatation contradictoire faite en présence des deux parties ou de leurs représentants au lieu où se trouve le bien garanti.

Art. 22. — Lorsque l'obligation de garantie n'est pas exécutée dans un délai de trente (30) jours qui suit la date de réception de la réclamation par l'intervenant, le consommateur doit mettre en demeure l'intervenant par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen conforme à la législation en vigueur.

Dans ce cas, l'intervenant dispose de trente (30) jours à compter de la date de signature de l'accusé de réception, pour l'exécution de la garantie.

Art. 23. — Les conditions et les modalités particulières d'application des dispositions du présent décret, sont précisées, en tant que de besoin, par des arrêtés du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Art. 24. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées, notamment celles du décret exécutif n° 90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et services.

Art. 25. — Tout manquement aux dispositions du présent décret est sanctionné conformément aux dispositions de la loi n° 09-03 du 29 safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée, notamment ses articles 75 et 76.

Art. 26. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur une (1) année après sa date de publication au *Journal officiel*.

Art. 27. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013.

Abdelmalek SELLAL.

-----★-----

**Décret exécutif n° 13-328 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013 fixant les conditions et les modalités d'agrément des laboratoires au titre de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.**

-----

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation ;

Vu la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes ;

Vu le décret présidentiel n° 13-312 du 5 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 11 septembre 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-147 du 8 août 1989, modifié et complété, portant création, organisation et fonctionnement du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 02-68 du 23 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 6 février 2002 fixant les conditions d'ouverture et d'agrément des laboratoires d'analyses de la qualité ;

Vu le décret exécutif n° 05-465 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 relatif à l'évaluation de la conformité ;

Vu le décret exécutif n° 05-466 du 4 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 6 décembre 2005 portant création, organisation et fonctionnement de l'organisme algérien d'accréditation « ALGERAC » ;

Après approbation du Président de la République ;

**Décète :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 36 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'agrément des laboratoires au titre de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Art. 2. — Au sens du présent décret, on entend par :

— "**agrément**" : la reconnaissance officielle de la compétence d'un laboratoire à réaliser des analyses, tests et essais dans des domaines précis dans le cadre de la répression des fraudes, pour déterminer la conformité des produits aux normes et/ou spécifications légales et réglementaires qui doivent les caractériser, ou faire ressortir que le produit ou le matériau ne porte pas préjudice à la santé, à la sécurité ainsi qu'à l'intérêt matériel du consommateur ;

— "**analyse, test et essai**" : toute opération technique qui consiste à déterminer une ou plusieurs caractéristiques ou la performance d'un produit, matériau, équipement, processus ou service, selon un mode opératoire spécifié ;

— "**laboratoire d'analyses et d'essais**" : tout organisme qui mesure, examine, essaie, teste, étalonne ou plus généralement détermine les caractéristiques ou les performances du matériau, du produit et de leurs constituants.

Art. 3. — L'agrément d'un laboratoire d'analyses et d'essais est délivré par domaine de compétence et après avis de la commission d'agrément prévue à l'article 7 ci-dessous, par décision du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

L'agrément d'un laboratoire, par domaine de compétence, est subordonné à l'expression d'un besoin par les services du ministère chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

La liste des laboratoires agréés, par domaine de compétence, est fixée par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Art. 4. — L'agrément d'un laboratoire, par domaine de compétence, peut concerner tout ou partie des analyses, des tests ou essais effectués par un laboratoire dûment accrédité.

Art. 5. — Le dossier de demande d'agrément comporte les pièces suivantes :

— une demande adressée au ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ;

— l'organigramme du laboratoire ;

## وزارة التجارة

قرار مؤرخ في 19 محرم عام 1436 الموافق 12 نوفمبر  
سنة 2014، يحدد نموذج شهادة الضمان.

إن وزير التجارة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 14-154 المؤرخ  
في 5 رجب عام 1435 الموافق 5 مايو سنة 2014  
والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-39 المؤرخ  
في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990  
والمعلق برقابة الجودة وقمع الغش، المعدل  
والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02-453 المؤرخ  
في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر  
سنة 2002 الذي يحدد صلاحيات وزير  
التجارة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 12-203 المؤرخ  
في 14 جمادى الثانية عام 1433 الموافق 6 مايو  
سنة 2012 والمعلق بالقواعد المطبقة في مجال  
أمن المنتوجات،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-327  
المؤرخ في 20 ذي القعدة عام 1434 الموافق  
26 سبتمبر سنة 2013 الذي يحدد شروط  
وكيفيات وضع ضمان السلع والخدمات  
حيث التنفيذ، لا سيما المادة 7 منه،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-378 المؤرخ  
في 5 محرم عام 1435 الموافق 9 نوفمبر سنة 2013  
الذي يحدد الشروط والكيفيات المتعلقة بإعلام  
المستهلك،

- وبمقتضى القرار المؤرخ في 29 ذي القعدة عام  
1414 الموافق 10 مايو سنة 1994 والمتضمن كيفيات  
تطبيق المرسوم التنفيذي رقم 90-266 المؤرخ في

25 صفر عام 1411 الموافق 15 سبتمبر سنة  
1990 والمتعلق بضمان المنتوجات والخدمات،

يقرر ما يأتي :

**المادة الأولى :** تطبيقا لأحكام المادة 7 من  
المرسوم التنفيذي رقم 13-327 المؤرخ في  
20 ذي القعدة عام 1434 الموافق 26 سبتمبر  
سنة 2013 والمذكور أعلاه، يهدف هذا  
القرار إلى تحديد نموذج شهادة الضمان.

**المادة 2 :** يجب أن تحرر شهادة الضمان  
حسب النموذج المرفق بهذا القرار وأن  
يحتوي على البيانات الواردة في المادة 6  
من المرسوم التنفيذي رقم 13-327 المؤرخ  
في 20 ذي القعدة عام 1434 الموافق 26  
سبتمبر سنة 2013 والمذكور أعلاه.

**المادة 3 :** تتكون شهادة الضمان  
المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه، من  
شقين (2)، يحتفظ المتدخل بالشق الأول ويقدم  
الشق الثاني للمقتني الذي يجب أن يقدمه  
في حالة الشكوى.

**المادة 4 :** تلغى أحكام القرار المؤرخ  
في 29 ذي القعدة عام 1414 الموافق 10  
مايو سنة 1994 والمتضمن كيفيات  
تطبيق المرسوم التنفيذي رقم 90-266  
المؤرخ في 25 صفر عام 1411 الموافق 15  
سبتمبر سنة 1990 والمتعلق بضمان  
المنتوجات والخدمات.

**المادة 5 :** تدخل أحكام هذا القرار حيث  
التنفيذ بعد ستة (6) أشهر من تاريخ  
نشره في الجريدة الرسمية.

**المادة 6 :** ينشر هذا القرار في الجريدة  
الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 19 محرم عام 1436  
الموافق 12 نوفمبر سنة 2014.

عمارة بن يونس

## الملحق

### نموذج شهادة الضمان

#### الشق الثاني المخصص للمقتني

#### الشق الأول المخصص للمتدخل

##### المعلومات المتعلقة بالمتدخل :

الاسم أو اسم الشركة : .....

العنوان : .....

رقم السجل التجاري : .....

العنوان الإلكتروني أو رقم الهاتف، عند  
الاقتضاء : .....

الاسم وعنوان الممثل المكلف بتنفيذ الضمان، عند  
الاقتضاء : .....

##### المعلومات المتعلقة بالمقتني :

الاسم واللقب : .....

العنوان : .....

##### المعلومات المتعلقة بالسلعة المضمونة :

رقم وتاريخ الفاتورة أو تذكرة الصندوق أو قسيمة  
الشراء أو كل وثيقة أخرى مماثلة : .....

طبيعة السلعة : النوع والعلامة والرقم التسلسلي :  
.....

السعر (مع احتساب كل الرسوم) : .....

مدة الضمان (بالشهر) : .....

تاريخ سريان الضمان : .....

حررَ بـ..... في.....

الإمضاء والختم الندي للمتدخل

##### المعلومات المتعلقة بالمتدخل :

الاسم أو اسم الشركة : .....

العنوان : .....

رقم السجل التجاري : .....

العنوان الإلكتروني أو رقم الهاتف، عند  
الاقتضاء : .....

الاسم وعنوان الممثل المكلف بتنفيذ الضمان، عند  
الاقتضاء : .....

##### المعلومات المتعلقة بالمقتني :

الاسم واللقب : .....

العنوان : .....

##### المعلومات المتعلقة بالسلعة المضمونة :

رقم وتاريخ الفاتورة أو تذكرة الصندوق أو قسيمة  
الشراء أو كل وثيقة أخرى مماثلة : .....

طبيعة السلعة : النوع والعلامة والرقم التسلسلي :  
.....

السعر (مع احتساب كل الرسوم) : .....

مدة الضمان (بالشهر) : .....

تاريخ سريان الضمان : .....

حررَ بـ..... في.....

الإمضاء والختم الندي

**تنبيه :** يجب أن تملأ كليا البيانات المحددة في هذا النموذج، وتحرر بطريقة واضحة ومقروءة.

**MINISTERE DU COMMERCE****Arrêté du 19 Moharram 1436 correspondant au 12 novembre 2014 fixant le modèle du certificat de garantie.**

-----

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 14-154 du 5 Rajab 1435 correspondant au 5 mai 2014 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 12-203 du 14 Jomada Ethania 1433 correspondant au 6 mai 2012 relatif aux règles applicables en matière de sécurité des produits ;

Vu le décret exécutif n° 13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013 fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre de la garantie des biens et des services, notamment son article 7 ;

Vu le décret exécutif n° 13-378 du 5 Moharram 1435 correspondant au 9 novembre 2013 fixant les conditions et les modalités relatives à l'information du consommateur ;

Vu l'arrêté du 29 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 10 mai 1994 portant modalités de mise en œuvre du décret exécutif n° 90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et services ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 7 du décret exécutif n° 13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer le modèle de certificat de garantie.

Art. 2. — Le certificat de garantie doit être établi selon le modèle annexé au présent arrêté et contenir les mentions prévues à l'article 6 du décret exécutif n° 13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013, susvisé.

Art. 3. — Le certificat de garantie prévu à l'article 2 ci-dessus, comporte deux (2) volets. Le volet n° 1 est conservé par l'intervenant et le volet n° 2 est remis à l'acquéreur qui doit le présenter, en cas de réclamation.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 29 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 10 mai 1994 portant modalités de mise en œuvre du décret exécutif n° 90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et services.

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur six (6) mois après sa date de publication au *Journal officiel*.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Moharram 1436 correspondant au 12 novembre 2014.

Amara BENYOUNES.

ANNEXE

MODELE DE CERTIFICAT DE GARANTIE

VOLET N° 1

Réservé à l'intervenant

VOLET N° 2

Réservé à l'acquéreur

**Information concernant l'intervenant :**

Nom ou raison sociale :.....

Adresse :.....

Numéro du registre du commerce :.....

Adresse électronique ou numéro de téléphone, le cas échéant :.....

Nom et adresse du représentant chargé de l'exécution de la garantie, le cas échéant :

**Information concernant l'acquéreur :**

Nom et prénom :.....

Adresse :.....

**Information concernant le bien garanti :**

Numéro et date de la facture, ticket de caisse, bon d'achat ou tout autre document similaire :.....

Nature du bien : type, marque et numéro de série :.....

Prix (en TTC) :.....

Durée de garantie (en mois) :.....

Date d'effet de garantie :.....

Fait à ..... , le .....

Signature et cachet humide

**Information concernant l'intervenant :**

Nom ou raison sociale :.....

Adresse :.....

Numéro du registre du commerce :.....

Adresse électronique ou numéro de téléphone, le cas échéant :.....

Nom et adresse du représentant chargé de l'exécution de la garantie, le cas échéant :

**Information concernant l'acquéreur :**

Nom et prénom :.....

Adresse :.....

**Information concernant le bien garanti :**

Numéro et date de la facture, ticket de caisse, bon d'achat ou tout autre document similaire :.....

Nature du bien : type, marque et numéro de série :.....

Prix (en TTC) :.....

Durée de garantie (en mois) :.....

Date d'effet de garantie :.....

Fait à ..... , le .....

Signature et cachet humide de l'intervenant

**N.B :** les mentions prévues dans le présent modèle doivent être dûment remplies et rédigées de façon visible et lisible.



## وزارة التجارة

### قرار وزاري مشترك مؤرخ في 21 صفر عام 1436 الموافق 14 ديسمبر سنة 2014، يحدد مدة الضمان حسب طبيعة السلعة.

إن وزير التجارة،

ووزير الصناعة والمناجم،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 14-154 المؤرخ  
في 5 رجب عام 1435 الموافق 5 مايو سنة 2014  
والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-39 المؤرخ  
في 3 رجب عام 1410 الموافق 30 يناير سنة 1990  
والمتعلق برقابة الجودة وقمع الغش، المعدل والمتم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02-453 المؤرخ  
في 17 شوال عام 1423 الموافق 21 ديسمبر سنة 2002  
الذي يحدد صلاحيات وزير التجارة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 12-203 المؤرخ  
في 14 جمادى الثانية عام 1433 الموافق 6 مايو سنة  
2012 والمتعلق بالقواعد المطبقة في مجال أمن  
المنتجات،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-327 المؤرخ  
في 20 ذي القعدة عام 1434 الموافق 26 سبتمبر سنة  
2013 الذي يحدد شروط وكيفيات وضع ضمان السلع  
والخدمات حيز التنفيذ، لا سيما المادة 16 منه،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-378 المؤرخ  
في 5 محرم عام 1435 الموافق 9 نوفمبر سنة 2013 الذي  
يحدد الشروط والكيفيات المتعلقة بإعلام المستهلك،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 14-241 المؤرخ  
في أول ذي القعدة عام 1435 الموافق 27 غشت سنة 2014  
الذي يحدد صلاحيات وزير الصناعة والمناجم،

- وبمقتضى القرار المؤرخ في 29 ذي القعدة عام  
1414 الموافق 10 مايو سنة 1994 والمتضمن كيفيات  
تطبيق المرسوم التنفيذي رقم 90-266 المؤرخ في 15  
سبتمبر سنة 1990 والمتعلق بضمان المنتجات  
والخدمات،

يقرآن ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادة 16 من المرسوم  
التنفيذي رقم 13-327 المؤرخ في 20 ذي القعدة عام 1434

الموافق 26 سبتمبر سنة 2013 والمذكور أعلاه، يهدف  
هذا القرار إلى تحديد مدة الضمان حسب طبيعة  
السلعة.

**المادة 2 :** تحدد مدة ضمان السلع الجديدة المقتناة  
بمقابل أو مجانا، حسب طبيعة السلعة، كما هو مبين في  
القوائم الملحقة بهذا القرار .

**المادة 3 :** مدة ضمان السلع المقتناة بمقابل أو مجانا  
غير المحددة في القوائم الملحقة بهذا القرار هي تلك  
المعمول بها في المهنة أو النشاط، على أن تقل عن ستة  
(6) أشهر.

**المادة 4 :** يجب أن ترفق كل سلعة مضمونة بشهادة  
الضمان وحسب طبيعتها، بدليل الاستعمال.

يجب أن تبين شهادة الضمان :

- مدة الضمان،

- تاريخ سريان الضمان.

**المادة 5 :** عندما يقوم المتدخل بإصلاح أو استبدال  
السلعة، يجب أن توقف مدة الضمان ويسري مفعولها  
بعد إعادة السلعة إلى حالتها الطبيعية.

**المادة 6 :** في حالة إعادة بيع سلعة مضمونة،  
يستفيد المقتني الجديد من مدة الضمان المتبقية  
وبنفس المزايا المرتبطة بها.

يلزم المتدخل بتدوين هذا التحويل في شهادة  
الضمان.

**المادة 7 :** تلغى أحكام القرار المؤرخ في 29 ذي  
القعدة عام 1414 الموافق 10 مايو سنة 1994 والمتضمن  
كيفيات تطبيق المرسوم التنفيذي رقم 90-266 المؤرخ  
في 25 صفر عام 1411 الموافق 15 سبتمبر سنة 1990  
والمتعلق بضمان المنتجات والخدمات.

**المادة 8 :** تدخل أحكام هذا القرار حيز التنفيذ بعد  
سنة (6) أشهر من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

**المادة 9 :** ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية  
للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 21 صفر عام 1436 الموافق 14  
ديسمبر سنة 2014.

وزير الصناعة والمناجم

عبد السلام بوشوارب

وزير التجارة

عمارة بن يونس

## الملحق الأول

## مدة ضمان السلع الكهرومنزلية والكهربائية والإلكترونية

مدة الضمان (شهر)	السلع
24	- أجهزة الطبخ .....
24	- أفران مدمجة .....
12	- أفران مصغرة موضوعة .....
24	- لوحات الطهي .....
12	- أجهزة الطبخ ( كهربائية وبالضغط وبالبخار وشواية ... ) .....
12	- أفران الطهي بالغاز ( طابونات، ... ) .....
24	- ميكرويف .....
24	- أجهزة التبريد والتجميد والتجميد المكثف .....
24	- أجهزة غسل الأواني .....
24	- آلات وأجهزة للغسل والتنظيف والعصر والتجفيف .....
24	- أجهزة التلفاز .....
12	- محيطيات ومستقبلات التلفاز ( مموج ومفك الشفرة، ... ) .....
12	- كل أنواع قارئي من صنف ( أقراص مضغوطة، ... ) .....
6	- كل أنواع قارئي من صنف ( أمبي 3 وأمبي 4، ... ) .....
24	- أجهزة تسخين الأماكن .....
24	- أجهزة تسخين الماء .....
24	- أجهزة تكييف الهواء و/أو استخلاصه ( مكيف الهواء و مستخرجة الهواء، ... ) .....
24	- مكواة .....
24	- مكانس كهربائية و منظفات آلية .....
12	- آلات العجين .....
12	- روبوتات منزلية أحادية الوظيفة (مفرمة وخلاط ومضرب، ... ) .....
24	- روبوتات منزلية متعددة الوظائف .....
24	- آلات تحضير القهوة .....
12	- غلايات قهوة كهربائية .....
12	- غلايات شاي كهربائية .....
12	- غلايات كهربائية .....
12	- محمصات الخبز .....
12	- لوازم الساعات .....
18	- آلات الخياطة والغزل والأجهزة المماثلة .....
12	- أجهزة التقاط الصور و كاميرات الفيديو .....
12	- أدوات كهربائية محمولة .....

## الملحق 2

## مدة ضمان سلع الإعلام الآلي والمكتبية

مدة الضمان (شهر)	السلع
12	- أجهزة التسجيل واستنساخ الصورة .....
12	- أجهزة تسجيل الصوت ونقله .....
12	- أجهزة إعلام آلي مكتبية .....
12	- أجهزة إعلام آلي محمولة .....
12	- أجهزة العرض السمعي البصري .....
12	- محيطيات ولوازم إعلام آلي ( العاكس والفأرة وكاميرا ويب، ... ) .....
12	- طابعات بالإبرة أو بالحبر .....
12	- طابعات بالليزر .....
12	- طابعات متعددة الوظائف .....
12	- الناسخات .....
12	- تجهيزات الحفظ للإعلام الآلي (قرص صلب، ... ) .....
12	- أجهزة الفاكس .....
12	- لوحات لمسية .....

## الملحق 3

## مدة ضمان سلع العناية

مدة الضمان (شهر)	السلع
12	- أجهزة الحلاقة (محلقة كهربائية، ... ) .....
12	- أجهزة النتف والتجميل النسائية .....
12	- أجهزة العناية بالشعر (مجفف وملمس ومشط كهربائي، ... ) .....

## الملحق 4

## مدة ضمان السلع الهاتفية

مدة الضمان (شهر)	السلع
12	- هواتف نقالة بشاشة أسود وأبيض .....
12	- هواتف نقالة متعددة الوسائط و/أو هواتف ذكية .....
12	- هواتف (ثابتة و لاسلكية ) .....

## الملحق 5

## مدة ضمان التجهيزات والآلات

مدة الضمان (شهر)	السلع
12	- مضخات كهربائية .....
12	- مولدات كهربائية .....
12	- محولات و/ أو مثبتات الكهرباء .....
12	- بطاريات وحاشدات (باستثناء الحاشدات التي لا تشحن) .....
12	- أجهزة الوزن و القياس .....
12	- أجهزة ولوازم التصليحات الصغيرة (مصقلة ومكشطة وثقابة ومنجرة آلية ... ) .....
12	- أجهزة إنذار وأجهزة مراقبة بالفيديو و هاتف داخلي .....
12	- أجهزة الحماية من الحرائق ومكافحتها .....
12	- لوازم الحداثق .....
12	- آلات موسيقية .....

## الملحق 6

## مدة ضمان اللعب

مدة الضمان (شهر)	السلع
12	- ألعاب كهربائية ذات بطاريات تفوق 24 فولط .....
6	- ألعاب كهربائية ذات بطاريات أقل من 24 فولط .....
6	- درجات وتجهيزات الحماية للأطفال .....
12	- درجات وتجهيزات الحماية للكبار .....
6	- ألواح وزلاجات ذات دواليب للأطفال .....
6	- ألعاب موجهة للأطفال الأقل من 36 شهرا .....
6	- أرجوحات معلقة و حلقات و الأرجوحات المتوازية .....
12	- وحدات ألعاب فيديو وملحقاتها .....

## الملحق 7

## مدة ضمان سلع مختلفة

مدة الضمان (شهر)	السلع
24	- سفن للترفيه و الصيد أو أي وسيلة ترفيه بحرية أخرى .....
24	- أجهزة الترفيه والتسلية والرياضة .....
12	- أجهزة قياس الضغط الشرياني .....
12	- أجهزة قياس السكر في الدم .....

EMPLOIS	EFFECTIFS SELON LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL				EFFECTIFS (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Agent de prévention de niveau 2	3	—	—	—	3	7	348
Agent de prévention de niveau 1	12	—	—	—	12	5	288
Ouvrier professionnel de niveau 3	3	—	—	—	3	5	288
Ouvrier professionnel de niveau 2	2	—	—	—	2	3	240
Ouvrier professionnel de niveau 1	8	3	—	—	11	1	200
Conducteur d'automobile de niveau 2	1	—	—	—	1	3	240
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>32</b>		»

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Safar 1436 correspondant au 27 novembre 2014.

Le ministre des finances      Le ministre des transports

Mohamed DJELLAB              Amar GHOUL

Pour le Premier ministre, et par délégation

*Le directeur général de la fonction publique et de la réforme administrative*

Belkacem BOUCHEMAL

**MINISTERE DU COMMERCE**

**Arrêté interministériel du 21 Safar 1436 correspondant au 14 décembre 2014 fixant la durée de garantie par nature du bien.**

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'industrie et des mines,

Vu le décret présidentiel n° 14-154 du 5 Rajab 1435 correspondant au 5 mai 2014 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 3 Rajab 1410 correspondant au 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 12-203 du 14 Joumada Ethania 1433 correspondant au 6 mai 2012 relatif aux règles applicables en matière de sécurité des produits ;

Vu le décret exécutif n° 13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013 fixant les conditions et les modalités de mise en œuvre de la garantie des biens et des services, notamment son article 16 ;

Vu le décret exécutif n° 13-378 du 5 Moharram 1435 correspondant au 9 novembre 2013 fixant les conditions et les modalités relatives à l'information du consommateur ;

Vu le décret exécutif n° 14-241 du Aouel Dhou El Kaada 1435 correspondant au 27 août 2014 fixant les attributions du ministre de l'industrie et des mines ;

Vu l'arrêté du 29 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 10 mai 1994 portant modalités de mise en œuvre du décret exécutif n° 90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et services ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 16 du décret exécutif n° 13-327 du 20 Dhou El Kaada 1434 correspondant au 26 septembre 2013, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la durée de garantie par nature du bien.

Art. 2. — La durée de garantie des biens neufs acquis à titre onéreux ou gratuit, est fixée par nature du bien, selon les listes annexées au présent arrêté.

Art. 3. — La durée de garantie des biens acquis à titre onéreux ou gratuit, ne figurant pas sur les listes annexées au présent arrêté, est celle en usage dans la profession ou l'activité sans qu'elle puisse, toutefois, être inférieure à six (6) mois.

Art. 4. — Le bien garanti doit être accompagné d'un certificat de garantie et, selon sa nature, d'un guide d'emploi.

Le certificat de garantie doit préciser :

- la durée de la garantie ;
- la date d'effet de la garantie.

Art. 5. — Lorsque l'intervenant procède à la réparation ou au remplacement du bien, la durée de garantie doit être suspendue et prend effet après la remise en état du bien.

Art. 6. — Dans le cas de la revente d'un bien garanti, le nouvel acquéreur bénéficie de la durée de la garantie restante et des mêmes avantages y afférents.

L'intervenant est tenu de formaliser ce transfert sur le certificat de garantie.

Art. 7. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 29 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 10 mai 1994 portant modalités de mise en œuvre du décret exécutif n° 90-266 du 15 septembre 1990 relatif à la garantie des produits et services.

Art. 8. — Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur six (6) mois après sa date de publication au *Journal officiel*.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Safar 1436 correspondant au 14 décembre 2014.

Le ministre du commerce      Le ministre de l'industrie  
et des mines

Amara BENYOUNES      Abdesselem BOUCHOUAREB

#### ANNEXE I

#### Durée de garantie des biens électro menagers, électriques et électroniques

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Cuisinières.....	24
Fours encastrables.....	24
Mini fours posables.....	12
Tables de cuisson.....	24
Appareils de cuisson (électrique, sous pression, à vapeur, grille.....)	12
Réchauds à gaz (Tabounas).....	12
Micro-onde.....	24
Appareils de réfrigération, de congélation et de surgélation.....	24
Lave-vaisselle.....	24
Machines et appareils pour le lavage, le nettoyage, l'essorage et le séchage.....	24
Téléviseurs.....	24
Périphériques et récepteurs TV (démodulateur, décodeur.....)	12
Tous types de lecteurs genre (CD-ROM.....)	12
Tous types de lecteurs genre (MP3, MP4.....)	6
Appareils de chauffage des locaux.....	24
Appareils de chauffage d'eau.....	24
Appareils de conditionnement et/ou d'extraction d'air (climatiseur, hotte).....	24
Fers à repasser.....	24
Aspirateurs et nettoyeurs.....	24
Machines à pâtes.....	12
Robots ménagers à une fonction (hachoir, mixeur, batteur.....)	12
Robots ménagers multifonctions.....	24
Expresso à café.....	24
Cafetières électriques.....	12
Théières électriques.....	12
Bouilloires.....	12
Grilles-pain.....	12
Articles d'horlogerie.....	12
Machines à coudre et à tricoter et appareils analogues.....	18
Appareils photographiques et caméscopes.....	12
Outils électriques portatifs.....	12

ANNEXE II

**Durée de garantie des biens informatiques et bureautiques**

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Appareils d'enregistrement et de reproduction d'images.....	12
Appareils d'enregistrement et de reproduction de son.....	12
Ordinateurs de bureau.....	12
Ordinateurs portables.....	12
Appareils de projection audiovisuels.....	12
Périphériques informatiques et accessoires (onduleur, souris, webcam.....)	12
Imprimantes à aiguille ou à jet d'encre.....	12
Imprimantes laser.....	12
Imprimantes multifonctions.....	12
Photocopieuses.....	12
Equipements de stockage informatique (disque dur, ...)	12
Télécopieurs.....	12
Tablettes tactiles.....	12

ANNEXE III

**Durée de garantie des biens de soins**

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Appareils de rasage (tondeuse.....)	12
Appareils d'épilation féminine et de beauté.....	12
Appareils de lissage des cheveux (séchoir, lisseur, brosse électrique.....)	12

ANNEXE IV

**Durée de garantie des biens téléphoniques**

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Téléphones portables aux écrans noir et blanc.....	12
Téléphones portables multimédias et/ou smartphones.....	12
Téléphones (fixe et sans fil).....	12

## ANNEXE V

**Durée de garantie des équipements et machines**

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Electro-pompes.....	12
Générateurs de courant.....	12
Transformateurs et/ou stabilisateurs de courant.....	12
Batteries et accumulateurs (à l'exception des piles non rechargeables).....	12
Appareils de pesage et de mesurage.....	12
Appareils et outillages de bricolage (ponceuses-décapeurs, perceuses, raboteuses, ..).....	12
Alarmes, vidéosurveillances, interphones.....	12
Appareils de protection et de lutte contre l'incendie.....	12
Outillages de jardin.....	12
Instruments de musique.....	12

## ANNEXE VI

**Durée de garantie des jouets**

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Jouets électriques à batterie supérieure à 24 volts.....	12
Jouets électriques à batterie inférieure à 24 volts.....	6
Bicyclettes et équipements de protection pour enfants.....	6
Vélos et équipements de protection pour adultes.....	12
Planches et patins à roulettes pour enfants.....	6
Jouets destinés aux enfants de moins de 36 mois.....	6
Balançoires suspendues, anneaux, trapèzes.....	6
Consoles de jeux vidéo et accessoires.....	12

## ANNEXE VII

**Durée de garantie de biens divers**

BIENS	DUREE DE GARANTIE (Mois)
Bateaux de plaisance, de pêche ou tous autres moyens de loisir maritime.....	24
Appareils de loisir, de divertissement et de sport.....	24
Tensiomètres.....	12
Glucomètres.....	12